



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2005

Volume II

Détails des
charges et des
revenus

Canada^{ca}

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2005

En vente au Canada chez
votre libraire local
ou par la poste auprès de
Éditions et Services de dépôt
TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

Téléphone: 1-613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Copie papier : N° de catalogue P51-1/2005-2F

ISBN 0-660-97038-4

Copie PDF : N° de catalogue P51-1/2005-2F-PDF

ISBN 0-662-79548-2

VOLUME II

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Table des matières

Section

- Introduction
- 1. Tableaux sommaires et Appendices
- 2. Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)
- 3. Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)
- 4. Affaires indiennes et du Nord canadien
- 5. Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
- 6. Agence de promotion économique du Canada atlantique
- 7. Agence des douanes et du revenu du Canada
- 8. Agriculture et Agroalimentaire
- 9. Anciens Combattants
- 10. Bureau de l'infrastructure du Canada
- 11. Citoyenneté et Immigration
- 12. Conseil du Trésor
- 13. Conseil privé
- 14. Défense nationale
- 15. Développement des ressources humaines (Développement social)
- 16. Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
- 17. Environnement
- 18. Finances
- 19. Gouverneur général
- 20. Industrie
- 21. Justice
- 22. Parlement
- 23. Patrimoine canadien
- 24. Pêches et Océans
- 25. Ressources humaines et Développement des compétences
- 26. Ressources naturelles
- 27. Santé
- 28. Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)
- 29. Transports
- 30. Travaux publics et Services gouvernementaux
- 31. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

INTRODUCTION AUX *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes.

Le volume I présente les états financiers vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le volume II présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le volume III présente des informations et analyses supplémentaires.

Le contenu du volume II se résume comme suit :

Tableaux sommaires et Appendices (section 1)

La section 1 comprend des tableaux sommaires qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles.

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

Sections ministérielles (sections 2 à 30)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les programmes du ministère et des organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des objectifs des programmes et des descriptions des secteurs d'activité. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les

opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

- *Sommaire du portefeuille ministériel*
Présente par programme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.
- *Programmes par secteur d'activité*
Présente par programme le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque secteur d'activité sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).
- *Paiements de transfert*
Présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.
- *Détail des montants disponibles pour être dépensés*
Présente par programme la nature des revenus et rentrées lesquels augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.
- *Revenus*
Présente par programme la nature des revenus sous chaque catégorie principale de revenus.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un

état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1 (e.g. les données de l'état des *Paiements de transfert* peuvent être retracées à l'état des *Programmes par secteur d'activité*, lesquelles peuvent ensuite être retracées au *Sommaire du portefeuille ministériel*; les données du *Sommaire du portefeuille ministériel* peuvent être retracées aux *Tableaux sommaires* (5, 6 et 7) de la section 1.

Le volume II est conçu de façon à refléter d'aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget principal des dépenses. Certains tableaux sommaires et Appendices et le *Sommaire du portefeuille ministériel* des sections ministérielles montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

• **Provenance des autorisations**

- *Disponibles des exercices antérieurs*
Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les revenus et les rentrées. Ces crédits représentent généralement soit des autorisations relatives à des fonds renouvelables, au produit de la vente de biens excédentaires de l'État ou à des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.

- *Budget principal des dépenses et budgets supplémentaires des dépenses*

Comprennent les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses ainsi que les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.

- *Redressements et virements*

Comprennent :

- les virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5, 10 et 15 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles;
- les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire) ou entre paiements de transfert;
- les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État;
- les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice et le produit de la vente de biens excédentaires de l'État.

- *Total disponible pour emploi*

Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des revenus et rentrées disponibles pour être dépensés).

• **Utilisation des autorisations**

- *Employées au cours de l'exercice*
Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés).
- *Annulées (écart positif)*
Autorisations de dépenses non employées qui ne peuvent être reportées à un exercice ultérieur.
- *Dépassées (écart négatif)*
Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.
- *Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs*
Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.
- *Employées au cours de l'exercice précédent*
Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés). Pour les crédits ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul, en ligne avec l'énoncé «Crédits (éléments) non requis pour l'exercice en cours».

SECTION 1

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Tableaux sommaires et Appendices

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Tableaux sommaires — | |
| Tableau 1 — État des revenus et charges. | 1.3 |
| Tableau 2 — Dépenses ministérielles par catégorie. | 1.4 |
| Tableau 2a — Récapitulation des charges externes par catégorie ... | 1.10 |
| Tableau 2b — Détail des autres paiements de transfert. | 1.11 |
| Tableau 2c — Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels | 1.12 |
| Tableau 3 — Dépenses ministérielles par article courant | 1.13 |
| Tableau 3a — Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges | 1.21 |
| Tableau 4 — Revenus ministériels | 1.22 |
| Tableau 4a — Récapitulation des revenus externes | 1.28 |
| Tableau 4b — Ventes de biens et de services | 1.30 |
| Tableau 5 — Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel | 1.34 |
| Tableau 6 — Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel | 1.41 |
| Tableau 7 — Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives). | 1.44 |
| Appendices — | |
| Appendice 1 — Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice | 1.50 |
| Appendice 2 — Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits | 1.75 |
| Appendice 3 — Autorisations disponibles des exercices antérieurs . | 1.88 |
| Appendice 4 — Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice. | 1.96 |
| Appendice 5 — Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 1.98 |

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

TABLEAU 1

État des revenus et charges

Le tableau 1 présente les revenus et les charges pour l'exercice financier 2004-2005. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I des *Comptes publics du Canada*.

(en milliers de dollars)

| REVENUS | 2004-2005 | CHARGES | 2004-2005 |
|--|--------------------|--|--------------------|
| REVENUS FISCAUX— | | Paiements de transfert— | |
| Impôt sur le revenu— | | Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint | 27 870 984 |
| Des particuliers | 98 520 957 | Autres paliers de gouvernement— | |
| Des sociétés | 29 955 402 | Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux | 28 031 155 |
| Autres revenus d'impôt sur le revenu | 3 560 166 | Accords fiscaux | 12 863 527 |
| | <i>132 036 525</i> | Paiements de remplacement pour programmes permanents | (2 746 317) |
| Autres taxes et droits— | | Autres | 3 806 923 |
| Taxe sur les produits et services | 29 758 186 | | <i>41 955 288</i> |
| Taxes sur l'énergie— | | Prestations d'assurance-emploi | 14 747 612 |
| Taxe d'accise—Essence | 4 013 957 | Prestation fiscale canadienne pour enfants | 8 687 760 |
| Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel | 1 040 363 | Autres paiements de transfert | 25 000 810 |
| | <i>5 054 320</i> | | |
| Droits de douane à l'importation | 3 091 209 | Total des paiements de transfert | 118 262 454 |
| Autres taxes et droits d'accise— | | Autres charges de programmes— | |
| Droits d'accise | 4 335 433 | Charges des sociétés d'État | 8 907 419 |
| Cotisation de sécurité sociale pour passagers aériens | 383 201 | Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) | 1 565 736 |
| Diverses taxes et droits d'accise | 235 034 | Agence des douanes et du revenu du Canada | 3 748 605 |
| | <i>4 953 668</i> | Agriculture et Agroalimentaire | 1 341 915 |
| | <i>42 857 383</i> | Conseil du Trésor | 1 716 863 |
| TOTAL DES REVENUS FISCAUX | 174 893 908 | Défense nationale | 14 317 557 |
| COTISATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI | 17 306 782 | Environnement | 1 295 505 |
| AUTRES REVENUS— | | Industrie | 2 093 223 |
| Revenus des Sociétés d'État— | | Justice | 1 010 537 |
| Sociétés d'État consolidées | 1 505 951 | Pêches et Océans | 1 353 269 |
| Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques— | | Ressources humaines et Développement des compétences | 2 500 359 |
| Quote-part des bénéfices annuels | 4 854 814 | Santé | 1 954 206 |
| Intérêt et autres | 466 570 | Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | 6 057 399 |
| | <i>6 827 335</i> | Travaux publics et Services gouvernementaux | 2 326 043 |
| Revenus des autres programmes— | | Autres portefeuilles ministériels | 7 458 337 |
| Revenus de placements | 491 130 | Total des autres charges de programmes | 57 646 973 |
| Ventes de biens et de services | 5 463 268 | Total des charges de programmes | 175 909 427 |
| Revenus divers | 5 500 515 | Frais de la dette publique | 34 117 928 |
| | <i>11 454 913</i> | TOTAL DES CHARGES | 210 027 355 |
| Revenus des opérations en devises— | | | |
| Compte du fonds des changes | 1 827 486 | EXCÉDENT | 1 630 339 |
| Fonds monétaire international | (653 370) | | |
| Autres | 640 | | |
| | <i>1 174 756</i> | | |
| TOTAL DES AUTRES REVENUS | 19 457 004 | | |
| TOTAL DES REVENUS | 211 657 694 | | |

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne «Total des dépenses ministérielles nettes» présente le total des dépenses nettes rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

| Section | Ministère ou organisme | Paiements de transfert ⁽¹⁾ | | | | | Total des paiements de transfert | Autres dépenses de programmes | Frais de la dette publique | Total des dépenses ministérielles nettes |
|----------|--|---|---|-----------------|--|------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|--|
| | | Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽²⁾ | Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux | Accords fiscaux | Paiements de remplacement pour programmes permanents | Autres | | | | |
| 2 | Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 487 199 | 487 199 | 1 177 835 | ... | 1 665 034 |
| | Agence canadienne de développement international | ... | ... | ... | ... | 2 971 429 | 2 971 429 | 280 693 | ... | 3 252 122 |
| | Centre de recherches pour le développement international | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 119 086 | ... | 119 086 |
| | Commission mixte internationale | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 7 986 | ... | 7 986 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 3 458 628 | 3 458 628 | 1 585 600 | ... | 5 044 228 |
| 3 | Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 60 882 | 60 882 | 147 945 | ... | 208 827 |
| | Corporation commerciale canadienne | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 16 399 | ... | 16 399 |
| | Exportation et développement Canada | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 248 803 | ... | 248 803 |
| | Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 647 | ... | 1 647 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 60 882 | 60 882 | 414 794 | ... | 475 676 |
| 4 | Affaires indiennes et du Nord canadien | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 4 933 580 | 4 933 580 | 667 870 | ... | 5 601 450 |
| | Commission canadienne des affaires polaires | ... | ... | ... | ... | 10 | 10 | 967 | ... | 977 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 4 933 590 | 4 933 590 | 668 837 | ... | 5 602 427 |
| 5 | Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec | ... | ... | ... | ... | 286 354 | 286 354 | 46 776 | ... | 333 130 |

| | | | | | | | | | | |
|-----------|---|-----|-----|-----|-----|------------------|------------------|------------------|-----|------------------|
| 6 | Agence de promotion économique du Canada atlantique | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 363 372 | 363 372 | 86 933 | ... | 450 305 |
| | Société d'expansion du Cap-Breton | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 12 650 | ... | 12 650 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 363 372 | 363 372 | 99 583 | ... | 462 955 |
| 7 | Agence des douanes et du revenu du Canada | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 286 874 | 286 874 | 2 764 103 | ... | 3 050 977 |
| | Société canadienne des postes | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 197 210 | ... | 197 210 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 286 874 | 286 874 | 2 961 313 | ... | 3 248 187 |
| 8 | Agriculture et Agroalimentaire | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 2 619 298 | 2 619 298 | 724 135 | ... | 3 343 433 |
| | Commission canadienne du lait | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3 258 | ... | 3 258 |
| | Agence canadienne d'inspection des aliments | ... | ... | ... | ... | 73 421 | 73 421 | 486 979 | ... | 560 400 |
| | Commission canadienne des grains | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 29 547 | ... | 29 547 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 2 692 719 | 2 692 719 | 1 243 919 | ... | 3 936 638 |
| 9 | Anciens Combattants | ... | ... | ... | ... | 1 863 076 | 1 863 076 | 832 288 | ... | 2 695 364 |
| 10 | Bureau de l'infrastructure du Canada | ... | ... | ... | ... | 199 405 | 199 405 | 50 963 | ... | 250 368 |
| 11 | Citoyenneté et Immigration | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 386 451 | 386 451 | 496 323 | ... | 882 774 |
| | Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 125 897 | ... | 125 897 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 386 451 | 386 451 | 622 220 | ... | 1 008 671 |
| 12 | Conseil du Trésor | | | | | | | | | |
| | Secrétariat | ... | ... | ... | ... | 614 | 614 | 1 574 459 | ... | 1 575 073 |
| | École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) | ... | ... | ... | ... | 164 | 164 | 79 284 | ... | 79 448 |
| | Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada | ... | ... | ... | ... | 16 082 | 16 082 | 77 901 | ... | 93 983 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 16 860 | 16 860 | 1 731 644 | ... | 1 748 504 |
| 13 | Conseil privé | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 4 606 | 4 606 | 159 928 | ... | 164 534 |
| | Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 5 584 | ... | 5 584 |
| | Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 32 199 | ... | 32 199 |
| | Directeur général des élections | ... | ... | ... | ... | 65 517 | 65 517 | 208 123 | ... | 273 640 |
| | Commissaire aux langues officielles | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 18 296 | ... | 18 296 |
| | Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 4 714 | ... | 4 714 |
| | Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 653 | ... | 2 653 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 70 123 | 70 123 | 431 497 | ... | 501 620 |

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie—Suite
(en milliers de dollars)

| Section | Ministère ou organisme | Paiements de transfert ⁽¹⁾ | | | | | Total des paiements de transfert | Autres dépenses de programmes | Frais de la dette publique | Total des dépenses ministérielles nettes |
|-----------|---|---|---|-------------------|--|------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|--|
| | | Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽²⁾ | Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux | Accords fiscaux | Paiements de remplacement pour programmes permanents | Autres | | | | |
| 14 | Défense nationale | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 152 345 | 152 345 | 13 770 173 | ... | 13 922 518 |
| | Comité des griefs des Forces canadiennes | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 784 | ... | 6 784 |
| | Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 985 | ... | 2 985 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 152 345 | 152 345 | 13 779 942 | ... | 13 932 287 |
| 15 | Développement des ressources humaines (Développement social) | 27 870 981 | ... | ... | ... | 270 037 | 28 141 018 | 418 951 | ... | 28 559 969 |
| 16 | Diversification de l'économie de l'Ouest canadien | ... | ... | ... | ... | 266 217 | 266 217 | 45 914 | ... | 312 131 |
| 17 | Environnement | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 171 204 | 171 204 | 755 485 | ... | 926 689 |
| | Agence canadienne d'évaluation environnementale | ... | ... | ... | ... | 931 | 931 | 17 342 | ... | 18 273 |
| | Agence Parcs Canada | ... | ... | ... | ... | 4 686 | 4 686 | 513 617 | ... | 518 303 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 176 821 | 176 821 | 1 286 444 | ... | 1 463 265 |
| 18 | Finances | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | 27 300 000 | 12 292 932 | (2 746 317) | 1 353 419 | 38 200 034 | 899 683 | 33 869 590 | 72 969 307 |
| | Vérificateur général | ... | ... | ... | ... | 379 | 379 | 71 585 | ... | 71 964 |
| | Tribunal canadien du commerce extérieur | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 10 068 | ... | 10 068 |
| | Agence de la consommation en matière financière du Canada | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 867 | ... | 6 867 |
| | Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 31 020 | ... | 31 020 |
| | Bureau du surintendant des institutions financières | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 11 504 | ... | 11 504 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | 27 300 000 | 12 292 932 | (2 746 317) | 1 353 798 | 38 200 413 | 1 030 727 | 33 869 590 | 73 100 730 |

| | | | | | | | | | | |
|-----------|---|-----|-----|-----|-----|------------------|------------------|------------------|-----|------------------|
| 19 | Gouverneur général | ... | ... | ... | ... | 288 | 288 | 18 070 | ... | 18 358 |
| 20 | Industrie | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 905 467 | 905 467 | 471 118 | ... | 1 376 585 |
| | Agence spatiale canadienne | ... | ... | ... | ... | 49 012 | 49 012 | 237 035 | ... | 286 047 |
| | Commission canadienne du tourisme | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 78 823 | ... | 78 823 |
| | Tribunal de la concurrence | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 514 | ... | 1 514 |
| | Commission du droit d'auteur | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 268 | ... | 2 268 |
| | Conseil national de recherches du Canada | ... | ... | ... | ... | 135 633 | 135 633 | 577 005 | ... | 712 638 |
| | Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | ... | ... | ... | ... | 766 207 | 766 207 | 36 843 | ... | 803 050 |
| | Conseil de recherches en sciences humaines | ... | ... | ... | ... | 497 026 | 497 026 | 22 384 | ... | 519 410 |
| | Conseil canadien des normes | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 929 | ... | 6 929 |
| | Statistique Canada | ... | ... | ... | ... | 561 | 561 | 462 192 | ... | 462 753 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 2 353 906 | 2 353 906 | 1 896 111 | ... | 4 250 017 |
| 21 | Justice | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 376 502 | 376 502 | 566 453 | ... | 942 955 |
| | Commission canadienne des droits de la personne | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 20 941 | ... | 20 941 |
| | Tribunal canadien des droits de la personne | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 4 196 | ... | 4 196 |
| | Commissaire à la magistrature fédérale | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 343 676 | ... | 343 676 |
| | Service administratif des tribunaux judiciaires | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 55 411 | ... | 55 411 |
| | Commission du droit du Canada | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3 228 | ... | 3 228 |
| | Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | ... | ... | ... | ... | 367 | 367 | 16 891 | ... | 17 258 |
| | Cour suprême du Canada | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 26 704 | ... | 26 704 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 376 869 | 376 869 | 1 037 500 | ... | 1 414 369 |
| 22 | Parlement | | | | | | | | | |
| | Sénat | ... | ... | ... | ... | 542 | 542 | 70 110 | ... | 70 652 |
| | Chambre des communes | ... | ... | ... | ... | 1 602 | 1 602 | 365 101 | ... | 366 703 |
| | Bibliothèque du Parlement | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 29 537 | ... | 29 537 |
| | Commissariat à l'éthique | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3 875 | ... | 3 875 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 2 144 | 2 144 | 468 623 | ... | 470 767 |
| 23 | Patrimoine canadien | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 997 937 | 997 937 | 265 876 | ... | 1 263 813 |
| | Conseil des Arts du Canada | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 154 958 | ... | 154 958 |
| | Société Radio-Canada | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 036 528 | ... | 1 036 528 |
| | Musée canadien des civilisations | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 98 518 | ... | 98 518 |
| | Musée canadien de la nature | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 61 626 | ... | 61 626 |
| | Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 416 | ... | 6 416 |
| | Bibliothèque et Archives du Canada | ... | ... | ... | ... | 3 098 | 3 098 | 110 112 | ... | 113 210 |
| | Société du Centre national des Arts | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 33 460 | ... | 33 460 |
| | Commission des champs de bataille nationaux | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 8 855 | ... | 8 855 |
| | Commission de la capitale nationale | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 101 667 | ... | 101 667 |
| | Office national du film | ... | ... | ... | ... | 295 | 295 | 64 615 | ... | 64 910 |
| | Musée des beaux-arts du Canada | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 45 393 | ... | 45 393 |
| | Musée national des sciences et de la technologie | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 30 641 | ... | 30 641 |

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie—Fin
(en milliers de dollars)

| Section | Ministère ou organisme | Paiements de transfert ⁽¹⁾ | | | | | Total des paiements de transfert | Autres dépenses de programmes | Frais de la dette publique | Total des dépenses ministérielles nettes |
|-----------|---|---|---|-----------------|--|------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|--|
| | | Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽²⁾ | Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux | Accords fiscaux | Paiements de remplacement pour programmes permanents | Autres | | | | |
| | Commission de la fonction publique | ... | ... | ... | ... | ... | 91 867 | ... | 91 867 | |
| | Commission des relations de travail dans la fonction publique | ... | ... | ... | ... | ... | 8 957 | ... | 8 957 | |
| | Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice | ... | ... | ... | ... | 10 840 | 12 194 | ... | 23 034 | |
| | Téléfilm Canada | ... | ... | ... | ... | ... | 128 279 | ... | 128 279 | |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 1 012 170 | 1 012 170 | 2 259 962 | 3 272 132 | |
| 24 | Pêches et Océans | ... | ... | ... | ... | 95 011 | 95 011 | 1 377 566 | 1 472 577 | |
| 25 | Ressources humaines et Développement des compétences | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 1 405 124 | 470 887 | ... | 1 876 011 | |
| | Conseil canadien des relations industrielles | ... | ... | ... | ... | ... | 12 439 | ... | 12 439 | |
| | Société canadienne d'hypothèques et de logement | ... | ... | ... | ... | ... | 2 073 943 | ... | 2 073 943 | |
| | Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs | ... | ... | ... | ... | ... | 1 430 | ... | 1 430 | |
| | Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | ... | ... | ... | ... | ... | 4 369 | ... | 4 369 | |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 1 405 124 | 2 563 068 | ... | 3 968 192 | |
| 26 | Ressources naturelles | | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | ... | 684 562 | 628 323 | ... | 1 312 885 | |
| | Énergie atomique du Canada limitée | ... | ... | ... | ... | ... | 162 838 | ... | 162 838 | |
| | Commission canadienne de sûreté nucléaire | ... | ... | ... | ... | 227 | 72 954 | ... | 73 181 | |
| | Société de développement du Cap-Breton | ... | ... | ... | ... | ... | 60 200 | ... | 60 200 | |
| | Office national de l'énergie | ... | ... | ... | ... | ... | 38 083 | ... | 38 083 | |
| | Administration du pipe-line du Nord | ... | ... | ... | ... | ... | 496 | ... | 496 | |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 684 789 | 962 894 | ... | 1 647 683 | |

| | | | | | | | | | |
|-----------|---|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| 27 | Santé | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | 1 497 396 | 1 497 396 | 1 905 937 | ... | 3 403 333 |
| | Instituts de recherche en santé du Canada | ... | ... | ... | 704 689 | 704 689 | 43 283 | ... | 747 972 |
| | Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses | ... | ... | ... | ... | ... | 3 521 | ... | 3 521 |
| | Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | ... | ... | ... | ... | ... | 4 998 | ... | 4 998 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | 2 202 085 | 2 202 085 | 1 957 739 | ... | 4 159 824 |
| 28 | Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | 220 991 | 220 991 | 144 315 | ... | 365 306 |
| | Agence des services frontaliers du Canada | ... | ... | ... | ... | ... | 1 061 090 | ... | 1 061 090 |
| | Centre canadien des armes à feu | ... | ... | ... | 12 562 | 12 562 | 80 247 | ... | 92 809 |
| | Service canadien du renseignement de sécurité | ... | ... | ... | ... | ... | 278 597 | ... | 278 597 |
| | Service correctionnel | ... | ... | ... | 3 068 | 3 068 | 1 579 494 | ... | 1 582 562 |
| | Commission nationale des libérations conditionnelles | ... | ... | ... | ... | ... | 41 162 | ... | 41 162 |
| | Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones | ... | ... | ... | 4 418 | 4 418 | 62 208 | ... | 66 626 |
| | Bureau de l'enquêteur correctionnel | ... | ... | ... | ... | ... | 2 871 | ... | 2 871 |
| | Gendarmerie royale du Canada | ... | ... | ... | 64 555 | 64 555 | 1 895 740 | ... | 1 960 295 |
| | Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada | ... | ... | ... | ... | ... | 873 | ... | 873 |
| | Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada | ... | ... | ... | ... | ... | 4 866 | ... | 4 866 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | 305 594 | 305 594 | 5 151 463 | ... | 5 457 057 |
| 29 | Transports | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | ... | 420 325 | 420 325 | 1 187 867 | ... | 1 608 192 |
| | Office des transports du Canada | ... | ... | ... | ... | ... | 27 176 | ... | 27 176 |
| | Tribunal d'appel des transports du Canada | ... | ... | ... | ... | ... | 1 271 | ... | 1 271 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | 420 325 | 420 325 | 1 216 314 | ... | 1 636 639 |
| 30 | Travaux publics et Services gouvernementaux | ... | ... | ... | 1 401 | 1 401 | 2 394 667 | ... | 2 396 068 |
| | Total des dépenses ministérielles nettes | 27 870 981 | 27 300 000 | 12 292 932 | (2 746 317) | 25 697 258 | 90 414 854 | 48 555 389 | 33 869 590 |
| | | | | | | | | | 172 839 833 |

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Les paiements de transfert pour les prestations d'assurance-emploi et la prestation fiscale canadienne pour enfants sont présentés au tableau 2a.

(2) Comprend le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

TABLEAU 2a

Récapitulation des charges externes par catégorie

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les revenus affectés aux charges, les redressements courus et autres, les charges des sociétés d'État consolidées et l'élimination des charges internes. La différence entre les charges externes totales et les charges externes nettes constitue les revenus affectés aux charges, les crédits et remboursements fiscaux, et les revenus des sociétés d'État consolidées.

(en milliers de dollars)

| | Total des dépenses ministérielles nettes | Comptes à fins déterminées consolidés | Redressements courus et autres | Sociétés d'État consolidées | Charges internes | CHARGES EXTERNES NETTES | Revenus affectés aux charges | Crédits et rembour- sements fiscaux | Revenus des sociétés d'État consolidées | CHARGES EXTERNES TOTALES |
|--|---|--|--------------------------------------|-----------------------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------------|--|---|--------------------------------|
| Paiements de transfert— | | | | | | | | | | |
| Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint | 27 870 981 | ... | 3 | ... | ... | 27 870 984 | ... | ... | ... | 27 870 984 |
| <i>Autres paliers de gouvernement—</i> | | | | | | | | | | |
| Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux | 27 300 000 | ... | 731 155 | ... | ... | 28 031 155 | ... | ... | ... | 28 031 155 |
| Accords fiscaux | 12 292 932 | ... | 570 595 | ... | ... | 12 863 527 | ... | ... | ... | 12 863 527 |
| Paiements de remplacement pour programmes permanents | (2 746 317) | ... | ... | ... | ... | (2 746 317) | ... | ... | ... | (2 746 317) |
| Autres | 927 965 | ... | 2 878 958 | ... | ... | 3 806 923 | ... | ... | ... | 3 806 923 |
| <i>Total des autres paliers de gouvernement</i> | <i>37 774 580</i> | ... | <i>4 180 708</i> | ... | ... | <i>41 955 288</i> | ... | ... | ... | <i>41 955 288</i> |
| Prestations d'assurance-emploi | ... | 14 747 612 | ... | ... | ... | 14 747 612 | ... | ... | ... | 14 747 612 |
| Prestation fiscale canadienne pour enfants | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 8 687 760 | ... | ... | 8 687 760 |
| Autres paiements de transfert ⁽¹⁾ | 24 769 293 | 186 552 | 44 965 | ... | ... | 25 000 810 | ... | ... | ... | 25 000 810 |
| Total des paiements de transfert | 90 414 854 | 14 934 164 | 4 225 676 | ... | ... | 109 574 694 | ... | 8 687 760 | ... | 118 262 454 |
| Autres charges de programmes— | | | | | | | | | | |
| Charges des sociétés d'État | ... | ... | ... | 7 401 468 | ... | 7 401 468 | ... | ... | 1 505 951 | 8 907 419 |
| Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) | 1 585 600 | ... | (118 757) | (119 086) | 45 615 | 1 393 372 | 172 364 | ... | ... | 1 565 736 |
| Agence des douanes et du revenu du Canada | 2 961 313 | ... | 896 628 | (197 210) | 15 807 | 3 676 538 | 72 067 | ... | ... | 3 748 605 |
| Agriculture et Agroalimentaire | 1 243 919 | ... | 501 | ... | (22 227) | 1 222 193 | 119 722 | ... | ... | 1 341 915 |
| Conseil du Trésor | 1 731 644 | ... | 2 375 | ... | (17 156) | 1 716 863 | ... | ... | ... | 1 716 863 |
| Défense nationale | 13 779 942 | (96 227) | 349 692 | ... | (109 699) | 13 923 708 | 393 849 | ... | ... | 14 317 557 |
| Environnement | 1 286 444 | 9 319 | (23 158) | ... | (20 485) | 1 252 120 | 43 385 | ... | ... | 1 295 505 |
| Industrie | 1 896 111 | ... | 68 736 | (85 752) | 14 640 | 1 893 735 | 199 488 | ... | ... | 2 093 223 |
| Justice | 1 037 500 | ... | (21 363) | ... | (5 819) | 1 010 318 | 219 | ... | ... | 1 010 537 |
| Pêches et Océans | 1 377 566 | 379 | (24 064) | ... | (40 095) | 1 313 786 | 39 483 | ... | ... | 1 353 269 |
| Ressources humaines et Développement des compétences | 2 563 068 | 1 638 118 | 381 788 | (2 071 697) | (46 225) | 2 465 052 | 35 307 | ... | ... | 2 500 359 |
| Santé | 1 957 739 | 3 | (33 987) | ... | (19 407) | 1 904 348 | 49 858 | ... | ... | 1 954 206 |
| Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | 5 151 463 | ... | (64 454) | ... | (119 369) | 4 967 640 | 1 089 759 | ... | ... | 6 057 399 |
| Travaux publics et Services gouvernementaux | 2 394 667 | 26 478 | (123 395) | ... | (139 258) | 2 158 492 | 167 551 | ... | ... | 2 326 043 |
| Autres portefeuilles ministériels ⁽²⁾ | 9 588 413 | (337 491) | 406 973 | (2 796 373) | (64 473) | 6 797 049 | 661 288 | ... | ... | 7 458 337 |
| Total des autres charges de programmes | 48 555 389 | 1 240 579 | 1 697 515 | 2 131 350 | (528 151) | 53 096 682 | 3 044 340 | ... | 1 505 951 | 57 646 973 |
| Total des charges de programmes | 138 970 243 | 16 174 743 | 5 923 191 | 2 131 350 | (528 151) | 162 671 376 | 3 044 340 | 8 687 760 | 1 505 951 | 175 909 427 |
| Frais de la dette publique | 33 869 590 | (981 034) | 1 229 372 | ... | ... | 34 117 928 | ... | ... | ... | 34 117 928 |
| TOTAL DES CHARGES | 172 839 833 | 15 193 709 | 7 152 563 | 2 131 350 | (528 151) | 196 789 304 | 3 044 340 | 8 687 760 | 1 505 951 | 210 027 355 |

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

⁽¹⁾ Le détail des autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.

⁽²⁾ Le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels est présenté au tableau 2c.

TABLEAU 2b
Détail des autres paiements de transfert

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert rapportés au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

| | Total des dépenses ministérielles nettes | Comptes à fins déterminées consolidés | Redressements coursus et autres | Sociétés d'État consolidées | Charges internes | CHARGES EXTERNES NETTES | Revenus affectés aux charges | Crédits et remboursements fiscaux | Revenus des Sociétés d'État consolidées | CHARGES EXTERNES TOTALES |
|---|---|--|---------------------------------------|-----------------------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------------|---|---|--------------------------------|
| Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) | 3 458 628 | ... | (106 444) | ... | ... | 3 352 184 | ... | ... | ... | 3 352 184 |
| Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) | 60 882 | ... | (4 864) | ... | ... | 56 018 | ... | ... | ... | 56 018 |
| Affaires indiennes et du Nord canadien | 4 933 590 | ... | 100 | ... | ... | 4 933 690 | ... | ... | ... | 4 933 690 |
| Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec | 286 354 | ... | (47 693) | ... | ... | 238 661 | ... | ... | ... | 238 661 |
| Agence de promotion économique du Canada atlantique | 363 372 | ... | (57 114) | ... | ... | 306 258 | ... | ... | ... | 306 258 |
| Agence des douanes et du revenu du Canada | 286 874 | ... | ... | ... | ... | 286 874 | ... | ... | ... | 286 874 |
| Agriculture et Agroalimentaire | 2 692 719 | 94 916 | (35 642) | ... | ... | 2 751 993 | ... | ... | ... | 2 751 993 |
| Anciens Combattants | 1 863 076 | ... | (1 620 089) | ... | ... | 242 987 | ... | ... | ... | 242 987 |
| Bureau de l'infrastructure du Canada | 199 405 | ... | (195) | ... | ... | 199 210 | ... | ... | ... | 199 210 |
| Citoyenneté et Immigration | 386 451 | ... | (1 477) | ... | ... | 384 974 | ... | ... | ... | 384 974 |
| Conseil du Trésor | 16 860 | ... | (355) | ... | ... | 16 505 | ... | ... | ... | 16 505 |
| Conseil privé | 70 123 | ... | 16 469 | ... | ... | 86 592 | ... | ... | ... | 86 592 |
| Défense nationale | 152 345 | ... | (10 036) | ... | ... | 142 309 | ... | ... | ... | 142 309 |
| Développement des ressources humaines (Développement social) | 270 037 | ... | (849) | ... | ... | 269 188 | ... | ... | ... | 269 188 |
| Diversification de l'économie de l'Ouest canadien | 266 217 | ... | (822) | ... | ... | 265 395 | ... | ... | ... | 265 395 |
| Environnement | 176 821 | ... | (576) | ... | ... | 176 245 | ... | ... | ... | 176 245 |
| Finances | 453 798 | ... | (70 788) | ... | ... | 383 010 | ... | ... | ... | 383 010 |
| Gouverneur général | 288 | ... | (288) | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Industrie | 2 353 906 | ... | (258 985) | ... | ... | 2 094 921 | ... | ... | ... | 2 094 921 |
| Justice | 376 869 | ... | (21 453) | ... | ... | 355 416 | ... | ... | ... | 355 416 |
| Parlement | 2 144 | ... | (178) | ... | ... | 1 966 | ... | ... | ... | 1 966 |
| Patrimoine canadien | 1 012 170 | ... | (3 810) | ... | ... | 1 008 360 | ... | ... | ... | 1 008 360 |
| Pêches et Océans | 95 011 | ... | ... | ... | ... | 95 011 | ... | ... | ... | 95 011 |
| Ressources humaines et Développement des compétences | 1 405 124 | 91 636 | 119 686 | ... | ... | 1 616 446 | ... | ... | ... | 1 616 446 |
| Ressources naturelles | 684 789 | ... | (8 311) | ... | ... | 676 478 | ... | ... | ... | 676 478 |
| Santé | 2 182 085 | ... | (5 785) | ... | ... | 2 176 300 | ... | ... | ... | 2 176 300 |
| Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | 297 629 | ... | (47 649) | ... | ... | 249 980 | ... | ... | ... | 249 980 |
| Transports | 420 325 | ... | (57 249) | ... | ... | 363 076 | ... | ... | ... | 363 076 |
| Travaux publics et Services gouvernementaux | 1 401 | ... | (539) | ... | ... | 862 | ... | ... | ... | 862 |
| Total partiel | 24 769 293 | 186 552 | (2 224 936) | ... | ... | 22 730 909 | ... | ... | ... | 22 730 909 |
| Provision pour évaluation et autres éléments | ... | ... | 2 269 901 | ... | ... | 2 269 901 | ... | ... | ... | 2 269 901 |
| Total des autres paiements de transfert | 24 769 293 | 186 552 | 44 965 | ... | ... | 25 000 810 | ... | ... | ... | 25 000 810 |

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 2c

Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels

Le tableau 2c présente le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels rapportées au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

| | Total des dépenses ministérielles nettes | Comptes à fins déterminées consolidés | Redressements courus et autres | Sociétés d'État consolidées | Charges internes | CHARGES EXTERNES NETTES | Revenus affectés aux charges | Crédits et rembour- sements fiscaux | Revenus des Sociétés d'État consolidées | CHARGES EXTERNES TOTALES |
|---|---|--|--------------------------------------|-----------------------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------------|--|---|--------------------------------|
| Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) | 414 794 | ... | (207 323) | (31 900) | (4 053) | 171 518 | 577 | ... | ... | 172 095 |
| Affaires indiennes et du Nord canadien | 668 837 | 648 | 104 489 | (36 483) | (17 781) | 719 710 | ... | ... | ... | 719 710 |
| Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec | 46 776 | ... | 55 657 | ... | 3 625 | 106 058 | ... | ... | ... | 106 058 |
| Agence de promotion économique du Canada atlantique | 99 583 | ... | 3 062 | (12 650) | (2 745) | 87 250 | ... | ... | ... | 87 250 |
| Anciens Combattants | 832 288 | ... | (24 589) | ... | 26 247 | 833 946 | ... | ... | ... | 833 946 |
| Bureau de l'infrastructure du Canada | 50 963 | ... | (551) | (19 274) | (5 263) | 25 875 | ... | ... | ... | 25 875 |
| Citoyenneté et Immigration | 622 220 | ... | (64 063) | ... | (1 519) | 556 638 | ... | ... | ... | 556 638 |
| Conseil privé | 431 497 | ... | (3 040) | ... | (4 544) | 423 913 | ... | ... | ... | 423 913 |
| Développement des ressources humaines (Développement social) | 418 951 | ... | 27 206 | ... | (63 662) | 382 495 | 220 152 | ... | ... | 602 647 |
| Diversification de l'économie de l'Ouest canadien | 45 914 | ... | (6 297) | ... | 9 853 | 49 470 | ... | ... | ... | 49 470 |
| Finances | 1 030 727 | ... | (734 254) | ... | (1 588) | 294 885 | 68 396 | ... | ... | 363 281 |
| Gouverneur général | 18 070 | ... | 300 | ... | 9 | 18 379 | ... | ... | ... | 18 379 |
| Parlement | 468 623 | ... | 939 | ... | (1 434) | 468 128 | 1 906 | ... | ... | 470 034 |
| Patrimoine canadien | 2 259 962 | 149 | (22 089) | (1 675 630) | 4 992 | 567 384 | 49 096 | ... | ... | 616 480 |
| Ressources naturelles | 962 894 | 585 | (2 149) | (223 038) | (12 309) | 725 983 | 31 302 | ... | ... | 757 285 |
| Transports | 1 216 314 | 4 560 | 196 478 | (797 398) | 5 699 | 625 653 | 289 859 | ... | ... | 915 512 |
| Total partiel | 9 588 413 | 5 942 | (676 224) | (2 796 373) | (64 473) | 6 057 285 | 661 288 | ... | ... | 6 718 573 |
| Provision pour évaluation et autres éléments | ... | (343 433) | 1 083 197 | ... | ... | 739 764 | ... | ... | ... | 739 764 |
| Total des autres charges de programmes | 9 588 413 | (337 491) | 406 973 | (2 796 373) | (64 473) | 6 797 049 | 661 288 | ... | ... | 7 458 337 |

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les revenus affectés aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne «Total des dépenses brutes» représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne «Total des dépenses ministérielles nettes» représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des revenus affectés aux dépenses. La colonne «Total des dépenses ministérielles nettes» présente le total des dépenses rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

| Section | Ministère ou organisme | Personnel (1) | Transports et communications (2) | Information (3) | Services professionnels et spéciaux ⁽¹⁾ | Location (5) | Services de réparation et d'entretien (6) | Services publics, fournitures et approvisionnements (7) | Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ | Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ | Paiements de transfert ⁽⁴⁾ | Frais de la dette publique ⁽⁵⁾ | Autres subventions et paiements (12) | Moins : revenus affectés aux dépenses | | | Total des dépenses ministérielles nettes | |
|----------|---|----------------|----------------------------------|-----------------|--|----------------|---|---|---|---|---------------------------------------|---|--------------------------------------|---------------------------------------|------------------|------------------|--|------------------|
| | | | | | | | | | | | | | | Total des dépenses brutes (1)-(12) | Revenus externes | Revenus internes | | Total |
| 2 | Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ministère | 668 375 | 157 922 | 8 335 | 151 337 | 145 718 | 48 305 | 52 736 | 40 404 | 65 915 | 487 199 | ... | 20 535 | 1 846 781 | 172 364 | 9 383 | 181 747 | 1 665 034 |
| | Agence canadienne de développement international | 136 761 | 15 382 | 422 | 43 160 | 3 602 | 2 747 | 1 265 | ... | 5 279 | 2 971 429 | ... | 72 075 | 3 252 122 | ... | ... | ... | 3 252 122 |
| | Centre de recherches pour le développement international | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 119 086 | 119 086 | ... | ... | ... | 119 086 |
| | Commission mixte internationale | 3 716 | 732 | 121 | 2 570 | 350 | 12 | 70 | ... | 231 | ... | ... | 184 | 7 986 | ... | ... | ... | 7 986 |
| | Total du portefeuille ministériel | 808 852 | 174 036 | 8 878 | 197 067 | 149 670 | 51 064 | 54 071 | 40 404 | 71 425 | 3 458 628 | ... | 211 880 | 5 225 975 | 172 364 | 9 383 | 181 747 | 5 044 228 |
| 3 | Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ministère | 96 889 | 7 426 | 950 | 35 869 | 2 190 | 1 001 | 774 | ... | 1 524 | 60 882 | ... | 2 469 | 209 974 | 577 | 570 | 1 147 | 208 827 |
| | Corporation commerciale canadienne | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 16 399 | 16 399 | ... | ... | ... | 16 399 |
| | Exportation et développement Canada | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 248 803 | 248 803 | ... | ... | ... | 248 803 |
| | Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne | 852 | 94 | 11 | 544 | 45 | 14 | 32 | ... | 41 | ... | ... | 14 | 1 647 | ... | ... | ... | 1 647 |
| | Total du portefeuille ministériel | 97 741 | 7 520 | 961 | 36 413 | 2 235 | 1 015 | 806 | ... | 1 565 | 60 882 | ... | 267 685 | 476 823 | 577 | 570 | 1 147 | 475 676 |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------|---|------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|------------------|-----|---------------|------------------|---------|----------------|----------------|------------------|
| 9 | Anciens Combattants | 243 996 | 34 381 | 2 506 | 297 151 | 8 697 | 11 970 | 209 208 | 15 986 | 6 860 | 1 863 076 | ... | 1 533 | 2 695 364 | ... | ... | ... | 2 695 364 |
| 10 | Bureau de l'infrastructure du Canada | 13 715 | 1 403 | 425 | 12 488 | 542 | 1 123 | 255 | ... | 909 | 199 405 | ... | 20 103 | 250 368 | ... | ... | ... | 250 368 |
| 11 | Citoyenneté et Immigration | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ministère | 297 109 | 24 311 | 3 580 | 119 676 | 2 128 | 12 216 | 7 568 | 1 410 | 14 803 | 386 451 | ... | 13 522 | 882 774 | ... | ... | ... | 882 774 |
| | Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada | 94 312 | 4 029 | 248 | 21 146 | 852 | 815 | 989 | ... | 3 564 | ... | ... | (58) | 125 897 | ... | ... | ... | 125 897 |
| | Total du portefeuille ministériel | 391 421 | 28 340 | 3 828 | 140 822 | 2 980 | 13 031 | 8 557 | 1 410 | 18 367 | 386 451 | ... | 13 464 | 1 008 671 | ... | ... | ... | 1 008 671 |
| 12 | Conseil du Trésor | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Secrétariat | 1 701 035 | 3 922 | 1 145 | 35 512 | 706 | 1 588 | 1 268 | ... | 5 032 | 614 | ... | 630 | 1 751 452 | ... | 176 379 | 176 379 | 1 575 073 |
| | École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) | 46 477 | 2 671 | 1 228 | 21 667 | 1 697 | 793 | 1 442 | ... | 3 291 | 164 | ... | 18 | 79 448 | ... | ... | ... | 79 448 |
| | Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada | 58 226 | 2 483 | 1 168 | 13 310 | 485 | 642 | 749 | ... | 1 568 | 16 082 | ... | (730) | 93 983 | ... | ... | ... | 93 983 |
| | Total du portefeuille ministériel | 1 805 738 | 9 076 | 3 541 | 70 489 | 2 888 | 3 023 | 3 459 | ... | 9 891 | 16 860 | ... | (82) | 1 924 883 | ... | 176 379 | 176 379 | 1 748 504 |
| 13 | Conseil privé | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ministère | 95 360 | 8 111 | 4 259 | 34 246 | 2 574 | 4 505 | 2 054 | ... | 8 645 | 4 606 | ... | 174 | 164 534 | ... | ... | ... | 164 534 |
| | Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes | 2 577 | 1 053 | 143 | 800 | 602 | 103 | 57 | ... | 249 | ... | ... | ... | 5 584 | ... | ... | ... | 5 584 |
| | Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | 24 116 | 2 200 | 222 | 3 566 | 135 | 579 | 429 | ... | 940 | ... | ... | 12 | 32 199 | ... | ... | ... | 32 199 |
| | Directeur général des élections | 105 600 | 23 808 | 24 799 | 26 753 | 19 480 | 2 221 | 2 604 | 238 | 2 597 | 65 517 | ... | 23 | 273 640 | ... | ... | ... | 273 640 |
| | Commissaire aux langues officielles | 12 898 | 1 041 | 314 | 3 193 | 139 | 115 | 241 | ... | 321 | ... | ... | 34 | 18 296 | ... | ... | ... | 18 296 |
| | Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | 2 341 | 476 | 248 | 1 440 | 70 | 31 | 37 | ... | 82 | ... | ... | (11) | 4 714 | ... | ... | ... | 4 714 |
| | Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité | 1 766 | 133 | 143 | 476 | 16 | 51 | 28 | ... | 38 | ... | ... | 2 | 2 653 | ... | ... | ... | 2 653 |
| | Total du portefeuille ministériel | 244 658 | 36 822 | 30 128 | 70 474 | 23 016 | 7 605 | 5 450 | 238 | 12 872 | 70 123 | ... | 234 | 501 620 | ... | ... | ... | 501 620 |
| 14 | Défense nationale | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ministère | 6 900 141 | 645 067 | 28 091 | 1 773 897 | 167 941 | 1 050 834 | 913 090 | 247 587 | 2 215 569 | 152 345 | ... | 240 324 | 14 334 886 | 393 849 | 18 519 | 412 368 | 13 922 518 |
| | Comité des griefs des Forces canadiennes | 4 007 | 232 | 54 | 1 387 | 719 | 136 | 58 | ... | 189 | ... | ... | 2 | 6 784 | ... | ... | ... | 6 784 |

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

| Section | Ministère ou organisme | Personnel (1) | Transports et communi- cations (2) | Information (3) | Services profession- nels et spéciaux ⁽¹⁾ (4) | Location (5) | Services de réparation et d'entretien (6) | Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7) | Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8) | Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9) | Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10) | Frais de la dette pu- blique ⁽⁵⁾ (11) | Autres subventions et paiements (12) | Moins : revenus affectés aux dépenses | | | Total des dépenses brutes (1)-(12) | Revenus externes | Revenus internes | Total | Total des dépenses ministérielles nettes | |
|-----------|---|------------------|--|--------------------|--|-----------------|--|---|---|---|---|--|--|---------------------------------------|----------------|----------------|---|---------------------|---------------------|-------|---|-------|
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire | 1 639 | 118 | 108 | 853 | 213 | ... | 32 | ... | 20 | ... | ... | 2 | 2 985 | ... | ... | ... | 2 985 | ... | ... | ... | 2 985 |
| | Total du portefeuille ministériel | 6 905 787 | 645 417 | 28 253 | 1 776 137 | 168 873 | 1 050 970 | 913 180 | 247 587 | 2 215 778 | 152 345 | ... | 240 328 | 14 344 655 | 393 849 | 18 519 | 412 368 | 13 932 287 | | | | |
| 15 | Développement des ressources humaines (Développement social) | 749 170 | 80 330 | 7 450 | 112 554 | 184 785 | 35 085 | 5 111 | ... | 24 730 | 28 141 018 | ... | 528 | 29 340 761 | 220 152 | 560 640 | 780 792 | 28 559 969 | | | | |
| 16 | Diversification de l'économie de l'Ouest canadien | 31 972 | 3 445 | 575 | 7 113 | 839 | 163 | 692 | ... | 983 | 266 217 | ... | 132 | 312 131 | ... | ... | ... | 312 131 | | | | |
| 17 | Environnement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ministère | 502 070 | 55 986 | 6 674 | 110 911 | 22 968 | 11 254 | 29 419 | 5 777 | 56 739 | 171 204 | ... | 28 002 | 1 001 004 | 42 398 | 31 917 | 74 315 | 926 689 | | | | |
| | Agence canadienne d'évalu- ation environnementale | 11 664 | 1 462 | 334 | 3 993 | 284 | 33 | 218 | ... | 442 | 931 | ... | 4 | 19 365 | 987 | 105 | 1 092 | 18 273 | | | | |
| | Agence Parcs Canada | 299 917 | 22 922 | 7 115 | 70 332 | 13 612 | 26 842 | 31 011 | 9 598 | 18 390 | 4 686 | ... | 13 878 | 518 303 | ... | ... | ... | 518 303 | | | | |
| | Total du portefeuille ministériel | 813 651 | 80 370 | 14 123 | 185 236 | 36 864 | 38 129 | 60 648 | 15 375 | 75 571 | 176 821 | ... | 41 884 | 1 538 672 | 43 385 | 32 022 | 75 407 | 1 463 265 | | | | |
| 18 | Finances | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ministère | 74 705 | 4 378 | 2 266 | 10 932 | 506 | 1 771 | 64 944 | ... | 4 080 | 38 200 034 | 33 869 590 | 736 460 | 72 969 666 | 45 | 314 | 359 | 72 969 307 | | | | |
| | Vérificateur général | 56 067 | 4 016 | 375 | 8 112 | 235 | 1 179 | 523 | ... | 924 | 379 | ... | 154 | 71 964 | ... | ... | ... | 71 964 | | | | |
| | Tribunal canadien du com- merce extérieur | 8 412 | 182 | 95 | 831 | 20 | 193 | 175 | ... | 161 | ... | ... | (1) | 10 068 | ... | ... | ... | 10 068 | | | | |
| | Agence de la consommation en matière financière du Canada | 3 542 | 147 | 215 | 2 152 | 518 | 63 | 28 | ... | 61 | ... | ... | 141 | 6 867 | ... | ... | ... | 6 867 | | | | |
| | Centre d'analyse des opé- rations et déclarations financières du Canada | 19 799 | 1 840 | 210 | 2 228 | 2 664 | 2 364 | 320 | ... | 1 490 | ... | ... | 105 | 31 020 | ... | ... | ... | 31 020 | | | | |
| | Bureau du surintendant des institutions financières | 56 020 | 4 656 | 932 | 7 035 | 4 860 | 858 | 1 138 | 3 721 | 3 962 | ... | ... | 359 | 83 541 | 68 351 | 3 686 | 72 037 | 11 504 | | | | |
| | Total du portefeuille ministériel | 218 545 | 15 219 | 4 093 | 31 290 | 8 803 | 6 428 | 67 128 | 3 721 | 10 678 | 38 200 413 | 33 869 590 | 737 218 | 73 173 126 | 68 396 | 4 000 | 72 396 | 73 100 730 | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------|---|------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|------------------|-----|---------------|------------------|----------------|---------------|----------------|------------------|
| 19 | Gouverneur général | 12 846 | 1 331 | 670 | 1 420 | 121 | 52 | 1 037 | ... | 525 | 288 | ... | 68 | 18 358 | ... | ... | ... | 18 358 |
| 20 | Industrie | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ministère | 461 791 | 38 088 | 5 867 | 88 792 | 9 273 | 11 529 | 10 914 | 2 063 | 26 692 | 905 467 | ... | 101 | 1 560 577 | 177 127 | 6 865 | 183 992 | 1 376 585 |
| | Agence spatiale canadienne | 55 258 | 7 138 | 1 321 | 137 789 | 725 | 3 387 | 3 333 | 275 | 24 353 | 49 012 | ... | 3 456 | 286 047 | ... | ... | ... | 286 047 |
| | Commission canadienne du tourisme | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 78 823 | 78 823 | ... | ... | ... | 78 823 |
| | Tribunal de la concurrence | 937 | 106 | 7 | 424 | 9 | 1 | (18) | ... | 48 | ... | ... | ... | 1 514 | ... | ... | ... | 1 514 |
| | Commission du droit d'auteur | 1 560 | 170 | 42 | 247 | 61 | 15 | 36 | ... | 137 | ... | ... | ... | 2 268 | ... | ... | ... | 2 268 |
| | Conseil national de recherches du Canada | 343 496 | 23 879 | 4 313 | 56 496 | 4 406 | 16 045 | 44 153 | 11 416 | 88 716 | 135 633 | ... | (15 915) | 712 638 | ... | ... | ... | 712 638 |
| | Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | 24 414 | 3 167 | 1 250 | 5 987 | 231 | 516 | 428 | ... | 1 288 | 766 207 | ... | (438) | 803 050 | ... | ... | ... | 803 050 |
| | Conseil de recherches en sciences humaines | 14 358 | 1 855 | 464 | 3 633 | 169 | 318 | 171 | ... | 1 055 | 497 026 | ... | 361 | 519 410 | ... | ... | ... | 519 410 |
| | Conseil canadien des normes | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 929 | 6 929 | ... | ... | ... | 6 929 |
| | Statistique Canada | 453 191 | 18 439 | 1 626 | 31 763 | 2 597 | 12 153 | 22 557 | ... | 3 311 | 561 | ... | 181 | 546 379 | 22 361 | 61 265 | 83 626 | 462 753 |
| | Total du portefeuille ministériel | 1 355 005 | 92 842 | 14 890 | 325 131 | 17 471 | 43 964 | 81 574 | 13 754 | 145 600 | 2 353 906 | ... | 73 498 | 4 517 635 | 199 488 | 68 130 | 267 618 | 4 250 017 |
| 21 | Justice | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ministère | 456 197 | 18 856 | 5 246 | 58 103 | 3 352 | 1 890 | 5 623 | 3 144 | 12 468 | 376 502 | ... | 1 574 | 942 955 | ... | ... | ... | 942 955 |
| | Commission canadienne des droits de la personne | 16 566 | 871 | 135 | 2 240 | 182 | 202 | 224 | 28 | 421 | ... | ... | 72 | 20 941 | ... | ... | ... | 20 941 |
| | Tribunal canadien des droits de la personne | 2 269 | 363 | 5 | 1 082 | 192 | 145 | 35 | ... | 105 | ... | ... | ... | 4 196 | ... | ... | ... | 4 196 |
| | Commissaire à la magistrature fédérale | 308 457 | 24 543 | 125 | 3 876 | 125 | 122 | 125 | ... | 389 | ... | ... | 6 133 | 343 895 | 219 | ... | 219 | 343 676 |
| | Service administratif des tribunaux judiciaires | 38 753 | 2 953 | 393 | 8 760 | 587 | 997 | 1 954 | ... | 1 001 | ... | ... | 13 | 55 411 | ... | ... | ... | 55 411 |
| | Commission du droit du Canada | 1 294 | 344 | 167 | 1 187 | 105 | 34 | 22 | ... | 74 | ... | ... | 1 | 3 228 | ... | ... | ... | 3 228 |
| | Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | 12 555 | 538 | 209 | 2 270 | 159 | 306 | 143 | ... | 671 | 367 | ... | 40 | 17 258 | ... | ... | ... | 17 258 |
| | Cour suprême du Canada | 17 610 | 1 320 | 262 | 2 768 | 209 | 1 418 | 1 448 | ... | 1 165 | ... | ... | 504 | 26 704 | ... | ... | ... | 26 704 |
| | Total du portefeuille ministériel | 853 701 | 49 788 | 6 542 | 80 286 | 4 911 | 5 114 | 9 574 | 3 172 | 16 294 | 376 869 | ... | 8 337 | 1 414 588 | 219 | ... | 219 | 1 414 369 |
| 22 | Parlement | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Sénat | 49 731 | 9 412 | 200 | 6 339 | 194 | 951 | 1 014 | ... | 2 265 | 542 | ... | 3 | 70 652 | ... | ... | ... | 70 652 |
| | Chambre des communes | 266 885 | 39 168 | 5 820 | 16 426 | 8 900 | 6 198 | 7 628 | ... | 14 993 | 1 602 | ... | 210 | 367 831 | 1 124 | 4 | 1 128 | 366 703 |
| | Bibliothèque du Parlement | 23 333 | 457 | 259 | 2 279 | 263 | 343 | 2 384 | ... | 1 000 | ... | ... | 1 | 30 319 | 782 | ... | 782 | 29 537 |
| | Commissariat à l'éthique | 1 959 | 106 | 85 | 711 | 18 | 15 | 20 | ... | 929 | ... | ... | 32 | 3 875 | ... | ... | ... | 3 875 |
| | Total du portefeuille ministériel | 341 908 | 49 143 | 6 364 | 25 755 | 9 375 | 7 507 | 11 046 | ... | 19 187 | 2 144 | ... | 246 | 472 677 | 1 906 | 4 | 1 910 | 470 767 |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|----------------|----------------|---------------|----------------|---------------|---------------|----------------|--------------|---------------|------------------|-----|------------------|------------------|---------------|----------------|----------------|------------------|--|
| 25 Ressources humaines et Développement des compétences | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ministère | 921 018 | 33 463 | 9 073 | 246 892 | 5 646 | 1 547 | 5 661 | ... | 8 774 | 1 405 124 | ... | 104 174 | 2 741 372 | 32 100 | 833 261 | 865 361 | 1 876 011 | |
| Conseil canadien des relations industrielles | 8 919 | 940 | 31 | 1 231 | 169 | 178 | 151 | ... | 792 | ... | ... | 28 | 12 439 | ... | ... | ... | 12 439 | |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 073 943 | 2 073 943 | ... | ... | ... | 2 073 943 | |
| Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs | 941 | 76 | 67 | 271 | 24 | 9 | 27 | ... | 1 | ... | ... | 14 | 1 430 | ... | ... | ... | 1 430 | |
| Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | 6 011 | 197 | 346 | 1 043 | 38 | 140 | 174 | ... | 201 | ... | ... | 1 | 8 151 | 3 207 | 575 | 3 782 | 4 369 | |
| Total du portefeuille ministériel | 936 889 | 34 676 | 9 517 | 249 437 | 5 877 | 1 874 | 6 013 | ... | 9 768 | 1 405 124 | ... | 2 178 160 | 4 837 335 | 35 307 | 833 836 | 869 143 | 3 968 192 | |
| 26 Ressources naturelles | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ministère | 391 916 | 36 014 | 23 693 | 123 926 | 11 548 | 10 614 | 20 246 | 6 538 | 30 590 | 684 562 | ... | 9 506 | 1 349 153 | 31 302 | 4 966 | 36 268 | 1 312 885 | |
| Énergie atomique du Canada limitée | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 162 838 | 162 838 | ... | ... | ... | 162 838 | |
| Commission canadienne de sûreté nucléaire | 50 069 | 4 647 | 539 | 10 062 | 333 | 1 203 | 597 | ... | 5 502 | 227 | ... | 2 | 73 181 | ... | ... | ... | 73 181 | |
| Société de développement du Cap-Breton | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 60 200 | 60 200 | ... | ... | ... | 60 200 | |
| Office national de l'énergie | 28 128 | 2 375 | 190 | 4 196 | 573 | 563 | 525 | 190 | 1 304 | ... | ... | 39 | 38 083 | ... | ... | ... | 38 083 | |
| Administration du pipe-line du Nord | 252 | 41 | 3 | 113 | 26 | 55 | 2 | ... | 1 | ... | ... | 3 | 496 | ... | ... | ... | 496 | |
| Total du portefeuille ministériel | 470 365 | 43 077 | 24 425 | 138 297 | 12 480 | 12 435 | 21 370 | 6 728 | 37 397 | 684 789 | ... | 232 588 | 1 683 951 | 31 302 | 4 966 | 36 268 | 1 647 683 | |
| 27 Santé | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ministère | 786 738 | 173 749 | 26 348 | 426 688 | 19 834 | 41 755 | 391 588 | 3 515 | 85 389 | 1 497 396 | ... | 6 141 | 3 459 141 | 49 858 | 5 950 | 55 808 | 3 403 333 | |
| Instituts de recherche en santé du Canada | 25 130 | 4 384 | 1 216 | 10 412 | 434 | 47 | 402 | ... | 1 237 | 704 689 | ... | 21 | 747 972 | ... | ... | ... | 747 972 | |
| Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses | 2 805 | 108 | 39 | 311 | 10 | 28 | 57 | ... | 55 | ... | ... | 108 | 3 521 | ... | ... | ... | 3 521 | |
| Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | 3 656 | 172 | 63 | 671 | 16 | 21 | 141 | ... | 117 | ... | ... | 141 | 4 998 | ... | ... | ... | 4 998 | |
| Total du portefeuille ministériel | 818 329 | 178 413 | 27 666 | 438 082 | 20 294 | 41 851 | 392 188 | 3 515 | 86 798 | 2 202 085 | ... | 6 411 | 4 215 632 | 49 858 | 5 950 | 55 808 | 4 159 824 | |
| 28 Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ministère | 68 789 | 7 622 | 1 691 | 54 663 | 1 988 | 1 839 | 1 304 | ... | 6 295 | 220 991 | ... | 124 | 365 306 | ... | ... | ... | 365 306 | |
| Agence des services frontaliers du Canada | 809 563 | 39 473 | 841 | 96 823 | 3 310 | 17 274 | 13 157 | 23 947 | 70 694 | ... | ... | 1 472 | 1 076 554 | 15 464 | ... | 15 464 | 1 061 090 | |
| Centre canadien des armes à feu | 20 560 | 3 894 | 353 | 47 775 | 788 | 1 870 | 333 | ... | 810 | 12 562 | ... | 3 864 | 92 809 | ... | ... | ... | 92 809 | |
| Service canadien de renseignement de sécurité | 157 362 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 121 235 | 278 597 | ... | ... | ... | 278 597 | |

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—Fin
(en milliers de dollars)

| Section | Ministère ou organisme | Personnel (1) | Transports et communications (2) | Information (3) | Services professionnels et spéciaux ⁽¹⁾ (4) | Location (5) | Services de réparation et d'entretien (6) | Services publics, fournitures et approvisionnements (7) | Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8) | Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9) | Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10) | Frais de la dette publique ⁽⁵⁾ (11) | Autres subventions et paiements (12) | Moins : revenus affectés aux dépenses | | | Total des dépenses ministérielles nettes | |
|-----------|---|-------------------|----------------------------------|-----------------|--|------------------|---|---|---|---|--|--|--------------------------------------|---------------------------------------|------------------|------------------|--|--------------------|
| | | | | | | | | | | | | | | Total des dépenses brutes (1)-(12) | Revenus externes | Revenus internes | | Total |
| | Service correctionnel | 1 065 343 | 36 953 | 1 008 | 218 093 | 7 077 | 24 533 | 116 352 | 69 058 | 55 410 | 3 068 | ... | 63 317 | 1 660 212 | 11 062 | 66 588 | 77 650 | 1 582 562 |
| | Commission nationale des libérations conditionnelles | 32 107 | 2 781 | 165 | 4 158 | 138 | 140 | 326 | ... | 1 262 | ... | ... | 85 | 41 162 | ... | ... | ... | 41 162 |
| | Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones | 15 363 | 2 238 | 998 | 20 267 | 779 | 1 575 | 309 | ... | 2 902 | 4 418 | ... | 17 777 | 66 626 | ... | ... | ... | 66 626 |
| | Bureau de l'enquêteur correctionnel | 2 176 | 331 | 10 | 308 | 3 | 2 | 18 | ... | 22 | ... | ... | 1 | 2 871 | ... | ... | ... | 2 871 |
| | Gendarmerie royale du Canada | 2 017 952 | 166 810 | 1 668 | 241 350 | 72 335 | 73 009 | 93 773 | 46 829 | 201 468 | 64 555 | ... | 67 533 | 3 047 282 | 1 063 233 | 23 754 | 1 086 987 | 1 960 295 |
| | Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada | 679 | 22 | 17 | 102 | 7 | ... | 24 | ... | 22 | ... | ... | ... | 873 | ... | ... | ... | 873 |
| | Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada | 3 423 | 191 | 144 | 804 | 35 | 16 | 106 | ... | 147 | ... | ... | ... | 4 866 | ... | ... | ... | 4 866 |
| | Total du portefeuille ministériel | 4 193 317 | 260 315 | 6 895 | 684 343 | 86 460 | 120 258 | 225 702 | 139 834 | 339 032 | 305 594 | ... | 275 408 | 6 637 158 | 1 089 759 | 90 342 | 1 180 101 | 5 457 057 |
| 29 | Transports | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ministère | 411 614 | 40 491 | 5 107 | 116 119 | 4 495 | 42 484 | 17 038 | 5 119 | 43 406 | 420 325 | ... | 825 590 | 1 931 788 | 289 860 | 33 736 | 323 596 | 1 608 192 |
| | Office des transports du Canada | 22 775 | 1 075 | 353 | 1 501 | 172 | 301 | 255 | ... | 719 | ... | ... | 25 | 27 176 | ... | ... | ... | 27 176 |
| | Tribunal d'appel des transports du Canada | 705 | 156 | 6 | 332 | 25 | 2 | 33 | ... | 10 | ... | ... | 2 | 1 271 | ... | ... | ... | 1 271 |
| | Total du portefeuille ministériel | 435 094 | 41 722 | 5 466 | 117 952 | 4 692 | 42 787 | 17 326 | 5 119 | 44 135 | 420 325 | ... | 825 617 | 1 960 235 | 289 860 | 33 736 | 323 596 | 1 636 639 |
| 30 | Travaux publics et Services gouvernementaux | 1 022 471 | 236 551 | 23 169 | 892 843 | 732 974 | 718 503 | 187 457 | 236 127 | 112 744 | 1 401 | ... | 390 296 | 4 554 536 | 167 551 | 1 990 917 | 2 158 468 | 2 396 068 |
| | Total des dépenses ministérielles nettes | 27 699 761 | 2 468 920 | 271 469 | 6 644 790 | 1 555 648 | 2 475 856 | 2 480 804 | 779 458 | 3 603 454 | 90 414 854 | 33 869 590 | 7 528 169 | 179 792 773 | 3 044 340 | 3 908 600 | 6 952 940 | 172 839 833 |

Notes : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 4 du volume III.

(2) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume III.

(3) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume III.

(4) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume III.

(5) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 8 du volume III.

TABEAU 3a

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec le total des charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les redressements courus et autres, les charges des sociétés d'État consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes et des revenus internes affectés aux charges.

(en milliers de dollars)

| | Total des dépenses ministérielles nettes | Comptes à fins déterminées consolidés | Redressements courus et autres | Sociétés d'État consolidées | Crédits et remboursements fiscaux | TOTAL DES CHARGES | Moins : | | TOTAL DES CHARGES EXTERNES |
|---|--|--|--------------------------------------|-----------------------------------|---|-------------------------|---------------------|--|-------------------------------------|
| | | | | | | | Charges internes | Revenus internes affectés aux charges | |
| Paiements de transfert | 90 414 854 | 14 934 164 | 4 225 676 | ... | 8 687 760 | 118 262 454 | ... | ... | 118 262 454 |
| Sociétés d'État | ... | ... | ... | 8 274 356 | ... | 8 274 356 | ... | ... | 8 274 356 |
| Personnel | 27 699 761 | (348 024) | 482 783 | ... | ... | 27 834 520 | ... | ... | 27 834 520 |
| Transports et communications | 2 468 920 | ... | (23 066) | ... | ... | 2 445 854 | 30 714 | 211 393 | 2 203 747 |
| Information | 271 469 | ... | (3 824) | ... | ... | 267 645 | 2 619 | 18 024 | 247 002 |
| Services professionnels et spéciaux | 6 644 790 | ... | (209 668) | ... | ... | 6 435 122 | 212 718 | 1 464 044 | 4 758 360 |
| Location | 1 555 648 | ... | (36 878) | ... | ... | 1 518 770 | 68 789 | 473 442 | 976 539 |
| Services de réparation et d'entretien | 2 475 856 | ... | (457 527) | ... | ... | 2 018 329 | 52 248 | 359 601 | 1 606 480 |
| Services publics, fournitures et approvisionnements | 2 480 804 | ... | (63 431) | ... | ... | 2 417 373 | 9 557 | 65 780 | 2 342 036 |
| Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages | 779 458 | ... | (779 458) | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Acquisition de matériel et d'outillage | 3 603 454 | ... | (3 603 454) | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Frais de la dette publique | 33 869 590 | (981 034) | 1 229 371 | ... | ... | 34 117 927 | ... | ... | 34 117 927 |
| Autres subventions et paiements | 7 528 169 | 136 631 | 2 982 043 | (5 270 117) | ... | 5 376 726 | 2 012 | 13 838 | 5 360 876 |
| Charges d'amortissement | ... | ... | 3 221 622 | 473 868 | ... | 3 695 490 | ... | ... | 3 695 490 |
| Perte sur cession d'actif | ... | ... | 188 374 | 159 194 | ... | 347 568 | ... | ... | 347 568 |
| Total brut | 179 792 773 | 13 741 737 | 7 152 563 | 3 637 301 | 8 687 760 | 213 012 134 | 378 657 | 2 606 122 | 210 027 355 |
| Autres éléments : | | | | | | | | | |
| Compte d'assurance-emploi | ... | 1 451 972 | ... | ... | ... | 1 451 972 | 149 494 | 1 302 478 | ... |
| Moins : | | | | | | | | | |
| Revenus affectés aux charges— | | | | | | | | | |
| Revenus externes | 3 044 340 | ... | ... | ... | ... | 3 044 340 | ... | ... | 3 044 340 |
| Revenus internes | 3 908 600 | ... | ... | ... | ... | 3 908 600 | ... | 3 908 600 | ... |
| Revenus des sociétés d'État consolidées | ... | ... | ... | 1 505 951 | ... | 1 505 951 | ... | ... | 1 505 951 |
| Crédits et remboursements fiscaux | ... | ... | ... | ... | 8 687 760 | 8 687 760 | ... | ... | 8 687 760 |
| | (6 952 940) | 1 451 972 | ... | (1 505 951) | (8 687 760) | (15 694 679) | 149 494 | (2 606 122) | (13 238 051) |
| Total net | 172 839 833 | 15 193 709 | 7 152 563 | 2 131 350 | ... | 197 317 455 | 528 151 | ... | 196 789 304 |

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 4

Revenus ministériels

Le tableau 4 présente les revenus pour chaque portefeuille ministériel. La colonne «Total des revenus ministériels» représente les revenus provenant de toutes sources. Elle représente les revenus fiscaux et les autres revenus de sources externes et internes. Elle présente le total des revenus ministériels rapporté à l'état des «Revenus» dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

| Section | Ministère ou organisme | Autres revenus | | | | | Total des autres revenus | Total des revenus ministériels | |
|----------|--|-----------------|--------------------------------------|--|---|---|--------------------------|--------------------------------|-----------------------|
| | | Revenus fiscaux | Revenus de placements ⁽¹⁾ | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | Ventes de biens et de services ⁽²⁾ | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | | | Divers ⁽³⁾ |
| 2 | Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | 425 | 4 100 | 244 224 | 2 289 | 39 768 | 290 806 | 290 806 |
| | Agence canadienne de développement international | ... | 2 707 | 12 684 | 71 | 2 | 77 131 | 92 595 | 92 595 |
| | Commission mixte internationale | ... | ... | 27 | ... | ... | 616 | 643 | 643 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | 3 132 | 16 811 | 244 295 | 2 291 | 117 515 | 384 044 | 384 044 |
| 3 | Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | 2 450 | 1 140 | ... | 21 127 | 24 717 | 24 717 |
| | Exportation et développement Canada | ... | 61 759 | ... | ... | ... | 2 471 | 64 230 | 64 230 |
| | Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne | ... | ... | ... | ... | ... | 19 | 19 | 19 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | 61 759 | 2 450 | 1 140 | ... | 23 617 | 88 966 | 88 966 |
| 4 | Affaires indiennes et du Nord canadien | ... | 124 357 | 40 485 | 160 071 | 95 | 13 219 | 338 227 | 338 227 |
| 5 | Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec | ... | ... | 3 019 | ... | 21 | 86 217 | 89 257 | 89 257 |
| 6 | Agence de promotion économique du Canada atlantique | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | 81 | 4 574 | 1 | 16 | 56 855 | 61 527 | 61 527 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | 81 | 4 574 | 1 | 16 | 56 855 | 61 527 | 61 527 |

| | | | | | | | | | |
|-----------|---|--------------------|---------------|---------------|----------------|--------------|------------------|------------------|--------------------|
| 7 | Agence des douanes et du revenu du Canada | | | | | | | | |
| | Ministère | 141 181 941 | 63 400 | 5 640 | 169 130 | 123 | 2 584 139 | 2 822 432 | 144 004 373 |
| | Total du portefeuille ministériel | 141 181 941 | 63 400 | 5 640 | 169 130 | 123 | 2 584 139 | 2 822 432 | 144 004 373 |
| 8 | Agriculture et Agroalimentaire | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | 4 989 | 24 019 | 38 688 | 2 377 | 6 989 | 77 062 | 77 062 |
| | Agence canadienne d'inspection des aliments | ... | ... | ... | 55 095 | 458 | 869 | 56 422 | 56 422 |
| | Commission canadienne des grains | ... | ... | ... | 35 919 | 8 | ... | 35 927 | 35 927 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | 4 989 | 24 019 | 129 702 | 2 843 | 7 858 | 169 411 | 169 411 |
| 9 | Anciens Combattants | ... | 4 | 14 749 | 20 275 | 59 | 4 124 | 39 211 | 39 211 |
| 10 | Bureau de l'infrastructure du Canada | ... | 5 000 | 1 138 | ... | ... | ... | 6 138 | 6 138 |
| 11 | Citoyenneté et Immigration | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | 893 | 7 012 | 498 511 | 36 | 97 | 506 549 | 506 549 |
| | Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada | ... | ... | 135 | ... | 2 | 1 | 138 | 138 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | 893 | 7 147 | 498 511 | 38 | 98 | 506 687 | 506 687 |
| 12 | Conseil du Trésor | | | | | | | | |
| | Secrétariat | ... | ... | 771 | 2 194 | ... | 12 291 | 15 256 | 15 256 |
| | École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) | ... | ... | ... | 27 271 | ... | 10 | 27 281 | 27 281 |
| | Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada | ... | ... | 9 | ... | ... | 2 | 11 | 11 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | 780 | 29 465 | ... | 12 303 | 42 548 | 42 548 |
| 13 | Conseil privé | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | 777 | ... | 18 | 128 | 923 | 923 |
| | Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes | ... | ... | 4 | ... | ... | 1 112 | 1 116 | 1 116 |
| | Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | ... | ... | 25 | 153 | 9 | 3 | 190 | 190 |
| | Directeur général des élections | ... | ... | 23 | ... | ... | 2 | 25 | 25 |
| | Commissaire aux langues officielles | ... | ... | 12 | ... | 1 | ... | 13 | 13 |
| | Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | ... | ... | 4 | 4 | ... | ... | 8 | 8 |
| | Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité | ... | ... | 4 | ... | ... | ... | 4 | 4 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | 849 | 157 | 28 | 1 245 | 2 279 | 2 279 |

TABLEAU 4

Revenus ministériels—Suite

(en milliers de dollars)

| Section | Ministère ou organisme | Autres revenus | | | | | Total des autres revenus | Total des revenus ministériels | |
|-----------|---|-----------------|--------------------------------------|--|---|---|--------------------------|--------------------------------|-----------------------|
| | | Revenus fiscaux | Revenus de placements ⁽¹⁾ | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | Ventes de biens et de services ⁽²⁾ | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | | | Divers ⁽³⁾ |
| 14 | Défense nationale | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | 495 | 38 625 | 411 530 | 20 174 | 10 408 | 481 232 | 481 232 |
| | Comité des griefs des Forces canadiennes | ... | ... | 54 | ... | ... | ... | 54 | 54 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | 495 | 38 679 | 411 530 | 20 174 | 10 408 | 481 286 | 481 286 |
| 15 | Développement des ressources humaines (Développement social) | ... | 13 | 2 929 | 142 | 174 | 95 539 | 98 797 | 98 797 |
| 16 | Diversification de l'économie de l'Ouest canadien | ... | ... | 3 554 | ... | 25 | 19 127 | 22 706 | 22 706 |
| 17 | Environnement | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | 4 195 | 82 219 | 426 | 800 | 87 640 | 87 640 |
| | Agence canadienne d'évaluation environnementale | ... | ... | 4 | 1 090 | 1 | 1 | 1 096 | 1 096 |
| | Agence Parcs Canada | ... | ... | ... | ... | ... | 85 146 | 85 146 | 85 146 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | 4 199 | 83 309 | 427 | 85 947 | 173 882 | 173 882 |
| 18 | Finances | | | | | | | | |
| | Ministère | ... | 3 960 639 | 780 | 401 | 10 | 2 793 190 | 6 755 020 | 6 755 020 |
| | Vérificateur général | ... | ... | 295 | ... | 10 | 813 | 1 118 | 1 118 |
| | Tribunal canadien du commerce extérieur | ... | ... | 1 | ... | 1 | ... | 2 | 2 |
| | Agence de la consommation en matière financière du Canada | ... | ... | ... | 7 248 | ... | ... | 7 248 | 7 248 |
| | Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada | ... | ... | 106 | ... | ... | ... | 106 | 106 |
| | Bureau du surintendant des institutions financières | ... | ... | ... | 78 976 | 1 | ... | 78 977 | 78 977 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | 3 960 639 | 1 182 | 86 625 | 22 | 2 794 003 | 6 842 471 | 6 842 471 |
| 19 | Gouverneur général | ... | ... | ... | ... | 3 | 156 | 159 | 159 |

| | | | | | | | | |
|---|-----|---------------|---------------|----------------|------------|----------------|----------------|----------------|
| 20 Industrie | | | | | | | | |
| Ministère | ... | 15 243 | 17 747 | 630 680 | 290 | 119 137 | 783 097 | 783 097 |
| Agence spatiale canadienne | ... | ... | 1 321 | 4 159 | 13 | 21 | 5 514 | 5 514 |
| Commission du droit d'auteur | ... | ... | 1 | ... | ... | ... | 1 | 1 |
| Conseil national de recherches du Canada | ... | ... | 6 401 | 79 955 | 221 | 3 500 | 90 077 | 90 077 |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | ... | ... | 1 090 | ... | 1 | 2 | 1 093 | 1 093 |
| Conseil de recherches en sciences humaines | ... | ... | 1 145 | ... | ... | 1 | 1 146 | 1 146 |
| Statistique Canada | ... | ... | 11 | 83 626 | 7 | 899 | 84 543 | 84 543 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | 15 243 | 27 716 | 798 420 | 532 | 123 560 | 965 471 | 965 471 |
| 21 Justice | | | | | | | | |
| Ministère | ... | ... | 40 809 | 7 140 | 6 | 147 860 | 195 815 | 195 815 |
| Commission canadienne des droits de la personne | ... | ... | 33 | ... | ... | ... | 33 | 33 |
| Tribunal canadien des droits de la personne | ... | ... | 4 | ... | ... | ... | 4 | 4 |
| Commissaire à la magistrature fédérale | ... | ... | 8 | 219 | ... | 8 781 | 9 008 | 9 008 |
| Service administratif des tribunaux judiciaires | ... | ... | 47 | 1 821 | 2 | 3 488 | 5 358 | 5 358 |
| Commission du droit du Canada | ... | ... | 6 | ... | ... | ... | 6 | 6 |
| Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | ... | ... | 11 | ... | ... | ... | 11 | 11 |
| Cour suprême du Canada | ... | ... | 137 | 131 | ... | 71 | 339 | 339 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | ... | 41 055 | 9 311 | 8 | 160 200 | 210 574 | 210 574 |
| 22 Parlement | | | | | | | | |
| Sénat | ... | ... | 70 | ... | ... | (35) | 35 | 35 |
| Chambre des communes | ... | ... | 312 | 132 | 128 | 895 | 1 467 | 1 467 |
| Bibliothèque du Parlement | ... | ... | ... | 808 | ... | ... | 808 | 808 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | ... | 382 | 940 | 128 | 860 | 2 310 | 2 310 |
| 23 Patrimoine canadien | | | | | | | | |
| Ministère | ... | ... | 8 286 | 4 211 | 20 | 60 519 | 73 036 | 73 036 |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | ... | ... | 29 | 155 415 | ... | 213 | 155 657 | 155 657 |
| Bibliothèques et Archives du Canada | ... | ... | 244 | 392 | 94 | 25 | 755 | 755 |
| Commission des champs de bataille nationaux | ... | ... | ... | ... | ... | 1 544 | 1 544 | 1 544 |
| Office national du film | ... | ... | ... | 8 176 | ... | ... | 8 176 | 8 176 |
| Commission de la fonction publique | ... | ... | 480 | 4 787 | ... | 43 | 5 310 | 5 310 |
| Commission des relations de travail dans la fonction publique | ... | ... | 14 | ... | ... | ... | 14 | 14 |
| Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice | ... | ... | 6 | ... | ... | ... | 6 | 6 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | ... | 9 059 | 172 981 | 114 | 62 344 | 244 498 | 244 498 |

TABLEAU 4

Revenus ministériels—Fin

(en milliers de dollars)

| Section | Ministère ou organisme | Autres revenus | | | | | Total des autres revenus | Total des revenus ministériels |
|-----------|--|-----------------|--------------------------------------|--|---|---|--------------------------|--------------------------------|
| | | Revenus fiscaux | Revenus de placements ⁽¹⁾ | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | Ventes de biens et de services ⁽²⁾ | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | | |
| 24 | Pêches et Océans | ... | 107 | 3 400 | 94 773 | 1 077 | 5 413 | 104 770 |
| 25 | Ressources humaines et Développement des compétences | | | | | | | |
| | Ministère | ... | 275 717 | 9 187 | 2 078 | 50 | 87 350 | 374 382 |
| | Conseil canadien des relations industrielles | ... | ... | 2 | 1 | 1 | ... | 4 |
| | Société canadienne d'hypothèques et de logement | ... | 463 996 | 2 245 | ... | ... | 24 243 | 490 484 |
| | Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | ... | ... | ... | 3 750 | ... | ... | 3 750 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | 739 713 | 11 434 | 5 829 | 51 | 111 593 | 868 620 |
| 26 | Ressources naturelles | | | | | | | |
| | Ministère | ... | 85 | 7 501 | 247 187 | 276 | 2 | 255 051 |
| | Commission canadienne de sûreté nucléaire | ... | ... | 66 | 47 285 | 4 | 6 | 47 361 |
| | Office national de l'énergie | ... | ... | 21 | 42 772 | ... | ... | 42 793 |
| | Administration du pipe-line du Nord | ... | ... | ... | 354 | ... | ... | 354 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | 85 | 7 588 | 337 598 | 280 | 8 | 345 559 |
| 27 | Santé | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | 45 565 | 65 545 | 222 | 60 | 111 392 |
| | Instituts de recherche en santé du Canada | ... | ... | 3 942 | ... | ... | 11 | 3 953 |
| | Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses | ... | ... | 175 | 408 | ... | ... | 583 |
| | Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | ... | ... | 9 | 3 026 | 1 | ... | 3 036 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | 49 691 | 68 979 | 223 | 71 | 118 964 |
| 28 | Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | | | | | | | |
| | Ministère | ... | ... | 6 254 | ... | ... | 10 | 6 264 |
| | Agence des services frontaliers du Canada | 25 125 207 | ... | 1 461 | 19 055 | 167 | 62 724 | 83 407 |
| | Centre canadien des armes à feu | ... | ... | 53 | 11 238 | 1 | 2 | 11 294 |

| | | | | | | | | |
|---|--------------------|------------------|----------------|------------------|---------------|------------------|-------------------|--------------------|
| Service canadien du renseignement de sécurité | ... | ... | 941 | 1 741 | 724 | 50 | 3 456 | 3 456 |
| Service correctionnel | ... | ... | 3 123 | 88 654 | 673 | 558 | 93 008 | 93 008 |
| Commission nationale des libérations conditionnelles | ... | ... | 32 | 539 | 32 | ... | 603 | 603 |
| Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones | ... | ... | 499 | ... | ... | 1 000 | 1 499 | 1 499 |
| Gendarmerie royale du Canada | ... | 13 | 3 883 | 1 166 543 | 6 062 | ... | 1 176 501 | 1 176 501 |
| Total du portefeuille ministériel | 25 125 207 | 13 | 16 246 | 1 287 770 | 7 659 | 64 344 | 1 376 032 | 26 501 239 |
| 29 Transports | | | | | | | | |
| Ministère | ... | 11 472 | 6 713 | 386 355 | 1 170 | 3 030 | 408 740 | 408 740 |
| Office des transports du Canada | ... | ... | 28 | 1 | 3 | 51 | 83 | 83 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | 11 472 | 6 781 | 386 356 | 1 173 | 3 081 | 408 863 | 408 863 |
| 30 Travaux publics et Services gouvernementaux | ... | ... | 18 069 | 2 173 597 | 206 | 59 118 | 2 250 990 | 2 250 990 |
| Total des revenus ministériels | 166 307 148 | 4 991 395 | 363 625 | 7 170 907 | 37 790 | 6 502 962 | 19 066 679 | 185 373 827 |

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

(1) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 11 du volume III. Ils comprennent les revenus de placements de 741 342 \$, les revenus des sociétés d'État de 2 422 445 \$, le compte du fonds des changes de 1 758 068 \$ et le Fonds monétaire international de 69 541 \$. Le montant total comprend 1 827 609 \$ qui se rapporte aux comptes des opérations en devises (1 758 068 \$ pour le compte du fonds des changes et 69 541 \$ pour le Fonds monétaire international), et 2 422 445 \$ pour les sociétés d'État entreprises qui ont été respectivement reclassifiés aux revenus des opérations en devises et aux revenus des sociétés d'État au tableau 4a de ce volume.

(2) Le détail des ventes de biens et de services est présenté au tableau 4b de ce volume.

(3) Inclut les pièces de monnaie canadienne de 110 569 \$ et le gain net de change de 70 190 \$. Le montant de 70 190 \$ a été reclassifié aux revenus des opérations en devises au tableau 4a de ce volume.

TABLEAU 4a

Récapitulation des revenus externes

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels (tableau 4) avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les revenus des comptes à fins déterminées consolidés, des débiteurs courus et le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les autres revenus courus et reportés, l'élimination des revenus internes, les revenus des sociétés d'État et les crédits et remboursements fiscaux.

(en milliers de dollars)

| | Total des revenus ministériels | Comptes à fins déterminées consolidés | Redressements courus et autres | Revenus internes ⁽¹⁾ | Crédits et remboursements fiscaux | Sociétés d'État | TOTAL DES REVENUS EXTERNES |
|--|--------------------------------------|--|---|------------------------------------|--|--------------------|-------------------------------------|
| REVENUS FISCAUX— | | | | | | | |
| Impôt sur le revenu— | | | | | | | |
| Des particuliers | 89 934 197 | ... | ... | (101 000) | 8 687 760 | ... | 98 520 957 |
| Des sociétés | 29 955 402 | ... | ... | ... | ... | ... | 29 955 402 |
| Autres revenus d'impôt sur le revenu | 3 560 166 | ... | ... | ... | ... | ... | 3 560 166 |
| | 123 449 765 | ... | ... | (101 000) | 8 687 760 | ... | 132 036 525 |
| Autres taxes et droits— | | | | | | | |
| Taxe sur les produits et services | 29 758 186 | ... | ... | ... | ... | ... | 29 758 186 |
| Taxes sur l'énergie— | | | | | | | |
| Taxe d'accise—Essence | 4 013 957 | ... | ... | ... | ... | ... | 4 013 957 |
| Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel | 1 040 363 | ... | ... | ... | ... | ... | 1 040 363 |
| | 5 054 320 | ... | ... | ... | ... | ... | 5 054 320 |
| Droits de douane à l'importation | 3 091 209 | ... | ... | ... | ... | ... | 3 091 209 |
| Autres taxes et droits d'accise— | | | | | | | |
| Droits d'accise | 4 335 433 | ... | ... | ... | ... | ... | 4 335 433 |
| Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien | 383 201 | ... | ... | ... | ... | ... | 383 201 |
| Diverses taxes et droits d'accise | 235 034 | ... | ... | ... | ... | ... | 235 034 |
| | 4 953 668 | ... | ... | ... | ... | ... | 4 953 668 |
| | 42 857 383 | ... | ... | ... | ... | ... | 42 857 383 |
| TOTAL DES REVENUS FISCAUX | 166 307 148 | ... | ... | (101 000) | 8 687 760 | ... | 174 893 908 |
| COTISATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI | ... | 17 306 782 | ... | ... | ... | ... | 17 306 782 |

| | | | | | | | |
|--|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|------------------|------------------|--------------------|
| AUTRES REVENUS— | | | | | | | |
| Revenus des Sociétés d'État— | | | | | | | |
| Sociétés d'État consolidées | ... | ... | ... | ... | ... | 1 505 951 | 1 505 951 |
| Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques— | | | | | | | |
| Quote-part des bénéfices annuels | 1 695 959 | ... | ... | ... | ... | 3 158 855 | 4 854 814 |
| Intérêts et autres | 726 486 | ... | (11 387) | ... | ... | (248 529) | 466 570 |
| | 2 422 445 | ... | (11 387) | ... | ... | 4 416 277 | 6 827 335 |
| Autres revenus de programmes— | | | | | | | |
| Revenus de placements | 741 341 | ... | (233 596) | (16 615) | ... | ... | 491 130 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 363 625 | ... | (327 946) | (35 679) | ... | ... | ... |
| Ventes de biens et de services— | | | | | | | |
| Droits et privilèges | 1 095 147 | ... | 201 661 | (5 306) | ... | ... | 1 291 502 |
| Location et utilisation de biens publics | 835 714 | ... | 37 185 | (353 029) | ... | ... | 519 870 |
| Services de nature réglementaire | 1 074 831 | ... | 23 488 | (255 928) | ... | ... | 842 391 |
| Services de nature non réglementaire | 3 352 201 | ... | 601 673 | (1 684 789) | ... | ... | 2 269 085 |
| Ventes de biens et de produits d'information | 306 886 | ... | (54 590) | (69 400) | ... | ... | 182 896 |
| Autres frais et droits | 506 128 | ... | (109 215) | (39 389) | ... | ... | 357 524 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 37 790 | ... | (36 401) | (1 389) | ... | ... | ... |
| Revenus divers— | | | | | | | |
| Intérêt et pénalités | 2 562 338 | ... | ... | ... | ... | ... | 2 562 338 |
| Autres | 3 870 434 | 197 653 | (781 555) | (348 355) | ... | ... | 2 938 177 |
| | 14 746 435 | 197 653 | (679 296) | (2 809 879) | ... | ... | 11 454 913 |
| Revenus des opérations en devises— | | | | | | | |
| Compte du fonds des changes | 1 758 068 | ... | 69 418 | ... | ... | ... | 1 827 486 |
| Fonds monétaire international | 69 541 | ... | (722 911) | ... | ... | ... | (653 370) |
| Autres | 70 190 | ... | (69 550) | ... | ... | ... | 640 |
| | 1 897 799 | ... | (723 043) | ... | ... | ... | 1 174 756 |
| TOTAL DES AUTRES REVENUS | 19 066 679 | 197 653 | (1 413 726) | (2 809 879) | ... | 4 416 277 | 19 457 004 |
| TOTAL DES REVENUS | 185 373 827 | 17 504 435 | (1 413 726) | (2 910 879) | 8 687 760 | 4 416 277 | 211 657 694 |

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

(1) Le montant total des revenus internes réduit de 2 809 879 \$ le montant total des autres revenus. Ce montant comprend 528 151 \$ qui représente des charges internes, tel que détaillé au tableau 2a de ce volume et 2 281 728 \$ de revenus disponibles pour être dépensés.

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services

Le tableau 4b présente le détail des revenus provenant de la vente de biens et de services pour chaque portefeuille ministériel. Ils comprennent ceux provenant des sources internes et externes.

(en milliers de dollars)

| | Droits et privilèges | Location et utilisation de biens publics | Services de nature réglementaire | Services de nature non réglementaire | Ventes de biens et de produits d'information | Autres frais et droits | Total |
|---|----------------------------|--|--|--|--|------------------------------|----------------|
| 2 Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) | | | | | | | |
| Ministère | 166 853 | 6 561 | 60 817 | 6 388 | ... | 3 605 | 244 224 |
| Agence canadienne de développement international | ... | ... | ... | ... | ... | 71 | 71 |
| Total du portefeuille ministériel | 166 853 | 6 561 | 60 817 | 6 388 | ... | 3 676 | 244 295 |
| 3 Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) | | | | | | | |
| Ministère | ... | ... | ... | 1 147 | ... | (7) | 1 140 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | 1 147 | ... | (7) | 1 140 |
| 4 Affaires indiennes et du Nord canadien | | | | | | | |
| Ministère | 159 986 | ... | ... | 85 | ... | ... | 160 071 |
| Total du portefeuille ministériel | 159 986 | ... | ... | 85 | ... | ... | 160 071 |
| 6 Agence de promotion économique du Canada atlantique | ... | ... | ... | ... | ... | 1 | 1 |
| 7 Agence des douanes et du revenu du Canada | 142 | 166 | 150 401 | 17 050 | 341 | 1 030 | 169 130 |
| 8 Agriculture et Agroalimentaire | | | | | | | |
| Ministère | 4 625 | 5 337 | 25 196 | 431 | 308 | 2 791 | 38 688 |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | ... | 42 | 54 778 | ... | ... | 275 | 55 095 |
| Commission canadienne des grains | ... | ... | 30 146 | 5 767 | 28 | (22) | 35 919 |
| Total du portefeuille ministériel | 4 625 | 5 379 | 110 120 | 6 198 | 336 | 3 044 | 129 702 |
| 9 Anciens Combattants | ... | ... | ... | 20 275 | ... | ... | 20 275 |

| | | | | | | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
| 11 Citoyenneté et Immigration | | | | | | | |
| Ministère | 184 208 | ... | 314 047 | ... | 68 | 188 | 498 511 |
| Total du portefeuille ministériel | 184 208 | ... | 314 047 | ... | 68 | 188 | 498 511 |
| 12 Conseil du Trésor | | | | | | | |
| Secrétariat | ... | ... | ... | ... | ... | 2 194 | 2 194 |
| École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) | ... | ... | ... | 27 271 | ... | ... | 27 271 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | 27 271 | ... | 2 194 | 29 465 |
| 13 Conseil privé | | | | | | | |
| Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | ... | ... | ... | ... | ... | 153 | 153 |
| Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | ... | ... | ... | ... | 4 | ... | 4 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 4 | 153 | 157 |
| 14 Défense nationale | | | | | | | |
| Ministère | ... | 112 841 | 148 | 230 692 | 67 597 | 252 | 411 530 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | 112 841 | 148 | 230 692 | 67 597 | 252 | 411 530 |
| 15 Développement des ressources humaines (Développement social) | ... | ... | ... | 137 | ... | 5 | 142 |
| 17 Environnement | | | | | | | |
| Ministère | ... | 1 118 | 5 725 | 27 137 | 45 701 | 2 538 | 82 219 |
| Agence canadienne d'évaluation environnementale | ... | ... | ... | 1 088 | 2 | ... | 1 090 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | 1 118 | 5 725 | 28 225 | 45 703 | 2 538 | 83 309 |
| 18 Finances | | | | | | | |
| Ministère | ... | ... | ... | ... | 80 | 321 | 401 |
| Agence de la consommation en matière financière du Canada | ... | ... | 7 157 | ... | ... | 91 | 7 248 |
| Bureau du surintendant des institutions financières | ... | ... | 70 982 | 7 628 | 1 | 365 | 78 976 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | ... | 78 139 | 7 628 | 81 | 777 | 86 625 |
| 20 Industrie | | | | | | | |
| Ministère | 256 872 | ... | 47 464 | 10 304 | 320 | 315 720 | 630 680 |
| Agence spatiale canadienne | 3 107 | ... | ... | 1 052 | ... | ... | 4 159 |
| Conseil national de recherches du Canada | 4 858 | 2 858 | ... | 1 528 | 11 440 | 59 271 | 79 955 |
| Statistique Canada | ... | ... | ... | ... | 83 626 | ... | 83 626 |
| Total du portefeuille ministériel | 264 837 | 2 858 | 47 464 | 12 884 | 95 386 | 374 991 | 798 420 |

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services—Fin
(en milliers de dollars)

| | Droits et privilèges | Location et utilisation de biens publics | Services de nature réglementaire | Services de nature non réglementaire | Ventes de biens et de produits d'information | Autres frais et droits | Total |
|--|----------------------------|--|--|--|--|------------------------------|----------------|
| 21 Justice | | | | | | | |
| Ministère | ... | ... | 7 140 | ... | ... | ... | 7 140 |
| Commissaire à la magistrature fédérale | ... | ... | ... | 219 | ... | ... | 219 |
| Service administratif des tribunaux judiciaires | ... | ... | 1 557 | ... | 264 | ... | 1 821 |
| Cour suprême du Canada | ... | 1 | ... | ... | 18 | 112 | 131 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | 1 | 8 697 | 219 | 282 | 112 | 9 311 |
| 22 Parlement | | | | | | | |
| Chambre des communes | ... | ... | ... | ... | ... | 132 | 132 |
| Bibliothèque du Parlement | ... | ... | ... | ... | 808 | ... | 808 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | 808 | 132 | 940 |
| 23 Patrimoine canadien | | | | | | | |
| Ministère | ... | 19 | ... | 3 705 | 160 | 327 | 4 211 |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | 106 968 | ... | 48 447 | ... | ... | ... | 155 415 |
| Bibliothèque et Archives du Canada | ... | ... | ... | ... | 363 | 29 | 392 |
| Office national du film | 2 901 | ... | ... | ... | 5 386 | (111) | 8 176 |
| Commission de la fonction publique | ... | ... | ... | 4 787 | ... | ... | 4 787 |
| Total du portefeuille ministériel | 109 869 | 19 | 48 447 | 8 492 | 5 909 | 245 | 172 981 |
| 24 Pêches et Océans | 49 140 | ... | ... | 43 437 | 2 196 | ... | 94 773 |
| 25 Ressources humaines et Développement des compétences | | | | | | | |
| Ministère | ... | ... | ... | 2 078 | ... | ... | 2 078 |
| Conseil canadien des relations industrielles | ... | ... | ... | ... | 1 | ... | 1 |
| Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | ... | ... | ... | ... | 3 763 | (13) | 3 750 |
| Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | 2 078 | 3 764 | (13) | 5 829 |

| | | | | | | | |
|--|------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| 26 Ressources naturelles | | | | | | | |
| Ministère | 123 086 | 750 | 925 | 23 987 | 9 629 | 88 810 | 247 187 |
| Commission canadienne de sûreté nucléaire | ... | ... | 47 285 | ... | ... | ... | 47 285 |
| Office national de l'énergie | 1 | ... | 42 758 | ... | ... | 13 | 42 772 |
| Administration du pipe-line du Nord | 30 | ... | 324 | ... | ... | ... | 354 |
| Total du portefeuille ministériel | 123 117 | 750 | 91 292 | 23 987 | 9 629 | 88 823 | 337 598 |
| 27 Santé | | | | | | | |
| Ministère | 21 826 | 485 | 19 161 | 16 838 | 190 | 7 045 | 65 545 |
| Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses | ... | ... | ... | ... | ... | 408 | 408 |
| Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | ... | ... | ... | ... | ... | 3 026 | 3 026 |
| Total du portefeuille ministériel | 21 826 | 485 | 19 161 | 16 838 | 190 | 10 479 | 68 979 |
| 28 Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | | | | | | | |
| Agence des services frontaliers du Canada | 1 928 | 5 | 5 378 | 11 573 | 30 | 141 | 19 055 |
| Centre canadien des armes à feu | ... | ... | 11 238 | ... | ... | ... | 11 238 |
| Service canadien du renseignement de sécurité | ... | 64 | 1 242 | ... | ... | 435 | 1 741 |
| Service correctionnel | ... | 622 | ... | 21 343 | 60 845 | 5 844 | 88 654 |
| Commission nationale des libérations conditionnelles | ... | ... | ... | 539 | ... | ... | 539 |
| Gendarmerie royale du Canada | ... | ... | 4 | 1 165 814 | ... | 725 | 1 166 543 |
| Total du portefeuille ministériel | 1 928 | 691 | 17 862 | 1 199 269 | 60 875 | 7 145 | 1 287 770 |
| 29 Transports | | | | | | | |
| Ministère | 8 616 | 305 403 | 17 135 | 54 823 | 634 | (256) | 386 355 |
| Office des transports du Canada | ... | ... | ... | ... | 1 | ... | 1 |
| Total du portefeuille ministériel | 8 616 | 305 403 | 17 135 | 54 823 | 635 | (256) | 386 356 |
| 30 Travaux publics et Services gouvernementaux | ... | 399 442 | 105 376 | 1 645 078 | 13 082 | 10 619 | 2 173 597 |
| Total des revenus ministériels | 1 095 147 | 835 714 | 1 074 831 | 3 352 201 | 306 886 | 506 128 | 7 170 907 |

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Utilisation des autorisations | | | | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|--|--|----------------|------------|---|---|
| | Indiquées dans | | | | Section | Ministère ou organisme | Employées au cours de l'exercice | Annulées | Dépassées | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | | | | | |
| | | | | | 2 | Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) | | | | | |
| 14 698 | 1 728 234 | 183 590 | (37 640) | 1 888 882 | | Ministère | 1 665 034 | 210 348 | ... | 13 500 | 1 746 058 |
| 1 | 2 654 981 | 579 792 | 70 221 | 3 304 995 | | Agence canadienne de développement international | 3 252 122 | 52 871 | ... | 2 | 2 563 587 |
| ... | 119 086 | ... | 6 | 119 092 | | Centre de recherches pour le développement international | 119 086 | 6 | ... | ... | 110 278 |
| ... | 7 984 | 127 | 160 | 8 271 | | Commission mixte internationale | 7 986 | 285 | ... | ... | 10 261 |
| 14 699 | 4 510 285 | 763 509 | 32 747 | 5 321 240 | | Total du portefeuille ministériel | 5 044 228 | 263 510 | ... | 13 502 | 4 430 184 |
| | | | | | 3 | Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) | | | | | |
| ... | 168 376 | 68 402 | (2 266) | 234 512 | | Ministère | 208 827 | 25 685 | ... | ... | 72 |
| ... | 16 399 | ... | 6 | 16 405 | | Corporation commerciale canadienne | 16 399 | 6 | ... | ... | 16 274 |
| ... | 50 000 | ... | 198 803 | 248 803 | | Exportation et développement Canada | 248 803 | ... | ... | ... | 167 487 |
| ... | 2 972 | 106 | (63) | 3 015 | | Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne | 1 647 | 1 368 | ... | ... | 2 119 |
| ... | 237 747 | 68 508 | 196 480 | 502 735 | | Total du portefeuille ministériel | 475 676 | 27 059 | ... | ... | 185 952 |
| | | | | | 4 | Affaires indiennes et du Nord canadien | | | | | |
| 32 142 | 5 760 763 | 103 868 | 16 036 | 5 912 809 | | Ministère | 5 601 450 | 279 404 | ... | 31 955 | 5 459 468 |
| ... | 973 | 24 | ... | 997 | | Commission canadienne des affaires polaires | 977 | 20 | ... | ... | 972 |
| 32 142 | 5 761 736 | 103 892 | 16 036 | 5 913 806 | | Total du portefeuille ministériel | 5 602 427 | 279 424 | ... | 31 955 | 5 460 440 |
| | | | | | 5 | Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec | | | | | |
| ... | ... | 3 809 | 427 848 | 431 657 | | | 333 130 | 98 506 | ... | 21 | 385 323 |

| | | | | | | | | | | | |
|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------|---|--|----------------|-----|----------------|------------------|
| | | | | | | 6 | Agence de promotion économique du Canada atlantique | | | | |
| 4 | 476 552 | ... | (218) | 476 338 | | Ministère | 450 305 | 26 024 | ... | 9 | 437 565 |
| ... | 12 645 | ... | 5 | 12 650 | | Société d'expansion du Cap-Breton | 12 650 | ... | ... | ... | 28 295 |
| 4 | 489 197 | ... | (213) | 488 988 | | Total du portefeuille ministériel | 462 955 | 26 024 | ... | 9 | 465 860 |
| | | | | | | 7 | Agence des douanes et du revenu du Canada | | | | |
| 217 625 | 3 232 151 | (12 110) | (211 985) | 3 225 681 | | Ministère | 3 050 977 | 9 329 | ... | 165 375 | 3 750 167 |
| ... | 197 210 | ... | ... | 197 210 | | Société canadienne des postes | 197 210 | ... | ... | ... | 222 210 |
| 217 625 | 3 429 361 | (12 110) | (211 985) | 3 422 891 | | Total du portefeuille ministériel | 3 248 187 | 9 329 | ... | 165 375 | 3 972 377 |
| | | | | | | 8 | Agriculture et Agroalimentaire | | | | |
| 3 671 | 2 110 846 | 1 842 296 | (377 738) | 3 579 075 | | Ministère | 3 343 433 | 231 832 | ... | 3 810 | 4 691 856 |
| ... | 3 211 | ... | 47 | 3 258 | | Commission canadienne du lait | 3 258 | ... | ... | ... | 3 218 |
| 25 | 476 880 | 130 803 | (11 879) | 595 829 | | Agence canadienne d'inspection des aliments | 560 400 | 35 404 | ... | 25 | 468 071 |
| 21 404 | 21 293 | 891 | 255 | 43 843 | | Commission canadienne des grains | 29 547 | 613 | ... | 13 683 | 28 577 |
| 25 100 | 2 612 230 | 1 973 990 | (389 315) | 4 222 005 | | Total du portefeuille ministériel | 3 936 638 | 267 849 | ... | 17 518 | 5 191 722 |
| ... | 2 787 721 | 15 255 | 4 100 | 2 807 076 | 9 | Anciens Combattants | 2 695 364 | 111 707 | ... | 5 | 2 582 924 |
| ... | ... | 103 181 | 430 632 | 533 813 | 10 | Bureau de l'infrastructure du Canada | 250 368 | 283 445 | ... | ... | 96 283 |
| | | | | | | 11 | Citoyenneté et Immigration | | | | |
| 23 | 1 009 626 | 66 311 | (151 731) | 924 229 | | Ministère | 882 774 | 41 419 | ... | 36 | 1 027 454 |
| ... | 121 104 | 15 200 | 280 | 136 584 | | Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada | 125 897 | 10 687 | ... | ... | 122 843 |
| 23 | 1 130 730 | 81 511 | (151 451) | 1 060 813 | | Total du portefeuille ministériel | 1 008 671 | 52 106 | ... | 36 | 1 150 297 |
| | | | | | | 12 | Conseil du Trésor | | | | |
| 7 | 2 497 482 | 365 770 | (375 621) | 2 487 638 | | Secrétariat | 1 575 073 | 912 565 | ... | ... | 1 580 554 |
| ... | ... | 20 211 | 65 380 | 85 591 | | École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) | 79 448 | 2 368 | ... | 3 775 | 34 466 |
| ... | ... | 6 733 | 90 682 | 97 415 | | Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada | 93 983 | 3 432 | ... | ... | 64 355 |
| 7 | 2 497 482 | 392 714 | (219 559) | 2 670 644 | | Total du portefeuille ministériel | 1 748 504 | 918 365 | ... | 3 775 | 1 679 375 |
| | | | | | | 13 | Conseil privé | | | | |
| 25 | 141 734 | 57 222 | (20 445) | 178 536 | | Ministère | 164 534 | 13 984 | ... | 18 | 151 200 |
| 14 | 29 341 | ... | (29 355) | ... | | École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) | ... | ... | ... | ... | ... |
| ... | 6 352 | ... | (66) | 6 286 | | Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes | 5 584 | 702 | ... | ... | 5 261 |
| 25 | 30 055 | 1 897 | 234 | 32 211 | | Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | 32 199 | 12 | ... | ... | 32 057 |
| ... | 50 175 | 225 600 | (772) | 275 003 | | Directeur général des élections | 273 640 | 1 363 | ... | ... | 109 752 |

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—Suite

(en milliers de dollars)

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Section | Ministère ou organisme | Utilisation des autorisations | | | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
|--------------------------------------|--------------------------------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|-----------|---|----------------------------------|----------------|------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées | Dépassées | | |
| Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | | |
| 2 | 18 528 | 775 | (295) | 19 010 | | Commissaire aux langues officielles | 18 296 | 713 | ... | 1 | 18 212 |
| ... | 5 077 | ... | (29) | 5 048 | | Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | 4 714 | 334 | ... | ... | 4 888 |
| ... | 99 817 | ... | (99 817) | ... | | Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones | ... | ... | ... | ... | ... |
| ... | 58 483 | ... | (58 483) | ... | | Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada | ... | ... | ... | ... | ... |
| ... | 2 471 | 294 | (1) | 2 764 | | Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité | 2 653 | 111 | ... | ... | 2 076 |
| 66 | 442 033 | 285 788 | (209 029) | 518 858 | | Total du portefeuille ministériel | 501 620 | 17 219 | ... | 19 | 323 446 |
| | | | | | 14 | Défense nationale | | | | | |
| 5 138 | 13 287 516 | 829 103 | 20 822 | 14 142 579 | | Ministère | 13 922 518 ⁽¹⁾ | 215 403 | ... | 4 658 | 13 185 615 |
| ... | 8 555 | ... | (293) | 8 262 | | Comité des griefs des Forces canadiennes | 6 784 | 1 478 | ... | ... | 6 513 |
| ... | 4 211 | ... | (147) | 4 064 | | Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire | 2 985 | 1 079 | ... | ... | 3 566 |
| 5 138 | 13 300 282 | 829 103 | 20 382 | 14 154 905 | | Total du portefeuille ministériel | 13 932 287 | 217 960 | ... | 4 658 | 13 195 694 |
| 167 | 28 553 961 | (39 788) | 74 436 | 28 588 776 | 15 | Développement des ressources humaines (Développement social) | 28 559 969 | 28 568 | ... | 239 | 27 506 408 |
| ... | 390 806 | 4 327 | (397) | 394 736 | 16 | Diversification de l'économie de l'Ouest canadien | 312 131 | 82 585 | ... | 20 | 315 729 |
| | | | | | 17 | Environnement | | | | | |
| 115 | 805 234 | 62 641 | 111 969 | 979 959 | | Ministère | 926 689 | 53 034 | ... | 236 | 1 007 547 |
| ... | 2 222 209 | ... | (2 222 209) | ... | | Société canadienne d'hypothèques et de logement | ... | ... | ... | ... | ... |
| ... | 17 883 | 1 186 | 202 | 19 271 | | Agence canadienne d'évaluation environnementale | 18 273 | 997 | ... | 1 | 16 731 |
| ... | 424 105 | ... | (424 105) | ... | | Bureau de l'infrastructure du Canada | ... | ... | ... | ... | ... |
| 47 842 | 456 538 | 8 191 | 36 699 | 549 270 | | Agence Parcs Canada | 518 303 | ... | ... | 30 967 | 511 953 |
| 47 957 | 3 925 969 | 72 018 | (2 497 444) | 1 548 500 | | Total du portefeuille ministériel | 1 463 265 | 54 031 | ... | 31 204 | 1 536 231 |

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—Suite
(en milliers de dollars)

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Section | Ministère ou organisme | Utilisation des autorisations | | | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
|--------------------------------------|--------------------------------------|----------------|----------------------------|------------------------------|-----------|--|----------------------------------|---------------|------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées | Dépassées | | |
| Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | | |
| | | | | | 23 | Patrimoine canadien | | | | | |
| 7 | 1 127 097 | 150 615 | (7 182) | 1 270 537 | | Ministère | 1 263 813 | 6 715 | ... | 9 | 1 120 178 |
| ... | 151 031 | 3 354 | 574 | 154 959 | | Conseil des Arts du Canada | 154 958 | 1 | ... | ... | 153 420 |
| ... | 1 034 311 | ... | 36 217 | 1 070 528 | | Société Radio-Canada | 1 036 528 | 34 000 | ... | ... | 1 066 311 |
| ... | 94 736 | 1 599 | 2 183 | 98 518 | | Musée canadien des civilisations | 98 518 | ... | ... | ... | 102 194 |
| ... | 61 122 | ... | 589 | 61 711 | | Musée canadien de la nature | 61 626 | 85 | ... | ... | 42 875 |
| ... | 6 120 | 500 | (165) | 6 455 | | Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | 6 416 | 39 | ... | ... | 8 191 |
| ... | ... | 17 340 | 97 229 | 114 569 | | Bibliothèque et Archives du Canada | 113 210 | 1 327 | ... | 32 | 102 318 |
| 25 | 55 894 | ... | (55 919) | ... | | Archives nationales du Canada | ... | ... | ... | ... | ... |
| ... | 31 497 | 877 | 1 086 | 33 460 | | Société du Centre national des Arts | 33 460 | ... | ... | ... | 31 032 |
| ... | 8 687 | 106 | 211 | 9 004 | | Commission des champs de bataille nationaux | 8 855 | 149 | ... | ... | 8 911 |
| ... | 131 571 | ... | 1 956 | 133 527 | | Commission de la capitale nationale | 101 667 | 31 860 | ... | ... | 114 377 |
| 3 319 | 63 682 | 3 104 | 1 776 | 71 881 | | Office national du film | 64 910 | 1 956 | ... | 5 015 | 67 313 |
| ... | 44 585 | ... | 808 | 45 393 | | Musée des beaux-arts du Canada | 45 393 | ... | ... | ... | 44 982 |
| 5 | 40 567 | ... | (40 572) | ... | | Bibliothèque nationale | ... | ... | ... | ... | ... |
| ... | 29 653 | 149 | 839 | 30 641 | | Musée national des sciences et de la technologie | 30 641 | ... | ... | ... | 36 280 |
| 9 725 | 147 409 | 3 729 | (65 569) | 95 294 | | Commission de la fonction publique | 91 867 | 3 427 | ... | ... | 140 293 |
| ... | 6 355 | 3 301 | 65 | 9 721 | | Commission des relations de travail dans la fonction publique | 8 957 | 764 | ... | ... | 7 406 |
| ... | ... | 694 | ... | 694 | | Tribunal de la dotation de la fonction publique | ... | 694 | ... | ... | ... |
| ... | 23 853 | 16 | (2) | 23 867 | | Condition féminine—Bureau de la coordinatrice | 23 034 | 833 | ... | ... | 23 837 |
| ... | 129 674 | ... | 5 | 129 679 | | Téléfilm Canada | 128 279 | 1 400 | ... | ... | 127 861 |
| 13 081 | 3 187 844 | 185 384 | (25 871) | 3 360 438 | | Total du portefeuille ministériel | 3 272 132 | 83 250 | ... | 5 056 | 3 197 779 |
| 573 | 1 470 799 | 84 251 | 2 412 | 1 558 035 | 24 | Pêches et Océans | 1 472 577 | 84 776 | ... | 682 | 1 425 539 |
| | | | | | 25 | Ressources humaines et Développement des compétences | | | | | |
| ... | 1 993 422 | 106 957 | (40 405) | 2 059 974 | | Ministère | 1 876 011 | 183 931 | ... | 32 | 2 070 055 |
| ... | 12 220 | 1 226 | (265) | 13 181 | | Conseil canadien des relations industrielles | 12 439 | 742 | ... | ... | 12 934 |

| | | | | | | | | | | |
|--|------------------|----------------|------------------|------------------|---|------------------|----------------|-----|---------------|------------------|
| ... | ... | ... | 2 222 209 | 2 222 209 | Société canadienne d'hypothèques et de logement | 2 073 943 | 148 266 | ... | ... | 2 091 821 |
| ... | 1 840 | ... | 32 | 1 872 | Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs | 1 430 | 442 | ... | ... | 1 468 |
| ... | 4 032 | 181 | 216 | 4 429 | Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | 4 369 | 60 | ... | ... | 4 019 |
| ... | 2 011 514 | 108 364 | 2 181 787 | 4 301 665 | Total du portefeuille ministériel | 3 968 192 | 333 441 | ... | 32 | 4 180 297 |
| 26 Ressources naturelles | | | | | | | | | | |
| 12 101 | 1 092 925 | 263 208 | 124 430 | 1 492 664 | Ministère | 1 312 885 | 167 792 | ... | 11 987 | 1 215 770 |
| ... | 127 838 | 35 000 | 11 | 162 849 | Énergie atomique du Canada limitée | 162 838 | 11 | ... | ... | 178 772 |
| ... | 65 375 | 9 589 | 645 | 75 609 | Commission canadienne de sûreté nucléaire | 73 181 | 2 425 | ... | 3 | 67 581 |
| ... | 60 205 | ... | 6 | 60 211 | Société de développement du Cap-Breton | 60 200 | 11 | ... | ... | 62 800 |
| 7 | 35 535 | 3 272 | 178 | 38 992 | Office national de l'énergie | 38 083 | 909 | ... | ... | 35 190 |
| ... | 1 363 | 63 | (75) | 1 351 | Administration du pipe-line du Nord | 496 | 855 | ... | ... | 204 |
| 12 108 | 1 383 241 | 311 132 | 125 195 | 1 831 676 | Total du portefeuille ministériel | 1 647 683 | 172 003 | ... | 11 990 | 1 560 317 |
| 27 Santé | | | | | | | | | | |
| 151 | 3 166 300 | 207 790 | 114 264 | 3 488 505 | Ministère | 3 403 333 | 85 021 | ... | 151 | 4 093 703 |
| ... | 751 602 | 6 501 | (186) | 757 917 | Instituts de recherche en santé du Canada | 747 972 | 9 945 | ... | ... | 686 217 |
| ... | 3 582 | 234 | (48) | 3 768 | Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses | 3 521 | 247 | ... | ... | 3 735 |
| ... | 5 301 | 50 | (60) | 5 291 | Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | 4 998 | 293 | ... | ... | 4 290 |
| 151 | 3 926 785 | 214 575 | 113 970 | 4 255 481 | Total du portefeuille ministériel | 4 159 824 | 95 506 | ... | 151 | 4 787 945 |
| 28 Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | | | | | | | | | | |
| ... | 414 016 | 5 709 | 2 897 | 422 622 | Ministère | 365 306 | 57 316 | ... | ... | 118 437 |
| ... | 666 746 | 28 039 | 431 775 | 1 126 560 | Agence des services frontaliers du Canada | 1 061 090 | 65 427 | ... | 43 | ... |
| ... | 100 268 | ... | (673) | 99 595 | Centre canadien des armes à feu | 92 809 | 6 785 | ... | 1 | 101 582 |
| 3 | 269 911 | 12 419 | 7 448 | 289 781 | Service canadien de renseignement de sécurité | 278 597 | 11 184 | ... | ... | 268 145 |
| 10 134 | 1 571 271 | 42 596 | 12 696 | 1 636 697 | Service correctionnel | 1 582 562 | 39 884 | ... | 14 251 | 1 526 103 |
| 6 | 33 848 | 7 627 | (84) | 41 397 | Commission nationale des libérations conditionnelles | 41 162 | 229 | ... | 6 | 35 669 |
| ... | ... | ... | 99 033 | 99 033 | Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones | 66 626 | 32 407 | ... | ... | 77 366 |
| ... | 2 946 | 128 | 44 | 3 118 | Bureau de l'enquêteur correctionnel | 2 871 | 247 | ... | ... | 2 791 |
| 1 647 | 1 841 100 | 145 002 | (13 341) | 1 974 408 | Gendarmerie royale du Canada | 1 960 295 | 11 467 | ... | 2 646 | 1 894 353 |
| ... | 884 | 38 | 18 | 940 | Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada | 873 | 67 | ... | ... | 774 |
| ... | 4 735 | 500 | 64 | 5 299 | Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada | 4 866 | 433 | ... | ... | 4 903 |
| 11 790 | 4 905 725 | 242 058 | 539 877 | 5 699 450 | Total du portefeuille ministériel | 5 457 057 | 225 446 | ... | 16 947 | 4 030 123 |

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—Fin

(en milliers de dollars)

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Utilisation des autorisations | | | | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|--|--|------------------|------------|---|---|
| | Indiquées dans | | | | Section | Ministère ou organisme | Employées au cours de l'exercice | Annulées | Dépassées | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | | | | | |
| | | | | | 29 | Transports | | | | | |
| 2 076 | 1 647 213 | 99 024 | (18 645) | 1 729 668 | | Ministère | 1 608 192 | 120 306 | ... | 1 170 | 1 441 348 |
| ... | 24 711 | 3 337 | 167 | 28 215 | | Office des transports du Canada | 27 176 | 1 039 | ... | ... | 27 367 |
| ... | 1 313 | 58 | (27) | 1 344 | | Tribunal d'appel des transports du Canada | 1 271 | 73 | ... | ... | 1 362 |
| 2 076 | 1 673 237 | 102 419 | (18 505) | 1 759 227 | | Total du portefeuille ministériel | 1 636 639 | 121 418 | ... | 1 170 | 1 470 077 |
| | | | | | 30 | Travaux publics et Services gouvernementaux | | | | | |
| 388 560 | 2 410 952 | 224 330 | 47 940 | 3 071 782 | | | 2 396 068 | 266 763 | ... | 408 951 | 2 439 298 |
| 1 104 463 | 166 841 793 | 3 793 199 | 7 361 618 | 179 101 073 | | Total du gouvernement | 172 839 833 | 5 189 397 | ... | 1 071 843 | 167 465 687 |

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Ce montant comprend un dépassement de 1 766 \$ relatif à la subvention—Pensions et rentes versées à des civils : M R P Thompson.

TABLEAU 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|---|----------------------------------|---------------|------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Section | Ministère ou organisme | Employées au cours de l'exercice | Annulées | Dépassées | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | |
| | | | | | 2 | Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) | | | | | |
| 43 158 | ... | ... | ... | 43 158 | | Ministère | 6 713 | ... | ... | 36 445 | (3 677) |
| 8 974 698 | 6 931 | 775 | (360 114) | 8 622 290 | | Agence canadienne de développement international | 235 079 | 404 | ... | 8 386 807 | 100 812 |
| 9 017 856 | 6 931 | 775 | (360 114) | 8 665 448 | | Total du portefeuille ministériel | 241 792 | 404 | ... | 8 423 252 | 97 135 |
| | | | | | 3 | Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) | | | | | |
| 10 000 | ... | ... | ... | 10 000 | | Corporation commerciale canadienne | ... | ... | ... | 10 000 | ... |
| 23 176 035 | 1 487 000 | ... | 17 740 510 | 42 403 545 | | Exportation et développement Canada | 428 913 | ... | ... | 41 974 632 | 565 700 |
| 23 186 035 | 1 487 000 | ... | 17 740 510 | 42 413 545 | | Total du portefeuille ministériel | 428 913 | ... | ... | 41 984 632 | 565 700 |
| | | | | | 4 | Affaires indiennes et du Nord canadien | | | | | |
| 60 320 | 73 603 | ... | ... | 133 923 | | Ministère | 51 845 | 21 741 | ... | 60 337 | 63 613 |
| 60 320 | 73 603 | ... | ... | 133 923 | | Total du portefeuille ministériel | 51 845 | 21 741 | ... | 60 337 | 63 613 |
| | | | | | 7 | Agence des douanes et du revenu du Canada | | | | | |
| 500 000 | ... | ... | ... | 500 000 | | Société canadienne des postes | ... | ... | ... | 500 000 | ... |
| 75 000 | ... | ... | ... | 75 000 | | Monnaie royale canadienne | ... | ... | ... | 75 000 | ... |
| 575 000 | ... | ... | ... | 575 000 | | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | 575 000 | ... |
| | | | | | 8 | Agriculture et Agroalimentaire | | | | | |
| 269 770 | ... | ... | ... | 269 770 | | Commission canadienne du lait | 1 717 | ... | ... | 268 053 | 30 230 |
| 2 096 820 | ... | ... | 612 391 | 2 709 211 | | Financement agricole Canada | 25 000 | ... | ... | 2 684 211 | ... |
| 2 366 590 | ... | ... | 612 391 | 2 978 981 | | Total du portefeuille ministériel | 26 717 | ... | ... | 2 952 264 | 30 230 |

TABLEAU 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel—Fin

(en milliers de dollars)

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Section | Ministère ou organisme | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|---------|---|-------------------------------|----------------------------------|------------|---------------------|---|
| | Indiquées dans | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | Redressements et virements | | | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Annulées | Dépassées | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs |
| 604 931 | ... | ... | ... | 604 931 | 9 | Anciens Combattants | (31) | ... | ... | 604 962 | (68) |
| 67 506 | ... | ... | ... | 67 506 | 11 | Citoyenneté et Immigration Ministère | (551) | ... | ... | 68 057 | (1 031) |
| 67 506 | ... | ... | ... | 67 506 | | Total du portefeuille ministériel | (551) | ... | ... | 68 057 | (1 031) |
| 101 621 | ... | ... | ... | 101 621 | 14 | Défense nationale Ministère | (6 370) | ... | ... | 107 991 | 2 679 |
| 101 621 | ... | ... | ... | 101 621 | | Total du portefeuille ministériel | (6 370) | ... | ... | 107 991 | 2 679 |
| ... | (190 200) | ... | 190 200 | ... | 17 | Environnement Société canadienne d'hypothèques et de logement | ... | ... | ... | ... | ... |
| ... | (190 200) | ... | 190 200 | ... | | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | ... | ... |
| 118 983 6 000 000 | 132 275 ... | | 114 818 ... | 366 076 6 000 000 | 18 | Finances Ministère Société d'assurance-dépôts du Canada | 271 927 ... | | | 94 149 6 000 000 | 294 862 ... |
| 6 118 983 | 132 275 | ... | 114 818 | 6 366 076 | | Total du portefeuille ministériel | 271 927 | ... | ... | 6 094 149 | 294 862 |
| 1 950 | 800 | ... | ... | 2 750 | 20 | Industrie Ministère | ... | 800 | ... | 1 950 | ... |
| 1 950 | 800 | ... | ... | 2 750 | | Total du portefeuille ministériel | ... | 800 | ... | 1 950 | ... |
| ... | 10 | ... | ... | 10 | 23 | Patrimoine canadien Ministère | ... | 10 | ... | ... | ... |
| ... | 10 | ... | ... | 10 | | Total du portefeuille ministériel | ... | 10 | ... | ... | ... |
| 30 000 | ... | ... | ... | 30 000 | 24 | Pêches et Océans Office de commercialisation du poisson d'eau douce | ... | ... | ... | 30 000 | ... |
| 30 000 | ... | ... | ... | 30 000 | | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | 30 000 | ... |

| | | | | | | | | | | | |
|-------------------|------------------|-----------------|-------------------|-------------------|-----------|---|------------------|---------------|-----|-------------------|------------------|
| | | | | | 25 | Ressources humaines et Développement des compétences | | | | | |
| ... | 1 254 700 | (17 600) | (21 403) | 1 215 697 | | Ministère | 1 215 697 | ... | ... | ... | 1 374 086 |
| ... | ... | ... | (190 200) | (190 200) | | Société canadienne d'hypothèques et de logement | (190 181) | (19) | ... | ... | (219 091) |
| ... | 1 254 700 | (17 600) | (211 603) | 1 025 497 | | Total du portefeuille ministériel | 1 025 516 | (19) | ... | ... | 1 154 995 |
| | | | | | 26 | Ressources naturelles | | | | | |
| 50 000 | ... | ... | ... | 50 000 | | Société de développement du Cap-Breton | ... | ... | ... | 50 000 | ... |
| 50 000 | ... | ... | ... | 50 000 | | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | 50 000 | ... |
| | | | | | 28 | Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | | | | | |
| 43 | ... | ... | ... | 43 | | Service correctionnel | ... | ... | ... | 43 | (1) |
| 43 | ... | ... | ... | 43 | | Total du portefeuille ministériel | ... | ... | ... | 43 | (1) |
| | | | | | 30 | Travaux publics et Services gouvernementaux | | | | | |
| 55 742 | ... | ... | ... | 55 742 | | | 877 | ... | ... | 54 865 | (11 910) |
| 42 236 577 | 2 765 119 | (16 825) | 18 086 202 | 63 071 073 | | Total du gouvernement | 2 040 635 | 22 936 | ... | 61 007 502 | 2 196 204 |

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun prêt, placement ou avance n'a été rapporté.

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le «Budget principal des dépenses», et les demandes additionnelles sont intitulées «Budget(s) supplémentaire(s) des dépenses». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations «annuelles» ou «votées». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations «législatives» pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui «ne s'annulent pas».

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, placements et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices antérieurs sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Section | Portefeuille ministériel | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|---|------------------------------|----------|--|----------------------------------|----------------|------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements ⁽¹⁾ | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées | Dépassées | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | |
| ... | 4 159 135 | 718 964 | 3 201 | 4 881 300 | 2 | Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) | | | | | |
| 14 699 | 351 150 | 44 545 | 29 546 | 439 940 | | Budgétaires—Votées | 4 617 854 | 263 446 | ... | 3 991 506 | |
| | | | | | | Législatives | 426 374 | 64 | ... | 438 678 | |
| 14 699 | 4 510 285 | 763 509 | 32 747 | 5 321 240 | | | 5 044 228 | 263 510 | ... | 4 430 184 | |
| 43 158 | 3 865 | ... | 232 110 | 279 133 | | Non budgétaires—Votées | 242 284 | 404 | ... | 36 445 | |
| 8 974 698 | 3 066 | 775 | (592 224) | 8 386 315 | | Législatives | (492) | ... | ... | 8 386 807 | |
| 9 017 856 | 6 931 | 775 | (360 114) | 8 665 448 | | | 241 792 | 404 | ... | 8 423 252 | |

| | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------------------|--|----------------|-----|-----|-------------------|------------------|--|
| | | | | | 3 | Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) | | | | | | |
| ... | 169 407 | 68 508 | 888 | 238 803 | Budgétaires—Votées | 211 744 | 27 059 | ... | ... | ... | 18 247 | |
| ... | 68 340 | ... | 195 592 | 263 932 | Législatives | 263 932 | ... | ... | ... | ... | 167 705 | |
| ... | 237 747 | 68 508 | 196 480 | 502 735 | | 475 676 | 27 059 | ... | ... | ... | 185 952 | |
| 23 186 035 | 1 487 000 | ... | 17 740 510 | 42 413 545 | Non budgétaires—Législatives | 428 913 | ... | ... | ... | 41 984 632 | 565 700 | |
| | | | | | 4 | Affaires indiennes et du Nord canadien | | | | | | |
| ... | 5 553 612 | 103 892 | 24 634 | 5 682 138 | Budgétaires—Votées | 5 402 742 | 279 396 | ... | ... | ... | 5 262 465 | |
| 32 142 | 208 124 | ... | (8 598) | 231 668 | Législatives | 199 685 | 28 | ... | ... | 31 955 | 197 975 | |
| 32 142 | 5 761 736 | 103 892 | 16 036 | 5 913 806 | | 5 602 427 | 279 424 | ... | ... | 31 955 | 5 460 440 | |
| 60 320 | 73 603 | ... | ... | 133 923 | Non budgétaires—Votées | 51 845 | 21 741 | ... | ... | 60 337 | 63 613 | |
| | | | | | 5 | Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec | | | | | | |
| ... | ... | 3 739 | 422 865 | 426 604 | Budgétaires—Votées | 328 098 | 98 506 | ... | ... | ... | 347 091 | |
| ... | ... | 70 | 4 983 | 5 053 | Législatives | 5 032 | ... | ... | ... | 21 | 38 232 | |
| ... | ... | 3 809 | 427 848 | 431 657 | | 333 130 | 98 506 | ... | ... | 21 | 385 323 | |
| | | | | | 6 | Agence de promotion économique du Canada atlantique | | | | | | |
| ... | 480 306 | ... | 209 | 480 515 | Budgétaires—Votées | 454 491 | 26 024 | ... | ... | ... | 452 004 | |
| 4 | 8 891 | ... | (422) | 8 473 | Législatives | 8 464 | ... | ... | ... | 9 | 13 856 | |
| 4 | 489 197 | ... | (213) | 488 988 | | 462 955 | 26 024 | ... | ... | 9 | 465 860 | |
| | | | | | 7 | Agence des douanes et du revenu du Canada | | | | | | |
| 217 625 | 2 790 060 | ... | (141 412) | 2 866 273 | Budgétaires—Votées | 2 691 569 | 9 329 | ... | ... | 165 375 | 3 337 516 | |
| ... | 639 301 | (12 110) | (70 573) | 556 618 | Législatives | 556 618 | ... | ... | ... | ... | 634 861 | |
| 217 625 | 3 429 361 | (12 110) | (211 985) | 3 422 891 | | 3 248 187 | 9 329 | ... | ... | 165 375 | 3 972 377 | |
| 575 000 | ... | ... | ... | 575 000 | Non budgétaires—Législatives | ... | ... | ... | ... | 575 000 | ... | |
| | | | | | 8 | Agriculture et Agroalimentaire | | | | | | |
| ... | 1 362 731 | 223 693 | (1 271) | 1 585 153 | Budgétaires—Votées | 1 317 401 | 267 752 | ... | ... | ... | 1 241 967 | |
| 25 100 | 1 249 499 | 1 750 297 | (388 044) | 2 636 852 | Législatives | 2 619 237 | 97 | ... | ... | 17 518 | 3 949 755 | |
| 25 100 | 2 612 230 | 1 973 990 | (389 315) | 4 222 005 | | 3 936 638 | 267 849 | ... | ... | 17 518 | 5 191 722 | |
| 2 366 590 | ... | ... | 612 391 | 2 978 981 | Non budgétaires—Législatives | 26 717 | ... | ... | ... | 2 952 264 | 30 230 | |
| | | | | | 9 | Anciens Combattants | | | | | | |
| ... | 2 748 885 | 15 255 | 6 739 | 2 770 879 | Budgétaires—Votées | 2 659 172 | 111 707 | ... | ... | ... | 2 547 423 | |
| ... | 38 836 | ... | (2 639) | 36 197 | Législatives | 36 192 | ... | ... | ... | 5 | 35 501 | |
| ... | 2 787 721 | 15 255 | 4 100 | 2 807 076 | | 2 695 364 | 111 707 | ... | ... | 5 | 2 582 924 | |
| 604 931 | ... | ... | ... | 604 931 | Non budgétaires—Législatives | (31) | ... | ... | ... | 604 962 | (68) | |

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—Suite
(en milliers de dollars)

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Section | Portefeuille ministériel | Utilisation des autorisations | | | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|---|------------------------------|-----------|---|----------------------------------|----------------|-----------|---|--|-------------------|--|
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | Redressements et virements ⁽¹⁾ | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées | Dépassées | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | | |
| ... | ... | 103 181 | 428 636 | 531 817 | 10 | Bureau de l'infrastructure du Canada | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 1 996 | 1 996 | | Budgétaires—Votées | 248 372 | 283 445 | ... | ... | ... | 95 228 | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Législatives | 1 996 | ... | ... | ... | ... | 1 055 | |
| ... | ... | 103 181 | 430 632 | 533 813 | | | 250 368 | 283 445 | ... | ... | ... | 96 283 | |
| ... | 1 057 498 | 81 511 | (147 127) | 991 882 | 11 | Citoyenneté et Immigration | | | | | | | |
| 23 | 73 232 | ... | (4 324) | 68 931 | | Budgétaires—Votées | 939 787 | 52 095 | ... | ... | ... | 1 066 538 | |
| | | | | | | Législatives | 68 884 | 11 | ... | ... | 36 | 83 759 | |
| 23 | 1 130 730 | 81 511 | (151 451) | 1 060 813 | | | 1 008 671 | 52 106 | ... | ... | 36 | 1 150 297 | |
| 67 506 | ... | ... | ... | 67 506 | | Non budgétaires—Législatives | (551) | ... | ... | ... | 68 057 | (1 031) | |
| ... | 2 481 827 | 378 228 | (316 375) | 2 543 680 | 12 | Conseil du Trésor | | | | | | | |
| 7 | 15 655 | 14 486 | 96 816 | 126 964 | | Budgétaires—Votées | 1 625 322 | 918 358 | ... | ... | ... | 1 446 021 | |
| | | | | | | Législatives | 123 182 | 7 | ... | ... | 3 775 | 233 354 | |
| 7 | 2 497 482 | 392 714 | (219 559) | 2 670 644 | | | 1 748 504 | 918 365 | ... | ... | 3 775 | 1 679 375 | |
| ... | 370 399 | 65 788 | (193 833) | 242 354 | 13 | Conseil privé | | | | | | | |
| 66 | 71 634 | 220 000 | (15 196) | 276 504 | | Budgétaires—Votées | 225 137 | 17 217 | ... | ... | ... | 206 518 | |
| | | | | | | Législatives | 276 483 | 2 | ... | ... | 19 | 116 928 | |
| 66 | 442 033 | 285 788 | (209 029) | 518 858 | | | 501 620 | 17 219 | ... | ... | 19 | 323 446 | |
| ... | 12 156 596 | 829 103 | 32 476 | 13 018 175 | 14 | Défense nationale | | | | | | | |
| 5 138 | 1 143 686 | ... | (12 094) | 1 136 730 | | Budgétaires—Votées | 12 800 215 ⁽²⁾ | 217 960 | ... | ... | ... | 12 135 269 | |
| | | | | | | Législatives | 1 132 072 | ... | ... | ... | 4 658 | 1 060 425 | |
| 5 138 | 13 300 282 | 829 103 | 20 382 | 14 154 905 | | | 13 932 287 | 217 960 | ... | ... | 4 658 | 13 195 694 | |
| 101 621 | ... | ... | ... | 101 621 | | Non budgétaires—Votées | (6 370) | ... | ... | ... | 107 991 | 2 679 | |
| ... | 507 021 | 79 612 | 5 290 | 591 923 | 15 | Développement des ressources humaines (Développement social) | | | | | | | |
| 167 | 28 046 940 | (119 400) | 69 146 | 27 996 853 | | Budgétaires—Votées | 563 357 | 28 566 | ... | ... | ... | 490 782 | |
| | | | | | | Législatives | 27 996 612 | 2 | ... | ... | 239 | 27 015 626 | |
| 167 | 28 553 961 | (39 788) | 74 436 | 28 588 776 | | | 28 559 969 | 28 568 | ... | ... | 239 | 27 506 408 | |

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—Fin
(en milliers de dollars)

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Section | Portefeuille ministériel | Utilisation des autorisations | | | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|---|------------------------------|-----------|---|----------------------------------|----------------|------------|---|--|------------------|-----|
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | Redressements et virements ⁽¹⁾ | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées | Dépassées | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | | |
| ... | 3 118 532 | 185 384 | (6 867) | 3 297 049 | 23 | Patrimoine canadien | | | | | | | |
| 13 081 | 69 312 | ... | (19 004) | 63 389 | | Budgétaires—Votées | 3 213 799 | 83 250 | ... | ... | ... | 3 134 596 | |
| | | | | | | Législatives | 58 333 | ... | ... | ... | 5 056 | 63 183 | |
| 13 081 | 3 187 844 | 185 384 | (25 871) | 3 360 438 | | | 3 272 132 | 83 250 | ... | ... | 5 056 | 3 197 779 | |
| ... | 10 | ... | ... | 10 | | Non budgétaires—Votées | ... | 10 | ... | ... | ... | ... | ... |
| ... | 1 348 741 | 84 251 | 9 563 | 1 442 555 | 24 | Pêches et Océans | | | | | | | |
| 573 | 122 058 | ... | (7 151) | 115 480 | | Budgétaires—Votées | 1 357 779 | 84 776 | ... | ... | ... | 1 310 206 | |
| | | | | | | Législatives | 114 798 | ... | ... | ... | 682 | 115 333 | |
| 573 | 1 470 799 | 84 251 | 2 412 | 1 558 035 | | | 1 472 577 | 84 776 | ... | ... | 682 | 1 425 539 | |
| 30 000 | ... | ... | ... | 30 000 | | Non budgétaires—Votées | ... | ... | ... | ... | 30 000 | ... | ... |
| ... | 994 833 | 68 464 | 2 258 486 | 3 321 783 | 25 | Ressources humaines et Développement des compétences | | | | | | | |
| ... | 1 016 681 | 39 900 | (76 699) | 979 882 | | Budgétaires—Votées | 2 988 342 | 333 441 | ... | ... | ... | 3 150 907 | |
| | | | | | | Législatives | 979 850 | ... | ... | ... | 32 | 1 029 390 | |
| ... | 2 011 514 | 108 364 | 2 181 787 | 4 301 665 | | | 3 968 192 | 333 441 | ... | ... | 32 | 4 180 297 | |
| ... | 1 254 700 | (17 600) | (211 603) | 1 025 497 | | Non budgétaires—Législatives | 1 025 516 | (19) | ... | ... | ... | 1 154 995 | |
| ... | 1 158 554 | 89 532 | 12 503 | 1 260 589 | 26 | Ressources naturelles | | | | | | | |
| 12 108 | 224 687 | 221 600 | 112 692 | 571 087 | | Budgétaires—Votées | 1 088 586 | 172 003 | ... | ... | ... | 992 656 | |
| | | | | | | Législatives | 559 097 | ... | ... | ... | 11 990 | 567 661 | |
| 12 108 | 1 383 241 | 311 132 | 125 195 | 1 831 676 | | | 1 647 683 | 172 003 | ... | ... | 11 990 | 1 560 317 | |
| 50 000 | ... | ... | ... | 50 000 | | Non budgétaires—Votées | ... | ... | ... | ... | 50 000 | ... | ... |
| ... | 3 801 318 | 214 575 | 16 410 | 4 032 303 | 27 | Santé | | | | | | | |
| 151 | 125 467 | ... | 97 560 | 223 178 | | Budgétaires—Votées | 3 936 842 | 95 461 | ... | ... | ... | 3 977 684 | |
| | | | | | | Législatives | 222 982 | 45 | ... | ... | 151 | 810 261 | |
| 151 | 3 926 785 | 214 575 | 113 970 | 4 255 481 | | | 4 159 824 | 95 506 | ... | ... | 151 | 4 787 945 | |

| | | | | | | | | | | |
|-------------------|--------------------|------------------|-------------------|--------------------|------------------------------|---|------------------|------------|-------------------|--------------------|
| | | | | | 28 | Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | | | | |
| ... | 4 238 976 | 242 058 | 562 447 | 5 043 481 | Budgétaires—Votées | 4 818 043 | 225 438 | ... | ... | 3 519 275 |
| 11 790 | 666 749 | ... | (22 570) | 655 969 | Législatives | 639 014 | 8 | ... | 16 947 | 510 848 |
| 11 790 | 4 905 725 | 242 058 | 539 877 | 5 699 450 | | 5 457 057 | 225 446 | ... | 16 947 | 4 030 123 |
| 43 | ... | ... | ... | 43 | Non budgétaires—Votées | ... | ... | ... | 43 | (1) |
| | | | | | 29 | Transports | | | | |
| ... | 1 545 159 | 83 919 | (11 550) | 1 617 528 | Budgétaires—Votées | 1 498 187 | 119 341 | ... | ... | 1 348 501 |
| 2 076 | 128 078 | 18 500 | (6 955) | 141 699 | Législatives | 138 452 | 2 077 | ... | 1 170 | 121 576 |
| 2 076 | 1 673 237 | 102 419 | (18 505) | 1 759 227 | | 1 636 639 | 121 418 | ... | 1 170 | 1 470 077 |
| | | | | | 30 | Travaux publics et Services gouvernementaux | | | | |
| ... | 2 344 239 | 218 626 | 7 633 | 2 570 498 | Budgétaires—Votées | 2 310 795 | 259 703 | ... | ... | 2 318 351 |
| 388 560 | 66 713 | 5 704 | 40 307 | 501 284 | Législatives | 85 273 | 7 060 | ... | 408 951 | 120 947 |
| 388 560 | 2 410 952 | 224 330 | 47 940 | 3 071 782 | | 2 396 068 | 266 763 | ... | 408 951 | 2 439 298 |
| 1 751 | ... | ... | ... | 1 751 | Non budgétaires—Votées | (319) | ... | ... | 2 070 | (286) |
| 53 991 | ... | ... | ... | 53 991 | Législatives | 1 196 | ... | ... | 52 795 | (11 624) |
| 55 742 | ... | ... | ... | 55 742 | | 877 | ... | ... | 54 865 | (11 910) |
| | | | | | Total du gouvernement | | | | | |
| 265 467 | 64 986 194 | 4 406 223 | (64 995) | 69 592 889 | Budgétaires—Votées | 64 217 386 | 5 179 162 | ... | 196 341 | 61 037 036 |
| 838 996 | 101 855 599 | (613 024) | 7 426 613 | 109 508 184 | Législatives | 108 622 447 | 10 235 | ... | 875 502 | 106 428 651 |
| 1 104 463 | 166 841 793 | 3 793 199 | 7 361 618 | 179 101 073 | | 172 839 833 | 5 189 397 | ... | 1 071 843 | 167 465 687 |
| 288 843 | 78 278 | ... | 462 244 | 829 365 | Non budgétaires—Votées | 517 574 | 22 955 | ... | 288 836 | 393 273 |
| 41 947 734 | 2 686 841 | (16 825) | 17 623 958 | 62 241 708 | Législatives | 1 523 061 | (19) | ... | 60 718 666 | 1 802 931 |
| 42 236 577 | 2 765 119 | (16 825) | 18 086 202 | 63 071 073 | | 2 040 635 | 22 936 | ... | 61 007 502 | 2 196 204 |
| 554 310 | 65 064 472 | 4 406 223 | 397 249 | 70 422 254 | Votées | 64 734 960 | 5 202 117 | ... | 485 177 | 61 430 309 |
| 42 786 730 | 104 542 440 | (629 849) | 25 050 571 | 171 749 892 | Législatives | 110 145 508 | 10 216 | ... | 61 594 168 | 108 231 582 |
| 43 341 040 | 169 606 912 | 3 776 374 | 25 447 820 | 242 172 146 | Total du gouvernement | 174 880 468 | 5 212 333 | ... | 62 079 345 | 169 661 891 |

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun montant n'a été rapporté.

(1) Les redressements et virements comprennent des éléments tels que:

- les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des Crédoiteurs de l'exercice précédent;
- les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles; et,
- les augmentations aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits.

(2) Ce montant comprend un dépassement de 1 766 \$ relatif à la subvention—Pensions et rentes versées à des civils : M R P Thompson.

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|---------|--------|---|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| 2 | | Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) ⁽¹⁾ | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes | 1 005 537 000 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement | | 34 828 080 |
| | 1b | Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes | | 12 011 399 |
| | 5 | Dépenses en capital | 123 814 000 | |
| | 5a | Dépenses en capital | | 7 969 722 |
| | 10 | Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2003 à | 492 190 579 | |

| | | | |
|---|---|---------------|-------------|
| 10a | Subventions inscrites au Budget des dépenses, et contributions, qui peuvent comprendre, dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2003 à | | 128 781 385 |
| 10b | Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre, dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2003 à | | 1 |
| Agence canadienne de développement international | | | |
| 15 | Dépenses de fonctionnement et autorisation : <ul style="list-style-type: none"> a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au Règlement sur l'assistance technique, pris par le décret CP 1986-993 du 24 avril 1986, y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none"> i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, et iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition | 200 289 000 | |
| 15a | Dépenses de fonctionnement | | 7 001 503 |
| 15b | Dépenses de fonctionnement | | 1 341 758 |
| 20 | Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services | 2 210 878 000 | |
| 20a | Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses | | 11 507 635 |
| 20b | Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses | | 515 396 400 |
| L25 | Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 193 500 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales | | 1 |
| L25a | Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 180 459 059 \$ (193 500 000 \$ - 13 040 941 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales | | 1 |
| L25b | Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 232 110 059 \$ (180 459 059 \$ + 51 651 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales | | 1 |
| L30 | Paiement ne devant pas dépasser 2 827 383 \$ US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 3 865 000 \$ le 9 septembre 2003 peut varier à la hausse, et émission et paiements de billets sur demande non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 1 491 410 \$ CAN, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales | 3 865 000 | |
| Centre de recherches pour le développement international | | | |
| 35 | Versements au Centre de recherches pour le développement international | 119 086 000 | |

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|----------|--------|---|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| | | Commission mixte internationale | | |
| | 40 | Dépenses du Programme—Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs | 7 340 000 | |
| | 40a | Dépenses du programme | | 126 604 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 4 159 134 579 | 718 964 487 |
| | | Non budgétaire | 3 865 001 | 2 |
| 3 | | Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) ⁽¹⁾ | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; et, conformément au paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements et des publications ministérielles | 133 047 000 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement | | 16 048 711 |
| | 1b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)) et de 357 100 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 2 852 909 |
| | 5 | Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes | 17 210 000 | |
| | 5a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 49 500 743 |
| | | Corporation commerciale canadienne | | |
| | 10 | Dépenses du programme | 16 399 000 | |
| | | Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne | | |
| | 15 | Dépenses du programme | 2 751 000 | |
| | 15b | Dépenses du programme | | 105 450 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 169 407 000 | 68 507 813 |
| | | Non budgétaire | ... | ... |

Affaires indiennes et du Nord canadien ⁽²⁾**Ministère**

| | | | |
|-----|---|----------------------|--------------------|
| 1 | Dépenses de fonctionnement et | | |
| | a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel; et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; | | |
| | b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; | | |
| | c) autorisation de vendre l'électricité à des consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil | 537 665 000 | |
| 1a | Dépenses de fonctionnement | | 71 313 844 |
| 5 | Dépenses en capital et | | |
| | a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; et | | |
| | b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes | 17 302 000 | |
| 6b | Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier une dette de 18 000 000 \$ représentant le solde impayé d'un billet à conditions flexibles détenu par la Société d'énergie du Yukon en faveur de Sa Majesté, le billet ayant été remboursé à Sa Majesté à sa juste valeur marchande—Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 999 999 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| 10 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 4 970 145 900 | |
| 10a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 11 066 722 |
| 10b | Subventions inscrites au Budget des dépenses | | 1 |
| 15 | Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord | 27 600 000 | |
| 15a | Paiements à la Société canadienne des postes | | 9 400 000 |
| 26a | Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 229 734 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 2 587 674 |
| 27a | Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 561 533 \$ du crédit 5 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 9 500 000 |
| 27b | Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 886 000 \$ du crédit 5 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| 28a | Commission des revendications des Indiens—Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 143 936 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| L20 | Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications | 38 103 000 | |
| L25 | Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique | 35 500 000 | |
| | Commission canadienne des affaires polaires | | |
| 30 | Dépenses du programme et contributions | 899 000 | |
| 30a | Dépenses du programme | | 23 869 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 5 553 611 900 | 103 892 113 |
| | Non budgétaire | 73 603 000 | ... |

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|----------|--------|---|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| 5 | | Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ⁽³⁾ | | |
| | 55 | Dépenses de fonctionnement | 42 184 000 | |
| | 2a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 638 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et 346 269 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | 2b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 249 418 \$ du crédit 55 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | 60 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 380 560 000 | |
| | 6a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 285 073 731 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | 6b | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 296 582 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 95 140 000 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 3 739 242 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 422 744 000 | 3 739 245 |
| | | Non budgétaire | ... | ... |
| 6 | | Agence de promotion économique du Canada atlantique | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement | 81 924 000 | |
| | 5 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 385 737 000 | |
| | | Société d'expansion du Cap-Breton | | |
| | 10 | Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i> | 12 645 000 | |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 480 306 000 | ... |
| | | Non budgétaire | ... | ... |
| 7 | | Agence des douanes et du revenu du Canada | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> | 2 449 124 000 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 711 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | 5 | Contributions | 143 726 000 | |
| | 5b | Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 164 844 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | | Société canadienne des postes | | |
| | 10 | Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales | 197 210 000 | |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 2 790 060 000 | 2 |
| | | Non budgétaire | ... | ... |

Agriculture et Agroalimentaire**Ministère**

| | | | |
|-----|---|----------------------|--------------------|
| 1 | Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dé- penser les revenus provenant des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Compte de stabilisation du revenu net pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice | 563 213 000 | |
| 1a | Dépenses de fonctionnement | | 61 434 153 |
| 1b | Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dé- penser les revenus provenant des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Compte de stabilisation du revenu net pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice— Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 309 508 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 26 798 862 |
| 5 | Dépenses en capital | 36 631 000 | |
| 5a | Dépenses en capital | | 230 475 |
| 10 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 334 955 315 | |
| 10a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 69 535 370 |
| 15 | Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agro- alimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 700 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières | | 1 |
| 20 | Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agro- alimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par la Société du crédit agricole pour les besoins du Pro- gramme national renouvelé (2001) sur l'éthanol de la biomasse | | 1 |
| | Commission canadienne du lait | | |
| 25 | Dépenses du programme | 3 211 000 | |
| | Agence canadienne d'inspection des aliments | | |
| 30 | Dépenses de fonctionnement et contributions | 390 981 000 | |
| 30a | Dépenses de fonctionnement et contributions | | 47 100 653 |
| 30b | Dépenses de fonctionnement | | 3 877 198 |
| 35 | Dépenses en capital | 14 494 000 | |
| 35a | Dépenses en capital | | 13 825 310 |
| | Commission canadienne des grains | | |
| 40 | Dépenses du programme | 19 245 000 | |
| 40a | Dépenses du programme | | 891 700 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 362 730 317 | 223 693 721 |
| | Non budgétaire | ... | ... |

Anciens Combattants**Ministère***Programme des anciens combattants*

| | | | |
|---|--|-------------|--|
| 1 | Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède | 771 858 000 | |
|---|--|-------------|--|

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|-----------|--------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement | | 11 553 663 |
| | 1b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 716 001 \$ du crédit 5 (Anciens Combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | 5 | Dépenses en capital | 33 296 000 | |
| | 5a | Dépenses en capital | | 1 914 678 |
| | 10 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor | 1 934 781 000 | |
| | 10a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor | | 1 500 000 |
| | 10b | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 099 999 \$ du crédit 5 (Anciens Combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | | <i>Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i> | | |
| | 15 | Dépenses du programme | 8 950 000 | |
| | 15a | Dépenses du programme | | 286 444 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 2 748 885 000 | 15 254 787 |
| | | Non budgétaire | ... | ... |
| 10 | | Bureau de l'infrastructure du Canada ⁽⁴⁾ | | |
| | 35 | Dépenses de fonctionnement | 15 702 000 | |
| | 2a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 776 500 \$ du crédit 35 (Environnement) et 1 309 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 11 373 400 |
| | 2b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 925 500 \$ du crédit 35 (Environnement) et 594 203 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 1 871 000 |
| | 40 | Contributions | 406 958 000 | |
| | 7a | Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 305 218 500 \$ du crédit 40 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 32 340 908 |
| | 7b | Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 101 739 500 \$ du crédit 40 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 41 495 117 |
| | 20 | Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital | 1 | |
| | 12a | Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. | | 16 100 000 |
| | 15 | Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital, étant entendu le paiement d'une subvention de fonctionnement à Harbourfront Centre | 4 000 000 | |
| | 14b | Paiements à la Queens Quay West Land Corporation—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 15 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 426 660 001 | 103 180 426 |
| | | Non budgétaire | ... | ... |

| | | | |
|-----------|--|----------------------|-------------------|
| 11 | Citoyenneté et Immigration | | |
| | Ministère | | |
| 1 | Dépenses de fonctionnement | 563 130 000 | |
| 1a | Dépenses de fonctionnement | | 47 482 938 |
| 1b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 728 798 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 11 060 848 |
| 2b | Aux termes du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour radier des comptes du Canada 2 561 dettes payables à Sa Majesté le chef du Canada se chiffrant à 920 210 \$ et relatives à des prêts aux immigrants consentis aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> | | 920 210 |
| 5 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 387 671 577 | |
| 5a | Contributions | | 6 847 289 |
| 5b | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 1 |
| | Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada | | |
| 10 | Dépenses du programme | 106 697 000 | |
| 10a | Dépenses du programme | | 15 199 950 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 057 498 577 | 81 511 236 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 12 | Conseil du Trésor | | |
| | Secrétariat | | |
| 1 | Dépenses du programme et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor | 111 451 000 | |
| 1a | Dépenses du programme | | 21 070 750 |
| 1b | Dépenses du programme | | 5 976 752 |
| 5 | Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit | 750 000 000 | |
| 10 | Initiatives pangouvernementales—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada | 10 876 000 | |
| 15a | Rajustements de la rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes | | 158 358 000 |
| 15b | Rajustements de la rémunération | | 180 364 000 |
| 20 | Assurances de la fonction publique—Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçus à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> | 1 609 500 000 | |
| | École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) ⁽⁵⁾ | | |
| 10 | Dépenses du programme et contributions | 27 709 000 | |
| 26a | Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 29 597 200 \$ du crédit 100 (Patrimoine canadien) et de 20 781 750 \$ du crédit 10 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 3 068 513 |
| 26b | Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 927 250 \$ du crédit 10 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 2 657 000 |

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|-----------|--------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| | | Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ⁽⁶⁾ | | |
| | 45 | Dépenses de fonctionnement | 37 809 000 | |
| | 32a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 507 500 \$ du crédit 45 (Conseil privé), de 19 497 300 \$ du crédit 100 (Patrimoine canadien) et de 8 957 700 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 2 267 237 |
| | 32b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 301 500 \$ du crédit 45 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 4 465 789 |
| | 50 | Contributions | 16 200 000 | |
| | 34b | Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 200 000 \$ du crédit 50 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 2 563 545 000 | 378 228 042 |
| | | Non budgétaire | ... | ... |
| 13 | | Conseil privé ⁽⁵⁾⁽⁶⁾⁽⁷⁾ | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an | 111 230 777 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement | | 16 469 783 |
| | 1b | Dépenses de fonctionnement | | 38 778 342 |
| | 5 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 15 597 000 | |
| | 5b | Contributions | | 1 974 400 |
| | | Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes | | |
| | 15 | Dépenses du programme | 5 897 000 | |
| | | Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | | |
| | 20 | Dépenses du programme | 26 017 000 | |
| | 20a | Dépenses du programme | | 1 115 200 |
| | 20b | Dépenses du programme | | 782 000 |
| | | Directeur général des élections | | |
| | 25 | Dépenses du programme | 13 186 000 | |
| | 25a | Dépenses du programme | | 5 599 554 |
| | | Commissaire aux langues officielles | | |
| | 30 | Dépenses du programme | 16 284 000 | |
| | 30a | Dépenses du programme | | 725 380 |
| | 30b | Dépenses du programme | | 50 000 |

| | | | |
|-----------|--|-----------------------|--------------------|
| | Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | | |
| 35 | Dépenses du programme | 4 688 000 | |
| | Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité | | |
| 55 | Dépenses du programme | 2 206 000 | |
| 55a | Dépenses du programme | | 293 600 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 195 105 777 | 65 788 259 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 14 | Défense nationale | | |
| | Ministère | | |
| 1 | Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 20 076 799 945 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'exercice au cours duquel tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 7 510 000 000 \$ deviendra payable dans les exercices à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les revenus de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits | 9 806 266 000 | |
| 1a | Dépenses de fonctionnement | | 412 726 522 |
| 1b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 190 290 021 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 39 760 001 \$ du crédit 10 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 188 533 281 |
| 5 | Dépenses en capital | 2 158 297 000 | |
| 5a | Dépenses en capital | | 225 343 000 |
| 10 | Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions aux budgets militaires, au Programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestations de services et fourniture d'installations aux fins de défense | 180 575 945 | |
| 10a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 2 500 000 |
| 10b | Subventions inscrites au Budget des dépenses | | 1 |
| | Comité des griefs des forces canadiennes | | |
| 15 | Dépenses du programme | 7 661 000 | |
| | Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire | | |
| 20 | Dépenses du programme | 3 796 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 12 156 595 945 | 829 102 804 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 15 | Développement des ressources humaines (Développement social) ⁽⁸⁾ | | |
| 1 | Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi | 265 565 000 | |
| 1a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 014 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 5 314 013 |
| 1b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 225 000 \$ du crédit 5 (Développement des ressources humaines (Développement social)) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 38 508 146 |

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|-----------|--------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| | 5 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 241 456 000 | |
| | 5a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 400 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 35 789 788 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 507 021 000 | 79 611 947 |
| | | Non budgétaire | ... | ... |
| 16 | | Diversification de l'économie de l'Ouest canadien | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement | 42 919 000 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement | | 1 687 557 |
| | 1b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 895 640 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | 5 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 342 469 000 | |
| | 5a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 2 639 801 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 385 388 000 | 4 327 359 |
| | | Non budgétaire | ... | ... |
| 17 | | Environnement ⁽⁴⁾⁽⁹⁾ | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement et : | | |
| | | a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; | | |
| | | b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; | | |
| | | c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; | | |
| | | d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; | | |
| | | e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; | | |
| | | f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les revenus de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit | 626 390 000 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 292 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 56 737 855 |
| | 5 | Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral | 42 210 000 | |
| | 5a | Dépenses en capital | | 635 200 |

| | | | |
|--|--|----------------------|-------------------|
| 10 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 57 572 000 | |
| 10a | Contributions | | 5 268 000 |
| 10b | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 492 171 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 1 387 285 \$ du crédit 5 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| Agence canadienne d'évaluation environnementale | | | |
| 30 | Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale | 15 930 000 | |
| 30a | Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale | | 1 186 251 |
| Agence Parcs Canada | | | |
| 45 | Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières | 330 769 000 | |
| 45b | Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 50 (Environnement), de 3 068 942 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 562 200 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 8 190 467 |
| 50 | Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> | 5 000 000 | |
| Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | | 1 077 871 000 | 72 017 774 |
| Non budgétaire | | ... | ... |
| <hr/> | | | |
| 18 | Finances | | |
| | Ministère | | |
| | <i>Programme des politiques économiques, sociales et financières</i> | | |
| 1 | Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice | 77 821 000 | |
| 1a | Dépenses de fonctionnement | | 9 814 100 |
| 5 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 816 000 000 | |
| 5b | Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 170 435 \$ du crédit 1 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 34 229 565 |
| L10 | Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 230 134 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement | | 1 |
| L11b | Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 23 982 872 \$ US en faveur de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 28 787 507 \$ le 13 janvier 2005 peut varier à la hausse, afin de maintenir la valeur en dollars américains des souscriptions au capital initiales de la BIRD | | 1 |
| | <i>Programme fédéral de transferts aux provinces</i> | | |
| 15 | Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux—Paiements au gouvernement de chaque territoire calculés et rajustés, y compris les rajustements aux paiements afférents aux exercices précédents, conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l'exercice en cours au gouvernement de chaque territoire avant la signature d'un tel accord, le montant total payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires au gouvernement territorial concerné pour l'exercice en cours | 1 785 000 000 | |
| 15b | Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux | | 184 156 990 |

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|-----------|--------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| | | Vérificateur général | | |
| | 20 | Dépenses du programme et contributions | 63 250 000 | |
| | 20a | Dépenses du programme | | 2 892 000 |
| | | Tribunal canadien du commerce extérieur | | |
| | 25 | Dépenses du programme | 8 333 000 | |
| | 25a | Dépenses du programme | | 230 250 |
| | | Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada | | |
| | 30 | Dépenses du programme | 29 032 000 | |
| | 30a | Dépenses du programme | | 69 237 |
| | | Bureau du surintendant des institutions financières | | |
| | 35 | Dépenses du programme | 712 000 | |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 2 780 148 000 | 231 392 142 |
| | | Non budgétaire | 1 | 1 |
| 19 | | Gouverneur général | | |
| | 1 | Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général | 16 266 900 | |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 16 266 900 | ... |
| | | Non budgétaire | ... | ... |
| 20 | | Industrie ⁽³⁾ | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus, perçus au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies | 394 497 000 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement | | 45 955 361 |
| | 1b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 013 500 \$ du crédit 5 (Industrie) et de 8 290 796 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | 5 | Dépenses en capital | 8 575 000 | |
| | 10 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 912 861 000 | |
| | 10a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 40 941 604 |
| | 10b | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 1 |
| | L15 | Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> | 300 000 | |
| | L20 | Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> | 500 000 | |

| | | | |
|------|---|----------------------|--------------------|
| | Agence spatiale canadienne | | |
| 25 | Dépenses de fonctionnement | 125 398 000 | |
| 25a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 534 641 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 4 398 002 |
| 30 | Dépenses en capital | 140 975 000 | |
| 35 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 46 560 000 | |
| 35b | Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 499 999 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | Commission canadienne du tourisme | | |
| 40 | Dépenses du programme | 78 821 000 | |
| | Tribunal de la concurrence | | |
| 45 | Dépenses du programme | 1 475 000 | |
| 45a | Dépenses du programme | | 72 850 |
| | Commission du droit d'auteur | | |
| 50 | Dépenses du programme | 2 207 000 | |
| 50a | Dépenses du programme | | 108 500 |
| | Conseil national de recherches du Canada | | |
| 65 | Dépenses de fonctionnement | 373 486 000 | |
| 65a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 13 271 547 |
| 65b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 624 783 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| 70 | Dépenses en capital | 65 054 000 | |
| 70a | Dépenses en capital | | 7 113 000 |
| 75 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 134 432 000 | |
| 75b | Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 249 999 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | | |
| 80 | Dépenses de fonctionnement | 32 755 000 | |
| 80a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 494 349 \$ du crédit 85 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| 85 | Subventions inscrites au Budget des dépenses | 773 941 000 | |
| 85b | Subventions inscrites au Budget des dépenses | | 1 |
| | Conseil de recherches en sciences humaines | | |
| 90 | Dépenses de fonctionnement | 17 983 000 | |
| 90a | Dépenses de fonctionnement | | 3 894 760 |
| 95 | Subventions inscrites au Budget des dépenses | 486 167 000 | |
| 95a | Subventions inscrites au Budget des dépenses | | 15 003 000 |
| 95b | Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 466 060 \$ du crédit 90 (Industrie) <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 501 940 |
| | Conseil canadien des normes | | |
| 100 | Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> | 6 924 000 | |
| | Statistique Canada | | |
| 105 | Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice | 346 599 000 | |
| 105a | Dépenses du programme | | 41 989 988 |
| 105b | Dépenses du programme | | 2 825 748 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 3 948 710 000 | 176 076 307 |
| | Non budgétaire | 800 000 | ... |

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|---------|--------|---|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| 21 | | Justice | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement | 533 850 000 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement | | 4 927 722 |
| | 1b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 034 969 \$ du crédit 5 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 7 596 745 |
| | 5 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 389 604 000 | |
| | 5a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 2 200 000 |
| | | Commission canadienne des droits de la personne | | |
| | 10 | Dépenses du programme | 18 270 000 | |
| | 10a | Dépenses du programme | | 1 800 000 |
| | | Tribunal canadien des droits de la personne | | |
| | 15 | Dépenses du programme | 3 895 000 | |
| | 15a | Dépenses du programme | | 802 915 |
| | | Commissaire à la magistrature fédérale | | |
| | 20 | Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du territoire du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévues dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire | 7 970 000 | |
| | 20a | Dépenses de fonctionnement | | 667 013 |
| | 20b | Dépenses de fonctionnement | | 50 000 |
| | 25 | Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement | 1 575 000 | |
| | 25a | Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement | | 27 250 |
| | 25b | Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement | | 420 000 |
| | | Service administratif des tribunaux judiciaires | | |
| | 30 | Dépenses du programme | 47 662 000 | |
| | 30a | Dépenses du programme | | 2 225 999 |
| | | Commission du droit du Canada | | |
| | 35 | Dépenses du programme | 2 966 000 | |
| | 35b | Dépenses du programme | | 147 150 |
| | | Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | | |
| | | <i>Programme du Commissariat à l'information du Canada</i> | | |
| | 40 | Dépenses du programme | 4 443 000 | |
| | 40b | Dépenses du programme | | 410 575 |

| | | | |
|-----------|--|----------------------|-------------------|
| | <i>Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada</i> | | |
| 45 | Dépenses du programme et contributions | 3 918 000 | |
| 45a | Dépenses du programme et contributions | | 6 440 190 |
| | Cour suprême du Canada | | |
| 50 | Dépenses du programme | 20 137 000 | |
| 50a | Dépenses du programme | | 927 950 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 034 290 000 | 28 643 509 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 22 | Parlement | | |
| | Sénat | | |
| 1 | Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les revenus perçus, inhérents aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice | 45 514 450 | |
| 1b | Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les revenus perçus, inhérents aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice | | 1 740 000 |
| | Chambre des communes | | |
| 5 | Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les revenus de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes | 212 498 020 | |
| 5a | Dépenses du programme | | 15 844 507 |
| 5b | Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les revenus de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes | | 14 179 135 |
| | Bibliothèque du Parlement | | |
| 10 | Dépenses du programme, y compris l'autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement | 26 066 000 | |
| | Commissariat à l'éthique ⁽¹⁰⁾ | | |
| 12a | Dépenses du programme | | 3 718 700 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 284 078 470 | 35 482 342 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 23 | Patrimoine canadien | | |
| | Ministère | | |
| 1 | Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens | 233 221 000 | |
| 1a | Dépenses de fonctionnement | | 9 147 571 |
| 1b | Dépenses de fonctionnement | | 6 032 717 |
| 5 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 866 013 000 | |
| 5a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 93 381 746 |
| 5b | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 42 053 415 |
| L10 | Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins prévues à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> | 10 000 | |

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|---|--------|---|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| Conseil des Arts du Canada | | | | |
| | 15 | Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi | 151 031 250 | |
| | 15b | Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi | | 3 353 540 |
| Société Radio-Canada | | | | |
| | 20 | Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion | 927 442 000 | |
| | 20b | Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 112 000 \$ du crédit 30 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | 25 | Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement | 4 000 000 | |
| | 30 | Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion | 102 869 000 | |
| Musée canadien des civilisations | | | | |
| | 35 | Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital | 94 736 000 | |
| | 35a | Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital | | 1 598 750 |
| Musée canadien de la nature | | | | |
| | 40 | Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital | 61 122 000 | |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | | | | |
| | 45 | Dépenses du programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice des revenus provenant : | | |
| | | a) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication; | | |
| | | b) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor | 1 | |
| | 45a | Dépenses du programme | | 500 000 |
| Bibliothèque et Archives du Canada ⁽¹¹⁾ | | | | |
| | 50 | Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à du matériel archivistique et à sa reproduction | 49 063 000 | |
| | 90 | Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses | 35 272 000 | |
| | 46a | Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction—Pour autoriser le virement au présent crédit de 36 797 250 \$ du crédit 50 (Archives nationales du Canada) et de 26 454 000 \$ du crédit 90 (Bibliothèque nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 7 700 617 |
| | 46b | Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction—Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 265 750 \$ du crédit 50 (Patrimoine canadien) et de 8 818 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 9 640 000 |

| | | | |
|------|---|----------------------|--------------------|
| | Société du Centre national des Arts | | |
| 55 | Paiements à la Société du Centre national des Arts | 31 497 000 | |
| 55a | Paiements à la Société du Centre national des Arts | | 800 000 |
| 55b | Paiements à la Société du Centre national des Arts | | 77 300 |
| | Commission des champs de bataille nationaux | | |
| 60 | Dépenses du programme | 6 864 000 | |
| 60a | Dépenses du programme | | 106 248 |
| | Commission de la capitale nationale | | |
| 65 | Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement | 67 178 000 | |
| 70 | Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital | 64 393 000 | |
| | Office national du film | | |
| 75 | Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 63 672 000 | |
| 75a | Fonds renouvelable de l'Office national du film | | 2 889 031 |
| 75b | Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement | | 215 000 |
| | Musée des beaux-arts du Canada | | |
| 80 | Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital | 36 585 000 | |
| 85 | Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection | 8 000 000 | |
| | Musée national des sciences et de la technologie | | |
| 95 | Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital | 29 653 000 | |
| 95a | Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital | | 149 094 |
| | Commission de la fonction publique | | |
| 100 | Dépenses du programme | 128 351 000 | |
| 100a | Dépenses du programme | | 3 729 063 |
| | Commission des relations de travail dans la fonction publique | | |
| 105 | Dépenses du programme | 5 523 000 | |
| 105a | Dépenses du programme | | 3 300 670 |
| | Tribunal de la dotation de la fonction publique | | |
| 107a | Dépenses du programme | | 693 930 |
| | Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice | | |
| 110 | Dépenses de fonctionnement | 11 623 000 | |
| 110a | Dépenses de fonctionnement | | 15 565 |
| 115 | Subventions inscrites au Budget des dépenses | 10 750 000 | |
| 115b | Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 109 999 \$ du crédit 110 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | Téléfilm Canada | | |
| 120 | Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> | 129 674 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 3 118 532 251 | 185 384 259 |
| | Non budgétaire | 10 000 | ... |

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|-----------|--------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| 24 | | Pêches et Océans | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement et : | | |
| | | a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; | | |
| | | b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; | | |
| | | c) autorisation de dépenser les revenus produits dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne | 1 034 426 000 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement | | 47 704 656 |
| | 1b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 513 055 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | 5 | Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale | 206 838 000 | |
| | 5a | Dépenses en capital | | 3 505 000 |
| | 10 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 107 477 000 | |
| | 10a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 33 041 466 |
| | 10b | Subventions inscrites au Budget des dépenses | | 1 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 348 741 000 | 84 251 124 |
| | | Non budgétaire | ... | ... |
| 25 | | Ressources humaines et Développement des compétences ⁽⁸⁾ | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi | 258 702 000 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement | | 22 930 675 |
| | 5 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 719 887 000 | |
| | 5a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 44 126 403 |
| | | Conseil canadien des relations industrielles | | |
| | 10 | Dépenses du programme | 10 547 000 | |
| | 10a | Dépenses du programme | | 1 225 596 |

| | | | | |
|--|--|--|----------------------|-------------------|
| Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽⁹⁾ | | | | |
| 25 | Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> | | 2 222 209 000 | |
| 13b | Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> — Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 222 209 000 \$ du crédit 25 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | | 1 |
| Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs | | | | |
| 15 | Dépenses du programme | | 1 665 000 | |
| Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | | | | |
| 20 | Dépenses du programme | | 4 032 000 | |
| 20a | Dépenses du programme | | | 180 876 |
| Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | | | 3 217 042 000 | 68 463 551 |
| Non budgétaire | | | ... | ... |
| <hr/> | | | | |
| 26 | Ressources naturelles | | | |
| Ministère | | | | |
| 1 | Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus reçus pendant l'exercice par suite de la vente de biens et de la prestation de services dans le cadre des activités du Ministère | | 578 862 000 | |
| 1a | Dépenses de fonctionnement | | | 40 230 015 |
| 5 | Dépenses en capital | | 12 680 000 | |
| 5a | Dépenses en capital | | | 21 278 |
| 10 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 289 775 000 | |
| 10a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | | 1 357 000 |
| Énergie atomique du Canada limitée | | | | |
| 15 | Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital | | 127 838 000 | |
| 15a | Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital | | | 35 000 000 |
| Commission canadienne de sûreté nucléaire | | | | |
| 20 | Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 57 414 000 | |
| 20a | Dépenses du programme | | | 9 229 200 |
| 20b | Dépenses du programme | | | 359 000 |
| Société de développement du Cap-Breton | | | | |
| 25 | Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital | | 60 205 000 | |
| Office national de l'énergie | | | | |
| 30 | Dépenses du programme | | 30 528 000 | |
| 30a | Dépenses du programme | | | 3 272 550 |
| Administration du pipe-line du Nord | | | | |
| 35 | Dépenses du programme | | 1 252 000 | |
| 35a | Dépenses du programme | | | 62 600 |
| Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | | | 1 158 554 000 | 89 531 643 |
| Non budgétaire | | | ... | ... |

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|-----------|--------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| 27 | | Santé | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux | 1 702 403 130 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement | | 141 424 024 |
| | 1b | Dépenses de fonctionnement | | 4 361 994 |
| | 5 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 1 343 777 900 | |
| | 5a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 28 328 962 |
| | 5b | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 33 674 316 |
| | | Instituts de recherche en santé du Canada | | |
| | 10 | Dépenses de fonctionnement | 36 162 000 | |
| | 10a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 294 999 \$ du crédit 15 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 5 588 072 |
| | 15 | Subventions inscrites au Budget des dépenses | 711 274 000 | |
| | 15a | Subventions inscrites au Budget des dépenses | | 1 |
| | 15b | Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 140 499 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 913 790 |
| | | Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses | | |
| | 20 | Dépenses du programme | 3 065 000 | |
| | 20a | Dépenses du programme | | 234 028 |
| | | Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | | |
| | 25 | Dépenses du programme | 4 636 000 | |
| | 25a | Dépenses du programme | | 50 000 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 3 801 318 030 | 214 575 187 |
| | | Non budgétaire | ... | ... |
| 28 | | Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement | 100 944 400 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 26 900 000 \$ du crédit 5 (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)) et de 985 498 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 375 067 |
| | 1b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 400 000 \$ du crédit 5 (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 5 333 747 |
| | 5 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 301 792 600 | |
| | 5a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 675 000 \$ du crédit 5 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> | | 1 |

| | | | |
|-----|--|---------------|------------|
| | Agence des services frontaliers du Canada | | |
| 10 | Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence | 546 584 000 | |
| 10a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 239 050 000 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 21 132 739 |
| 10b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 948 000 \$ du crédit 15 (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)) et de 148 937 600 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 8 713 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 6 905 789 |
| 15 | Dépenses en capital | 23 349 000 | |
| 15a | Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 930 985 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | Centre canadien des armes à feu | | |
| 20 | Dépenses de fonctionnement | 82 080 000 | |
| 25 | Contributions | 14 500 000 | |
| | Service canadien du renseignement de sécurité | | |
| 30 | Dépenses du programme | 269 911 000 | |
| 30a | Dépenses du programme | | 11 517 676 |
| 30b | Dépenses du programme | | 901 999 |
| | Service correctionnel | | |
| 35 | Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et | | |
| | a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse; | | |
| | b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; | | |
| | c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; et | | |
| | d) autorisation au Solliciteur général du Canada, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements | 1 261 053 742 | |
| 35a | Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement | | 42 595 641 |
| 35b | Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement— Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 946 459 \$ du crédit 40 (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| 40 | Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital, y compris les paiements : | | |
| | a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi; et | | |
| | b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations | 136 712 000 | |
| | Commission nationale des libérations conditionnelles | | |
| 45 | Dépenses du programme et contributions | 29 076 000 | |
| 45a | Dépenses du programme et contributions | | 6 347 890 |
| 45b | Dépenses du programme et contributions | | 1 279 000 |

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|-----------|--------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| | | Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽⁷⁾ | | |
| | 40 | Dépenses du programme et contributions | 93 575 000 | |
| | 53b | Dépenses du programme et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 93 575 000 \$ du crédit 40 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | | Bureau de l'enquêteur correctionnel | | |
| | 50 | Dépenses du programme | 2 558 000 | |
| | 50a | Dépenses du programme | | 128 150 |
| | | Gendarmerie royale du Canada | | |
| | 55 | Application de la loi—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice | 1 231 710 000 | |
| | 55a | Application de la loi—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice | | 101 382 592 |
| | 55b | Application de la loi—Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice | | 25 719 120 |
| | 60 | Application de la loi—Dépenses en capital | 196 334 000 | |
| | 60a | Application de la loi—Dépenses en capital | | 13 750 450 |
| | 60b | Application de la loi—Dépenses en capital | | 371 060 |
| | 65 | Application de la loi—Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 37 424 880 | |
| | 65b | Application de la loi—Subventions inscrites au Budget des dépenses | | 3 779 000 |
| | | Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada | | |
| | 70 | Dépenses du programme | 769 000 | |
| | 70a | Dépenses du programme | | 38 350 |
| | | Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada | | |
| | 75 | Dépenses du programme | 4 177 000 | |
| | 75a | Dépenses du programme | | 208 050 |
| | 75b | Dépenses du programme | | 292 304 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 4 332 550 622 | 242 058 628 |
| | | Non budgétaire | ... | ... |
| 29 | | Transports | | |
| | | Ministère | | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement et | | |
| | | a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; | | |
| | | b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; | | |
| | | c) autorisation de dépenser les revenus de l'exercice | 213 861 000 | |
| | 1a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 49 435 389 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | 1b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 708 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |

| | | | |
|-----------|--|----------------------|-------------------|
| 5 | Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés | 60 210 000 | |
| 5a | Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 612 999 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| 5b | Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 375 000 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| 10 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 531 216 000 | |
| 10b | Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 192 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| 15 | Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la Société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du Pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal | 32 077 000 | |
| 20 | Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : | | |
| | a) aux frais de la direction de cette Société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; | | |
| | b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la Société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service | 27 607 000 | |
| 20a | Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : | | |
| | a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisation et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; | | |
| | b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la Société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 951 612 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 43 348 388 |
| 25 | Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette Société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> | 191 301 000 | |
| 30 | Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital | 466 499 000 | |
| 30a | Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital | | 37 176 000 |
| | Office des transports du Canada | | |
| 35 | Dépenses du programme | 21 215 000 | |
| 35a | Dépenses du programme | | 3 336 600 |
| | Tribunal d'appel des transports du Canada | | |
| 40 | Dépenses du programme | 1 173 000 | |
| 40b | Dépenses du programme | | 58 100 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 545 159 000 | 83 919 093 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 30 | Travaux publics et Services gouvernementaux ⁽¹²⁾ | | |
| | Ministère | | |
| 1 | Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi), de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux | 2 033 689 000 | |
| 1a | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 21 278 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 213 146 422 |

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Fin

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|---------|--------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | | \$ | \$ |
| | 1b | Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 225 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> | | 1 |
| | 5 | Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux | 304 789 000 | |
| | 5b | Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 22 700 553 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 5 498 303 \$ du crédit 10 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 3 029 369 |
| | 10 | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 5 761 002 | |
| | 10a | Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | | 2 450 000 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 2 344 239 002 | 218 625 792 |
| | | Non budgétaire | ... | ... |
| | | Total du gouvernement—Budgétaire | 64 986 193 371 | 4 406 223 592 |
| | | Non budgétaire | 78 278 002 | 3 |

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

- (1) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel Affaires étrangères et Commerce international a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) et Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international).
- (2) Au cours de l'exercice, les trois programmes des Affaires indiennes et du Nord canadien ont été amalgamés.
- (3) L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec constitue un nouveau portefeuille ministériel. Elle était auparavant présentée sous le portefeuille ministériel Industrie.
- (4) Le Bureau de l'infrastructure du Canada constitue un nouveau portefeuille ministériel. Il était auparavant présenté sous le portefeuille ministériel Environnement.
- (5) Au cours de l'exercice, l'École de la fonction publique du Canada, précédemment appelée le Centre canadien de gestion, a été transférée du portefeuille ministériel Conseil privé à celui du Conseil du Trésor.
- (6) Au cours de l'exercice, l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada a été transférée du portefeuille ministériel Conseil privé à celui du Conseil du Trésor.
- (7) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré du portefeuille ministériel Conseil privé à celui du Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile).
- (8) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel Développement des ressources humaines a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Développement des ressources humaines (Développement social), et Ressources humaines et Développement des compétences.
- (9) Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée du portefeuille ministériel Environnement à celui de Ressources humaines et Développement des compétences.
- (10) Au cours de l'exercice, le Commissariat à l'éthique a été créé sous le portefeuille ministériel Parlement.
- (11) Au cours de l'exercice, les Archives nationales du Canada et la Bibliothèque nationale ont été amalgamées pour former : Bibliothèque et Archives du Canada.
- (12) Au cours de l'exercice, Communication Canada a été amalgamé au ministère Travaux publics et Services gouvernementaux.

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾

L'appendice 2 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

| Section | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|----------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | \$ | \$ |
| 2 | Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) ⁽²⁾ | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre des Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Paievements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> | 250 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 106 372 000 | |
| | Agence canadienne de développement international | | |
| | Ministre de la Coopération internationale—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i> | 221 285 000 | 44 545 000 |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 22 459 000 | |
| | (L) Paiements aux institutions financières internationales—Souscriptions au capital (<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>) | 3 065 883 | 775 000 |
| | Commission mixte internationale | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 644 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 351 149 940 | 44 545 000 |
| | Non budgétaire | 3 065 883 | 775 000 |
| 3 | Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) ⁽²⁾ | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre des Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 18 049 000 | |
| | Exportation et développement Canada | | |
| | Versements à Exportation et développement Canada afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> | 50 000 000 | |
| | (L) Versements à Exportation et développement Canada afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> | 1 487 000 000 | |
| | Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 221 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 68 339 970 | ... |
| | Non budgétaire | 1 487 000 000 | ... |

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

| Section | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|----------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | \$ | \$ |
| 4 | Affaires indiennes et du Nord canadien ⁽³⁾ | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (<i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i>) | 15 000 | |
| | Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (<i>Loi sur les Indiens</i>) | 2 000 000 | |
| | Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>) | 1 400 000 | |
| | Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales | 148 558 000 | |
| | Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (Lois sur le règlement des revendications territoriales globales) | 1 472 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 54 535 000 | |
| | Commission canadienne des affaires polaires | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 74 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 208 123 970 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 5 | Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ⁽⁴⁾ | | |
| | Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie— | | |
| | Traitement et allocation pour automobile | | 69 970 |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 5 347 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 5 347 000 | 69 970 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 6 | Agence de promotion économique du Canada atlantique | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 8 821 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 8 890 970 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 7 | Agence des douanes et du revenu du Canada | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Dépenses des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i> | 31 199 000 | (12 110 000) |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 449 032 000 | |

| | | | |
|----------|--|----------------------|----------------------|
| | Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>) | 159 000 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 639 300 970 | (12 110 000) |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 8 | Agriculture et Agroalimentaire | | |
| | Ministère | | |
| | Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> | 200 000 | |
| | Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture | 378 916 000 | 438 217 000 |
| | Paielements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> | 65 500 000 | |
| | Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> | 4 000 000 | |
| | Paielements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme d'assurance-récolte | 227 300 000 | |
| | Paielements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Compte de stabilisation du revenu net | 212 600 000 | |
| | Paielements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programmes provinciaux | 147 465 667 | |
| | Contributions au Programme de redressement de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) | 69 400 000 | |
| | Paielements de subventions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie | | 842 810 000 |
| | Paielements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie | | 245 280 000 |
| | Paielements de contributions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie | | 85 190 000 |
| | Contributions à la gestion des risques agricoles—Programme canadien du revenu agricole | | 65 000 000 |
| | Paielements en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Décret de remise conditionnelle visant le Régime d'assurance-revenu brut du Québec | | 7 800 000 |
| | Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 70 595 000 | |
| | Agence canadienne d'inspection des aliments | | |
| | Paielements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> | 1 500 000 | 66 000 000 |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 69 905 000 | |
| | Commission canadienne des grains | | |
| | Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (<i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i>) | (127 000) | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 175 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 249 499 637 | 1 750 297 000 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 9 | Anciens Combattants | | |
| | Ministère | | |
| | <i>Programme des anciens combattants</i> | | |
| | Ministre des Anciens Combattants—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> | 2 000 | |
| | Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> | 10 000 | |
| | Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour</i>) | 10 000 | |
| | Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>) | 175 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 36 800 000 | |
| | <i>Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i> | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 769 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 38 835 970 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

| Section | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|-----------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | \$ | \$ |
| 10 | Bureau de l'infrastructure du Canada ⁽⁵⁾ | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 445 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 445 000 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 11 | Citoyenneté et Immigration | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 58 755 000 | |
| | Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 14 407 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 73 231 970 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 12 | Conseil du Trésor | | |
| | Secrétariat | | |
| | Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 15 565 000 | |
| | Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> | 20 000 | |
| | École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) ⁽⁶⁾ | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 632 000 | |
| | Dépenses des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> | | 14 485 500 |
| | Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ⁽⁷⁾ | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 4 474 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 21 760 970 | 14 485 500 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 13 | Conseil privé ⁽⁶⁾⁽⁷⁾⁽⁸⁾ | | |
| | Ministère | | |
| | Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile | 143 472 | |
| | Président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile | 27 586 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 14 595 000 | |
| | Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 455 000 | |

| | | | |
|-----------|--|-----------------------|----------------------|
| | Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 4 038 000 | |
| | Directeur général des élections | | |
| | Traitement du directeur général des élections | 217 000 | |
| | Dépenses d'élections (<i>Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982 et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>) | 33 937 000 | 220 000 000 |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 835 000 | |
| | Commissaire aux langues officielles | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 244 000 | |
| | Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | | |
| | Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 20 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 369 000 | |
| | Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 265 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 59 285 998 | 220 000 000 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 14 | Défense nationale | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i> | 12 000 000 | |
| | Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> | 2 500 000 | |
| | Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>) | 100 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Membres militaires | 899 717 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 227 990 000 | |
| | Comité des griefs des Forces canadiennes | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 894 000 | |
| | Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 415 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 143 685 970 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 15 | Développement des ressources humaines (Développement social) ⁽⁹⁾ | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre du Développement des ressources humaines (Développement social)—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Versements de la sécurité de la vieillesse (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>) | 21 553 000 000 | (168 000 000) |
| | Versements du supplément de revenu garanti (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>) | 5 949 000 000 | 39 000 000 |
| | Versements d'allocations (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>) | 438 000 000 | (9 000 000) |
| | Païements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | | 18 600 000 |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 106 870 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 28 046 939 970 | (119 400 000) |
| | Non budgétaire | ... | ... |

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

| Section | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|-----------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | \$ | \$ |
| 16 | Diversification de l'économie de l'Ouest canadien | | |
| | Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 5 348 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 5 417 970 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 17 | Environnement ⁽⁵⁾⁽¹⁰⁾ | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 74 992 000 | |
| | Agence canadienne d'évaluation environnementale | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 953 000 | |
| | Agence Parcs Canada | | |
| | Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> | 78 000 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 42 769 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 197 783 970 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 18 | Finances | | |
| | Ministère | | |
| | <i>Programme des politiques économiques, sociales et financières</i> | | |
| | Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Paievements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>) | 292 420 000 | |
| | Paievements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>) | 8 200 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 12 126 000 | |
| | Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>) | 48 000 000 | 25 000 000 |
| | (L) Émission de billets sur demande, à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement —Souscriptions au capital <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> | 10 228 000 | |
| | (L) Paievements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> —Souscriptions au capital | 17 047 000 | |
| | (L) Émission d'un prêt à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>) | 105 000 000 | |
| | <i>Programme du service de la dette publique</i> | | |
| | Frais d'intérêt et autres coûts (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>) | 36 200 000 000 | (1 522 335 378) |

Programme fédéral de transferts aux provinces

| | | |
|---|-----------------------|------------------------|
| Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives</i>) | 31 000 000 | 1 000 000 |
| Péréquation fiscale (Partie I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) | 10 884 000 000 | (1 825 000 000) |
| Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) | 12 650 000 000 | |
| Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) | 7 825 000 000 | 75 000 000 |
| Transfert visant la réforme du système de santé (Partie V.I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) | 1 500 000 000 | |
| Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) | (570 000 000) | (12 000 000) |
| Paievements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) | (2 550 000 000) | (77 000 000) |
| Fiducie pour l'immunisation et la santé publique 2004 | | 400 000 000 |
| Paievement unique de péréquation à la Saskatchewan | | 120 000 000 |
| Paievement de péréquation à la Nouvelle-Écosse | | 21 000 000 |
| Vérificateur général | | |
| Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 9 506 000 | |
| Tribunal canadien du commerce extérieur | | |
| Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 482 000 | |
| Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada | | |
| Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 900 000 | |
| Bureau du surintendant des institutions financières | | |
| Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> | | 1 |
| Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 66 344 703 971 | (2 794 335 378) |
| Non budgétaire | 132 275 000 | ... |

| | | | |
|-----------|---|------------------|------------|
| 19 | Gouverneur général | | |
| | Traitement du gouverneur général (<i>Loi sur le gouverneur général</i>) | 110 000 | |
| | Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> | 354 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 033 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 2 497 000 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |

| | | | |
|-----------|---|--------------|-------------|
| 20 | Industrie ⁽⁴⁾ | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre de l'Industrie—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Paievements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional (<i>Loi sur le développement industriel et régional</i>) | 10 000 000 | |
| | Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>) | (16 777 000) | |
| | Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> | 16 630 000 | (1 630 000) |
| | Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> | 89 540 000 | (9 340 000) |
| | Garanties d'emprunt en vertu de l'alinéa 14(1)b) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> | | 1 996 713 |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 62 360 000 | |
| | Agence spatiale canadienne | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 9 987 000 | |
| | Tribunal de la concurrence | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 173 000 | |
| | Commission du droit d'auteur | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 332 000 | |

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

| Section | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|---------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | \$ | \$ |
| | Conseil national de recherches du Canada | | |
| | Dépenses des revenus conformément au paragraphe 5.1e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> | 75 095 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 47 310 000 | |
| | Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 3 901 000 | |
| | Conseil de recherches en sciences humaines | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 214 000 | |
| | Statistique Canada | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 68 533 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 369 367 970 | (8 973 287) |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 21 | Justice | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 81 264 000 | |
| | Commission canadienne des droits de la personne | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 453 000 | |
| | Tribunal canadien des droits de la personne | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 383 000 | |
| | Commissaire à la magistrature fédérale | | |
| | Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (<i>Loi sur les juges</i>) | 327 076 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 936 000 | |
| | Service administratif des tribunaux judiciaires | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 6 641 000 | |
| | Commission du droit du Canada | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 184 000 | |
| | Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | | |
| | <i>Programme du Commissariat à l'information du Canada</i> | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 726 000 | |
| | <i>Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada</i> | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 781 000 | |

| | | | |
|-----------|---|--------------------|------------------|
| | Cour suprême du Canada | | |
| | Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (<i>Loi sur les juges</i>) | 4 461 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 553 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 427 527 970 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 22 | Parlement | | |
| | Sénat | | |
| | Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires | 22 380 850 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 5 657 200 | |
| | Chambre des communes | | |
| | Députés—Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires | 102 377 823 | 6 692 637 |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 31 687 001 | |
| | Bibliothèque du Parlement | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 4 372 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 166 474 874 | 6 692 637 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 23 | Patrimoine canadien | | |
| | Ministère | | |
| | Traitements des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les traitements</i>) | 1 030 000 | |
| | Paievements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> | 637 000 | |
| | Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents | 182 000 | |
| | Ministre du Patrimoine canadien—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 25 944 000 | |
| | Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 6 120 000 | |
| | Bibliothèque et Archives du Canada ⁽¹¹⁾ | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés (Archives nationales du Canada) | 6 831 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés (Bibliothèque nationale) | 5 295 000 | |
| | Commission des champs de bataille nationaux | | |
| | Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 1 400 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 423 000 | |
| | Office national du film | | |
| | Fonds renouvelable de l'Office national du film (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>) | 10 000 | |
| | Commission de la fonction publique | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 19 145 000 | |
| | Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>) | (87 000) | |
| | Commission des relations de travail dans la fonction publique | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 832 000 | |

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

| Section | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|-----------|---|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | \$ | \$ |
| | Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 480 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 69 311 970 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 24 | Pêches et Océans | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 121 988 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 122 057 970 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 25 | Ressources humaines et Développement des compétences ⁽⁹⁾ | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre des Ressources humaines et Développement des compétences—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Paiements liés aux modalités de financement direct accordées en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> | 250 100 000 | 12 500 000 |
| | Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> | 500 000 | (300 000) |
| | Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> | 18 900 000 | 2 100 000 |
| | Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> | 75 400 000 | 18 200 000 |
| | Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> | 79 800 000 | (5 100 000) |
| | Subventions aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i> | 385 000 000 | 25 000 000 |
| | Prestations de retraite supplémentaires—Pensions pour les agents des rentes sur l'État (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>) | 35 000 | |
| | Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région (<i>Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs</i>) | 22 000 | |
| | Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique | 145 000 | |
| | Paiements d'indemnités à des agents de l'État (<i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>) et à des marins marchands (<i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>) | 51 000 000 | |
| | Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 12 500 000 | (12 500 000) |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 141 291 000 | |
| | (L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> | 1 254 700 000 | (17 600 000) |
| | Conseil canadien des relations industrielles | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 673 000 | |

| | | | |
|-----------|--|----------------------|---------------------|
| | Société canadienne d'hypothèques et de logement | | |
| | (L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> | (190 200 000) | |
| | Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 175 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 016 680 940 | 39 900 000 |
| | Non budgétaire | 1 064 500 000 | (17 600 000) |
| 26 | Ressources naturelles | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre des Ressources naturelles—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 58 373 000 | |
| | Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospections, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières</i>) | 1 635 000 | |
| | Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospections, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i>) | 1 426 000 | |
| | Contribution à l'Office Canada - Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i>) | 3 600 000 | |
| | Contribution à l'Office Canada - Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>) | 2 500 000 | |
| | Paievements au compte des revenus extracôtiers de la Nouvelle-Écosse (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>) | 30 000 000 | |
| | Paievements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i>) | 116 360 000 | |
| | Fonds renouvelable de Géomatique Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>) | (2 356 000) | |
| | Paievements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve | | 221 600 000 |
| | Commission canadienne de sûreté nucléaire | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 7 961 000 | |
| | Office national de l'énergie | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 5 007 000 | |
| | Administration du pipe-line du Nord | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 111 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 224 686 970 | 221 600 000 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 27 | Santé | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 120 049 000 | |
| | Instituts de recherche en santé du Canada | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 4 166 000 | |
| | Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 517 000 | |

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Fin

| Section | Ministère ou organisme | Indiquées dans | |
|---------|--|-------------------------------|--------------------------------------|
| | | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses |
| | | \$ | \$ |
| | Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 665 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 125 466 970 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 28 | Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | | |
| | Ministère | | |
| | Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 11 209 000 | |
| | Agence des services frontaliers du Canada | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 96 813 000 | |
| | Centre canadien des armes à feu | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 3 688 000 | |
| | Service correctionnel | | |
| | Pensions et autres avantages sociaux des employés (<i>Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada</i> , paragraphe 27(1)) | 201 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 173 221 159 | |
| | Fonds renouvelable CORCAN (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>) | 83 600 | |
| | Commission nationale des libérations conditionnelles | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 4 772 000 | |
| | Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽⁸⁾ | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 6 242 000 | |
| | Bureau de l'enquêteur correctionnel | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 388 000 | |
| | Gendarmerie royale du Canada | | |
| | Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada | 306 374 047 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 46 256 915 | |
| | Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> | 23 000 000 | |
| | Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 115 000 | |
| | Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 558 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 672 991 691 | ... |
| | Non budgétaire | ... | ... |

| | | | |
|-----------|--|------------------------|----------------------|
| 29 | Transports | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Versement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107 (Transports), <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i>) | 3 300 000 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 67 372 000 | |
| | Paievements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> | 1 900 000 | 18 500 000 |
| | Paieiment de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> | 51 800 000 | |
| | Office des transports du Canada | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 3 496 000 | |
| | Tribunal d'appel des transports du Canada | | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 140 000 | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 128 077 970 | 18 500 000 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| 30 | Travaux publics et Services gouvernementaux ⁽¹²⁾ | | |
| | Ministère | | |
| | Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux—Traitement et allocation pour automobile | 69 970 | |
| | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 79 631 000 | |
| | Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>) | (11 888 000) | |
| | Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>) | (1 100 000) | |
| | Fonds renouvelables des Services communs de télécommunications et d'informatique (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>) | | 5 704 220 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 66 712 970 | 5 704 220 |
| | Non budgétaire | ... | ... |
| | Total du gouvernement—Budgétaire | 101 855 599 481 | (613 024 338) |
| | Non budgétaire | 2 686 840 883 | (16 825 000) |

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Le détail des autorisations législatives non présentées dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

(2) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel Affaires étrangères et Commerce international a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) et Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international).

(3) Au cours de l'exercice, les trois programmes des Affaires indiennes et du Nord canadien ont été amalgamés.

(4) L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec constitue un nouveau portefeuille ministériel. Elle était auparavant présentée sous le portefeuille ministériel Industrie.

(5) Le Bureau de l'infrastructure du Canada constitue un nouveau portefeuille ministériel. Il était auparavant présenté sous le portefeuille ministériel Environnement.

(6) Au cours de l'exercice, l'École de la fonction publique du Canada, précédemment appelée le Centre canadien de gestion, a été transférée du portefeuille ministériel Conseil privé à celui du Conseil du Trésor.

(7) Au cours de l'exercice, l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada a été transférée du portefeuille ministériel Conseil privé à celui du Conseil du Trésor.

(8) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré du portefeuille ministériel Conseil privé à celui du Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile).

(9) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel Développement des ressources humaines a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences.

(10) Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée du portefeuille ministériel Environnement à celui de Ressources humaines et Développement des compétences.

(11) Au cours de l'exercice, les Archives nationales du Canada et la Bibliothèque nationale ont été amalgamées pour former : Bibliothèque et Archives du Canada.

(12) Au cours de l'exercice, Communication Canada a été amalgamé au ministère Travaux publics et Services gouvernementaux.

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs

L'appendice 3 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Montant |
|---------|--------|---|----------------------|
| | | | \$ |
| 2 | | Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) ⁽¹⁾ | |
| | | Ministère | |
| | (S) | Fonds renouvelable du Bureau des passeports— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 4 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 000 000 \$ en aucun temps | 13 903 533 |
| | L11 | <i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> Pour porter de 14 500 000 \$ à 22 500 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la <i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> , le crédit L11 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 (Net)</i> | 9 737 914 |
| | L12 | <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> Pour porter de 30 000 000 \$ à 50 000 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 (Net)</i> | 33 419 894 |
| | | Agence canadienne de développement international | |
| | (S) | (L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque de développement des Caraïbes Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) | 64 393 339 |
| | (S) | (L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque africaine de développement Autorisation de souscrire pour 73 473 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) | 1 217 951 533 |
| | (S) | (L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque asiatique de développement Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement (Brut) | 2 611 768 180 |
| | (S) | (L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque interaméricaine de développement Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) | 5 080 584 826 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 13 903 533 |
| | | Non budgétaire | 9 017 855 686 |
| 3 | | Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) ⁽¹⁾ | |
| | | Corporation commerciale canadienne | |
| | (S) | (L) <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11 Le ministre des Finances doit, à la requête du ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix millions de dollars, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net) | 10 000 000 |

| | | |
|----------|--|-----------------------|
| | Exportation et développement Canada | |
| (S) | (L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 11 | |
| | Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de 1 500 000 000 \$ (Brut) | 516 800 000 |
| | Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14; | |
| | L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : | |
| | a) au capital payé de la Société, et | |
| | b) le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis, établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net) | 18 075 934 700 |
| | Autorité selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 13 000 000 000 \$ (Net) | 4 583 301 000 |
| | (Conformément aux articles 10, 23 et 24 de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , l'autorisation maximale de 13 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport) | |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | ... |
| | Non budgétaire | 23 186 035 700 |
| 4 | Affaires indiennes et du Nord canadien ⁽²⁾ | |
| | Ministère | |
| | <i>Programme des affaires indiennes et inuites</i> | |
| (S) | <i>Loi de crédits n° 4 de 1987-1988</i> (crédit 5c) | |
| | Paiement du Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens. L'autorisation maximale est de 60 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 2002-2003 au montant de 27 840 319 \$ | 32 006 027 |
| L20 | <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> | |
| | Prêts consentis, au cours du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'Indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation de garantir des prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> , ne doit pas dépasser 48 550 835 \$ (Net) | 48 463 715 |
| | <i>Programme des affaires du Nord</i> | |
| L40 | <i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> | |
| | Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> . Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 \$ (Brut) | 305 503 |
| L55 | <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> | |
| | Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Esquimaux duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> , ne doit pas dépasser 6 633 697 \$ (Net) | 6 550 860 |
| L81a | <i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i> | |
| | Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon : | |
| | a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et | |
| | b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser 5 000 000 \$ (Net) | 5 000 000 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 32 006 027 |
| | Non budgétaire | 60 320 078 |

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Montant |
|---------|--------|--|--------------------|
| | | | \$ |
| 7 | | Agence des douanes et du revenu du Canada | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i> | 188 350 999 |
| | 10 | Contributions; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i> | 17 342 888 |
| | | Société canadienne des postes | |
| | (S) | (L) <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30 Sur demande de la Société approuvée par le ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 \$ (Net) | 500 000 000 |
| | | Monnaie royale canadienne | |
| | (S) | (L) <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> , paragraphe 20(1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources, à des emprunts d'un montant global maximal de 75 000 000 \$ ou d'un montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net) | 75 000 000 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 205 693 887 |
| | | Non budgétaire | 575 000 000 |
| 8 | | Agriculture et Agroalimentaire | |
| | | Ministère | |
| | (S) | <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> , article 28 Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la loi est de 1 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1993-1994 au montant de 400 000 \$ | 600 000 |
| | (S) | Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 2 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 \$ en aucun temps | 3 042 004 |
| | | Commission canadienne du lait | |
| | (S) | (L) <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 300 000 000 \$ (Net) | 269 770 000 |
| | | Commission canadienne des grains | |
| | (S) | Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Dépenser pour les besoins du fonds, tous les revenus que ce dernier générera; l'ensemble des dépenses faites pour les besoins du fonds ne devra jamais dépasser les revenus générés par le fonds de plus de 12 000 000 \$ | 21 379 101 |

| | | | |
|-----------|---|--|----------------------|
| | Financement agricole Canada | | |
| (S) | (L) <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> | | |
| | Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 1 175 000 000 \$, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Brut) | | 6 667 000 |
| | Paragraphe 12(3). La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances, peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement, qui lui ont été consentis, ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net) | | 2 090 153 000 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | | 25 021 105 |
| | Non budgétaire | | 2 366 590 000 |
| 9 | Anciens Combattants | | |
| | Ministère | | |
| | <i>Programme des anciens combattants</i> | | |
| (S) | (L) <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> | | |
| | Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 605 000 000 \$ (Net) | | 604 931 231 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | | ... |
| | Non budgétaire | | 604 931 231 |
| 11 | Citoyenneté et Immigration | | |
| | Ministère | | |
| (S) | (L) <i>Loi sur l'immigration</i> , article 119 | | |
| | Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport, ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 et en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ne pourra à aucun moment dépasser 110 000 000 \$ (Net) | | 67 505 721 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | | ... |
| | Non budgétaire | | 67 505 721 |
| 14 | Défense nationale | | |
| | Ministère | | |
| L11c | <i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> , établi par le crédit L20b | | |
| | Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps telle que modifiée par le crédit L16c, <i>Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits</i> , le crédit L11c de 1991, et le crédit L11b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2002</i> ne devant pas dépasser 120 000 000 \$ (Net) | | 87 730 276 |
| L15 | <i>Loi spéciale des subsides, 1963</i> | | |
| | Prêts effectués lors de l'exercice financier en cours et des exercices ultérieurs à l'égard de la construction de projets de logement, conformément aux accords établis avec le ministre de la Défense nationale, pour occupation par des membres des Forces canadiennes; ces prêts sont soumis à des taux d'intérêt et aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil. Le montant total autorisé est 37 000 000 \$ (Net) | | 13 890 635 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | | ... |
| | Non budgétaire | | 101 620 911 |

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Montant |
|-----------|--------|---|----------------------|
| | | | \$ |
| 17 | | Environnement | |
| | | Agence Parcs Canada | |
| | 100 | Dépenses du programme; la partie non utilisée des crédits affectés dans le cadre du paragraphe (1) aux dépenses de fonctionnement de l'Agence est annulée à la fin de l'exercice suivant celui au cours duquel ceux-ci ont été votés ou de tout exercice ultérieur précisé par la loi fédérale qui fait l'affectation, en vertu de l'article 19 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> | 47 841 916 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 47 841 916 |
| | | Non budgétaire | ... |
| 18 | | Finances | |
| | | Ministère | |
| | | <i>Programme des politiques économiques, sociales et financières</i> | |
| | (S) | <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(2) Paievements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international. Limite de 225 000 000 DTS | 83 096 179 |
| | (S) | <i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i> , article 16 Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi 875 000 000 \$ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins | 68 571 831 |
| | (S) | (L) <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(1) Émission de prêts à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international. La limite a été augmenté de 500 000 000 DTS à 700 000 000 DTS (CP 2000-355) (Brut) | 118 982 940 |
| | | Société d'assurance-dépôts du Canada | |
| | (S) | (L) <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1 Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Trésor, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder 6 000 000 000 \$ (Net) | 6 000 000 000 |
| | | Bureau du surintendant des institutions financières | |
| | (S) | <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> , articles 16 et 17 Le ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 \$, le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor | 65 130 925 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 216 798 935 |
| | | Non budgétaire | 6 118 982 940 |
| 20 | | Industrie | |
| | | Ministère | |
| | (S) | Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada— <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 25 000 000 \$ à 15 000 000 \$ en vertu du crédit 21b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> | 89 368 744 |
| | L97b | <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 \$ (Net) | 1 950 000 |

| | | |
|-----------|---|--------------------|
| | Conseil national de recherches du Canada | |
| (S) | <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> , alinéa 5(1)e) Montant non dépensé rapporté de l'exercice précédent en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> | 26 686 268 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 116 055 012 |
| | Non budgétaire | 1 950 000 |
| 23 | Patrimoine canadien | |
| | Ministère | |
| | Office national du film | |
| (S) | Fonds renouvelable de l'Office national du film— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 12 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 25 000 000 \$ en aucun temps. Augmentation de l'autorisation en vertu du crédit 121d, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> | 3 319 110 |
| (S) | Commission de la fonction publique Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 7 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 500 000 \$ en aucun temps | 9 725 021 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 13 044 131 |
| | Non budgétaire | ... |
| 24 | Pêches et Océans | |
| | Office de commercialisation du poisson d'eau douce | |
| L30b | L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> , 1968-1969, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créer l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente Loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux : a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office Le crédit L30b, <i>Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits</i> . L'ensemble des montants non remboursés, à tout moment, qui peuvent être empruntés à toute banque sur le crédit de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce et des montants prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> ne doit pas dépasser 30 000 000 \$ (Net) | 30 000 000 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | ... |
| | Non budgétaire | 30 000 000 |
| 26 | Ressources naturelles | |
| | Ministère | |
| (S) | <i>Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières</i> , paragraphe 237(1) Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la loi Autorisation maximale de 50 000 000 \$ à chacun des exercices 1984-1985 à 1987-1988 inclusivement moins le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V de la loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices ultérieurs. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder 200 000 000 \$ | 3 134 598 |
| (S) | <i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i> , paragraphe 233(1) Fonds de développement Canada/Terre-Neuve—Pour tout paiement prélevé sur le Trésor, le montant total ne doit pas excéder 225 000 000 \$ | 2 227 685 |
| (S) | Fonds renouvelable de Géomatique Canada— <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 8 000 000 \$ en aucun temps | 6 621 224 |

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—Fin

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Montant |
|-----------|--------|---|-------------------|
| | | | \$ |
| | | Société de développement du Cap-Breton | |
| | L40a | <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i> , paragraphe 19(3) Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société et du ministre, autoriser, à l'occasion, sur le Trésor, des avances d'argent à la Société, selon les modalités dont on peut convenir, à titre de fonds de roulement pour la division des charbonnages. Le montant total des avances non remboursées à un moment quelconque, ne doit pas excéder 50 000 000 \$ (Net) | 50 000 000 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 11 983 507 |
| | | Non budgétaire | 50 000 000 |
| 28 | | Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | |
| | | Service correctionnel | |
| | (S) | Fonds renouvelable CORCAN— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992</i> (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 45 000 000 \$ en aucun temps | 9 903 970 |
| | L14b | <i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la <i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 \$ à 50 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> (Net) | 42 606 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 9 903 970 |
| | | Non budgétaire | 42 606 |
| 30 | | Travaux publics et Services gouvernementaux | |
| | | Ministère | |
| | (S) | Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour l'aliénation des biens immobiliers, le montant total ne peut excéder 5 000 000 \$ en aucun temps | 7 486 609 |
| | (S) | Fonds renouvelable des services optionnels— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 200 000 000 \$ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 21d de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> | 35 326 689 |
| | (S) | Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 30 000 000 \$ à 25 100 163 \$ en vertu de la <i>Loi de crédits n° 5 pour 1998-1999</i> | 25 529 400 |
| | (S) | Fonds renouvelable du Bureau de la traduction— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour la prestation des services de traduction et de services connexes, et autoriser le ministre à dépenser aux fins du Fonds les revenus reçus à ces fins; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser 75 000 000 \$ les revenus reçus en fonction des objectifs du Fonds; radier un montant de 13 606 000 \$ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance tel que modifié par le crédit 22b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> | 28 164 167 |
| | (S) | Fonds renouvelable des Services immobiliers— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 5 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le montant total ne peut excéder 450 000 000 \$ en aucun temps | 150 000 000 |

| | | |
|------|--|-----------------------|
| (S) | Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 3 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, diminution de l'autorisation de 64 000 000 \$ à 45 000 000 \$, telle que modifiée par le crédit 6b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1999-2000</i> | 41 844 271 |
| (S) | Fonds renouvelable de la production de défense— <i>Loi sur la production de défense</i> , article 15 Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 \$ moins les prêts et avances du compte de prêts de la production de défense | 100 000 000 |
| L15b | <i>Loi de crédits n° 3 pour 1990-1991</i> Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1967</i> : a) remplacer les mots «des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables» suivant immédiatement «ministères et organismes» par les mots suivants : «des caisses d'avances fixe, des avances à justifier et des avances recouvrables»; et b) accroître de 17 000 000 \$ à 22 000 000 \$ le montant qui peut être dû à n'importe quel moment aux fins du présent crédit (Net) | 1 751 090 |
| (S) | (L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net) | 53 990 713 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 388 351 136 |
| | Non budgétaire | 55 741 803 |
| | Total du gouvernement—Budgétaire | 1 080 603 159 |
| | Non budgétaire | 42 236 576 676 |

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel Affaires étrangères et Commerce international a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) et Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international).

(2) Au cours de l'exercice, les trois programmes des Affaires indiennes et du Nord canadien ont été amalgamés.

APPENDICE 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes lesquelles ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

| Section | Crédit | Ministère ou organisme | Montant ⁽¹⁾ |
|---------|--------|---|------------------------|
| | | | \$ |
| 7 | | Agence des douanes et du revenu du Canada | |
| | | Ministère | |
| | 1 | Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars | 131 649 282 |
| | 5 | Dépenses en capital; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars | 33 725 943 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 165 375 225 |
| | | Non budgétaire | ... |
| 12 | | Conseil du Trésor | |
| | | École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) ⁽²⁾ | |
| | (S) | Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> | 3 775 208 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 3 775 208 |
| | | Non budgétaire | ... |
| 17 | | Environnement | |
| | | Agence Parcs Canada | |
| | 45 | Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars | 30 966 321 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 30 966 321 |
| | | Non budgétaire | ... |
| 20 | | Industrie | |
| | | Ministère | |
| | (S) | Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor) | 218 716 |
| | | Conseil national de recherches du Canada | |
| | (S) | Dépenses des revenus en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> | 75 188 340 |
| | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 75 407 056 |
| | | Non budgétaire | ... |

| | | | |
|-----|--|--|--------------------|
| 23 | Patrimoine canadien | | |
| | Office national du film | | |
| (S) | Fonds renouvelable de l'Office national du film | | |
| | Diminution de la valeur nette comptable des immobilisations | | (1 696 207) |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | | (1 696 207) |
| | Non budgétaire | | ... |
| 30 | Travaux publics et Services gouvernementaux | | |
| | Ministère | | |
| (S) | Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada | | |
| | Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor) | | 242 802 |
| (S) | Fonds renouvelable du Bureau de la traduction | | |
| | Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor) | | 1 202 374 |
| | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | | 1 445 176 |
| | Non budgétaire | | ... |
| | Total du gouvernement—Budgétaire | | 275 272 779 |
| | Non budgétaire | | ... |

(S) Autorisation législative.

(1) Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.

(2) Au cours de l'exercice, l'École de la fonction publique du Canada, précédemment appelée le Centre canadien de gestion, a été transférée du portefeuille ministériel Conseil privé à celui du Conseil du Trésor.

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (excluant la Chambre des communes, le Sénat, la Bibliothèque du Parlement, le Commissariat à l'éthique et la Commission mixte internationale) ont le pouvoir d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de l'État. Les produits reçus dans un exercice et qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur, pour emploi dans cet exercice seulement. Le montant reporté est toutefois sujet à une limite maximale.

| Section | Ministère ou organisme | Provenance des autorisations | | | Utilisation des autorisations | | |
|----------|---|-------------------------------------|--|------------------------------|----------------------------------|-------------------------|--|
| | | Disponibles de l'exercice précédent | Produits reçus dans l'exercice courant | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur |
| | | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2 | Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) ⁽¹⁾ | | | | | | |
| | Ministère | 795 200 | 2 289 802 | 3 085 002 | 2 226 108 | 63 694 | 795 200 |
| | Agence canadienne de développement international | 340 | 1 467 | 1 807 | ... | 340 | 1 467 |
| | Total du portefeuille ministériel | 795 540 | 2 291 269 | 3 086 809 | 2 226 108 | 64 034 | 796 667 |
| 4 | Affaires indiennes et du Nord canadien | | | | | | |
| | Ministère | 135 926 | 95 213 | 231 139 | 108 797 | 27 129 | 95 213 |
| | Total du portefeuille ministériel | 135 926 | 95 213 | 231 139 | 108 797 | 27 129 | 95 213 |
| 5 | Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ⁽²⁾ | ... | 31 387 | 31 387 | 10 627 | ... | 20 760 |
| 6 | Agence de promotion économique du Canada atlantique | | | | | | |
| | Ministère | 3 963 | 15 677 | 19 640 | 10 557 | ... | 9 083 |
| | Total du portefeuille ministériel | 3 963 | 15 677 | 19 640 | 10 557 | ... | 9 083 |
| 7 | Agence des douanes et du revenu du Canada | | | | | | |
| | Ministère | ... | 123 200 | 123 200 | 123 200 | ... | ... |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | 123 200 | 123 200 | 123 200 | ... | ... |
| 8 | Agriculture et Agroalimentaire | | | | | | |
| | Ministère | 28 619 | 2 377 131 | 2 405 750 | 2 324 036 | ... | 81 714 |
| | Agence canadienne d'inspection des aliments | 25 000 | 458 463 | 483 463 | 386 710 | 71 753 | 25 000 |
| | Commission canadienne des grains | 25 000 | 7 784 | 32 784 | ... | 25 000 | 7 784 |
| | Total du portefeuille ministériel | 78 619 | 2 843 378 | 2 921 997 | 2 710 746 | 96 753 | 114 498 |

| | | | | | | | |
|-----------|---|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------|------------------|
| 9 | Anciens Combattants | ... | 59 315 | 59 315 | 54 122 | ... | 5 193 |
| 11 | Citoyenneté et Immigration | | | | | | |
| | Ministère | 22 426 | 35 875 | 58 301 | 10 895 | 11 531 | 35 875 |
| | Commission de l'immigration et du statut de réfugié | ... | 2 241 | 2 241 | 2 241 | ... | ... |
| | Total du portefeuille ministériel | 22 426 | 38 116 | 60 542 | 13 136 | 11 531 | 35 875 |
| 12 | Conseil du Trésor | | | | | | |
| | Secrétariat | 6 545 | ... | 6 545 | ... | 6 545 | ... |
| | Total du portefeuille ministériel | 6 545 | ... | 6 545 | ... | 6 545 | ... |
| 13 | Conseil privé | | | | | | |
| | Ministère | 25 000 | 17 828 | 42 828 | 25 000 | ... | 17 828 |
| | École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) ⁽³⁾ | 14 032 | (14 032) | ... | ... | ... | ... |
| | Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | 25 000 | 9 369 | 34 369 | 34 369 | ... | ... |
| | Directeur général des élections | ... | 71 | 71 | 71 | ... | ... |
| | Commissaire aux langues officielles | 1 929 | 888 | 2 817 | ... | 1 929 | 888 |
| | Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | ... | 40 | 40 | 40 | ... | ... |
| | Total du portefeuille ministériel | 65 961 | 14 164 | 80 125 | 59 480 | 1 929 | 18 716 |
| 14 | Défense nationale | | | | | | |
| | Ministère | 5 137 988 | 20 174 386 | 25 312 374 | 20 654 332 | ... | 4 658 042 |
| | Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire | 320 | ... | 320 | ... | 320 | ... |
| | Total du portefeuille ministériel | 5 138 308 | 20 174 386 | 25 312 694 | 20 654 332 | 320 | 4 658 042 |
| 15 | Développement des ressources humaines (Développement social) ⁽⁴⁾ | 167 558 | 173 803 | 341 361 | 100 148 | 2 253 | 238 960 |
| 16 | Diversification de l'économie de l'Ouest canadien | ... | 25 330 | 25 330 | 5 547 | ... | 19 783 |
| 17 | Environnement | | | | | | |
| | Ministère | 114 581 | 425 559 | 540 140 | 304 072 | ... | 236 068 |
| | Agence canadienne d'évaluation environnementale | 97 | 958 | 1 055 | ... | 97 | 958 |
| | Total du portefeuille ministériel | 114 678 | 426 517 | 541 195 | 304 072 | 97 | 237 026 |
| 18 | Finances | | | | | | |
| | Ministère | 613 | 9 579 | 10 192 | ... | 613 | 9 579 |
| | Vérificateur général | 3 012 | 10 359 | 13 371 | 3 012 | ... | 10 359 |
| | Tribunal canadien du commerce extérieur | 2 292 | 486 | 2 778 | ... | 2 292 | 486 |
| | Agence de la consommation en matière financière du Canada | ... | 63 | 63 | ... | ... | 63 |
| | Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada | 7 817 | ... | 7 817 | ... | 7 817 | ... |
| | Bureau du surintendant des institutions financières | 377 | 1 334 | 1 711 | ... | 377 | 1 334 |
| | Total du portefeuille ministériel | 14 111 | 21 821 | 35 932 | 3 012 | 11 099 | 21 821 |

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État—Fin

| Section | Ministère ou organisme | Provenance des autorisations | | | Utilisation des autorisations | | |
|-----------|--|-------------------------------------|--|------------------------------|----------------------------------|-------------------------|--|
| | | Disponibles de l'exercice précédent | Produits reçus dans l'exercice courant | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur |
| | | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 19 | Gouverneur général | ... | 2 819 | 2 819 | 2 819 | ... | ... |
| 20 | Industrie | | | | | | |
| | Ministère | 208 538 | 290 490 | 499 028 | 245 465 | 11 963 | 241 600 |
| | Agence spatiale canadienne | 18 158 | 13 392 | 31 550 | 24 892 | ... | 6 658 |
| | Tribunal de la concurrence | 2 456 | 62 | 2 518 | ... | 2 456 | 62 |
| | Commission du droit d'auteur | ... | 10 | 10 | ... | ... | 10 |
| | Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ⁽²⁾ | 10 627 | (10 627) | ... | ... | ... | ... |
| | Conseil national de recherches du Canada | 11 147 | 220 814 | 231 961 | 221 170 | ... | 10 791 |
| | Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | 141 | 592 | 733 | 733 | ... | ... |
| | Conseil de recherches en sciences humaines | 1 827 | ... | 1 827 | 431 | 1 396 | ... |
| | Statistique Canada | ... | 7 042 | 7 042 | 7 042 | ... | ... |
| | Total du portefeuille ministériel | 252 894 | 521 775 | 774 669 | 499 733 | 15 815 | 259 121 |
| 21 | Justice | | | | | | |
| | Ministère | 20 679 | 6 049 | 26 728 | 21 548 | ... | 5 180 |
| | Commission canadienne des droits de la personne | 38 | 10 | 48 | ... | 38 | 10 |
| | Tribunal canadien des droits de la personne | ... | 50 | 50 | 50 | ... | ... |
| | Service administratif des tribunaux judiciaires | 25 000 | 1 482 | 26 482 | 26 482 | ... | ... |
| | Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | 6 800 | ... | 6 800 | ... | 6 800 | ... |
| | Cour suprême du Canada | 22 545 | 240 | 22 785 | 22 152 | 393 | 240 |
| | Total du portefeuille ministériel | 75 062 | 7 831 | 82 893 | 70 232 | 7 231 | 5 430 |
| 23 | Patrimoine canadien | | | | | | |
| | Ministère | 6 671 | 20 029 | 26 700 | 18 073 | ... | 8 627 |
| | Bibliothèque et Archives du Canada ⁽⁵⁾ | ... | 123 451 | 123 451 | 91 710 | ... | 31 741 |
| | Archives nationales du Canada ⁽⁵⁾ | 24 997 | (24 997) | ... | ... | ... | ... |
| | Bibliothèque nationale ⁽⁵⁾ | 4 673 | (4 673) | ... | ... | ... | ... |
| | Commission de la fonction publique | ... | 459 | 459 | 459 | ... | ... |
| | Commission des relations de travail dans la fonction publique | 326 | 75 | 401 | ... | 326 | 75 |
| | Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice | ... | 63 | 63 | ... | ... | 63 |
| | Total du portefeuille ministériel | 36 667 | 114 407 | 151 074 | 110 242 | 326 | 40 506 |
| 24 | Pêches et Océans | 573 349 | 1 077 135 | 1 650 484 | 968 055 | ... | 682 429 |

| | | | | | | | |
|-----------|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| 25 | Ressources humaines et Développement des compétences ⁽⁴⁾ | | | | | | |
| | Ministère | ... | 50 044 | 50 044 | 18 404 | ... | 31 640 |
| | Conseil canadien des relations industrielles | ... | 371 | 371 | ... | ... | 371 |
| | Total du portefeuille ministériel | ... | 50 415 | 50 415 | 18 404 | ... | 32 011 |
| 26 | Ressources naturelles | | | | | | |
| | Ministère | 117 571 | 275 826 | 393 397 | 197 687 | ... | 195 710 |
| | Commission canadienne de sûreté nucléaire | 4 | 3 759 | 3 763 | 1 034 | ... | 2 729 |
| | Office national de l'énergie | 6 758 | 370 | 7 128 | 7 128 | ... | ... |
| | Total du portefeuille ministériel | 124 333 | 279 955 | 404 288 | 205 849 | ... | 198 439 |
| 27 | Santé | | | | | | |
| | Ministère | 151 000 | 221 335 | 372 335 | 176 251 | 45 084 | 151 000 |
| | Instituts de recherche en santé du Canada | 155 | ... | 155 | ... | 155 | ... |
| | Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | ... | 1 287 | 1 287 | 1 287 | ... | ... |
| | Total du portefeuille ministériel | 151 155 | 222 622 | 373 777 | 177 538 | 45 239 | 151 000 |
| 28 | Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) | | | | | | |
| | Agence des services frontaliers du Canada | ... | 167 360 | 167 360 | 124 625 | ... | 42 735 |
| | Centre canadien des armes à feu | ... | 644 | 644 | ... | ... | 644 |
| | Service canadien du renseignement de sécurité | 2 611 | 724 035 | 726 646 | 726 227 | ... | 419 |
| | Service correctionnel | 229 663 | 672 800 | 902 463 | 599 429 | 7 834 | 295 200 |
| | Commission nationale des libérations conditionnelles | 5 697 | 32 033 | 37 730 | 32 063 | ... | 5 667 |
| | Gendarmerie royale du Canada | 1 647 399 | 6 061 601 | 7 709 000 | 5 062 676 | ... | 2 646 324 |
| | Total du portefeuille ministériel | 1 885 370 | 7 658 473 | 9 543 843 | 6 545 020 | 7 834 | 2 990 989 |
| 29 | Transports | | | | | | |
| | Ministère | 2 076 447 | 1 170 362 | 3 246 809 | ... | 2 076 447 | 1 170 362 |
| | Total du portefeuille ministériel | 2 076 447 | 1 170 362 | 3 246 809 | ... | 2 076 447 | 1 170 362 |
| 30 | Travaux publics et Services gouvernementaux ⁽⁶⁾ | | | | | | |
| | Ministère | 209 378 | 205 836 | 415 214 | 198 398 | 10 980 | 205 836 |
| | Total du portefeuille ministériel | 209 378 | 205 836 | 415 214 | 198 398 | 10 980 | 205 836 |
| | Total du gouvernement | 11 928 290 | 37 645 206 | 49 573 496 | 35 180 174 | 2 385 562 | 12 007 760 |

(1) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel Affaires étrangères et Commerce international a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) et Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international).

(2) L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec constitue un nouveau portefeuille ministériel. Elle était auparavant présentée sous le portefeuille ministériel Industrie.

(3) Au cours de l'exercice, l'École de la fonction publique du Canada, précédemment appelée le Centre canadien de gestion, a été transférée du portefeuille ministériel Conseil privé à celui du Conseil du Trésor.

(4) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel Développement des ressources humaines a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences.

(5) Au cours de l'exercice, les Archives nationales du Canada et la Bibliothèque nationale ont été amalgamées pour former : Bibliothèque et Archives du Canada.

(6) Au cours de l'exercice, Communication Canada a été amalgamé au ministère Travaux publics et Services gouvernementaux.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)

Ministère

**Agence canadienne de développement
international**

**Centre de recherches pour le
développement international**

Commission mixte internationale

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 2.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 2.5 |
| Programmes par secteur d'activité | 2.10 |
| Paievements de transfert | 2.12 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés.... | 2.21 |
| Revenus | 2.21 |

Ministère**Objectifs**

Agir au nom du Canada et de tous les Canadiens pour accroître la prospérité économique, l'emploi et la sécurité et travailler à la promotion de la paix dans le monde en diffusant la culture et les valeurs canadiennes.

Description des secteurs d'activité*Coopération et sécurité internationales*

Instaurer un régime international pacifique, fondé sur le droit et reflétant les valeurs canadiennes, au sein duquel le Canada est à l'abri de menaces émanant de l'étranger.

Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires)

Répondre aux besoins d'aide officielle des Canadiens voyageant ou habitant à l'étranger.

Diplomatie ouverte

Susciter de l'intérêt et de la confiance à l'égard du Canada à l'étranger et faire en sorte que l'opinion publique internationale soit favorable aux intérêts politiques et économiques du Canada et aux valeurs canadiennes.

Services ministériels

Permettre au Ministère d'accomplir sa mission et d'atteindre ses objectifs grâce à la prestation de services de soutien efficaces sur le plan des coûts.

Services aux ministères partenaires

Permettre aux autres ministères d'exécuter leurs programmes à l'étranger grâce à la prestation de services de soutien efficaces sur le plan des coûts.

Services de passeports

Délivrer des titres de voyage respectés à l'échelle internationale aux citoyens canadiens et autres résidents canadiens qui y ont droit.

Agence canadienne de développement international**Objectifs**

Encourager les efforts des peuples des pays en développement et des pays en transition en vue d'un développement économique et social autonome compatible avec leurs besoins et leur environnement, en collaborant avec eux à la réalisation d'activités de développement et accorder une aide humanitaire pour favoriser les intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger grâce à la promotion de la justice sociale, de la stabilité internationale et des relations économiques à long terme, au profit de la communauté mondiale.

Description des secteurs d'activité*Programmes géographiques*

Les programmes géographiques comportent des relations directes entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des pays en développement. Ils sont élaborés en consultation et en collaboration avec les partenaires de ces pays. Ils constituent le principal mécanisme de soutien qu'utilise le gouvernement pour investir à long terme dans des secteurs essentiels du développement durable. Les programmes géographiques représentent environ la moitié du budget de l'aide internationale.

Les projets financés tiennent compte des besoins des pays en développement et de la capacité du Canada de répondre à ces besoins. La valeur des projets, et celle des contrats et des accords de contribution nécessaires à leur exécution, va de milliers de dollars

à des dizaines de millions. L'approche et l'objet des projets varient aussi considérablement. À de rares exceptions près, l'aide consentie dans le cadre des programmes géographiques est versée en nature directement par les fournisseurs et agents d'exécution canadiens ou par l'entremise des achats effectués par les pays bénéficiaires, dans le cadre des politiques canadiennes d'aide liée (fonds alloués pour l'achat de biens et de services au Canada) et conformément aux exigences quant au contenu canadien.

Trois directions de programmes géographiques, à savoir les directions générales de l'Afrique et du Moyen-Orient, de l'Asie et des Amériques, se chargent de planifier et de fournir l'aide bilatérale canadienne aux pays admissibles. Les programmes mis en œuvre dans ces régions sont fondés sur l'objectif et les six volets prioritaires de l'aide publique au développement (APD).

Pays en transition

Le programme de l'Europe centrale et de l'Est (ECE) est conçu pour répondre aux initiatives et pour aider les pays de la région pendant la période critique de transition. Une part de l'aide fournie au moyen de ce programme relève de l'APD.

Le programme permet de transférer des connaissances et des compétences aux pays de la région grâce au perfectionnement des ressources humaines, au renforcement des institutions, à l'assistance humanitaire et multilatérale, et aux conseils en matière de politiques. Les activités sont mises en œuvre en collaboration avec le secteur privé, les organisations non gouvernementales (ONG), les milieux universitaires, les communautés ethniques et tous les ordres de gouvernement au Canada. Ces partenariats servent de catalyseurs pour susciter, au niveau des projets, des contributions tant chez les partenaires canadiens que chez les partenaires des pays bénéficiaires.

Programmes multilatéraux

Dans le cadre des programmes multilatéraux, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) collabore avec une vaste gamme d'organisations et d'institutions internationales, dont les agences des Nations Unies (comme l'UNICEF), le Commonwealth et la Francophonie, et les banques de développement régionales pour l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes. La plus grande partie de l'aide humanitaire et des secours d'urgence fournis par l'ACDI est acheminée par l'intermédiaire des programmes multilatéraux.

L'ACDI emploie différents mécanismes pour obtenir des résultats dans les six secteurs prioritaires. De concert avec d'autres organismes donateurs, elle fournit un financement de base à des organisations et institutions multilatérales œuvrant dans ces secteurs. Elle cherche également à influencer sur les pratiques et politiques de ces organisations afin de maximiser l'efficacité des programmes et des opérations. De plus, elle surveille et évalue le rendement des organisations et institutions internationales et fait rapport sur ce rendement.

La Direction générale des programmes multilatéraux vise aussi à améliorer les politiques et pratiques des institutions multilatérales, plus particulièrement pour la coordination des initiatives au niveau des pays, et pour le suivi et l'évaluation des activités sur le terrain. L'accroissement de l'efficacité des organisations internationales est un élément important des programmes multilatéraux.

Partenariat canadien

Le Programme de partenariat canadien verse des subventions et des contributions à des organisations canadiennes et internationales pour appuyer leurs activités dans les pays en développement. Il soutient les initiatives de ces organisations (à but lucratif et à but non lucratif) et vise l'établissement de partenariats durables entre le Canada et les pays en développement par l'entremise de projets à coûts partagés. En outre, le Programme est responsable de la politique en matière de

consultations et représente l'Agence dans les relations et les consultations avec les partenaires.

Le Programme de partenariat canadien comporte trois sous-programmes principaux, à savoir le Soutien au secteur bénévole, la Coopération industrielle et les Bourses. Le Programme de coopération industrielle (PCI) encourage les initiatives de développement du secteur privé et favorise la croissance économique dans les pays en développement en appuyant l'établissement de liens à long terme et mutuellement avantageux entre le secteur privé canadien et les pays bénéficiaires.

Le Programme de soutien au secteur bénévole est axé sur le développement communautaire et le renforcement de la capacité des organisations et institutions des pays en développement afin de promouvoir un développement durable dans des secteurs socio-économiques clés. Il favorise la création de liens entre les ONG au Canada et dans les pays en développement, et appuie les organisations et institutions canadiennes qui œuvrent aux niveaux de l'environnement, de la réforme du secteur public, des droits de la personne, de la démocratie et du bon gouvernement afin de promouvoir le transfert de technologie et le renforcement des capacités.

Le Programme de bourses est chargé de gérer différents programmes, ainsi que les règlements et politiques régissant la sélection et le recrutement des coopérants et experts en assistance technique et des stagiaires au pays.

Politiques

La Direction générale des politiques élabore et tient à jour les politiques de l'ACDI dans le cadre de l'objectif et des priorités de l'APD, ainsi que des intérêts et des objectifs de la politique étrangère du Canada. Elle fournit au Ministre, à l'ACDI et à d'autres ministères des conseils et de l'information sur les questions de politiques et de stratégies, ainsi qu'une expertise scientifique et technique. Il arrive également qu'elle vérifie le respect des normes à l'ACDI, comme dans le cas des

évaluations environnementales. La Direction générale gère également les consultations sur les questions stratégiques avec des groupes d'intérêt et le grand public.

La Direction générale gère l'Enveloppe de l'aide internationale et les fonds alloués au nom de l'ACDI. Elle produit l'information générale requise pour la rédaction des rapports nationaux et internationaux sur les dépenses au titre de l'APD.

À l'échelle internationale, la Direction générale des politiques veille à coordonner les politiques de développement du Canada et celles d'autres pays donateurs, par exemple, de concert avec le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle représente également les intérêts du Canada aux réunions internationales et veille à ce que les politiques en matière de développement tiennent compte des engagements internationaux pris par le Canada.

Communications

Conformément à la stratégie du gouvernement en matière de communications, la Direction générale des communications aide le Ministre, le Président et les directions générales de l'ACDI à s'acquitter de leurs responsabilités à ce niveau. Elle fournit des conseils d'experts, procède à des recherches sur l'opinion publique et à l'analyse des reportages, et produit des documents imprimés et audiovisuels.

Par ses activités de communications, l'Agence souhaite montrer à des publics choisis, dont les jeunes, les décideurs et les façonneurs de l'opinion, que l'ACDI est un organisme d'aide efficace. Elle veut sensibiliser davantage les Canadiens au développement international et à ses impacts et renforcer la collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux en matière de communications. La Direction générale est responsable de l'application de la politique de l'ACDI en matière de communications.

Avec le programme d'information sur le développement, la Direction des communications travaille en collaboration avec les particuliers, les organismes non gouvernementaux et le secteur privé afin d'informer les Canadiens des programmes et des questions connexes de développement, en mettant particulièrement l'accent sur l'importance du rôle et de la contribution que les Canadiens apportent dans les pays en développement.

Services généraux

Les Services généraux fournissent à l'Agence des services de soutien qui ne sont pas directement liés à un mécanisme d'exécution en particulier. Ces services sont assurés par les Services à la haute direction de l'Agence, ainsi que par la Direction générale des ressources humaines et services corporatifs, la Direction générale de l'information et de la technologie, la Direction générale des services juridiques et la Direction générale de l'examen du rendement. Leur coût est comptabilisé comme une dépense administrative indirecte plutôt que comme une dépense directe qui peut être facilement imputée à un mécanisme d'exécution.

Centre de recherches pour le développement international

Objectifs

Selon la définition de la loi promulguée par le Parlement, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a pour objectifs d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces

régions. Dans le cadre de la réalisation de ces objectifs, il :

- s'assure les services de scientifiques et de techniciens des sciences naturelles et sociales du Canada et de l'étranger;
- aide les régions en voie de développement à se livrer à la recherche scientifique, à acquérir les techniques innovatrices et à établir les institutions requises pour résoudre leurs problèmes;
- encourage en général la coordination de la recherche pour le développement international;
- promouvoit la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes du développement entre les régions développées et les régions en voie de développement, à leur avantage réciproque.

Dans l'ensemble, le CRDI vise à aider les pays en développement à utiliser la science et les connaissances en vue de solutionner concrètement et à long terme les problèmes d'ordre social, économique et environnemental auxquels ils doivent faire face.

Commission mixte internationale

Objectifs

Mettre en application les responsabilités, fonctions et pouvoirs confiés à la Commission à la suite de traités et d'ententes internationaux; à la demande des gouvernements canadien et américain, étudier les questions ou les différends liés à la frontière commune, et formuler les recommandations appropriées. Étudier et, s'il y a lieu, approuver aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, toute utilisation, dérivation ou obstruction des eaux limitrophes, d'un côté ou de l'autre de la frontière, susceptible de changer le niveau ou le cours naturel des eaux dans l'autre pays.

Description des secteurs d'activité

Opération et administration du bureau de la section canadienne

Commissaires et personnel; dépenses connexes de fonctionnement; part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu des demandes d'approbation et des renvois soumis aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, y compris la coordination des travaux des comités d'enquête internationaux; surveillance du travail des comités de contrôle internationaux établis par la Commission; paiement des dépenses résiduelles des enquêtes et des relevés.

Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs

Surveillance, contrôle, coordination et aide aux gouvernements pour l'application de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs; personnel et fonctionnement du bureau régional selon les ententes à frais partagés conclues avec les États-Unis; aide requise par le Conseil de la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, le Conseil consultatif scientifique des Grands Lacs, le Conseil des gestionnaires de la recherche des Grands Lacs et les groupes de travail traitant des questions liées à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| ... | 1 005 537 000 | ... | ... | 1 005 537 000 | 1 | | | | |
| ... | ... | 34 828 080 | ... | 34 828 080 | 1a | | | | |
| ... | ... | 12 011 399 | ... | 12 011 399 | 1b | | | | |
| ... | ... | ... | 1 859 000 | 1 859 000 | | | | | |
| ... | 1 005 537 000 | 46 839 479 | 1 859 000 | 1 054 235 479 | | 982 013 911 | 72 221 568 | ... | 1 057 139 675 |
| ... | 123 814 000 | ... | ... | 123 814 000 | 5 | | | | |
| ... | ... | 7 969 722 | ... | 7 969 722 | 5a | | | | |
| ... | 123 814 000 | 7 969 722 | ... | 131 783 722 | | 127 649 357 | 4 134 365 | ... | 139 223 180 |
| ... | 492 190 579 | ... | ... | 492 190 579 | 10 | | | | |
| ... | ... | 128 781 385 | ... | 128 781 385 | 10a | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 10b | | | | |
| ... | 492 190 579 | 128 781 386 | ... | 620 971 965 | | 487 043 246 | 133 928 719 | ... | 469 152 758 |
| ... | 69 970 | ... | (5 672) | 64 298 | (S) | 64 298 | ... | ... | 72 738 |
| ... | 250 000 | ... | (94 534) | 155 466 | (S) | 155 466 | ... | ... | 132 383 |
| ... | 106 372 000 | ... | (50 386 353) | 55 985 647 | (S) | 55 985 647 | ... | ... | 66 536 244 |
| 13 903 533 | ... | ... | ... | 13 903 533 | (S) | | | | |
| ... | ... | ... | 1 276 518 | 1 276 518 | | | | | |
| 13 903 533 | ... | ... | 1 276 518 | 15 180 051 | | 2 475 122 | ... | 12 704 929 | 360 553 |
| ... | ... | ... | 822 547 | 822 547 | (S) | 822 547 | ... | ... | 5 098 315 |
| ... | ... | ... | 407 | 407 | (S) | 407 | ... | ... | 20 746 |
| 795 200 | ... | ... | 2 289 802 | 3 085 002 | (S) | 2 226 108 | 63 694 | 795 200 | 2 505 140 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----|---|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | ... | ... | 6 597 967 | 6 597 967 | (S) | Pertes d'opérations de change | 6 597 967 | ... | ... | 5 816 408 |
| 14 698 733 | 1 728 233 549 | 183 590 587 | (37 640 318) | 1 888 882 551 | | Total budgétaire | 1 665 034 076 | 210 348 346 | 13 500 129 | 1 746 058 140 |
| 9 737 914 | ... | ... | ... | 9 737 914 | L11 | Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la <i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> . Limite 22 500 000 \$ (Net) | 2 279 853 | ... | 7 458 061 | 109 456 |
| 33 419 894 | ... | ... | ... | 33 419 894 | L12 | Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , modifié par le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> . Limite 50 000 000 \$ (Net) | 4 432 896 | ... | 28 986 998 | (3 786 892) |
| 43 157 808 | ... | ... | ... | 43 157 808 | | Total non budgétaire | 6 712 749 | ... | 36 445 059 | (3 677 436) |
| 14 698 733 | 1 728 233 549 | 183 590 587 | (37 640 318) | 1 888 882 551 | | Total du ministère— | 1 665 034 076 | 210 348 346 | 13 500 129 | 1 746 058 140 |
| 43 157 808 | ... | ... | ... | 43 157 808 | | Budgétaire | 6 712 749 | ... | 36 445 059 | (3 677 436) |
| ... | 200 289 000 | ... | ... | 200 289 000 | 15 | Agence canadienne de développement international | | | | |
| ... | ... | 7 001 503 | ... | 7 001 503 | 15a | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 1 341 758 | ... | 1 341 758 | 15b | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 1 256 000 | 1 256 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 200 289 000 | 8 343 261 | 1 256 000 | 209 888 261 | | Total—Crédit 15 | 189 062 333 | 20 825 928 | ... | 194 582 935 |
| ... | 2 210 878 000 | ... | ... | 2 210 878 000 | 20 | Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 11 507 635 | ... | 11 507 635 | 20a | Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 515 396 400 | ... | 515 396 400 | 20b | Subventions et contributions | | | | |
| ... | 2 210 878 000 | 526 904 035 | ... | 2 737 782 035 | | Total—Crédit 20 | 2 705 736 958 | 32 045 077 | ... | 2 011 431 414 |
| ... | 69 970 | ... | (248) | 69 722 | (S) | Ministre de la Coopération internationale—Traitement et allocation pour automobile | 69 722 | ... | ... | 68 930 |
| ... | 221 285 000 | 44 545 000 | (137 596) | 265 692 404 | (S) | Paiements (encaissement de billets) aux Fonds d'institutions financières internationales (<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>) et lois de crédits des exercices antérieurs) | 265 692 404 | ... | ... | 232 597 961 |
| ... | 22 459 000 | ... | (2 651 171) | 19 807 829 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 19 807 829 | ... | ... | 19 596 764 |
| 340 | ... | ... | 1 467 | 1 807 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 340 | 1 467 | ... |

| | | | | | | | | | | |
|---|---------------|-------------|--------------|---------------|------|--|---------------|------------|-------|---------------|
| ... | ... | ... | 71 716 600 | 71 716 600 | (S) | Perte sur réévaluation à la fin de l'exercice | 71 716 600 | ... | ... | 105 299 474 |
| ... | ... | ... | 36 418 | 36 418 | (S) | Honoraires—Agence de recouvrement | 36 418 | ... | ... | 9 035 |
| 340 | 2 654 980 970 | 579 792 296 | 70 221 470 | 3 304 995 076 | | Total budgétaire | 3 252 122 264 | 52 871 345 | 1 467 | 2 563 586 513 |
| Fonds d'institutions financières internationales | | | | | | | | | | |
| | | | | | L25 | Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 193 500 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du Fonds d'institutions financières internationales (Brut) | | | | |
| ... | 1 | ... | 193 499 999 | 193 500 000 | L25a | Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 180 459 059 \$ (193 500 000 \$ - 13 040 941 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du Fonds d'institutions financières internationales (Brut) | | | | |
| ... | ... | 1 | (13 040 942) | (13 040 941) | L25b | Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 232 110 059 \$ (180 459 059 \$ + 51 651 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du Fonds d'institutions financières internationales (Brut) | | | | |
| ... | ... | 1 | 51 650 999 | 51 651 000 | | | | | | |
| ... | 1 | 2 | 232 110 056 | 232 110 059 | | Total—Crédit L25 | 232 109 674 | 385 | ... | 97 000 000 |
| Comptes d'investissements d'institutions financières internationales | | | | | | | | | | |
| ... | 3 065 883 | 775 000 | (3 840 883) | ... | (S) | (L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales—Souscriptions au capital (Brut) | ... | ... | ... | ... |
| Banque africaine de développement | | | | | | | | | | |
| ... | 3 865 000 | ... | ... | 3 865 000 | L30 | Paiement ne devant pas dépasser 2 827 383 \$ US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 3 865 000 \$ le 9 septembre 2003 peut varier à la hausse et émission et paiements de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 1 491 410 \$ CAN, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales (Brut) | 3 461 282 | 403 718 | ... | ... |
| 1 217 951 533 | ... | ... | ... | 1 217 951 533 | (S) | (L) Autorisation de souscrire pour 73 473 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) : Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date) | | | | |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | ... | ... | (18 531 346) | (18 531 346) | Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice | | | | |
| 1 217 951 533 | ... | ... | (18 531 346) | 1 199 420 187 | Total ⁽²⁾ | ... | ... | 1 199 420 187 | ... |
| Banque de développement des Caraïbes | | | | | | | | | |
| | | | | | (S) (L) Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) : | | | | |
| 64 393 339 | ... | ... | ... | 64 393 339 | Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date) | | | | |
| ... | ... | ... | (5 120 694) | (5 120 694) | Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice | | | | |
| 64 393 339 | ... | ... | (5 120 694) | 59 272 645 | Total ⁽²⁾ | ... | ... | 59 272 645 | ... |
| ... | ... | ... | (271) | (271) | (S) (L) Annulation de notes | (271) | ... | ... | ... |
| Banque asiatique de développement | | | | | | | | | |
| | | | | | (S) (L) Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) : | | | | |
| 2 611 768 180 | ... | ... | ... | 2 611 768 180 | Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date) | | | | |
| ... | ... | ... | (160 220 500) | (160 220 500) | Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice | | | | |
| 2 611 768 180 | ... | ... | (160 220 500) | 2 451 547 680 | Total ⁽²⁾ | ... | ... | 2 451 547 680 | ... |
| Banque interaméricaine de développement | | | | | | | | | |
| | | | | | (S) (L) Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) : | | | | |
| 5 080 584 826 | ... | ... | ... | 5 080 584 826 | Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date) | | | | |
| ... | ... | ... | (404 018 807) | (404 018 807) | Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice | | | | |
| 5 080 584 826 | ... | ... | (404 018 807) | 4 676 566 019 | Total ⁽²⁾ | ... | ... | 4 676 566 019 | ... |

| | | | | | | | | | | |
|----------------------|----------------------|--------------------|----------------------|----------------------|-----|--|----------------------|--------------------|----------------------|------------------------------------|
| ... | ... | ... | (491 410) | (491 410) | (S) | (L) Annulation de notes | (491 410) | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 3 812 443 |
| 8 974 697 878 | 6 930 884 | 775 002 | (360 113 855) | 8 622 289 909 | | Total non budgétaire | 235 079 275 | 404 103 | 8 386 806 531 | 100 812 443 |
| | | | | | | Total du programme— | | | | |
| | | | | | | Budgétaire | 3 252 122 264 | 52 871 345 | 1 467 | 2 563 586 513 |
| 8 974 697 878 | 6 930 884 | 775 002 | (360 113 855) | 8 622 289 909 | | Non budgétaire | 235 079 275 | 404 103 | 8 386 806 531 | 100 812 443 |
| | | | | | | Centre de recherches pour le développement international | | | | |
| ... | 119 086 000 | ... | ... | 119 086 000 | 35 | Versements au Centre de recherches pour le développement international | | | | |
| ... | ... | ... | 6 000 | 6 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 119 086 000 | ... | 6 000 | 119 092 000 | | Total—Crédit 35 | 119 085 999 | 6 001 | ... | 110 278 000 |
| ... | 119 086 000 | ... | 6 000 | 119 092 000 | | Total du programme—Budgétaire | 119 085 999 | 6 001 | ... | 110 278 000 |
| | | | | | | Commission mixte internationale | | | | |
| ... | 7 340 000 | ... | ... | 7 340 000 | 40 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 126 604 | ... | 126 604 | 40a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 80 000 | 80 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 7 340 000 | 126 604 | 80 000 | 7 546 604 | | Total—Crédit 40 | 7 261 782 | 284 822 | ... | 9 697 522 |
| ... | 644 000 | ... | (103 416) | 540 584 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 540 584 | ... | ... | 563 497 |
| ... | ... | ... | 183 525 | 183 525 | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 183 525 | ... | ... | ... |
| ... | 7 984 000 | 126 604 | 160 109 | 8 270 713 | | Total du programme—Budgétaire | 7 985 891 | 284 822 | ... | 10 261 019 |
| | | | | | | Total du portefeuille ministériel— | | | | |
| 14 699 073 | 4 510 284 519 | 763 509 487 | 32 747 261 | 5 321 240 340 | | Budgétaire | 5 044 228 230 | 263 510 514 | 13 501 596 | 4 430 183 672⁽³⁾ |
| 9 017 855 686 | 6 930 884 | 775 002 | (360 113 855) | 8 665 447 717 | | Non budgétaire | 241 792 024 | 404 103 | 8 423 251 590 | 97 135 007⁽³⁾ |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section I de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Comprend le montant équivalent en dollars canadiens du nombre total d'actions remboursables sur demande de toutes les ententes originales.

⁽³⁾ Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) et Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 4 430 183 672 \$ (budgétaire) et 97 135 007 \$ (non budgétaire), Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères), et 185 952 711 \$ (budgétaire) et 565 699 729 \$ (non budgétaire), Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international).

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Coopération et sécurité internationales | 288 239 100 | 270 498 045 | 8 030 500 | 7 491 436 | 574 267 465 | 442 262 811 | ... | ... | ... | ... | 870 537 065 | 720 252 292 |
| Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires) | 85 012 066 | 78 283 598 | 2 533 800 | 2 367 570 | 80 000 | 80 000 | 2 600 000 | 2 085 779 | ... | ... | 85 025 866 | 78 645 389 |
| Diplomatie ouverte | 136 544 490 | 120 049 856 | 3 491 500 | 3 370 719 | 46 604 500 | 44 680 435 | 2 303 000 | 1 847 519 | ... | ... | 184 337 490 | 166 253 491 |
| Services ministériels— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 284 700 845 | 284 864 116 | 106 504 822 | 105 510 832 | 175 466 | 175 466 | 16 390 000 | 13 148 432 | ... | ... | 374 991 133 | 377 401 982 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 43 157 808 | 6 712 749 | 43 157 808 | 6 712 749 |
| Services aux ministères partenaires | 347 587 846 | 311 097 000 | 11 223 100 | 8 908 800 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 358 810 946 | 320 005 800 |
| Services de passeports | 181 361 607 | 166 944 139 | ... | ... | ... | ... | 166 181 556 | 164 469 017 | ... | ... | 15 180 051 | 2 475 122 |
| Sous-total— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 1 323 445 954 | 1 231 736 754 | 131 783 722 | 127 649 357 | 621 127 431 | 487 198 712 | 187 474 556 | 181 550 747 | ... | ... | 1 888 882 551 | 1 665 034 076 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 43 157 808 | 6 712 749 | 43 157 808 | 6 712 749 |
| Revenus affectés aux dépenses | (187 474 556) | (181 550 747) | ... | ... | ... | ... | (187 474 556) | (181 550 747) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 1 135 971 398 | 1 050 186 007 | 131 783 722 | 127 649 357 | 621 127 431 | 487 198 712 | ... | ... | ... | ... | 1 888 882 551 | 1 665 034 076 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 43 157 808 | 6 712 749 | 43 157 808 | 6 712 749 |
| Agence canadienne de développement international | | | | | | | | | | | | |
| Programmes géographiques | 70 973 836 | 67 875 318 | ... | ... | 1 064 561 542 | 1 063 496 601 | ... | ... | ... | ... | 1 135 535 378 | 1 131 371 919 |
| Pays en transition | 9 032 414 | 8 756 066 | ... | ... | 90 989 521 | 90 905 412 | ... | ... | ... | ... | 100 021 935 | 99 661 478 |
| Programmes multilatéraux— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 81 497 544 | 81 452 942 | ... | ... | 1 567 346 932 | 1 537 344 073 | ... | ... | ... | ... | 1 648 844 476 | 1 618 797 015 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 8 622 289 909 | 235 079 275 | 8 622 289 909 | 235 079 275 |
| Partenariat canadien | 16 474 959 | 15 371 802 | ... | ... | 263 542 588 | 263 491 437 | ... | ... | ... | ... | 280 017 547 | 278 863 239 |
| Politiques | 16 940 469 | 15 745 084 | ... | ... | 10 907 000 | 10 555 231 | ... | ... | ... | ... | 27 847 469 | 26 300 315 |
| Communications | 10 092 463 | 10 067 135 | ... | ... | 4 325 790 | 4 322 608 | ... | ... | ... | ... | 14 418 253 | 14 389 743 |
| Services généraux | 96 508 952 | 81 424 555 | ... | ... | 1 801 066 | 1 314 000 | ... | ... | ... | ... | 98 310 018 | 82 738 555 |
| Total du programme— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 301 520 637 | 280 692 902 | ... | ... | 3 003 474 439 | 2 971 429 362 | ... | ... | ... | ... | 3 304 995 076 | 3 252 122 264 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 8 622 289 909 | 235 079 275 | 8 622 289 909 | 235 079 275 |
| Centre de recherches pour le développement international— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 119 092 000 | 119 085 999 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 119 092 000 | 119 085 999 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|--|----------------------|----------------------|--------------------|--------------------|----------------------|----------------------|-----|-----|-----|----------------------|--------------------|----------------------|----------------------|
| Commission mixte internationale | | | | | | | | | | | | | |
| Opération et administration du bureau de la section canadienne | 6 041 907 | 5 766 214 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 041 907 | 5 766 214 |
| Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs | 2 228 806 | 2 219 677 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 228 806 | 2 219 677 |
| Total du programme—Budgétaire | 8 270 713 | 7 985 891 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 8 270 713 | 7 985 891 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 1 564 854 748 | 1 457 950 799 | 131 783 722 | 127 649 357 | 3 624 601 870 | 3 458 628 074 | ... | ... | ... | ... | ... | 5 321 240 340 | 5 044 228 230 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 8 665 447 717 | 241 792 024 | 8 665 447 717 | 241 792 024 |

Paiements de transfert

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|----------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Ministère | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| | | | | | Coopération et sécurité internationales | | | | |
| ... | 60 000 | ... | ... | 60 000 | Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture | 60 000 | ... | ... | 60 000 |
| ... | 8 952 779 | 983 070 | ... | 9 935 849 | Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil | 9 865 875 | 69 974 | ... | 8 952 679 |
| ... | 4 873 100 | ... | 4 | 4 873 104 | Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique | 4 873 104 | ... | ... | 4 873 104 |
| ... | ... | 4 150 000 | (719 750) | 3 430 250 | Subventions à l'appui des activités liées au déminage et aux débris de guerre explosifs | 3 427 603 | 2 647 | ... | 2 642 463 |
| ... | 13 885 879 | 5 133 070 | (719 746) | 18 299 203 | | 18 226 582 | 72 621 | ... | 16 528 246 |
| ... | 14 200 000 | 228 773 | (465 000) | 13 963 773 | Diplomatie ouverte | | | | |
| ... | 9 814 000 | 457 727 | ... | 10 271 727 | Subventions dans le domaine des relations avec les universités | 13 950 664 | 13 109 | ... | 14 435 459 |
| ... | 4 000 | ... | ... | 4 000 | Subventions dans le domaine des relations culturelles | 10 229 771 | 41 956 | ... | 12 216 259 |
| ... | ... | 20 000 000 | ... | 20 000 000 | Office du baccalauréat international | ... | 4 000 | ... | 4 000 |
| ... | 24 018 000 | 20 686 500 | (465 000) | 44 239 500 | Subvention au Forum des fédérations pour l'amélioration de l'apprentissage et des échanges sur les valeurs et les possibilités du fédéralisme au Canada et à l'étranger | 20 000 000 | ... | ... | ... |
| ... | 20 000 | ... | ... | 20 000 | Services ministériels | | | | |
| ... | 250 000 | ... | (94 534) | 155 466 | Association de la communauté du service extérieur | 20 000 | ... | ... | 20 000 |
| ... | 270 000 | ... | (94 534) | 175 466 | (S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> | 155 466 | ... | ... | 132 383 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Promotion du commerce international | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 3 765 000 |
| ... | 38 173 879 | 25 819 570 | (1 279 280) | 62 714 169 | Total—Subventions | 62 582 483 | 131 686 | ... | 47 101 347 |
| | | | | | Contributions | | | | |
| ... | 35 000 | ... | 4 000 | 39 000 | Coopération et sécurité internationales | | | | |
| ... | 393 000 | ... | 62 000 | 455 000 | Organisations internationales de produits de base (22 995 euros) | 38 865 | 135 | ... | 35 116 |
| ... | 889 000 | ... | ... | 889 000 | Organisation mondiale des douanes (261 943 euros) | 452 793 | 2 207 | ... | 403 932 |
| ... | 6 094 000 | ... | 800 000 | 6 894 000 | Agence internationale de l'énergie (591 721 euros) | 884 314 | 4 686 | ... | 926 991 |
| | | | | | Organisation mondiale du commerce (6 164 062 francs suisses) | 6 797 404 | 96 596 | ... | 6 581 761 |

| | | | | | | | | | |
|-----|-------------|------------|-------------|-------------|--|-------------|------------|-----|------------|
| ... | 10 549 000 | ... | 154 550 | 10 703 550 | Organisation de coopération et de développement économiques (7 025 487 euros) | 10 703 550 | ... | ... | 10 508 000 |
| ... | 227 000 | ... | ... | 227 000 | Organisation de coopération et de développement économiques— Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (151 055 euros) | 227 000 | ... | ... | 148 000 |
| ... | 438 000 | ... | 140 000 | 578 000 | Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (291 896 euros) | 574 199 | 3 801 | ... | 533 940 |
| ... | 451 000 | ... | 40 000 | 491 000 | Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (455 790 francs suisses) | 473 520 | 17 480 | ... | 482 454 |
| ... | 485 000 | ... | ... | 485 000 | Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (348 900 \$ US) | 426 077 | 58 923 | ... | 528 076 |
| ... | 60 000 | ... | 10 000 | 70 000 | Entente de Wassenaar (39 864 euros) | 68 867 | 1 133 | ... | 68 386 |
| ... | 4 240 000 | ... | ... | 4 240 000 | Contributions au Bureau canadien du mécanisme pour un développement propre et de l'application conjointe | 2 439 150 | 1 800 850 | ... | 4 370 000 |
| ... | 925 000 | ... | ... | 925 000 | Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement | 925 000 | ... | ... | 925 000 |
| ... | 2 488 000 | ... | 27 500 | 2 515 500 | Accords environnementaux internationaux | 2 512 956 | 2 544 | ... | 2 464 760 |
| ... | 628 000 | 530 000 | (62 500) | 1 095 500 | Secrétariat permanent de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique | 1 039 320 | 56 180 | ... | 1 256 000 |
| ... | 11 776 000 | ... | 662 801 | 12 438 801 | Agence intergouvernementale de la Francophonie (7 842 339 euros) | 12 438 801 | ... | ... | 12 052 507 |
| ... | 1 413 000 | ... | 126 817 | 1 539 817 | Fondation du Commonwealth (640 307 livres sterling) | 1 539 817 | ... | ... | 1 400 075 |
| ... | 5 125 000 | ... | 428 566 | 5 553 566 | Secrétariat du Commonwealth (2 322 666 livres sterling) | 5 538 231 | 15 335 | ... | 5 285 977 |
| ... | 1 552 000 | ... | 148 000 | 1 700 000 | Programme du Commonwealth pour la jeunesse (703 536 livres sterling) | 1 673 079 | 26 921 | ... | 1 553 970 |
| ... | 15 573 000 | ... | (2 659 600) | 12 913 400 | Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (11 206 800 \$ US) | 12 389 820 | 523 580 | ... | 13 068 321 |
| ... | 2 035 000 | ... | ... | 2 035 000 | Organisation de l'aviation civile internationale (1 464 527 \$ US) | 1 786 604 | 248 396 | ... | 1 503 591 |
| ... | 10 192 000 | ... | 440 807 | 10 632 807 | Organisation internationale du travail (7 334 822 \$ US) | 10 632 807 | ... | ... | 9 236 480 |
| ... | 447 000 | ... | ... | 447 000 | Organisation maritime internationale (202 600 livres sterling) | 422 650 | 24 350 | ... | 402 419 |
| ... | 17 706 000 | ... | 136 267 | 17 842 267 | Organisation du traité de l'Atlantique Nord— Administration civile (11 791 400 euros) | 17 047 650 | 794 617 | ... | 14 309 518 |
| ... | 1 655 000 | ... | (1 655 000) | ... | Programmes scientifiques (1 102 100 euros) | ... | ... | ... | 1 756 167 |
| ... | 542 000 | ... | 238 000 | 780 000 | Activités de la francophonie internationale | 760 702 | 19 298 | ... | 539 535 |
| ... | 71 000 | ... | 18 842 | 89 842 | Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (30 939 895 CFA) | 89 842 | ... | ... | 82 859 |
| ... | 30 000 | ... | ... | 30 000 | Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones | 30 000 | ... | ... | 30 000 |
| ... | 12 096 000 | ... | ... | 12 096 000 | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (8 704 700 \$ US) | 11 312 346 | 783 654 | ... | 11 592 124 |
| ... | 75 230 000 | ... | (3 083 106) | 72 146 894 | Organisation des Nations Unies (54 137 811 \$ US) | 71 173 313 | 973 581 | ... | 62 804 292 |
| ... | 16 513 000 | ... | ... | 16 513 000 | Organisation mondiale de la santé (11 883 454 \$ US) | 14 883 072 | 1 629 928 | ... | 12 804 064 |
| ... | 110 622 000 | 95 642 290 | 2 590 360 | 208 854 650 | Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (79 606 932 \$ US) | 126 713 199 | 82 141 451 | ... | 77 774 318 |
| ... | 8 140 000 | (640 000) | ... | 7 500 000 | Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie | 7 500 000 | ... | ... | 7 500 000 |
| ... | 2 842 000 | ... | 524 997 | 3 366 997 | Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (1 892 625 euros) | 3 365 054 | 1 943 | ... | 3 207 964 |
| ... | 17 631 000 | ... | (4 568 000) | 13 063 000 | Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (11 741 560 euros) | 6 396 176 | 6 666 824 | ... | 21 059 363 |
| ... | 568 000 | ... | (260 004) | 307 996 | Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (408 474 \$ US) | 122 701 | 185 295 | ... | 738 366 |
| ... | 3 691 000 | ... | 120 000 | 3 811 000 | Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (2 655 860 \$ US) | 3 750 089 | 60 911 | ... | 3 016 438 |
| ... | 600 000 | ... | ... | 600 000 | Soutien des intérêts du Canada à l'étranger | 497 102 | 102 898 | ... | 383 934 |
| ... | 993 000 | (135 500) | (160 000) | 697 500 | Appui de la consultation, de la recherche et de l'information sur la politique étrangère | 644 959 | 52 541 | ... | 657 603 |

Paiements de transfert—Suite

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| ... | 4 725 000 | ... | ... | 4 725 000 | Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (3 400 073 \$ US) | 4 226 291 | 498 709 | ... | 4 541 818 |
| ... | 1 245 000 | ... | ... | 1 245 000 | Commission du parc international Roosevelt de Campobello (896 000 \$ US) | 1 153 280 | 91 720 | ... | 1 076 547 |
| ... | 12 822 000 | ... | ... | 12 822 000 | Organisation des états américains (9 227 100 \$ US) | 11 951 782 | 870 218 | ... | 12 793 754 |
| ... | 958 000 | ... | ... | 958 000 | Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (638 200 euros) | 824 450 | 133 550 | ... | 980 569 |
| ... | 49 000 | ... | 1 000 | 50 000 | Cour permanente d'arbitrage (32 920 euros) | 49 172 | 828 | ... | 31 059 |
| ... | 16 000 | ... | ... | 16 000 | Commission internationale d'établissement des faits (10 711 euros) | 15 006 | 994 | ... | 24 671 |
| ... | 1 981 000 | ... | (200 000) | 1 781 000 | Contributions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique | 1 676 263 | 104 737 | ... | 1 894 095 |
| ... | 5 854 700 | 639 000 | (28 400) | 6 465 300 | Programme de stages internationaux pour les jeunes | 6 465 234 | 66 | ... | 6 060 000 |
| ... | 6 500 000 | ... | 3 284 900 | 9 784 900 | Programme de consolidation de la paix et de sécurité humaine | 9 778 432 | 6 468 | ... | 8 710 713 |
| ... | 1 700 000 | ... | (727 800) | 972 200 | Volet nordique de la politique étrangère du Canada | 972 119 | 81 | ... | 999 938 |
| ... | 18 056 000 | (6 279 949) | 1 198 463 | 12 974 514 | Contributions pour des initiatives liées à la destruction, à l'élimination ou à la sécurisation d'armes de destruction massive | 4 326 558 | 8 647 956 | ... | ... |
| ... | 1 500 000 | ... | 500 000 | 2 000 000 | Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues | 2 000 000 | ... | ... | 1 464 070 |
| ... | 1 400 000 | ... | (500 000) | 900 000 | Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues | 872 100 | 27 900 | ... | 599 834 |
| ... | 1 828 000 | ... | 4 568 000 | 6 396 000 | Cour pénale internationale | 6 329 142 | 66 858 | ... | 5 212 187 |
| ... | 5 932 000 | (3 850 000) | 649 550 | 2 731 550 | Fonds canadien sur les mines antipersonnelles | 2 730 201 | 1 349 | ... | 4 031 508 |
| ... | 200 000 | ... | ... | 200 000 | Fondation canadienne pour les Amériques | 200 000 | ... | ... | 150 000 |
| ... | 20 000 | ... | ... | 20 000 | Société royale du Commonwealth du Canada | 20 000 | ... | ... | 20 000 |
| ... | 10 055 000 | ... | 1 248 736 | 11 303 736 | Agence internationale de l'énergie atomique (7 236 000 \$ US) | 11 298 738 | 4 998 | ... | 9 115 454 |
| ... | 29 000 000 | (8 111 331) | (5 200 000) | 15 688 669 | Contributions dans le cadre du programme Partenariat mondial du G8 pour la destruction, la liquidation ou la sécurisation d'armes et de matériel de destruction massive dans la Fédération de la Russie et dans les autres pays de l'ancienne Union soviétique dans les secteurs d'activité suivants : | 370 410 | 15 318 259 | ... | 57 455 000 ⁽¹⁾ |
| ... | ... | 18 781 665 | ... | 18 781 665 | La destruction des armes chimiques | 9 457 695 | 9 323 970 | ... | ... |
| ... | ... | 3 800 000 | 5 200 000 | 9 000 000 | Le démantèlement des sous-marins nucléaires | 9 000 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 400 000 | ... | 400 000 | La sécurité radiologique et nucléaire | ... | 400 000 | ... | ... |
| ... | ... | 919 250 | ... | 919 250 | Le fonds des projets spéciaux du Partenariat mondial | 877 680 | 41 570 | ... | ... |
| ... | ... | 520 891 | ... | 520 891 | Tribunal international du droit de la mer | 425 147 | 95 744 | ... | ... |
| ... | ... | 420 000 | ... | 420 000 | Autorité internationale des fonds marins | 420 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 325 500 | ... | 325 500 | Programme international de contributions à la catégorie du changement climatique | 325 500 | ... | ... | 420 000 |
| ... | 448 786 700 | 102 961 816 | 4 219 746 | 555 968 262 | Centres d'éducation canadiens | 424 036 229 | 131 932 033 | ... | 407 573 518 |
| ... | 80 000 | ... | ... | 80 000 | Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires) | 80 000 | ... | ... | 80 000 |
| ... | 5 400 000 | ... | (3 035 000) | 2 365 000 | Service social international Canada | 500 000 | 1 865 000 | ... | ... |
| | | | | | Diplomatie ouverte | | | | |
| | | | | | Contribution à la Maison des étudiants canadiens | | | | |

| | | | | | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|----------------------|--------------------|---|--------------------|--------------------|-----|--------------------|
| ... | ... | ... | ... | ... | Promotion du commerce international | ... | ... | ... | 14 530 276 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | ... |
| ... | 454 266 700 | 102 961 816 | 1 184 746 | 558 413 262 | Total—Contributions | 424 616 229 | 133 797 033 | ... | 422 183 794 |
| Sommaire du ministère par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | 462 672 579 | 108 094 886 | 3 500 000 | 574 267 465 | Coopération et sécurité internationales | 442 262 811 | 132 004 654 | ... | 424 101 764 |
| ... | 80 000 | ... | ... | 80 000 | Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires) | 80 000 | ... | ... | 80 000 |
| ... | 29 418 000 | 20 686 500 | (3 500 000) | 46 604 500 | Diplomatie ouverte | 44 680 435 | 1 924 065 | ... | 26 655 718 |
| ... | 270 000 | ... | (94 534) | 175 466 | Services ministériels | 175 466 | ... | ... | 152 383 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Promotion du commerce international | ... | ... | ... | 18 295 276 |
| ... | 492 440 579 | 128 781 386 | (94 534) | 621 127 431 | Total du ministère | 487 198 712 | 133 928 719 | ... | 469 285 141 |
| Agence canadienne de développement international | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Programmes géographiques | | | | | | | | | |
| ... | 345 600 000 | 42 213 035 | (101 916 000) | 285 897 035 | Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales | 285 793 241 | 103 794 | ... | 272 505 796 |
| ... | 2 000 000 | ... | (161 493) | 1 838 507 | Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que d'institutions, d'organisations et d'organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement | 1 700 000 | 138 507 | ... | 2 700 000 |
| ... | 13 500 000 | ... | (8 000 000) | 5 500 000 | Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels | 4 750 000 | 750 000 | ... | 15 450 000 |
| ... | 361 100 000 | 42 213 035 | (110 077 493) | 293 235 542 | | 292 243 241 | 992 301 | ... | 290 655 796 |
| Pays en transition | | | | | | | | | |
| ... | 4 000 000 | ... | 9 060 000 | 13 060 000 | Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales | 13 060 000 | ... | ... | 11 495 000 |
| ... | 2 000 000 | ... | 2 475 000 | 4 475 000 | Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels | 4 475 000 | ... | ... | 6 517 772 |
| ... | 6 000 000 | ... | 11 535 000 | 17 535 000 | | 17 535 000 | ... | ... | 18 012 772 |

Paiements de transfert—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Programmes multilatéraux | | | | |
| ... | 155 065 000 | 351 620 000 | 44 910 000 | 551 595 000 | Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales | 551 593 565 | 1 435 | ... | 136 949 297 |
| ... | 158 127 000 | 281 300 000 | (47 752 472) | 391 674 528 | Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que d'institutions, d'organisations et d'organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement | 367 366 305 | 24 308 223 | ... | 189 250 643 |
| ... | 115 775 000 | 125 700 000 | (15 470 000) | 226 005 000 | Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activité et d'appels | 220 376 246 | 5 628 754 | ... | 155 156 499 |
| ... | 428 967 000 | 758 620 000 | (18 312 472) | 1 169 274 528 | | 1 139 336 116 | 29 938 412 | ... | 481 356 439 |
| | | | | | Partenariat canadien | | | | |
| ... | 600 000 | 1 000 000 | (800 000) | 800 000 | Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales | 800 000 | ... | ... | 875 000 |
| ... | 99 772 000 | (69 000 000) | (2 441 656) | 28 330 344 | Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités | 28 310 064 | 20 280 | ... | 29 182 555 |
| ... | 8 005 000 | 2 431 000 | (2 389 619) | 8 046 381 | Aide au développement pour l'éducation et la formation des particuliers | 8 046 381 | ... | ... | 8 242 407 |
| ... | 108 377 000 | (65 569 000) | (5 631 275) | 37 176 725 | | 37 156 445 | 20 280 | ... | 38 299 962 |

| | | | | | | | | | |
|--------------------------|--------------------|--------------------|----------------------|----------------------|---|----------------------|-------------------|-----|--------------------|
| Politiques | | | | | | | | | |
| ... | 11 488 000 | ... | (8 625 000) | 2 863 000 | Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide à des institutions financières internationales | 2 512 112 | 350 888 | ... | 2 231 070 |
| ... | ... | ... | 1 611 000 | 1 611 000 | Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités | 1 610 481 | 519 | ... | 3 009 360 |
| ... | 11 488 000 | ... | (7 014 000) | 4 474 000 | | 4 122 593 | 351 407 | ... | 5 240 430 |
| ... | 915 932 000 | 735 264 035 | (129 500 240) | 1 521 695 795 | Total—Subventions | 1 490 393 395 | 31 302 400 | ... | 833 565 399 |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Programmes géographiques | | | | | | | | | |
| ... | 972 435 000 | (169 360 000) | (32 360 000) | 770 715 000 | Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernement des autres pays donateurs et à des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement | 770 642 923 | 72 077 | ... | 709 967 548 |
| ... | ... | ... | 611 000 | 611 000 | Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités | 610 437 | 563 | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 161 178 |
| ... | 972 435 000 | (169 360 000) | (31 749 000) | 771 326 000 | | 771 253 360 | 72 640 | ... | 710 128 726 |
| Pays en transition | | | | | | | | | |
| ... | 95 676 000 | (22 000 000) | (221 479) | 73 454 521 | Contributions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique | 73 370 412 | 84 109 | ... | 85 086 102 |

Paielements de transfert—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|--------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Programmes multilatéraux | | | | |
| ... | 165 000 | ... | 1 451 000 | 1 616 000 | Aide au développement à l'appui des activités, des programmes, des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales | 1 615 752 | 248 | ... | 1 451 093 |
| ... | 67 769 000 | ... | 47 950 000 | 115 719 000 | Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, d'entreprises privées et de citoyens canadiens, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement | 115 717 244 | 1 756 | ... | 122 120 449 |
| ... | 1 200 000 | ... | ... | 1 200 000 | Contribution à la Banque interaméricaine de développement | 1 138 508 | 61 492 | ... | 1 162 372 |
| ... | 100 000 | ... | 12 995 000 | 13 095 000 | Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, et d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations de programmes, de projets, d'activités et d'appels | 13 094 049 | 951 | ... | 4 724 119 |
| ... | ... | ... | 750 000 | 750 000 | Encouragements à des investisseurs, institutions et organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle | 750 000 | ... | ... | 750 000 |
| ... | 69 234 000 | ... | 63 146 000 | 132 380 000 | | 132 315 553 | 64 447 | ... | 130 208 033 |
| | | | | | Partenariat canadien | | | | |
| ... | 95 908 000 | 2 000 000 | 92 047 863 | 189 955 863 | Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités | 189 955 863 | ... | ... | 189 032 076 |

| | | | | | | | | | |
|-------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|--|----------------------|----------------|------------|----------------------|
| ... | 57 060 000 | (19 000 000) | (1 650 000) | 36 410 000 | Encouragements à des entreprises privées, des investisseurs, des institutions et des organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle | 36 379 129 | 30 871 | ... | 54 564 496 |
| ... | 152 968 000 | (17 000 000) | 90 397 863 | 226 365 863 | | 226 334 992 | 30 871 | ... | 243 596 572 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Politiques | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 1 495 000 | 1 495 000 | Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales | 1 495 000 | ... | ... | 1 475 200 |
| ... | ... | ... | 4 938 000 | 4 938 000 | Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités | 4 937 638 | 362 | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 3 501 542 |
| ... | ... | ... | 6 433 000 | 6 433 000 | | 6 432 638 | 362 | ... | 4 976 742 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Communications | | | | | | | | | |
| ... | 4 633 000 | ... | (307 210) | 4 325 790 | Contributions à l'appui du programme d'information sur le développement versées aux organisations canadiennes ou internationales de communication, à d'autres ministères fédéraux ou aux administrations provinciales ou municipales, à des radiodiffuseurs et des producteurs et aux gouvernements, institutions, organisations, organismes et personnes d'autres pays donateurs en vue de la production et la diffusion d'information sur le développement et de matériel éducatif et de la réalisation d'activités connexes | 4 322 608 | 3 182 | ... | 3 869 840 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Services généraux | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 1 311 000 | 1 311 000 | Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités | 1 311 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 490 066 | 490 066 | Contributions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique | 3 000 | 487 066 | ... | ... |
| ... | ... | ... | 1 801 066 | 1 801 066 | | 1 314 000 | 487 066 | ... | ... |
| ... | 1 294 946 000 | (208 360 000) | 129 500 240 | 1 216 086 240 | Total—Contributions | 1 215 343 563 | 742 677 | ... | 1 177 866 015 |
| ----- | | | | | | | | | |

Paielements de transfert—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|--------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| | | | | | Autres paiements de transfert | | | | |
| | | | | | Programmes multilatéraux | | | | |
| | | | | | (S) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) | | | | |
| ... | 221 285 000 | 44 545 000 | (137 596) | 265 692 404 | | 265 692 404 | ... | ... | 232 597 961 |
| | | | | | Sommaire du programme par secteur d'activité | | | | |
| ... | 1 333 535 000 | (127 146 965) | (141 826 493) | 1 064 561 542 | Programmes géographiques | 1 063 496 601 | 1 064 941 | ... | 1 000 784 522 |
| ... | 101 676 000 | (22 000 000) | 11 313 521 | 90 989 521 | Pays en transition | 90 905 412 | 84 109 | ... | 103 098 874 |
| ... | 719 486 000 | 803 165 000 | 44 695 932 | 1 567 346 932 | Programmes multilatéraux | 1 537 344 073 | 30 002 859 | ... | 844 162 433 |
| ... | 261 345 000 | (82 569 000) | 84 766 588 | 263 542 588 | Partenariat canadien | 263 491 437 | 51 151 | ... | 281 896 534 |
| ... | 11 488 000 | ... | (581 000) | 10 907 000 | Politiques | 10 555 231 | 351 769 | ... | 10 217 172 |
| ... | 4 633 000 | ... | (307 210) | 4 325 790 | Communications | 4 322 608 | 3 182 | ... | 3 869 840 |
| ... | ... | ... | 1 801 066 | 1 801 066 | Services généraux | 1 314 000 | 487 066 | ... | ... |
| ... | 2 432 163 000 | 571 449 035 | (137 596) | 3 003 474 439 | Total du programme | 2 971 429 362 | 32 045 077 | ... | 2 244 029 375 |
| ... | 2 924 603 579 | 700 230 421 | (232 130) | 3 624 601 870 | Total du portefeuille ministériel | 3 458 628 074 | 165 973 796 | ... | 2 713 314 516 |

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) En 2003-2004, les "Contributions dans le cadre du programme Partenariat mondial du G8 pour la destruction, la liquidation ou la sécurisation d'armes et de matériel de destruction massive dans la Fédération de la Russie et dans les autres pays de l'ancienne Union soviétique" étaient présentées globalement. En 2004-2005, les contributions sont distribuées dans différents champs d'activité.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|--|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires) | | | |
| Droits consulaires spécialisés | 2 600 000 | 2 085 779 | 2 520 644 |
| Diplomatie ouverte | | | |
| Centres canadiens d'enseignement | 1 103 000 | 347 519 | 420 000 |
| Programme d'échanges internationaux visant la jeunesse | 1 200 000 | 1 500 000 | 1 270 178 |
| | 2 303 000 | 1 847 519 | 1 690 178 |
| Services ministériels | | | |
| Services internationaux de télécommunication | 2 090 000 | 1 418 669 | 1 291 328 |
| Services de formation par l'Institut canadien du service extérieur | 5 000 000 | 4 487 645 | 4 581 622 |
| Services immobiliers à l'étranger | 9 300 000 | 7 242 118 | 9 489 757 |
| | 16 390 000 | 13 148 432 | 15 362 707 |
| Services de passeports | | | |
| Frais de passeports | 166 181 556 | 164 469 017 | 153 779 528 |
| Total budgétaire | 187 474 556 | 181 550 747 | 173 353 057 |
| Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées) | | | |
| Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger | ... | 3 324 581 | 8 915 822 |
| Avances au financement des missions à l'étranger | ... | 613 404 962 | 693 917 206 |
| Total non budgétaire | ... | 616 729 543 | 702 833 028 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | |
| Budgétaire | 187 474 556 | 181 550 747 | 173 353 057⁽¹⁾ |
| Non budgétaire | ... | 616 729 543 | 702 833 028⁽¹⁾ |

(1) Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) et Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 173 353 057 \$ (budgétaire) et 702 833 028 \$ (non budgétaire), Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères), et 1 112 655 \$ (budgétaire) et 115 346 869 \$ (non budgétaire), Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international).

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— ⁽¹⁾ | | |
| Prêts, placements et avances— | | |
| Prêts, placements et avances aux gouvernements nationaux— | | |
| Employés affectés à l'étranger | 316 553 | 356 337 |
| Autres | 2 751 | 2 164 |
| Autres comptes— | | |
| Intérêt sur les comptes de banque des délégations | 105 776 | 141 408 |
| | 425 080 | 499 909 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Autres subventions et contributions | 1 157 589 | 5 981 632 |
| Avances comptables | 154 541 | 104 946 |
| Capital | 45 087 | 142 628 |
| Fonctionnement | 1 903 343 | 2 660 954 |
| Divers | 93 336 | 14 742 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 745 701 | 2 515 295 |
| | 4 099 597 | 11 420 197 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Droits et privilèges— | | |
| Ventes de passeports | 166 853 331 | 158 070 873 |
| Location et utilisation de biens publics— | | |
| Co-location | 6 560 758 | 8 208 214 |
| Services de nature réglementaire— | | |
| Autres permis d'importation/exportation | 2 913 387 | 2 520 644 |
| Droits consulaires—Achat de passeports | 57 903 603 | 53 544 851 |
| | 60 816 990 | 56 065 495 |
| Services de nature non réglementaire— | | |
| Revenus tirés d'une activité de crédit net— | | |
| Services divers | 5 726 350 | 8 252 593 |
| Revenus tirés d'une activité de crédit net— | | |
| Services de télécommunications | 661 714 | 465 796 |
| | 6 388 064 | 8 718 389 |
| Autres frais et droits— | | |
| Programme d'échanges internationaux visant la jeunesse | 1 223 496 | 1 396 815 |
| Revenus divers du Bureau des passeports | 2 386 202 | (4 418 123) |
| Dépôt et chèques non touchés | (6 144) | ... |
| Revenus reportés—Frais de bois d'œuvre contingent | 116 | ... |
| Divers | 915 | 448 |
| | 3 604 585 | (3 020 860) |
| | 244 223 728 | 228 042 111 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|--------------------|--------------------|--|--------------------|----------------------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 2 289 802 | 2 505 146 | Commission mixte internationale | | |
| Revenus divers— | | | Autres revenus— | | |
| Produits de la vente d'éléments d'actifs capitalisés— | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Biens immobiliers | 12 380 275 | 6 091 781 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 106 | 25 947 |
| Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice | 3 254 470 | 5 497 277 | Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 26 667 | 1 575 |
| Amendes | ... | 168 500 | | 26 773 | 27 522 |
| Permis d'importation/exportation de bois d'œuvre | ... | 335 046 | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 8 | ... |
| Intérêt sur les comptes débiteurs non fiscaux en souffrance | 78 056 | 179 830 | Revenus divers— | | |
| Autres frais et droits | 4 660 | 807 837 | Quote-part des États-Unis aux dépenses du Bureau régional de Windsor | 616 377 | 543 088 |
| Autres permis d'importation/exportation | ... | 15 987 072 | | | |
| Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions | ... | 2 885 187 | Total du programme | 643 158 | 570 610 |
| Revenus de locations | 18 234 852 | 18 262 888 | | | |
| Vente de publications | 3 172 | 1 645 | Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Services rendus au Bureau des passeports | 4 447 464 | 4 447 464 | Autres revenus | | |
| Divers | 1 365 150 | 551 144 | Revenus de placements | 3 132 533 | 3 069 594 |
| | 39 768 099 | 55 215 671 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 16 810 544 | 42 941 872 |
| Total du ministère | 290 806 306 | 297 683 034 | Ventes de biens et de services | 244 294 780 | 228 009 432 |
| | | | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 2 291 277 | 2 505 486 |
| Agence canadienne de développement international | | | Revenus divers | 117 515 160 | 162 226 515 |
| Autres revenus— | | | | | |
| Revenus de placements— ⁽¹⁾ | | | Total du portefeuille ministériel | 384 044 294 | 438 752 899⁽²⁾ |
| Prêts, placements et avances— | | | | | |
| Aide au développement international—Prêts aux pays en développement | 2 707 453 | 2 569 685 | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 10 919 718 | 28 720 416 | | | |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 1 764 456 | 2 773 737 | | | |
| | 12 684 174 | 31 494 153 | | | |
| Ventes de biens et de services— | | | | | |
| Autres frais et droits— | | | | | |
| Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement | 71 052 | (32 679) | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 1 467 | 340 | | | |
| Revenus divers— | | | | | |
| Gain pour réévaluation à la fin de l'exercice | 76 838 447 | 106 237 845 | | | |
| Divers | 292 237 | 229 911 | | | |
| | 77 130 684 | 106 467 756 | | | |
| Total du programme | 92 594 830 | 140 499 255 | | | |

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) et Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 438 752 899 \$, Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères), et 109 066 140 \$, Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international).

SECTION 3

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)

Ministère

Corporation commerciale canadienne

Exportation et développement Canada

**Secrétariat de l'ALÉNA, section
canadienne**

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 3.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 3.3 |
| Programmes par secteur d'activité | 3.6 |
| Paievements de transfert | 3.7 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés.... | 3.8 |
| Revenus | 3.8 |

Ministère**Objectifs**

Agir au nom du Canada et de tous les Canadiens pour accroître la prospérité économique, l'emploi et l'innovation en encourageant le développement de l'économie canadienne du XXI^e siècle reflétant nos valeurs sociales.

Description des secteurs d'activité*Promotion du commerce international*

Créer des emplois et promouvoir la prospérité au Canada en encourageant les entreprises canadiennes à exploiter tous les débouchés commerciaux à l'échelle internationale et en instaurant au pays un climat favorable aux investissements étrangers et aux échanges technologiques.

Politique commerciale

Créer des emplois et promouvoir la prospérité au Canada grâce à la gestion efficace des relations commerciales du Canada avec les États-Unis et à la libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux dans le monde, par l'adoption de règles claires et équitables.

Promotion de l'investissement

Attirer et retenir la technologie et les investissements étrangers et promouvoir l'investissement à l'étranger afin de créer des emplois et promouvoir la prospérité au Canada.

Services ministériels

Permettre au Ministère d'accomplir sa mission et d'atteindre ses objectifs grâce à la prestation de services de soutien efficaces sur le plan des coûts.

Corporation commerciale canadienne**Objectifs**

En vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne*, le mandat de la Corporation commerciale canadienne (CCC) consiste à aider l'expansion du commerce extérieur du Canada. La loi lui confère un large éventail de pouvoirs, en particulier celui d'effectuer l'exportation de marchandises ou de denrées, en qualité de mandat ou de mandataire, selon les modalités et dans la mesure qu'elle juge utiles. À titre d'organisme de passation de contrats d'exportation du Canada, la mission de la CCC consiste à faire office d'intermédiaire efficace pour le commerce canadien, en réunissant les acheteurs étrangers et les vendeurs canadiens et en permettant de conclure de fructueux contrats d'exportation aux conditions les plus favorables possible.

Exportation et développement Canada**Objectifs**

Soutenir et développer le commerce d'exportation du Canada et la capacité du pays de s'engager dans ce commerce.

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne**Objectifs**

L'objectif du programme de la Section canadienne du Secrétariat de l'ALÉNA consiste à mettre en œuvre les dispositions de règlement des différends de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), de l'Accord de libre-échange Canada-Israël, de l'Accord de libre-échange Canada-Chili et de l'Accord de

libre-échange Canada-Costa Rica, en appuyant les groupes spéciaux institutés en vertu de chacun des accords et en maintenant un greffe de type judiciaire où seront déposées les procédures des groupes spéciaux, des comités et des tribunaux établis aux termes de chacun des accords.

Description des secteurs d'activité*Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne*

Afin de régler les différends résultant de décisions finales sur le dumping, les droits compensateurs et le préjudice, on peut substituer à l'examen judiciaire la procédure de révision par groupe spécial prévue au chapitre 19 de l'ALÉNA. Les différends sur l'interprétation ou l'application de l'ALÉNA (chapitre 20) peuvent être renvoyés à un groupe spécial de cinq membres. Les différends concernant les dispositions de l'ALÉNA sur l'investissement (chapitre 11) et sur les services financiers (chapitre 14) peuvent être soumis au mécanisme de règlement prévu par l'Accord.

La Section canadienne s'occupera de régler les différends aux termes des dispositions de règlement des différends du chapitre 8 de l'Accord de libre-échange Canada-Israël, du chapitre N de l'Accord de libre-échange Canada-Chili et du chapitre XIII de l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica.

Pour l'administration des dispositions sur le règlement des différends, la Section canadienne du Secrétariat de l'ALÉNA fournit des services professionnels et consultatifs aux groupes spéciaux et aux comités, administre un greffe de type judiciaire et coordonne tous les aspects financiers du processus.

Le Secrétariat fournit aussi, au besoin, une aide aux Commissions et appuie les divers comités et groupes de travail non liés au règlement des différends.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 133 047 000 | ... | ... | 133 047 000 | 1 | | | | |
| ... | ... | 16 048 711 | ... | 16 048 711 | 1a | | | | |
| ... | ... | 2 852 909 | ... | 2 852 909 | 1b | | | | |
| ... | ... | ... | 5 000 000 | 5 000 000 | | | | | |
| ... | ... | ... | 357 100 | 357 100 | | | | | |
| ... | ... | ... | 517 000 | 517 000 | | | | | |
| ... | 133 047 000 | 18 901 620 | 5 874 100 | 157 822 720 | | | | | |
| ... | 17 210 000 | ... | ... | 17 210 000 | 5 | | | | |
| ... | ... | 49 500 743 | ... | 49 500 743 | 5a | | | | |
| ... | ... | ... | (5 000 000) | (5 000 000) | | | | | |
| ... | 17 210 000 | 49 500 743 | (5 000 000) | 61 710 743 | | | | | |
| ... | 69 970 | ... | (5 672) | 64 298 | (S) | | | | |
| ... | 18 049 000 | ... | (3 560 714) | 14 488 286 | (S) | | | | |
| ... | ... | ... | 406 358 | 406 358 | (S) | | | | |
| ... | ... | ... | 19 355 | 19 355 | (S) | | | | |
| ... | 168 375 970 | 68 402 363 | (2 266 573) | 234 511 760 | | | | | |
| | | | | | | 208 826 807 | 25 684 953 | ... | 72 738 |
| | | | | | | | | | |
| ... | 16 399 000 | ... | ... | 16 399 000 | 10 | | | | |
| ... | ... | ... | 6 000 | 6 000 | | | | | |
| ... | 16 399 000 | ... | 6 000 | 16 405 000 | | | | | |
| ... | 16 399 000 | ... | 6 000 | 16 405 000 | | | | | |
| 10 000 000 | ... | ... | ... | 10 000 000 | (S) | | | | |
| | | | | | | | | 10 000 000 | ... |
| ... | 16 399 000 | ... | 6 000 | 16 405 000 | | 16 399 000 | 6 000 | ... | 16 274 000 |
| 10 000 000 | ... | ... | ... | 10 000 000 | | ... | ... | 10 000 000 | ... |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------|---|-------------------------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Exportation et développement Canada | | | | | | | | | | |
| ... | 50 000 000 | ... | (50 000 000) | ... | (S) | Une partie de l'autorisation budgétaire autorisée en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (voir ci-dessous) ⁽²⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | 15 501 005 | 15 501 005 | | Virement de l'autorisation non budgétaire ⁽²⁾ | | | | |
| ... | 50 000 000 | ... | (34 498 995) | 15 501 005 | | Total de l'autorisation budgétaire reliée à l'article 24 ⁽²⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | 233 302 472 | 233 302 472 | (S) | 15 501 005 | ... | ... | (23 051 630) | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | 233 302 472 | ... | ... | 180 318 399 | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | ... | ... | ... | 10 220 000 | |
| ... | 50 000 000 | ... | 198 803 477 | 248 803 477 | | Total budgétaire | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | 248 803 477 | ... | ... | 167 486 769 | |
| 516 800 000 | ... | ... | ... | 516 800 000 | (S) | (L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , article 11. Limite 1 500 000 000 \$ (Brut) | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | ... | ... | 516 800 000 | ... | |
| 18 075 934 700 | ... | ... | 18 079 133 740 | 36 155 068 440 | | (L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net) | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | ... | ... | 36 155 068 440 | ... | |
| 4 583 301 000 | 1 487 000 000 | ... | (354 124 609) | 5 716 176 391 | (S) | L'autorisation maximale de 13 000 000 000 \$ en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23 ⁽²⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | 15 501 005 | 15 501 005 | | Moins : partie budgétaire de l'autorisation (voir ci-dessus) ⁽²⁾ | | | | |
| 4 583 301 000 | 1 487 000 000 | ... | (338 623 604) | 5 731 677 396 | | Total de l'autorisation non budgétaire reliée à l'article 24 (Net) ⁽²⁾ | | | | |
| 23 176 035 700 | 1 487 000 000 | ... | 17 740 510 136 | 42 403 545 836 | | 428 913 478 | ... | 5 302 763 918 | 565 699 729 | |
| ... | 50 000 000 | ... | 198 803 477 | 248 803 477 | | Total non budgétaire | | | | |
| 23 176 035 700 | 1 487 000 000 | ... | 17 740 510 136 | 42 403 545 836 | | 428 913 478 | ... | 41 974 632 358 | 565 699 729 | |
| Total du programme— | | | | | | | | | | |
| ... | 50 000 000 | ... | 198 803 477 | 248 803 477 | | Budgétaire | | | | |
| 23 176 035 700 | 1 487 000 000 | ... | 17 740 510 136 | 42 403 545 836 | | 248 803 477 | ... | ... | 167 486 769 | |
| Non budgétaire | | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | 428 913 478 | ... | 41 974 632 358 | 565 699 729 | |
| Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne | | | | | | | | | | |
| ... | 2 751 000 | ... | ... | 2 751 000 | 15 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 105 450 | ... | 105 450 | 15b | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 8 000 | 8 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 2 751 000 | 105 450 | 8 000 | 2 864 450 | | Total—Crédit 15 | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | 1 496 357 | 1 368 093 | ... | 1 973 214 | |

| | | | | | | | | | |
|-----------------------|----------------------|-------------------|-----------------------|-----------------------|--|--------------------|-------------------|-----------------------|-----------------------------------|
| ... | 221 000 | ... | (70 611) | 150 389 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 150 389 | ... | ... | 145 990 |
| ... | 2 972 000 | 105 450 | (62 611) | 3 014 839 | Total du programme—Budgétaire | 1 646 746 | 1 368 093 | ... | 2 119 204 |
| ... | 237 746 970 | 68 507 813 | 196 480 293 | 502 735 076 | Total du portefeuille ministériel— | | | | |
| | | | | | Budgétaire | 475 676 030 | 27 059 046 | ... | 185 952 711 ⁽³⁾ |
| 23 186 035 700 | 1 487 000 000 | ... | 17 740 510 136 | 42 413 545 836 | Non budgétaire | 428 913 478 | ... | 41 984 632 358 | 565 699 729 ⁽³⁾ |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Conformément aux articles 23 et 24 de la *Loi sur le développement des exportations*, l'autorisation maximale de 13 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer le développement des exportations. Cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.

⁽³⁾ Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) et Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 4 430 183 672 \$ (budgétaire) et 97 135 007 \$ (non budgétaire), Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères), et 185 952 711 \$ (budgétaire) et 565 699 729 \$ (non budgétaire), Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international).

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Promotion du commerce international | 83 182 457 | 76 107 810 | ... | ... | 11 754 000 | 10 925 520 | 3 050 000 | 1 147 228 | ... | ... | 91 886 457 | 85 886 102 |
| Politique commerciale | 58 833 563 | 54 843 827 | ... | ... | 49 956 743 | 49 956 743 | ... | ... | ... | ... | 108 790 306 | 104 800 570 |
| Promotion de l'investissement | 6 062 174 | 7 516 416 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 062 174 | 7 516 416 |
| Services ministériels | 27 772 823 | 10 623 719 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 27 772 823 | 10 623 719 |
| Sous-total | 175 851 017 | 149 091 772 | ... | ... | 61 710 743 | 60 882 263 | 3 050 000 | 1 147 228 | ... | ... | 234 511 760 | 208 826 807 |
| Revenus affectés aux dépenses | (3 050 000) | (1 147 228) | ... | ... | ... | ... | (3 050 000) | (1 147 228) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 172 801 017 | 147 944 544 | ... | ... | 61 710 743 | 60 882 263 | ... | ... | ... | ... | 234 511 760 | 208 826 807 |
| Corporation commerciale canadienne— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 16 405 000 | 16 399 000 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 16 405 000 | 16 399 000 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 10 000 000 | ... | 10 000 000 | ... |
| Exportation et développement Canada— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 248 803 477 | 248 803 477 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 248 803 477 | 248 803 477 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 42 403 545 836 | 428 913 478 | 42 403 545 836 | 428 913 478 |
| Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 3 014 839 | 1 646 746 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3 014 839 | 1 646 746 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 441 024 333 | 414 793 767 | ... | ... | 61 710 743 | 60 882 263 | ... | ... | ... | ... | 502 735 076 | 475 676 030 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 42 413 545 836 | 428 913 478 | 42 413 545 836 | 428 913 478 |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|----------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Promotion du commerce international | | | | | | | | | |
| ... | 2 000 000 | ... | (2 000 000) | ... | Subventions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation | ... | ... | ... | ... |
| ... | 500 000 | ... | (344 000) | 156 000 | Politique commerciale | 156 000 | ... | ... | ... |
| ... | 2 500 000 | ... | (2 344 000) | 156 000 | Total—Subventions | 156 000 | ... | ... | ... |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Promotion du commerce international | | | | | | | | | |
| ... | 390 000 | ... | (31 000) | 359 000 | Programme de science et technologie Horizon le monde | 325 122 | 33 878 | ... | ... |
| ... | 9 520 000 | ... | (2 300 000) | 7 220 000 | Contributions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation | 7 206 812 | 13 188 | ... | ... |
| ... | 4 800 000 | (300 000) | (325 000) | 4 175 000 | Contributions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation—Investissement | 3 393 586 | 781 414 | ... | ... |
| ... | 14 710 000 | (300 000) | (2 656 000) | 11 754 000 | | 10 925 520 | 828 480 | ... | ... |
| ... | ... | 49 800 743 | ... | 49 800 743 | Politique commerciale | 49 800 743 | ... | ... | ... |
| ... | 14 710 000 | 49 500 743 | (2 656 000) | 61 554 743 | Total—Contributions | 60 726 263 | 828 480 | ... | ... |
| Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | 16 710 000 | (300 000) | (4 656 000) | 11 754 000 | Promotion du commerce international | 10 925 520 | 828 480 | ... | ... |
| ... | 500 000 | 49 800 743 | (344 000) | 49 956 743 | Politique commerciale | 49 956 743 | ... | ... | ... |
| ... | 17 210 000 | 49 500 743 | (5 000 000) | 61 710 743 | Total du portefeuille ministériel | 60 882 263 | 828 480 | ... | ... |

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|--|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Promotion du commerce international Foire commerciale et missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement | 3 050 000 | 1 147 228 | 1 112 655 |
| Total du ministère—Budgétaire | 3 050 000 | 1 147 228 | 1 112 655 |
| Exportation et développement Canada | | | |
| Non budgétaires (retrécies disponibles pour être dépensées) | | | |
| Remboursements de prêts | 232 000 000 | 182 381 737 | 115 346 869 |
| Total du programme—Non budgétaire | 232 000 000 | 182 381 737 | 115 346 869 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | |
| Budgétaire | 3 050 000 | 1 147 228 | 1 112 655⁽¹⁾ |
| Non budgétaire | 232 000 000 | 182 381 737 | 115 346 869⁽¹⁾ |

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) et Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 173 353 057 \$ (budgétaire) et 702 833 028 \$ (non budgétaire), Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères), et 1 112 655 \$ (budgétaire) et 115 346 869 \$ (non budgétaire), Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international).

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Autres subventions et contributions | 2 423 777 | ... |
| Capital | 3 362 | ... |
| Divers | 21 324 | ... |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 1 244 | ... |
| | 2 449 707 | ... |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Services de nature non réglementaire— | | |
| Revenus tirés d'une activité de crédit net— | | |
| Services divers | 1 147 228 | ... |
| Autres frais et droits— | | |
| Revenus reportés—Frais de bois d'œuvre contingent | (7 444) | ... |
| | 1 139 784 | ... |
| Revenus divers— | | |
| Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice | 1 | ... |
| Amendes | 3 700 | ... |
| Intérêt sur les comptes débiteurs non fiscaux en souffrance | 94 705 | ... |
| Autres frais et droits | 1 100 | ... |
| Autres permis d'importation/exportation | 18 586 483 | ... |
| Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions | 2 439 949 | ... |
| Vente de publications | 1 336 | ... |
| Divers | 15 | ... |
| | 21 127 289 | ... |
| Total du ministère | 24 716 780 | ... |
| Exportation et développement Canada | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— | | |
| Prêts, placements et avances— | | |
| Expansion du commerce d'exportation—Intérêt | 61 759 208 | 108 952 920 |
| Revenus divers | 2 470 596 | ... |
| Total du programme | 64 229 804 | 108 952 920 |
| Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | ... | 979 |
| Revenus divers | 19 386 | 112 241 |
| Total du programme | 19 386 | 113 220 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|-------------------|----------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus | | |
| Revenus de placements | 61 759 208 | 108 952 920 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 2 449 707 | 979 |
| Ventes de biens et de services | 1 139 784 | ... |
| Revenus divers | 23 617 271 | 112 241 |
| Total du portefeuille ministériel | 88 965 970 | 109 066 140⁽¹⁾ |

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) et Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 438 752 899 \$, Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères), et 109 066 140 \$, Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international).

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère

**Commission canadienne des affaires
polaires**

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité. | 4.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 4.3 |
| Programmes par secteur d'activité | 4.6 |
| Paievements de transfert. | 4.7 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés. | 4.12 |
| Revenus. | 4.12 |

Ministère**Objectifs**

Travailler ensemble pour faire du Canada un meilleur endroit pour les Premières nations, les Inuits et les gens du Nord.

Description des secteurs d'activité*Affaires indiennes et inuites*

En collaboration avec ses partenaires (c.-à-d. les Premières Nations, les Inuits, les gens du Nord, les autres ministères fédéraux, les provinces et les territoires), ce secteur d'activité contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et de programmes liés au capital social, humain, naturel, matériel et économique des Inuits et des citoyens des Premières nations, de leurs familles et de leurs collectivités; honore les obligations et responsabilités constitutionnelles et statutaires du Canada envers les Premières nations et les Inuits et les obligations et responsabilités découlant des traités; conclut des ententes sur le règlement de revendications territoriales globales et particulières acceptées; aide et guide les Premières nations et les Inuits en ce qui a trait aux questions liées à l'environnement, aux terres et aux ressources naturelles; et fait la promotion d'une mesure accrue d'autosuffisance. Ce secteur d'activité favorise aussi la modernisation des structures de gouvernance, le renforcement des institutions de gouvernance locales, régionales et nationales et l'évolution de la capacité d'autonomie administrative; il stimule le développement d'une saine gouvernance et d'institutions efficaces grâce à des mesures législatives, la négociation et la mise en œuvre d'ententes s'inscrivant dans le continuum de l'autonomie gouvernementale et à des mécanismes permettant de régler les différends. En partenariat avec les Premières nations, les Inuits et d'autres intervenants, il favorise l'accès à des services sociaux et éducatifs comparables à ceux dont bénéficient les autres Canadiens dans les mêmes circonstances. Il offre des possibilités de développement

économique, appuie les stratégies de développement économique et les plans communautaires et investit dans des programmes de développement des entreprises, du logement et des infrastructures dans les collectivités.

Affaires du Nord

En collaboration avec ses partenaires (c.-à-d. les Premières nations, les Inuits, les gens du Nord, les autres ministères fédéraux, les provinces et les territoires) et dans le respect des principes du développement durable, ce secteur d'activité favorise l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes liés au développement politique, économique et social du Nord canadien. Il gère la relation entre le Canada et les gouvernements du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, négocie et met en œuvre le transfert aux gouvernements du Nord des responsabilités liées aux ressources naturelles et assure la coordination et l'orientation continues de la gestion des intérêts fédéraux permanents dans le Nord. Il assure également la gestion des ressources naturelles du Nord dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut et l'ensemble des eaux hauturières de l'Arctique ainsi que la protection et la mise en valeur de l'environnement arctique, sur le plan national et international. Il contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la santé humaine, encourage la coopération circumpolaire et fait la promotion d'initiatives liées au changement climatique et de programmes de science et de technologie.

Gestion et administration du ministère

Ce secteur d'activité assure l'orientation des politiques, la gestion des litiges et du risque et le soutien administratif au Ministère par l'entremise de pratiques de la fonction de contrôleur moderne, garantissant la reddition de comptes axée sur les résultats et la promotion de l'apprentissage organisationnel. Il veille à ce que les politiques et les programmes soient avisés, que la main-d'œuvre (les gens) soit efficace et respectueuse, que les services soient axés sur les citoyens et que les

cadres de gestion du risque, de gérance et de reddition de comptes soient bien élaborés.

Bureau de l'interlocuteur fédéral

Fournit du soutien national, provincial, régional et urbain aux Métis, aux Indiens non inscrits et aux Canadiens autochtones vivant en milieu urbain pour les aider à renforcer leurs capacités organisationnelles et leurs mécanismes de responsabilisation envers leurs membres, ainsi que leur capacité de former des partenariats efficaces avec le gouvernement fédéral, les provinces et le secteur privé, afin qu'ils puissent participer efficacement aux projets interministériels et intergouvernementaux dirigés par l'interlocuteur fédéral.

Commission canadienne des affaires polaires**Objectifs**

Favoriser le développement et la diffusion des connaissances relatives aux régions polaires.

Description des secteurs d'activité*Commission canadienne des affaires polaires*

Pour s'acquitter de son mandat, la Commission organisera, parrainera et financera des conférences, des ateliers et des réunions; aidera à mettre en place un réseau d'information polaire qui sera le principal outil pour diffuser de l'information concernant les régions polaires; appuiera et effectuera des études spéciales relatives aux questions polaires; reconnaîtra et soulignera les réalisations et les contributions dans les domaines liés à son mandat; et déposera un rapport annuel au Parlement.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 537 665 000 | ... | ... | 537 665 000 | 1 | | | | |
| ... | ... | 71 313 844 | ... | 71 313 844 | 1a | | | | |
| ... | ... | ... | 4 804 000 | 4 804 000 | | | | | |
| ... | ... | ... | (17 999 999) | (17 999 999) | | | | | |
| ... | 537 665 000 | 71 313 844 | (13 195 999) | 595 782 845 | | 547 084 182 | 48 698 663 | ... | 571 942 787 |
| ... | 17 302 000 | ... | ... | 17 302 000 | 5 | 4 973 262 | 12 328 738 | ... | 6 485 692 |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 6b | | | | |
| ... | ... | ... | 17 999 999 | 17 999 999 | | | | | |
| ... | ... | 1 | 17 999 999 | 18 000 000 | | | | | |
| ... | 4 970 145 900 | ... | ... | 4 970 145 900 | 10 | | | | |
| ... | ... | 11 066 722 | ... | 11 066 722 | 10a | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 10b | | | | |
| ... | 4 970 145 900 | 11 066 723 | ... | 4 981 212 623 | | 4 770 926 881 | 210 285 742 | ... | 4 649 459 813 |
| ... | 27 600 000 | ... | ... | 27 600 000 | 15 | | | | |
| ... | ... | 9 400 000 | ... | 9 400 000 | 15a | | | | |
| ... | 27 600 000 | 9 400 000 | ... | 37 000 000 | | 36 482 581 | 517 419 | ... | 33 542 046 |
| ... | ... | 2 587 674 | ... | 2 587 674 | 26a | | | | |
| ... | ... | ... | 3 229 734 | 3 229 734 | | | | | |
| ... | ... | 2 587 674 | 3 229 734 | 5 817 408 | | 3 652 511 | 2 164 897 | ... | ... |
| ... | ... | 9 500 000 | ... | 9 500 000 | 27a | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 27b | | | | |
| ... | ... | ... | 11 447 533 | 11 447 533 | | | | | |
| ... | ... | 9 500 001 | 11 447 533 | 20 947 534 | | 16 670 722 | 4 276 812 | ... | ... |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 28a Commission des revendications des Indiens— Dépenses du programme—Virement de 5 143 936 \$ du crédit 1 (Conseil privé) Virement du crédit 1 (Conseil privé) | | | | |
| ... | ... | ... | 5 143 936 | 5 143 936 | | | | | |
| ... | ... | 1 | 5 143 936 | 5 143 937 | Total—Crédit 28a | 4 550 683 | 593 254 | ... | ... |
| ... | 69 970 | ... | 2 001 | 71 971 | (S) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien— Traitement et allocation pour automobile | 71 971 | ... | ... | 68 930 |
| ... | 15 000 | ... | (15 000) | ... | (S) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (<i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i>) | ... | ... | ... | ... |
| ... | 2 000 000 | ... | (478 479) | 1 521 521 | (S) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (<i>Loi sur les Indiens</i>) | 1 521 521 | ... | ... | 1 113 883 |
| ... | 1 400 000 | ... | 59 967 | 1 459 967 | (S) Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>) | 1 459 967 | ... | ... | 1 853 474 |
| ... | 148 558 000 | ... | (4 493 326) | 144 064 674 | (S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications terri- toriales globales | 144 064 674 | ... | ... | 143 075 783 |
| ... | 1 472 000 | ... | 3 566 150 | 5 038 150 | (S) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendi- cations territoriales globales pour des redevances sur les ressources | 5 038 150 | ... | ... | 2 583 562 |
| ... | 54 535 000 | ... | (10 977 228) | 43 557 772 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 43 557 772 | ... | ... | 43 820 117 |
| ... | ... | ... | 60 186 | 60 186 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits | 60 186 | ... | ... | ... |
| 32 006 027 | ... | ... | ... | 32 006 027 | (S) Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 \$) | 145 990 | ... | 31 860 037 | 153 654 |
| ... | ... | ... | 2 400 146 | 2 400 146 | (S) Montants adjugés par une cour | 2 400 146 | ... | ... | 2 500 598 |
| ... | ... | ... | 1 190 888 | 1 190 888 | (S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 1 190 888 | ... | ... | 2 680 361 |
| 135 926 | ... | ... | 95 213 | 231 139 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédén- taires de l'État | 108 797 | 27 129 | 95 213 | 61 279 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 125 986 |
| 32 141 953 | 5 760 762 870 | 103 868 244 | 16 035 721 | 5 912 808 788 | Total budgétaire | 5 601 450 069 | 279 403 469 | 31 955 250 | 5 459 467 965 |

| | | | | | | | | | | |
|-------------------|----------------------|--------------------|-------------------|----------------------|------|---|----------------------|--------------------|-------------------|-------------------------------------|
| 48 463 715 | ... | ... | ... | 48 463 715 | L20 | Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> . Limite 48 550 835 \$ (Net) | (17 620) | ... | 48 481 335 | (13 314) |
| ... | 38 103 000 | ... | ... | 38 103 000 | L20 | Prêts à des revendicateurs autochtones (Brut) | 23 111 725 | 14 991 275 | ... | 36 023 311 |
| ... | 35 500 000 | ... | ... | 35 500 000 | L25 | Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique (Brut) | 28 750 708 | 6 749 292 | ... | 27 602 704 |
| 305 503 | ... | ... | ... | 305 503 | L40 | Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et de la <i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 320 000 \$ (Brut) | ... | ... | 305 503 | ... |
| 6 550 860 | ... | ... | ... | 6 550 860 | L55 | Provision à la Caisse de prêts aux Inuits pour les prêts consentis aux Inuits afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> et telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> . Limite 6 633 697 \$ (Net) | ... | ... | 6 550 860 | ... |
| 5 000 000 | ... | ... | ... | 5 000 000 | L81a | Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite 5 000 000 \$ (<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i>) (Net) | ... | ... | 5 000 000 | ... |
| 60 320 078 | 73 603 000 | ... | ... | 133 923 078 | | Total non budgétaire | 51 844 813 | 21 740 567 | 60 337 698 | 63 612 701 |
| 32 141 953 | 5 760 762 870 | 103 868 244 | 16 035 721 | 5 912 808 788 | | Total du ministère— | | | | |
| 60 320 078 | 73 603 000 | ... | ... | 133 923 078 | | Budgétaire | 5 601 450 069 | 279 403 469 | 31 955 250 | 5 459 467 965 |
| | | | | | | Non budgétaire | 51 844 813 | 21 740 567 | 60 337 698 | 63 612 701 |
| | | | | | | Commission canadienne des affaires polaires | | | | |
| ... | 899 000 | ... | ... | 899 000 | 30 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 23 869 | ... | 23 869 | 30a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 9 000 | 9 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 899 000 | 23 869 | 9 000 | 931 869 | | Total—Crédit 30 | 911 935 | 19 934 | ... | 908 641 |
| ... | 74 000 | ... | (8 894) | 65 106 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 65 106 | ... | ... | 63 213 |
| ... | 973 000 | 23 869 | 106 | 996 975 | | Total du programme—Budgétaire | 977 041 | 19 934 | ... | 971 854 |
| 32 141 953 | 5 761 735 870 | 103 892 113 | 16 035 827 | 5 913 805 763 | | Total du portefeuille ministériel— | | | | |
| 60 320 078 | 73 603 000 | ... | ... | 133 923 078 | | Budgétaire | 5 602 427 110 | 279 423 403 | 31 955 250 | 5 460 439 819 ⁽²⁾ |
| | | | | | | Non budgétaire | 51 844 813 | 21 740 567 | 60 337 698 | 63 612 701 ⁽²⁾ |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Au cours de l'année, les 3 programmes ont été amalgamés. Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|---|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Affaires indiennes et inuites— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 430 001 787 | 352 584 290 | 17 302 000 | 4 973 262 | 5 019 690 969 | 4 811 228 297 | ... | ... | ... | ... | 5 466 994 756 | 5 168 785 849 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 133 923 078 | 51 844 813 | 133 923 078 | 51 844 813 |
| Affaires du Nord | 182 000 000 | 179 626 023 | ... | ... | 106 588 295 | 105 223 225 | ... | ... | ... | ... | 288 588 295 | 284 849 248 |
| Gestion et administration du ministère | 124 858 858 | 122 425 839 | ... | ... | 458 000 | 458 000 | ... | ... | ... | ... | 125 316 858 | 122 883 839 |
| Bureau de l'interlocuteur fédéral | 5 817 408 | 3 709 728 | ... | ... | 20 947 534 | 16 670 722 | ... | ... | ... | ... | 26 764 942 | 20 380 450 |
| Commission des revendications des Indiens | 5 143 937 | 4 550 683 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 5 143 937 | 4 550 683 |
| Total du ministère— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 747 821 990 | 662 896 563 | 17 302 000 | 4 973 262 | 5 147 684 798 | 4 933 580 244 | ... | ... | ... | ... | 5 912 808 788 | 5 601 450 069 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 133 923 078 | 51 844 813 | 133 923 078 | 51 844 813 |
| Commission canadienne des affaires polaires— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 986 975 | 967 041 | ... | ... | 10 000 | 10 000 | ... | ... | ... | ... | 996 975 | 977 041 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 748 808 965 | 663 863 604 | 17 302 000 | 4 973 262 | 5 147 694 798 | 4 933 590 244 | ... | ... | ... | ... | 5 913 805 763 | 5 602 427 110 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 133 923 078 | 51 844 813 | 133 923 078 | 51 844 813 |

Paievements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------------|-------------|---|--|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Affaires indiennes et inuites | | | | | | | | | |
| ... | 350 000 | ... | ... | 350 000 | 349 393 | 607 | ... | 335 908 | |
| ... | 341 553 000 | ... | (15 888 150) | 325 664 850 | 174 946 263 | 150 718 587 | ... | 173 495 000 | |
| ... | 140 954 000 | 1 | (39 669 872) | 101 284 129 | 87 014 497 | 14 269 632 | ... | 18 732 989 | |
| ... | 148 558 000 | ... | (4 493 326) | 144 064 674 | 144 064 674 | ... | ... | 143 075 783 | |
| ... | 1 793 000 | ... | ... | 1 793 000 | ... | 1 793 000 | ... | 21 981 681 | |
| ... | 1 000 000 | ... | (754 013) | 245 987 | 238 351 | 7 636 | ... | 1 452 725 | |
| ... | 1 000 000 | ... | ... | 1 000 000 | 282 146 | 717 854 | ... | 1 990 726 | |
| ... | 5 000 000 | ... | ... | 5 000 000 | 5 000 000 | ... | ... | 6 150 000 | |
| ... | 1 569 000 | ... | (1 000 095) | 568 905 | 313 421 | 255 484 | ... | 924 832 | |
| ... | 1 575 000 | ... | ... | 1 575 000 | 1 050 000 | 525 000 | ... | ... | |
| ... | 39 168 000 | ... | ... | 39 168 000 | ... | 39 168 000 | ... | ... | |
| ... | 1 400 000 | ... | 59 967 | 1 459 967 | 1 459 967 | ... | ... | 1 853 474 | |
| ... | 300 000 | ... | ... | 300 000 | 300 000 | ... | ... | 300 000 | |
| ... | 400 000 | ... | (395 414) | 4 586 | 4 586 | ... | ... | 6 082 | |
| ... | 4 500 000 | ... | (3 469 056) | 1 030 944 | 1 030 944 | ... | ... | 2 017 911 | |

Paiements de transfert—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|--|---|--------------------|---|---|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 45 000 | ... | ... | 45 000 | Subventions accordées aux Inuits pour favoriser leur essor culturel | 45 000 | ... | ... | 44 999 |
| ... | 16 621 000 | ... | (9 060 189) | 7 560 811 | Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes démunies qui habitent dans les réserves indiennes | 7 560 811 | ... | ... | ... |
| ... | 136 000 | ... | (127 608) | 8 392 | Subventions aux étudiants et à leurs chaperons pour promouvoir la sensibilisation à la protection contre les incendies dans les écoles dont les bandes et le gouvernement fédéral assurent le fonctionnement | 8 392 | ... | ... | 6 617 |
| ... | 202 288 000 | ... | (75 444 409) | 126 843 591 | Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils de district et aux collectivités inuites pour soutenir leur administration | 126 843 591 | ... | ... | 124 137 818 |
| ... | 44 357 000 | ... | (13 995 506) | 30 361 494 | Paiements aux Premières nations du Yukon en vertu des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale | 30 361 494 | ... | ... | 28 823 617 |
| ... | 3 996 000 | ... | (578) | 3 995 422 | Subventions à la bande indienne sechelte en vertu de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne sechelte</i> | 3 995 422 | ... | ... | 3 920 170 |
| ... | 8 552 000 | ... | (700) | 8 551 300 | Subvention à la bande indienne Miawpukek pour appuyer des programmes désignés | 8 551 300 | ... | ... | 8 383 600 |
| ... | 5 608 000 | ... | (20 528) | 5 587 472 | Subventions à des organismes indiens représentatifs pour appuyer leur administration | 5 587 472 | ... | ... | 5 587 471 |
| ... | 42 424 000 | ... | (3 280 937) | 39 143 063 | Paiements aux organisations autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité | 39 143 063 | ... | ... | 38 072 353 |
| ... | 27 554 000 | ... | 129 555 | 27 683 555 | Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse | 27 683 555 | ... | ... | 27 086 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Élément non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 84 047 308 |
| ... | 1 040 701 000 | 1 | (167 410 859) | 873 290 142 | | 665 834 342 | 207 455 800 | ... | 692 427 064 |
| Affaires du Nord | | | | | | | | | |
| ... | 636 000 | 364 000 | ... | 1 000 000 | Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation en matière de recherche scientifique sur le Nord | 1 000 000 | ... | ... | 636 000 |
| ... | 76 000 | ... | ... | 76 000 | Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques aux fins de la coordination des activités scientifiques sur le Nord entreprises par les universités canadiennes | 76 000 | ... | ... | 76 000 |
| ... | 5 000 | ... | (5 000) | ... | Subventions aux particuliers et aux organisations au titre de la promotion du développement, de l'utilisation et de la conservation sécuritaires des ressources naturelles du Nord | ... | ... | ... | ... |
| ... | 4 500 | ... | ... | 4 500 | Subvention sous forme de prix accordé à une personne considérée comme ayant apporté une contribution remarquable au domaine des sciences nordiques | 4 500 | ... | ... | 4 500 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Élément non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 38 879 |
| ... | 721 500 | 364 000 | (5 000) | 1 080 500 | | 1 080 500 | ... | ... | 755 379 |
| ... | 1 041 422 500 | 364 001 | (167 415 859) | 874 370 642 | Total—Subventions | 666 914 842 | 207 455 800 | ... | 693 182 443 |

| | | | | | Contributions | | | | | |
|-----|---------------|---------|--------------|---------------|---|---------------|-----------|-----|---------------|--|
| | | | | | Affaires indiennes et inuites | | | | | |
| ... | 8 229 000 | ... | 3 858 307 | 12 087 307 | Contributions aux requérants autochtones pour la préparation et la présentation de leurs revendications | 12 087 307 | ... | ... | 10 467 545 | |
| ... | 395 000 | 290 324 | ... | 685 324 | Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour la surveillance de la mise en œuvre de la <i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec</i> | 685 324 | ... | ... | 747 242 | |
| ... | 42 026 000 | ... | (6 997 890) | 35 028 110 | Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre des règlements de revendications territoriales globales | 35 028 110 | ... | ... | 26 373 741 | |
| ... | 3 100 000 | ... | (311 017) | 2 788 983 | Contribution fédérale à la Commission des traités de la Colombie-Britannique et au Sommet des Premières nations pour les coûts de fonctionnement | 2 788 983 | ... | ... | 1 198 983 | |
| ... | 18 750 000 | ... | (4 734 723) | 14 015 277 | Financement s'adressant aux entités ou aux organisations des revendicateurs autochtones pour développer la capacité de négocier | 14 015 277 | ... | ... | 12 974 203 | |
| ... | 6 265 000 | ... | (1 825 000) | 4 440 000 | Contributions aux commissaires de la Commission des traités de la Colombie-Britannique pour appuyer les Premières nations dans le cadre du processus de négociation de la Commission des traités de la Colombie-Britannique | 4 440 000 | ... | ... | 4 224 000 | |
| ... | 250 000 | ... | (50 264) | 199 736 | Paiements à des groupes de requérants pour l'exécution des activités relatives à l'inscription et à la ratification touchant les ententes sur les revendications avant la ratification d'ententes définitives | 199 736 | ... | ... | 895 345 | |
| ... | 2 500 000 | ... | (434 414) | 2 065 586 | Contribution aux Premières nations engagées dans le processus de négociation des traités en Colombie-Britannique, leurs organismes, à la province de la Colombie-Britannique, et aux tiers pour des mesures liées aux traités | 2 065 586 | ... | ... | 895 162 | |
| ... | 15 407 000 | ... | 13 356 510 | 28 763 510 | Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions | 28 763 510 | ... | ... | 24 362 379 | |
| ... | 5 806 000 | ... | (1 004 179) | 4 801 821 | Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription | 4 801 821 | ... | ... | 5 255 325 | |
| ... | 8 943 000 | ... | (1 399 963) | 7 543 037 | Contributions aux provinces, à des sociétés, à des administrations locales, à des Indiens, aux bandes indiennes et à d'autres organismes pour assurer des services de lutte contre les incendies de forêt sur les terres des réserves | 7 543 037 | ... | ... | 9 973 076 | |
| ... | 7 044 000 | ... | (6 058 955) | 985 045 | Contributions destinées à la mise en valeur des ressources | 985 045 | ... | ... | 5 373 539 | |
| ... | 9 000 000 | ... | (9 000 000) | ... | Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés | ... | ... | ... | ... | |
| ... | 15 141 000 | ... | (7 312 543) | 7 828 457 | Contributions pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur la gestion des terres des premières nations</i> | 7 828 457 | ... | ... | ... | |
| ... | 10 004 000 | ... | (4) | 10 003 996 | Contributions à la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour la prestation de programmes et de services aux Autochtones de Terre-Neuve-et-Labrador | 10 003 996 | ... | ... | 12 522 000 | |
| | | | | | Paiements aux Indiens, Inuits et Innus, totalisant 3 687 142 000 \$ devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique, de l'éducation, du développement social, des immobilisations et de l'entretien, et du soutien aux administrations indiennes : | | | | | |
| ... | 128 412 000 | ... | (844 497) | 127 567 503 | Développement économique | 127 567 503 | ... | ... | 129 974 272 | |
| ... | 1 326 687 000 | ... | 26 612 464 | 1 353 299 464 | Éducation | 1 353 299 464 | ... | ... | 1 210 954 899 | |
| ... | 1 142 065 000 | ... | 70 113 027 | 1 212 178 027 | Développement social | 1 212 178 027 | ... | ... | 1 148 947 336 | |
| ... | 965 522 000 | ... | (34 472 258) | 931 049 742 | Immobilisations et entretien | 930 042 870 | 1 006 872 | ... | 935 916 975 | |
| ... | 124 456 000 | ... | 84 850 008 | 209 306 008 | Soutien aux administrations indiennes | 209 306 008 | ... | ... | 196 928 394 | |

Paiements de transfert—Fin

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|-----------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 12 695 000 | ... | 3 175 626 | 15 870 626 | Contributions destinées aux collectivités indiennes, inuites et innues, aux bandes et aux groupements de bandes visés par la <i>Loi sur les Indiens</i> pour faciliter leur participation aux négociations sur le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale | 15 870 626 | ... | ... | 17 280 700 |
| ... | 89 267 000 | ... | (644 682) | 88 622 318 | Contribution à la province de Québec, en matière d'éducation crie et inuite, selon les dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois | 88 622 318 | ... | ... | 86 531 897 |
| ... | 32 000 000 | ... | (3 267 181) | 28 732 819 | Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides | 28 732 819 | ... | ... | 32 976 670 |
| ... | 31 610 000 | 8 810 662 | 6 120 064 | 46 540 726 | Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques | 46 540 726 | ... | ... | 36 855 249 |
| ... | 750 000 | ... | 425 700 | 1 175 700 | Contributions à l'intention des commissions des traités provinciales et/ou régionales | 1 175 700 | ... | ... | 1 453 900 |
| ... | 300 000 | ... | 101 050 | 401 050 | Contributions à des particuliers, des bandes et des associations indiennes pour le financement de causes types | 401 050 | ... | ... | 645 339 |
| ... | 200 000 | ... | 220 655 | 420 655 | Contributions à des particuliers (y compris des non-Indiens) ou à des groupes de particuliers, des organisations et des bandes au titre de causes types concernant le projet de loi C-31 | 420 655 | ... | ... | 150 910 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Élément non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 93 966 854 |
| ... | 4 006 824 000 | 9 100 986 | 130 475 841 | 4 146 400 827 | | 4 145 393 955 | 1 006 872 | ... | 4 007 845 935 |
| Affaires du Nord | | | | | | | | | |
| ... | 42 867 000 | ... | ... | 42 867 000 | Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits | 42 867 000 | ... | ... | 42 025 997 |
| ... | 3 244 300 | ... | 3 457 780 | 6 702 080 | Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre des initiatives de consultation, de recherche, de formation, de création d'emplois et autres, liées à la promotion des intérêts dans le développement politique, social, économique et culturel du Nord | 6 702 080 | ... | ... | 5 543 868 |
| ... | 80 000 | ... | ... | 80 000 | Contributions au titre des services de consultation fournis aux Inuits dans le Sud | 80 000 | ... | ... | 80 000 |
| ... | 2 912 000 | ... | (2 227 000) | 685 000 | Contributions aux gouvernements des Territoires dans le cadre de projets de développement et d'infrastructure régionaux | 685 000 | ... | ... | 2 013 000 |
| ... | 22 296 100 | 1 601 736 | 20 425 879 | 44 323 715 | Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord | 42 958 645 | 1 365 070 | ... | 38 413 787 |
| ... | ... | ... | 10 850 000 | 10 850 000 | Contributions au gouvernement du Yukon pour payer la part du gouvernement du Canada des coûts extraordinaires de suppression des incendies de forêt au Yukon | 10 850 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Élément non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 4 826 040 |
| ... | 71 399 400 | 1 601 736 | 32 506 659 | 105 507 795 | | 104 142 725 | 1 365 070 | ... | 92 902 692 |

| | | | | | | | | | |
|-----|----------------------|-------------------|--------------------|----------------------|--|----------------------|--------------------|-----|------------------------------------|
| | | | | | Gestion et administration du ministère | | | | |
| | | | | | Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuits des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Nouveau-Québec et du Labrador à perfectionner leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art | 458 000 | ... | ... | 458 000 |
| ... | 458 000 | ... | ... | 458 000 | | | | | |
| | | | | | Bureau de l'interlocuteur fédéral | | | | |
| ... | ... | 9 500 000 | 11 393 067 | 20 893 067 | Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral | 16 616 256 | 4 276 811 | ... | ... |
| ... | ... | 1 | 54 466 | 54 467 | Stratégie pour les autochtones en milieu urbain | 54 466 | 1 | ... | ... |
| ... | ... | 9 500 001 | 11 447 533 | 20 947 534 | | | | | |
| ... | 4 078 681 400 | 20 202 723 | 174 430 033 | 4 273 314 156 | Total—Contributions | 4 266 665 402 | 6 648 754 | ... | 4 101 206 627 |
| | | | | | Sommaire du programme par secteur d'activité | | | | |
| ... | 5 047 525 000 | 9 100 987 | (36 935 018) | 5 019 690 969 | Affaires indiennes et inuites | 4 811 228 297 | 208 462 672 | ... | 4 700 272 999 |
| ... | 72 120 900 | 1 965 736 | 32 501 659 | 106 588 295 | Affaires du Nord | 105 223 225 | 1 365 070 | ... | 93 658 071 |
| ... | 458 000 | ... | ... | 458 000 | Gestion et administration du ministère | 458 000 | ... | ... | 458 000 |
| ... | ... | 9 500 001 | 11 447 533 | 20 947 534 | Bureau de l'interlocuteur fédéral | 16 670 722 | 4 276 812 | ... | ... |
| ... | 5 120 103 900 | 20 566 724 | 7 014 174 | 5 147 684 798 | Total du ministère | 4 933 580 244 | 214 104 554 | ... | 4 794 389 070 |
| | | | | | Commission canadienne des affaires polaires | | | | |
| | | | | | Contributions | | | | |
| | | | | | Contributions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires | | | | |
| ... | 10 000 | ... | ... | 10 000 | | 10 000 | ... | ... | 24 850 |
| ... | 10 000 | ... | ... | 10 000 | Total du programme | 10 000 | ... | ... | 24 850 |
| ... | 5 120 113 900 | 20 566 724 | 7 014 174 | 5 147 694 798 | Total du portefeuille ministériel | 4 933 590 244 | 214 104 554 | ... | 4 794 413 920⁽¹⁾ |

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'année, les 3 programmes ont été amalgamés. Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|--|--|--|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées) | | | |
| Affaires indiennes et inuites | | | |
| Développement économique des Indiens | ... | 17 620 | 13 314 |
| Total du portefeuille ministériel— Non budgétaire | ... | 17 620 | 13 314 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— ⁽¹⁾ | | |
| Prêts, placements et avances— | | |
| Fonds du développement économique des Indiens | 456 699 | 488 697 |
| Conseil des Indiens du Yukon | 514 631 | 650 956 |
| Revendicateurs autochtones | 3 635 538 | 4 032 140 |
| Premières nations de la Colombie-Britannique | 2 923 113 | 2 879 336 |
| Gouvernement du Territoire du Yukon | ... | 984 |
| Caisse de prêts aux Inuits | 4 684 | 7 218 |
| Société d'énergie du Yukon | 814 108 | 1 196 440 |
| Autres comptes— | | |
| Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens— | | |
| Logement sur réserve—Intérêt sur prêts garantis | 1 042 494 | 903 912 |
| Prêt perpétuel de la bande Stoney | 11 688 | 11 688 |
| Esso Ltd—Projet Norman Wells—Bénéfices | 114 954 177 | 99 355 033 |
| | 124 357 132 | 109 526 404 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien | 33 845 420 | 14 727 214 |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent— | | |
| Fonctionnement et entretien | 6 639 593 | 2 938 487 |
| | 40 485 013 | 17 665 701 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Droits et privilèges— | | |
| Exploitation minière du Canada— | | |
| Permis | 2 190 784 | 1 946 497 |
| Redevances | 144 454 591 | 61 897 285 |
| Locations de terres, bâtiments et matériel | 181 355 | 159 774 |
| Redevances pétrolières et gazières | 13 024 379 | 10 662 846 |
| Redevances—Carrières | 134 966 | 185 680 |
| | 159 986 075 | 74 852 082 |
| Services de nature non réglementaire | 84 775 | 60 642 |
| | 160 070 850 | 74 912 724 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 95 213 | 103 688 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|--------------------|----------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Revenus divers— | | |
| Droits fonciers issus de traités en Saskatchewan | 6 600 894 | 5 500 000 |
| Revenus reportés | (300 306) | 862 |
| Divers | 6 918 648 | 4 916 152 |
| | 13 219 236 | 10 417 014 |
| Total du portefeuille ministériel | 338 227 444 | 212 625 531⁽²⁾ |

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'année, les 3 programmes ont été amalgamés. Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 5.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 5.3 |
| Programmes par secteur d'activité | 5.4 |
| Paiements de transfert | 5.5 |
| Revenus | 5.6 |

Objectifs

En vertu de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*, le ministre chargé de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec doit poursuivre les objectifs suivants :

- a) promouvoir le développement économique des régions du Québec à faibles revenus et à croissance économique lente ou n'ayant pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs;
- b) mettre l'accent sur le développement économique à long terme et sur la création d'emplois et de revenus durables;
- c) concentrer les efforts sur les petites et les moyennes entreprises et sur la valorisation de l'entrepreneuriat.

Description des secteurs d'activité*Promotion du développement économique des régions du Québec*

En matière de développement économique des régions du Québec, cette activité comprend notamment :

- Conception et mise en œuvre de la politique et de la programmation du gouvernement du Canada.
- Participation à la mise en œuvre de priorités nationales sur le plan du développement économique afin d'en maximiser les retombées dans chaque région du Québec.

- Concertation d'interventions fédérales en assurant une gestion intégrée des enjeux de développement économique au Québec qui interpellent le gouvernement du Canada. Concevoir et réaliser des stratégies et plans d'action multisectoriels fédéraux pour le développement économique des régions du Québec. Concevoir également des mesures d'ajustement économique pour pouvoir adapter aux régions l'application de certaines politiques nationales.
- Établissement de relations de collaboration avec d'autres intervenants socio-économiques publics et privés, notamment les sociétés d'aide au développement des collectivités, pour mieux servir les régions et les PME québécoises.
- Représentation au sein de l'appareil gouvernemental canadien, à partir d'analyses des enjeux de développement économique afin d'optimiser l'impact des politiques et programmes nationaux sur le développement de l'économie des régions québécoises.
- Promotion des programmes et services fédéraux afin de renseigner, par l'entremise du réseau de bureaux d'affaires de l'Agence, les PME et les intervenants en développement économique sur les programmes et services des ministères et organismes fédéraux qui leur sont destinés.
- Développement de connaissances et diffusion d'information en développant et diffusant des connaissances sur les enjeux du développement économique des régions et des PME. Informer les résidents des régions du Québec sur les politiques,

stratégies et initiatives du gouvernement du Canada qui ont un impact sur le développement économique des régions.

- Conception et mise en œuvre de mandats spéciaux de développement économique et de création d'emplois au Québec, au nom du gouvernement du Canada, pour répondre à des enjeux précis, souvent ponctuels, de nature économique.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 2a | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | | | | | |
| ... | ... | ... | 41 887 418 | 41 887 418 | 2b | | | | |
| ... | ... | ... | 346 269 | 346 269 | | | | | |
| ... | ... | ... | 121 000 | 121 000 | | | | | |
| ... | ... | 2 | 42 354 687 | 42 354 689 | | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 6a | | | | |
| ... | ... | 3 739 242 | ... | 3 739 242 | 6b | | | | |
| ... | ... | ... | 296 582 | 296 582 | | | | | |
| ... | ... | ... | 380 213 731 | 380 213 731 | | | | | |
| ... | ... | 3 739 243 | 380 510 313 | 384 249 556 | | | | | |
| ... | ... | 69 970 | (21 239) | 48 731 | (S) | | | | |
| ... | ... | ... | 4 973 026 | 4 973 026 | (S) | | | | |
| ... | ... | ... | 31 387 | 31 387 | (S) | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | | | | |
| ... | ... | 3 809 215 | 427 848 174 | 431 657 389 | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire⁽²⁾ | 333 130 028 | 98 506 601 | 20 760 | 385 322 840 |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Le portefeuille ministériel Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, créé au cours de l'exercice, était présenté antérieurement sous Industrie.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Promotion du développement économique des régions du Québec | 47 407 833 | 46 776 196 | ... | ... | 384 249 556 | 286 353 832 | ... | ... | ... | ... | 431 657 389 | 333 130 028 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 47 407 833 | 46 776 196 | ... | ... | 384 249 556 | 286 353 832 | ... | ... | ... | ... | 431 657 389 | 333 130 028 |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Promotion du développement économique des régions du Québec | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 300 000 | 300 000 | Subventions au Programme Innovation développement de l'entrepreneurship et exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises | 66 500 | 233 500 | ... | 59 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 6 000 000 |
| ... | ... | ... | 300 000 | 300 000 | Total—Subventions | 66 500 | 233 500 | ... | 6 059 000 |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Promotion du développement économique des régions du Québec | | | | | | | | | |
| ... | ... | 620 250 | 72 204 031 | 72 824 281 | Contributions au Programme Innovation développement de l'entrepreneurship et exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises | 72 824 281 | ... | ... | 72 195 221 |
| ... | ... | ... | 31 133 686 | 31 133 686 | Contributions au Programme de développement des collectivités | 31 133 686 | ... | ... | 26 634 334 |
| ... | ... | (21 936 007) | 116 226 694 | 94 290 687 | Contributions au Programme initiatives régionales stratégiques | 94 204 261 | 86 426 | ... | 98 545 213 |
| ... | ... | (1 938 000) | 4 686 902 | 2 748 902 | Contributions au Programme canadien d'appui à l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine | 2 748 902 | ... | ... | 30 888 902 |
| ... | ... | 25 000 000 | 155 959 000 | 180 959 000 | Contributions à la province de Québec en vertu du Programme Infrastructures Canada | 85 338 711 | 95 620 289 | ... | 70 722 141 |
| ... | ... | 1 993 000 | ... | 1 993 000 | Contributions à la province de Québec aux termes de l'Entente travaux d'infrastructure Canada | 37 491 | 1 955 509 | ... | 63 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 33 677 971 |
| ... | ... | 3 739 243 | 380 210 313 | 383 949 556 | Total—Contributions | 286 287 332 | 97 662 224 | ... | 332 726 782 |
| ... | ... | 3 739 243 | 380 510 313 | 384 249 556 | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire ⁽¹⁾ | 286 353 832 | 97 895 724 | ... | 338 785 782 |

(1) Le portefeuille ministériel Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, créé au cours de l'exercice, était présenté antérieurement sous Industrie.

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|---------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 23 530 | 51 582 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 2 995 963 | 1 908 286 |
| | <u>3 019 493</u> | <u>1 959 868</u> |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Autres frais et droits— | | |
| Garantie de prêts | ... | 19 480 529 |
| | <u>20 760</u> | <u>10 627</u> |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | | |
| | <u>20 760</u> | <u>10 627</u> |
| Revenus divers— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 5 052 919 | 2 786 504 |
| Remboursement de contributions recouvrables | 80 254 802 | 28 277 073 |
| Autres remboursements | 908 813 | 235 021 |
| | <u>86 216 534</u> | <u>31 298 598</u> |
| Total du portefeuille ministériel | 89 256 787 | 52 749 622⁽¹⁾ |

(1) Le portefeuille ministériel Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, créé au cours de l'exercice, était présenté antérieurement sous Industrie.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2004-2005

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Ministère

Société d'expansion du Cap-Breton

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 6.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 6.3 |
| Programmes par secteur d'activité | 6.4 |
| Paiements de transfert | 6.5 |
| Revenus | 6.6 |

Ministère**Objectifs**

Soutenir et favoriser de nouvelles possibilités de développement économique dans la région de l'Atlantique, en mettant particulièrement l'accent sur les petites et moyennes entreprises, par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets, et par la défense des intérêts de la région de l'Atlantique au moment de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets économiques d'envergure nationale.

Description des secteurs d'activité*Développement*

Ce secteur d'activité comporte les éléments d'orientation, de planification et d'exécution des programmes de l'Agence qui sont liés directement au mandat de l'organisme. Il se divise en six sous-activités, soit Action/Développement des entreprises, Coopération, Défense des intérêts et Coordination, Programmes spéciaux, Développement panatlantique et Administration des programmes. Ces sous-activités reflètent clairement la nature des activités de l'Agence.

Administration générale

Ce secteur d'activité comprend le cabinet du Ministre et le bureau du Président; les services du personnel, des finances et des systèmes et les autres services de soutien administratif dispensés au siège social et dans les bureaux régionaux; les activités de vérification interne; les services juridiques et les activités de communication du siège social qui ne sont pas rattachées à des programmes particuliers.

Société d'expansion du Cap-Breton**Objectifs**

Promouvoir et encourager le financement et le développement industriel de l'Île du Cap-Breton et élargir la base économique de l'Île.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Développement | 65 921 404 | 63 819 186 | ... | ... | 385 737 000 | 363 372 218 | ... | ... | ... | ... | 451 658 404 | 427 191 404 |
| Administration générale | 24 679 684 | 23 113 433 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 24 679 684 | 23 113 433 |
| Total du ministère—Budgétaire | 90 601 088 | 86 932 619 | ... | ... | 385 737 000 | 363 372 218 | ... | ... | ... | ... | 476 338 088 | 450 304 837 |
| Société d'expansion du Cap-Breton— Budgétaire | 12 650 000 | 12 650 000 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 12 650 000 | 12 650 000 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 103 251 088 | 99 582 619 | ... | ... | 385 737 000 | 363 372 218 | ... | ... | ... | ... | 488 988 088 | 462 954 837 |

Paievements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Développement | | | | | | | | | |
| ... | 2 000 000 | ... | (1 095 000) | 905 000 | Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économique | 754 192 | 150 808 | ... | 1 468 153 |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Développement | | | | | | | | | |
| ... | 135 232 000 | ... | 20 591 000 | 155 823 000 | Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises | 154 488 037 | 1 334 963 | ... | 153 281 981 |
| ... | 13 708 000 | ... | ... | 13 708 000 | Contributions en vertu du Programme de coopération fédéral-provincial | 10 497 175 | 3 210 825 | ... | 17 765 119 |
| ... | 600 000 | ... | ... | 600 000 | Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique | 360 067 | 239 933 | ... | 307 118 |
| ... | 10 800 000 | ... | ... | 10 800 000 | Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités | 9 381 013 | 1 418 987 | ... | 22 588 836 |
| ... | 70 000 000 | ... | (12 000 000) | 58 000 000 | Contribution pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique | 56 023 866 | 1 976 134 | ... | 34 530 762 |
| ... | 51 000 000 | ... | 30 500 000 | 81 500 000 | Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités | 76 727 610 | 4 772 390 | ... | 55 620 491 |
| ... | 24 100 000 | ... | ... | 24 100 000 | Contribution pour les secteurs du commerce, de l'investissement, de l'entrepreneuriat et du perfectionnement des compétences en affaires | 22 603 045 | 1 496 955 | ... | 17 891 554 |
| ... | 30 000 000 | ... | (28 000 000) | 2 000 000 | Contributions pour la mesure d'adaptation du chantier naval de Saint John | 699 862 | 1 300 138 | ... | 1 035 500 |
| ... | 48 297 000 | ... | (10 000 000) | 38 297 000 | Contributions aux provinces de l'Atlantique en vertu du Programme Infrastructures Canada | 31 833 940 | 6 463 060 | ... | 39 745 870 |
| ... | ... | ... | 4 000 | 4 000 | Contributions en vertu du Programme d'adaptation et de restructuration des pêches canadiennes | 3 411 | 589 | ... | 1 987 891 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 5 948 625 |
| ... | 383 737 000 | ... | 1 095 000 | 384 832 000 | Total—Contributions | 362 618 026 | 22 213 974 | ... | 350 703 747 |
| ... | 385 737 000 | ... | ... | 385 737 000 | Total du portefeuille ministériel | 363 372 218 | 22 364 782 | ... | 352 171 900 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— ⁽¹⁾ | | |
| Prêts, placements et avances— | | |
| Accord sur les zones spéciales et les autoroutes | 40 857 | ... |
| Entente-cadre sur le plan de développement | 39 811 | 74 884 |
| | 80 668 | 74 884 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 4 574 117 | 5 879 699 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Autres frais et droits | 1 161 | 5 181 720 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 15 677 | 5 663 |
| Revenus divers— | | |
| Recouvrements de contribution (prêts et investissements et comptes débiteurs) | 54 924 350 | 56 427 820 |
| Reconnaissance de revenus sur comptes débiteurs | 1 158 869 | 390 265 |
| Frais d'intérêts et charges diverses imputés aux clients | 418 971 | 428 447 |
| Divers | 352 866 | 3 293 529 |
| | 56 855 056 | 60 540 061 |
| Total du portefeuille ministériel | 61 526 679 | 71 682 027 |

⁽¹⁾ Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS DU CANADA 2004-2005

Agence des douanes et du revenu du Canada

Ministère

Société canadienne des postes

Monnaie royale canadienne

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 7.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 7.3 |
| Programmes par secteur d'activité | 7.5 |
| Paiements de transfert | 7.6 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés... | 7.7 |
| Revenus | 7.7 |

Ministère**Objectifs**

Percevoir les revenus et appliquer les lois fiscales pour le compte du gouvernement fédéral ainsi que pour le compte de certaines provinces et de certains territoires; mettre en œuvre au profit des Canadiens, par le biais du régime fiscal, certains programmes de prestations socio-économiques.

Description des secteurs d'activité*Services fiscaux*

Activités qui informent les clients de leurs droits et prestations, et qui les aident à respecter leurs obligations; enregistrement, traitement des déclarations des clients et établissement des cotisations; recherche à l'appui des services fiscaux dont : élaboration de politiques, évaluation des risques, modification législative, application de la technologie et nouvelles occasions d'affaires; maintien d'un service efficace de gestion de la dette, qui comprend des comptes clients et des retenues à la source; activités déterminant les causes sous-jacentes de la non-observation et de la mise en œuvre des mesures correctives; enquête et, au besoin, poursuite lorsqu'on soupçonne un cas d'inobservation frauduleuse.

Programmes de prestations et autres services

Administre et exécute les programmes de soutien fédéraux pour les personnes en fonction de leurs revenus; administre et exécute les programmes de soutien provinciaux pour les personnes en fonction de leurs revenus; et offre des services liés à la fiscalité ou aux douanes à d'autres ordres de gouvernement ou à des organismes du secteur public.

Appels

Offre aux clients un examen équitable et impartial de leur désaccord avec les décisions de l'Agence touchant la fiscalité, les douanes, l'assurance-emploi, le Régime de pensions du Canada et des questions d'administration des politiques commerciales; gère (en collaboration avec Justice Canada) le règlement des cas lorsque les clients en appellent au tribunal des décisions de la Direction générale; gère le programme qui permet aux clients de corriger volontairement tout écart lorsqu'ils s'acquittent de leurs obligations envers l'Agence pour ce qui est des taxes, de l'impôt, des droits et des taux tarifaires; et coordonne des projets qui appuient et renforcent l'équité des programmes de l'Agence.

Gestion et orientation organisationnelles

Fait preuve d'un solide leadership au moyen de la création et du maintien d'un régime progressif et moderne de ressources humaines, y compris l'utilisation de technologies de fine pointe, d'une approche intégrée de la planification d'activités et axée sur les compétences, d'une nouvelle approche de règlement des différends et d'une norme de classification faite sur mesure; fait preuve d'un solide leadership en ce qui concerne les nouvelles responsabilités financières et administratives liées à la création de l'Agence tout en orientant la prestation des services existants des finances et de la gestion des ressources, l'utilisation des ressources, les systèmes de bureautique et la sécurité; gère et encourage une approche cohérente à la technologie de l'information afin d'améliorer le service à la clientèle et l'accessibilité aux clients tout en contribuant à réduire les coûts en intégrant les procédures nouvelles ainsi que les procédures actuelles et en les appliquant aux secteurs d'activité; encourage et fortifie les relations avec les provinces, les territoires, les autres ministères

du gouvernement et les organismes internationaux tout en étudiant des occasions d'établir de nouveaux partenariats et alliances; maintient et renforce notre cadre de gestion y compris la fonction de contrôleur moderne, les méthodes de planification, de prise de décision, d'examen et de responsabilisation. Mène et dirige les efforts visant à améliorer l'efficacité de nos systèmes et processus de gestion et la qualité de l'information organisationnelle qui viennent tous appuyer la gestion transparente axée sur les résultats.

Société canadienne des postes**Objectifs**

L'objectif de la Société est de mettre sur pied et d'exploiter un service postal.

Monnaie royale canadienne**Objectifs**

- Fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;
- fabriquer des pièces de monnaie de pays étrangers;
- fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et
- fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| 200 281 984 | 2 449 124 000 | ... | ... | 2 649 405 984 | 1 | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 1a | | | | |
| ... | ... | ... | 711 000 | 711 000 | | | | | |
| ... | ... | ... | 34 212 508 | 34 212 508 | | | | | |
| ... | ... | ... | 74 646 000 | 74 646 000 | | | | | |
| ... | ... | ... | (164 844) | (164 844) | | | | | |
| ... | ... | ... | (239 050 000) | (239 050 000) | | | | | |
| ... | ... | ... | (11 930 985) | (11 930 985) | | | | | |
| 200 281 984 | 2 449 124 000 | 1 | (141 576 321) | 2 507 829 664 | | 2 366 851 046 | 9 329 337 | 131 649 281 | 2 995 379 081 |
| 17 342 888 | 143 726 000 | ... | ... | 161 068 888 | 5 | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 5b | | | | |
| ... | ... | ... | 164 844 | 164 844 | | | | | |
| 17 342 888 | 143 726 000 | 1 | 164 844 | 161 233 733 | | 127 507 790 | ... | 33 725 943 | 119 926 976 |
| ... | 69 970 | ... | (2 042) | 67 928 | (S) | 67 928 | ... | ... | 68 930 |
| ... | 31 199 000 | (12 110 000) | 1 100 900 | 20 189 900 | (S) | 20 189 900 | ... | ... | 30 950 900 |
| ... | 449 032 000 | ... | (73 100 473) | 375 931 527 | (S) | 375 931 527 | ... | ... | 454 476 009 |
| ... | 159 000 000 | ... | 365 898 | 159 365 898 | (S) | 159 365 898 | ... | ... | 147 424 168 |
| ... | ... | ... | 123 200 | 123 200 | (S) | 123 200 | ... | ... | 482 417 |
| ... | ... | ... | 935 655 | 935 655 | (S) | 935 655 | ... | ... | 1 458 792 |
| ... | ... | ... | 3 720 | 3 720 | (S) | 3 720 | ... | ... | ... |
| 217 624 872 | 3 232 150 970 | (12 109 998) | (211 984 619) | 3 225 681 225 | | 3 050 976 664 | 9 329 337 | 165 375 224 | 3 750 167 273 |
| | | | | | Total du ministère—Budgétaire | | | | |
| | | | | | Société canadienne des postes | | | | |
| ... | 197 210 000 | ... | ... | 197 210 000 | 10 | 197 210 000 | ... | ... | 222 210 000 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Provenance des autorisations | | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------|---|-------------------------|---|--|----------------------|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | (S) | (L) | \$ | \$ | \$ | |
| 500 000 000 | ... | ... | ... | 500 000 000 | (S) | (L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 \$ (Net) | ... | ... | 500 000 000 | ... |
| ... | 197 210 000 | ... | ... | 197 210 000 | | Total du programme— | | | | |
| 500 000 000 | ... | ... | ... | 500 000 000 | | Budgétaire | 197 210 000 | ... | ... | 222 210 000 |
| | | | | | | Non budgétaire | ... | ... | 500 000 000 | ... |
| | | | | | | Monnaie royale canadienne | | | | |
| 75 000 000 | ... | ... | ... | 75 000 000 | (S) | (L) Prêts à la Monnaie en vertu de la <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> : Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 \$, le 11 mars 1999 (Net) | ... | ... | 75 000 000 | ... |
| 75 000 000 | ... | ... | ... | 75 000 000 | | Total du programme—Non budgétaire | ... | ... | 75 000 000 | ... |
| | | | | | | Total du portefeuille ministériel— | | | | |
| 217 624 872 | 3 429 360 970 | (12 109 998) | (211 984 619) | 3 422 891 225 | | Budgétaire | 3 248 186 664 | 9 329 337 | 165 375 224 | 3 972 377 273 |
| 575 000 000 | ... | ... | ... | 575 000 000 | | Non budgétaire | ... | ... | 575 000 000 | ... |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Services fiscaux | 2 028 011 266 | 1 979 663 744 | ... | ... | 161 233 733 | 127 507 790 | 87 359 001 | 87 359 001 | ... | ... | 2 101 885 998 | 2 019 812 533 |
| Programmes de prestations et autres services | 91 154 102 | 80 833 909 | ... | ... | 159 365 898 | 159 365 898 | 17 491 001 | 17 491 001 | ... | ... | 233 028 999 | 222 708 806 |
| Appels | 98 878 000 | 87 182 610 | ... | ... | ... | ... | 7 414 999 | 7 414 999 | ... | ... | 91 463 001 | 79 767 611 |
| Gestion et orientation organisationnelles | 835 185 226 | 764 569 713 | ... | ... | ... | ... | 35 881 999 | 35 881 999 | ... | ... | 799 303 227 | 728 687 714 |
| Sous-total | 3 053 228 594 | 2 912 249 976 | ... | ... | 320 599 631 | 286 873 688 | 148 147 000 | 148 147 000 | ... | ... | 3 225 681 225 | 3 050 976 664 |
| Revenus affectés aux dépenses | (148 147 000) | (148 147 000) | ... | ... | ... | ... | (148 147 000) | (148 147 000) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère—Budgétaire | 2 905 081 594 | 2 764 102 976 | ... | ... | 320 599 631 | 286 873 688 | ... | ... | ... | ... | 3 225 681 225 | 3 050 976 664 |
| Société canadienne des postes— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 197 210 000 | 197 210 000 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 197 210 000 | 197 210 000 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 500 000 000 | ... | 500 000 000 | ... |
| Monnaie royale canadienne— | | | | | | | | | | | | |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 75 000 000 | ... | 75 000 000 | ... |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 3 102 291 594 | 2 961 312 976 | ... | ... | 320 599 631 | 286 873 688 | ... | ... | ... | ... | 3 422 891 225 | 3 248 186 664 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 575 000 000 | ... | 575 000 000 | ... |

Paielements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|---|---|------------|---|---|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Ministère | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| | | | | | Programmes de prestations et autres services | | | | |
| ... | 159 000 000 | ... | 365 898 | 159 365 898 | (S) Versements d'allocations spéciales pour enfants | 159 365 898 | ... | ... | 147 424 168 |
| | | | | | Contributions | | | | |
| | | | | | Services fiscaux | | | | |
| 17 173 113 ⁽¹⁾ | 143 726 000 | ... | ... | 160 899 113 | Contributions à la province de Québec pour les frais de l'administration commune des taxes de vente fédérale et provinciale | 127 173 170 | ... | 33 725 943 | 119 855 303 |
| 169 775 ⁽¹⁾ | ... | 1 | 164 844 | 334 620 | Contribution versée à l'Association canadienne des constructeurs d'habitations visant à appuyer la campagne d'information «Par écrit SVP!» auprès des consommateurs | 334 620 | ... | ... | 71 673 |
| 17 342 888 | 143 726 000 | 1 | 164 844 | 161 233 733 | Total—Contributions | 127 507 790 | ... | 33 725 943 | 119 926 976 |
| | | | | | Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité | | | | |
| 17 342 888 | 143 726 000 | 1 | 164 844 | 161 233 733 | Services fiscaux | 127 507 790 | ... | 33 725 943 | 119 926 976 |
| ... | 159 000 000 | ... | 365 898 | 159 365 898 | Programmes de prestations et autres services | 159 365 898 | ... | ... | 147 424 168 |
| 17 342 888⁽¹⁾ | 302 726 000 | 1 | 530 742 | 320 599 631 | Total du portefeuille ministériel | 286 873 688 | ... | 33 725 943 | 267 351 144 |

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|--|--|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Régime de pensions du Canada | 72 067 000 | 72 067 000 | 68 814 000 |
| Assurance-emploi | 76 080 000 | 76 080 000 | 77 933 000 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 148 147 000 | 148 147 000 | 146 747 000 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|--------------------------------|--------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Revenus fiscaux— | | |
| Impôt sur le revenu— | | |
| Des particuliers | 89 934 196 830 | 85 081 432 849 |
| Des sociétés | 29 955 402 284 | 27 430 778 748 |
| Des non résidents | 3 560 166 433 | 3 142 186 757 |
| | 123 449 765 547 | 115 654 398 354 |
| Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH) | 12 321 750 005 | 12 939 218 536 |
| Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale crédit aux particuliers | 1 128 307 158 3 309 513 432 | 1 043 508 613 3 162 839 845 |
| | 7 883 929 415 | 8 732 870 078 |
| Taxe d'accise—Carburant moteur—Essence | 3 967 814 248 | 3 945 062 826 |
| Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel— | | |
| Essence d'aviation et carboréacteur | 22 427 386 | 82 873 887 |
| Combustible diesel | 1 017 935 623 | 879 175 760 |
| | 1 040 363 009 | 962 049 647 |
| Droits d'accise— | | |
| Spiritueux parvenus à maturité | 645 283 432 | 451 018 982 |
| Spiritueux non parvenus à maturité | (161 907) | 618 502 |
| Bière | 497 509 315 | 622 668 933 |
| Spiritueux rafraîchissants | 10 282 082 | 12 952 245 |
| Vin | 143 355 749 | 133 988 448 |
| Cigarettes | 2 724 940 883 | 2 546 480 450 |
| Cigares | 5 466 326 | 3 684 239 |
| Tabac manufacturé | 242 866 797 | 193 719 731 |
| Tabac naturel canadien en feuilles | 242 669 | 5 829 |
| Licences | 19 400 | (3 274) |
| | 4 269 804 746 | 3 965 134 085 |
| Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien | 383 201 244 | 409 558 546 |
| Autres taxes et droits d'accise— | | |
| Taxes à la fabrication— | | |
| Cigarettes | (9 248 349) | 437 791 280 |
| Cigares | ... | 981 896 |
| Tabac | (690 652) | 46 283 781 |
| Bijoux | 42 109 077 | 35 727 482 |
| Automobiles | 5 945 164 | 6 416 646 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|------------------------|------------------------|---|------------------------|--------------------------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Climatiseurs pour automobiles | 137 728 109 | 126 484 912 | Autres frais et droits— | | |
| Vins | 15 812 | 16 742 372 | Frais d'administration pour titres non payés | 6 517 | 2 952 181 |
| Primes d'assurance | 11 822 856 | 8 092 853 | Revenus reportés | (3 392) | (80 840) |
| Divers | (619 143) | (22 374 755) | Intérêts sur les autres revenus—Autres | 21 169 | 17 367 |
| | 187 062 874 | 656 146 467 | Divers | 1 006 174 | 3 606 508 |
| Total des revenus fiscaux | 141 181 941 083 | 134 325 220 003 | | <i>1 030 468</i> | <i>6 495 216</i> |
| Autres revenus— | | | | 169 129 594 | 189 738 215 |
| Revenus de placements— | | | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 123 200 | 482 417 |
| Prêts, placements et avances— | | | Revenus divers— | | |
| Société canadienne des postes—Dividendes | 63 400 000 | 17 900 000 | Intérêts et pénalités— | | |
| | | | Impôt sur le revenu des particuliers | 1 789 686 496 | 1 842 402 378 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | Impôt sur le revenu des sociétés | 976 933 812 | 826 133 135 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 468 992 | 1 433 724 | Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation, taxe d'accise et droit pour la sécurité des passagers du transport aérien | 375 038 802 | 186 101 057 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 5 170 623 | 1 916 106 | | <i>3 141 659 110</i> | <i>2 854 636 570</i> |
| | 5 639 615 | 3 349 830 | Intérêts payés sur les remboursements— | | |
| Ventes de biens et de services— | | | Impôt sur le revenu des particuliers | (67 832 211) | (85 558 641) |
| Droits et privilèges— | | | Impôt sur le revenu des sociétés | (495 791 715) | (804 433 439) |
| Boutiques hors taxe | ... | 401 | Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation et taxe d'accise | (37 656 134) | (50 244 514) |
| Licences de courtiers en douane | ... | 363 600 | | <i>(601 280 060)</i> | <i>(940 236 594)</i> |
| Frais d'entrepôt de douane | ... | 1 094 482 | Divers— | | |
| Divers | 142 000 | 1 016 284 | Amendes imposées par le tribunal | 9 040 491 | 8 796 311 |
| | <i>142 000</i> | <i>2 474 767</i> | Saisies (douanes) | (3 262 757) | 2 950 799 |
| Location et utilisation de biens publics | <i>165 838</i> | <i>560 348</i> | Recouvrement d'avantages des employés | 29 975 144 | 25 921 000 |
| Services de nature réglementaire— | | | Article 60 de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i> | 7 655 500 | ... |
| Frais de perception d'assurance-emploi et du Régime de pensions du Canada | 148 147 000 | 146 747 000 | Divers | 352 246 | (2 184 125) |
| Frais d'entente anticipée en matière de prix | 1 839 731 | 1 945 959 | | <i>43 760 624</i> | <i>35 483 985</i> |
| Programmes à la frontière Canada/États-Unis | ... | 1 716 321 | | 2 584 139 674 | 1 949 883 961 |
| Divers | 413 732 | 942 996 | Total des autres revenus | 2 822 432 083 | 2 161 354 423 |
| | <i>150 400 463</i> | <i>151 352 276</i> | Total du portefeuille ministériel | 144 004 373 166 | 136 486 574 426⁽¹⁾ |
| Services de nature non réglementaire— | | | | | |
| Frais administratifs des programmes provinciaux | 16 134 152 | 24 643 399 | | | |
| Frais de services spéciaux | ... | 2 424 820 | | | |
| Divers | 915 862 | 1 762 389 | | | |
| | <i>17 050 014</i> | <i>28 830 608</i> | | | |
| Ventes de biens et de produits d'information— | | | | | |
| Vente d'articles non réclamés, sceaux, etc. | <i>340 811</i> | <i>25 000</i> | | | |

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, l'Agence des services frontaliers du Canada a été créée et transférée à Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 22 732 580 298 \$.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère

Commission canadienne du lait

**Agence canadienne d'inspection des
aliments**

Commission canadienne des grains

Financement agricole Canada

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 8.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 8.4 |
| Programmes par secteur d'activité | 8.8 |
| Paiements de transfert | 8.9 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés | 8.13 |
| Revenus | 8.13 |

Ministère**Objectifs**

Notre objectif consiste à dispenser de l'information, faire de la recherche, mettre au point des technologies et appliquer des politiques et des programmes qui permettront au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'innover et d'être concurrentiel.

Description des secteurs d'activité*Sécurité du système alimentaire*

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) vise à faire du Canada le chef de file mondial en ce qui touche la production, la transformation et la distribution d'aliments sains et fiables pour répondre aux besoins et aux préférences des consommateurs. Le ministère travaille à la réalisation de cet objectif par les moyens suivants :

- renforcer la compétitivité du secteur, de concert avec ses partenaires, de manière à mieux gérer les risques par la mise au point et la promotion de mécanismes améliorés de protection du revenu et d'autres outils de gestion des risques;
- améliorer l'efficacité des activités commerciales sur les marchés intérieur et international en négociant des règles équitables, en réglant les différends commerciaux, en éliminant les obstacles au commerce et en préservant les débouchés pour le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire;
- prévoir et comprendre les perceptions et les préférences des consommateurs pour intégrer celles-ci aux politiques et aux programmes et rehausser la confiance du consommateur.

Santé de l'environnement

AAC vise à faire du Canada un chef de file mondial en matière d'utilisation des ressources de l'environnement de façon à en préserver la qualité et la disponibilité pour

les générations d'aujourd'hui et de demain. Le ministère travaille à la réalisation de cet objectif en accomplissant ce qui suit :

- fournir de l'information juste et pertinente sur l'environnement, de manière à encourager un dialogue ouvert et éclairé qui aidera les citoyens, le gouvernement, les agriculteurs et le secteur agroalimentaire à prendre des décisions saines dans l'intérêt des générations d'aujourd'hui et de demain;
- tirer profit de l'environnement et réduire les risques environnementaux en dirigeant l'élaboration et l'adoption de meilleures pratiques de gestion économiquement viables par l'industrie de l'agroalimentaire, le gouvernement et le grand public, dans un climat d'affaires favorable.

Innovations propices à la croissance

AAC vise à faire du Canada un chef de file mondial au chapitre de l'innovation en créant des produits alimentaires et d'autres produits et services agricoles qui permettent de saisir les débouchés sur les marchés diversifiés de chez nous et de l'étranger. Le ministère travaille à la réalisation de cet objectif en accomplissant ce qui suit :

- encourager le Canada à développer et à adopter des produits, des procédés et des pratiques nouveaux et non traditionnels qui lui fourniront un avantage concurrentiel accru en investissant dans la création d'un environnement propice à la découverte et à l'innovation et en suscitant des possibilités de diversification;
- attirer des gens et des investissements par la création d'un climat commercial dynamique en encourageant activement le développement des connaissances, l'entrepreneuriat et la mise au point d'une infrastructure qui permette de saisir les débouchés sur le marché intérieur et sur le marché mondial;

- encourager la saisie de débouchés commerciaux de produits et services canadiens novateurs, pour favoriser la croissance économique et promouvoir le Canada comme chef de file sur la scène mondiale en ce qui a trait à la salubrité et à la qualité des aliments et à l'environnement.

Commission canadienne du lait**Objectifs**

Offrir aux producteurs de lait et de crème qui sont efficaces l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement, et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

Agence canadienne d'inspection des aliments**Objectifs**

L'objectif de l'Agence canadienne d'inspection des aliments est de renforcer le système d'assurance de la salubrité des aliments, d'encourager l'équité dans l'étiquetage et de contribuer à la santé des animaux et à la protection des ressources végétales fondamentales.

Description des secteurs d'activité*Salubrité des aliments*

Grâce au secteur d'activité, Salubrité des aliments, nous réglementons les aliments et les produits alimentaires qui traversent les frontières internationales et interprovinciales, au moyen de toute une gamme d'outils réglementaires, y compris l'enregistrement des établissements, l'inspection des établissements et des produits, la certification des produits, l'octroi de permis aux particuliers ou aux personnes morales et les activi-

tés d'application de la loi. Nous appliquons les dispositions des lois concernant la salubrité et la qualité nutritionnelle des aliments vendus au Canada; menons des enquêtes sur la salubrité des aliments, dont certaines se traduisent par un rappel des aliments; exécutons des projets sur l'innocuité des aliments qui ciblent les enjeux ou les produits à risque élevé; favorisons et facilitons la mise en œuvre de systèmes d'assurance de la salubrité des aliments reconnus à l'échelle internationale par les établissements agréés au fédéral; sensibilisons les consommateurs aux enjeux en matière de salubrité des aliments et en favorisons la connaissance auprès de ces derniers; et administrons et appliquons la législation régissant l'équité dans l'étiquetage et les pratiques trompeuses concernant les aliments.

Santé des animaux

Le secteur d'activité, Santé des animaux, nous permet d'exécuter des programmes visant à protéger la santé des animaux et à prévenir la transmission des maladies animales aux humains grâce à la surveillance, aux analyses et aux mesures de quarantaine; de satisfaire aux normes de santé et de sécurité internationales et nationales s'appliquant aux animaux, aux produits animaux, aux embryons, à la semence et aux aliments du bétail; de délivrer des certificats d'exportation précisant les exigences s'appliquant aux analyses, aux diagnostics, aux installations et à la quarantaine; d'octroyer des permis et d'inspecter les produits biologiques vétérinaires pour en vérifier la pureté et l'innocuité et contrôler la fraude en matière d'étiquetage; de réglementer le transport des animaux pour qu'il se fasse sans cruauté; de réglementer les aliments du bétail à des fins d'innocuité et d'efficacité; et de vérifier que les étiquettes sur les aliments du bétail sont conformes aux exigences sur l'étiquetage et la composition.

Protection des végétaux

Grâce au secteur d'activité, Protection des végétaux, nous pouvons contrôler l'importation et le déplacement national des végétaux, des produits végétaux, y com-

pris les produits forestiers, des engrais et des semences réglementés; empêcher l'introduction au Canada de ravageurs et de maladies faisant l'objet de règlements; et contrôler et/ou éradiquer ceux décelés au Canada; satisfaire aux exigences internationales en matière de contrôle des végétaux et certifier les végétaux et les produits végétaux aux fins du commerce national et de l'exportation; mener des enquêtes sur les insectes qui permettent à l'Agence de détecter de nouvelles populations de ravageurs ou celles qui commencent à s'installer et de réagir rapidement pour empêcher ces derniers de se propager; poursuivre nos activités de renseignements internationaux concernant les maladies, négocier avec les pays exportateurs les exigences en matière de santé à l'importation, et maintenir une capacité d'intervention d'urgence; certifier les semences et enregistrer les variétés des grandes cultures; accorder la protection des obtentions végétales aux cultures agricoles et horticoles; réglementer les engrais et les suppléments aux fins de la salubrité et de l'efficacité; et effectuer des évaluations environnementales afin d'approuver la mise en circulation de produits issus de la biotechnologie, y compris les semences, les végétaux et les produits microbiens.

Commission canadienne des grains

Objectifs

Offrir un régime d'assurance-qualité qui valorise la commercialisation du grain au bénéfice des producteurs.

Description des secteurs d'activité

Commission canadienne des grains

Le secteur d'activité et l'objectif principal de la Commission canadienne des grains (CCG) se résument en un régime d'assurance-qualité qui valorise la commercialisation du grain au bénéfice des producteurs.

La CCG assure ses fonctions et l'exécution de ses programmes dans le but de :

- favoriser la mise en marché du grain, en garantissant que les expéditions de grain répondent régulièrement aux stipulations de contrats visant la qualité et la quantité et qu'elles sont salubres et conformes aux tolérances en matière de contaminants;
- mieux comprendre les qualités recherchées par les transformateurs des grains et la façon dont ces qualités peuvent être évaluées, et de s'adapter aux nouvelles technologies et aux aléas du marché;
- maintenir la qualité du grain lorsque celui-ci est acheminé par les réseaux de commercialisation, et veiller au traitement équitable des producteurs de grain, ainsi qu'à l'honnêteté des opérations sur le grain; et
- répondre aux besoins des producteurs et des autres membres de l'industrie du grain de la façon la plus efficace et efficiente possible.

Financement agricole Canada

Objectifs

La mission de Financement agricole Canada consiste à mettre en valeur le secteur rural canadien par la prestation de services financiers spécialisés aux exploitations agricoles, notamment aux fermes familiales ainsi qu'aux petites et moyennes agri-entreprises, en mettant l'accent sur le service personnalisé.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|--|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 563 213 000 | ... | ... | 563 213 000 | 1 | Dépenses de fonctionnement | | | |
| ... | ... | 61 434 153 | ... | 61 434 153 | 1a | Dépenses de fonctionnement | | | |
| ... | ... | 26 798 862 | ... | 26 798 862 | 1b | Virement de 7 309 508 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) | | | |
| ... | ... | ... | 7 309 508 | 7 309 508 | | Virement du : crédit 10 | | | |
| ... | ... | ... | 6 048 000 | 6 048 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | 563 213 000 | 88 233 015 | 13 357 508 | 664 803 523 | | Total—Crédit 1 | 613 828 426 | 50 975 097 | ... |
| ... | 36 631 000 | ... | ... | 36 631 000 | 5 | Dépenses en capital | | | |
| ... | ... | 230 475 | ... | 230 475 | 5a | Dépenses en capital | | | |
| ... | 36 631 000 | 230 475 | ... | 36 861 475 | | Total—Crédit 5 | 36 501 474 | 360 001 | ... |
| ... | 334 955 315 | ... | ... | 334 955 315 | 10 | Subventions et contributions | | | |
| ... | ... | 69 535 370 | ... | 69 535 370 | 10a | Subventions et contributions | | | |
| ... | ... | ... | (7 309 508) | (7 309 508) | | Virement au crédit 1 | | | |
| ... | 334 955 315 | 69 535 370 | (7 309 508) | 397 181 177 | | Total—Crédit 10 | 216 683 820 | 180 497 357 | ... |
| ... | 1 | ... | ... | 1 | 15 | Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 700 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières | ... | 1 | ... |
| ... | 1 | ... | ... | 1 | 20 | Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2001) sur l'éthanol de la biomasse | ... | 1 | ... |
| 600 000 | 200 000 | ... | (200 000) | 600 000 | (S) | Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> | ... | ... | 600 000 |

| | | | | | | | | | |
|------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--|----------------------|--------------------|------------------|----------------------|
| ... | 378 916 000 | 438 217 000 | 390 326 626 | 1 207 459 626 | (S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture | 1 207 459 626 | ... | ... | 1 299 014 090 |
| ... | 65 500 000 | ... | (51 665 181) | 13 834 819 | (S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> | 13 834 819 | ... | ... | 12 061 055 |
| ... | 4 000 000 | ... | (2 773 645) | 1 226 355 | (S) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> | 1 226 355 | ... | ... | 2 232 859 |
| ... | 227 300 000 | ... | (227 300 000) | ... | (S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme d'assurance-récolte | ... | ... | ... | ... |
| ... | 212 600 000 | ... | (212 600 000) | ... | (S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Compte de stabilisation du revenu net | ... | ... | ... | 376 149 283 |
| ... | 147 465 667 | ... | (38 743 108) | 108 722 559 | (S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programmes provinciaux | 108 722 559 | ... | ... | 128 005 620 |
| ... | 69 400 000 | ... | (67 754 798) | 1 645 202 | (S) Contributions à l'appui du Programme de redressement de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) | 1 645 202 | ... | ... | 402 935 305 |
| ... | 69 970 | ... | (2 043) | 67 927 | (S) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire—Traitement et allocation pour automobile | 67 927 | ... | ... | 82 101 |
| ... | 70 595 000 | ... | 783 206 | 71 378 206 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 71 378 206 | ... | ... | 67 510 690 |
| 3 042 004 | ... | ... | ... | 3 042 004 | (S) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel | (86 047) | ... | 3 128 051 | 307 777 |
| ... | ... | 842 810 000 | (909 754 101) | (66 944 101) | (S) Paiements de subventions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>) | (66 944 101) | ... | ... | 842 810 000 |
| ... | ... | 245 280 000 | (114 073 871) | 131 206 129 | (S) Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie | 131 206 129 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 85 190 000 | (85 190 000) | ... | (S) Paiement de contributions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>) | ... | ... | ... | 85 190 000 |
| ... | ... | 65 000 000 | (65 000 000) | ... | (S) Contributions à la gestion des risques agricoles—Programme canadien du revenu agricole (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>) | ... | ... | ... | 65 000 000 |
| ... | ... | 7 800 000 | 29 090 | 7 829 090 | (S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Décret de remise conditionnelle visant le Régime d'assurance-revenu brut du Québec | 7 829 090 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | (39 984) | (39 984) | (S) Contributions à la transition aux programmes futurs de gestion des risques | (39 984) | ... | ... | 598 931 691 |
| ... | ... | ... | 6 174 427 | 6 174 427 | (S) Dépenses en vertu de la section 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> aux termes des garanties du Programme des avances de crédit printanières | 6 174 427 | ... | ... | 6 209 217 |
| ... | ... | ... | 120 515 | 120 515 | (S) Honoraires—Agence de recouvrement | 120 515 | ... | ... | 185 335 |
| 28 619 | ... | ... | 2 377 131 | 2 405 750 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 2 324 036 | ... | 81 714 | 2 491 936 |
| ... | ... | ... | 896 860 000 | 896 860 000 | (S) Paiements de subventions législatives par catégories pour le Programme d'aide au revenu agricole | 896 860 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 94 640 000 | 94 640 000 | (S) Paiements de contributions législatives par catégories pour le Programme d'aide au revenu agricole | 94 640 000 | ... | ... | ... |
| 3 670 623 | 2 110 845 954 | 1 842 295 860 | (377 737 736) | 3 579 074 701 | Total du ministère—Budgétaire | 3 343 432 479 | 231 832 457 | 3 809 765 | 4 691 856 036 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Provenance des autorisations | | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------|--|-------------------------|---|--|-------------------|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Commission canadienne du lait | | | | | | | | | | |
| ... | 3 211 000 | ... | ... | 3 211 000 | 25 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 47 000 | 47 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 3 211 000 | ... | 47 000 | 3 258 000 | | Total—Crédit 25 | 3 258 000 | ... | ... | 3 218 484 |
| ... | 3 211 000 | ... | 47 000 | 3 258 000 | | Total budgétaire | 3 258 000 | ... | ... | 3 218 484 |
| 269 770 000 | ... | ... | ... | 269 770 000 | (S) | (L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 300 000 000 \$ (Net) | 1 717 000 | ... | 268 053 000 | 30 230 000 |
| Total du programme— | | | | | | | | | | |
| ... | 3 211 000 | ... | 47 000 | 3 258 000 | | Budgétaire | 3 258 000 | ... | ... | 3 218 484 |
| 269 770 000 | ... | ... | ... | 269 770 000 | | Non budgétaire | 1 717 000 | ... | 268 053 000 | 30 230 000 |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | | | | | | | | | | |
| ... | 390 981 000 | ... | ... | 390 981 000 | 30 | Dépenses de fonctionnement et contributions | | | | |
| ... | ... | 47 100 653 | ... | 47 100 653 | 30a | Dépenses de fonctionnement et contributions | | | | |
| ... | ... | 3 877 198 | ... | 3 877 198 | 30b | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 1 227 000 | 1 227 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | (8 713 000) | (8 713 000) | | Virement au crédit 10 (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)) | | | | |
| ... | 390 981 000 | 50 977 851 | (7 486 000) | 434 472 851 | | Total—Crédit 30 | 409 257 288 | 25 215 563 | ... | 394 616 539 |
| ... | 14 494 000 | ... | ... | 14 494 000 | 35 | Dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | 13 825 310 | ... | 13 825 310 | 35a | Dépenses en capital | | | | |
| ... | 14 494 000 | 13 825 310 | ... | 28 319 310 | | Total—Crédit 35 | 18 202 944 | 10 116 366 | ... | 6 605 972 |
| ... | 1 500 000 | 66 000 000 | 5 158 650 | 72 658 650 | (S) | Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> | 72 658 650 | ... | ... | 8 920 549 |
| ... | 69 905 000 | ... | (10 026 886) | 59 878 114 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 59 878 114 | ... | ... | 57 558 814 |
| 25 000 | ... | ... | 458 463 | 483 463 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 386 710 | 71 753 | 25 000 | 358 531 |
| ... | ... | ... | 10 780 | 10 780 | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 10 780 | ... | ... | 1 943 |

| | | | | | | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|-----|--|----------------------|--------------------|----------------------|----------------------|
| ... | ... | ... | 5 699 | 5 699 | (S) | Honoraires—Agence de recouvrement | 5 699 | ... | ... | 8 581 |
| 25 000 | 476 880 000 | 130 803 161 | (11 879 294) | 595 828 867 | | Total du programme—Budgétaire | 560 400 185 | 35 403 682 | 25 000 | 468 070 929 |
| Commission canadienne des grains | | | | | | | | | | |
| ... | 19 245 000 | ... | ... | 19 245 000 | 40 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 891 700 | ... | 891 700 | 40a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 120 000 | 120 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 19 245 000 | 891 700 | 120 000 | 20 256 700 | | Total—Crédit 40 | 19 669 151 | 587 549 | ... | 34 787 100 |
| 21 379 101 | (127 000) | ... | 127 000 | 21 379 101 | (S) | Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains | 7 703 331 | ... | 13 675 770 | (9 056 411) |
| ... | 2 175 000 | ... | ... | 2 175 000 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 175 000 | ... | ... | 2 846 000 |
| 25 000 | ... | ... | 7 784 | 32 784 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 25 000 | 7 784 | ... |
| 21 404 101 | 21 293 000 | 891 700 | 254 784 | 43 843 585 | | Total du programme—Budgétaire | 29 547 482 | 612 549 | 13 683 554 | 28 576 689 |
| Financement agricole Canada | | | | | | | | | | |
| 6 667 000 | ... | ... | 25 000 000 ⁽²⁾ | 31 667 000 | (S) | <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> | | | | |
| | | | | | (L) | Paiements de capital en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 11(1). Limite 1 175 000 000 \$ (Net) | 25 000 000 | ... | 6 667 000 | ... |
| 2 090 153 000 | ... | ... | 587 391 000 | 2 677 544 000 | (L) | Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net) | ... | ... | 2 677 544 000 | ... |
| 2 096 820 000 | ... | ... | 612 391 000 | 2 709 211 000 | | Total du programme—Non budgétaire | 25 000 000 | ... | 2 684 211 000 | ... |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | |
| 25 099 724 | 2 612 229 954 | 1 973 990 721 | (389 315 246) | 4 222 005 153 | | Budgétaire | 3 936 638 146 | 267 848 688 | 17 518 319 | 5 191 722 138 |
| 2 366 590 000 | ... | ... | 612 391 000 | 2 978 981 000 | | Non budgétaire | 26 717 000 | ... | 2 952 264 000 | 30 230 000 |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ En vertu du décret CP 2005-0283 du 8 mars 2005.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Sécurité du système alimentaire | 251 455 927 | 215 706 131 | 3 320 329 | 3 320 329 | 2 618 011 523 | 2 523 397 416 | 24 251 000 | 15 735 827 | ... | ... | 2 848 536 779 | 2 726 688 049 |
| Santé de l'environnement | 207 026 000 | 206 553 904 | 3 000 000 | 2 821 448 | 114 589 000 | 37 529 364 | 15 000 000 | 14 876 580 | ... | ... | 309 615 000 | 232 028 136 |
| Innovations propices à la croissance | 322 587 000 | 295 985 435 | 30 541 146 | 30 359 697 | 67 794 776 | 58 371 162 | ... | ... | ... | ... | 420 922 922 | 384 716 294 |
| Sous-total | 781 068 927 | 718 245 470 | 36 861 475 | 36 501 474 | 2 800 395 299 | 2 619 297 942 | 39 251 000 | 30 612 407 | ... | ... | 3 579 074 701 | 3 343 432 479 |
| Revenus affectés aux dépenses | (39 251 000) | (30 612 407) | ... | ... | ... | ... | (39 251 000) | (30 612 407) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère—Budgétaire | 741 817 927 | 687 633 063 | 36 861 475 | 36 501 474 | 2 800 395 299 | 2 619 297 942 | ... | ... | ... | ... | 3 579 074 701 | 3 343 432 479 |
| Commission canadienne du lait— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 3 258 000 | 3 258 000 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3 258 000 | 3 258 000 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 269 770 000 | 1 717 000 | 269 770 000 | 1 717 000 |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | | | | | | | | | | | | |
| Salubrité des aliments | 385 612 794 | 387 978 207 | 15 986 593 | 17 481 211 | 289 154 | 289 154 | 37 893 225 | 37 893 225 | ... | ... | 363 995 316 | 367 855 347 |
| Santé des animaux | 99 319 853 | 77 894 325 | 8 652 438 | 546 988 | 68 809 942 | 68 809 942 | 7 831 697 | 7 831 697 | ... | ... | 168 950 536 | 139 419 558 |
| Protection des végétaux | 64 154 760 | 57 902 559 | 3 680 279 | 174 745 | 4 322 248 | 4 322 248 | 9 274 272 | 9 274 272 | ... | ... | 62 883 015 | 53 125 280 |
| Sous-total | 549 087 407 | 523 775 091 | 28 319 310 | 18 202 944 | 73 421 344 | 73 421 344 | 54 999 194 | 54 999 194 | ... | ... | 595 828 867 | 560 400 185 |
| Revenus affectés aux dépenses | (54 999 194) | (54 999 194) | ... | ... | ... | ... | (54 999 194) | (54 999 194) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 494 088 213 | 468 775 897 | 28 319 310 | 18 202 944 | 73 421 344 | 73 421 344 | ... | ... | ... | ... | 595 828 867 | 560 400 185 |
| Commission canadienne des grains | | | | | | | | | | | | |
| Commission canadienne des grains | 86 023 585 | 64 203 654 | ... | ... | ... | ... | 42 180 000 | 34 656 172 | ... | ... | 43 843 585 | 29 547 482 |
| Revenus affectés aux dépenses | (42 180 000) | (34 656 172) | ... | ... | ... | ... | (42 180 000) | (34 656 172) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 43 843 585 | 29 547 482 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 43 843 585 | 29 547 482 |
| Financement agricole Canada— | | | | | | | | | | | | |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 709 211 000 | 25 000 000 | 2 709 211 000 | 25 000 000 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 1 283 007 725 | 1 189 214 442 | 65 180 785 | 54 704 418 | 2 873 816 643 | 2 692 719 286 | ... | ... | ... | ... | 4 222 005 153 | 3 936 638 146 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 978 981 000 | 26 717 000 | 2 978 981 000 | 26 717 000 |

Paiements de transfert

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|---------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Sécurité du système alimentaire | | | | | | | | | |
| 600 000 | 133 333 | ... | (133 333) | 600 000 | (S) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> | ... | ... | 600 000 | ... |
| ... | 3 731 100 | ... | 23 568 901 | 27 300 001 | Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire | 27 300 001 | ... | ... | 3 993 085 |
| ... | ... | 842 810 000 | (909 754 101) | (66 944 101) | (S) Paiements de subventions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie | (66 944 101) | ... | ... | 842 810 000 |
| ... | ... | ... | 896 860 000 | 896 860 000 | (S) Paiements de subventions législatives par catégories pour le Programme d'aide au revenu agricole | 896 860 000 | ... | ... | ... |
| 600 000 | 3 864 433 | 842 810 000 | 10 541 467 | 857 815 900 | | 857 215 900 | ... | 600 000 | 846 803 085 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Santé de l'environnement | | | | | | | | | |
| ... | 9 805 000 | ... | (9 805 000) | ... | Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire | ... | ... | ... | 5 896 307 |
| ... | 38 000 | ... | ... | 38 000 | Subventions aux organisations dont les activités appuient l'aménagement et la conservation des sols et de l'eau | 38 000 | ... | ... | 38 000 |
| ... | 9 843 000 | ... | (9 805 000) | 38 000 | | 38 000 | ... | ... | 5 934 307 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Innovations propices à la croissance | | | | | | | | | |
| ... | 66 667 | ... | (66 667) | ... | (S) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> | ... | ... | ... | ... |
| ... | 16 763 900 | ... | (16 715 231) | 48 669 | Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire | 48 669 | ... | ... | 15 085 174 |
| ... | 999 000 | ... | ... | 999 000 | Recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada | 909 818 | 89 182 | ... | 999 000 |
| ... | 17 829 567 | ... | (16 781 898) | 1 047 669 | | 958 487 | 89 182 | ... | 16 084 174 |
| 600 000 | 31 537 000 | 842 810 000 | (16 045 431) | 858 901 569 | Total—Subventions | 858 212 387 | 89 182 | 600 000 | 868 821 566 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Sécurité du système alimentaire | | | | | | | | | |
| ... | 378 916 000 | 438 217 000 | 390 326 626 | 1 207 459 626 | (S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture | 1 207 459 626 | ... | ... | 1 299 014 090 |
| ... | 65 500 000 | ... | (51 665 181) | 13 834 819 | (S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> | 13 834 819 | ... | ... | 12 061 055 |

Paiements de transfert—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 4 000 000 | ... | (2 773 645) | 1 226 355 | (S) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> | 1 226 355 | ... | ... | 2 232 859 |
| ... | 227 300 000 | ... | (227 300 000) | ... | (S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme d'assurance-récolte | ... | ... | ... | ... |
| ... | 212 600 000 | ... | (212 600 000) | ... | (S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Compte de stabilisation du revenu net | ... | ... | ... | 376 149 283 |
| ... | 147 465 667 | ... | (38 743 108) | 108 722 559 | (S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programmes provinciaux | 108 722 559 | ... | ... | 128 005 620 |
| ... | 69 400 000 | ... | (67 754 798) | 1 645 202 | (S) Contributions au Programme de redressement de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) | 1 645 202 | ... | ... | 402 935 305 |
| ... | 2 500 000 | ... | (41 918) | 2 458 082 | Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Partenariats en gestion des risques avec le secteur privé | 71 230 | 2 386 852 | ... | 11 263 973 |
| ... | 20 795 400 | ... | ... | 20 795 400 | Contributions pour venir en aide au secteur agricole et alimentaire—International | 18 312 300 | 2 483 100 | ... | ... |
| ... | 30 100 000 | ... | ... | 30 100 000 | Contributions pour venir en aide au secteur agricole et alimentaire—Salubrité et qualité des aliments | 4 525 836 | 25 574 164 | ... | ... |
| ... | ... | ... | 6 174 427 | 6 174 427 | (S) Contributions pour la gestion des risques agricoles—Gestion des risques de l'entreprise du Programme des avances de crédit printanières | 6 174 427 | ... | ... | 6 209 217 |
| ... | 8 000 | ... | (8 000) | ... | Contribution au Conseil canadien de la sécurité à l'appui de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme | ... | ... | ... | ... |
| ... | ... | 42 124 000 | 12 000 000 | 54 124 000 | Contributions visant à fournir une aide au revenu agricole à la collectivité agricole | 54 124 000 | ... | ... | 22 227 405 |
| ... | ... | 17 100 000 | ... | 17 100 000 | Contributions à l'appui de l'industrie canadienne du bovin de boucherie | ... | 17 100 000 | ... | ... |
| ... | ... | 2 900 000 | (1 700 000) | 1 200 000 | Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques non liés à l'entreprise conformément au Cadre stratégique pour l'agriculture—Initiative de suivi et de retraçage | 1 200 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 245 280 000 | (114 073 871) | 131 206 129 | (S) Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie | 131 206 129 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 85 190 000 | (85 190 000) | ... | (S) Paiements de contributions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie | ... | ... | ... | 85 190 000 |
| ... | ... | 65 000 000 | (65 000 000) | ... | (S) Contributions à la gestion des risques agricoles—Programme canadien du revenu agricole | ... | ... | ... | 65 000 000 |
| ... | ... | 7 800 000 | 29 090 | 7 829 090 | (S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Décret de remise conditionnelle visant le Régime d'assurance-revenu brut du Québec | 7 829 090 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 448 918 | 448 918 | Contributions afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire | 448 918 | ... | ... | 9 920 022 |
| ... | ... | 7 338 000 | (3 299 000) | 4 039 000 | Contributions pour le contrôle du virus de la sharka du prunier | 4 039 000 | ... | ... | 5 747 500 |

| | | | | | | | | | |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---|----------------------|--------------------|----------------|----------------------|
| ... | ... | ... | (39 984) | (39 984) | (S) Contributions à la transition aux programmes futurs de gestion des risques | (39 984) | ... | ... | 598 931 691 |
| ... | 57 232 000 | ... | ... | 57 232 000 | Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programme des avances de crédit printanières | 10 762 009 | 46 469 991 | ... | 14 567 572 |
| ... | ... | ... | 94 640 000 | 94 640 000 | (S) Paiements de contributions législatives par catégories pour le Programme d'aide au revenu agricole | 94 640 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 26 713 |
| ... | 1 215 817 067 | 910 949 000 | (366 570 444) | 1 760 195 623 | | 1 666 181 516 | 94 014 107 | ... | 3 039 482 305 |
| Santé de l'environnement | | | | | | | | | |
| ... | 109 339 000 | ... | ... | 109 339 000 | Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire—Environnemental | 32 428 032 | 76 910 968 | ... | 6 859 839 |
| ... | 715 000 | ... | (566 332) | 148 668 | Contributions afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire | ... | 148 668 | ... | 1 340 871 |
| ... | 4 497 000 | ... | 566 332 | 5 063 332 | Contributions pour la mise en œuvre du Plan d'action 2000 pour le changement climatique | 5 063 332 | ... | ... | 4 458 913 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 5 837 499 |
| ... | 114 551 000 | ... | ... | 114 551 000 | | 37 491 364 | 77 059 636 | ... | 18 497 122 |
| Innovations propices à la croissance | | | | | | | | | |
| ... | 10 700 000 | ... | 275 000 | 10 975 000 | Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire—Renouveau et science et innovation | 5 634 670 | 5 340 330 | ... | ... |
| ... | 8 346 600 | ... | 25 000 | 8 371 600 | Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire—International | 8 346 600 | 25 000 | ... | 14 175 527 |
| ... | 6 376 000 | 73 370 | ... | 6 449 370 | Contributions à l'appui du Canada rural et du développement dans le secteur des coopératives | 3 759 898 | 2 689 472 | ... | 1 296 370 |
| ... | 864 000 | ... | (209 508) | 654 492 | Contributions en vertu du Programme Objectif carrière de la Stratégie emploi jeunesse | 544 648 | 109 844 | ... | 416 780 |
| ... | 5 346 000 | ... | (2 593 768) | 2 752 232 | Contributions afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire | 1 582 446 | 1 169 786 | ... | 10 497 083 |
| ... | 1 710 000 | ... | ... | 1 710 000 | Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA) | 1 710 000 | ... | ... | 1 710 000 |
| ... | 673 000 | ... | 24 500 | 697 500 | Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles | 697 500 | ... | ... | 858 000 |
| ... | 44 416 315 | ... | (9 279 402) | 35 136 913 | Contributions en vertu du Programme des routes du grain des Prairies | 35 136 913 | ... | ... | 33 145 184 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 617 633 |
| ... | 78 431 915 | 73 370 | (11 758 178) | 66 747 107 | | 57 412 675 | 9 334 432 | ... | 62 716 577 |
| ... | 1 408 799 982 | 911 022 370 | (378 328 622) | 1 941 493 730 | Total—Contributions | 1 761 085 555 | 180 408 175 | ... | 3 120 696 004 |
| Sommaire du ministère par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| 600 000 | 1 219 681 500 | 1 753 759 000 | (356 028 977) | 2 618 011 523 | Sécurité du système alimentaire | 2 523 397 416 | 94 014 107 | 600 000 | 3 886 285 390 |
| ... | 124 394 000 | ... | (9 805 000) | 114 589 000 | Santé de l'environnement | 37 529 364 | 77 059 636 | ... | 24 431 429 |
| ... | 96 261 482 | 73 370 | (28 540 076) | 67 794 776 | Innovations propices à la croissance | 58 371 162 | 9 423 614 | ... | 78 800 751 |
| 600 000 | 1 440 336 982 | 1 753 832 370 | (394 374 053) | 2 800 395 299 | Total du ministère | 2 619 297 942 | 180 497 357 | 600 000 | 3 989 517 570 |

Paiements de transfert—Fin

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------------|--------------------|---|--|----|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Salubrité des aliments | | | | | | | | | |
| Contributions à l'appui des initiatives qui contribuent à améliorer, à faire avancer et à promouvoir le système fédéral d'inspection | | | | | | | | | |
| ... | 122 000 | ... | 167 154 | 289 154 | 289 154 | ... | ... | 552 301 | |
| ----- | | | | | | | | | |
| Santé des animaux | | | | | | | | | |
| Versement aux provinces conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil sur l'indemnisation des victimes de la rage, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants payés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts de la rage | | | | | | | | | |
| ... | 115 000 | ... | (111 095) | 3 905 | 3 905 | ... | ... | 6 449 | |
| Indemnités versées, conformément aux dispositions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse | | | | | | | | | |
| ... | 7 000 | ... | (7 000) | ... | ... | ... | ... | 16 000 | |
| Contributions à l'appui des initiatives qui contribuent à améliorer, à faire avancer et à promouvoir le système fédéral d'inspection | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 187 183 | 187 183 | 187 183 | ... | ... | ... | |
| (S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> | | | | | | | | | |
| ... | 1 343 000 | 66 000 000 | 1 275 854 | 68 618 854 | 68 618 854 | ... | ... | 8 640 971 | |
| ... | 1 465 000 | 66 000 000 | 1 344 942 | 68 809 942 | 68 809 942 | ... | ... | 8 663 420 | |
| ----- | | | | | | | | | |
| Protection des végétaux | | | | | | | | | |
| Contributions à l'appui des initiatives qui contribuent à améliorer, à faire avancer et à promouvoir le système fédéral d'inspection | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 282 452 | 282 452 | 282 452 | ... | ... | ... | |
| (S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> | | | | | | | | | |
| ... | 157 000 | ... | 3 882 796 | 4 039 796 | 4 039 796 | ... | ... | 279 578 | |
| ... | 157 000 | ... | 4 165 248 | 4 322 248 | 4 322 248 | ... | ... | 279 578 | |
| ... | 1 744 000 | 66 000 000 | 5 677 344 | 73 421 344 | 73 421 344 | ... | ... | 9 495 299 | |
| Total du programme | | | | | | | | | |
| 600 000 | 1 442 080 982 | 1 819 832 370 | (388 696 709) | 2 873 816 643 | 2 692 719 286 | 180 497 357 | 600 000 | 3 999 012 869⁽¹⁾ | |
| Total du portefeuille ministériel | | | | | | | | | |

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|--|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Sécurité du système alimentaire | 24 251 000 | 15 735 827 | 24 558 651 |
| Santé de l'environnement | 15 000 000 | 14 876 580 | 14 470 430 |
| Total du ministère—Budgétaire | 39 251 000 | 30 612 407 | 39 029 081 |
| Commission canadienne du lait | | | |
| Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées) | | | |
| Commission canadienne du lait | | | |
| Remboursement de prêts | 269 770 000 | 137 956 000 | 117 119 500 |
| Total du programme—Non budgétaire | 269 770 000 | 137 956 000 | 117 119 500 |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Salubrité des aliments | 37 893 225 | 37 893 225 | 41 025 795 |
| Santé des animaux | 7 831 697 | 7 831 697 | 8 764 556 |
| Protection des végétaux | 9 274 272 | 9 274 272 | 9 774 395 |
| Total du programme—Budgétaire | 54 999 194 | 54 999 194 | 59 564 746 |
| Commission canadienne des grains | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Commission canadienne des grains | | | |
| Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains | 42 180 000 | 34 656 172 | 34 146 883 |
| Total du programme—Budgétaire | 42 180 000 | 34 656 172 | 34 146 883 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | |
| Budgétaire | 136 430 194 | 120 267 773 | 132 740 710 |
| Non budgétaire | 269 770 000 | 137 956 000 | 117 119 500 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— ⁽¹⁾ | | |
| Prêts, placements et avances— | | |
| Financement agricole Canada | 3 678 515 | ... |
| Commission canadienne du lait | 1 309 944 | 584 758 |
| Centres de services agricoles | 734 | ... |
| Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples | 189 | 2 723 |
| | 4 989 382 | 587 481 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 22 110 369 | 83 387 789 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 1 908 433 | 65 318 512 |
| | 24 018 802 | 148 706 301 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Droits et privilèges | 4 625 453 | 5 555 462 |
| Location et utilisation de biens publics | 5 336 583 | 4 886 354 |
| Services de nature réglementaire | 25 195 427 | 25 747 883 |
| Services de nature non réglementaire | 431 127 | 637 834 |
| Ventes de biens et de produits d'information | 307 468 | 229 314 |
| Autres frais et droits | 2 791 417 | 10 830 301 |
| | 38 687 475 | 47 887 148 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 2 377 131 | 2 371 214 |
| Revenus divers | 6 989 426 | 3 982 547 |
| Total du ministère | 77 062 216 | 203 534 691 |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | | |
| Autres revenus— | | |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Location et utilisation de biens publics | 41 563 | 45 110 |
| Services de nature réglementaire | 54 778 155 | 53 558 727 |
| Autres frais et droits | 275 063 | 216 745 |
| | 55 094 781 | 53 820 582 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 458 463 | 425 783 |
| Revenus divers | 868 580 | 633 843 |
| Total du programme | 56 421 824 | 54 880 208 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Commission canadienne des grains | | |
| Autres revenus— | | |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Services de nature réglementaire | 30 146 952 | 26 195 802 |
| Services de nature non réglementaire | 5 767 124 | 7 780 880 |
| Ventes de biens et de produits d'information | 27 945 | 34 106 |
| Autres frais et droits— | | |
| Intérêt sur débiteurs en souffrance | ... | 4 820 |
| Évaluation sur gain de change | 278 | 587 |
| Revenus reportés | (22 557) | 41 677 |
| | (22 279) | 47 084 |
| | 35 919 742 | 34 057 872 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 7 784 | 55 730 |
| Total du programme | 35 927 526 | 34 113 602 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements | 4 989 382 | 587 481 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 24 018 802 | 148 706 301 |
| Ventes de biens et de services | 129 701 998 | 135 765 602 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 2 843 378 | 2 852 727 |
| Revenus divers | 7 858 006 | 4 616 390 |
| Total du portefeuille ministériel | 169 411 566 | 292 528 501 |

⁽¹⁾ Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Anciens Combattants

Ministère

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 9.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 9.3 |
| Programmes par secteur d'activité | 9.5 |
| Paiements de transfert | 9.6 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés.... | 9.8 |
| Revenus..... | 9.8 |

Ministère

Programme des anciens combattants

Objectifs

Contribuer au bien-être financier, physique et social des anciens combattants et d'autres personnes admissibles, en reconnaissance des sacrifices qu'ils ont consentis au service de leur pays; et garder le souvenir de ces sacrifices à la mémoire de tous les Canadiens.

Description des secteurs d'activité

Prestations et services

Le secteur d'activité, Prestations et services, comprend quatre secteurs de services constitutifs : pensions et allocations, services juridiques des pensions, soins de santé et commémoration. Ces secteurs de services permettent d'offrir, de façon équitable et rapide, une compensation pour les souffrances associées à l'invalidité et à la perte de possibilités d'enrichissement; de l'aide de conseillers juridiques professionnels; l'exécution de programmes de soins de santé et sociaux novateurs et de programmes visant à reconnaître davantage les exploits et les sacrifices consentis par les groupes de clients du portefeuille, et de les honorer.

Administration ministérielle

Le secteur d'activité, Administration ministérielle, comprend les fonctions ministérielles suivantes : bureaux du ministre, du sous-ministre, de la sous-ministre déléguée, du sous-ministre adjoint des Services ministériels, du règlement des conflits et d'accès à l'information et protection des renseignements personnels; ainsi que des services de secrétariat exécutif (y compris les lois et les règlements); communications; planification ministérielle; finances; ressources humaines; gestion de l'information; services de soutien de la gestion; vérification et évaluation; services de sécurité; et gestion de l'immobilier. Ces fonctions fournissent la gestion ministérielle et le soutien administratif qui habiliteront le portefeuille à déterminer l'orientation, à gérer le changement et à évaluer le rendement.

Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Objectifs

Donner aux clients la possibilité d'obtenir une audience de révision et d'appel pour assurer l'équité dans le processus de décision en matière de pensions d'invalidité et d'allocations aux anciens combattants.

Description des secteurs d'activité

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Le Tribunal des anciens combattants (révision et appel) est un organisme quasi judiciaire indépendant qui rend des décisions en matière de révision et d'appel des pensions, et qui se prononce sur les appels interjetés dans des dossiers d'allocations aux anciens combattants.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|--|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Programme des anciens combattants | | | | | | | | | |
| ... | 771 858 000 | ... | ... | 771 858 000 | 1 | Dépenses de fonctionnement | | | |
| ... | ... | 11 553 663 | ... | 11 553 663 | 1a | Dépenses de fonctionnement | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 1b | Virement de 14 716 001 \$ du crédit 5 (Anciens combattants) | | | |
| ... | ... | ... | 14 716 001 | 14 716 001 | | Virement du : crédit 5 | | | |
| ... | ... | ... | 5 605 000 | 5 605 000 | | CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | ... | ... | 1 061 000 | 1 061 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | 771 858 000 | 11 553 664 | 21 382 001 | 804 793 665 | | Total—Crédit 1 | 768 761 076 | 36 032 589 | ... |
| ... | 33 296 000 | ... | ... | 33 296 000 | 5 | Dépenses en capital | | | |
| ... | ... | 1 914 678 | ... | 1 914 678 | 5a | Dépenses en capital | | | |
| ... | ... | ... | (14 716 001) | (14 716 001) | | Virement au : crédit 1 | | | |
| ... | ... | ... | (2 099 999) | (2 099 999) | | crédit 10 | | | |
| ... | 33 296 000 | 1 914 678 | (16 816 000) | 18 394 678 | | Total—Crédit 5 | 18 297 965 | 96 713 | ... |
| ... | 1 934 781 000 | ... | ... | 1 934 781 000 | 10 | Subventions et contributions | | | |
| ... | ... | 1 500 000 | ... | 1 500 000 | 10a | Subventions et contributions | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 10b | Virement de 2 099 999 \$ du crédit 5 (Anciens combattants) | | | |
| ... | ... | ... | 2 099 999 | 2 099 999 | | Virement du crédit 5 | | | |
| ... | 1 934 781 000 | 1 500 001 | 2 099 999 | 1 938 381 000 | | Total—Crédit 10 | 1 862 903 747 | 75 477 253 | ... |
| ... | 69 970 | ... | (248) | 69 722 | (S) | Ministre des Anciens Combattants—Traitement et allocation pour automobile | 69 722 | ... | ... |
| ... | 2 000 | ... | (2 000) | ... | (S) | Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> | ... | ... | ... |
| ... | 10 000 | ... | (10 000) | ... | (S) | Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> | ... | ... | ... |
| ... | 10 000 | ... | (10 000) | ... | (S) | Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour</i>) | ... | ... | ... |
| ... | 175 000 | ... | (2 455) | 172 545 | (S) | Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>) | 172 545 | ... | ... |
| ... | 36 800 000 | ... | (2 570 022) | 34 229 978 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 34 229 978 | ... | ... |
| ... | ... | ... | 59 315 | 59 315 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 54 122 | ... | 5 193 |
| ... | ... | ... | 6 520 | 6 520 | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 6 520 | ... | ... |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | \$ |
| ... | ... | ... | 10 077 | 10 077 | (S) | Montants adjugés par une cour | 10 077 | ... | ... | 4 000 | |
| ... | ... | ... | 3 753 | 3 753 | (S) | Pertes d'opérations de change | 3 753 | ... | ... | ... | |
| ... | 2 777 001 970 | 14 968 343 | 4 150 940 | 2 796 121 253 | | Total budgétaire | 2 684 509 505 | 111 606 555 | 5 193 | 2 571 843 114 | |
| 604 931 231 | ... | ... | ... | 604 931 231 | (S) | (L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 605 000 000 \$ (Net) | (31 055) | ... | 604 962 286 | (67 585) | |
| ... | 2 777 001 970 | 14 968 343 | 4 150 940 | 2 796 121 253 | | Total du programme— | 2 684 509 505 | 111 606 555 | 5 193 | 2 571 843 114 | |
| 604 931 231 | ... | ... | ... | 604 931 231 | | Budgétaire | (31 055) | ... | 604 962 286 | (67 585) | |
| ... | 8 950 000 | ... | ... | 8 950 000 | 15 | Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) | | | | | |
| ... | ... | 286 444 | ... | 286 444 | 15a | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | ... | 73 000 | 73 000 | | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | 8 950 000 | 286 444 | 73 000 | 9 309 444 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 1 769 000 | ... | (123 543) | 1 645 457 | (S) | Total—Crédit 15 | 9 209 268 | 100 176 | ... | 9 442 732 | |
| ... | 10 719 000 | 286 444 | (50 543) | 10 954 901 | | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 645 457 | ... | ... | 1 638 494 | |
| ... | 2 787 720 970 | 15 254 787 | 4 100 397 | 2 807 076 154 | | Total du programme—Budgétaire | 10 854 725 | 100 176 | ... | 11 081 226 | |
| 604 931 231 | ... | ... | ... | 604 931 231 | | Total du portefeuille ministériel— | 2 695 364 230 | 111 706 731 | 5 193 | 2 582 924 340 | |
| ... | 2 787 720 970 | 15 254 787 | 4 100 397 | 2 807 076 154 | | Budgétaire | (31 055) | ... | 604 962 286 | (67 585) | |
| 604 931 231 | ... | ... | ... | 604 931 231 | | Non budgétaire | | | | | |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Programme des anciens combattants | | | | | | | | | | | | |
| Prestations et services | 771 730 818 | 736 377 629 | 18 395 000 | 18 297 965 | 1 938 553 545 | 1 863 076 292 | ... | ... | ... | ... | 2 728 679 363 | 2 617 751 886 |
| Administration ministérielle— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 67 441 890 | 66 757 619 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 67 441 890 | 66 757 619 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 604 931 231 | (31 055) | 604 931 231 | (31 055) |
| Total du programme— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 839 172 708 | 803 135 248 | 18 395 000 | 18 297 965 | 1 938 553 545 | 1 863 076 292 | ... | ... | ... | ... | 2 796 121 253 | 2 684 509 505 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 604 931 231 | (31 055) | 604 931 231 | (31 055) |
| Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 10 954 901 | 10 854 725 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 10 954 901 | 10 854 725 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 850 127 609 | 813 989 973 | 18 395 000 | 18 297 965 | 1 938 553 545 | 1 863 076 292 | ... | ... | ... | ... | 2 807 076 154 | 2 695 364 230 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 604 931 231 | (31 055) | 604 931 231 | (31 055) |

Paiements de transfert

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Ministère | | | | |
| | | | | | Programme des anciens combattants | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| | | | | | Prestations et services | | | | |
| ... | 1 415 000 | ... | 250 000 | 1 665 000 | Traitement et indemnités connexes | 1 539 289 | 125 711 | ... | 1 428 948 |
| | | | | | Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, CP 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> ; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve | | | | |
| ... | 1 628 177 000 | ... | ... | 1 628 177 000 | Paiements effectués en vertu du règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation | 1 583 102 057 | 45 074 943 | ... | 1 533 265 716 |
| ... | 750 000 | ... | ... | 750 000 | Paiements de prestations pour bravoure | 621 537 | 128 463 | ... | 620 670 |
| ... | 71 000 | ... | ... | 71 000 | Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils | 42 144 | 28 856 | ... | 42 304 |
| ... | 24 400 000 | ... | ... | 24 400 000 | Assistance accordée en conformité avec les dispositions du règlement sur le fonds de secours | 22 776 440 | 1 623 560 | ... | 25 415 537 |
| ... | 1 690 000 | ... | (700 000) | 990 000 | Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni | 624 666 | 365 334 | ... | 693 310 |
| ... | 1 000 | ... | ... | 1 000 | Autres prestations : | 1 000 | ... | ... | 1 000 |
| ... | 8 648 000 | 1 | 465 999 | 9 114 000 | Commission des sépultures de guerre du Commonwealth | 9 113 872 | 128 | ... | 8 313 434 |
| ... | 206 000 | ... | 450 000 | 656 000 | Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés | 600 036 | 55 964 | ... | 493 110 |
| ... | 5 000 | ... | ... | 5 000 | Formation universitaire et professionnelle | ... | 5 000 | ... | ... |
| ... | 700 000 | ... | ... | 700 000 | Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer | 525 494 | 174 506 | ... | 548 083 |
| ... | 2 000 | ... | ... | 2 000 | Remboursement, en vertu du paragraphe 10(3) de la <i>Loi sur la réadaptation des anciens combattants</i> | ... | 2 000 | ... | ... |
| ... | 16 319 000 | ... | (466 000) | 15 853 000 | Fonds du Souvenir | 10 600 000 | 5 253 000 | ... | 11 874 552 |
| ... | 70 000 | ... | ... | 70 000 | Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée | 7 018 | 62 982 | ... | 14 056 |
| ... | 10 000 | ... | (10 000) | ... | (S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays | ... | ... | ... | ... |
| ... | 175 000 | ... | (2 455) | 172 545 | (S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants | 172 545 | ... | ... | 167 342 |
| ... | ... | 340 000 | ... | 340 000 | Juno Beach Centre Association | 340 000 | ... | ... | ... |
| ... | 1 682 639 000 | 340 001 | (12 456) | 1 682 966 545 | | 1 630 066 098 | 52 900 447 | ... | 1 582 878 062 |

| | | | | | | | | | |
|-----|----------------------|------------------|------------------|----------------------|---|----------------------|-------------------|-----|----------------------|
| | | | | | Administration ministérielle | | | | |
| ... | 2 000 | ... | (2 000) | ... | (S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les intemittés de services de guerre</i> | ... | ... | ... | ... |
| ... | 10 000 | ... | (10 000) | ... | (S) Remboursement, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les intemittés de services de guerre</i> de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> | ... | ... | ... | ... |
| ... | 12 000 | ... | (12 000) | ... | | ... | ... | ... | ... |
| ... | 1 682 651 000 | 340 001 | (24 456) | 1 682 966 545 | Total—Subventions | 1 630 066 098 | 52 900 447 | ... | 1 582 878 062 |
| | | | | | Contributions | | | | |
| | | | | | Prestations et services | | | | |
| ... | 251 600 000 | ... | 1 600 000 | 253 200 000 | Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux | 230 716 068 | 22 483 932 | ... | 201 028 675 |
| ... | 17 000 | ... | ... | 17 000 | Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du ministère | ... | 17 000 | ... | ... |
| ... | 710 000 | 1 160 000 | 500 000 | 2 370 000 | Contributions, en vertu du Programme des contributions aux partenaires, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs | 2 294 126 | 75 874 | ... | 2 278 437 |
| ... | 252 327 000 | 1 160 000 | 2 100 000 | 255 587 000 | Total—Contributions | 233 010 194 | 22 576 806 | ... | 203 307 112 |
| | | | | | Sommaire du programme par secteur d'activité | | | | |
| ... | 1 934 966 000 | 1 500 001 | 2 087 544 | 1 938 553 545 | Prestations et services | 1 863 076 292 | 75 477 253 | ... | 1 786 185 174 |
| ... | 12 000 | ... | (12 000) | ... | Administration ministérielle | ... | ... | ... | ... |
| ... | 1 934 978 000 | 1 500 001 | 2 075 544 | 1 938 553 545 | Total du programme | 1 863 076 292 | 75 477 253 | ... | 1 786 185 174 |
| ... | 1 934 978 000 | 1 500 001 | 2 075 544 | 1 938 553 545 | Total du portefeuille ministériel | 1 863 076 292 | 75 477 253 | ... | 1 786 185 174 |

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Programme des anciens combattants | | | |
| Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées) | | | |
| Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances | | | |
| Remboursement de prêts | ... | 31 055 | 67 585 |
| Total du portefeuille ministériel— Non budgétaire | ... | 31 055 | 67 585 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Programme des anciens combattants | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— | | |
| Prêts, placements et avances— | | |
| Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances—Intérêt | 3 637 | 5 555 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Allocations aux anciens combattants | 401 295 | 151 971 |
| Pensions | 3 400 665 | 4 164 726 |
| Autres subventions et contributions | 287 459 | 203 867 |
| Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien | 4 806 209 | 4 031 344 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 5 853 421 | 22 757 |
| | 14 749 049 | 8 574 665 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Services de nature non réglementaire— | | |
| Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés | 17 029 669 | 16 214 263 |
| Autres services aux malades hospitalisés | 2 901 203 | 6 603 770 |
| Services médicaux | 9 856 | 9 856 |
| Repas | 333 843 | 346 914 |
| | 20 274 571 | 23 174 803 |
| Ventes de biens et de produits d'information | 244 | 772 |
| | 20 274 815 | 23 175 575 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 59 315 | 57 968 |
| Revenus divers— | | |
| Recouvrement de pensions de gouvernements étrangers | 3 962 042 | 2 732 173 |
| Location d'espace dans les hôpitaux | 79 961 | 80 492 |
| Dons à la Couronne | 210 | 38 705 |
| Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice | ... | 2 718 |
| Divers | 82 139 | 186 074 |
| | 4 124 352 | 3 040 162 |
| Total du portefeuille ministériel | 39 211 168 | 34 853 925 |

SECTION 10

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Bureau de l'infrastructure du Canada

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 10.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 10.3 |
| Programmes par secteur d'activité | 10.4 |
| Paiements de transfert | 10.5 |
| Revenus | 10.6 |

Bureau de l'infrastructure du Canada

Objectifs

Les objectifs d'Infrastructure Canada sont de favoriser des projets d'infrastructure qui contribuent à la qualité de vie, à la croissance économique, à la création de collectivités durables et au commerce international au Canada ainsi que de fournir des conseils stratégiques, assurer la défense des intérêts et veiller à la qualité des communications et des pratiques de gestion pour assurer une bonne gouvernance de l'infrastructure publique et la prise de décisions judicieuses concernant celle-ci.

Description des secteurs d'activité

Investissement dans l'infrastructure et information sur celle-ci

Ce secteur d'activité appuie l'investissement dans des projets d'infrastructure matérielle à travers tout le Canada, par la gestion et l'administration de programmes de financement de base.

Politiques, administration et communications liées à l'infrastructure

Ce secteur d'activité consiste à assurer la planification stratégique, à formuler des conseils stratégiques et à assurer des services généraux et la gestion des communications afin que les programmes d'infrastructure soient dispensés de la manière la plus efficace et en assurant la collaboration la plus étroite possible.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|---|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| ... | ... | 11 373 400 | ... | 11 373 400 | 2a | Dépenses de fonctionnement—Virement de 11 776 500 \$ du crédit 35 (Environnement) et de 1 309 000 \$ du crédit 1 (Transports) | | | |
| ... | ... | 1 871 000 | ... | 1 871 000 | 2b | Virement de 3 925 500 \$ du crédit 35 (Environnement) et de 594 203 \$ du crédit 1 (Conseil privé) | | | |
| ... | ... | ... | 1 309 000 | 1 309 000 | | Virement du : crédit 1 (Transports) | | | |
| ... | ... | ... | 594 203 | 594 203 | | crédit 1 (Conseil privé) | | | |
| ... | ... | ... | 15 702 000 | 15 702 000 | | crédit 35 (Environnement) | | | |
| ... | ... | ... | 73 000 | 73 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | ... | 13 244 400 | 17 678 203 | 30 922 603 | | Total—Crédit 2 | 28 866 876 | 2 055 727 | ... |
| ... | ... | 32 340 908 | ... | 32 340 908 | 7a | Contributions—Virement de 305 218 500 \$ du crédit 40 (Environnement) | | | |
| ... | ... | 41 495 117 | ... | 41 495 117 | 7b | Virement de 101 739 500 \$ du crédit 40 (Environnement) | | | |
| ... | ... | ... | 406 958 000 | 406 958 000 | | Virement du crédit 40 (Environnement) | | | |
| ... | ... | 73 836 025 | 406 958 000 | 480 794 025 | | Total—Crédit 7 | 199 405 275 | 281 388 750 | ... |
| ... | ... | 16 100 000 | ... | 16 100 000 | 12a | Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. | 16 100 000 | ... | ... |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 14b | Paiements à Queens Quay West Land Corporation— | | | |
| ... | ... | ... | 4 000 000 | 4 000 000 | | Virement de 4 000 000 \$ du crédit 15 (Environnement) | | | |
| ... | ... | 1 | 4 000 000 | 4 000 001 | | Virement du crédit 15 (Environnement) | | | |
| ... | ... | ... | 1 996 127 | 1 996 127 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 996 127 | ... | ... |
| ... | ... | 103 180 426 | 430 632 330 | 533 812 756 | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 250 368 278 | 283 444 478 | ... |
| | | | | | | | | | 96 283 189 ⁽²⁾ |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Le portefeuille ministériel du Bureau de l'infrastructure du Canada, créé au cours de l'exercice, était présenté antérieurement sous Environnement. La Société du Vieux-Port de Montréal Inc. et la Queens Quay West Land Corporation ont été transférées d'Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 18 400 000 \$ et 4 000 000 \$, respectivement.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Investissement dans l'infrastructure et information sur celle-ci | 18 827 608 | 12 319 515 | ... | ... | 480 794 025 | 199 405 275 | ... | ... | ... | ... | 499 621 633 | 211 724 790 |
| Politiques, administrations et communications liées à l'infrastructure | 34 191 123 | 38 643 488 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 34 191 123 | 38 643 488 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 53 018 731 | 50 963 003 | ... | ... | 480 794 025 | 199 405 275 | ... | ... | ... | ... | 533 812 756 | 250 368 278 |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--|--|---|----------------------------------|------------------------------------|--|--------------------|---|---|-------------------|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Investissement dans l'infrastructure et information sur celle-ci | | | | | | | | | |
| ... | ... | 2 245 917 | 1 925 000 | 4 170 917 | Contribution à la Fédération canadienne des municipalités pour l'élaboration du Guide national pour des infrastruc- tures municipales durables | 3 719 910 | 451 007 | ... | 2 945 083 |
| ... | ... | 44 293 378 | 332 319 000 | 376 612 378 | Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique | 156 454 188 | 220 158 190 | ... | 52 374 690 |
| ... | ... | 3 996 730 | 72 714 000 | 76 710 730 | Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière | 38 759 661 | 37 951 069 | ... | ... |
| ... | ... | 23 000 000 | ... | 23 000 000 | Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale | 418 016 | 22 581 984 | ... | ... |
| ... | ... | 300 000 | ... | 300 000 | Contributions dans le cadre du Programme de recherches, connaissances et rayonnement | 53 500 | 246 500 | ... | ... |
| ... | ... | 73 836 025 | 406 958 000 | 480 794 025 | Total du portefeuille ministériel | 199 405 275 | 281 388 750 | ... | 55 319 773 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|-------------------|--------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— | | |
| Prêts, placements et avances— | | |
| Société immobilière du Canada limitée—Dividendes | 5 000 000 | 4 999 990 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de traitements, biens et services | 334 | 1 430 |
| Autres paiements provenant des sociétés d'État consolidées | 826 287 | ... |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent— | | |
| Traitements et salaires | 180 055 | 66 540 |
| Dépenses de fonctionnement | 131 611 | 22 197 |
| | 1 138 287 | 90 167 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Autres frais et droits | 90 | 95 |
| Total du portefeuille ministériel | 6 138 377 | 5 090 252⁽¹⁾ |

(1) Le portefeuille ministériel du Bureau de l'infrastructure du Canada, créé au cours de l'exercice, était présenté antérieurement sous Environnement. La Société immobilière du Canada limitée a été transférée de Transports. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 4 999 990 \$.

SECTION 11

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Citoyenneté et Immigration

Ministère

**Commission de l'immigration et du
statut de réfugié du Canada**

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 11.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 11.4 |
| Programmes par secteur d'activité | 11.6 |
| Paiements de transfert | 11.7 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés | 11.8 |
| Revenus | 11.8 |

Ministère

Objectifs

Les objectifs du programme sont de faire en sorte que les personnes qui entrent au Canada et qui font ensuite partie de la société canadienne contribuent aux intérêts économiques et sociaux du Canada, tout en s'assurant que la santé et la sécurité des Canadiens soient préservées. Les politiques et les programmes de Citoyenneté et Immigration doivent être gérés en fonction des besoins et des capacités du Canada ainsi que de ses responsabilités et engagements internationaux.

Description des secteurs d'activité

Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales

Le secteur d'activité, Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales, élabore des politiques et des programmes pour la sélection des immigrants et l'évaluation des visiteurs; recommande au Ministre le nombre prévu d'immigrants qui seront admis au Canada annuellement; évalue les qualités des personnes souhaitant s'établir de façon permanente au Canada à la lumière des critères s'appliquant aux immigrants; évalue les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires éventuels à la lumière des critères pertinents; et évalue le risque que les immigrants, les visiteurs, les travailleurs temporaires et les étudiants étrangers éventuels présentent pour la santé des Canadiens et la durabilité du système de santé canadien.

Maintenir la tradition humanitaire du Canada

Le secteur d'activité, Maintenir la tradition humanitaire du Canada, assure un leadership international pour ce qui est de trouver des solutions durables aux problèmes liés aux réfugiés, notamment au moyen du rapatriement volontaire, de l'intégration locale, de la

réinstallation dans un autre pays, ou de l'adoption d'approches régionales à l'égard du partage des responsabilités; élabore et met en œuvre des politiques et des programmes de nature à aider le Canada à respecter ses engagements ainsi que ses obligations en matière de protection, sur les plans national et international; sélectionne à l'étranger des réfugiés parrainés par le gouvernement et le secteur privé, conformément aux niveaux présentés annuellement au Parlement; offre des services de santé essentiels et d'urgence aux revendicateurs du statut de réfugié et aux réfugiés au sens de la Convention qui sont dans le besoin et qui ne sont pas couverts par un régime d'assurance-maladie provincial (Programme fédéral de santé intérimaire); dans le cadre du programme de prêts aux immigrants et du programme d'aide à la réinstallation, offre une aide financière aux réfugiés dont la demande de réinstallation a été acceptée; et aide la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à prendre des décisions éclairées et en temps opportun en lui fournissant, relativement aux problèmes concernant les réfugiés, de l'information portant sur des cas et des pays en particulier, dans le cadre d'un protocole d'entente conclu entre Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) et la CISR.

Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants

Le secteur d'activité, Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants, élabore des politiques et des programmes qui assurent la promotion de l'intégration et de la citoyenneté; offre une aide de base aux nouveaux arrivants dès leur entrée au Canada; s'assure que le gouvernement fédéral s'acquitte de ses responsabilités à l'égard des immigrants auxquels il accorde la résidence permanente; informe les nouveaux Canadiens éventuels sur les droits et les responsabilités attachés à la citoyenneté canadienne; assure la promotion de la valeur de la citoyenneté canadienne auprès des nouveaux arrivants; et applique et interprète la *Loi sur la citoyenneté*.

Gérer l'accès au Canada

Le secteur d'activité, Gérer l'accès au Canada, élabore des politiques et des programmes afin d'empêcher qu'on recourt abusivement aux programmes du Canada concernant la citoyenneté, l'immigration et les réfugiés, et d'assurer la protection des Canadiens ainsi que la sécurité du Canada; contribue à la gestion des migrations et des déplacements internationaux en luttant contre les migrations clandestines, y compris le trafic des personnes, tout en facilitant le mouvement des voyageurs légitimes; admet au Canada les personnes respectant les dispositions de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* et ses règlements; refuse l'admission aux personnes ne respectant pas ces dispositions, y compris les criminels et les terroristes; détecte les cas où l'on recourt abusivement aux programmes concernant la citoyenneté, l'immigration et les réfugiés; gère les cas soumis à la CISR, à la Cour fédérale et à d'autres tribunaux; détient les personnes qui posent un risque grave pour les Canadiens ou qui refusent de comparaître aux fins de poursuites judiciaires en matière d'immigration; et renvoie les personnes n'ayant pas légalement le droit de demeurer au Canada.

Offrir des services ministériels

Le secteur d'activité, Offrir des services ministériels, coordonne les processus de planification et d'examen de CIC; gère la façon dont les deniers publics sont dépensés et utilisés; développe et supervise des activités de recouvrement des coûts/de production de revenus; offre des services administratifs, financiers et du personnel au Ministère, ainsi qu'une orientation fonctionnelle aux directeurs généraux des secteurs de service et de l'exécution des programmes; gère, coordonne et maintient l'infrastructure des technologies de l'information afin d'aider à la prise de décisions et à la mesure du rendement, et d'améliorer la prestation des services; mène des recherches sur des questions liées à la citoyenneté et à l'immigration, et diffuse les résultats de

ces recherches; coordonne l'élaboration d'une politique de citoyenneté et d'immigration et positionne le Ministère au sein du programme socio-économique du gouvernement; conçoit et diffuse de l'information sur les objectifs, les politiques, les programmes et les activités de CIC; influence l'environnement opérationnel du programme pour en favoriser le succès, notamment en favorisant la participation des nouveaux arrivants à la vie de la société canadienne; répond aux demandes de renseignements sur les cas et aux autres demandes d'information; et coordonne les relations du Ministère avec les gouvernements provinciaux, les organismes non gouvernementaux, les organisations internationales et d'autres ministères et organismes gouvernementaux.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Objectifs

L'objectif de la Commission est de satisfaire aux obligations définies dans la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* dont le Canada doit s'acquitter en matière d'immigration et de détermination du statut de réfugié à titre de signataire de la Convention de 1951 des Nations Unies relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967 s'y rapportant. À cette fin, la Commission statue sur les revendications du statut de réfugié présentées par des personnes au Canada; entend les appels de citoyens canadiens et de résidents permanents dont des parents se sont vu refuser le statut de résident permanent au Canada; entend les appels de certaines personnes qui se sont vu refuser l'admission au Canada ou dont on a ordonné le renvoi du Canada; entend les appels du Ministre contre la décision d'un arbitre; procède à des enquêtes sur des personnes qui ne seraient pas admissibles au Canada ou qui pourraient en être renvoyées; et révisé les motifs de détention de

personnes mises sous garde pour des raisons liées à l'immigration.

Description des secteurs d'activité

Détermination du statut de réfugié

L'objectif du secteur d'activité Détermination du statut de réfugié est de permettre au Canada de remplir ses obligations en tant que signataire de la Convention de 1951 des Nations Unies relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967 s'y rapportant, soit de protéger les personnes qui craignent avec raison d'être persécutées dans leur pays d'origine du fait de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social ou de leurs opinions politiques. À cette fin, la Section du statut de réfugié statue sur les revendications du statut de réfugié présentées par des personnes qui se trouvent déjà au Canada. La détermination du statut de réfugié à la CISR s'applique exclusivement aux revendications du statut de réfugié présentées par des personnes qui sont arrivées au Canada et dont le cas a été déféré à la CISR par CIC.

Appels en matière d'immigration

L'objectif du secteur d'activité Appels en matière d'immigration est de permettre aux citoyens canadiens et aux résidents permanents dont des parents se sont vu refuser le droit d'établissement au Canada ainsi qu'à des personnes qui se sont vu refuser l'admission au pays ou qui ont été frappées d'une mesure d'expulsion du Canada d'être entendus par un tribunal quasi judiciaire. Ainsi, la Section d'appel entend les appels interjetés contre le rejet de demandes de résidence permanente parrainées, contre des mesures de renvoi visant des résidents permanents, des réfugiés au sens de la Convention ou des personnes munies d'un visa en cours de validité ainsi que les appels interjetés par le Ministre contre la décision d'un arbitre d'accorder l'admission ou de ne pas prendre une mesure de renvoi.

Enquêtes et examens des motifs de détention

L'objectif du secteur d'activité Enquêtes et examens des motifs de détention consiste à garantir la sécurité de la société canadienne et, à cette fin, à procéder à des enquêtes sur des personnes qui demandent l'admission à un point d'entrée au Canada et qui sont considérées comme étant non admissibles ou des personnes au Canada considérées comme étant susceptibles d'être renvoyées; et à procéder à l'examen des motifs de détention des personnes détenues à des fins d'interrogatoire, d'enquête ou de renvoi.

Gestion et services généraux

Le secteur d'activité Gestion et services généraux fournit un soutien aux trois autres secteurs. Il fournit des processus de gestion et des services administratifs efficaces tout en faisant la promotion de l'efficacité organisationnelle et en soutenant l'adaptation de la CISR à l'évolution de la situation. Ce secteur d'activité coordonne la planification et l'élaboration des politiques de la CISR, fournit des services administratifs et des services de gestion des ressources financières et humaines, notamment pour ce qui est de l'embauche, de la classification, des promotions, de la formation et des relations avec les employés. Elle gère l'infrastructure de la technologie de l'information destinée à soutenir le processus décisionnel et l'appréciation du rendement. Y sont également inclus les services qui appuient directement les opérations courantes des trois principaux secteurs d'activité, dont un système de gestion des cas et les services de traduction. Ce secteur d'activité voit également à soutenir les initiatives pangouvernementales.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 563 130 000 | ... | ... | 563 130 000 | Ministère | | | | |
| ... | ... | 47 482 938 | ... | 47 482 938 | 1 Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 11 060 848 | ... | 11 060 848 | 1a Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 1 728 798 | 1 728 798 | 1b Virement de 1 728 798 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) | | | | |
| ... | ... | ... | 1 179 000 | 1 179 000 | Virement du : crédit 5 | | | | |
| ... | ... | ... | (148 937 600) | (148 937 600) | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | | | Virement au crédit 10 (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)) | | | | |
| ... | 563 130 000 | 58 543 786 | (146 029 802) | 475 643 984 | Total—Crédit 1 | 440 581 725 | 35 062 259 | ... | 587 624 655 |
| ... | ... | 920 210 | ... | 920 210 | 2b Radier des comptes du Canada 2 561 dettes payables à Sa Majesté du chef du Canada, se chiffrant à 920 210 \$ | 913 740 | 6 470 | ... | 777 911 |
| ... | 387 671 577 | ... | ... | 387 671 577 | 5 Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 6 847 289 | ... | 6 847 289 | 5a Contributions | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 5b Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | ... | (1 728 798) | (1 728 798) | Virement au crédit 1 | | | | |
| ... | 387 671 577 | 6 847 290 | (1 728 798) | 392 790 069 | Total—Crédit 5 | 386 450 809 | 6 339 260 | ... | 368 970 944 |
| ... | 69 970 | ... | 9 | 69 979 | (S) Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration— Traitement et allocation pour automobile | 69 979 | ... | ... | 66 186 |
| ... | 58 755 000 | ... | (15 146 864) | 43 608 136 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 43 608 136 | ... | ... | 55 839 295 |
| 22 426 | ... | ... | 35 875 | 58 301 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 10 895 | 11 531 | 35 875 | 24 348 |
| ... | ... | ... | 10 963 598 | 10 963 598 | (S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 10 963 598 | ... | ... | 13 849 911 |
| ... | ... | ... | 42 434 | 42 434 | (S) Paiements aux agences de recouvrement privées, selon l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 42 434 | ... | ... | 105 304 |
| ... | ... | ... | 132 713 | 132 713 | (S) Montants adjugés par une cour | 132 713 | ... | ... | 195 090 |
| 22 426 | 1 009 626 547 | 66 311 286 | (151 730 835) | 924 229 424 | Total budgétaire | 882 774 029 | 41 419 520 | 35 875 | 1 027 453 644 |
| 67 505 721 | ... | ... | ... | 67 505 721 | (S) (L) Prêts aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR)</i> . Limite 110 000 000 \$ (Net) | (551 306) | ... | 68 057 027 | (1 031 394) |
| 22 426 | 1 009 626 547 | 66 311 286 | (151 730 835) | 924 229 424 | Total du ministère— | 882 774 029 | 41 419 520 | 35 875 | 1 027 453 644 |
| 67 505 721 | ... | ... | ... | 67 505 721 | Budgétaire | (551 306) | ... | 68 057 027 | (1 031 394) |
| | | | | | Non budgétaire | | | | |

| | | | | | Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada | | | | | |
|-------------------|----------------------|-------------------|----------------------|----------------------|--|--|----------------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| ... | 106 697 000 | ... | ... | 106 697 000 | 10 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 15 199 950 | ... | 15 199 950 | 10a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 631 000 | 631 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 106 697 000 | 15 199 950 | 631 000 | 122 527 950 | | Total—Crédit 10 | 111 841 364 | 10 686 586 | ... | 109 164 285 |
| ... | 14 407 000 | ... | (353 260) | 14 053 740 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 14 053 740 | ... | ... | 13 672 151 |
| ... | ... | ... | 2 241 | 2 241 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 2 241 | ... | ... | 6 867 |
| ... | 121 104 000 | 15 199 950 | 279 981 | 136 583 931 | | Total du programme—Budgétaire | 125 897 345 | 10 686 586 | ... | 122 843 303 |
| | | | | | | Total du portefeuille ministériel— | | | | |
| 22 426 | 1 130 730 547 | 81 511 236 | (151 450 854) | 1 060 813 355 | | Budgétaire | 1 008 671 374 | 52 106 106 | 35 875 | 1 150 296 947 |
| 67 505 721 | ... | ... | ... | 67 505 721 | | Non budgétaire | (551 306) | ... | 68 057 027 | (1 031 394) |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales | 142 452 009 | 135 184 164 | ... | ... | 804 000 | 756 575 | ... | ... | ... | ... | 143 256 009 | 135 940 739 |
| Maintenir la tradition humanitaire du Canada | 69 222 000 | 59 773 252 | ... | ... | 45 385 989 | 43 734 517 | ... | ... | ... | ... | 114 607 989 | 103 507 769 |
| Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 50 028 894 | 44 184 694 | ... | ... | 346 600 080 | 341 959 717 | ... | ... | ... | ... | 396 628 974 | 386 144 411 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 67 505 721 | (551 306) | 67 505 721 | (551 306) |
| Gérer l'accès au Canada | 73 283 731 | 68 946 168 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 73 283 731 | 68 946 168 |
| Offrir des services ministériels | 196 452 721 | 188 234 942 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 196 452 721 | 188 234 942 |
| Total du ministère— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 531 439 355 | 496 323 220 | ... | ... | 392 790 069 | 386 450 809 | ... | ... | ... | ... | 924 229 424 | 882 774 029 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 67 505 721 | (551 306) | 67 505 721 | (551 306) |
| Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada | | | | | | | | | | | | |
| Détermination du statut de réfugié | 89 559 243 | 83 032 727 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 89 559 243 | 83 032 727 |
| Appels en matière d'immigration | 8 162 080 | 8 333 731 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 8 162 080 | 8 333 731 |
| Enquêtes et examens des motifs de détention | 9 576 660 | 8 089 997 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 9 576 660 | 8 089 997 |
| Gestion et services généraux | 29 285 948 | 26 440 890 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 29 285 948 | 26 440 890 |
| Total du programme—Budgétaire | 136 583 931 | 125 897 345 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 136 583 931 | 125 897 345 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 668 023 286 | 622 220 565 | ... | ... | 392 790 069 | 386 450 809 | ... | ... | ... | ... | 1 060 813 355 | 1 008 671 374 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 67 505 721 | (551 306) | 67 505 721 | (551 306) |

Paiements de transfert

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Ministère | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| | | | | | Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants | | | | |
| ... | 159 580 000 | ... | 1 206 000 | 160 786 000 | Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration | 160 786 000 | ... | ... | 149 903 000 |
| | | | | | Contributions | | | | |
| | | | | | Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales | | | | |
| ... | 500 000 | ... | ... | 500 000 | Programmes des consultants en immigration | 500 000 | ... | ... | 700 000 |
| ... | 304 000 | ... | ... | 304 000 | Élaboration de politiques en matière de migration | 256 575 | 47 425 | ... | 246 524 |
| ... | 804 000 | ... | ... | 804 000 | | 756 575 | 47 425 | ... | 946 524 |
| | | | | | Maintenir la tradition humanitaire du Canada | | | | |
| ... | 44 990 000 | (440 000) | (664 011) | 43 885 989 | Aide à la réinstallation | 42 529 960 | 1 356 029 | ... | 40 368 208 |
| ... | 2 000 000 | ... | (500 000) | 1 500 000 | Organisation internationale pour les migrations | 1 204 557 | 295 443 | ... | 1 120 118 |
| ... | 46 990 000 | (440 000) | (1 164 011) | 45 385 989 | | 43 734 517 | 1 651 472 | ... | 41 488 326 |
| | | | | | Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants | | | | |
| ... | 26 825 406 | 7 287 290 | 8 251 643 | 42 364 339 | Établissement et adaptation des immigrants | 38 358 314 | 4 006 025 | ... | 36 748 160 |
| ... | 105 618 000 | ... | (10 996 943) | 94 621 057 | Cours de langue pour les immigrants au Canada | 94 033 368 | 587 689 | ... | 92 691 375 |
| ... | 2 800 000 | ... | 357 075 | 3 157 075 | Programme d'accueil | 3 110 471 | 46 604 | ... | 2 877 620 |
| ... | 45 054 171 | ... | 617 438 | 45 671 609 | Contributions aux provinces | 45 671 564 | 45 | ... | 44 315 939 |
| ... | 180 297 577 | 7 287 290 | (1 770 787) | 185 814 080 | | 181 173 717 | 4 640 363 | ... | 176 633 094 |
| ... | 228 091 577 | 6 847 290 | (2 934 798) | 232 004 069 | Total—Contributions | 225 664 809 | 6 339 260 | ... | 219 067 944 |
| | | | | | Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité | | | | |
| ... | 804 000 | ... | ... | 804 000 | Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales | 756 575 | 47 425 | ... | 946 524 |
| ... | 46 990 000 | (440 000) | (1 164 011) | 45 385 989 | Maintenir la tradition humanitaire du Canada | 43 734 517 | 1 651 472 | ... | 41 488 326 |
| ... | 339 877 577 | 7 287 290 | (564 787) | 346 600 080 | Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants | 341 959 717 | 4 640 363 | ... | 326 536 094 |
| ... | 387 671 577 | 6 847 290 | (1 728 798) | 392 790 069 | Total du portefeuille ministériel | 386 450 809 | 6 339 260 | ... | 368 970 944 |

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|--|--|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées) | | | |
| Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants | | | |
| Remboursements de prêts—Article 119 | ... | 13 757 773 | 14 919 380 |
| Total du portefeuille ministériel— Non budgétaire | ... | 13 757 773 | 14 919 380 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— | | |
| Prêts, placements et avances— | | |
| Intérêt sur les prêts d'aide et de transport | 892 540 | 898 486 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrement de mauvaises créances | 141 234 | 173 299 |
| Recouvrement—Programme de rétablissement | ... | 231 974 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 862 812 | 348 887 |
| Frais d'expulsion et de détention | ... | 729 494 |
| Redressements des créanciers de l'exercice précédent | 6 007 913 | 2 526 883 |
| | 7 011 959 | 4 010 537 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Droits et privilèges— | | |
| Droits de résidence permanente | 165 789 872 | 150 346 348 |
| Droits exigibles pour l'octroi à la citoyenneté | 18 417 689 | 20 479 440 |
| | 184 207 561 | 170 825 788 |
| Services de nature réglementaire— | | |
| Changement au statut de citoyenneté | 21 837 254 | 25 064 052 |
| Document relatif au statut de citoyenneté | 4 143 211 | 4 745 488 |
| Frais d'application de résidence permanente— | | |
| Résidence permanente (avant LIPR) | 1 714 788 | 1 046 323 |
| Personne à charge de moins de 19 ans (avant LIPR) | 88 424 | 47 812 |
| Décret en conseil (avant LIPR) | 625 | ... |
| Regroupement familial (incluant parrainage) | 30 786 833 | 36 995 712 |
| Travailleurs qualifiés | 81 190 795 | 56 164 666 |
| Investisseurs—Entrepreneurs—Travailleurs autonomes | 4 943 563 | 4 372 231 |
| Autres catégories | 27 869 687 | 19 677 304 |
| Demande de séjour à titre de résident permanent | 72 045 | 75 475 |
| Carte de résident permanent | 6 329 844 | 33 111 863 |
| Visa de résident temporaire— | | |
| Entrée unique et prolongation du statut au Canada | 49 604 628 | 41 269 411 |
| Entrée multiple | 26 403 045 | 21 782 344 |
| Maximum par famille | 3 380 875 | 2 520 170 |
| Permis de travail | 26 914 502 | 26 442 467 |
| Permis de travail—Groupe d'artistes | 413 410 | 447 581 |
| Permis d'études | 20 596 698 | 21 076 524 |
| Attestation et remplacement d'un document d'immigration— | | |
| Sauf CRP | 455 494 | 518 269 |
| Permis de séjour temporaire | 2 794 671 | 2 685 236 |
| Rétablissement du statut de résident temporaire | 1 886 992 | 1 705 389 |
| Réadaptation—Criminalité | 386 634 | 330 242 |
| Réadaptation—Grande criminalité | 115 111 | 109 611 |
| Autorisation de retour au Canada en vertu du L52(1) | 459 138 | 288 060 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|--------------------|--------------------|---|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Contrôle après les heures de bureau | ... | 804 | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 2 241 | 6 867 |
| Modes alternatifs de contrôle—PPFRE | ... | 394 527 | Revenus divers | 698 | 525 |
| Données statistiques sur l'immigration | 46 778 | 34 101 | Total du programme | 137 665 | 105 300 |
| Document de voyage | 1 625 289 | 1 133 385 | Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Remboursement des frais entraînés par le renvoi— | | | Autres revenus— | | |
| États-Unis/St-Pierre | ... | 28 236 | Revenus de placements | 892 540 | 898 486 |
| Autres destinations | ... | 158 039 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 7 146 685 | 4 108 445 |
| Remise—Offre d'emploi relative aux entreprises familiales | (800) | (800) | Ventes de biens et de services | 498 510 940 | 475 035 438 |
| Remise—Permis de retour pour résident permanent | (12 035) | (865) | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 38 116 | 29 293 |
| Remise—Enfant à charge | ... | (32 736) | Revenus divers | 98 557 | 2 542 366 |
| | <i>314 047 499</i> | <i>302 190 921</i> | Total du portefeuille ministériel | 506 686 838 | 482 614 028 |
| Ventes de biens et de produits d'information— | | | | | |
| Accès à l'information | <i>67 930</i> | <i>61 002</i> | | | |
| Autres frais et droits— | | | | | |
| Frais d'administration de l'immigration—Compagnies de transport | ... | 1 797 512 | | | |
| Frais d'administration | ... | 22 119 | | | |
| Divers | 187 950 | 138 096 | | | |
| | <i>187 950</i> | <i>1 957 727</i> | | | |
| | 498 510 940 | 475 035 438 | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 35 875 | 22 426 | | | |
| Revenus divers— | | | | | |
| Intérêts sur les comptes clients en souffrance | 18 635 | 101 434 | | | |
| Gains sur dépôt bancaire de monnaie étrangère | 5 287 | 3 927 | | | |
| Loi sur l'immigration— | | | | | |
| Pénalités—Compagnies de transport | ... | 5 000 | | | |
| Amendes | 52 714 | 48 393 | | | |
| Confiscations | ... | 2 370 698 | | | |
| Divers | 21 223 | 12 389 | | | |
| | 97 859 | 2 541 841 | | | |
| Total du ministère | 506 549 173 | 482 508 728 | | | |
| Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada | | | | | |
| Autres revenus— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 25 103 | 31 352 | | | |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 109 623 | 66 556 | | | |
| | 134 726 | 97 908 | | | |

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 12

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Conseil du Trésor

Secrétariat

École de la fonction publique du Canada
(Centre canadien de gestion)

Agence de gestion des ressources humaines
de la fonction publique du Canada

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 12.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 12.4 |
| Programmes par secteur d'activité | 12.7 |
| Paievements de transfert | 12.8 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés . . | 12.10 |
| Revenus | 12.10 |

Secrétariat

Objectifs

Appuyer le Conseil du Trésor dans son rôle de conseil de gestion du gouvernement en partenariat avec les ministères, les organismes, les sociétés d'État et les autres organismes centraux, en vue d'offrir un excellent service au gouvernement, au Parlement et à la population canadienne.

Description des secteurs d'activité

Gestion et planification des dépenses

Le Secrétariat appuie le Conseil du Trésor en lui fournissant des analyses et des conseils au sujet de l'affectation et de la gestion des dépenses de programme directes dans les deux secteurs suivants :

- les budgets de fonctionnement et d'immobilisations des ministères et organismes fédéraux; et
- les paiements de transfert aux organisations, aux particuliers et aux entreprises.

Le ministère des Finances Canada s'occupe de la gestion des autres dépenses principales se rattachant aux programmes législatifs.

Fonction de contrôleur

Le rôle de ce secteur d'activité consiste à fournir un leadership stratégique aux ministères fédéraux, aux autres organismes centraux et au Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) pour tout ce qui a trait à la fonction de contrôleur, notamment : la gestion financière, les achats et la gestion des biens, la vérification interne, l'évaluation des programmes, la gestion des risques, la gestion fondée sur les résultats et la présentation de rapports au Parlement (Budget des dépenses, projets de loi de crédits et Comptes publics).

Gestion de l'information et des technologies de l'information

Ce secteur d'activité a comme but de fournir une orientation et un leadership stratégiques en ce qui concerne le recours à la gestion de l'information et des technologies de l'information pour améliorer l'accès du public aux services de l'État et atteindre les objectifs relatifs au renouvellement de la fonction publique.

Rémunération et avantages sociaux de la fonction publique

Le Secrétariat du Conseil du Trésor est responsable de la surveillance de la rémunération et des avantages sociaux au sein de la fonction publique. Cela inclut les domaines suivants : la négociation des conventions collectives, les lignes directrices du Conseil national mixte (CNM), les programmes d'avantages sociaux et la prestation de conseils aux ministères sur la santé et la sécurité au travail, l'administration de la paie et la décision arbitrale.

Administration des services ministériels du SCT

L'Administration des services ministériels du SCT englobe les cabinets du président, du secrétaire et contrôleur général et du sous-secrétaire; elle fournit des services d'orientation et de conseil aux niveaux exécutif et ministériel, ainsi que des services juridiques, financiers et administratifs et des services d'affaires publiques et de gestion des ressources humaines.

École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)

Objectifs

L'objectif de l'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) consiste à accroître le capital intellectuel de la fonction publique dans des domaines comme la gouvernance, la gestion du secteur public, l'apprentissage et le leadership, et à transmettre ces

connaissances aux gestionnaires de la fonction publique de façon à améliorer le potentiel de la collectivité des gestionnaires et à répondre à leurs besoins d'apprentissage particuliers.

Description des secteurs d'activité

École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)

L'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) vise à enrichir le programme d'apprentissage de la fonction publique et à faciliter la transition de la fonction publique vers une organisation apprenante vouée à l'apprentissage continu. Il regroupe des gestionnaires de la fonction publique, des universitaires et des grands penseurs pour étudier, pour échanger et pour mener des recherches-actions et des recherches à long terme sur les dossiers actuels et les nouveaux enjeux liés à la gouvernance, à la gestion du secteur public, à l'apprentissage et au leadership. Il fait valoir les pratiques exemplaires en vigueur au Canada et dans divers coins du monde, il offre un guichet unique aux pays et aux organisations internationales désireuses de puiser aux connaissances et au savoir-faire du secteur public canadien. Il offre des cours de formation qui aident les gestionnaires de la fonction publique à acquérir les talents de leadership, les connaissances et le savoir-faire requis pour bien servir en cette ère du savoir. Il propose aussi des programmes de formation en perfectionnement professionnel et en développement communautaire, et il crée des événements d'apprentissage qui permettent aux gestionnaires d'échanger en temps réel pour mieux saisir les grands enjeux de l'heure. L'École mise sur l'apprentissage assisté par ordinateur pour appuyer l'auto-apprentissage, le partage des connaissances et les réseaux d'apprentissage. L'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) opère sur le modèle d'un centre de services à travers lequel les gestionnaires de la fonction publique peuvent devenir une collectivité vivante et engagée.

**Agence de gestion des ressources humaines de la
fonction publique du Canada**

Objectifs

Diriger la gestion des ressources humaines pour créer une fonction publique fédérale moderne, efficace et efficiente qui est vouée à l'excellence et représentative du public canadien, ainsi que fournir une orientation générale à toutes les institutions assujetties à la *Loi sur les langues officielles* et les encadrer.

Description des secteurs d'activité

*Agence de gestion des ressources humaines de la
fonction publique de Canada*

La gestion des régimes touchant les ressources humaines et les langues officielles.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| ... | 111 451 000 | ... | ... | 111 451 000 | 1 | | | | |
| ... | ... | 21 070 750 | ... | 21 070 750 | 1a | | | | |
| ... | ... | 5 976 752 | ... | 5 976 752 | 1b | | | | |
| ... | ... | ... | 125 666 | 125 666 | | | | | |
| ... | ... | ... | 1 698 000 | 1 698 000 | | | | | |
| ... | ... | ... | (8 957 700) | (8 957 700) | | | | | |
| ... | ... | ... | (225 000) | (225 000) | | | | | |
| ... | 111 451 000 | 27 047 502 | (7 359 034) | 131 139 468 | | 128 129 786 | 3 009 682 | ... | 118 942 606 |
| ... | 750 000 000 | ... | ... | 750 000 000 | 5 | | | | |
| ... | ... | ... | (110 700 648) | (110 700 648) | | | | | |
| ... | 750 000 000 | ... | (110 700 648) | 639 299 352 | | ... | 639 299 352 | ... | ... |
| ... | 10 876 000 | ... | ... | 10 876 000 | 10 | | | | |
| ... | ... | ... | (125 666) | (125 666) | | | | | |
| ... | 10 876 000 | ... | (125 666) | 10 750 334 | | ... | 10 750 334 | ... | ... |
| ... | ... | 158 358 000 | ... | 158 358 000 | 15a | | | | |
| ... | ... | 180 364 000 | ... | 180 364 000 | 15b | | | | |
| ... | ... | ... | (338 722 000) | (338 722 000) | | | | | |
| ... | ... | 338 722 000 | (338 722 000) | ... | | ... | ... | ... | ... |
| ... | 1 609 500 000 | ... | ... | 1 609 500 000 | 20 | 1 350 001 404 | 259 498 596 | ... | 1 154 742 127 |
| ... | 69 970 | ... | (315) | 69 655 | (S) | 69 655 | ... | ... | 66 892 |
| ... | 15 565 000 | ... | (2 077 833) | 13 487 167 | (S) | 13 487 167 | ... | ... | 13 797 859 |
| ... | 20 000 | ... | 4 332 | 24 332 | (S) | 24 332 | ... | ... | 31 972 |
| ... | ... | ... | 378 550 | 378 550 | (S) | 378 550 | ... | ... | 708 076 |

| | | | | | | | | | |
|---|----------------------|--------------------|----------------------|----------------------|--|----------------------|--------------------|------------------|----------------------|
| ... | ... | ... | 82 982 047 | 82 982 047 | (S) Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i> et d'autres lois sur la pension de retraite et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> | 82 982 047 | ... | ... | 207 394 415 |
| 6 545 | ... | ... | ... | 6 545 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 6 545 | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 84 869 578 |
| 6 545 | 2 497 481 970 | 365 769 502 | (375 620 567) | 2 487 637 450 | Total du secrétariat—Budgétaire | 1 575 072 941 | 912 564 509 | ... | 1 580 553 525 |
| École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) ⁽¹⁾ | | | | | | | | | |
| ... | ... | 3 068 513 | ... | 3 068 513 | 26a Dépenses du programme—Virement de 29 597 200 \$ du crédit 100 (Patrimoine canadien) et de 20 781 750 \$ du crédit 10 (Conseil privé) | | | | |
| ... | ... | 2 657 000 | ... | 2 657 000 | 26b Virement de 6 927 250 \$ du crédit 10 (Conseil privé) | | | | |
| ... | ... | ... | 237 000 | 237 000 | Virement du : crédit 15 | | | | |
| ... | ... | ... | 27 709 000 | 27 709 000 | crédit 10 (Conseil privé) | | | | |
| ... | ... | ... | 29 597 200 | 29 597 200 | crédit 100 (Patrimoine canadien) | | | | |
| ... | ... | 5 725 513 | 57 543 200 | 63 268 713 | Total—Crédit 26 | 60 901 092 | 2 367 621 | ... | 28 225 953 |
| ... | ... | ... | 7 050 784 | 7 050 784 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 7 050 784 | ... | ... | 2 536 262 |
| ... | ... | 14 485 500 | 785 735 | 15 271 235 | (S) Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> | 11 496 027 | ... | 3 775 208 | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 3 703 926 |
| ... | ... | 20 211 013 | 65 379 719 | 85 590 732 | Total du programme—Budgétaire | 79 447 903 | 2 367 621 | 3 775 208 | 34 466 141 |
| Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ⁽¹⁾ | | | | | | | | | |
| ... | ... | 2 267 237 | ... | 2 267 237 | 32a Dépenses de fonctionnement—Virement de 31 507 500 \$ du crédit 45 (Conseil privé), de 19 497 300 \$ du crédit 100 (Patrimoine canadien) et de 8 957 700 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) | | | | |
| ... | ... | 4 465 789 | ... | 4 465 789 | 32b Virement de 6 301 500 \$ du crédit 45 (Conseil privé) | | | | |
| ... | ... | ... | 8 957 700 | 8 957 700 | Virement du : crédit 1 | | | | |
| ... | ... | ... | 525 000 | 525 000 | crédit 15 | | | | |
| ... | ... | ... | 37 809 000 | 37 809 000 | crédit 45 (Conseil privé) | | | | |
| ... | ... | ... | 19 497 300 | 19 497 300 | crédit 100 (Patrimoine canadien) | | | | |
| ... | ... | 6 733 026 | 66 789 000 | 73 522 026 | Total—Crédit 32 | 70 208 187 | 3 313 839 | ... | 43 055 340 |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 34b Contributions—Virement de 16 200 000 \$ du crédit 50 (Conseil privé) | | | | |
| ... | ... | ... | 16 200 000 | 16 200 000 | Virement du crédit 50 (Conseil privé) | | | | |
| ... | ... | 1 | 16 200 000 | 16 200 001 | Total—Crédit 34b | 16 081 569 | 118 432 | ... | 16 224 929 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | ... | ... | 7 693 317 | 7 693 317 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 7 693 317 | ... | ... | 5 074 600 |
| ... | ... | 6 733 027 | 90 682 317 | 97 415 344 | Total du programme—Budgétaire | 93 983 073 | 3 432 271 | ... | 64 354 869 |
| 6 545 | 2 497 481 970 | 392 713 542 | (219 558 531) | 2 670 643 526 | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 748 503 917 | 918 364 401 | 3 775 208 | 1 679 374 535 ⁽²⁾ |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) et Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ont été transférées du Conseil privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 34 460 141 \$ et 0 \$, respectivement.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, Gouvernement en direct et Bureau de la modernisation des services de voyage du gouvernement ont été transférés à Travaux publics et Services gouvernementaux. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 13 310 876 \$ et 3 602 195 \$, respectivement.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|---|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Secrétariat | | | | | | | | | | | | |
| Gestion et planification des dépenses | 681 183 559 | 38 324 049 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 681 183 559 | 38 324 049 |
| Fonction de contrôleur | 17 292 597 | 18 958 441 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 17 292 597 | 18 958 441 |
| Gestion de l'information et des technologies de l'information | 29 571 019 | 27 904 688 | ... | ... | 200 000 | 258 932 | ... | ... | ... | ... | 29 771 019 | 28 163 620 |
| Rémunération et avantages sociaux de la fonction publique | 1 859 900 197 | 1 629 339 834 | ... | ... | 524 332 | 355 409 | 149 239 000 | 176 427 201 | ... | ... | 1 711 185 529 | 1 453 268 042 |
| Administration des services ministériels du SCT | 48 204 746 | 36 358 789 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 48 204 746 | 36 358 789 |
| Sous-total | 2 636 152 118 | 1 750 885 801 | ... | ... | 724 332 | 614 341 | 149 239 000 | 176 427 201 | ... | ... | 2 487 637 450 | 1 575 072 941 |
| Revenus affectés aux dépenses | (149 239 000) | (176 427 201) | ... | ... | ... | ... | (149 239 000) | (176 427 201) | ... | ... | ... | ... |
| Total du secrétariat—Budgétaire | 2 486 913 118 | 1 574 458 600 | ... | ... | 724 332 | 614 341 | ... | ... | ... | ... | 2 487 637 450 | 1 575 072 941 |
| École de la fonction publique du Canada (Centre Canadien de gestion)— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 85 415 732 | 79 283 903 | ... | ... | 175 000 | 164 000 | ... | ... | ... | ... | 85 590 732 | 79 447 903 |
| Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 81 215 343 | 77 901 504 | ... | ... | 16 200 001 | 16 081 569 | ... | ... | ... | ... | 97 415 344 | 93 983 073 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 2 653 544 193 | 1 731 644 007 | ... | ... | 17 099 333 | 16 859 910 | ... | ... | ... | ... | 2 670 643 526 | 1 748 503 917 |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|--|---|-----------------|---|---|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Secrétariat | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| | | | | | Gestion et planification des dépenses | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 13 368 |
| | | | | | Contributions | | | | |
| | | | | | Gestion de l'information et des technologies de l'information | | | | |
| ... | ... | ... | 200 000 | 200 000 | Programme d'aide aux initiatives de politique et de recherche | 258 932 | (58 932) | ... | 300 000 |
| | | | | | Administration des services ministériels du SCT | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 47 500 |
| ... | ... | ... | 200 000 | 200 000 | Total—Contributions | 258 932 | (58 932) | ... | 347 500 |
| | | | | | Autres paiements de transfert | | | | |
| | | | | | Rémunération et avantages sociaux de la fonction publique | | | | |
| | | | | | Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions | 327 459 | 170 541 | ... | 503 653 |
| ... | 498 000 | ... | ... | 498 000 | Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes | 3 618 | (1 618) | ... | 3 532 |
| ... | 2 000 | ... | ... | 2 000 | (S) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> | 24 332 | ... | ... | 31 972 |
| ... | 20 000 | ... | 4 332 | 24 332 | Total—Autres paiements de transfert | 355 409 | 168 923 | ... | 539 157 |
| ... | 520 000 | ... | 4 332 | 524 332 | | | | | |
| | | | | | Sommaire du secrétariat par secteur d'activité | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | Gestion et planification des dépenses | ... | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 200 000 | 200 000 | Gestion de l'information et des technologies de l'information | 258 932 | (58 932) | ... | 300 000 |
| ... | 520 000 | ... | 4 332 | 524 332 | Rémunération et avantages sociaux de la fonction publique | 355 409 | 168 923 | ... | 539 157 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Administration des services ministériels du SCT | ... | ... | ... | 47 500 |
| ... | 520 000 | ... | 204 332 | 724 332 | Total du secrétariat | 614 341 | 109 991 | ... | 886 657 |

| École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) ⁽¹⁾ | | | | | | | | | |
|---|----------------|----------|-------------------|-------------------|--|-------------------|----------------|-----|----------------------------------|
| Contributions | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 175 000 | 175 000 | Contribuer à la recherche ou autres activités liées à la théorie et à la pratique de la gestion dans le secteur public | 164 000 | 11 000 | ... | 168 271 |
| ... | ... | ... | 175 000 | 175 000 | Total du programme | 164 000 | 11 000 | ... | 168 271 |
| Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ⁽¹⁾ | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| ... | ... | 1 | 16 200 000 | 16 200 001 | Programme de stages pour les jeunes | 16 081 569 | 118 432 | ... | 16 174 929 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 50 000 |
| ... | ... | 1 | 16 200 000 | 16 200 001 | Total du programme | 16 081 569 | 118 432 | ... | 16 224 929 |
| ... | 520 000 | 1 | 16 579 332 | 17 099 333 | Total du portefeuille ministériel | 16 859 910 | 239 423 | ... | 17 279 857 ⁽²⁾ |

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) et Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ont été transférées du Conseil privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 168 271 \$ et 0 \$, respectivement.

⁽²⁾ Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ |
| Secrétariat | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Rémunération et avantages sociaux de la fonction publique | 149 239 000 | 176 427 201 | 150 589 178 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 149 239 000 | 176 427 201 | 150 589 178 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Secrétariat | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de traitements, biens et services | 78 895 | 106 849 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 692 168 | 831 109 |
| | 771 063 | 937 958 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Autres frais et droits— | | |
| Demandes d'accès à l'information | 967 | 1 022 |
| Divers | 2 192 334 | 2 248 387 |
| | 2 193 301 | 2 249 409 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 6 545 |
| Revenus divers— | | |
| Frais de stationnement | 10 511 632 | 10 216 033 |
| Remboursements d'avantages sociaux des employés | 367 825 | 368 061 |
| Pénalités disciplinaires | 37 041 | 43 674 |
| Divers | 1 375 016 | 6 626 762 |
| | 12 291 514 | 17 254 530 |
| Total du secrétariat | 15 255 878 | 20 448 442 |
| École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) ⁽¹⁾ | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | ... | 47 746 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Services de nature réglementaire— | | |
| Paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> —Frais de cours et autres revenus relatifs à ces cours | 15 271 235 | 3 703 926 |
| Revenus gagnés et non collectés | ... | 11 281 |
| Revenus non disponibles à être dépensés | 12 000 000 | 9 000 000 |
| | 27 271 235 | 12 715 207 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 14 032 |
| Revenus divers | 9 861 | 4 997 |
| Total du programme | 27 281 096 | 12 781 982 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|-------------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ⁽¹⁾ | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 9 016 | 67 752 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Autres frais et droits— | | |
| Demandes—Accès à l'information | 290 | ... |
| Revenus divers | 1 594 | ... |
| Total du programme | 10 900 | 67 752 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 780 079 | 1 053 456 |
| Ventes de biens et de services | 29 464 826 | 14 964 616 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 20 577 |
| Revenus divers | 12 302 969 | 17 259 527 |
| Total du portefeuille ministériel | 42 547 874 | 33 298 176 ⁽²⁾⁽³⁾ |

(1) Au cours de l'exercice, École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) et Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ont été transférées du Conseil privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 12 781 982 \$ et 0 \$, respectivement.

(2) Au cours de l'exercice, Gouvernement en direct et Bureau de la modernisation des services de voyage du gouvernement ont été transférés à Travaux publics et Services gouvernementaux. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 7 568 \$.

(3) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 13

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Conseil privé

Ministère

**Secrétariat des conférences
intergouvernementales canadiennes**

**Bureau canadien d'enquête sur les accidents
de transport et de la sécurité des transports**

Directeur général des élections

Commissaire aux langues officielles

**Table ronde nationale sur l'environnement et
l'économie**

**Comité de surveillance des activités de
renseignement de sécurité**

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 13.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 13.6 |
| Programmes par secteur d'activité | 13.10 |
| Paievements de transfert | 13.12 |
| Revenus | 13.14 |

Ministère

Objectifs

L'objectif stratégique du Bureau du Conseil privé consiste à assurer le fonctionnement du mécanisme central de prise de décisions du gouvernement et à le soutenir.

Description des secteurs d'activité

Cabinet du Premier ministre

Le secteur d'activité, Cabinet du Premier ministre, donne des conseils, communique des renseignements et dispense des services spéciaux afin d'appuyer le Premier ministre en tant que chef du gouvernement et président du Cabinet; cela comprend notamment les services de liaison avec d'autres ministres, la gestion ponctuelle, les communications gouvernementales, la planification et la mise en pratique des activités de représentation du Canada sur la scène internationale, et le soutien relatif à certaines responsabilités politiques dont les relations avec le Caucus. Les coûts de fonctionnement des résidences officielles du Premier ministre relèvent aussi de ce secteur d'activité. Toutefois, la Commission de la capitale nationale se charge de l'ameublement, de l'entretien, du chauffage et de la réparation de ces résidences.

Cabinets de ministres

Le secteur d'activité, Cabinets de ministres, comprend : le Cabinet du président du Conseil privé et ministre des Affaires intergouvernementales, qui est chargé de la gestion des relations fédérales-provinciales; le Cabinet du leader du gouvernement au Sénat, qui est responsable de la gestion du programme législatif du gouvernement au Sénat, et le Cabinet du leader du gouvernement à la Chambre des communes, qui assume la responsabilité du programme législatif à la Chambre des communes.

Ce secteur d'activité s'occupe de l'administration des cabinets en offrant des services de soutien et des conseils à ces ministres et en leur communiquant les renseignements pertinents. Un adjoint exécutif se charge de la gestion de chacun des cabinets susmentionnés.

En outre, sont reliés à ce secteur d'activité les salaires et allocations pour automobile des secrétaires et ministres d'État qui aident les ministres du Cabinet à assumer leurs responsabilités. Les budgets de fonctionnement des cabinets de ces secrétaires et ministres d'État sont inclus dans le budget des ministères concernés.

Bureau du Conseil privé

Le secteur d'activité, Bureau du Conseil privé, réunit la Direction de la planification et de la consultation, la Direction des opérations, la Direction de l'appareil gouvernemental, la Direction de la sécurité et du renseignement, le Secrétariat du personnel supérieur et des projets spéciaux, le Secrétariat de la politique étrangère et de la défense et la Direction des affaires intergouvernementales.

Les responsabilités globales du Bureau du Conseil privé peuvent se résumer de la façon suivante :

- assurer la prestation de services de soutien et de conseils au Premier ministre en ce qui concerne son rôle de chef du gouvernement et de conseiller de la Couronne;
- coordonner la préparation et la diffusion du matériel dont ont besoin le Premier ministre ainsi que les présidents et les membres des comités pour les réunions du Cabinet et des comités du Cabinet;
- servir de liaison avec les ministères et organismes gouvernementaux afin de leur communiquer les questions dont doit se saisir le Cabinet et d'autres sujets importants pour le Premier ministre et le gouvernement;

- assurer la prestation de services de soutien et de conseils au Premier ministre au sujet de ses prérogatives et de ses responsabilités à l'égard de l'organisation du gouvernement du Canada, d'une part, et des recommandations qu'il doit faire au gouverneur en conseil sur les nominations de haut niveau, d'autre part;
- donner des conseils au Premier ministre sur les questions concernant la sécurité nationale et le renseignement de sécurité.

Le Bureau du Conseil privé doit aussi appuyer le Premier ministre et le ministre des Affaires intergouvernementales à l'égard des aspects fédéraux-provinciaux des politiques fédérales. Il donne aussi son appui au leader du gouvernement à la Chambre des communes et au leader du gouvernement au Sénat en ce qui concerne la coordination et la gestion du programme parlementaire du gouvernement et il donne des conseils stratégiques liés aux questions parlementaires et électorales. Plus particulièrement, il assume les fonctions suivantes :

- formuler des orientations pertinentes à long terme en ce qui concerne les affaires fédérales-provinciales et le développement constitutionnel;
- assurer l'inclusion d'une perspective fédérale-provinciale à l'élaboration des politiques et programmes fédéraux et constituer une source d'information et d'analyses lorsqu'émergent des questions intergouvernementales qui demandent l'établissement d'une politique;
- promouvoir et faciliter la coopération et la consultation fédérales-provinciales et coordonner les activités fédérales entreprises à la suite d'engagements ou de projets provenant des premiers ministres provinciaux;
- coordonner la préparation des conférences et réunions des premiers ministres ainsi que des réunions

bilatérales et multilatérales du Premier ministre avec ses homologues provinciaux et assurer un soutien administratif lors de ces occasions;

- donner des conseils concernant les affaires autochtones et entretenir des relations efficaces avec les représentants des peuples autochtones, des gouvernements provinciaux et territoriaux et des ministères fédéraux pour traiter les questions autochtones, y compris les affaires constitutionnelles autochtones.

Le Bureau du Conseil privé appuie également le ministre désigné comme interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits.

Bien que les fonctions susmentionnées soient susceptibles de demeurer stables durant la période de référence actuelle, les priorités du Bureau du Conseil privé peuvent être profondément et subitement modifiées par une décision du gouvernement de changer ses priorités, politiques ou orientations établies pour répondre à des pressions extérieures ou tout simplement de poursuivre d'autres objectifs politiques.

Commissions d'enquête, groupes de travail et autres

Le secteur d'activité, Commissions d'enquête, groupes de travail et autres, se rapporte au financement, au besoin, de commissions d'enquête nommées pour faire des recommandations sur des sujets donnés et de groupes de travail et autres personnes ou organismes qui doivent exercer leurs activités de façon indépendante du Bureau du Conseil privé, tout en recevant tout de même le niveau approprié de services administratifs du Ministère.

En raison de leur caractère indépendant et aux fins de l'administration, les commissions d'enquête établies en vertu de la *Loi sur les enquêtes* font partie du programme du Conseil privé.

Services ministériels

Le secteur d'activité, Services ministériels, faisant partie du programme du Conseil privé se rapporte à la prestation régulière et permanente de services administratifs et aussi de services spécialisés que l'on n'offre pas dans d'autres ministères. Les services communs sont offerts au Cabinet du Premier ministre, au président du Conseil privé et ministre des Affaires intergouvernementales, à d'autres cabinets de ministres liés au programme ainsi qu'au Bureau du Conseil privé. Ils portent notamment sur la gestion financière, administrative et de l'information, l'informatique, les services techniques, la traduction et les ressources humaines ainsi que les demandes d'accès à l'information soumises dans le cadre de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Les services spécialisés comprennent les coûts du fonctionnement du standard téléphonique du Premier ministre, une unité de correspondance chargée de la correspondance non politique et non personnelle adressée au Premier ministre, et s'il y a lieu, à d'autres ministres du portefeuille, ainsi que le soutien technique associé aux déplacements des membres du Cabinet du Premier ministre. En outre, le secteur d'activité comporte certains services administratifs rendus aux commissions d'enquête et aux groupes de travail.

Les Services ministériels sont assurés par les divisions suivantes : Bureau du sous-ministre adjoint (Services ministériels), Services financiers, Administration, Services informatique et techniques, Services ministériels d'information, Accès à l'information et protection des renseignements personnels et Ressources humaines.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Objectifs

Exceller en matière de planification et d'organisation de conférences intergouvernementales aux niveaux les plus élevés ainsi qu'au chapitre de la prestation de services à de telles réunions en vue de soulager les ministères clients, dans pratiquement tous les secteurs d'activité gouvernementale, des nombreuses tâches techniques et administratives associées à la planification et à la tenue de telles conférences, et de leur permettre de se concentrer sur les questions fondamentales.

Description des secteurs d'activité

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes est un petit organisme qui n'a qu'un seul programme et qu'un seul secteur d'activité consistant à fournir des services administratifs pour la planification et l'organisation de conférences intergouvernementales de niveau supérieur qu'il est appelé à servir dans pratiquement tous les secteurs de l'activité gouvernementale.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Objectifs

Promouvoir la sécurité des transports.

Description des secteurs d'activité

Promotion de la sécurité des transports

Exécution d'enquêtes indépendantes, d'analyses, d'études et de rapports publics portant sur des accidents de transport, des incidents ou des conditions et situations dangereuses liés au fonctionnement d'un aéronef, d'un navire, de matériel ferroviaire ou de pipelines dans les éléments réglementés par le gouvernement fédéral des systèmes canadiens de transport aérien, maritime, ferroviaire et de pipelines, dans le but d'en déterminer les causes et les facteurs contributifs, d'identifier les manquements à la sécurité et de formuler des recommandations visant à éliminer ou à réduire ces manquements à la sécurité des transports.

Directeur général des élections

Objectifs

Assurer à l'électorat canadien l'exercice de son droit de suffrage aux élections des députés de la Chambre des communes, en conformité avec la *Loi électorale du Canada*; assurer le respect et l'application de toutes les dispositions de la *Loi électorale du Canada*; calculer le nombre de députés de la Chambre des communes à attribuer à chacune des provinces, aux termes de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* et conformément aux dispositions des lois constitutionnelles, pour chaque exercice de révision des limites des circonscriptions électorales; et fournir l'aide technique, administrative et financière aux 10 commissions de délimitation des circonscriptions électorales, une pour chaque province, établies en conformité avec la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*.

Description des secteurs d'activité

Élections

- *Loi électorale du Canada*—Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel d'élection à transmettre aux directeurs du scrutin lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux candidats, aux partis politiques et aux tiers, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi.
- *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*—Assigner par province le nombre de députés à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements à ces 10 commissions de délimitation des circonscriptions électorales. Fournir aux 10 commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les 10 commissions afin d'être payés à même le Trésor.
- *Loi référendaire*—Direction et surveillance générales de la conduite administrative d'un référendum, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel de référendum à transmettre aux directeurs du scrutin. Lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux comités référendaires, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers référendaires, dans les cas précisés par la Loi.

Administration

La gestion des opérations de l'administration centrale et des fonctions légales assignées au Directeur général des élections en dehors d'une période électorale. Celles-ci incluent l'examen et l'étude des mécanismes électoraux et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de manuels d'instructions à l'intention du personnel électoral, des candidats et des partis politiques et le paiement des dépenses administratives et réglementaires.

Commissaire aux langues officielles

Objectifs

Prendre les mesures visant à :

- assurer la reconnaissance du statut de chacune des langues officielles;
- faire respecter l'esprit de la Loi et l'intention du législateur en ce qui touche l'administration des affaires des institutions fédérales, et notamment la promotion du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Description des secteurs d'activité

Enquêtes

Effectuer des enquêtes, réaliser des études spéciales, et formuler des recommandations visant à favoriser une meilleure réception de la *Loi sur les langues officielles* et à en améliorer sa mise en œuvre.

Communications, recherches et analyses

Définir les orientations stratégiques pour le Commissariat. Assurer la liaison avec les divers organismes gouvernementaux et les différentes associations œuvrant dans le secteur des langues officielles. Informer les parlementaires et le public des dispositions et de la portée de la Loi et du rôle de la Commissaire.

Services corporatifs

Fournir conseils, services et produits dans les domaines suivants : gestion financière, gestion des ressources humaines, gestion de l'information et des technologies, et services administratifs.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Objectifs

Tenir le rôle de catalyseur pour déterminer, expliquer et promouvoir les principes et les pratiques du développement durable dans tous les secteurs de la société canadienne et dans toutes les régions du Canada.

Description des secteurs d'activité

Fournir des opinions et des informations objectives touchant l'état du débat sur l'environnement et l'économie

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) est un organisme multilatéral composé d'un président et d'un maximum de 24 membres qui sont des leaders d'opinion issus de différentes régions et divers secteurs de la société canadienne, dont le monde des affaires, les syndicats, l'enseignement, les

organismes de protection de l'environnement et les Premières nations. La TRNEE préconise fortement la méthode multilatérale et la formule de la table ronde pour analyser les problèmes de développement durable, et elle sert de forum où tous les points de vue peuvent être librement exprimés et débattus. Les membres et les participants de la TRNEE qui sont engagés dans ses programmes s'efforcent de définir le rapport entre l'environnement et l'économie, aux fins de déterminer les points sur lesquels il y a entente quant aux solutions à adopter, et de signaler tout obstacle au consensus. Ces informations sont ensuite rassemblées, évaluées et communiquées aux intervenants, aux décideurs intéressés et aux médias.

La TRNEE répartit ses activités entre plusieurs programmes. Le thème d'un programme éventuel est délimité et défini, et un groupe de travail est chargé de superviser les activités qui s'y rattachent. Les problèmes nouveaux sont soumis à un examen constant et, s'ils sont considérés comme une priorité, ils donnent naissance à un nouveau programme lorsque les fonds nécessaires sont disponibles.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Objectifs

Assurer une surveillance externe de la façon dont le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) exerce ses fonctions; et examiner les plaintes déposées par des particuliers ou les rapports présentés par des ministres relativement à des habilitations de sécurité ou à la sécurité nationale du Canada.

Description des secteurs d'activité

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS) assure deux types de services différents et distincts : il effectue un examen indépendant du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et il étudie les plaintes de particuliers ou les rapports de ministres concernant les habilitations de sécurité, l'immigration, la citoyenneté et d'autres questions touchant les enquêtes du SCRS.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 111 230 777 | ... | ... | 111 230 777 | 1 | Ministère | | | | |
| ... | ... | 16 469 783 | ... | 16 469 783 | 1a | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 38 778 342 | ... | 38 778 342 | 1b | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 919 000 | 919 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | (594 203) | (594 203) | | Virement au : crédit 2 (Bureau de l'infrastructure du Canada) | | | | |
| ... | ... | ... | (3 229 734) | (3 229 734) | | crédit 26a (Affaires indiennes et du Nord canadien) | | | | |
| ... | ... | ... | (5 143 936) | (5 143 936) | | crédit 28a (Affaires indiennes et du Nord canadien) | | | | |
| ... | 111 230 777 | 55 248 125 | (8 048 873) | 158 430 029 | | Total—Crédit 1 | 145 963 528 | 12 466 501 | ... | 129 206 044 |
| ... | 15 597 000 | ... | ... | 15 597 000 | 5 | Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 1 974 400 | ... | 1 974 400 | 5b | Contributions | | | | |
| ... | ... | ... | (11 447 533) | (11 447 533) | | Virement au crédit 27a (Affaires indiennes et du Nord canadien) | | | | |
| ... | 15 597 000 | 1 974 400 | (11 447 533) | 6 123 867 | | Total—Crédit 5 | 4 605 674 | 1 518 193 | ... | 7 702 090 |
| ... | 143 472 | ... | (350) | 143 122 | (S) | Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile | 143 122 | ... | ... | 141 322 |
| ... | 69 970 | ... | (248) | 69 722 | (S) | Président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile | 69 722 | ... | ... | 68 918 |
| ... | 69 970 | ... | (168) | 69 802 | (S) | Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile | 69 802 | ... | ... | 68 938 |
| ... | 27 586 | ... | (8 665) | 18 921 | (S) | Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile | 18 921 | ... | ... | 24 948 |
| ... | 14 595 000 | ... | (959 041) | 13 635 959 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 13 635 959 | ... | ... | 13 981 642 |
| 25 000 | ... | ... | 17 828 | 42 828 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 25 000 | ... | 17 828 | 6 638 |
| ... | ... | ... | 1 755 | 1 755 | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 1 755 | ... | ... | ... |
| 25 000 | 141 733 775 | 57 222 525 | (20 445 295) | 178 536 005 | | Total du ministère—Budgétaire | 164 533 483 | 13 984 694 | 17 828 | 151 200 540⁽²⁾ |
| ... | 27 709 000 | ... | ... | 27 709 000 | 10 | École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) ⁽³⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | (27 709 000) | (27 709 000) | | Dépenses du programme | | | | |
| ... | 27 709 000 | ... | (27 709 000) | ... | | Virement au crédit 26 (Conseil du Trésor) | | | | |
| ... | 27 709 000 | ... | (27 709 000) | ... | | Total—Crédit 10 | ... | ... | ... | ... |

| | | | | | | | | | | |
|--|-------------------|--------------------|---------------------|--------------------|-----|---|--------------------|------------------|-----|--------------------|
| ... | 1 632 000 | ... | (1 632 000) | ... | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | ... | ... | ... | ... |
| 14 032 | ... | ... | (14 032) | ... | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | ... | ... | ... |
| 14 032 | 29 341 000 | ... | (29 355 032) | ... | | Total du programme—Budgétaire | ... | ... | ... | ... |
| Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes | | | | | | | | | | |
| ... | 5 897 000 | ... | ... | 5 897 000 | 15 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 5 000 | 5 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 5 897 000 | ... | 5 000 | 5 902 000 | | Total—Crédit 15 | 5 200 255 | 701 745 | ... | 4 890 949 |
| ... | 455 000 | ... | (70 965) | 384 035 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 384 035 | ... | ... | 369 791 |
| ... | 6 352 000 | ... | (65 965) | 6 286 035 | | Total du programme—Budgétaire | 5 584 290 | 701 745 | ... | 5 260 740 |
| Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | | | | | | | | | | |
| ... | 26 017 000 | ... | ... | 26 017 000 | 20 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 1 115 200 | ... | 1 115 200 | 20a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 782 000 | ... | 782 000 | 20b | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 130 000 | 130 000 | | Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | 381 000 | 381 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 26 017 000 | 1 897 200 | 511 000 | 28 425 200 | | Total—Crédit 20 | 28 413 478 | 11 722 | ... | 28 450 294 |
| ... | 4 038 000 | ... | (438 396) | 3 599 604 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 3 599 604 | ... | ... | 3 510 651 |
| 25 000 | ... | ... | 9 369 | 34 369 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 34 369 | ... | ... | 95 750 |
| ... | ... | ... | 151 691 | 151 691 | (S) | Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 151 691 | ... | ... | ... |
| 25 000 | 30 055 000 | 1 897 200 | 233 664 | 32 210 864 | | Total du programme—Budgétaire | 32 199 142 | 11 722 | ... | 32 056 695 |
| Directeur général des élections | | | | | | | | | | |
| ... | 13 186 000 | ... | ... | 13 186 000 | 25 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 5 599 554 | ... | 5 599 554 | 25a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 372 000 | 372 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 13 186 000 | 5 599 554 | 372 000 | 19 157 554 | | Total—Crédit 25 | 17 795 078 | 1 362 476 | ... | 13 400 745 |
| ... | 217 000 | ... | 2 501 | 219 501 | (S) | Traitement du directeur général des élections | 219 501 | ... | ... | 217 530 |
| ... | 33 937 000 | 220 000 000 | (3 067 649) | 250 869 351 | (S) | Dépenses d'élections (<i>Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>) | 250 869 351 | ... | ... | 91 393 946 |
| ... | 2 835 000 | ... | 1 921 114 | 4 756 114 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 4 756 114 | ... | ... | 4 735 606 |
| ... | ... | ... | 78 | 78 | (S) | Honoraires—Agence de recouvrement | 78 | ... | ... | 90 |
| ... | ... | ... | 71 | 71 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 71 | ... | ... | 3 598 |
| ... | 50 175 000 | 225 599 554 | (771 885) | 275 002 669 | | Total du programme—Budgétaire | 273 640 193 | 1 362 476 | ... | 109 751 515 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|---|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | | |
| | Commissaire aux langues officielles | | | | | | | | | | |
| ... | 16 284 000 | ... | ... | 16 284 000 | 30 | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | 725 380 | ... | 725 380 | 30a | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | 50 000 | ... | 50 000 | 30b | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | ... | 45 000 | 45 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 16 284 000 | 775 380 | 45 000 | 17 104 380 | | Total—Crédit 30 | 16 393 017 | 711 363 | ... | 16 454 641 | |
| ... | 2 244 000 | ... | (341 116) | 1 902 884 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 902 884 | ... | ... | 1 757 717 | |
| 1 929 | ... | ... | 888 | 2 817 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 1 929 | 888 | ... | |
| 1 929 | 18 528 000 | 775 380 | (295 228) | 19 010 081 | | Total du programme—Budgétaire | 18 295 901 | 713 292 | 888 | 18 212 358 | |
| | Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | | | | | | | | | | |
| ... | 4 688 000 | ... | ... | 4 688 000 | 35 | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | ... | 13 000 | 13 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 4 688 000 | ... | 13 000 | 4 701 000 | | Total—Crédit 35 | 4 367 285 | 333 715 | ... | 4 528 943 | |
| ... | 20 000 | ... | (16 229) | 3 771 | (S) | Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 3 771 | ... | ... | 7 476 | |
| ... | 369 000 | ... | (26 305) | 342 695 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 342 695 | ... | ... | 351 670 | |
| ... | ... | ... | 40 | 40 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 40 | ... | ... | 50 | |
| ... | 5 077 000 | ... | (29 494) | 5 047 506 | | Total du programme—Budgétaire | 4 713 791 | 333 715 | ... | 4 888 139 | |
| | Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽⁴⁾ | | | | | | | | | | |
| ... | 93 575 000 | ... | ... | 93 575 000 | 40 | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | ... | (93 575 000) | (93 575 000) | | Virement au crédit 53b (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)) | | | | | |
| ... | 93 575 000 | ... | (93 575 000) | ... | | Total—Crédit 40 | ... | ... | ... | ... | |
| ... | 6 242 000 | ... | (6 242 000) | ... | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | ... | ... | ... | ... | |
| ... | 99 817 000 | ... | (99 817 000) | ... | | Total du programme—Budgétaire | ... | ... | ... | ... | |

| | | | | | Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ⁽³⁾ | | | | |
|---------------|--------------------|--------------------|----------------------|--------------------|---|--|-------------------|---------------|-------------------------------------|
| ... | 37 809 000 | ... | ... | 37 809 000 | 45 | Dépenses de fonctionnement | | | |
| ... | ... | ... | (37 809 000) | (37 809 000) | | Virement au crédit 32 (Conseil du Trésor) | | | |
| ... | 37 809 000 | ... | (37 809 000) | ... | | Total—Crédit 45 | | | |
| ... | 16 200 000 | ... | ... | 16 200 000 | 50 | Contributions | | | |
| ... | ... | ... | (16 200 000) | (16 200 000) | | Virement au crédit 34b (Conseil du Trésor) | | | |
| ... | 16 200 000 | ... | (16 200 000) | ... | | Total—Crédit 50 | | | |
| ... | 4 474 000 | ... | (4 474 000) | ... | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | | | |
| ... | 58 483 000 | ... | (58 483 000) | ... | | Total du programme—Budgétaire | | | |
| | | | | | Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité | | | | |
| ... | 2 206 000 | ... | ... | 2 206 000 | 55 | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | 293 600 | ... | 293 600 | 55a | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | ... | 10 000 | 10 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | 2 206 000 | 293 600 | 10 000 | 2 509 600 | | Total—Crédit 55 | | | |
| ... | 265 000 | ... | (10 303) | 254 697 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Crédits non requis pour l'exercice en cours | | | |
| ... | 2 471 000 | 293 600 | (303) | 2 764 297 | | Total du programme—Budgétaire | | | |
| 65 961 | 442 032 775 | 285 788 259 | (209 029 538) | 518 857 457 | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | | | |
| | | | | | | 501 619 952 | 17 218 789 | 18 716 | 323 446 461⁽²⁾⁽³⁾ |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, une partie de Communication Canada a été transférée de Travaux publics et Services gouvernementaux. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 12 983 347 \$.

⁽³⁾ Au cours de l'exercice, École de la fonction publique (Centre canadien de gestion) et Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ont été transférées au Conseil du Trésor. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 34 466 141 \$ et 0 \$, respectivement.

⁽⁴⁾ Au cours de l'exercice, Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré à Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 77 366 128 \$.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Cabinet du Premier ministre | 7 609 556 | 7 032 183 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 7 609 556 | 7 032 183 |
| Cabinets de ministres | 7 398 817 | 7 305 711 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 7 398 817 | 7 305 711 |
| Bureau du Conseil privé | 63 994 775 | 59 714 625 | ... | ... | 4 149 467 | 4 149 467 | ... | ... | ... | ... | 68 144 242 | 63 864 092 |
| Commissions d'enquête, groupes de travail et autres | 35 074 966 | 31 279 085 | ... | ... | 1 974 400 | 456 207 | ... | ... | ... | ... | 37 049 366 | 31 735 292 |
| Services ministériels | 58 334 024 | 54 596 205 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 58 334 024 | 54 596 205 |
| Total du ministère—Budgétaire | 172 412 138 | 159 927 809 | ... | ... | 6 123 867 | 4 605 674 | ... | ... | ... | ... | 178 536 005 | 164 533 483 |
| Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes—Budgétaire | 6 286 035 | 5 584 290 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 286 035 | 5 584 290 |
| Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | | | | | | | | | | | | |
| Promotion de la sécurité des transports | 32 210 864 | 32 199 142 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 32 210 864 | 32 199 142 |
| Total du programme—Budgétaire | 32 210 864 | 32 199 142 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 32 210 864 | 32 199 142 |
| Directeur général des élections | | | | | | | | | | | | |
| Élections | 185 352 110 | 185 352 110 | ... | ... | 65 517 390 | 65 517 390 | ... | ... | ... | ... | 250 869 500 | 250 869 500 |
| Administration | 24 133 169 | 22 770 693 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 24 133 169 | 22 770 693 |
| Total du programme—Budgétaire | 209 485 279 | 208 122 803 | ... | ... | 65 517 390 | 65 517 390 | ... | ... | ... | ... | 275 002 669 | 273 640 193 |
| Commissaire aux langues officielles | | | | | | | | | | | | |
| Enquêtes | 6 301 733 | 6 661 119 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 301 733 | 6 661 119 |
| Communications, recherches et analyses | 6 746 566 | 6 114 958 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 746 566 | 6 114 958 |
| Services corporatifs | 5 961 782 | 5 519 824 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 5 961 782 | 5 519 824 |
| Total du programme—Budgétaire | 19 010 081 | 18 295 901 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 19 010 081 | 18 295 901 |
| Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | | | | | | | | | | | | |
| Fournir des opinions et des informations objectives touchant l'état du débat sur l'environnement et l'économie | 5 047 506 | 4 713 791 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 5 047 506 | 4 713 791 |
| Total du programme—Budgétaire | 5 047 506 | 4 713 791 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 5 047 506 | 4 713 791 |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|-------------|-------------|-----|-----|------------|------------|-----|-----|-----|-----|-----|-------------------------|
| Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 2 764 297 | 2 653 152 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 764 297 2 653 152 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 447 216 200 | 431 496 888 | ... | ... | 71 641 257 | 70 123 064 | ... | ... | ... | ... | ... | 518 857 457 501 619 952 |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|------------------|---|--|------------------|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| ... | 53 000 | ... | ... | 53 000 | Bureau du Conseil privé | | | | |
| | | | | | Institut des relations intergouvernementales, Université Queen's | 53 000 | ... | ... | 53 000 |
| Contributions | | | | | | | | | |
| ... | 5 494 000 | ... | (4 400 981) | 1 093 019 | Bureau du Conseil privé | | | | |
| ... | 10 050 000 | ... | (7 046 552) | 3 003 448 | Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral | 1 093 019 | ... | ... | 5 597 692 |
| | | | | | Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain | 3 003 448 | ... | ... | 2 134 687 |
| ... | 15 544 000 | ... | (11 447 533) | 4 096 467 | | 4 096 467 | ... | ... | 7 732 379 |
| Commissions d'enquête, groupes de travail et autres | | | | | | | | | |
| ... | ... | 1 200 000 | ... | 1 200 000 | Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar : Fonds pour les parties et intervenants | 326 623 | 873 377 | ... | ... |
| ... | ... | 774 400 | ... | 774 400 | Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires : Fonds pour les parties et intervenants | 129 584 | 644 816 | ... | ... |
| ... | ... | 1 974 400 | ... | 1 974 400 | | 456 207 | 1 518 193 | ... | ... |
| ... | 15 544 000 | 1 974 400 | (11 447 533) | 6 070 867 | Total—Contributions | 4 552 674 | 1 518 193 | ... | 7 732 379 |
| Sommaire du ministère par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | 15 597 000 | ... | (11 447 533) | 4 149 467 | Bureau du Conseil privé | 4 149 467 | ... | ... | 7 785 379 |
| ... | ... | 1 974 400 | ... | 1 974 400 | Commissions d'enquête, groupes de travail et autres | 456 207 | 1 518 193 | ... | ... |
| ... | 15 597 000 | 1 974 400 | (11 447 533) | 6 123 867 | Total du ministère | 4 605 674 | 1 518 193 | ... | 7 785 379 |
| École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) ⁽¹⁾ | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| ... | 175 000 | ... | (175 000) | ... | Contribuer à la recherche ou autres activités liées à la théorie et à la pratique de la gestion dans le secteur public | ... | ... | ... | ... |
| ... | 175 000 | ... | (175 000) | ... | Total du programme | ... | ... | ... | ... |

| Directeur général des élections | | | | | | | | | |
|---|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|---|-------------------|------------------|-----|-------------------------------------|
| Autres paiements de transfert | | | | | | | | | |
| Élections | | | | | | | | | |
| ... | 6 000 000 | 1 225 700 | ... | 7 225 700 | (S) Allocation trimestrielle versée aux partis politiques enregistrés admissibles (nouvelle disposition politique et financière de la <i>Loi électorale du Canada</i>) | 7 225 700 | ... | ... | 21 993 218 |
| ... | ... | 57 875 300 | 416 390 | 58 291 690 | (S) Remboursement des dépenses d'élections des 37 ^e et 38 ^e élections générales et l'élection partielle de mai 2003, aux partis politiques et candidats admissibles | 58 291 690 | ... | ... | 255 129 |
| ... | 6 000 000 | 59 101 000 | 416 390 | 65 517 390 | Total du programme | 65 517 390 | ... | ... | 22 248 347 |
| Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽²⁾ | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| ... | 3 000 000 | ... | (3 000 000) | ... | Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques | ... | ... | ... | ... |
| ... | 3 000 000 | ... | (3 000 000) | ... | Total du programme | ... | ... | ... | ... |
| Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ⁽¹⁾ | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| ... | 16 200 000 | ... | (16 200 000) | ... | Programme de stages pour les jeunes | ... | ... | ... | ... |
| ... | 16 200 000 | ... | (16 200 000) | ... | Total du programme | ... | ... | ... | ... |
| ... | 40 972 000 | 61 075 400 | (30 406 143) | 71 641 257 | Total du portefeuille ministériel | 70 123 064 | 1 518 193 | ... | 30 033 726 ⁽¹⁾⁽²⁾ |

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, École de la fonction publique (Centre canadien de gestion) et Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ont été transférées au Conseil du Trésor. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 168 271 \$ et 0 \$, respectivement.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré à Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 4 613 781 \$.

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Ministère | | | Ventes de biens et de services— | | |
| Autres revenus— | | | Autres frais et droits— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | Programme d'accès à l'information—Frais | 1 193 | 2 401 |
| Traitements | 34 364 | 10 975 | Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> — | | |
| Achat de biens et services | 125 521 | 286 229 | Remboursement par des provinces pour diverses enquêtes | 151 691 | ... |
| Paiements de transfert | 26 220 | 43 289 | | 152 884 | 2 401 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 590 761 | 131 474 | | | |
| | 776 866 | 471 967 | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 9 369 | 101 464 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 17 828 | 36 023 | Revenus divers | 3 012 | 3 816 |
| Revenus divers— | | | Total du programme | 189 757 | 144 400 |
| Vente de textes réglementaires en vertu de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> | 941 | 1 043 | Directeur général des élections | | |
| Produits des ventes | 8 027 | 16 096 | Autres revenus— | | |
| Revenus en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> | 2 200 | 3 259 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Projet de recherche sur les politiques (PRP)—Revenus de conférences | 116 163 | ... | Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 22 949 | 42 686 |
| Divers | 583 | 3 604 | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 71 | 3 598 |
| | 127 914 | 24 002 | Revenus divers | 1 924 | 11 828 |
| Total du ministère | 922 608 | 531 992 | Total du programme | 24 944 | 58 112 |
| Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes | | | Commissaire aux langues officielles | | |
| Autres revenus— | | | Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 3 782 | 836 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Revenus divers— | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 5 537 | 2 589 |
| Contributions au gouvernement provincial | 1 111 400 | 1 110 000 | Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 6 805 | 5 000 |
| Divers | 695 | 275 | | 12 342 | 7 589 |
| | 1 112 095 | 1 110 275 | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 888 | 1 929 |
| Total du programme | 1 115 877 | 1 111 111 | Total du programme | 13 230 | 9 518 |
| Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | | | Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | | |
| Autres revenus— | | | Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 5 351 | 7 724 | Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 4 622 | ... |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 19 141 | 28 995 | Ventes de biens et de services— | | |
| | 24 492 | 36 719 | Ventes de biens et de produits d'information— | | |
| | | | Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> — | | |
| | | | Produits de la vente de publications | 3 771 | 7 476 |
| | | | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 40 | 50 |
| | | | Total du programme | 8 433 | 7 526 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|------------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Achat de biens et services | 4 110 | 2 925 |
| Redressements des créditeurs de l'exercice précédent | ... | 80 288 |
| | 4 110 | 83 213 |
| Revenus divers— | | |
| Revenus en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> | 40 | 35 |
| Total du programme | 4 150 | 83 248 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 849 163 | 643 010 |
| Ventes de biens et de services | 156 655 | 9 877 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 28 196 | 143 064 |
| Revenus divers | 1 244 985 | 1 149 956 |
| Total du portefeuille ministériel | 2 278 999 | 1 945 907 ⁽¹⁾⁽²⁾ |

(1) Au cours de l'exercice, École de la fonction publique (Centre canadien de gestion) et Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada ont été transférées au Conseil du Trésor. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 12 781 982 \$ et 0 \$, respectivement.

(2) Au cours de l'exercice, Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré à Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile). Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 972 756 \$.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Défense nationale

Ministère

**Comité des griefs des Forces
canadiennes**

**Commission d'examen des plaintes
concernant la police militaire**

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité. | 14.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel. | 14.4 |
| Programmes par secteur d'activité. | 14.6 |
| Paielements de transfert. | 14.7 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés . . . | 14.9 |
| Revenus | 14.10 |

Ministère**Objectifs**

Défendre les intérêts et les valeurs du Canada et de sa population, tout en contribuant à la paix et à la sécurité internationales.

Description des secteurs d'activité*Commandement et contrôle*

Le Ministère acquerra et conservera la capacité de recueillir, d'analyser et de communiquer des renseignements, de planifier et de coordonner des opérations, et de fournir les moyens nécessaires pour diriger des forces de manière à remplir les missions.

Ce programme descripteur présente la gamme des fonctions (résultats) que le Ministère doit remplir pour exercer avec efficacité et efficience le commandement et le contrôle sur les Forces canadiennes. Cela comprend un éventail de fonctions de soutien des services d'information et du processus décisionnel, par exemple la transmission des données et les communications vocales, et la collecte et l'analyse des renseignements. Les fonctions en questions sont remplies par diverses unités de soutien et unités opérationnelles, notamment : des éléments de commandement opérationnels et tactiques; des moyens de communication fixes et déployables et des dispositifs spéciaux de surveillance; des éléments nationaux de collecte et d'analyse de l'information; des éléments canadiens, américains et de l'OTAN de contrôle aérospatial et d'alerte.

Exécution des opérations

Le Ministère offrira la capacité d'employer la gamme des ressources militaires nécessaires pour remplir les missions, au moment et à l'endroit indiqués.

Ce programme descripteur expose la série de résultats auxquels le Ministère affecte l'essentiel de ses forces militaires opérationnelles. Ces résultats se rapportent surtout à des missions et à des fonctions militaires particulières confiées aux Forces canadiennes, conformément au Livre blanc; ils concernent des éléments de capacité pure et des éléments désignés et employés régulièrement dans le cadre de missions continues. Les forces opérationnelles comprennent : les forces maritimes, terrestres et aériennes de première ligne prêtes au combat; les éléments déployables du génie et de secours aux sinistrés et d'autres éléments spécialisés.

Soutien aux forces

Le Ministère réparera et entretiendra le matériel, logera et soutiendra le personnel, et créera l'infrastructure et les capacités nécessaires pour appuyer les opérations militaires.

Ce programme descripteur expose la série de résultats que le Ministère doit obtenir pour exécuter les activités militaires avec efficacité et efficience. Ces résultats diffèrent de ceux que suppose le développement des forces, en ce sens qu'ils se rapportent surtout au soutien de l'emploi des forces militaires du Canada plutôt qu'à la création de ces forces. Les éléments de soutien comprennent un éventail d'unités opérationnelles et déployables auxquelles font complément des installations fixes et des fournisseurs de services tels que : les bases, escadres, dépôts d'approvisionnement et autres éléments d'infrastructure de la Défense; des éléments de maintenance, de génie et d'entretien du matériel; des équipements de transport et des moyens logistiques pour les mouvements et le soutien; des services médicaux, dentaires et juridiques et d'autres services de soutien du personnel; des attachés militaires et du personnel de liaison avec les forces étrangères.

Développement des forces

Le Ministère recrutera et formera du personnel, examinera, mettra à l'essai et acquerra du matériel, et concevra une structure des forces pour doter le pays d'unités militaires polyvalentes prêtes au combat.

Ce programme descripteur regroupe la gamme de résultats que le Ministère doit obtenir pour fournir au gouvernement des forces militaires polyvalentes prêtes au combat. Cela suppose tout un éventail de capacités générales de soutien qui procurent au Ministère le personnel, le matériel et les structures organisationnelles nécessaires pour créer des forces capables d'exécuter des opérations militaires avec efficacité. L'instruction et l'emploi de la Réserve et les activités de mobilisation constituent des éléments importants du développement des forces. Ce sont surtout des éléments nationaux fixes qui fournissent les ressources propres à ce développement : les écoles, collèges et centres d'instruction militaire; les bureaux de projet et les unités d'essai et d'évaluation; les centres de recrutement; les centres de recherche, les instituts et les unités d'essai et d'évaluation; les éléments d'instruction et d'emploi de la Réserve.

Politiques et stratégies du Ministère

Le Ministère formulera et mettra en œuvre les politiques et les stratégies nécessaires pour gérer ses activités, réaliser les grands objectifs du gouvernement et fournir des conseils en matière de défense et de sécurité.

Ce programme descripteur comprend la série de résultats que le Ministère doit obtenir afin de se conformer aux exigences législatives et administratives et aux obligations en matière de gestion. Ce sont surtout des résultats axés sur les activités du Ministère, mais ils se rapportent aussi à la nécessité pour lui de mener ses affaires d'une façon transparente et humaine, en prenant

conscience des besoins de la société, de manière à refléter et à réaffirmer les valeurs et les attentes de son personnel et de toute la population canadienne. À cet égard, le Ministère obtient presque entièrement ses ressources auprès de fournisseurs de services canadiens, notamment : le personnel ministériel au niveau national; les éléments d'information publique et de représentation de la Défense; les éléments s'occupant des programmes des cadets et militant en faveur des forces armées avec l'appui de la Défense.

Comité des griefs des Forces canadiennes

Objectifs

La création du Comité résulte de la volonté du gouvernement de moderniser le système de justice militaire dans les Forces canadiennes et de le rendre plus efficace, transparent et humain pour contribuer à l'amélioration des relations de travail pour ses membres. Plus particulièrement, son objectif peut s'articuler comme suit : agir à titre de tribunal administratif indépendant et assurer l'examen juste et impartial des griefs qui doivent lui être soumis selon la *Loi sur la défense nationale*.

Le Comité a comme tâche d'enquêter, d'analyser, d'examiner, de réviser et d'entendre les griefs qui lui sont référés par le chef d'état-major de la Défense (CEMD) et selon la législation pertinente, et de fournir ses constatations et recommandations au CEMD et au plaignant. Le CEMD rend des décisions finales.

Description des secteurs d'activité

Comité des griefs des Forces canadiennes

Le Comité des griefs des Forces canadiennes n'a qu'un seul secteur d'activité désigné comme étant « L'examen de griefs des membres des Forces canadiennes référés par le chef d'état-major de la Défense » conformément à la Loi et aux règlements s'y afférents.

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Objectifs

Traiter avec toute la célérité possible les plaintes d'ingérence reçues des policiers militaires, examiner la façon dont le Grand prévôt traite les plaintes pour inconduite des policiers militaires et réviser la façon dont le Grand prévôt traite de certaines plaintes d'inconduite à la demande d'un plaignant.

Description des secteurs d'activité

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Effectuer le traitement des plaintes concernant la police militaire.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----|---|----------------------------------|-------------------------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | | |
| ... | 9 806 266 000 | ... | ... | 9 806 266 000 | 1 | Dépenses de fonctionnement | | | | | |
| ... | ... | 412 726 522 | ... | 412 726 522 | 1a | Dépenses de fonctionnement | | | | | |
| ... | ... | 188 533 281 | ... | 188 533 281 | 1b | Virement de 190 290 021 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 39 760 001 \$ du crédit 10 (Défense nationale) | | | | | |
| ... | ... | ... | 190 290 021 | 190 290 021 | | Virement du : crédit 5 | | | | | |
| ... | ... | ... | 39 760 001 | 39 760 001 | | crédit 10 | | | | | |
| ... | ... | ... | 32 418 000 | 32 418 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 9 806 266 000 | 601 259 803 | 262 468 022 | 10 669 993 825 | | Total—Crédit 1 | 10 474 201 918 | 195 791 907 | ... 9 902 637 478 | | |
| ... | 2 158 297 000 | ... | ... | 2 158 297 000 | 5 | Dépenses en capital | | | | | |
| ... | ... | 225 343 000 | ... | 225 343 000 | 5a | Dépenses en capital | | | | | |
| ... | ... | ... | (190 290 021) | (190 290 021) | | Virement au crédit 1 | | | | | |
| ... | 2 158 297 000 | 225 343 000 | (190 290 021) | 2 193 349 979 | | Total—Crédit 5 | 2 174 733 776 | 18 616 203 | ... 1 944 202 974 | | |
| ... | 180 575 945 | ... | ... | 180 575 945 | 10 | Subventions et contributions | | | | | |
| ... | ... | 2 500 000 | ... | 2 500 000 | 10a | Subventions et contributions | | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 10b | Subventions et contributions | | | | | |
| ... | ... | ... | (39 760 001) | (39 760 001) | | Virement au crédit 1 | | | | | |
| ... | 180 575 945 | 2 500 001 | (39 760 001) | 143 315 945 | | Total—Crédit 10 | 142 321 573 | 994 372 | ... 279 248 548 | | |
| ... | 69 970 | ... | 23 448 | 93 418 | (S) | Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile | 93 418 | ... | ... 87 828 | | |
| ... | 12 000 000 | ... | (3 908 536) | 8 091 464 | (S) | Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i> | 8 091 464 | ... | ... 8 808 283 | | |
| ... | 2 500 000 | ... | (657 618) | 1 842 382 | (S) | Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> | 1 842 382 | ... | ... 2 074 380 | | |
| ... | 100 000 | ... | (9 924) | 90 076 | (S) | Versements aux ayants droits de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>) | 90 076 | ... | ... 87 609 | | |
| ... | 899 717 000 | ... | (21 553 391) | 878 163 609 | (S) | Pensions et autres bénéfices pour les employés—Membres militaires | 878 163 609 | ... | ... 823 177 439 | | |
| ... | 227 990 000 | ... | (5 709 059) | 222 280 941 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 222 280 941 | ... | ... 207 506 671 | | |
| ... | ... | ... | 44 177 | 44 177 | (S) | Honoraires—Agence de recouvrement | 44 177 | ... | ... 37 490 | | |
| 5 137 988 | ... | ... | 20 174 386 | 25 312 374 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 20 654 332 | ... | 4 658 042 17 746 011 | | |
| 5 137 988 | 13 287 515 915 | 829 102 804 | 20 821 483 | 14 142 578 190 | | Total budgétaire | 13 922 517 666 | 215 402 482 | 4 658 042 13 185 614 711 | | |

| | | | | | | | | | |
|--------------------|-----------------------|--------------------|-------------------|-----------------------|---|-----------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|
| 87 730 276 | ... | ... | ... | 87 730 276 | L11c Autorisation d'un compte d'avance du fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, <i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> . Limite 120 000 000 \$ (Net) | (6 097 108) | ... | 93 827 384 | 2 595 295 |
| 13 890 635 | ... | ... | ... | 13 890 635 | L15 Prêts à l'égard de projets de logement. <i>Loi spéciale des subsides, 1963</i> . Limite 37 000 000 \$ (Net) | (272 496) | ... | 14 163 131 | 83 467 |
| 101 620 911 | ... | ... | ... | 101 620 911 | Total non budgétaire | (6 369 604) | ... | 107 990 515 | 2 678 762 |
| 5 137 988 | 13 287 515 915 | 829 102 804 | 20 821 483 | 14 142 578 190 | Total du ministère— | 13 922 517 666 | 215 402 482 | 4 658 042 | 13 185 614 711 |
| 101 620 911 | ... | ... | ... | 101 620 911 | Budgétaire | (6 369 604) | ... | 107 990 515 | 2 678 762 |
| | | | | | Non budgétaire | | | | |
| | | | | | Comité des griefs des Forces canadiennes | | | | |
| ... | 7 661 000 | ... | ... | 7 661 000 | 15 Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 38 000 | 38 000 | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 7 661 000 | ... | 38 000 | 7 699 000 | Total—Crédit 15 | 6 221 001 | 1 477 999 | ... | 5 948 196 |
| ... | 894 000 | ... | (330 898) | 563 102 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 563 102 | ... | ... | 564 778 |
| ... | 8 555 000 | ... | (292 898) | 8 262 102 | Total du programme—Budgétaire | 6 784 103 | 1 477 999 | ... | 6 512 974 |
| | | | | | Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire | | | | |
| ... | 3 796 000 | ... | ... | 3 796 000 | 20 Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 20 000 | 20 000 | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 3 796 000 | ... | 20 000 | 3 816 000 | Total—Crédit 20 | 2 736 957 | 1 079 043 | ... | 3 231 847 |
| ... | 415 000 | ... | (167 053) | 247 947 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 247 947 | ... | ... | 334 419 |
| 320 | ... | ... | ... | 320 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 320 | ... | ... |
| 320 | 4 211 000 | ... | (147 053) | 4 064 267 | Total du programme—Budgétaire | 2 984 904 | 1 079 363 | ... | 3 566 266 |
| 5 138 308 | 13 300 281 915 | 829 102 804 | 20 381 532 | 14 154 904 559 | Total du portefeuille ministériel— | 13 932 286 673 | 217 959 844 | 4 658 042 | 13 195 693 951 |
| 101 620 911 | ... | ... | ... | 101 620 911 | Budgétaire | (6 369 604) | ... | 107 990 515 | 2 678 762 |
| | | | | | Non budgétaire | | | | |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|---|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Commandement et contrôle | 1 201 142 085 | 1 205 993 237 | 430 564 843 | 426 247 820 | ... | ... | 3 893 328 | 2 721 628 | ... | ... | 1 627 813 600 | 1 629 519 429 |
| Exécution des opérations | 3 596 617 298 | 3 526 754 227 | 985 575 328 | 971 018 631 | 5 562 645 | 5 562 645 | 1 829 825 | 5 814 387 | ... | ... | 4 585 925 446 | 4 497 521 116 |
| Soutien aux forces | 5 051 715 178 | 4 917 436 274 | 531 122 907 | 508 670 230 | 11 921 179 | 11 233 298 | 163 130 184 | 163 173 975 | ... | ... | 5 431 629 080 | 5 274 165 827 |
| Développement des forces | 1 999 610 584 | 1 994 356 562 | 238 937 695 | 236 611 035 | 4 247 375 | 4 187 472 | 244 538 981 | 230 348 704 | ... | ... | 1 998 256 673 | 2 004 806 365 |
| Politiques et stratégies du ministère— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 351 331 825 | 363 265 986 | 32 461 580 | 32 186 060 | 131 608 668 | 131 362 080 | 16 448 682 | 10 309 197 | ... | ... | 498 953 391 | 516 504 929 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 101 620 911 | (6 369 604) | 101 620 911 | (6 369 604) |
| Sous-total— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 12 200 416 970 | 12 007 806 286 | 2 218 662 353 | 2 174 733 776 | 153 339 867 | 152 345 495 | 429 841 000 | 412 367 891 | ... | ... | 14 142 578 190 | 13 922 517 666 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 101 620 911 | (6 369 604) | 101 620 911 | (6 369 604) |
| Revenus affectés aux dépenses | (429 841 000) | (412 367 891) | ... | ... | ... | ... | (429 841 000) | (412 367 891) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 11 770 575 970 | 11 595 438 395 | 2 218 662 353 | 2 174 733 776 | 153 339 867 | 152 345 495 | ... | ... | ... | ... | 14 142 578 190 | 13 922 517 666 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 101 620 911 | (6 369 604) | 101 620 911 | (6 369 604) |
| Comité des griefs des Forces canadiennes— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 8 262 102 | 6 784 103 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 8 262 102 | 6 784 103 |
| Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 4 064 267 | 2 984 904 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 4 064 267 | 2 984 904 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 11 782 902 339 | 11 605 207 402 | 2 218 662 353 | 2 174 733 776 | 153 339 867 | 152 345 495 | ... | ... | ... | ... | 14 154 904 559 | 13 932 286 673 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 101 620 911 | (6 369 604) | 101 620 911 | (6 369 604) |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|---------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Soutien aux forces | | | | | | | | | |
| (S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique | | | | | | | | | |
| ... | 100 000 | ... | (9 924) | 90 076 | | 90 076 | ... | ... | 87 609 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Développement des forces | | | | | | | | | |
| ... | 1 125 000 | ... | ... | 1 125 000 | Institut pour la surveillance environnementale et la recherche | 1 125 000 | ... | ... | 1 125 000 |
| ... | 12 090 | ... | ... | 12 090 | Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada | 8 358 | 3 732 | ... | 12 090 |
| ... | 10 285 | ... | ... | 10 285 | Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada | 10 285 | ... | ... | 10 285 |
| ... | 1 147 375 | ... | ... | 1 147 375 | | 1 143 643 | 3 732 | ... | 1 147 375 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Politiques et stratégies du ministère | | | | | | | | | |
| ... | 250 000 | 1 | 79 999 | 330 000 | Ligue des cadets de l'air du Canada | 330 000 | ... | ... | 250 000 |
| ... | 250 000 | ... | 80 000 | 330 000 | Ligue des cadets de l'armée du Canada | 330 000 | ... | ... | 250 000 |
| ... | 250 000 | ... | 80 000 | 330 000 | Ligue navale du Canada | 330 000 | ... | ... | 250 000 |
| ... | 40 000 | ... | ... | 40 000 | Institut canadien des affaires internationales | 40 000 | ... | ... | 40 000 |
| ... | 89 250 | ... | ... | 89 250 | Institut canadien d'études stratégiques | ... | 89 250 | ... | 89 250 |
| ... | 60 000 | ... | ... | 60 000 | Centre d'étude sur les conflits | 60 000 | ... | ... | 60 000 |
| ... | 12 500 | ... | ... | 12 500 | Pensions et rentes versées à des civils : M R P Thompson | 14 266 | (1 766) | ... | 11 924 |
| ... | 2 000 000 | ... | ... | 2 000 000 | Forum sur la sécurité et la défense | 1 999 284 | 716 | ... | 1 826 447 |
| ... | ... | 75 000 | ... | 75 000 | Congrès des associations de la Défense | 75 000 | ... | ... | 50 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 40 500 |
| ... | 2 951 750 | 75 001 | 239 999 | 3 266 750 | | 3 178 550 | 88 200 | ... | 2 868 121 |
| ... | 4 199 125 | 75 001 | 230 075 | 4 504 201 | Total—Subventions | 4 412 269 | 91 932 | ... | 4 103 105 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Exécution des opérations | | | | | | | | | |
| ... | 2 622 900 | ... | (242 502) | 2 380 398 | Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens | 2 380 398 | ... | ... | 2 309 091 |
| ... | 213 731 | ... | 10 535 | 224 266 | Contribution à l'Organisation internationale de surveillance maritime par satellite | 224 266 | ... | ... | 218 951 |
| ... | ... | 1 325 000 | 1 632 981 | 2 957 981 | Fonds de nouvelles initiatives provinciales et territoriales | 2 957 981 | ... | ... | 1 466 503 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 116 672 238 |
| ... | 2 836 631 | 1 325 000 | 1 401 014 | 5 562 645 | | 5 562 645 | ... | ... | 120 666 783 |

Paiements de transfert—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|---|---|----------------|---|---|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 5 450 000 | ... | (3 552 743) | 1 897 257 | Soutien aux forces | | | | |
| ... | 2 500 000 | ... | (657 618) | 1 842 382 | Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'aide économique | 1 209 376 | 687 881 | ... | 25 675 |
| ... | 12 000 000 | ... | (3 908 536) | 8 091 464 | (S) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> | 1 842 382 | ... | ... | 2 074 380 |
| ... | 19 950 000 | ... | (8 118 897) | 11 831 103 | (S) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i> | 8 091 464 | ... | ... | 8 808 283 |
| ... | 2 000 000 | 1 100 000 | ... | 3 100 000 | Développement des forces | | | | |
| ... | 100 000 | ... | ... | 100 000 | Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix interna- tionale | 3 043 829 | 56 171 | ... | 5 000 000 |
| ... | 3 308 189 | ... | (1 125 746) | 2 182 443 | Politiques et stratégies du ministère | | | | |
| ... | 200 000 | ... | 6 090 | 206 090 | Comité de revue de la défense biologique et chimique | 100 000 | ... | ... | 100 000 |
| ... | 185 000 | ... | (45 000) | 140 000 | Programme d'aide à l'entraînement militaire | 2 182 443 | ... | ... | 1 836 126 |
| ... | 46 500 000 | ... | (1 935 852) | 44 564 148 | OTAN—Aide mutuelle | 121 677 | 84 413 | ... | 551 281 |
| ... | 115 766 000 | ... | (34 726 252) | 81 039 748 | Commandement allié de l'OTAN, Quartier général du corps d'intervention rapide | 66 025 | 73 975 | ... | 103 021 |
| ... | 53 000 | ... | (26 583) | 26 417 | Infrastructure de l'OTAN—Dépenses en capital | 44 564 148 | ... | ... | 46 555 634 |
| ... | 78 000 | ... | 5 072 | 83 072 | Budgets militaires et organismes de l'OTAN | 81 039 748 | ... | ... | 90 958 300 |
| ... | ... | ... | ... | ... | État-major de l'Air—Force de réponse | 26 417 | ... | ... | 42 990 |
| ... | 166 190 189 | ... | (37 848 271) | 128 341 918 | Brigade d'intensité élevée de la force d'alerte des Nations Unies | 83 072 | ... | ... | 82 683 |
| ... | 190 976 820 | 2 425 000 | (44 566 154) | 148 835 666 | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 9 310 559 |
| ... | 190 976 820 | 2 425 000 | (44 566 154) | 148 835 666 | Total—Contributions | 147 933 226 | 902 440 | ... | 286 115 715 |
| ... | 2 836 631 | 1 325 000 | 1 401 014 | 5 562 645 | Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité | | | | |
| ... | 20 050 000 | ... | (8 128 821) | 11 921 179 | Exécution des opérations | 5 562 645 | ... | ... | 120 666 783 |
| ... | 3 147 375 | 1 100 000 | ... | 4 247 375 | Soutien aux forces | 11 233 298 | 687 881 | ... | 10 995 947 |
| ... | 169 141 939 | 75 001 | (37 608 272) | 131 608 668 | Développement des forces | 4 187 472 | 59 903 | ... | 6 147 375 |
| ... | 195 175 945 | 2 500 001 | (44 336 079) | 153 339 867 | Politiques et stratégies du ministère | 131 362 080 | 246 588 | ... | 152 408 715 |
| ... | 195 175 945 | 2 500 001 | (44 336 079) | 153 339 867 | Total du portefeuille ministériel | 152 345 495 | 994 372 | ... | 290 218 820 |

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent | | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|---|---|---|--|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | | Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées) | | | |
| Commandement et contrôle | | | | Avance de fonds de roulement | ... | 319 890 087 | 21 020 250 |
| Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN | 3 160 000 | 2 416 874 | ... | Règlement de prêts à l'habitation des forces CDN | ... | 272 496 | ... |
| Autres recouvrements | 733 328 | 304 754 | 346 764 | Total non budgétaire | ... | 320 162 583 | 21 020 250 |
| | 3 893 328 | 2 721 628 | 346 764 | Total du portefeuille ministériel— | | | |
| Exécution des opérations | | | | Budgétaire | 429 841 000 | 412 367 891 | 433 455 119 |
| Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN | 1 829 825 | 5 814 387 | 1 517 093 | Non budgétaire | ... | 320 162 583 | 21 020 250 |
| Soutien aux forces | | | | | | | |
| Recouvrements des membres | 118 236 906 | 127 047 715 | 131 170 268 | | | | |
| Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG) | 12 123 143 | 17 869 663 | 12 896 097 | | | | |
| Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN | 16 051 289 | 27 620 046 | 14 340 781 | | | | |
| Autres recouvrements | 16 718 846 | (9 363 449) | 21 520 074 | | | | |
| | 163 130 184 | 163 173 975 | 179 927 220 | | | | |
| Développement des forces | | | | | | | |
| Recouvrements des membres | 1 429 017 | 741 535 | 1 235 601 | | | | |
| Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG) | 190 315 | 671 989 | 281 679 | | | | |
| Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN | 232 151 444 | 218 811 412 | 234 979 767 | | | | |
| Autres recouvrements | 10 768 205 | 10 123 768 | 9 315 351 | | | | |
| | 244 538 981 | 230 348 704 | 245 812 398 | | | | |
| Politiques et stratégies du ministère | | | | | | | |
| Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN | ... | 64 972 | 25 | | | | |
| Autres recouvrements | 16 448 682 | 10 244 225 | 5 851 619 | | | | |
| | 16 448 682 | 10 309 197 | 5 851 644 | | | | |
| Total budgétaire | 429 841 000 | 412 367 891 | 433 455 119 | | | | |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|--------------------|--------------------|--|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Ministère | | | Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire | | |
| Autres revenus— | | | Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Autres comptes— | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | ... | 400 |
| Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger | 450 545 | 520 453 | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 320 |
| Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs | 44 523 | 88 629 | Total du programme | ... | 720 |
| | 495 068 | 609 082 | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Remboursements reçus après vérification comptable ou redressement de contrats et remboursements des paiements anticipés sur les contrats | 38 624 823 | 178 374 823 | Autres revenus— | | |
| | | | Revenus de placements | 495 068 | 609 082 |
| Ventes de biens et de services— | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 38 678 807 | 178 478 604 |
| Location et utilisation de biens publics | 112 840 308 | 112 160 707 | Ventes de biens et de services | 411 529 811 | 417 671 997 |
| Services de nature réglementaire | 148 250 | 56 962 | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 20 174 386 | 22 728 451 |
| Services de nature non-réglementaire | 230 692 019 | 232 605 477 | Revenus divers | 10 407 910 | 16 537 546 |
| Ventes de biens et de produits d'information | 67 597 105 | 64 816 241 | Total du portefeuille ministériel | 481 285 982 | 636 025 680 |
| Autres frais et droits— | | | | | |
| Revenus provenant d'amendes | 384 800 | 426 099 | | | |
| Divers | (132 671) | 7 606 511 | | | |
| | 252 129 | 8 032 610 | | | |
| | 411 529 811 | 417 671 997 | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 20 174 386 | 22 728 131 | | | |
| Revenus divers— | | | | | |
| Comprend les paiements reçus des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et des administrations provinciales pour l'aide humanitaire fournie | 10 407 895 | 16 537 531 | | | |
| Total du ministère | 481 231 983 | 635 921 564 | | | |
| Comité des griefs des Forces canadiennes | | | | | |
| Autres revenus— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 53 984 | 103 381 | | | |
| Revenus divers | 15 | 15 | | | |
| Total du programme | 53 999 | 103 396 | | | |

SECTION 15

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Développement des ressources humaines (Développement social)

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 15.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 15.4 |
| Programmes par secteur d'activité | 15.5 |
| Paievements de transfert | 15.6 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés . . . | 15.8 |
| Revenus | 15.8 |

Objectifs

L'objectif de Développement des ressources humaines (Développement social) est d'aider le gouvernement à atteindre son but de sécuriser et de renforcer les assises sociales du Canada, dans le respect des compétences fédérales, provinciales et territoriales.

Description des secteurs d'activité

Politique du développement social

L'élaboration de politiques et de programmes visant à promouvoir le bien-être des Canadiens grâce à :

- l'acquisition et la diffusion des connaissances sur les enjeux et les tendances dans le domaine de la politique sociale;
- la planification et le développement de politiques stratégiques et évaluation;
- le développement, le maintien et le renforcement des relations avec les partenaires fédéraux, provinciaux, territoriaux et avec les secteurs bénévole et à but non lucratif ainsi que la coordination des affaires internationales.

Avis et conseils en matière de communications stratégiques et ministérielles qui permettent au Ministère d'atteindre ses objectifs ministériels et des secteurs d'activité.

Programmes de la sécurité du revenu

Ce secteur d'activité englobe deux programmes importants de la sécurité du revenu : le Régime de pensions du Canada (RPC) et la Sécurité de la vieillesse (SV).

- Les prestations du RPC comprennent les prestations de retraite, les prestations d'invalidité, les prestations d'enfant et les prestations de conjoint survivant. Les prestations de la SV comprennent la

pension de base de la SV, le Supplément de revenu garanti (SRG), l'Allocation et l'Allocation au survivant.

- Le secteur d'activité négocie et administre également les ententes internationales de sécurité sociale pour s'assurer que les nouveaux venus au Canada et ceux qui le quittent sont en mesure d'exercer les droits en matière de sécurité sociale qu'ils ont acquis dans les deux pays, dans la plus grande mesure possible.
- L'administration du programme d'invalidité du RPC comprend l'évaluation des demandes initiales et un palier d'appel administratif, la réévaluation de l'admissibilité continue et la coordination de la réadaptation professionnelle.
- Le Tribunal de révision et la Commission d'appel des pensions sont responsables des deuxième et troisième paliers d'appel et fonctionnent indépendamment du Ministère.

Afin d'améliorer l'administration des programmes, les Programmes de la sécurité du revenu aideront les Canadiens à mieux comprendre les pensions publiques dans le contexte du système de revenu de retraite global et prendre les mesures nécessaires pour atteindre leurs objectifs en matière de retraite. Ce secteur comprend l'envoi chaque année des états de compte des cotisants du RPC ainsi que le travail avec nos partenaires au sein du système canadien de revenu de retraite, y compris les gouvernements provinciaux et les organisations non gouvernementales.

Partenariats sociaux

Ce secteur d'activité vise à assurer le bien-être social des Canadiens en :

- appuyant les familles avec des enfants grâce à des programmes particuliers, dont la Prestation natio-

nale pour enfants, l'Entente sur le développement de la petite enfance et le Cadre multilatéral sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux;

- augmentant la capacité des communautés, des secteurs privé et bénévole de promouvoir l'intégration et la participation des citoyens, grâce à des programmes précis, dont le Programme de partenariats pour le développement social et l'Initiative du secteur bénévole et communautaire;
- encourageant la transition, la réinsertion et la réintégration au marché du travail des personnes handicapées et leur participation équitable à l'apprentissage et au sein de la collectivité, grâce à des programmes précis, dont le Fonds d'intégration pour les personnes handicapées et le Cadre multilatéral pour les ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées.

Prestation de services et versement de prestations

Ce secteur d'activité comprend :

- la gestion et l'exécution des activités des systèmes qui appuient la prestation des services et le versement des prestations à nos clients;
- les services de conseils et d'orientation par l'élaboration de politiques et de procédures qui appuient l'exécution conjointe des programmes à l'échelle locale, régionale et nationale;
- les services directs à la clientèle par téléphone, par Internet et par la poste et un réseau intégré de prestation de services pour le ministère du Développement des ressources humaines (Développement social) et d'autres ministères;

- l'émission des numéros d'assurance sociale, l'administration du registre d'assurance sociale et l'assurance de l'intégrité de l'identité des clients et des dépenses en matière de prestations;
- un leadership national en matière de modernisation et de coordination des principes et des projets en matière de prestation de services.

Services ministériels

Ce secteur d'activité comprend les services suivants :

- La Direction ministérielle est responsable de donner des conseils aux ministres et de l'administration générale du Ministère, ce qui comprend les questions de gouvernance et un processus de gestion intégrée;
- Le secteur Services financiers et administratifs offre des services administratifs et financiers pour appuyer les clients du Ministère et leur permettre d'atteindre les objectifs de leurs secteurs d'activité, conformément aux politiques gouvernementales générales;
- Le secteur Ressources humaines fournit des stratégies, des politiques et des programmes en matière de gestion des ressources humaines pour aider les gestionnaires à atteindre les objectifs opérationnels du Ministère par l'entremise de leurs employés, conformément aux politiques gouvernementales générales.

Le ministère du Développement des ressources humaines (Développement social) est responsable d'assurer la prestation de services ministériels partagés au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----|---|-------------------------------|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | |
| ... | 265 565 000 | ... | ... | 265 565 000 | 1 | Dépenses de fonctionnement | | | | | |
| ... | ... | 5 314 013 | ... | 5 314 013 | 1a | Virement de 1 014 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) | | | | | |
| ... | ... | 38 508 146 | ... | 38 508 146 | 1b | Virement de 225 000 \$ du crédit 5 (Développement des ressources humaines (Développement social)) | | | | | |
| ... | ... | ... | 225 000 | 225 000 | | Virement du : crédit 5 | | | | | |
| ... | ... | ... | 1 014 000 | 1 014 000 | | crédit 1 (Patrimoine canadien) | | | | | |
| ... | ... | ... | 2 000 000 | 2 000 000 | | CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | ... | ... | 876 000 | 876 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 265 565 000 | 43 822 159 | 4 115 000 | 313 502 159 | | Total—Crédit 1 | 293 320 606 | 20 181 553 | ... | 248 799 112 | |
| ... | 241 456 000 | ... | ... | 241 456 000 | 5 | Subventions et contributions | | | | | |
| ... | ... | 35 789 788 | ... | 35 789 788 | 5a | Virement de 1 400 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) | | | | | |
| ... | ... | ... | 1 400 000 | 1 400 000 | | Virement du crédit 1 (Patrimoine canadien) | | | | | |
| ... | ... | ... | (225 000) | (225 000) | | Virement au crédit 1 | | | | | |
| ... | 241 456 000 | 35 789 788 | 1 175 000 | 278 420 788 | | Total—Crédit 5 | 270 036 941 | 8 383 847 | ... | 241 982 360 | |
| ... | 69 970 | ... | 2 001 | 71 971 | (S) | Ministre du Développement des ressources humaines— Traitement et allocation pour automobile | 71 971 | ... | ... | 76 695 | |
| ... | 21 553 000 000 | (168 000 000) | (20 957 713) | 21 364 042 287 | (S) | Versements de la sécurité de la vieillesse (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>) | 21 364 042 287 ⁽²⁾ | ... | ... | 20 696 767 997 ⁽²⁾ | |
| ... | 5 949 000 000 | 39 000 000 | 50 155 037 | 6 038 155 037 | (S) | Versements du supplément de revenu garanti (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>) | 6 038 155 037 ⁽²⁾ | ... | ... | 5 792 021 255 ⁽²⁾ | |
| ... | 438 000 000 | (9 000 000) | 39 783 309 | 468 783 309 | (S) | Versements d'allocations (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>) | 468 783 309 ⁽²⁾ | ... | ... | 413 626 604 ⁽²⁾ | |
| ... | 106 870 000 | ... | 3 810 456 | 110 680 456 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 110 680 456 | ... | ... | 98 560 000 | |
| ... | ... | 18 600 000 | (3 822 835) | 14 777 165 | (S) | Paiements aux agences privées de recouvrement aux termes de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 14 777 165 | ... | ... | 14 312 519 | |
| 167 558 | ... | ... | 173 803 | 341 361 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 100 148 | 2 253 | 238 960 | 243 289 | |
| ... | ... | ... | 1 504 | 1 504 | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 1 504 | ... | ... | 18 246 | |
| 167 558 | 28 553 960 970 | (39 788 053) | 74 435 562 | 28 588 776 037 | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 28 559 969 424 | 28 567 653 | 238 960 | 27 506 408 077⁽³⁾ | |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ La répartition des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

⁽³⁾ Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 27 506 408 077 \$ (budgétaire), Développement des ressources humaines (Développement social), et 2 088 475 912 \$ (budgétaire) et 1 374 086 001 \$ (non budgétaire), Ressources humaines et Développement des compétences.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Politique du développement social | 53 478 528 | 52 176 528 | ... | ... | ... | ... | 4 901 000 | 4 901 000 | ... | ... | 48 577 528 | 47 275 528 |
| Programmes de la sécurité du revenu | 160 780 722 | 146 693 671 | ... | ... | 27 875 980 633 | 27 875 978 548 | 98 583 087 | 87 438 000 | ... | ... | 27 938 178 268 | 27 935 234 219 |
| Partenariats sociaux | 16 281 235 | 16 168 235 | ... | ... | 273 420 788 | 265 039 026 | ... | ... | ... | ... | 289 702 023 | 281 207 261 |
| Prestation de services et versement de prestations | 554 415 322 | 545 945 733 | ... | ... | ... | ... | 389 628 000 | 389 228 000 | ... | ... | 164 787 322 | 156 717 733 |
| Services ministériels | 447 996 896 | 438 759 683 | ... | ... | ... | ... | 300 466 000 | 299 225 000 | ... | ... | 147 530 896 | 139 534 683 |
| Sous-total— | 1 232 952 703 | 1 199 743 850 | ... | ... | 28 149 401 421 | 28 141 017 574 | 793 578 087 | 780 792 000 | ... | ... | 28 588 776 037 | 28 559 969 424 |
| Revenus affectés aux dépenses | (793 578 087) | (780 792 000) | ... | ... | ... | ... | (793 578 087) | (780 792 000) | ... | ... | ... | ... |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 439 374 616 | 418 951 850 | ... | ... | 28 149 401 421 | 28 141 017 574 | ... | ... | ... | ... | 28 588 776 037 | 28 559 969 424 |

Paiements de transfert

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|------------------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Subventions | | | | | | | | | | |
| Programmes de la sécurité du revenu | | | | | | | | | | |
| ... | 21 553 000 000 | (168 000 000) | (20 957 713) | 21 364 042 287 | (S) Versements de la sécurité de la vieillesse | 21 364 042 287 ⁽¹⁾ | ... | ... | 20 696 767 997 ⁽¹⁾ | |
| ... | 5 949 000 000 | 39 000 000 | 50 155 037 | 6 038 155 037 | (S) Versements du supplément de revenu garanti | 6 038 155 037 ⁽¹⁾ | ... | ... | 5 792 021 255 ⁽¹⁾ | |
| ... | 438 000 000 | (9 000 000) | 39 783 309 | 468 783 309 | (S) Versements d'allocations | 468 783 309 ⁽¹⁾ | ... | ... | 413 626 604 ⁽¹⁾ | |
| Paiements à des organismes communautaires et à d'autres bénéficiaires admissibles pour la réalisation du programme Nouveaux Horizons pour les aînés | | | | | | | | | | |
| ... | ... | 5 000 000 | ... | 5 000 000 | | 4 997 915 | 2 085 | ... | ... | |
| ... | 27 940 000 000 | (133 000 000) | 68 980 633 | 27 875 980 633 | | 27 875 978 548 | 2 085 | ... | 26 902 415 856 | |
| Partenariats sociaux | | | | | | | | | | |
| Subventions aux organisations sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social | | | | | | | | | | |
| ... | 13 596 000 | 489 788 | (4 432 554) | 9 653 234 | | 9 652 909 | 325 | ... | 7 044 894 | |
| ... | 27 953 596 000 | (132 510 212) | 64 548 079 | 27 885 633 867 | Total—Subventions | 27 885 631 457 | 2 410 | ... | 26 909 460 750 | |
| Contributions | | | | | | | | | | |
| Partenariats sociaux | | | | | | | | | | |
| Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou en affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne | | | | | | | | | | |
| ... | 35 860 000 | 300 000 | 9 355 554 | 45 515 554 | | 43 634 507 | 1 881 047 | ... | 45 778 466 | |
| Autres paiements de transfert | | | | | | | | | | |
| Partenariats sociaux | | | | | | | | | | |
| Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Cadre multilatéral d'ententes relatives au marché du travail des personnes handicapées | | | | | | | | | | |
| ... | 192 000 000 | 30 000 000 | (3 748 000) | 218 252 000 | | 211 751 610 | 6 500 390 | ... | 189 159 000 | |
| ... | 192 000 000 | 30 000 000 | (3 748 000) | 218 252 000 | Total—Autres paiements de transfert | 211 751 610 | 6 500 390 | ... | 189 159 000 | |

| Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité | | | | | | | | | |
|--|-----------------------|----------------------|-------------------|-----------------------|--|-----------------------|------------------|-----|-------------------------------------|
| ... | 27 940 000 000 | (133 000 000) | 68 980 633 | 27 875 980 633 | Programmes de la sécurité du revenu | 27 875 978 548 | 2 085 | ... | 26 902 415 856 |
| ... | 205 596 000 | 30 489 788 | (8 180 554) | 227 905 234 | Partenariats sociaux | 221 404 519 | 6 500 715 | ... | 196 203 894 |
| ... | 28 145 596 000 | (102 510 212) | 60 800 079 | 28 103 885 867 | Total du portefeuille ministériel | 28 097 383 067 | 6 502 800 | ... | 27 098 619 750⁽²⁾ |

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ La répartition des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 27 144 398 216 \$, Développement des ressources humaines (Développement social), et 1 567 288 767 \$, Ressources humaines et Développement des compétences.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|--|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Politique du développement social | | | |
| Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi | 4 184 000 | 4 184 000 | 2 424 000 |
| Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada | 717 000 | 717 000 | 20 871 000 |
| | 4 901 000 | 4 901 000 | 23 295 000 |
| Programmes de la sécurité du revenu | | | |
| Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada | 98 583 087 | 87 438 000 | 161 770 000 |
| Partenariats sociaux | | | |
| Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi | ... | ... | 217 000 |
| Prestation de services et versements de prestations | | | |
| Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi | 292 305 000 | 291 905 000 | 289 770 000 |
| Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada | 97 323 000 | 97 323 000 | 49 947 000 |
| | 389 628 000 | 389 228 000 | 339 717 000 |
| Services ministériels | | | |
| Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi | 265 792 000 | 264 551 000 | 251 465 000 |
| Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada | 34 674 000 | 34 674 000 | 28 313 000 |
| | 300 466 000 | 299 225 000 | 279 778 000 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | |
| Budgétaire | 793 578 087 | 780 792 000 | 804 777 000⁽¹⁾ |

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 804 777 000 \$, Développement des ressources humaines (Développement social), et 877 519 554 \$, Ressources humaines et Développement des compétences.

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|-------------------|---------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— | | |
| Encaisse et débiteurs— | | |
| Intérêt des dépôts bancaires | 13 377 | 16 820 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 1 108 341 | 652 041 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 1 820 918 | 1 654 382 |
| | 2 929 259 | 2 306 423 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Services de nature non réglementaire | 137 301 | 139 420 |
| Autres frais et droits— | | |
| Accès à l'information | 4 744 | 3 455 |
| | 142 045 | 142 875 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État— | | |
| Produits de la vente d'immobilisations | 67 729 | 126 408 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 106 074 | 132 580 |
| | 173 803 | 258 988 |
| Revenus divers— | | |
| Droits et privilèges | ... | 153 |
| Bâtiments appartenant à l'État | 9 365 | ... |
| Recouvrement des coûts relativement aux avantages sociaux— | | |
| Assurance-emploi | 52 298 000 | 54 158 633 |
| Régime de pension du Canada | 43 109 218 | 27 517 545 |
| Autres services de nature non réglementaire | ... | 1 894 |
| Intérêts sur comptes débiteurs | 6 523 | ... |
| Amendes en vertu du <i>Régime de pension du Canada</i> | 2 800 | 26 000 |
| Revenus divers des retenues salariales— | | |
| Frais de stationnement | 25 864 | 23 758 |
| Frais légaux | 61 320 | 64 625 |
| Petits soldes des comptes créditeurs | 486 | 411 533 |
| Gain provenant des opérations de change | 211 | 5 |
| Divers | 24 164 | 431 922 |
| Dons à la Couronne | 500 | ... |
| | 95 538 451 | 82 636 068 |
| Total du portefeuille ministériel | 98 796 935 | 85 361 174⁽¹⁾ |

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 85 361 174 \$, Développement des ressources humaines (Développement social), et 334 619 080 \$, Ressources humaines et Développement des compétences.

SECTION 16

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 16.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 16.3 |
| Programmes par secteur d'activité | 16.4 |
| Paievements de transfert | 16.5 |
| Revenus | 16.6 |

Objectifs

Promouvoir la diversification économique de l'Ouest du Canada de manière à permettre à cette région d'exercer une plus grande influence sur la politique nationale et la prise de décisions, d'améliorer les services à la clientèle dans l'Ouest et de favoriser la coordination fédérale-provinciale.

Description des secteurs d'activité

Diversification de l'économie de l'Ouest

Orienter plus efficacement, en étroite collaboration avec les parties intéressées de l'Ouest, les politiques, les règlements et les ressources du gouvernement fédéral afin d'en faire des mécanismes plus constructifs de croissance et de diversification de l'économie de l'Ouest.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|---|-------------------------|---|--|--------------------|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 42 919 000 | ... | ... | 42 919 000 | 1 | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 1 687 557 | ... | 1 687 557 | 1a | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 1b | Virement de 895 640 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) | | | | |
| ... | ... | ... | 895 640 | 895 640 | | Virement du : crédit 5 | | | | |
| ... | ... | ... | 153 000 | 153 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 42 919 000 | 1 687 558 | 1 048 640 | 45 655 198 | | Total—Crédit 1 | 41 066 297 | 4 588 901 | ... | |
| ... | 342 469 000 | ... | ... | 342 469 000 | 5 | Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 2 639 801 | ... | 2 639 801 | 5a | Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | ... | (895 640) | (895 640) | | Virement au crédit 1 | | | | |
| ... | 342 469 000 | 2 639 801 | (895 640) | 344 213 161 | | Total—Crédit 5 | 266 216 940 | 77 996 221 | ... | |
| ... | 69 970 | ... | (2 042) | 67 928 | (S) | Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Traitement et allocation pour automobile | 67 928 | ... | ... | |
| ... | 5 348 000 | ... | (587 616) | 4 760 384 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 4 760 384 | ... | ... | |
| ... | ... | ... | 25 330 | 25 330 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 5 547 | ... | 19 783 | |
| ... | ... | ... | 4 809 | 4 809 | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 4 809 | ... | ... | |
| ... | ... | ... | 8 744 | 8 744 | (S) | Honoraires—Agence de recouvrement | 8 744 | ... | ... | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | |
| ... | 390 805 970 | 4 327 359 | (397 775) | 394 735 554 | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 312 130 649 | 82 585 122 | 19 783 | 315 728 667 |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Diversification de l'économie de l'Ouest canadien— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 50 522 393 | 45 913 709 | ... | ... | 344 213 161 | 266 216 940 | ... | ... | ... | ... | 394 735 554 | 312 130 649 |

Paievements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|-------------------|---|--|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 5 000 000 | ... | (5 000 000) | ... | Subventions | | | | |
| | | | | | ... | ... | ... | 27 000 000 | |
| | | | | | Contributions | | | | |
| | | | | | Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest canadien | | | | |
| ... | 112 729 240 | 2 639 801 | 8 162 470 | 123 531 511 | 123 492 188 | 39 323 | ... | 118 596 982 | |
| | | | | | Les contributions versées au titre du Programme d'investissement en innovation et dans les communautés serviront à financer des activités qui appuient l'innovation ou aident les communautés à participer à l'économie fondée sur le savoir | | | | |
| ... | 10 774 760 | ... | (1 352 767) | 9 421 993 | 9 421 993 | ... | ... | 13 075 372 | |
| | | | | | Contributions aux petites et moyennes entreprises de l'Ouest œuvrant dans des industries stratégiques en établissant des fonds d'emprunt et d'investissement spécialisés, selon une formule commerciale, de concert avec des fournisseurs de prêt et de capital-risque des secteurs privé et public | | | | |
| ... | 4 590 000 | ... | (3 048 469) | 1 541 531 | 1 541 531 | ... | ... | 4 346 891 | |
| | | | | | Contributions aux provinces de l'Ouest en vertu du Programme Infrastructures Canada | | | | |
| ... | 209 375 000 | ... | (778 640) | 208 596 360 | 130 639 462 | 77 956 898 | ... | 89 255 829 | |
| | | | | | Contributions au Programme de protection contre les inondations de la rivière Rouge | | | | |
| ... | ... | ... | 1 121 766 | 1 121 766 | 1 121 766 | ... | ... | 1 054 187 | |
| ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 16 894 792 | |
| ... | 337 469 000 | 2 639 801 | 4 104 360 | 344 213 161 | 266 216 940 | 77 996 221 | ... | 243 224 053 | |
| ... | 342 469 000 | 2 639 801 | (895 640) | 344 213 161 | 266 216 940 | 77 996 221 | ... | 270 224 053 | |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|--------------------------|--------------------------|
| | \$ | \$ |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrement de pertes— <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> | ... | 39 108 |
| Recouvrement de pertes— <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> | ... | 301 852 |
| Recouvrements—Fonctionnement | 890 041 | 106 363 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 2 663 797 | 2 380 812 |
| | <u>3 553 838</u> | <u>2 828 135</u> |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Services de nature réglementaire— | | |
| Frais de services— | | |
| <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> | ... | 1 743 766 |
| <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> | ... | 12 916 228 |
| | ... | <u>14 659 994</u> |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 25 330 | 7 535 |
| Revenus divers— | | |
| Intérêt sur contributions remboursables | 690 946 | 2 075 025 |
| Rééchelonnement—Paiements compensatoires des contributions remboursables | 26 916 | 168 748 |
| Contributions remboursables | 17 743 801 | 17 187 875 |
| Recouvrement de contributions | 646 531 | 15 057 |
| Divers | 18 812 | 41 405 |
| | <u>19 127 006</u> | <u>19 488 110</u> |
| Total du portefeuille ministériel | <u>22 706 174</u> | <u>36 983 774</u> |

SECTION 17

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2004-2005

Environnement

Ministère

**Agence canadienne d'évaluation
environnementale**

Agence Parcs Canada

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 17.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 17.4 |
| Programmes par secteur d'activité | 17.7 |
| Paiements de transfert | 17.8 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés... | 17.12 |
| Revenus | 17.13 |

Ministère

Objectifs

Le programme de l'environnement a pour but de concrétiser l'idée du développement durable au Canada, en aidant les Canadiens à vivre et à prospérer dans un environnement qu'il y a lieu de respecter, de protéger et de conserver.

Description des secteurs d'activité

Un environnement sain

Les Canadiens sont touchés par des polluants de sources et de formes diverses. L'objectif du secteur d'activité, Un environnement sain, est de protéger les Canadiens des sources de pollution intérieures et mondiales. Les activités que mène Environnement Canada, en collaboration avec les provinces et d'autres partenaires, sont les suivantes : définir les menaces liées aux polluants, ainsi que leurs sources et les méthodes permettant de les contrôler par le recours à des connaissances scientifiques fiables; élaborer des normes, des directives et des codes de pratiques pour garantir des niveaux adéquats de protection de la qualité de l'environnement; choisir et mettre en œuvre des stratégies appropriées de prévention ou de réduction de la pollution; administrer et appliquer les règlements pour la prévention et le contrôle de la pollution dans les sphères de compétence fédérale; surveiller les niveaux de contaminants dans l'air, l'eau et les sols; représenter les intérêts du Canada dans l'élaboration d'ententes et d'accords internationaux pour la réduction de la pollution; fournir des conseils et des outils permettant de prévenir la pollution et d'appuyer le développement et la diffusion des technologies vertes.

Nature

Les écosystèmes sont précieux pour les Canadiens en ce qu'ils leur fournissent un grand nombre de ressources et de services, qu'il s'agisse de l'oxygène nécessaire à notre existence ou de loisirs de toutes sortes. L'objectif du secteur d'activité, Nature, est de préserver la diversité biologique dans les écosystèmes sains. Les activités que mène Environnement Canada, en collaboration avec les provinces et d'autres partenaires, sont les suivantes : développer les connaissances et les outils scientifiques nécessaires pour comprendre et atténuer les effets de l'activité humaine sur les écosystèmes; contrôler les oiseaux migrateurs et les habitats d'oiseaux migrateurs d'importance nationale; élaborer et mettre en œuvre des plans de rétablissement des espèces en péril; faire preuve de leadership dans la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique; mettre en pratique une approche intégrée de la conservation et de la restauration d'écosystèmes importants et fournir des outils pour développer la capacité des intervenants locaux à poursuivre ce travail; défendre les intérêts du Canada dans les instances internationales concernant la faune, la santé des écosystèmes et la biodiversité; assurer le leadership fédéral dans la conservation et la protection des ressources en eau du Canada.

Prévisions météorologiques et environnementales

Les Canadiens sont touchés par les conditions environnementales à diverses échelles dans le temps et l'espace : qu'il s'agisse de minutes ou de siècles, de villes ou de continents. L'objectif du secteur d'activité, Prévisions météorologiques et environnementales, est d'aider les Canadiens à s'adapter à leur environnement de manière à sauvegarder leur santé et leur sécurité, à optimiser l'activité économique et à améliorer la qualité de l'environnement. Les activités que mène Environnement

Canada sont les suivantes : surveiller l'état de l'atmosphère (conditions météorologiques, climat, qualité de l'air et rayonnements ultraviolets), de l'hydrosphère (l'eau) et de la cryosphère (la glace et la neige); fournir de l'information sur les états passé, présent et futur de l'environnement physique; émettre des avertissements de conditions météorologiques et de risques environnementaux extrêmes; s'engager dans la recherche scientifique sur les causes des phénomènes atmosphériques extrêmes, sur les mécanismes de transport des produits chimiques et des conditions climatiques dans l'atmosphère et dans le monde et, enfin, sur l'incidence de l'activité humaine sur l'environnement atmosphérique; formuler des avis sur l'adaptation aux changements météorologiques et climatiques.

Gestion, administration et politique

Pour répondre à des questions complexes et de portée générale, le Ministère doit maintenir une forte capacité à formuler des politiques et une aptitude à fournir des services efficaces et novateurs. L'objectif du secteur d'activité, Gestion, administration et politique, est d'assurer une gestion ministérielle stratégique et efficace permettant la réalisation de résultats sur le plan environnemental. En particulier, ce secteur d'activité est chargé des aspects suivants : leadership ministériel; conseils stratégiques en matière d'orientation; analyses socio-économiques; coordination des activités internationales du Ministère; leadership et coordination dans la mise en place de partenariats avec l'industrie, les organismes non gouvernementaux, les peuples autochtones, les provinces et d'autres ministères; communications et services de sensibilisation du public; services de soutien en ce qui concerne les prises de décisions, la gestion et les responsabilités, y compris les systèmes et les services de planification et de finances, la technologie de l'information, les dossiers et les fonds de renseignements, les ressources humaines, la sécurité et la gestion de l'actif et des locaux ainsi que les systèmes de gestion environnementale.

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Objectifs

Fournir des évaluations environnementales de haute qualité qui contribuent à une prise de décision éclairée au profit du développement durable.

Description des secteurs d'activité

Agence canadienne d'évaluation environnementale

L'Agence est chargée de fournir des conseils et des recommandations aux décideurs qui respectent les valeurs exprimées par la population et les principes du développement durable. L'Agence facilite également la coordination et l'harmonisation des approches en évaluation environnementale à tous les ordres de gouvernement et avec d'autres instances, y compris les régimes autochtones, grâce à de meilleurs partenariats. L'Agence améliore continuellement l'efficacité, la prévisibilité et la cohérence du processus fédéral d'évaluation environnementale, tout en maintenant les normes de qualité les plus élevées. De plus, l'Agence fournit des cours et de la formation aux ministères fédéraux en vue d'améliorer leur compréhension de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, leur conformité à la Loi et de la directive du Cabinet de 1999 sur l'évaluation des projets de politiques, de plans et de programmes. Enfin, l'Agence représente les intérêts du Canada en matière d'évaluation environnementale aux forums internationaux.

Agence Parcs Canada

Objectifs

Protéger et présenter des aspects représentatifs du patrimoine culturel et naturel du Canada afin d'en favoriser la compréhension, l'appréciation et la jouissance par le public, de manière à en assurer à long terme l'intégrité commémorative et écologique pour les générations d'aujourd'hui et de demain.

Description des secteurs d'activité

Gérance des endroits du patrimoine national

- Identifier et établir des endroits du patrimoine national.
- Gérer et protéger les ressources naturelles et culturelles des endroits du patrimoine national, tout en respectant les obligations liées aux traités conclus avec les Autochtones et les ententes de création de nouveaux parcs.
- Collaborer avec les intervenants nationaux et internationaux pour encourager et défendre la protection et la mise en valeur du patrimoine.
- Transmettre les messages clés d'importance nationale en offrant des possibilités d'apprentissage.

Utilisation et appréciation par les Canadiens

- Offrir des possibilités de loisirs, des produits et des services de qualité.
- Utiliser des pratiques commerciales appropriées et établir des relations mutuellement profitables avec les principaux groupes-clients.

- Établir des relations de coopération étroites avec les clients et les intervenants.
- Inciter les Canadiens à participer aux activités et à s'engager comme bénévoles et partisans actifs.
- Créer des possibilités de gérance partagée des endroits du patrimoine national.
- Faire mieux connaître les valeurs et les avantages liés à l'écologie et à la commémoration.

Services généraux

- Élaborer et mettre en œuvre des méthodes, des systèmes, des outils et des pratiques de gestion novatrices dans les domaines des finances et de la gestion du personnel, afin de permettre une gestion efficace et efficiente de l'Agence Parcs Canada.
- Préparer des analyses et des rapports pour appuyer la prise de décisions.
- Préparer des présentations et des documents destinés aux organismes centraux et au Parlement.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Crédit | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------|---|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 626 390 000 | ... | ... | 626 390 000 | 1 | Ministère | | | | |
| ... | ... | 56 737 855 | ... | 56 737 855 | 1a | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 292 000 | 292 000 | | Virement de 292 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) | | | | |
| ... | ... | ... | 14 117 000 | 14 117 000 | | Virement du : crédit 1 (Patrimoine canadien) | | | | |
| ... | ... | ... | (8 492 171) | (8 492 171) | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 626 390 000 | 56 737 855 | 5 916 829 | 689 044 684 | | Virement au crédit 10 | | | | |
| ... | 42 210 000 | ... | ... | 42 210 000 | 5 | Total—Crédit 1 | 638 548 882 | 50 495 802 | ... | |
| ... | ... | 635 200 | ... | 635 200 | 5a | Dépenses en capital | | | 622 392 588 | |
| ... | ... | ... | (1 387 285) | (1 387 285) | | Dépenses en capital | | | | |
| ... | 42 210 000 | 635 200 | (1 387 285) | 41 457 915 | | Virement au crédit 10 | | | | |
| ... | 57 572 000 | ... | ... | 57 572 000 | 10 | Total—Crédit 5 | 40 435 447 | 1 022 468 | ... | |
| ... | ... | 5 268 000 | ... | 5 268 000 | 10a | Subventions et contributions | | | 42 788 543 | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 10b | Contributions | | | | |
| ... | ... | ... | 8 492 171 | 8 492 171 | | Virement de 8 492 171 \$ du crédit 1 (Environnement) | | | | |
| ... | ... | ... | 1 387 285 | 1 387 285 | | et de 1 387 285 \$ du crédit 5 (Environnement) | | | | |
| ... | 57 572 000 | 5 268 001 | 9 879 456 | 72 719 457 | | Virement du : crédit 1 | | | | |
| ... | 4 000 000 | ... | ... | 4 000 000 | 15 | crédit 5 | | | | |
| ... | ... | ... | (4 000 000) | (4 000 000) | | Total—Crédit 10 | 71 203 877 | 1 515 580 | ... | |
| ... | 4 000 000 | ... | (4 000 000) | ... | | Paiements à Queens Quay West Land Corporation | | | 94 099 106 | |
| ... | 1 | ... | ... | 1 | | Virement au crédit 14b (Bureau de l'infrastructure du Canada) | | | | |
| ... | 69 970 | ... | (315) | 69 655 | (S) | Total—Crédit 15 ⁽²⁾ | ... | ... | ... | |
| ... | 74 992 000 | ... | 1 135 328 | 76 127 328 | (S) | Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. ⁽²⁾ | ... | 1 | ... | |
| ... | ... | ... | 100 000 000 | 100 000 000 | (S) | Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile | 69 655 | ... | ... | |
| ... | ... | ... | 20 | 20 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 76 127 328 | ... | ... | |
| 114 581 | ... | ... | 425 559 | 540 140 | (S) | Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable | 100 000 000 | ... | ... | |
| ... | ... | ... | ... | ... | (S) | Honoraires—Agence de recouvrement | 20 | ... | ... | |
| ... | ... | ... | ... | ... | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 304 072 | ... | 236 068 | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | |
| 114 581 | 805 233 971 | 62 641 056 | 111 969 592 | 979 959 200 | | Total du ministère—Budgétaire | 926 689 281 | 53 033 851 | 236 068 | 1 007 547 003 |

| | | | | | | | | | | |
|------------|----------------------|------------------|------------------------|-------------------|-----|---|-------------------|----------------|------------|-------------------|
| ... | 2 222 209 000 | ... | ... | 2 222 209 000 | 25 | Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽³⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | (2 222 209 000) | (2 222 209 000) | | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | (2 222 209 000) | (2 222 209 000) | | Virement au crédit 13b (Ressources humaines et Développement des compétences) | | | | |
| ... | 2 222 209 000 | ... | (2 222 209 000) | ... | | Total—Crédit 25 | ... | ... | ... | ... |
| ... | 2 222 209 000 | ... | (2 222 209 000) | ... | | Total budgétaire | ... | ... | ... | ... |
| ... | (190 200 000) | ... | 190 200 000 | ... | (S) | (L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (Brut) | ... | ... | ... | ... |
| ... | 2 222 209 000 | ... | (2 222 209 000) | ... | | Total du programme— | | | | |
| ... | (190 200 000) | ... | 190 200 000 | ... | | Budgétaire | ... | ... | ... | ... |
| | | | | | | Non budgétaire | ... | ... | ... | ... |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | Agence canadienne d'évaluation environnementale | | | | |
| ... | 15 930 000 | ... | ... | 15 930 000 | 30 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 1 186 251 | ... | 1 186 251 | 30a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 171 000 | 171 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 15 930 000 | 1 186 251 | 171 000 | 17 287 251 | (S) | Total—Crédit 30 | 16 290 018 | 997 233 | ... | 15 222 590 |
| ... | 1 953 000 | ... | 29 567 | 1 982 567 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 982 567 | ... | ... | 1 508 998 |
| 97 | ... | ... | 958 | 1 055 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 97 | 958 | ... |
| 97 | 17 883 000 | 1 186 251 | 201 525 | 19 270 873 | | Total du programme—Budgétaire | 18 272 585 | 997 330 | 958 | 16 731 588 |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | Bureau de l'infrastructure du Canada ⁽⁴⁾ | | | | |
| ... | 15 702 000 | ... | ... | 15 702 000 | 35 | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | (15 702 000) | (15 702 000) | | Virement au crédit 2 (Bureau de l'infrastructure du Canada) | | | | |
| ... | 15 702 000 | ... | (15 702 000) | ... | | Total—Crédit 35 | ... | ... | ... | ... |
| ... | 406 958 000 | ... | ... | 406 958 000 | 40 | Contributions | | | | |
| ... | ... | ... | (406 958 000) | (406 958 000) | | Virement au crédit 7 (Bureau de l'infrastructure du Canada) | | | | |
| ... | 406 958 000 | ... | (406 958 000) | ... | | Total—Crédit 40 | ... | ... | ... | ... |
| ... | 1 445 000 | ... | (1 445 000) | ... | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | ... | ... | ... | ... |
| ... | 424 105 000 | ... | (424 105 000) | ... | | Total du programme—Budgétaire | ... | ... | ... | ... |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | Agence Parcs Canada | | | | |
| 47 841 916 | 330 769 000 | ... | ... | 378 610 916 | 45 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 8 190 467 | ... | 8 190 467 | 45b | Virement de 3 000 000 \$ du crédit 50 (Environnement), de 3 068 942 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 562 200 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) | | | | |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----|---------------|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | ... | ... | 3 000 000 | 3 000 000 | | | | | | |
| ... | ... | ... | 562 200 | 562 200 | | | | | | |
| ... | ... | ... | 3 068 942 | 3 068 942 | | | | | | |
| ... | ... | ... | 6 016 534 | 6 016 534 | | | | | | |
| ... | ... | ... | 19 858 000 | 19 858 000 | | | | | | |
| 47 841 916 | 330 769 000 | 8 190 467 | 32 505 676 | 419 307 059 | | | | | | |
| ... | 5 000 000 | ... | ... | 5 000 000 | 50 | | | | | |
| ... | ... | ... | (3 000 000) | (3 000 000) | | | | | | |
| ... | 5 000 000 | ... | (3 000 000) | 2 000 000 | | | | | | |
| ... | 78 000 000 | ... | 6 765 899 | 84 765 899 | (S) | | | | | |
| ... | 42 769 000 | ... | 411 337 | 43 180 337 | (S) | | | | | |
| ... | ... | ... | 16 393 | 16 393 | (S) | | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | | | | | |
| 47 841 916 | 456 538 000 | 8 190 467 | 36 699 305 | 549 269 688 | | 518 303 367 | ... | 30 966 321 | 511 952 644 | |
| 47 956 594 | 3 925 968 971 | 72 017 774 | (2 497 443 578) | 1 548 499 761 | | 1 463 265 233 | 54 031 181 | 31 203 347 | 1 536 231 235 ⁽³⁾⁽⁴⁾ | |
| ... | (190 200 000) | ... | 190 200 000 | ... | | ... | ... | ... | ... | |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

(2) Au cours de l'exercice, Queens Quay West Land Corporations et Société du Vieux-Port de Montréal ont été transférées au Bureau de l'infrastructure du Canada.

(3) Au cours de l'exercice, Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée à Ressources humaines et développement des compétences. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 2 091 820 816 \$ (budgétaire) et de (219 090 872) \$ (non budgétaire).

(4) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel Bureau de l'infrastructure du Canada a été créé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 73 883 189 \$.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Un environnement sain | 243 518 560 | 213 019 750 | 14 162 699 | 14 162 489 | 131 437 607 | 130 595 255 | 9 195 000 | 9 313 060 | ... | ... | 379 923 866 | 348 464 434 |
| Nature | 185 270 987 | 175 177 524 | 3 118 021 | 3 118 021 | 32 191 063 | 31 668 174 | 6 911 000 | 6 301 847 | ... | ... | 213 669 071 | 203 661 872 |
| Prévisions météorologiques et environnementales | 246 154 980 | 238 613 329 | 22 654 638 | 21 632 380 | 5 477 609 | 5 434 952 | 64 146 000 | 58 577 824 | ... | ... | 210 141 227 | 207 102 837 |
| Gestion, administration et politique | 171 846 301 | 162 555 400 | 1 522 557 | 1 522 557 | 3 613 178 | 3 505 496 | 757 000 | 123 315 | ... | ... | 176 225 036 | 167 460 138 |
| Sous-total | 846 790 828 | 789 366 003 | 41 457 915 | 40 435 447 | 172 719 457 | 171 203 877 | 81 009 000 | 74 316 046 | ... | ... | 979 959 200 | 926 689 281 |
| Revenus affectés aux dépenses | (81 009 000) | (74 316 046) | ... | ... | | | (81 009 000) | (74 316 046) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère—Budgétaire | 765 781 828 | 715 049 957 | 41 457 915 | 40 435 447 | 172 719 457 | 171 203 877 | ... | ... | ... | ... | 979 959 200 | 926 689 281 |
| Agence canadienne d'évaluation environnementale | | | | | | | | | | | | |
| Agence canadienne d'évaluation environnementale | 21 184 179 | 18 432 577 | ... | ... | 1 587 694 | 931 094 | 3 501 000 | 1 091 086 | ... | ... | 19 270 873 | 18 272 585 |
| Revenus affectés aux dépenses | (3 501 000) | (1 091 086) | ... | ... | ... | ... | (3 501 000) | (1 091 086) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 17 683 179 | 17 341 491 | ... | ... | 1 587 694 | 931 094 | ... | ... | ... | ... | 19 270 873 | 18 272 585 |
| Agence Parcs Canada | | | | | | | | | | | | |
| Gérance des endroits du patrimoine national | 252 854 934 | 252 711 861 | 2 222 658 | 2 222 658 | 6 999 875 | 1 711 879 | ... | ... | ... | ... | 262 077 467 | 256 646 398 |
| Utilisation et appréciation par les Canadiens | 224 112 799 | 199 075 624 | 6 853 122 | 6 853 122 | 189 000 | 137 840 | ... | ... | ... | ... | 231 154 921 | 206 066 586 |
| Services généraux | 52 615 249 | 52 232 506 | 522 051 | 522 051 | 2 900 000 | 2 835 826 | ... | ... | ... | ... | 56 037 300 | 55 590 383 |
| Total du programme—Budgétaire | 529 582 982 | 504 019 991 | 9 597 831 | 9 597 831 | 10 088 875 | 4 685 545 | ... | ... | ... | ... | 549 269 688 | 518 303 367 |
| Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 313 047 989 | 1 236 411 439 | 51 055 746 | 50 033 278 | 184 396 026 | 176 820 516 | ... | ... | ... | ... | 1 548 499 761 | 1 463 265 233 |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|---------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Un environnement sain | | | | | | | | | |
| ... | 2 000 000 | ... | (769 468) | 1 230 532 | Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone | 1 230 532 | ... | ... | 1 284 756 |
| ... | ... | ... | 16 923 | 16 923 | Subventions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement | 16 923 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 100 000 000 | 100 000 000 | (S) Subvention à l'appui de la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable | 100 000 000 | ... | ... | 125 000 000 |
| ... | 2 000 000 | ... | 99 247 455 | 101 247 455 | | 101 247 455 | ... | ... | 126 284 756 |
| Prévisions météorologiques et environnementales | | | | | | | | | |
| ... | 42 000 | ... | 37 000 | 79 000 | Subventions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement | 79 000 | ... | ... | 255 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 50 000 000 |
| ... | 42 000 | ... | 37 000 | 79 000 | | 79 000 | ... | ... | 50 255 000 |
| ... | 2 042 000 | ... | 99 284 455 | 101 326 455 | Total—Subventions | 101 326 455 | ... | ... | 176 539 756 |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Un environnement sain | | | | | | | | | |
| ... | 697 000 | 250 000 | 458 555 | 1 405 555 | Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement | 1 391 548 | 14 007 | ... | 2 118 920 |
| ... | 125 000 | 350 000 | 1 046 877 | 1 521 877 | Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada | 1 443 418 | 78 459 | ... | 1 330 339 |
| ... | 2 522 000 | ... | 933 574 | 3 455 574 | ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire | 3 405 964 | 49 610 | ... | 2 577 917 |
| ... | 4 600 000 | ... | (727 600) | 3 872 400 | Contribution du Canada au Budget de la Commission de coopération environnementale | 3 872 400 | ... | ... | 4 497 075 |
| ... | 4 454 000 | ... | (1 231 732) | 3 222 268 | Fonds d'action pour le changement climatique (FACC) | 3 222 268 | ... | ... | 5 732 634 |
| ... | 4 300 000 | ... | 3 404 650 | 7 704 650 | Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable | 7 524 598 | 180 052 | ... | 6 257 996 |
| ... | 3 000 000 | 4 248 000 | (1 111 750) | 6 136 250 | Contributions relatives à l'assainissement des étangs de goudron de Sydney et des sites de fours à coke situés dans le bassin hydrographique du Ruisseau Muggah | 5 616 026 | 520 224 | ... | 4 126 379 |
| ... | 1 953 000 | ... | 187 885 | 2 140 885 | Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes d'Horizons Sciences | 2 140 885 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 730 693 | 730 693 | Contribution—Fonds multilatéral du Protocole de Montréal | 730 693 | ... | ... | 703 364 |
| ... | 21 651 000 | 4 848 000 | 3 691 152 | 30 190 152 | | 29 347 800 | 842 352 | ... | 27 344 624 |

| | | | | | | | | | |
|-----|-------------------|------------------|--------------------|--------------------|---|--------------------|------------------|-----|--------------------|
| | | | | | Nature | | | | |
| ... | 977 000 | ... | 1 463 338 | 2 440 338 | Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement | 2 440 338 | ... | ... | 1 914 550 |
| ... | 9 682 000 | 75 000 | 3 475 969 | 13 232 969 | Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable | 13 191 952 | 41 017 | ... | 19 622 536 |
| ... | 1 337 000 | ... | 130 943 | 1 467 943 | Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada | 1 466 379 | 1 564 | ... | 1 362 269 |
| ... | 1 116 000 | ... | (224 920) | 891 080 | Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes d'Horizons Sciences | 864 315 | 26 765 | ... | ... |
| ... | 3 898 000 | ... | (2 102 259) | 1 795 741 | ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire | 1 795 741 | ... | ... | 2 792 582 |
| ... | 2 200 000 | ... | ... | 2 200 000 | Contribution à la Fondation Habitat faunique Canada | 1 746 667 | 453 333 | ... | 1 914 161 |
| ... | 10 000 000 | ... | 162 992 | 10 162 992 | Contributions pour le Programme d'intendance de l'habitat | 10 162 782 | 210 | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 28 000 000 |
| ... | 29 210 000 | 75 000 | 2 906 063 | 32 191 063 | | 31 668 174 | 522 889 | ... | 55 606 098 |
| | | | | | Prévisions météorologiques et environnementales | | | | |
| ... | 500 000 | ... | 1 823 842 | 2 323 842 | Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement | 2 307 133 | 16 709 | ... | 1 467 696 |
| ... | ... | ... | 177 281 | 177 281 | Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes d'Horizons Sciences | 177 281 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 75 000 | 75 000 | ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire | 75 000 | ... | ... | ... |
| ... | 1 693 000 | ... | 486 523 | 2 179 523 | Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada | 2 173 738 | 5 785 | ... | 1 748 447 |
| ... | 150 000 | ... | 149 539 | 299 539 | Fonds d'action pour le changement climatique (FACC) | 299 538 | 1 | ... | 2 542 568 |
| ... | 217 000 | ... | 126 424 | 343 424 | Contributions à l'appui des projets liés à l'environnement et au développement durable | 323 262 | 20 162 | ... | 533 315 |
| ... | 2 560 000 | ... | 2 838 609 | 5 398 609 | | 5 355 952 | 42 657 | ... | 6 292 026 |
| | | | | | Gestion, administration et politique | | | | |
| ... | 507 000 | 345 000 | (236 263) | 615 737 | Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada | 585 737 | 30 000 | ... | 427 315 |
| ... | ... | 1 | 1 085 040 | 1 085 041 | Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement | 1 085 041 | ... | ... | 815 000 |
| ... | 1 602 000 | ... | 310 400 | 1 912 400 | Contributions à l'appui des projets liés à l'environnement et au développement durable | 1 834 718 | 77 682 | ... | 2 049 287 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 25 000 |
| ... | 2 109 000 | 345 001 | 1 159 177 | 3 613 178 | | 3 505 496 | 107 682 | ... | 3 316 602 |
| ... | 55 530 000 | 5 268 001 | 10 595 001 | 71 393 002 | Total—Contributions | 69 877 422 | 1 515 580 | ... | 92 559 350 |
| | | | | | Sommaire du ministère par secteur d'activité | | | | |
| ... | 23 651 000 | 4 848 000 | 102 938 607 | 131 437 607 | Un environnement sain | 130 595 255 | 842 352 | ... | 153 629 380 |
| ... | 29 210 000 | 75 000 | 2 906 063 | 32 191 063 | Nature | 31 668 174 | 522 889 | ... | 55 606 098 |
| ... | 2 602 000 | ... | 2 875 609 | 5 477 609 | Prévisions météorologiques et environnementales | 5 434 952 | 42 657 | ... | 56 547 026 |
| ... | 2 109 000 | 345 001 | 1 159 177 | 3 613 178 | Gestion, administration et politique | 3 505 496 | 107 682 | ... | 3 316 602 |
| ... | 57 572 000 | 5 268 001 | 109 879 456 | 172 719 457 | Total du ministère | 171 203 877 | 1 515 580 | ... | 269 099 106 |

Paiements de transfert—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|---|---|----------------|---|---|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Agence canadienne d'évaluation environnementale | | | | |
| | | | | | Contributions | | | | |
| ... | 173 500 | ... | 72 000 | 245 500 | Contribution à la province de Québec—Convention de la Baie James et du Nord québécois | 245 500 | ... | ... | 173 500 |
| ... | 300 000 | ... | (64 611) | 235 389 | Contributions à l'appui de la promotion de la recherche-développement en matière d'évaluation environnementale | 235 389 | ... | ... | 399 453 |
| ... | 1 000 000 | 300 000 | (193 195) | 1 106 805 | Contributions à l'appui de la participation du public au processus d'examen d'évaluation environnementale—Fonds d'aide financière aux participants | 450 205 | 656 600 | ... | 176 413 |
| ... | 1 473 500 | 300 000 | (185 806) | 1 587 694 | Total du programme | 931 094 | 656 600 | ... | 749 366 |
| | | | | | Bureau de l'infrastructure du Canada ⁽¹⁾ | | | | |
| | | | | | Contributions | | | | |
| ... | 1 925 000 | ... | (1 925 000) | ... | Investissement dans l'infrastructure et information sur celle-ci | ... | ... | ... | ... |
| ... | 332 319 000 | ... | (332 319 000) | ... | Contribution à la Fédération canadienne des municipalités pour l'élaboration du Guide national pour des infrastructures municipales durables | ... | ... | ... | ... |
| ... | 72 714 000 | ... | (72 714 000) | ... | Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique | ... | ... | ... | ... |
| ... | 406 958 000 | ... | (406 958 000) | ... | Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière | ... | ... | ... | ... |
| | | | | | Total du programme | ... | ... | ... | ... |
| | | | | | Agence Parcs Canada | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| ... | 22 707 | ... | (7) | 22 700 | Gérance des endroits du patrimoine national | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | Subventions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques | 22 700 | ... | ... | 22 700 |
| ... | 22 707 | ... | (7) | 22 700 | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 3 400 000 |
| | | | | | Total—Subventions | 22 700 | ... | ... | 3 422 700 |
| | | | | | Contributions | | | | |
| ... | 925 000 | ... | 2 303 805 | 3 228 805 | Gérance des endroits du patrimoine national | | | | |
| | | | | | Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques | 1 689 179 | 1 539 626 | ... | 3 283 330 |

| | | | | | | | | | |
|---|--------------------|------------------|----------------------|--------------------|--|--------------------|------------------|------------------|--------------------------------------|
| 765 370 | 5 883 000 | ... | (2 900 000) | 3 748 370 | Contributions à l'appui du Fonds pour favoriser les propriétés patrimoniales commerciales (FFPPC) | ... | ... | 3 748 370 | ... |
| 765 370 | 6 808 000 | ... | (596 195) | 6 977 175 | | 1 689 179 | 1 539 626 | 3 748 370 | 3 283 330 |
| ... | 189 226 | ... | (226) | 189 000 | Utilisation et appréciation par les Canadiens Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques | 137 840 | 51 160 | ... | 39 600 |
| ... | ... | ... | 2 900 000 | 2 900 000 | Services généraux Contributions à l'appui de l'Initiative des endroits historiques | 2 835 826 | 64 174 | ... | ... |
| 765 370 | 6 997 226 | ... | 2 303 579 | 10 066 175 | Total—Contributions | 4 662 845 | 1 654 960 | 3 748 370 | 3 322 930 |
| Sommaire du programme par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| 765 370 | 6 830 707 | ... | (596 202) | 6 999 875 | Gérance des endroits du patrimoine national | 1 711 879 | 1 539 626 | 3 748 370 | 6 706 030 |
| ... | 189 226 | ... | (226) | 189 000 | Utilisation et appréciation par les Canadiens | 137 840 | 51 160 | ... | 39 600 |
| ... | ... | ... | 2 900 000 | 2 900 000 | Services généraux | 2 835 826 | 64 174 | ... | ... |
| 765 370 | 7 019 933 | ... | 2 303 572 | 10 088 875 | Total du programme | 4 685 545 | 1 654 960 | 3 748 370 | 6 745 630 |
| 765 370 | 473 023 433 | 5 568 001 | (294 960 778) | 184 396 026 | Total du portefeuille ministériel | 176 820 516 | 3 827 140 | 3 748 370 | 276 594 102 ⁽¹⁾⁽²⁾ |

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel Bureau de l'infrastructure du Canada a été créé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 55 319 773 \$.

(2) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent | | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | | Publications | 2 851 | 2 851 | 9 931 |
| Un environnement sain | | | | Produits | 14 047 | 14 047 | 10 843 |
| Revenus provenant d'autres ministères : | | | | Immobilier | 393 529 | 393 529 | 384 959 |
| Produits | | | | Services | | | |
| Extraction de données | 6 800 | 6 800 | 4 248 | Recherche et analyse | 3 157 708 | 2 185 181 | 2 811 416 |
| Publications | 30 | 30 | 5 109 | Hydrométrie | 102 517 | 102 517 | 112 759 |
| Produits | 7 | 7 | 22 864 | Services de consultation | ... | ... | 42 959 |
| Immobilier | 28 121 | 28 121 | 23 399 | Formation | 80 654 | 80 654 | 6 195 |
| Services | | | | Études et enquêtes sur la faune | 61 054 | 61 054 | 64 342 |
| Recherche et analyse | 4 564 582 | 5 233 616 | 5 521 095 | Services de réglementation | 262 378 | 262 378 | 289 443 |
| Services de consultation | 125 287 | 125 287 | 371 650 | | 6 911 000 | 6 301 847 | 6 841 278 |
| Formation | 39 588 | 39 588 | 3 570 | Prévisions météorologiques et environnementales | | | |
| Services de réglementation | 129 585 | 129 585 | 136 958 | Revenus provenant d'autres ministères : | | | |
| Revenus externes : | | | | Produits | | | |
| Produits | | | | Extraction de données | 1 176 235 | 1 176 235 | 843 835 |
| Extraction de données | 592 | 592 | 900 | Publications | 3 471 | 3 471 | 7 332 |
| Publications | 22 266 | 22 266 | 27 735 | Produits | 16 735 613 | 16 799 684 | 15 856 535 |
| Produits | 18 887 | 18 887 | 31 784 | Immobilier | 63 195 | 63 195 | 69 279 |
| Immobilier | 114 602 | 114 602 | 185 555 | Recherche et analyse | 3 238 397 | 3 238 397 | 2 952 895 |
| Services | | | | Hydrométrie | 86 382 | 86 382 | |
| Recherche et analyse | 1 599 247 | 1 599 247 | 1 343 182 | Télécommunications | 158 513 | 158 513 | 137 982 |
| Hydrométrie | ... | ... | 900 | Services de consultation | 287 369 | 287 369 | 2 704 296 |
| Services de consultation | 65 673 | 65 673 | 92 137 | Formation | 752 286 | 752 286 | 637 577 |
| Formation | 20 444 | 20 444 | 75 170 | Évaluation environnementale | 11 129 | 11 129 | 10 659 |
| Services de réglementation | 2 459 289 | 1 908 315 | 1 459 525 | Divers | 451 410 | 451 410 | 577 032 |
| Divers | ... | ... | 2 012 | Revenus externes : | | | |
| | 9 195 000 | 9 313 060 | 9 307 793 | Produits | | | |
| | | | | Extraction de données | 5 033 321 | 5 033 321 | 5 763 905 |
| Nature | | | | Publications | 163 415 | 163 415 | 258 849 |
| Revenus provenant d'autres ministères : | | | | Produits | 23 500 352 | 21 622 936 | 23 285 515 |
| Produits | | | | Commandites et publicités | 2 403 | 2 403 | 13 189 |
| Extraction de données | 96 082 | 96 082 | 77 202 | Immobilier | 241 194 | 241 194 | 176 967 |
| Publications | ... | ... | 18 | Services | | | |
| Immobilier | 103 217 | 103 217 | 102 867 | Recherche et analyse | 234 220 | 234 220 | 687 145 |
| Produits | 250 830 | 250 830 | 189 632 | Hydrométrie | 9 886 208 | 6 131 377 | 3 637 240 |
| Services | | | | Télécommunications | 1 027 821 | 1 027 821 | 953 127 |
| Recherche et analyse | 1 878 866 | 2 242 240 | 1 950 011 | Services de consultation | 757 841 | 757 841 | 362 202 |
| Services de consultation | 502 877 | 502 877 | 766 053 | Formation | 173 314 | 173 314 | 222 079 |
| Formation | 128 | 128 | ... | Évaluation environnementale | 128 971 | 128 971 | 108 931 |
| Revenus externes : | | | | Divers | 32 940 | 32 940 | 18 790 |
| Produits | | | | | 64 146 000 | 58 577 824 | 59 285 361 |
| Extraction de données | 4 262 | 4 262 | 22 648 | | | | |

Détail des montants disponibles pour être dépensés—Fin

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|--|--|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| Gestion, administration et politique | | | |
| Revenus provenant d'autres ministères : | | | |
| Produits | ... | 240 | ... |
| Immobilier | ... | ... | 565 000 |
| Services | | | |
| Recherche et analyse | ... | 55 750 | 23 000 |
| Services de consultation | 15 000 | 14 525 | 26 425 |
| Services de réglementation | ... | 60 995 | ... |
| Revenus externes : | | | |
| Produits | | | |
| Extraction de données | ... | ... | 145 |
| Produits | ... | ... | 400 |
| Immobilier | 653 405 | 25 200 | ... |
| Services | | | |
| Recherche et analyse | ... | ... | 835 |
| Télécommunications | 27 600 | 27 600 | 30 000 |
| Services de réglementation | 60 995 | (60 995) | ... |
| Formation | ... | ... | 22 343 |
| | 757 000 | 123 315 | 668 148 |
| Total du ministère—Budgétaire | 81 009 000 | 74 316 046 | 76 102 580 |
| Agence canadienne d'évaluation environnementale | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Revenus provenant d'autres ministères : | | | |
| Formation, information et publications | 90 000 | 108 038 | 152 502 |
| Revenus externes : | | | |
| Formation, information et publications | 60 000 | 105 165 | 113 991 |
| Services d'évaluation environnementale | 3 351 000 | 877 883 | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 3 501 000 | 1 091 086 | 266 493 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 84 510 000 | 75 407 132 | 76 369 073 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de paiements de transfert | 98 090 | 56 435 |
| Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien | 475 413 | 301 302 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 3 621 314 | 760 685 |
| | 4 194 817 | 1 118 422 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Location et utilisation de biens publics | 1 117 538 | 1 631 577 |
| Services de nature réglementaire— | | |
| Licences—Taxidermiste et aviculteur | 20 765 | 20 305 |
| Permis de chasse d'oiseaux | 3 499 500 | 3 753 093 |
| Amendes diverses | 2 204 755 | 1 869 807 |
| | 5 725 020 | 5 643 205 |
| Services de nature non réglementaire— | | |
| Recouvrements—Relevés hydrométriques | 99 800 | 99 800 |
| Autres recouvrements relatifs à l'eau | 811 824 | 223 407 |
| Divers | 26 225 783 | 26 695 827 |
| | 27 137 407 | 27 019 034 |
| Ventes de biens et de produits d'information | 45 701 485 | 46 480 313 |
| Autres frais et droits | 2 537 568 | 2 271 546 |
| | 82 219 018 | 83 045 675 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 425 559 | 337 371 |
| Revenus divers— | | |
| Dons à la Couronne | ... | 20 |
| Divers | 800 421 | 587 311 |
| | 800 421 | 587 331 |
| Total du ministère | 87 639 815 | 85 088 799 |
| Agence canadienne d'évaluation environnementale | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 153 | 802 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 3 679 | 111 |
| | 3 832 | 913 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|--------------------|--|
| | \$ | \$ |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Services de nature non réglementaire | 1 088 666 | 264 839 |
| Ventes de biens et de produits d'information | 1 685 | 1 349 |
| | 1 090 351 | 266 188 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 958 | 97 |
| Revenus divers | 681 | 85 |
| Total du programme | 1 095 822 | 267 283 |
| Agence Parcs Canada | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus divers— | | |
| Article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> | 85 134 880 | 84 329 387 |
| Divers | 11 379 | 12 393 |
| | 85 146 259 | 84 341 780 |
| Total du programme | 85 146 259 | 84 341 780 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 4 198 649 | 1 119 335 |
| Ventes de biens et de services | 83 309 369 | 83 311 863 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 426 517 | 337 468 |
| Revenus divers | 85 947 361 | 84 929 196 |
| Total du portefeuille ministériel | 173 881 896 | 169 697 862⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾ |

(1) Au cours de l'exercice, Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée à Ressources humaines et développement des compétences. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 513 026 252 \$.

(2) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel Bureau de l'infrastructure du Canada a été créé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 90 262 \$.

(3) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

SECTION 18

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Finances

Ministère

Vérificateur général

Société d'assurance-dépôts du Canada

**Tribunal canadien du commerce
extérieur**

**Agence de la consommation en matière
financière du Canada**

**Centre d'analyse des opérations et
déclarations financières du Canada**

**Bureau du surintendant des institutions
financières**

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 18.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 18.6 |
| Programmes par secteur d'activité | 18.12 |
| Paievements de transfert | 18.14 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés | 18.16 |
| Revenus | 18.16 |

Ministère

Programme des politiques économiques, sociales et financières

Objectifs

Élaborer des politiques appropriées et fournir des conseils judicieux concernant la situation économique, sociale et financière ainsi que le programme d'action du gouvernement; administrer de façon responsable les obligations et souscriptions financières internationales; financer de manière économique le programme de la monnaie canadienne; financer de manière responsable les projets spéciaux et assurer de manière efficace et efficiente l'administration du Ministère.

Description des secteurs d'activité*Politiques et conseils*

Élaborer des politiques appropriées et fournir des conseils judicieux concernant la situation économique, sociale et financière ainsi que le programme d'action du gouvernement;

- Politique économique et financière : la situation et les perspectives économiques et financières intérieures et internationales, le cadre budgétaire global du gouvernement, le plan de dépenses, l'affectation des ressources et le cadre global de politique économique du gouvernement;
- Commerce et finances internationaux : plus particulièrement dans le contexte des droits à l'importation, des recours commerciaux, des investissements directs étrangers, de la coopération économique, de la politique et des dépenses dans le domaine de la défense, de l'aide au développement international et des relations financières internationales;

- L'élaboration et l'évaluation de politiques et de lois fiscales fédérales à l'égard du revenu, des ventes et des taxes d'accise;
- Politique du secteur financier : la gestion de la dette, de l'encaisse et des réserves du gouvernement, la législation applicable aux institutions financières réglementées au niveau fédéral, ainsi que les questions de finance, d'investissement et d'emprunt des sociétés d'État, des ministères et des organismes ainsi que les politiques d'investissement à l'égard des régimes de pension du gouvernement;
- Relations fédérales-provinciales et politique sociale : les relations économiques et financières fédérales-provinciales de même que les politiques et programmes sociaux canadiens;
- Développement économique et finances intégrées : les conséquences économiques, fiscales et financières des politiques et des programmes microéconomiques du gouvernement, y compris les prêts, placements et garanties de l'État, les propositions d'aide à de grands projets ou à des initiatives de restructuration de sociétés émanant du secteur privé, ainsi que la gestion et, le cas échéant, la privatisation de sociétés d'État et d'autres participations.

Organismes financiers internationaux

Administrer de façon responsable les souscriptions du Canada aux organismes financiers internationaux et les obligations qui s'y rattachent.

Monnaie canadienne

Paiement des coûts de production et de distribution des pièces de monnaie canadienne en circulation.

Administration générale

Assurer une bonne gestion du Ministère; fournir des conseils stratégiques en matière de communication;

fournir un appui convenable en matière d'affaires publiques; fournir des conseils juridiques judicieux; et gérer de manière efficace et efficiente les ressources financières et humaines, les technologies de l'information, les systèmes de sécurité et d'administration, et offrir l'expertise voulue dans ces domaines.

Programme du service de la dette publique

Objectifs

Assurer le paiement des intérêts et des frais de service de la dette publique, de même que des coûts de nouveaux emprunts, au besoin.

Description des secteurs d'activité*Frais d'intérêt et autres coûts*

Gestion du programme d'emprunt du gouvernement.

Placements Épargne Canada

À titre d'organisme de service spécial au sein du ministère des Finances, élaboration et commercialisation de titres de détail tels que les Obligations d'épargne du Canada et les Obligations à prime du Canada, entre autres produits, directement auprès des Canadiens et Canadiennes, par l'entremise de leurs employeurs et en collaboration avec les institutions financières.

Programme fédéral de transferts aux provinces

Objectifs

Procéder aux paiements de transfert prévus par les lois relatives au Transfert canadien en matière de santé, Transfert canadien en matière de programmes sociaux, transfert visant la réforme du système de santé, de péréquation et d'autres transferts, et conformément aux accords régissant le financement global des territoires.

Description des secteurs d'activité

Paiements de transfert

- Transfert canadien en matière de santé (TCS) : versement des transferts à l'appui de la santé aux provinces et aux territoires, en espèces et sous forme de points d'impôt, conformément à la législation;
- Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) : versement des transferts à l'appui de l'éducation postsecondaire, de l'aide sociale et des services sociaux, y compris le développement de la petite enfance, aux provinces et aux territoires, en espèces et sous forme de points d'impôt, conformément à la législation;
- Transfert visant la réforme du système de santé : les paiements sont accordés aux provinces et aux territoires selon le nombre d'habitants, comme le prévoit la loi;
- Péréquation fiscale : paiements aux provinces effectués conformément à des formules précises, inscrites dans la loi et les règlements;
- Formule de financement des territoires : paiements aux gouvernements des Territoires effectués selon des formules inscrites dans les accords fédéraux-territoriaux;
- Autres paiements de transfert : les fonds sont versés aux gouvernements provinciaux ou récupérés conformément à divers pouvoirs législatifs.

Vérificateur général

Objectifs

Transmettre des données de vérification et d'autres données pertinentes à la Chambre des communes aux fins de son examen minutieux des programmes, des ac-

tivités financières et des questions environnementales et de développement durable du gouvernement.

Description des secteurs d'activité

Vérification législative

Les activités du Bureau du vérificateur général consistent en la vérification des comptes du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités et en des examens et enquêtes portant sur l'environnement et le développement durable, de façon à faire rapport selon les exigences de la *Loi sur le vérificateur général*. La vérificatrice générale émet des opinions de vérification sur les états financiers du gouvernement du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités et signale à la Chambre des communes tout sujet qui, à son avis, doit être porté à la connaissance de la Chambre. La commissaire à l'environnement et au développement durable établit, au nom de la vérificatrice générale et à l'intention de la Chambre des communes, un rapport annuel sur toute question environnementale ou autre relative au développement durable qui est jugée importante.

Société d'assurance-dépôts du Canada

Objectifs

Fournir, au profit des personnes qui possèdent des dépôts avec des institutions membres, de l'assurance sur les dépôts en prévision des pertes de la totalité ou d'une partie des dépôts en raison de l'insolvabilité de l'institution membre.

Tribunal canadien du commerce extérieur

Objectifs

Dans un contexte économique et juridique rationnel, faire des études, mener des enquêtes, rendre des con-

clusions, faire des recommandations, comme il est prescrit, sur les questions touchant le commerce au Canada et le commerce extérieur, et rendre des décisions sur les appels des contribuables interjetés à l'égard de cotisations et de déterminations du gouvernement en matière de douanes et d'accise.

Description des secteurs d'activité

Tribunal canadien du commerce extérieur

Le Tribunal effectue des recherches et mène des enquêtes, reçoit des éléments de preuve et tient des audiences publiques afin de pouvoir rendre des décisions, des conclusions ou des déterminations ou faire des recommandations à la suite :

- d'enquêtes menées aux termes de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation (LMSI)*, dans le but d'établir si le dumping ou le subventionnement constatés par l'Agence des douanes et du revenu du Canada causent un dommage sensible à la production nationale;
- d'enquêtes menées en vertu de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur (Loi sur le TCCE)*, à la suite de plaintes déposées par des producteurs de biens canadiens au sujet d'un dommage grave causé par les importations;
- d'appels de décisions rendues par le ministre du Revenu national ou le commissaire de l'Agence des douanes et du revenu du Canada aux termes de la *Loi sur les douanes*, découlant des nouvelles attributions conférées au Tribunal en vertu de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*;
- de demandes présentées par des producteurs nationaux qui souhaitent obtenir des allègements tarifaires sur les intrants textiles importés aux fins de production;

- de plaintes reçues de fournisseurs potentiels portant sur n'importe quel aspect de la procédure d'adjudication des marchés publics, aux termes de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) et de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (OMC);
- de saisines, aux termes de la *Loi sur le TCCE*, par le gouverneur en conseil, sur toute question économique ou commerciale, y compris la question de préjudice causé aux producteurs de produits et de services canadiens, ou par le ministre des Finances, sur toute question tarifaire;
- de questions soulevées aux termes d'autres lois du Parlement ou de règlements connexes, y compris les opinions sur la question de l'intérêt public, les réexamens et les décisions portant sur l'identité de l'importateur aux termes de la *LMSI*.

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Objectifs

Les cinq objectifs de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) sont les suivants :

- surveiller les institutions financières pour s'assurer qu'elles appliquent les dispositions relatives aux consommateurs des lois fédérales qui s'appliquent à elles;
- inciter les institutions financières à se doter de politiques et de procédures pour mettre en œuvre les dispositions visant les consommateurs qui s'appliquent à elles;
- vérifier que les institutions financières respectent les codes de conduite volontaires et tout autre engagement public qu'elles ont pris pour protéger les intérêts des consommateurs;

- promouvoir la sensibilisation aux obligations des institutions financières;
- favoriser la compréhension des services financiers et des questions qui s'y rapportent.

Description des secteurs d'activité

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Nous renseignons les consommateurs et encadrons les institutions financières afin de nous assurer qu'elles appliquent les mesures fédérales en matière de protection des consommateurs.

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Objectifs

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada a été mis sur pied à titre d'organisme indépendant ayant le mandat de recueillir, d'analyser, d'évaluer et de divulguer des renseignements, le but étant la détection, la prévention et la dissuasion des opérations de recyclage des produits de la criminalité et du financement des activités terroristes. En vertu de ce mandat, le Centre doit assurer notamment le respect des exigences de tenue de livres et de rapport énoncées dans la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* et le règlement, et mieux faire connaître les questions du recyclage des produits de la criminalité. De plus, le Centre doit veiller à ce que l'information personnelle dont il a le contrôle soit protégée contre toute divulgation non autorisée.

Description des secteurs d'activité

Détection et dissuasion des activités de recyclage des produits de la criminalité et du financement des activités terroristes

- Mettre sur pied un établissement de technologie de l'information de pointe chargé de recevoir et d'analyser les rapports d'opérations;
- Après avoir effectué des analyses et lorsque c'est approprié, divulguer l'information désignée aux organismes d'exécution de la Loi afin de faciliter les enquêtes ou les poursuites relatives à des infractions de recyclage de produits de la criminalité et des activités terroristes;
- Communiquer avec les entités déclarantes au sujet de leurs obligations et surveiller l'observation de la Loi;
- Élaborer des lignes directrices visant à aider les entités déclarantes à repérer les opérations douteuses;
- Assurer la liaison avec des organisations nationales, étrangères et internationales afin d'échanger de l'information au sujet des tendances émergentes et rencontrer ces organisations;
- Conclure des ententes avec des institutions et des organismes d'États étrangers ayant des pouvoirs et des devoirs semblables à ceux du Centre en vue d'échanger de l'information qui serait utile au titre des enquêtes ou des poursuites relatives à des infractions de recyclage de produits de la criminalité et des activités terroristes;
- Planifier et mettre en œuvre une stratégie de communication visant à accroître la sensibilisation et la compréhension relativement au recyclage de produits de la criminalité et des activités terroristes.

Bureau du surintendant des institutions financières

Objectifs

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) est le principal organisme de réglementation des institutions financières et des régimes de retraite régis par le gouvernement fédéral. Notre mission consiste à protéger les souscripteurs, les déposants et les participants des régimes de retraite contre toute perte indue. Nous promouvons et administrons un cadre de réglementation qui permet au public d'avoir foi en un système financier concurrentiel. Nous fournissons aussi des services et des conseils actuariels au gouvernement du Canada. Nous nous engageons à maintenir un niveau élevé de professionnalisme, de qualité et d'efficience.

Description des secteurs d'activité

Surveillance des institutions financières et des régimes de retraite

Le BSIF surveille environ 500 institutions financières et 1 100 régimes de retraite. Ces derniers ont été mis sur pied par des employeurs et sont assujettis à la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*. En outre, moyennant le recouvrement des coûts, le BSIF examine la situation de certaines institutions provinciales en vertu d'ententes fédérales-provinciales ou en sa qualité de mandataire de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

Services actuariels et autres au gouvernement du Canada

Le BSIF établit des rapports actuariels en application de la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques* et du Régime de pensions du Canada, de même que divers autres rapports prévus par la loi sur les régimes gouvernementaux de retraite et d'assurance.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Programme des politiques économiques, sociales et financières | | | | | | | | | |
| ... | 77 821 000 | ... | ... | 77 821 000 | 1 | | | | |
| ... | ... | 9 814 100 | ... | 9 814 100 | 1a | | | | |
| ... | ... | ... | 1 898 000 | 1 898 000 | | | | | |
| ... | ... | ... | (170 435) | (170 435) | | | | | |
| ... | 77 821 000 | 9 814 100 | 1 727 565 | 89 362 665 | | | | | |
| ... | 816 000 000 | ... | ... | 816 000 000 | 5 | | | | |
| ... | ... | 34 229 565 | ... | 34 229 565 | 5b | | | | |
| ... | ... | ... | 170 435 | 170 435 | | | | | |
| ... | 816 000 000 | 34 229 565 | 170 435 | 850 400 000 | | | | | |
| ... | 69 970 | ... | (248) | 69 722 | (S) | 69 722 | ... | ... | 70 905 |
| ... | 292 420 000 | ... | ... | 292 420 000 | (S) | 292 420 000 | ... | ... | 147 743 000 |
| ... | 8 200 000 | ... | (8 200 000) | ... | (S) | | | | |
| 83 096 179 | ... | ... | ... | 83 096 179 | | | | | |
| ... | ... | ... | (4 179 143) | (4 179 143) | | | | | |
| 83 096 179 | 8 200 000 | ... | (12 379 143) | 78 917 036 | | 7 822 874 | ... | 71 094 162 | ... |
| ... | 12 126 000 | ... | 1 013 908 | 13 139 908 | (S) | 13 139 908 | ... | ... | 11 852 439 |
| ... | 48 000 000 | 25 000 000 | (9 006 925) | 63 993 075 | (S) | 63 993 075 | ... | ... | 47 739 064 |
| ... | ... | ... | 20 781 | 20 781 | (S) | 20 781 | ... | ... | 34 746 |
| 68 571 831 | ... | ... | ... | 68 571 831 | (S) | ... | ... | 68 571 831 | ... |
| ... | ... | ... | 1 457 292 | 1 457 292 | (S) | 1 457 292 | ... | ... | 1 031 284 |

| | | | | | | | | | |
|-------------|---------------|------------|-------------|---------------|---|---------------|-------------|-------------|-------------|
| 613 | ... | ... | 9 579 | 10 192 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 613 | 9 579 | ... |
| ... | ... | ... | 200 433 | 200 433 | (S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 200 433 | ... | ... | 220 306 |
| ... | ... | ... | 734 752 037 | 734 752 037 | (S) Perte nette de change | 734 752 037 | ... | ... | 516 613 867 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 18 092 |
| 151 668 623 | 1 254 636 970 | 69 043 665 | 717 965 714 | 2 193 314 972 | Total budgétaire | 1 353 101 751 | 700 537 649 | 139 675 572 | 940 248 543 |
| ... | ... | ... | 6 000 000 | 6 000 000 | (S) (L) Avances aux termes de l'article 13.1 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i> (Brut) | 6 000 000 | ... | ... | 6 000 000 |
| | | | | | Association internationale de développement | | | | |
| ... | 1 | ... | 230 133 999 | 230 134 000 | L10 Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 230 134 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> (Brut) | 230 134 000 | ... | ... | 230 133 000 |
| | | | | | Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | L11b Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 23 982 872 \$ US en faveur de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 28 787 507 \$ le 13 janvier 2005 peut varier à la hausse, afin de maintenir la valeur en dollars américains des souscriptions au capital initiales de la BIRD | ... | 1 | ... | ... |
| | | | | | Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) | | | | |
| ... | 10 228 000 | ... | (3 692 840) | 6 535 160 | (S) (L) Émission de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables dont le montant ne doit pas dépasser 7 287 199 \$ US nonobstant que le paiement peut dépasser l'équivalent en dollars canadiens estimé à 11 368 000 \$ en date du 28 août 2002, conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> pour le compte de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à titre de souscriptions d'actions (Brut) | 6 535 160 | ... | ... | 7 085 586 |
| ... | 17 047 000 | ... | (7 091 229) | 9 955 771 | (S) (L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> —Souscriptions au capital (Brut) | 9 955 771 | ... | ... | 9 846 463 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

| Provenance des autorisations | | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|----|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Fonds monétaire international—Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance | | | | | | | | | | |
| ... | 105 000 000 | ... | (105 000 000) | ... | (S) (L) Émission d'un prêt à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paragraphe 8.1(1). Limite 700 000 000 DTS (Brut) | | | | | |
| 118 982 940 | ... | ... | ... | 118 982 940 | Autorisation non employée de 61 287 500 DTS au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date) | | | | | |
| ... | ... | ... | (5 531 883) | (5 531 883) | Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice | | | | | |
| 118 982 940 | 105 000 000 | ... | (110 531 883) | 113 451 057 | Total | 19 302 825 | ... | 94 148 232 | 41 796 692 | |
| 118 982 940 | 132 275 001 | 1 | 114 818 047 | 366 075 989 | Total non budgétaire | 271 927 756 | 1 | 94 148 232 | 294 861 741 | |
| 151 668 623 | 1 254 636 970 | 69 043 665 | 717 965 714 | 2 193 314 972 | Total du programme— | 1 353 101 751 | 700 537 649 | 139 675 572 | 940 248 543 | |
| 118 982 940 | 132 275 001 | 1 | 114 818 047 | 366 075 989 | Budgétaire | 271 927 756 | 1 | 94 148 232 | 294 861 741 | |
| Non budgétaire | | | | | | | | | | |
| Programme du service de la dette publique | | | | | | | | | | |
| ... | 36 200 000 000 | (1 522 335 378) | (808 075 018) | 33 869 589 604 | (S) Frais d'intérêt et autres coûts (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>) | 33 869 589 604 | ... | ... | 35 931 363 760 | |
| ... | 36 200 000 000 | (1 522 335 378) | (808 075 018) | 33 869 589 604 | Total du programme—Budgétaire | 33 869 589 604 | ... | ... | 35 931 363 760 | |
| Programme fédéral de transferts aux provinces | | | | | | | | | | |
| ... | 1 785 000 000 | ... | ... | 1 785 000 000 | 15 Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux | | | | | |
| ... | ... | 184 156 990 | ... | 184 156 990 | 15b Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux | | | | | |
| ... | ... | ... | (62 054 029) | (62 054 029) | Redressements selon l'article 37.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | | | | | |
| ... | 1 785 000 000 | 184 156 990 | (62 054 029) | 1 907 102 961 | Total—Crédit 15 | 1 874 274 615 | 32 828 346 | ... | 1 792 054 029 | |
| ... | ... | ... | 88 115 386 | 88 115 386 | (S) Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux | 88 115 386 | ... | ... | ... | |
| ... | 31 000 000 | 1 000 000 | (181 760) | 31 818 240 | (S) Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives) | 31 818 240 | ... | ... | 31 734 134 | |
| ... | 10 884 000 000 | (1 825 000 000) | 1 702 818 000 | 10 761 818 000 | (S) Péréquation fiscale (Partie I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) | 10 761 818 000 | ... | ... | 7 445 576 000 | |
| ... | 12 650 000 000 | ... | 1 000 000 000 | 13 650 000 000 | (S) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) | 13 650 000 000 | ... | ... | 11 981 500 000 | |

| | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|---|---|-----------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|
| ... | 7 825 000 000 | 75 000 000 | ... | 7 900 000 000 | (S) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces) | 7 900 000 000 | ... | ... | 7 343 500 000 |
| ... | 1 500 000 000 | ... | ... | 1 500 000 000 | (S) Transfert visant la réforme du système de santé (Partie V.1—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces) | 1 500 000 000 | ... | ... | 1 000 000 000 |
| ... | (570 000 000) | (12 000 000) | (22 093 932) | (604 093 932) | (S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (Loi de 1964 sur la révision des arrangements fis- caux entre le gouvernement fédéral et les provinces) | (604 093 932) | ... | ... | (594 514 899) |
| ... | (2 550 000 000) | (77 000 000) | (119 317 000) | (2 746 317 000) | (S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI—Loi sur les arrangements fis- caux entre le gouvernement fédéral et les provinces) | (2 746 317 000) | ... | ... | (2 700 055 000) |
| ... | ... | 400 000 000 | ... | 400 000 000 | (S) Fiducie pour l'immunisation et la santé publique 2004 | 400 000 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 120 000 000 | ... | 120 000 000 | (S) Paiement unique de péréquation à la Saskatchewan | 120 000 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 21 000 000 | ... | 21 000 000 | (S) Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse | 21 000 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 4 250 000 000 | 4 250 000 000 | (S) Transfert visant la réduction des temps d'attente | 4 250 000 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 500 000 000 | 500 000 000 | (S) Paiement à la Fiducie pour l'équipement diagnostique et médical (Loi d'exécution du budget de 2003) | 500 000 000 | ... | ... | 1 500 000 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 4 558 303 000 |
| ... | 31 555 000 000 | (1 112 843 010) | 7 337 286 665 | 37 779 443 655 | Total du programme—Budgétaire | 37 746 615 309 | 32 828 346 | ... | 32 358 097 264 |
| 151 668 623 69 009 636 970 | (2 566 134 723) | 7 247 177 361 | 73 842 348 231 | Total du ministère— Budgétaire | 72 969 306 664 | 733 365 995 | 139 675 572 | 69 229 709 567 | |
| 118 982 940 | 132 275 001 | 1 | 114 818 047 | Non budgétaire | 271 927 756 | 1 | 94 148 232 | 294 861 741 | |
| ... | 63 250 000 | ... | ... | 63 250 000 | Vérificateur général | | | | |
| ... | ... | 2 892 000 | ... | 2 892 000 | 20 Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 534 000 | 534 000 | 20a Dépenses du programme Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 63 250 000 | 2 892 000 | 534 000 | 66 676 000 | Total—Vote 20 | 63 555 652 | 3 120 348 | ... | 63 956 176 |
| ... | 9 506 000 | ... | (1 100 599) | 8 405 401 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 8 405 401 | ... | ... | 7 781 325 |
| 3 012 | ... | ... | 10 359 | 13 371 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excéden- taires de l'État | 3 012 | ... | 10 359 | 25 000 |
| 3 012 | 72 756 000 | 2 892 000 | (556 240) | 75 094 772 | Total du programme—Budgétaire | 71 964 065 | 3 120 348 | 10 359 | 71 762 501 |
| 6 000 000 000 | ... | ... | ... | 6 000 000 000 | Société d'assurance-dépôts du Canada | | | | |
| ... | ... | ... | ... | 6 000 000 000 | (S) (L) Prêts en vertu de la Loi sur la Société d'assu- rance-dépôts du Canada, paragraphe 10.1. Limite 6 000 000 000 \$ (Net) | ... | ... | 6 000 000 000 | ... |
| 6 000 000 000 | ... | ... | ... | 6 000 000 000 | Total du programme—Non budgétaire | ... | ... | 6 000 000 000 | ... |
| ... | 8 333 000 | ... | ... | 8 333 000 | Tribunal canadien du commerce extérieur | | | | |
| ... | ... | 230 250 | ... | 230 250 | 25 Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 145 000 | 145 000 | 25a Dépenses du programme Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | 112 000 | 112 000 | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 8 333 000 | 230 250 | 257 000 | 8 820 250 | Total—Crédit 25 | 8 796 064 | 24 186 | ... | 8 204 719 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | | Utilisation des autorisations | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------------|---|-------------------|-------------------------------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | | | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | (S) | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 1 482 000 | ... | (209 823) | 1 272 177 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 272 177 | ... | ... | 1 119 083 | |
| 2 292 | ... | ... | 486 | 2 778 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 2 292 | 486 | ... | |
| 2 292 | 9 815 000 | 230 250 | 47 663 | 10 095 205 | | Total du programme—Budgétaire | 10 068 241 | 26 478 | 486 | 9 323 802 | |
| Agence de la consommation en matière financière du Canada | | | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 6 867 248 | 6 867 248 | (S) | Paiements en vertu de l'article 13 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i> | 6 867 248 | ... | ... | 6 012 566 | |
| ... | ... | ... | 63 | 63 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | ... | 63 | ... | |
| ... | ... | ... | 6 867 311 | 6 867 311 | | Total du programme—Budgétaire | 6 867 248 | ... | 63 | 6 012 566 | |
| Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada | | | | | | | | | | | |
| ... | 29 032 000 | ... | ... | 29 032 000 | 30 | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | 69 237 | ... | 69 237 | 30a | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | ... | 813 000 | 813 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 29 032 000 | 69 237 | 813 000 | 29 914 237 | | Total—Crédit 30 | 28 040 496 | 1 873 741 | ... | 29 291 626 | |
| ... | 2 900 000 | ... | 79 131 | 2 979 131 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 979 131 | ... | ... | 2 500 357 | |
| 7 817 | ... | ... | ... | 7 817 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 7 817 | ... | ... | |
| 7 817 | 31 932 000 | 69 237 | 892 131 | 32 901 185 | | Total du programme—Budgétaire | 31 019 627 | 1 881 558 | ... | 31 791 983 | |
| Bureau du surintendant des institutions financières | | | | | | | | | | | |
| ... | 712 000 | ... | ... | 712 000 | 35 | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | ... | 37 000 | 37 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 712 000 | ... | 37 000 | 749 000 | | Total—Crédit 35 | 724 000 | 25 000 | ... | 722 137 | |
| 65 130 925 | ... | ... | ... | 65 130 925 | (S) | Paiements des dépenses afférentes aux activités du Bureau en vertu des articles 16 et 17 de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> Autorisation maximale dont le montant ne peut, sans l'approbation du Conseil du Trésor, dépasser de plus de 40 000 000 \$ le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser par la Loi | 10 779 721 | ... | 54 351 204 | 3 776 239 | |

| | | | | | | | | | |
|----------------------|-----------------------|------------------------|----------------------|-----------------------|--|-----------------------|--------------------|----------------------|-------------------------------------|
| ... | 1 | ... | (1) | ... | (S) Dépenses des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> | ... | ... | ... | ... |
| 377 | ... | ... | 1 334 | 1 711 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 377 | 1 334 | ... |
| 65 131 302 | 712 001 | ... | 38 333 | 65 881 636 | Total du programme—Budgétaire | 11 503 721 | 25 377 | 54 352 538 | 4 498 376 |
| 216 813 046 | 69 124 851 971 | (2 562 943 236) | 7 254 466 559 | 74 033 188 340 | Total du portefeuille ministériel— | | | | |
| 6 118 982 940 | 132 275 001 | 1 | 114 818 047 | 6 366 075 989 | Budgétaire | 73 100 729 566 | 738 419 756 | 194 039 018 | 69 353 098 795⁽²⁾ |
| | | | | | Non budgétaire | 271 927 756 | 1 | 6 094 148 232 | 294 861 741 |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Programme des politiques économiques, sociales et financières | | | | | | | | | | | | |
| Politiques et conseils | 65 423 460 | 56 364 054 | ... | ... | 16 000 | 15 909 | 620 000 | 314 190 | ... | ... | 64 819 460 | 56 065 773 |
| Organismes financiers internationaux— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 158 993 | 933 069 | ... | ... | 1 221 696 036 | 453 377 730 | ... | ... | ... | ... | 1 221 855 029 | 454 310 799 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 360 075 989 | 265 927 756 | 360 075 989 | 265 927 756 |
| Monnaie canadienne | 63 993 075 | 63 993 075 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 63 993 075 | 63 993 075 |
| Administration générale | 773 694 486 | 776 704 522 | ... | ... | 25 000 | 25 000 | ... | 44 369 | ... | ... | 773 719 486 | 776 685 153 |
| Projets spéciaux— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 68 571 831 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 68 571 831 | ... |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 000 000 | 6 000 000 | 6 000 000 | 6 000 000 |
| Sous-total— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 971 841 845 | 897 994 720 | ... | ... | 1 221 737 036 | 453 418 639 | 620 000 | 358 559 | ... | ... | 2 192 958 881 | 1 351 054 800 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 366 075 989 | 271 927 756 | 366 075 989 | 271 927 756 |
| Revenus affectés aux dépenses | (620 000) | (358 559) | ... | ... | ... | ... | (620 000) | (358 559) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 971 221 845 | 897 636 161 | ... | ... | 1 221 737 036 | 453 418 639 | ... | ... | ... | ... | 2 192 958 881 | 1 351 054 800 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 366 075 989 | 271 927 756 | 366 075 989 | 271 927 756 |
| Programme du service de la dette publique | | | | | | | | | | | | |
| Frais d'intérêt et autres coûts | 33 772 499 517 | 33 772 499 517 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 33 772 499 517 | 33 772 499 517 |
| Placements Épargne Canada | 97 446 178 | 97 446 178 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 97 446 178 | 97 446 178 |
| Total du programme—Budgétaire | 33 869 945 695 | 33 869 945 695 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 33 869 945 695 | 33 869 945 695 |
| Programme fédéral de transferts aux provinces | | | | | | | | | | | | |
| Paiements de transfert | ... | 1 690 860 | ... | ... | 37 779 443 655 | 37 746 615 309 | ... | ... | ... | ... | 37 779 443 655 | 37 748 306 169 |
| Total du programme—Budgétaire | ... | 1 690 860 | ... | ... | 37 779 443 655 | 37 746 615 309 | ... | ... | ... | ... | 37 779 443 655 | 37 748 306 169 |
| Total du ministère— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 34 841 167 540 | 34 769 272 716 | ... | ... | 39 001 180 691 | 38 200 033 948 | ... | ... | ... | ... | 73 842 348 231 | 72 969 306 664 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 366 075 989 | 271 927 756 | 366 075 989 | 271 927 756 |
| Vérificateur général | | | | | | | | | | | | |
| Vérification législative | 74 714 772 | 71 585 238 | ... | ... | 380 000 | 378 827 | ... | ... | ... | ... | 75 094 772 | 71 964 065 |
| Total du programme—Budgétaire | 74 714 772 | 71 585 238 | ... | ... | 380 000 | 378 827 | ... | ... | ... | ... | 75 094 772 | 71 964 065 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|-------------------|-------------------|-----|-----|----------------|----------------|--------------|--------------|-----|---------------|-------------|-------------------|-------------------|
| Société d'assurance-dépôts du Canada— | | | | | | | | | | | | | |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 000 000 000 | ... | 6 000 000 000 | ... |
| Tribunal canadien du commerce extérieur— | | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 10 095 205 | 10 068 241 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 10 095 205 | 10 068 241 |
| Agence de la consommation en matière financière du Canada— | | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 6 867 311 | 6 867 248 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 867 311 | 6 867 248 |
| Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada | | | | | | | | | | | | | |
| Détection et dissuasion des activités de recyclage des produits de la criminalité et du financement des activités terroristes | 32 901 185 | 31 019 627 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 32 901 185 | 31 019 627 |
| Total du programme—Budgétaire | 32 901 185 | 31 019 627 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 32 901 185 | 31 019 627 |
| Bureau du surintendant des institutions financières | | | | | | | | | | | | | |
| Surveillance des institutions financières et des régimes de retraite | 144 254 551 | 79 643 157 | ... | ... | ... | ... | 79 121 915 | 69 449 741 | ... | ... | ... | 65 132 636 | 10 193 416 |
| Services actuariels et autres au gouvernement du Canada | 4 225 105 | 3 897 734 | ... | ... | ... | ... | 3 476 105 | 2 587 429 | ... | ... | ... | 749 000 | 1 310 305 |
| Sous-total | 148 479 656 | 83 540 891 | ... | ... | ... | ... | 82 598 020 | 72 037 170 | ... | ... | ... | 65 881 636 | 11 503 721 |
| Revenus affectés aux dépenses | (82 598 020) | (72 037 170) | ... | ... | ... | ... | (82 598 020) | (72 037 170) | ... | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 65 881 636 | 11 503 721 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 65 881 636 | 11 503 721 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 35 031 627 649 | 34 900 316 791 | ... | ... | 39 001 560 691 | 38 200 412 775 | ... | ... | ... | ... | ... | 74 033 188 340 | 73 100 729 566 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 366 075 989 | 271 927 756 | 6 366 075 989 | 271 927 756 |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|---|---|--------------------|---|---|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Programme des politiques économiques, sociales et financières | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Organismes financiers internationaux | | | | | | | | | |
| ... | 726 000 000 | ... | ... | 726 000 000 | Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction de la dette | 58 074 139 | 667 925 861 | ... | 59 000 924 |
| ... | ... | 34 229 565 | 170 435 | 34 400 000 | Subvention au Fonds en fiducie des pays pauvres très endettés de la Banque mondiale | 34 400 000 | ... | ... | ... |
| ... | 726 000 000 | 34 229 565 | 170 435 | 760 400 000 | Total—Subventions | 92 474 139 | 667 925 861 | ... | 59 000 924 |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Politiques et conseils | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 16 000 | 16 000 | L'appui du soutien d'initiatives stratégiques et de recherche | 15 909 | 91 | ... | 6 667 |
| Organismes financiers internationaux | | | | | | | | | |
| ... | 90 000 000 | ... | (41 000) | 89 959 000 | Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction du service de la dette | 60 660 717 | 29 298 283 | ... | 73 047 200 |
| ... | 90 000 000 | ... | (25 000) | 89 975 000 | Total—Contributions | 60 676 626 | 29 298 374 | ... | 73 053 867 |
| Autres paiements de transfert | | | | | | | | | |
| Organismes financiers internationaux | | | | | | | | | |
| ... | 292 420 000 | ... | ... | 292 420 000 | (S) Paiements à l'Association internationale de développement | 292 420 000 | ... | ... | 147 743 000 |
| 83 096 179 | 8 200 000 | ... | (12 379 143) | 78 917 036 | (S) Paiements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international | 7 822 874 | ... | 71 094 162 | ... |
| 83 096 179 | 300 620 000 | ... | (12 379 143) | 371 337 036 | | 300 242 874 | ... | 71 094 162 | 147 743 000 |
| ... | ... | ... | 25 000 | 25 000 | Administration générale | 25 000 | ... | ... | 25 000 |
| 83 096 179 | 300 620 000 | ... | (12 354 143) | 371 362 036 | Total—Autres paiements de transfert | 300 267 874 | ... | 71 094 162 | 147 768 000 |
| Sommaire du programme par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 16 000 | 16 000 | Politiques et conseils | 15 909 | 91 | ... | 6 667 |
| 83 096 179 | 1 116 620 000 | 34 229 565 | (12 249 708) | 1 221 696 036 | Organismes financiers internationaux | 453 377 730 | 697 224 144 | 71 094 162 | 279 791 124 |
| ... | ... | ... | 25 000 | 25 000 | Administration générale | 25 000 | ... | ... | 25 000 |
| 83 096 179 | 1 116 620 000 | 34 229 565 | (12 208 708) | 1 221 737 036 | Total du programme | 453 418 639 | 697 224 235 | 71 094 162 | 279 822 791 |

| Programme fédéral de transferts aux provinces | | | | | | | | | |
|---|-----------------------|------------------------|----------------------|-----------------------|--|-----------------------|--------------------|-------------------|-----------------------|
| Autres paiements de transfert | | | | | | | | | |
| Paiements de transfert | | | | | | | | | |
| ... | 1 785 000 000 | 184 156 990 | (62 054 029) | 1 907 102 961 | Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux | 1 874 274 615 | 32 828 346 | ... | 1 792 054 029 |
| ... | ... | ... | 88 115 386 | 88 115 386 | (S) Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux | 88 115 386 | ... | ... | ... |
| ... | 31 000 000 | 1 000 000 | (181 760) | 31 818 240 | (S) Subventions législatives | 31 818 240 | ... | ... | 31 734 134 |
| ... | 10 884 000 000 | (1 825 000 000) | 1 702 818 000 | 10 761 818 000 | (S) Péréquation fiscale | 10 761 818 000 | ... | ... | 7 445 576 000 |
| ... | 12 650 000 000 | ... | 1 000 000 000 | 13 650 000 000 | (S) Transfert canadien en matière de santé | 13 650 000 000 | ... | ... | 11 981 500 000 |
| ... | 7 825 000 000 | 75 000 000 | ... | 7 900 000 000 | (S) Transfert canadien en matière de programmes sociaux | 7 900 000 000 | ... | ... | 7 343 500 000 |
| ... | 1 500 000 000 | ... | ... | 1 500 000 000 | (S) Transfert visant la réforme du système de santé | 1 500 000 000 | ... | ... | 1 000 000 000 |
| ... | (570 000 000) | (12 000 000) | (22 093 932) | (604 093 932) | (S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes | (604 093 932) | ... | ... | (594 514 899) |
| ... | (2 550 000 000) | (77 000 000) | (119 317 000) | (2 746 317 000) | (S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents | (2 746 317 000) | ... | ... | (2 700 055 000) |
| ... | ... | 400 000 000 | ... | 400 000 000 | (S) Fiducie pour l'immunisation et la santé publique 2004 | 400 000 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 120 000 000 | ... | 120 000 000 | (S) Paiement unique de péréquation à la Saskatchewan | 120 000 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 21 000 000 | ... | 21 000 000 | (S) Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse | 21 000 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 4 250 000 000 | 4 250 000 000 | (S) Transfert visant la réduction des temps d'attente | 4 250 000 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 500 000 000 | 500 000 000 | (S) Financement pour l'équipement diagnostique et médical | 500 000 000 | ... | ... | 1 500 000 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 4 558 303 000 |
| ... | 31 555 000 000 | (1 112 843 010) | 7 337 286 665 | 37 779 443 655 | Total du programme | 37 746 615 309 | 32 828 346 | ... | 32 358 097 264 |
| 83 096 179 | 32 671 620 000 | (1 078 613 445) | 7 325 077 957 | 39 001 180 691 | Total du ministère | 38 200 033 948 | 730 052 581 | 71 094 162 | 32 637 920 055 |
| Vérificateur général | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Vérification législative | | | | | | | | | |
| ... | 380 000 | ... | ... | 380 000 | Fondation canadienne pour la vérification intégrée | 378 827 | 1 173 | ... | 378 924 |
| ... | 380 000 | ... | ... | 380 000 | Total du programme | 378 827 | 1 173 | ... | 378 924 |
| 83 096 179 | 32 672 000 000 | (1 078 613 445) | 7 325 077 957 | 39 001 560 691 | Total du portefeuille ministériel | 38 200 412 775 | 730 053 754 | 71 094 162 | 32 638 298 979 |

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|--|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Programme des politiques économiques, sociales et financières | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Politiques et conseils | 620 000 | 314 190 | 346 328 |
| Administration générale | ... | 44 369 | 11 695 805 |
| Total du ministère—Budgétaire | 620 000 | 358 559 | 12 042 133 |
| Bureau du surintendant des institutions financières | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Surveillance des institutions financières et des régimes de retraite | | | |
| Évaluations de : | | | |
| Surveillance des institutions financières | 65 761 993 | 54 616 005 | 58 198 350 |
| Surveillance des régimes de pension | 3 772 638 | 3 410 652 | 4 256 226 |
| | 69 534 631 | 58 026 657 | 62 454 576 |
| Frais de service | 9 587 284 | 11 423 084 | 5 796 783 |
| Services offerts à la Société d'assurance-dépôts du Canada | ... | ... | 165 523 |
| | 79 121 915 | 69 449 741 | 68 416 882 |
| Services actuariels et autres au gouvernement du Canada | | | |
| Services offerts au Régime de pensions du Canada | 1 289 719 | 1 020 693 | 1 140 984 |
| Services offerts au Programme canadien de prêts aux étudiants | 592 963 | 412 827 | 543 961 |
| Autres revenus | 1 593 423 | 1 153 909 | 1 415 916 |
| | 3 476 105 | 2 587 429 | 3 100 861 |
| Total du programme—Budgétaire | 82 598 020 | 72 037 170 | 71 517 743 |
| Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 83 218 020 | 72 395 729 | 83 559 876 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Programme des politiques économiques, sociales et financières | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— ⁽¹⁾ | | |
| Encaisse et débiteurs—Caisse— | | |
| Banques à charte | 15 826 873 | 17 296 738 |
| Dépôts à court terme | 188 086 804 | 227 549 877 |
| Solde du compte du receveur général à la Banque du Canada | 34 638 628 | 38 791 712 |
| Comptes d'opérations de change— | | |
| Réserves de liquidités internationales détenues dans le | | |
| Compte du fonds des changes—Virement des bénéficiaires | 1 758 067 814 | 2 386 397 117 |
| Fonds monétaire international—Souscriptions—Virement des bénéficiaires | 69 540 590 | 71 029 745 |
| Prêts, placements et avances— | | |
| Banque du Canada—Virement des bénéficiaires | 1 695 958 518 | 1 753 889 122 |
| Corporation de développement des investissements du Canada—Dividendes | 164 000 000 | 119 000 000 |
| Petro-Canada—Dividendes | 14 817 031 | 22 225 547 |
| Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces | 58 944 | 58 944 |
| Office du développement municipal et des prêts aux municipalités | 306 676 | 470 475 |
| Royaume-Uni—Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni (1946)— | | |
| Intérêt différé | 1 767 278 | 2 521 483 |
| Fonds monétaire international—Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance | 17 392 932 | 21 615 815 |
| Association récréative de la fonction publique d'Ottawa | 1 064 | 749 |
| Agence de la consommation en matière financière du Canada | 97 103 | 130 761 |
| Prêt pour aide financière à la Thaïlande | ... | 382 813 |
| Autres comptes— | | |
| Ressources naturelles— | | |
| Fonds renouvelables de Ressources naturelles | ... | 217 878 |
| Travaux publics et Services gouvernementaux— | | |
| Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada | 78 708 | ... |
| | 3 960 638 963 | 4 661 578 776 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrement de rémunérations, biens et services | 62 135 | 164 470 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 718 445 | 855 592 |
| | 780 580 | 1 020 062 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Ventes de biens et de produits d'information— | | |
| Vente d'autres publications | 79 618 | 56 485 |

Revenus—Suite

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|----------------------|----------------------|--|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Autres frais et droits— | | | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 10 359 | 3 012 |
| Amendes, peines et confiscation | | | Revenus divers | 812 845 | 727 972 |
| Frais—Accès à l'information | 7 335 | 6 017 | Total du programme | 1 118 211 | 830 554 |
| Divers | 314 190 | 12 011 173 | | | |
| | 321 525 | 12 017 190 | Tribunal canadien du commerce extérieur | | |
| | 401 143 | 12 073 675 | Autres revenus— | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 9 579 | 613 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Revenus divers— | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 769 | 111 |
| Pièces de monnaie canadienne | 110 568 764 | 79 646 751 | Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | ... | 1 059 |
| Gain net de change | 70 189 840 | 121 680 971 | | 769 | 1 170 |
| Vente de propriété immobilière à la Société immobilière du Canada | 2 267 539 | 3 853 275 | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 486 | 2 292 |
| Vente de sociétés d'État | 2 561 657 235 | ... | Revenus divers | 282 | 348 |
| Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus—Compte d'avance fixe en circulation— | | | Total du programme | 1 537 | 3 810 |
| Chèques non réclamés | 32 909 471 | 33 186 973 | | | |
| Soldes non réclamés reçus par la Banque du Canada en ce qui concerne les banques à charte | 3 674 619 | 3 759 282 | Agence de la consommation en matière financière du Canada | | |
| Dons à la Couronne | ... | 25 | Autres revenus— | | |
| Bénéfices—Intérêt sur hypothèques | 7 171 166 | 5 194 432 | Ventes de biens et de services— | | |
| Divers | 134 482 | 129 440 | Services de nature réglementaire | 7 157 400 | 6 176 587 |
| | 2 788 573 116 | 247 451 149 | Services de nature non réglementaire | ... | 36 000 |
| Total du programme | 6 750 403 381 | 4 922 124 275 | Ventes de biens et de produits d'information | 20 | ... |
| Programme du service de la dette publique | | | Autres frais et droits— | | |
| Autres revenus— | | | Intérêts sur débiteurs en souffrance | 10 903 | ... |
| Revenus divers— | | | Revenus provenant d'amendes | 80 000 | 17 000 |
| Virement—Dette échue en circulation | 4 616 568 | 4 536 128 | Divers | ... | 985 |
| Total du programme | 4 616 568 | 4 536 128 | | 90 903 | 17 985 |
| Total du ministère | 6 755 019 949 | 4 926 660 403 | | 7 248 323 | 6 230 572 |
| Vérificateur général | | | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 63 | ... |
| Autres revenus— | | | Total du programme | 7 248 386 | 6 230 572 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 20 169 | 49 390 | Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada | | |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 274 838 | 50 180 | Autres revenus— | | |
| | 295 007 | 99 570 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 99 655 | 20 264 |
| | | | Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 6 430 | ... |
| | | | | 106 085 | 20 264 |
| | | | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 7 817 |
| | | | Total du programme | 106 085 | 28 081 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|----------------------|----------------------|
| | \$ | \$ |
| Bureau du surintendant des institutions financières | | |
| Autres revenus— | | |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Services de nature réglementaire | 70 981 855 | 69 483 749 |
| Services de nature non réglementaire | 7 627 906 | 2 923 457 |
| Ventes de biens et de produits d'information | 1 072 | 6 262 |
| Autres frais et droits— | | |
| Revenus provenant d'amendes | 364 500 | 210 504 |
| Divers | .. | 3 978 911 |
| | 364 500 | 4 189 415 |
| | 78 975 333 | 76 602 883 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 1 334 | 377 |
| Revenus divers— | | |
| Intérêts sur débiteurs en souffrance | (7) | (1 937) |
| Total du programme | 78 976 660 | 76 601 323 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements | 3 960 638 963 | 4 661 578 776 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 1 182 441 | 1 141 066 |
| Ventes de biens et de services | 86 624 799 | 94 907 130 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 21 821 | 14 111 |
| Revenus divers | 2 794 002 804 | 252 713 660 |
| Total du portefeuille ministériel | 6 842 470 828 | 5 010 354 743 |

⁽¹⁾ Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 19

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Gouverneur général

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 19.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 19.3 |
| Programmes par secteur d'activité | 19.4 |
| Paiements de transfert | 19.5 |
| Revenus | 19.5 |

Objectifs

Permettre au gouverneur général du Canada d'exercer ses fonctions constitutionnelles et traditionnelles, et assurer la remise des distinctions honorifiques.

Description des secteurs d'activité

Gouverneur général

Traitement du gouverneur général et dépenses à l'égard du programme annuel du gouverneur général, y compris les frais de déplacement au Canada ainsi que les frais de représentation à l'étranger, le programme d'accès et les services aux visiteurs à Rideau Hall, de même que les dépenses de fonctionnement du cabinet et des résidences.

Distinctions honorifiques

Administrer le régime national de distinctions honorifiques, notamment l'Ordre du Canada, l'Ordre du mérite militaire, les décorations canadiennes pour actes de bravoure, les médailles pour services distingués, la Croix du service méritoire, les médailles du service spécial, les médailles commémoratives et autres; assurer le financement des médailles académiques et le Prix du gouverneur général pour l'entraide. Administrer également l'Autorité héraldique du Canada.

Anciens gouverneurs généraux

Dépenses à l'égard des activités accomplies par les anciens gouverneurs généraux, lesquelles leur incombent en raison de leurs anciennes fonctions de gouverneur général et les pensions aux anciens gouverneurs généraux ou à leurs conjoints.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------|---|-------------------------|---|--|-------------------|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 16 266 900 | ... | ... | 16 266 900 | 1 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 30 000 | 30 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 16 266 900 | ... | 30 000 | 16 296 900 | | Total—Crédit 1 | 16 060 915 | 235 985 | ... | 17 062 782 |
| ... | 110 000 | ... | 1 700 | 111 700 | (S) | Traitement du gouverneur général (<i>Loi sur le gouverneur général</i>) | 111 700 | ... | ... | 110 126 |
| ... | 354 000 | ... | (65 650) | 288 350 | (S) | Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> | 288 350 | ... | ... | 280 259 |
| ... | 2 033 000 | ... | (138 391) | 1 894 609 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 894 609 | ... | ... | 1 878 500 |
| ... | ... | ... | 2 819 | 2 819 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 2 819 | ... | ... | 392 |
| ... | 18 763 900 | ... | (169 522) | 18 594 378 | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 18 358 393 | 235 985 | ... | 19 332 059 |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | | |
|--|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|-------------------|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Gouverneur général | 14 282 318 | 14 402 431 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 14 282 318 | 14 402 431 |
| Distinctions honorifiques | 3 698 710 | 3 387 008 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3 698 710 | 3 387 008 |
| Anciens gouverneurs généraux | 325 000 | 280 604 | ... | ... | 288 350 | 288 350 | ... | ... | ... | ... | ... | 613 350 | 568 954 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 18 306 028 | 18 070 043 | ... | ... | 288 350 | 288 350 | ... | ... | ... | ... | ... | 18 594 378 | 18 358 393 |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------|---|--|----------------|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Anciens gouverneurs généraux | | | | | | | | | |
| Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles | | | | | | | | | |
| ... | 11 000 | ... | (11 000) | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| ... | 354 000 | ... | (65 650) | 288 350 | 288 350 | ... | ... | 280 259 | ... |
| ... | 365 000 | ... | (76 650) | 288 350 | Total du portefeuille ministériel | 288 350 | ... | ... | 280 259 |

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Autres revenus— | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 2 819 | 402 |
| Revenus divers | 155 849 | 131 276 |
| Total du portefeuille ministériel | 158 668 | 131 678 |

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 20

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Industrie

Ministère

Agence spatiale canadienne

Commission canadienne du tourisme

Tribunal de la concurrence

Commission du droit d'auteur

Conseil national de recherches du Canada

**Conseil de recherches en sciences naturelles et
en génie**

Conseil de recherches en sciences humaines

Conseil canadien des normes

Statistique Canada

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité..... | 20.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel..... | 20.6 |
| Programmes par secteur d'activité..... | 20.12 |
| Paievements de transfert..... | 20.14 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés..... | 20.19 |
| Revenus..... | 20.19 |

Ministère

Objectifs

Encourager la compétitivité internationale et l'excellence dans l'industrie, les sciences et la technologie dans toutes les régions du Canada, favoriser le développement économique régional en Ontario, faciliter l'essor des entreprises autochtones, veiller au fonctionnement équitable et efficace du marché au Canada, et établir les règles du marché et faire en sorte qu'elles soient efficacement mises en application.

Description des secteurs d'activité

Politique microéconomique

Ce secteur d'activité définit les priorités et l'orientation d'ensemble du programme microéconomique du Ministère dans les quatre « volets » – climat du marché, commerce, technologie et infrastructure – présentés dans le document cadre du gouvernement « L'Innovation : la clé de l'économie moderne (ICEM) » conformément aux priorités énoncées dans le discours du Trône. Les principales difficultés à surmonter dans l'élaboration de la politique microéconomique consisteront à reconnaître les grandes tendances qui se manifestent, à réunir les indices analytiques permettant d'y réagir au moyen d'initiatives politiques appropriées et d'obtenir l'engagement d'un groupe divers de ministères et d'organismes faisant partie ou non du portefeuille de l'Industrie afin de les mettre en œuvre. Il faudra également intégrer une stratégie et des concepts de développement durable dans les activités du Ministère.

Règlements et services axés sur le marché

Le secteur d'activité ministériel, Règlements et services axés sur le marché, s'occupe d'une importante partie des mécanismes d'intervention du gouvernement destinés à maintenir l'efficacité et l'équité du marché, ce qui rehausse l'attrait du Canada aux yeux

des investisseurs. Une vingtaine de lois délimitent le cadre décisionnel et législatif afférent au marché, notamment en ce qui touche à la concurrence, aux corporations et à la régie d'entreprises, à la propriété intellectuelle, aux faillites, à l'inspection et à l'approbation des appareils de mesure, à l'inspection des produits de consommation, aux codes de pratique volontaires ainsi qu'à la délivrance de licences pour l'utilisation des fréquences radioélectriques et à la surveillance du spectre.

C'est par l'intermédiaire de ce secteur d'activité qu'Industrie Canada élabore, évalue et révisé les règles, règlements et normes régissant le fonctionnement équitable, efficace et concurrentiel du marché canadien. Ces règles permettent de soutenir et d'interpréter les lois régissant le marché qui sont élaborées dans le cadre de la gamme de services rattachée à la promotion d'un climat du marché sain dans le secteur d'activité que constitue la politique microéconomique.

Dans le cadre des Règlements et services axés sur le marché, le Ministère cherche en outre à maintenir la confiance des consommateurs et des entreprises en administrant efficacement les lois, règles, règlements et normes du marché et en veillant à les faire respecter. Il fait également la promotion à l'échelle internationale de ces normes régissant le marché, afin d'aider les Canadiens à être plus concurrentiels sur les marchés mondiaux.

Les organismes qui jouent un rôle dans ce secteur d'activité aident également les entreprises et les consommateurs à contribuer et à profiter pleinement des règles régissant le marché et à mieux s'adapter à l'évolution de la conjoncture en offrant un vaste éventail d'informations et de services visant le marché.

Développement sectoriel de l'industrie

Le secteur d'activité ministérielle, Développement sectoriel de l'industrie, assure leadership et soutien à l'industrie canadienne pour l'aider à s'adapter aux

nouveaux défis et aux nouvelles possibilités de l'économie mondiale. À cette fin, le secteur élabore et met en œuvre des stratégies, de concert avec les principaux partenaires et intervenants, pour la promotion du commerce, de l'investissement, de la technologie, des possibilités pour la jeunesse, des technologies de l'information et des télécommunications et le perfectionnement des ressources humaines. La création de produits et services d'information de calibre mondial est destinée à répondre aux besoins de l'industrie canadienne. L'élaboration de politiques, de règlements et de recherches favorisera l'industrie canadienne des technologies de l'information et des télécommunications et l'octroi d'une aide financière stimulera l'investissement et les technologies de pointe.

Services ministériels et de gestion

Ce secteur d'activité est chargé de la prestation des services ministériels, y compris les services consultatifs de gestion et les produits et services stratégiques de communication, les services de ressources humaines et de développement de l'organisation ainsi que les services financiers, administratifs et communs, et est responsable des fonctions du conseiller en éthique.

Agence spatiale canadienne

Objectifs

Les objectifs prioritaires du Programme spatial canadien peuvent se résumer ainsi :

- le développement et la mise en application des sciences et des technologies spatiales pour satisfaire les besoins des Canadiens; et
- la mise sur pied d'une industrie spatiale canadienne concurrentielle à l'échelle internationale.

Description des secteurs d'activité

Connaissance de l'espace, applications et développement industriel

L'Agence spatiale canadienne travaille avec d'autres ministères et organismes du gouvernement, les industries, le milieu universitaire, ainsi qu'avec des partenaires internationaux en vue de contribuer au perfectionnement des connaissances spatiales, à la mise au point de nouveaux processus et de nouvelles technologies et applications, de même qu'à l'exploitation et à l'application des sciences et des technologies spatiales. Ces activités mènent à la création d'un secteur canadien axé sur le matériel et les services spatiaux, orienté vers les exportations et concurrentiel à l'échelle internationale. Seule ou en collaboration avec d'autres organismes publics, l'Agence spatiale canadienne contribue au développement durable du Canada en améliorant la gestion de notre environnement et de nos ressources naturelles et en essayant de comprendre comment les phénomènes se produisant dans l'espace peuvent influencer la vie sur Terre.

Ce secteur d'activité permet une meilleure sensibilisation des Canadiens à l'importance des technologies spatiales dans toutes les régions du pays et favorise la coopération et l'établissement de liens avec les organismes œuvrant dans le domaine spatial à travers le monde. Il englobe également toutes les initiatives permettant à l'Agence d'assumer son rôle de leader du Programme spatial canadien.

Commission canadienne du tourisme

Objectifs

Faire la promotion du Canada en tant que destination touristique attrayante et fournir à l'industrie touristique une information exacte et actuelle pouvant l'aider à prendre des décisions judicieuses.

Tribunal de la concurrence

Objectifs

L'objectif du Tribunal est de tenir lieu de cour d'archives appelée à entendre et à trancher toutes les demandes formulées en application des parties VII.I et VIII de la *Loi sur la concurrence* de façon aussi informelle et expéditive que possible, compte tenu des circonstances et de son obligation d'équité.

Description des secteurs d'activité

Tribunal de la concurrence

Au moyen des Règles du Tribunal de la concurrence, qui régissent sa pratique et sa procédure, le Tribunal établit les paramètres de procédure informelle et expéditive tout en conservant la souplesse voulue pour tenir compte d'une gamme étendue de variables qui ont une incidence sur le déroulement d'une affaire et sur son obligation d'équité.

Commission du droit d'auteur

Objectif

Fixer des redevances qui soient justes et équitables tant pour les titulaires de droits que pour les utilisateurs d'œuvres protégées par le droit d'auteur et délivrer des licences non exclusives qui permettent d'utiliser des œuvres dont les titulaires de droits d'auteur sont introuvables.

Description des secteurs d'activité

Commission du droit d'auteur

Créée le 1^{er} février 1989, la Commission du droit d'auteur a succédé à la Commission d'appel du droit d'auteur. En vertu de la *Loi sur le droit d'auteur*, voici les responsabilités qui lui sont confiées :

- établir les tarifs pour l'exécution publique et la communication au public, par télécommunication, d'œuvres musicales et d'enregistrements sonores (articles 67 à 69);
- établir les tarifs, à l'option des sociétés de gestion visées à l'article 70.1, pour l'accomplissement de tout acte protégé mentionné aux articles 3, 15, 18 et 21 de la Loi (articles 70.1 à 70.191);
- fixer les redevances payables par un utilisateur à une société de gestion s'il y a mésentente sur les redevances ou sur les modalités afférentes (articles 70.2 à 70.4);
- établir les tarifs pour la retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio ou pour la reproduction et l'exécution publique par des établissements d'enseignement, à des fins pédagogiques, d'émissions ou de commentaires d'actualité et toute autre émission de télévision et de radio (articles 71 à 76);
- établir les tarifs pour la copie pour usage privé d'œuvres musicales enregistrées (articles 79 à 88);
- se prononcer sur des demandes de licences non exclusives pour utiliser une œuvre publiée, la fixation d'une prestation, un enregistrement sonore publié ou la fixation d'un signal de communication dont le titulaire du droit d'auteur est introuvable (article 77);
- examiner, à la demande du commissaire de la concurrence nommé au titre de la *Loi sur la concurrence*, les ententes conclues entre une société de gestion et un utilisateur et déposées auprès de la Commission lorsque le Commissaire estime que l'entente est contraire à l'intérêt public (articles 70.5 et 70.6);

- fixer l'indemnité à verser, dans certaines circonstances, à l'égard d'actes protégés à la suite de l'adhésion d'un pays à la Convention de Berne, à la Convention universelle ou à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, mais qui ne l'étaient pas au moment où ils ont été accomplis (article 78).

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie peut enjoindre la Commission d'entreprendre toute étude touchant ses attributions (article 66.8).

Enfin, toute partie à une entente visant l'octroi d'une licence par une société de gestion peut déposer l'entente auprès de la Commission dans les 15 jours de sa conclusion, échappant ainsi à certaines dispositions de la *Loi sur la concurrence* (article 70.5).

Conseil national de recherches du Canada

Objectifs

Améliorer les compétences nationales et promouvoir l'investissement dans la recherche et le développement, dans l'intérêt économique et social du Canada.

Description des secteurs d'activité

Recherche et innovation technologique

Le secteur d'activité, Recherche et innovation technologique, englobe les programmes de recherche du Conseil national de recherches du Canada, ses initiatives de développement technologique, la gestion des installations scientifiques et d'ingénierie nationales ainsi que les projets de recherche et de technologie menés en collaboration avec des entreprises, des universités et des établissements publics. Ces efforts convergent tous vers des secteurs technologiques et industriels cruciaux pour l'économie canadienne où le Conseil national de recherches du Canada est appelé à jouer un rôle et à assu-

mer des responsabilités particulières et où son action est susceptible d'avoir un effet favorable.

Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale

Le secteur d'activité, Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale, consolide le rôle que joue le Conseil national de recherches du Canada en tant qu'intervenant majeur dans la recherche et le développement au sein de l'infrastructure scientifique et technologique globale du Canada. Relèvent notamment de ce secteur d'activité, la diffusion d'information scientifique et technique et la prestation de services d'aide à l'innovation dans le secteur de la recherche industrielle. Le Conseil national de recherches du Canada assure aussi le fonctionnement d'installations clés dans les secteurs de l'ingénierie et de la technologie afin de prêter assistance à certains secteurs industriels particuliers.

Administration du programme

Le secteur d'activité, Administration du programme, offre toute une gamme de services de gestion et de services administratifs conçus pour appuyer le Conseil national de recherches du Canada dans ses efforts en vue d'offrir le rendement d'une organisation dynamique et entrepreneuriale qui exploite au maximum les possibilités de transfert des connaissances et de technologie.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Objectifs

Rehausser l'économie du pays et améliorer la qualité de vie des Canadiens par l'application des connaissances à des fins productives, soit appuyer une base de recherche fondamentale diversifiée de haute qualité dans les universités canadiennes, et favoriser et faciliter l'établissement de liens entre les universités et le secteur privé.

Description des secteurs d'activité

Appui à la recherche et à l'érudition

Subventions de recherche aux professeurs des universités canadiennes et partenariats pour appuyer la recherche fondamentale et les projets de recherche en sciences naturelles et en génie, les bourses d'études et de recherche aux étudiants et stagiaires postdoctoraux et le soutien administratif qui y est relié.

Conseil de recherches en sciences humaines

Objectifs

Appuyer la recherche et la formation de grande qualité dans des disciplines qui nous aident à mieux comprendre la nature changeante de notre société, à mieux relever les nouveaux défis auxquels nous devons faire face et à mieux profiter des occasions qui s'offrent à nous; et contribuer à la mise en valeur des avantages de la recherche en encourageant le transfert des connaissances entre les chercheurs, leurs partenaires, les responsables de l'élaboration de politiques et d'autres groupes intéressés au sein de la société canadienne.

Description des secteurs d'activité

Appui à la recherche et à l'érudition

Subventions de recherche à des chercheurs travaillant individuellement ou en équipe ou aux universités pour appuyer la recherche fondamentale en sciences humaines et la recherche concertée et ciblée sur des questions d'intérêt national, bourses à des diplômés effectuant des recherches postdoctorales et à des étudiants inscrits à des programmes de doctorat, bourses pour appuyer la diffusion de la recherche et le soutien administratif qui y est relié.

Conseil canadien des normes

Objectifs

Encourager une normalisation volontaire, à la fois efficace et efficace, au Canada lorsque celle-ci ne fait l'objet d'aucune mesure législative en vue de faire progresser l'économie nationale, de contribuer au développement durable, d'améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs et du public, d'aider et de protéger les consommateurs, de faciliter le commerce intérieur et extérieur, et de développer la coopération internationale en matière de normalisation.

Statistique Canada

Objectifs

Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne comme base pour l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et programmes publics et pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé, de même que dans l'intérêt général de tous les Canadiens; promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité sur le plan international du système statistique canadien en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et territoires, et en se conformant aux normes et pratiques scientifiques reconnues.

Description des secteurs d'activité

Statistique économique et sociale

La composante statistique économique de ce secteur d'activité fournit de l'information et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant du point de vue national qu'international, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. La classification des statistiques écono-

miques repose en grande partie sur l'infrastructure du Système des comptes nationaux du Canada. Ce système permet de mesurer la performance actuelle et la structure de l'économie canadienne selon le genre de transaction économique et le secteur. Il fournit des renseignements à jour et structuraux sur l'économie canadienne qui servent à étayer la formulation et le rajustement de politiques économiques budgétaires, monétaires et en matière de ressources humaines, de même que la formulation et le rajustement de politiques économiques industrielles et internationales. Le Système des comptes nationaux sert également de cadre de comparaison entre des séries statistiques particulières, afin d'en mesurer la fiabilité, et d'outil d'analyse permettant de cerner des changements quant à l'importance économique de divers secteurs.

Une autre composante de ce secteur d'activité porte sur les secteurs des entreprises, du commerce et du tourisme de l'économie canadienne. Il fournit notamment une mesure de la valeur de la production, des structures de coûts, des marchandises produites et consommées, des flux et des stocks de capital fixe utilisés dans l'économie, du degré d'utilisation de la capacité, des estimations des dépenses annuelles en capital prévues pour les entreprises et les administrations publiques, ainsi qu'une mesure de la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction.

La composante statistique des ménages de ce secteur d'activité fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui contribuent à leur bien-être. Elle comprend la mesure des revenus et des dépenses des ménages, la mesure de l'emploi, du chômage, ainsi que des coûts et des avantages qui y sont reliés, de même que la mesure du revenu du travail et des facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre. Elle fournit en outre de l'information sur des sujets d'intérêt donnés relativement à la politique sociale.

La composante statistique des institutions de ce secteur d'activité fournit de l'information et des analyses portant sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens ainsi que sur les retombées des services qu'ils offrent. Elle englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les institutions et les industries culturelles. L'information qu'elle fournit porte sur la nature et l'étendue de leurs services et de leurs activités, et sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ils dispensent des services de même que sur l'influence qu'ils exercent sur la société canadienne. L'organisme tente de plus en plus d'aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et d'illustrer comment les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice influent sur les Canadiens.

Statistique du recensement de la population

Ce secteur d'activité fournit des renseignements statistiques provenant du recensement quinquennal de la population. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit les renseignements détaillés dont on a besoin sur les sous-populations et sur les petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes par sondage. Les estimations de la taille de la population et de sa structure démographique intercensitaire ainsi que les projections démographiques s'appuient sur des données tirées du recensement.

Les chiffres de population et les estimations de la population permettent d'établir les limites des circonscriptions électorales, la distribution des paiements de transfert fédéraux et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et autres organismes locaux des provinces.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| ... | 394 497 000 | ... | ... | 394 497 000 | 1 | | | | |
| ... | ... | 45 955 361 | ... | 45 955 361 | 1a | | | | |
| ... | ... | ... | 1 | 1 | 1b | | | | |
| ... | ... | ... | 3 013 500 | 3 013 500 | | | | | |
| ... | ... | ... | 8 290 796 | 8 290 796 | | | | | |
| ... | ... | ... | 3 464 000 | 3 464 000 | | | | | |
| ... | ... | ... | (357 100) | (357 100) | | | | | |
| ... | 394 497 000 | 45 955 362 | 14 411 196 | 454 863 558 | | 436 624 528 | 18 239 030 | ... | 469 885 404 |
| ... | 8 575 000 | ... | ... | 8 575 000 | 5 | | | | |
| ... | ... | ... | (3 013 500) | (3 013 500) | | | | | |
| ... | 8 575 000 | ... | (3 013 500) | 5 561 500 | | 5 508 501 | 52 999 | ... | ... |
| ... | 912 861 000 | ... | ... | 912 861 000 | 10 | | | | |
| ... | ... | 40 941 604 | ... | 40 941 604 | 10a | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 10b | | | | |
| ... | ... | ... | (8 290 796) | (8 290 796) | | | | | |
| ... | 912 861 000 | 40 941 605 | (8 290 796) | 945 511 809 | | 809 685 145 | 135 826 664 | ... | 753 400 281 |
| ... | 69 970 | ... | (248) | 69 722 | (S) | 69 722 | ... | ... | 70 968 |
| ... | 10 000 000 | ... | (10 000 000) | ... | (S) | ... | ... | ... | ... |
| 89 368 744 | (16 777 000) | ... | 16 777 000 | 89 368 744 | (S) | | | | |
| ... | ... | ... | 218 716 | 218 716 | | | | | |
| 89 368 744 | (16 777 000) | ... | 16 995 716 | 89 587 460 | | (32 184 039) | ... | 121 771 499 | (26 217 932) |
| ... | 16 630 000 | (1 630 000) | (3 869 444) | 11 130 556 | (S) | 11 130 556 | ... | ... | 10 313 216 |
| ... | 89 540 000 | (9 340 000) | (2 595 889) | 77 604 111 | (S) | 77 604 111 | ... | ... | 34 218 120 |
| ... | 62 360 000 | ... | (1 974 187) | 60 385 813 | (S) | 60 385 813 | ... | ... | 61 705 743 |
| ... | ... | 1 996 713 | 5 050 000 | 7 046 713 | (S) | 7 046 713 | ... | ... | 42 655 781 |

| | | | | | | | | | |
|--|----------------------|-------------------|------------------|----------------------|--|----------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
| 208 538 | ... | ... | 290 490 | 499 028 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 245 465 | 11 963 | 241 600 | 199 749 |
| ... | ... | ... | 467 159 | 467 159 | (S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 467 159 | ... | ... | 220 419 |
| ... | ... | ... | 1 301 | 1 301 | (S) Pertes sur les opérations de change | 1 301 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 575 000 000 |
| 89 577 282 | 1 477 755 970 | 77 923 680 | 7 471 798 | 1 652 728 730 | Total budgétaire | 1 376 584 975 | 154 130 656 | 122 013 099 | 1 921 451 749 |
| ... | 300 000 | ... | ... | 300 000 | L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> (Brut) | ... | 300 000 | ... | ... |
| ... | 500 000 | ... | ... | 500 000 | L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> (Brut) | ... | 500 000 | ... | ... |
| 1 950 000 | ... | ... | ... | 1 950 000 | L97b Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 1 950 000 \$ (Net) | ... | ... | 1 950 000 | ... |
| 1 950 000 | 800 000 | ... | ... | 2 750 000 | Total non budgétaire | ... | 800 000 | 1 950 000 | ... |
| 89 577 282 | 1 477 755 970 | 77 923 680 | 7 471 798 | 1 652 728 730 | Total du ministère— | 1 376 584 975 | 154 130 656 | 122 013 099 | 1 921 451 749 |
| 1 950 000 | 800 000 | ... | ... | 2 750 000 | Budgétaire | ... | 800 000 | 1 950 000 | ... |
| | | | | | Non budgétaire | | | | |
| Agence spatiale canadienne | | | | | | | | | |
| ... | 125 398 000 | ... | ... | 125 398 000 | 25 Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 4 398 002 | ... | 4 398 002 | 25a Virement de 1 534 641 \$ du crédit 30 (Industrie) | | | | |
| ... | ... | ... | 1 534 641 | 1 534 641 | Virement du : crédit 30 | | | | |
| ... | ... | ... | 1 827 000 | 1 827 000 | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 125 398 000 | 4 398 002 | 3 361 641 | 133 157 643 | Total—Crédit 25 | 125 056 755 | 8 100 888 | ... | 115 200 231 |
| ... | 140 975 000 | ... | ... | 140 975 000 | 30 Dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | ... | (1 534 641) | (1 534 641) | Virement au : crédit 25 | | | | |
| ... | ... | ... | (2 499 999) | (2 499 999) | crédit 35 | | | | |
| ... | 140 975 000 | ... | (4 034 640) | 136 940 360 | Total—Crédit 30 | 103 755 723 | 33 184 637 | ... | 100 202 751 |
| ... | 46 560 000 | ... | ... | 46 560 000 | 35 Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 35b Virement de 2 499 999 \$ du crédit 30 (Industrie) | | | | |
| ... | ... | ... | 2 499 999 | 2 499 999 | Virement du crédit 30 | | | | |
| ... | 46 560 000 | 1 | 2 499 999 | 49 060 000 | Total—Crédit 35 | 49 012 280 | 47 720 | ... | 57 147 401 |
| ... | 9 987 000 | ... | (1 790 017) | 8 196 983 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 8 196 983 | ... | ... | 8 090 175 |
| 18 158 | ... | ... | 13 392 | 31 550 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 24 892 | ... | 6 658 | 12 106 |
| 18 158 | 322 920 000 | 4 398 003 | 50 375 | 327 386 536 | Total du programme—Budgétaire | 286 046 633 | 41 333 245 | 6 658 | 280 652 664 |
| Commission canadienne du tourisme | | | | | | | | | |
| ... | 78 821 000 | ... | ... | 78 821 000 | 40 Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 8 000 | 8 000 | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 78 821 000 | ... | 8 000 | 78 829 000 | Total—Crédit 40 | 78 823 000 | 6 000 | ... | 100 300 000 |
| ... | 78 821 000 | ... | 8 000 | 78 829 000 | Total du programme—Budgétaire | 78 823 000 | 6 000 | ... | 100 300 000 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Crédit | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 1 475 000 | ... | ... | 1 475 000 | 45 | Tribunal de la concurrence | | | | |
| ... | ... | 72 850 | ... | 72 850 | 45a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 22 000 | 22 000 | | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 9 000 | 9 000 | | Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | |
| | | | | | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 1 475 000 | 72 850 | 31 000 | 1 578 850 | | Total—Crédit 45 | 1 395 762 | 183 088 | ... | 1 743 464 |
| ... | 173 000 | ... | (54 230) | 118 770 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 118 770 | ... | ... | 138 546 |
| 2 456 | ... | ... | (62) | 2 394 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 2 394 | ... | ... |
| 2 456 | 1 648 000 | 72 850 | (23 292) | 1 700 014 | | Total du programme—Budgétaire | 1 514 532 | 185 482 | ... | 1 882 010 |
| ... | 2 207 000 | ... | ... | 2 207 000 | 50 | Commission du droit d'auteur | | | | |
| ... | ... | 108 500 | ... | 108 500 | 50a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 23 000 | 23 000 | | Dépenses du programme | | | | |
| | | | | | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 2 207 000 | 108 500 | 23 000 | 2 338 500 | | Total—Crédit 50 | 2 031 168 | 307 332 | ... | 2 214 520 |
| ... | 332 000 | ... | (94 889) | 237 111 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 237 111 | ... | ... | 225 427 |
| ... | ... | ... | 10 | 10 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | ... | 10 | ... |
| ... | 2 539 000 | 108 500 | (71 879) | 2 575 621 | | Total du programme—Budgétaire | 2 268 279 | 307 332 | 10 | 2 439 947 |
| ... | 42 184 000 | ... | ... | 42 184 000 | 55 | Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ⁽²⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | (41 887 418) | (41 887 418) | | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | (296 582) | (296 582) | | Virement au : crédit 2 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) | | | | |
| ... | 42 184 000 | ... | (42 184 000) | ... | | crédit 6 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) | | | | |
| ... | 380 560 000 | ... | ... | 380 560 000 | 60 | Total—Crédit 55 | ... | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | (346 269) | (346 269) | | Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | ... | (380 213 731) | (380 213 731) | | Virement au : crédit 2 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) | | | | |
| ... | 380 560 000 | ... | (380 560 000) | ... | | crédit 6 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) | | | | |
| | | | | | | Total—Crédit 60 | ... | ... | ... | ... |

| | | | | | | | | | |
|---|--------------------|-------------------|----------------------|--------------------|---|--------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| ... | 5 347 000 | ... | (5 347 000) | ... | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | ... | ... | ... | ... |
| 10 627 | ... | ... | (10 627) | ... | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | ... | ... | ... |
| 10 627 | 428 091 000 | ... | (428 101 627) | ... | Total du programme—Budgétaire | ... | ... | ... | ... |
| Conseil national de recherches du Canada | | | | | | | | | |
| ... | 373 486 000 | ... | ... | 373 486 000 | 65 Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 13 271 547 | ... | 13 271 547 | 65a Virement de 550 000 \$ du crédit 75 (Industrie) | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 65b Virement de 624 783 \$ du crédit 70 (Industrie) | | | | |
| ... | ... | ... | 624 783 | 624 783 | Virement du : crédit 70 | | | | |
| ... | ... | ... | 550 000 | 550 000 | crédit 75 | | | | |
| ... | ... | ... | 23 253 000 | 23 253 000 | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 373 486 000 | 13 271 548 | 24 427 783 | 411 185 331 | Total—Crédit 65 | 395 619 286 | 15 566 045 | ... | 386 550 484 |
| ... | 65 054 000 | ... | ... | 65 054 000 | 70 Dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | 7 113 000 | ... | 7 113 000 | 70a Dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | ... | (624 783) | (624 783) | Virement au : crédit 60 | | | | |
| ... | ... | ... | (4 249 999) | (4 249 999) | crédit 75 | | | | |
| ... | 65 054 000 | 7 113 000 | (4 874 782) | 67 292 218 | Total—Crédit 70 | 67 291 012 | 1 206 | ... | 71 310 224 |
| ... | 134 432 000 | ... | ... | 134 432 000 | 75 Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 75b Virement de 4 249 999 \$ du crédit 70 (Industrie) | | | | |
| ... | ... | ... | 4 249 999 | 4 249 999 | Virement du crédit 70 | | | | |
| ... | ... | ... | (550 000) | (550 000) | Virement au crédit 65 | | | | |
| ... | 134 432 000 | 1 | 3 699 999 | 138 132 000 | Total—Crédit 75 | 135 633 361 | 2 498 639 | ... | 133 455 646 |
| 26 686 268 | ... | ... | ... | 26 686 268 | (S) Dépenses des revenus conformément à l'alinéa 5(1)e de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> : | | | | |
| ... | 75 095 000 | ... | 93 340 | 75 188 340 | Montant non dépensé au début de l'exercice | | | | |
| 26 686 268 | 75 095 000 | ... | 93 340 | 101 874 608 | Montant reçu au cours de l'exercice | | | | |
| ... | 47 310 000 | ... | 7 141 771 | 54 451 771 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 54 451 771 | ... | ... | 52 590 659 |
| 11 147 | ... | ... | 220 814 | 231 961 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 221 170 | ... | 10 791 | 166 817 |
| 26 697 415 | 695 377 000 | 20 384 549 | 30 708 925 | 773 167 889 | Total du programme—Budgétaire | 712 637 634 | 18 065 890 | 42 464 365 | 705 485 131 |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | | | | | | | | | |
| ... | 32 755 000 | ... | ... | 32 755 000 | 80 Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 80a Virement de 1 494 349 \$ du crédit 85 (Industrie) | | | | |
| ... | ... | ... | 1 494 349 | 1 494 349 | Virement du : crédit 85 | | | | |
| ... | ... | ... | 837 115 | 837 115 | CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | 72 000 | 72 000 | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 32 755 000 | 1 | 2 403 464 | 35 158 465 | Total—Crédit 80 | 33 243 226 | 1 915 239 | ... | 31 962 738 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | | Utilisation des autorisations | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------------|--|--------------------|-------------------------------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | | | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 773 941 000 | ... | ... | 773 941 000 | 85 | Subventions | | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 85b | Subventions | | | | | |
| ... | ... | ... | (1 494 349) | (1 494 349) | | Virement au crédit 80 | | | | | |
| ... | 773 941 000 | 1 | (1 494 349) | 772 446 652 | | Total—Crédit 85 | 766 207 054 | 6 239 598 | ... | 697 423 757 | |
| ... | 3 901 000 | ... | (303 618) | 3 597 382 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 3 597 382 | ... | ... | 3 192 970 | |
| 141 | ... | ... | 592 | 733 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 733 | ... | ... | ... | |
| ... | ... | ... | 1 182 | 1 182 | (S) | Honoraires—Agence de recouvrement | 1 182 | ... | ... | ... | |
| 141 | 810 597 000 | 2 | 607 271 | 811 204 414 | | Total du programme—Budgétaire | 803 049 577 | 8 154 837 | ... | 732 579 465 | |
| Conseil de recherches en sciences humaines | | | | | | | | | | | |
| ... | 17 983 000 | ... | ... | 17 983 000 | 90 | Dépenses de fonctionnement | | | | | |
| ... | ... | 3 894 760 | ... | 3 894 760 | 90a | Dépenses de fonctionnement | | | | | |
| ... | ... | ... | 811 011 | 811 011 | | Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | ... | ... | 44 000 | 44 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | ... | ... | (466 060) | (466 060) | | Virement au crédit 95 | | | | | |
| ... | 17 983 000 | 3 894 760 | 388 951 | 22 266 711 | | Total—Crédit 90 | 20 208 901 | 2 057 810 | ... | 18 818 904 | |
| ... | 486 167 000 | ... | ... | 486 167 000 | 95 | Subventions | | | | | |
| ... | ... | 15 003 000 | ... | 15 003 000 | 95a | Subventions | | | | | |
| ... | ... | 501 940 | ... | 501 940 | 95b | Subventions | | | | | |
| ... | ... | ... | 466 060 | 466 060 | | Virement du crédit 90 | | | | | |
| ... | 486 167 000 | 15 504 940 | 466 060 | 502 138 000 | | Total—Crédit 95 | 497 025 842 | 5 112 158 | ... | 436 376 934 | |
| ... | 2 214 000 | ... | (39 237) | 2 174 763 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 174 763 | ... | ... | 1 909 361 | |
| 1 827 | ... | ... | ... | 1 827 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 431 | 1 396 | ... | ... | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 6 894 | |
| 1 827 | 506 364 000 | 19 399 700 | 815 774 | 526 581 301 | | Total du programme—Budgétaire | 519 409 937 | 7 171 364 | ... | 457 112 093 | |
| Conseil canadien des normes | | | | | | | | | | | |
| ... | 6 924 000 | ... | ... | 6 924 000 | 100 | Paiements au Conseil canadien des normes | | | | | |
| ... | ... | ... | 5 000 | 5 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 6 924 000 | ... | 5 000 | 6 929 000 | | Total—Crédit 100 | 6 929 000 | ... | ... | 7 041 200 | |
| ... | 6 924 000 | ... | 5 000 | 6 929 000 | | Total du programme—Budgétaire | 6 929 000 | ... | ... | 7 041 200 | |

| | | | | | Statistique Canada | | | | | |
|--------------------|----------------------|--------------------|----------------------|----------------------|---------------------------|--|----------------------|--------------------|--------------------|---|
| ... | 346 599 000 | ... | ... | 346 599 000 | 105 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 41 989 988 | ... | 41 989 988 | 105a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 2 825 748 | ... | 2 825 748 | 105b | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 14 684 000 | 14 684 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 346 599 000 | 44 815 736 | 14 684 000 | 406 098 736 | | Total—Crédit 105 | 393 676 270 | 12 422 466 | ... | 359 406 412 |
| ... | 68 533 000 | ... | 536 952 | 69 069 952 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 69 069 952 | ... | ... | 68 652 242 |
| ... | ... | ... | 7 042 | 7 042 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 7 042 | ... | ... | 7 842 |
| ... | 415 132 000 | 44 815 736 | 15 227 994 | 475 175 730 | | Total du programme—Budgétaire | 462 753 264 | 12 422 466 | ... | 428 066 496 |
| 116 307 906 | 4 746 168 970 | 167 103 020 | (373 301 661) | 4 656 278 235 | | Total du portefeuille ministériel— | | | | |
| 1 950 000 | 800 000 | ... | ... | 2 750 000 | | Budgétaire | 4 250 016 831 | 241 777 272 | 164 484 132 | 4 637 010 755 ^{(2) (3)} |
| | | | | | | Non budgétaire | ... | 800 000 | 1 950 000 | ... |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel d'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été créé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 385 322 840 \$.

⁽³⁾ Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Politique microéconomique | 30 638 740 | 34 454 619 | ... | ... | 18 358 000 | 18 071 391 | ... | ... | ... | ... | 48 996 740 | 52 526 010 |
| Règlements et services axés sur le marché | 410 819 552 | 288 180 554 | 332 500 | 1 854 166 | 1 750 000 | 1 721 365 | 184 885 000 | 176 091 727 | ... | ... | 228 017 052 | 115 664 358 |
| Développement sectoriel de l'industrie— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 225 874 891 | 211 758 087 | 4 343 905 | 2 769 240 | 1 021 185 189 | 885 673 769 | 9 669 000 | 7 900 187 | ... | ... | 1 241 734 985 | 1 092 300 909 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 750 000 | ... | 2 750 000 | ... |
| Services ministériels et de gestion | 133 094 858 | 115 208 603 | 885 095 | 885 095 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 133 979 953 | 116 093 698 |
| Sous-total— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 800 428 041 | 649 601 863 | 5 561 500 | 5 508 501 | 1 041 293 189 | 905 466 525 | 194 554 000 | 183 991 914 | ... | ... | 1 652 728 730 | 1 376 584 975 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 750 000 | ... | 2 750 000 | ... |
| Revenus affectés aux dépenses | (194 554 000) | (183 991 914) | ... | ... | ... | ... | (194 554 000) | (183 991 914) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 605 874 041 | 465 609 949 | 5 561 500 | 5 508 501 | 1 041 293 189 | 905 466 525 | ... | ... | ... | ... | 1 652 728 730 | 1 376 584 975 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 750 000 | ... | 2 750 000 | ... |
| Agence spatiale canadienne | | | | | | | | | | | | |
| Connaissance de l'espace, applications et développement industriel | 140 913 266 | 132 812 378 | 137 413 270 | 104 221 975 | 49 060 000 | 49 012 280 | ... | ... | ... | ... | 327 386 536 | 286 046 633 |
| Total du programme—Budgétaire | 140 913 266 | 132 812 378 | 137 413 270 | 104 221 975 | 49 060 000 | 49 012 280 | ... | ... | ... | ... | 327 386 536 | 286 046 633 |
| Commission canadienne du tourisme— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 78 829 000 | 78 823 000 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 78 829 000 | 78 823 000 |
| Tribunal de la concurrence— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 1 700 014 | 1 514 532 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 700 014 | 1 514 532 |
| Commission du droit d'auteur— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 2 575 621 | 2 268 279 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 575 621 | 2 268 279 |
| Conseil national de recherches du Canada | | | | | | | | | | | | |
| Recherche et innovation technologique | 368 655 226 | 309 891 918 | 60 844 218 | 60 273 487 | 51 032 000 | 50 768 608 | ... | ... | ... | ... | 480 531 444 | 420 934 013 |
| Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale | 121 734 560 | 103 858 631 | ... | 680 999 | 85 764 000 | 83 605 986 | ... | ... | ... | ... | 207 498 560 | 188 145 616 |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|--------------------|--------------------|----------------------|----------------------|---------------|--------------|-----------|-----|----------------------|----------------------|
| Administration du programme | 77 353 885 | 95 962 712 | 6 448 000 | 6 336 526 | 1 336 000 | 1 258 767 | ... | ... | ... | ... | 85 137 885 | 103 558 005 |
| Total du programme—Budgétaire | 567 743 671 | 509 713 261 | 67 292 218 | 67 291 012 | 138 132 000 | 135 633 361 | ... | ... | ... | ... | 773 167 889 | 712 637 634 |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | | | | | | | | | | | | |
| Appui à la recherche et à l'érudition | 38 757 762 | 36 842 523 | ... | ... | 772 446 652 | 766 207 054 | ... | ... | ... | ... | 811 204 414 | 803 049 577 |
| Total du programme—Budgétaire | 38 757 762 | 36 842 523 | ... | ... | 772 446 652 | 766 207 054 | ... | ... | ... | ... | 811 204 414 | 803 049 577 |
| Conseil de recherches en sciences humaines | | | | | | | | | | | | |
| Appui à la recherche et à l'érudition | 24 443 301 | 22 384 095 | ... | ... | 502 138 000 | 497 025 842 | ... | ... | ... | ... | 526 581 301 | 519 409 937 |
| Total du programme—Budgétaire | 24 443 301 | 22 384 095 | ... | ... | 502 138 000 | 497 025 842 | ... | ... | ... | ... | 526 581 301 | 519 409 937 |
| Conseil canadien des normes— Budgétaire | 6 929 000 | 6 929 000 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 929 000 | 6 929 000 |
| Statistique Canada | | | | | | | | | | | | |
| Statistique économique et sociale | 527 593 563 | 469 270 046 | ... | ... | 561 000 | 560 800 | 117 098 000 | 70 022 890 | ... | ... | 411 056 563 | 399 807 956 |
| Statistique du recensement de la population | 77 021 167 | 76 548 483 | ... | ... | ... | ... | 12 902 000 | 13 603 175 | ... | ... | 64 119 167 | 62 945 308 |
| Sous-total— | 604 614 730 | 545 818 529 | ... | ... | 561 000 | 560 800 | 130 000 000 | 83 626 065 | ... | ... | 475 175 730 | 462 753 264 |
| Revenus affectés aux dépenses | (130 000 000) | (83 626 065) | ... | ... | ... | ... | (130 000 000) | (83 626 065) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 474 614 730 | 462 192 464 | ... | ... | 561 000 | 560 800 | ... | ... | ... | ... | 475 175 730 | 462 753 264 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 1 942 380 406 | 1 719 089 481 | 210 266 988 | 177 021 488 | 2 503 630 841 | 2 353 905 862 | ... | ... | ... | ... | 4 656 278 235 | 4 250 016 831 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 750 000 | ... | 2 750 000 | ... |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|----------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Politique microéconomique | | | | | | | | | |
| ... | 1 000 000 | ... | ... | 1 000 000 | Subvention à la Fondation Canada-Israël pour la recherche et le développement industriels | 1 000 000 | ... | ... | 1 000 000 |
| ... | 6 808 000 | ... | ... | 6 808 000 | Subvention à l'Union internationale des télécommunications (UIT), Genève, Suisse | 6 706 501 | 101 499 | ... | 6 757 017 |
| ... | 10 000 000 | ... | ... | 10 000 000 | Subvention au Medical and Related Sciences Discovery District | 10 000 000 | ... | ... | 10 000 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 500 000 000 |
| ... | 17 808 000 | ... | ... | 17 808 000 | | 17 706 501 | 101 499 | ... | 517 757 017 |
| Règlements et services axés sur le marché | | | | | | | | | |
| ... | 60 000 | ... | ... | 60 000 | Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio | 60 000 | ... | ... | 60 000 |
| Développement sectoriel de l'industrie | | | | | | | | | |
| ... | ... | 1 | 59 999 999 | 60 000 000 | Subvention à Genome Canada | 60 000 000 | ... | ... | 75 000 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 13 500 000 |
| ... | ... | 1 | 59 999 999 | 60 000 000 | | 60 000 000 | ... | ... | 88 500 000 |
| ... | 17 868 000 | 1 | 59 999 999 | 77 868 000 | Total—Subventions | 77 766 501 | 101 499 | ... | 606 317 017 |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Politique microéconomique | | | | | | | | | |
| ... | 550 000 | ... | ... | 550 000 | Contribution au Secrétariat du commerce intérieur | 364 890 | 185 110 | ... | 242 020 |
| Règlements et services axés sur le marché | | | | | | | | | |
| ... | 1 690 000 | ... | ... | 1 690 000 | Contributions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur | 1 661 365 | 28 635 | ... | 1 816 891 |
| Développement sectoriel de l'industrie | | | | | | | | | |
| ... | 20 160 000 | ... | 4 101 512 | 24 261 512 | Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités | 24 261 512 | ... | ... | 25 122 655 |
| ... | 140 000 | ... | ... | 140 000 | Contributions en vertu du Projet pilote de gestion de la chaîne d'approvisionnement | 82 805 | 57 195 | ... | 34 327 |
| ... | 10 000 000 | ... | (10 000 000) | ... | (S) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional | ... | ... | ... | ... |
| ... | 38 250 000 | ... | 162 000 | 38 412 000 | Contributions en vertu du Programme d'entreprise autochtone Canada | 38 055 187 | 356 813 | ... | 39 480 950 |
| ... | 36 700 000 | (2 000 000) | 2 955 170 | 37 655 170 | Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du nord de l'Ontario | 37 655 170 | ... | ... | 41 327 332 |

| | | | | | | | | | |
|---|----------------------|-------------------|---------------------|----------------------|---|--------------------|--------------------|-----|----------------------|
| ... | 16 630 000 | (1 630 000) | (3 869 444) | 11 130 556 | (S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> | 11 130 556 | ... | ... | 10 313 216 |
| ... | 89 540 000 | (9 340 000) | (2 595 889) | 77 604 111 | (S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> | 77 604 111 | ... | ... | 34 218 120 |
| ... | 363 277 000 | (7 688 000) | 21 068 506 | 376 657 506 | Contributions en vertu du Programme de partenariat technologique Canada | 304 035 964 | 72 621 542 | ... | 311 817 866 |
| ... | 76 500 000 | ... | (55 531 484) | 20 968 516 | Contributions en vertu du Programme pilote de services à large bande pour le développement rural et du Nord | 20 968 516 | ... | ... | 5 009 740 |
| ... | 3 650 000 | 25 697 644 | 3 639 943 | 32 987 587 | Contributions en vertu du Programme d'accès communautaires | 32 848 816 | 138 771 | ... | 39 169 102 |
| ... | 2 900 000 | ... | ... | 2 900 000 | Contributions en vertu du Programme collectivités ingénieuses | 2 900 000 | ... | ... | 13 656 307 |
| ... | 208 916 000 | ... | ... | 208 916 000 | Contributions en vertu du Programme Infrastructures Canada | 150 242 711 | 58 673 289 | ... | 134 547 829 |
| ... | 54 084 000 | (15 000 000) | (29 187 694) | 9 896 306 | Contributions en vertu du Mécanisme de financement structuré | 9 454 817 | 441 489 | ... | 3 270 451 |
| ... | 4 525 000 | 2 156 000 | 2 750 000 | 9 431 000 | Contributions en vertu du Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement | 8 466 189 | 964 811 | ... | 4 633 736 |
| ... | 1 000 000 | ... | ... | 1 000 000 | Contributions en vertu de l'Initiative des industries de la langue | 896 177 | 103 823 | ... | 353 396 |
| ... | 1 500 000 | 1 150 000 | (60 000) | 2 590 000 | Contributions pour le Développement économique des communautés minoritaires de langue officielle | 2 475 136 | 114 864 | ... | ... |
| ... | 8 825 000 | ... | (4 300 000) | 4 525 000 | Contributions en vertu du Programme des adhérents pionniers | 2 811 282 | 1 713 718 | ... | ... |
| ... | 72 326 000 | ... | (5 788 806) | 66 537 194 | Contributions en vertu de l'Initiative d'adaptation économique de l'industrie et des collectivités touchées par le différend sur le bois d'œuvre | 66 537 194 | ... | ... | 24 415 385 |
| ... | ... | 24 125 960 | (4 099 942) | 20 026 018 | Contributions en vertu du Programme de Rescol | 19 737 625 | 288 393 | ... | 42 776 337 |
| ... | ... | 2 900 000 | ... | 2 900 000 | Contributions dans le cadre du Programme Étudiants bien branchés | 2 863 288 | 36 712 | ... | ... |
| ... | ... | 9 600 000 | (4 000 000) | 5 600 000 | Contributions dans le cadre du Programme de développement économique de l'Est de l'Ontario | 5 600 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 1 996 713 | 5 050 000 | 7 046 713 | (S) Obligations contractées pour paiement législatif de garanties d'emprunt en vertu de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> | 7 046 713 | ... | ... | 42 655 781 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 34 408 940 |
| ... | 1 008 923 000 | 31 968 317 | (79 706 128) | 961 185 189 | | 825 673 769 | 135 511 420 | ... | 807 211 470 |
| ... | 1 011 163 000 | 31 968 317 | (79 706 128) | 963 425 189 | Total—Contributions | 827 700 024 | 135 725 165 | ... | 809 270 381 |
| Sommaire du ministère par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | 18 358 000 | ... | ... | 18 358 000 | Politique microéconomique | 18 071 391 | 286 609 | ... | 517 999 037 |
| ... | 1 750 000 | ... | ... | 1 750 000 | Règlements et services axés sur le marché | 1 721 365 | 28 635 | ... | 1 876 891 |
| ... | 1 008 923 000 | 31 968 318 | (19 706 129) | 1 021 185 189 | Développement sectoriel de l'industrie | 885 673 769 | 135 511 420 | ... | 895 711 470 |
| ... | 1 029 031 000 | 31 968 318 | (19 706 129) | 1 041 293 189 | Total du ministère | 905 466 525 | 135 826 664 | ... | 1 415 587 398 |
| Agence spatiale canadienne | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| ... | 2 245 000 | ... | (826 295) | 1 418 705 | Connaissance de l'espace, applications et développement industriel Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales | 1 394 348 | 24 357 | ... | 1 212 982 |
| Contributions | | | | | | | | | |
| ... | 26 619 000 | 1 | 3 380 999 | 30 000 000 | Connaissance de l'espace, applications et développement industriel Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne (ASE) | 29 991 759 | 8 241 | ... | 29 346 419 |

Paiements de transfert—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|---------------|---|--|
| | Indiquées dans | | | | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 196 000 | ... | (4 705) | 191 295 | Programme global de contributions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales | 176 173 | 15 122 | ... | 196 000 |
| ... | 17 500 000 | ... | (50 000) | 17 450 000 | Contributions pour la démonstration Cascade/petit satellite-sonde de mesure de l'écoulement du plasma dans le vent polaire (Mission CASSIOPE) | 17 450 000 | ... | ... | 6 060 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 20 332 000 |
| ... | 44 315 000 | 1 | 3 326 294 | 47 641 295 | Total—Contributions | 47 617 932 | 23 363 | ... | 55 934 419 |
| ... | 46 560 000 | 1 | 2 499 999 | 49 060 000 | Total du programme | 49 012 280 | 47 720 | ... | 57 147 401 |
| Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec ⁽¹⁾ | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Promotion du développement économique des régions du Québec | | | | | | | | | |
| Subventions au Programme Innovation développement de l'entrepreneurship et exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises | | | | | | | | | |
| ... | 300 000 | ... | (300 000) | ... | | ... | ... | ... | ... |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Promotion du développement économique des régions du Québec | | | | | | | | | |
| Contributions au Programme Innovation développement de l'entrepreneurship et exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises | | | | | | | | | |
| ... | 79 301 000 | ... | (79 301 000) | ... | | ... | ... | ... | ... |
| ... | 24 000 000 | ... | (24 000 000) | ... | Contributions au Programme de développement des collectivités | ... | ... | ... | ... |
| ... | 109 500 000 | ... | (109 500 000) | ... | Contributions au Programme initiatives régionales stratégiques | ... | ... | ... | ... |
| ... | 11 500 000 | ... | (11 500 000) | ... | Contributions au Programme canadien d'appui à l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine | ... | ... | ... | ... |
| ... | 155 959 000 | ... | (155 959 000) | ... | Contributions à la province de Québec en vertu du Programme Infrastructures Canada | ... | ... | ... | ... |
| ... | 380 260 000 | ... | (380 260 000) | ... | Total—Contributions | ... | ... | ... | ... |
| ... | 380 560 000 | ... | (380 560 000) | ... | Total du programme | ... | ... | ... | ... |

| Conseil national de recherches du Canada | | | | | | | | | |
|--|--------------------|----------|------------------|--------------------|---|--------------------|------------------|-----|--------------------|
| Subventions | | | | | | | | | |
| Recherche et innovation technologique | | | | | | | | | |
| ... | 380 000 | ... | (380 000) | ... | Programme pour accroître la capacité scientifique et technologique du Canada | ... | ... | ... | ... |
| ... | 956 000 | ... | ... | 956 000 | Administration du programme | 954 517 | 1 483 | ... | 955 731 |
| ... | ... | ... | 380 000 | 380 000 | Affiliations internationales | 304 250 | 75 750 | ... | 339 783 |
| ... | 956 000 | ... | 380 000 | 1 336 000 | Programme pour accroître la capacité scientifique et technologique du Canada | 1 258 767 | 77 233 | ... | 1 295 514 |
| ... | 1 336 000 | ... | ... | 1 336 000 | Total—Subventions | 1 258 767 | 77 233 | ... | 1 295 514 |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Recherche et innovation technologique | | | | | | | | | |
| ... | 3 268 000 | ... | 340 000 | 3 608 000 | Quote-part canadienne des frais de la Corporation du télescope Canada-France-Hawaï | 3 591 565 | 16 435 | ... | 3 716 503 |
| ... | 40 000 000 | ... | ... | 40 000 000 | Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF | 40 000 000 | ... | ... | 40 000 000 |
| ... | 1 064 000 | ... | ... | 1 064 000 | Particle Physics and Astronomy Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du télescope James Clerk Maxwell | 938 166 | 125 834 | ... | 1 088 772 |
| ... | 1 200 000 | ... | 5 160 000 | 6 360 000 | National Science Foundation des États-Unis pour appuyer la construction et l'exploitation des télescopes Gemini | 6 238 877 | 121 123 | ... | 5 316 182 |
| ... | 45 532 000 | ... | 5 500 000 | 51 032 000 | | 50 768 608 | 263 392 | ... | 50 121 457 |
| Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale | | | | | | | | | |
| ... | 78 264 000 | 1 | (11 254 001) | 67 010 000 | Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques | 65 410 178 | 1 599 822 | ... | 67 215 716 |
| ... | 9 300 000 | ... | 9 454 000 | 18 754 000 | Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et à la technologie | 18 195 808 | 558 192 | ... | 14 822 959 |
| ... | 87 564 000 | 1 | (1 800 001) | 85 764 000 | | 83 605 986 | 2 158 014 | ... | 82 038 675 |
| ... | 133 096 000 | 1 | 3 699 999 | 136 796 000 | Total—Contributions | 134 374 594 | 2 421 406 | ... | 132 160 132 |
| Sommaire du programme par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | 45 912 000 | ... | 5 120 000 | 51 032 000 | Recherche et innovation technologique | 50 768 608 | 263 392 | ... | 50 121 457 |
| ... | 87 564 000 | 1 | (1 800 001) | 85 764 000 | Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale | 83 605 986 | 2 158 014 | ... | 82 038 675 |
| ... | 956 000 | ... | 380 000 | 1 336 000 | Administration du programme | 1 258 767 | 77 233 | ... | 1 295 514 |
| ... | 134 432 000 | 1 | 3 699 999 | 138 132 000 | Total du programme | 135 633 361 | 2 498 639 | ... | 133 455 646 |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| ... | 753 041 000 | 1 | (1 494 349) | 751 546 652 | Appui à la recherche et à l'érudition | 745 340 030 | 6 206 622 | ... | 685 232 091 |
| ... | 5 000 000 | ... | ... | 5 000 000 | Subventions et bourses | 5 000 000 | ... | ... | 5 000 000 |
| | | | | | Perimeter Institute | | | | |

Paiements de transfert—Fin

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|--------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 15 900 000 | ... | ... | 15 900 000 | Bourses d'études supérieures du Canada | 15 867 024 | 32 976 | ... | 7 191 666 |
| ... | 773 941 000 | 1 | (1 494 349) | 772 446 652 | Total du programme | 766 207 054 | 6 239 598 | ... | 697 423 757 |
| Conseil de recherches en sciences humaines | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| ... | 229 361 000 | (4 495 060) | 466 060 | 225 332 000 | Appui à la recherche et à l'érudition | | | | |
| ... | 224 522 000 | 20 000 000 | ... | 244 522 000 | Subventions et bourses | 221 232 828 | 4 099 172 | ... | 197 984 083 |
| ... | 32 284 000 | ... | ... | 32 284 000 | Coûts indirects des recherches | 244 518 326 | 3 674 | ... | 224 182 351 |
| ... | | | | | Bourses d'études supérieures du Canada | 31 274 688 | 1 009 312 | ... | 14 210 500 |
| ... | 486 167 000 | 15 504 940 | 466 060 | 502 138 000 | Total du programme | 497 025 842 | 5 112 158 | ... | 436 376 934 |
| Statistique Canada | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| ... | 561 000 | ... | ... | 561 000 | Statistique économique et sociale | | | | |
| ... | | | | | Contribution en vertu du Programme d'information sur la santé | 560 800 | 200 | ... | 560 800 |
| ... | 561 000 | ... | ... | 561 000 | Total du programme | 560 800 | 200 | ... | 560 800 |
| ... | 2 851 252 000 | 47 473 261 | (395 094 420) | 2 503 630 841 | Total du portefeuille ministériel | 2 353 905 862 | 149 724 979 | ... | 2 740 551 936⁽¹⁾⁽²⁾ |

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel d'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été créé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 338 785 782 \$.⁽²⁾ Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Règlements et services axés sur le marché | | | |
| Règlements et services axés sur le marché | 48 850 000 | 48 850 040 | 46 004 558 |
| Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada | 136 035 000 | 127 241 687 | 112 821 800 |
| | 184 885 000 | 176 091 727 | 158 826 358 |
| Développement sectoriel de l'industrie | 9 669 000 | 7 900 187 | 7 604 514 |
| Total du ministère—Budgétaire | 194 554 000 | 183 991 914 | 166 430 872 |
| Statistique Canada | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Statistique économique et sociale | 117 098 000 | 70 022 890 | 87 330 747 |
| Statistique du recensement de la population | 12 902 000 | 13 603 175 | 16 334 138 |
| Total du programme—Budgétaire | 130 000 000 | 83 626 065 | 103 664 885 |
| Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 324 554 000 | 267 617 979 | 270 095 757 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— ⁽¹⁾ | | |
| Prêts, placements et avances— | | |
| Banque de développement du Canada—Dividendes | 13 630 251 | 11 787 796 |
| Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique | 17 668 | 20 308 |
| <i>Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique</i> | 1 594 598 | 1 803 945 |
| | 15 242 517 | 13 612 049 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 266 018 | 1 210 462 |
| Contributions remboursables | 8 538 239 | 1 370 478 |
| Divers | 5 597 866 | 1 994 002 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 3 345 422 | 2 627 102 |
| | 17 747 545 | 7 202 044 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Droits et privilèges— | | |
| Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur | 115 596 781 | 95 747 716 |
| Redevances | 1 267 186 | 1 146 827 |
| Pénalités | 17 700 | ... |
| Droits de permis | 139 990 478 | 24 587 556 |
| | 256 872 145 | 121 482 099 |
| Services de nature réglementaire— | | |
| Droits d'inspection | 1 892 823 | 1 764 699 |
| Autres services | 45 570 713 | 42 724 277 |
| | 47 463 536 | 44 488 976 |
| Services de nature non réglementaire | 10 303 763 | 10 310 716 |
| Ventes de biens et de produits d'information— | | |
| Ventes de produits d'information | 319 782 | 345 245 |
| Ventes d'autres biens | 357 | 2 037 |
| | 320 139 | 347 282 |
| Autres frais et droits— | | |
| Frais provenant de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> | 1 895 069 | 2 022 856 |
| Frais provenant de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> | 52 964 512 | 16 531 985 |
| Frais provenant du projet pilote de location-acquisition | 881 107 | 211 870 |
| Frais d'utilisation | 2 268 099 | 2 840 636 |
| Revenus reportés | 257 557 070 | 89 608 585 |
| Divers | 154 252 | 2 061 092 |
| | 315 720 109 | 113 277 024 |
| | 630 679 692 | 289 906 097 |

Revenus—Suite

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|--------------------|--------------------|--|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 290 490 | 264 453 | | | |
| Revenus divers— | | | | | |
| Gain sur change de monnaie étrangère | 810 | ... | | | |
| Amendes— <i>Loi sur la concurrence</i> et produits pour consommateur (diverses lois) | 8 547 648 | 11 103 410 | | | |
| Prêts | 21 887 809 | 24 811 815 | | | |
| Paievements de transfert éventuellement recouvrables | 79 363 083 | 56 844 964 | | | |
| Intérêts provenant de comptes débiteurs échus | 1 283 561 | 1 536 690 | | | |
| Revenus reportés | (20) | (5 977) | | | |
| Divers | 8 054 430 | 6 129 249 | | | |
| | 119 137 321 | 100 420 151 | | | |
| Total du ministère | 783 097 565 | 411 404 794 | | | |
| Agence spatiale canadienne | | | | | |
| Autres revenus— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 325 069 | 192 501 | | | |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 995 558 | 56 816 | | | |
| | 1 320 627 | 249 317 | | | |
| Ventes de biens et de services— | | | | | |
| Droits et privilèges— | | | | | |
| Revenus de royautés | 3 107 078 | 3 307 100 | | | |
| Services de nature non réglementaire | 1 051 647 | 676 912 | | | |
| | 4 158 725 | 3 984 012 | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 13 392 | 18 158 | | | |
| Revenus divers | 21 136 | 26 053 | | | |
| Total du programme | 5 513 880 | 4 277 540 | | | |
| Tribunal de la concurrence | | | | | |
| Autres revenus— | | | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | (62) | 2 456 | | | |
| Total du programme | (62) | 2 456 | | | |
| | | | | | |
| Commission du droit d'auteur | | | | | |
| Autres revenus— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | | |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 539 | 4 210 | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 10 | ... | | | |
| Total du programme | 549 | 4 210 | | | |
| Conseil national de recherches du Canada | | | | | |
| Autres revenus— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | | |
| Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements | 906 603 | 792 100 | | | |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 5 494 159 | 1 319 710 | | | |
| | 6 400 762 | 2 111 810 | | | |
| Ventes de biens et de services— | | | | | |
| Droits et privilèges— | | | | | |
| Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> | 4 857 821 | 5 327 315 | | | |
| Location et utilisation de biens publics— | | | | | |
| Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> | 2 858 332 | 2 529 325 | | | |
| Services de nature non réglementaire— | | | | | |
| Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> | 1 528 149 | 1 346 955 | | | |
| Ventes de biens et de produits d'information— | | | | | |
| Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> | 11 439 943 | 9 771 745 | | | |
| Autres frais et droits— | | | | | |
| Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> | 54 504 095 | 60 522 915 | | | |
| Divers | 4 766 816 | 9 992 161 | | | |
| | 59 270 911 | 70 515 076 | | | |
| | 79 955 156 | 89 490 416 | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 220 814 | 159 570 | | | |
| Revenus divers | 3 500 000 | 1 400 000 | | | |
| Total du programme | 90 076 732 | 93 161 796 | | | |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|---|--------------------|---------------------------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | | | Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus— | | | Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | Revenus de placements | 15 242 517 | 13 612 049 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 178 | 1 484 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 27 715 555 | 11 330 846 |
| Remboursement de subventions et de bourses d'études | 721 738 | 576 812 | Ventes de biens et de services | 798 419 788 | 487 045 690 |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 367 979 | 445 765 | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 532 278 | 454 447 |
| | | | Revenus divers | 123 560 581 | 102 753 975 |
| | 1 089 895 | 1 024 061 | ----- | | |
| Ventes de biens et de services— | | | Total du portefeuille ministériel | 965 470 719 | 615 197 007 ^{(2) (3)} |
| Autres frais et droits | 100 | 130 | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 592 | 141 | | | |
| Revenus divers | 2 121 | 2 430 | | | |
| Total du programme | 1 092 708 | 1 026 762 | | | |
| Conseil de recherches en sciences humaines | | | | | |
| Autres revenus— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | | |
| Recouvrements—Paiements de transfert | 1 036 549 | 574 742 | | | |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 108 023 | 135 627 | | | |
| | 1 144 572 | 710 369 | | | |
| Ventes de biens et de services— | | | | | |
| Autres frais et droits | 50 | 150 | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 1 827 | | | |
| Revenus divers | 1 366 | 2 948 | | | |
| Total du programme | 1 145 988 | 715 294 | | | |
| Statistique Canada | | | | | |
| Autres revenus— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 11 615 | 29 035 | | | |
| Ventes de biens et de services— | | | | | |
| Ventes de biens et de produits d'information | 83 626 065 | 103 664 885 | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 7 042 | 7 842 | | | |
| Revenus divers | 898 637 | 902 393 | | | |
| Total du programme | 84 543 359 | 104 604 155 | | | |

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Au cours de l'exercice, le portefeuille ministériel d'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec a été créé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 52 749 622 \$.

(3) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 21

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Justice

Ministère

**Commission canadienne des droits
de la personne**

**Tribunal canadien des droits de la
personne**

Commissaire à la magistrature fédérale

**Service administratif des tribunaux
judiciaires**

Commission du droit du Canada

**Commissariats à l'information et à la
protection de la vie privée du Canada**

Cour suprême du Canada

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 21.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 21.5 |
| Programmes par secteur d'activité | 21.9 |
| Paiements de transfert | 21.11 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés | 21.14 |
| Revenus | 21.14 |

Ministère

Objectifs

Fournir au gouvernement du Canada ainsi qu'aux ministères et organismes fédéraux d'excellents services juridiques, superviser toutes les affaires liées à l'administration de la justice au Canada qui ne sont pas de compétence provinciale ou territoriale et proposer, dans ce contexte, des initiatives de politique et de programme afin de veiller à ce que le Canada soit une société juste et respectueuse de la loi dotée d'un système de justice accessible, efficace, efficient et équitable.

Description des secteurs d'activité

Services gouvernementaux au client

Répondre aux besoins du gouvernement du Canada, de ses ministères et de ses organismes en matière de services juridiques ou législatifs de qualité, de la manière la plus efficace et la plus rentable possible et en conformité avec la loi et la politique gouvernementale.

Droit et orientation

Garantir un système national de justice souple, équitable, efficient et accessible en gérant l'élaboration, la mise à l'essai, la promotion et la mise en œuvre de la politique de justice touchant le droit pénal et le droit de la famille et des jeunes, d'une part, et assurer une administration publique équitable, efficace et responsable en gérant le cadre juridique du gouvernement de manière à respecter le droit administratif, le droit constitutionnel, le droit international, le droit des Autochtones, les droits de la personne et le droit d'accès à l'information, d'autre part.

Administration

Veiller à la gestion stratégique efficace du programme de l'administration de la justice en établissant des cadres et des services administratifs et de gestion intégrée qui permettent la gestion interne optimale du Ministère et de ses ressources.

Commission canadienne des droits de la personne

Objectifs

Promouvoir le principe selon lequel chacun doit avoir une chance égale de participer à toutes les sphères de la vie canadienne dans la mesure où cela est compatible avec ses devoirs et ses obligations au sein de la société.

Description des secteurs d'activité

Commission canadienne des droits de la personne

La Commission vise à faire cesser et à réduire les pratiques discriminatoires en traitant les plaintes de discrimination pour des motifs de distinction illicite énoncés dans la *Loi canadienne sur les droits de la personne*; en procédant, aux termes de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, à des vérifications de l'application de la loi auprès des ministères et organismes fédéraux et des entreprises du secteur privé assujetties à la réglementation fédérale; en faisant de la recherche et mettant en œuvre des programmes de sensibilisation publique; et en faisant la promotion des principes des droits de la personne, et ce, en collaboration étroite avec les autres ordres de gouvernement, les employeurs, les fournisseurs de services et les organismes communautaires.

Tribunal canadien des droits de la personne

Objectifs

Assurer l'application juste de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, en tenant des audiences équitables et efficaces.

Description des secteurs d'activité

Audiences publiques

Le secteur d'activité, Audiences publiques, examine des plaintes de discrimination et détermine s'il y a eu violation des lois. Le greffe crée le meilleur environne-

ment possible pour que les membres du Tribunal puissent tenir des audiences à différents endroits au Canada en leur assurant le soutien administratif continu qui est nécessaire. Le greffe planifie et organise les audiences et assure aux membres l'environnement propice à leur tenue.

Commissaire à la magistrature fédérale

Objectifs

Fournir le soutien administratif nécessaire pour aider une magistrature indépendante à s'adapter à l'ère de l'informatisation et administrer avec probité et prudence les dépenses autorisées par la partie I de la *Loi sur les juges*.

Description des secteurs d'activité

Magistrature fédérale

Le Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale offre divers services à la magistrature par l'intermédiaire des secteurs de services suivants : l'administration; le Conseil canadien de la magistrature; et les sommes à verser conformément à la *Loi sur les juges*.

- Administration — Ce secteur de services fournit à la magistrature fédérale des conseils sur l'interprétation de la partie I de la *Loi sur les juges*, communique au Ministre une liste à jour des candidats approuvés au poste de juge et fournit un soutien à la magistrature dans le domaine des finances, du personnel, de l'administration, de la formation, de l'édition et de l'informatique.
- Conseil canadien de la magistrature — Ce secteur de services s'occupe de l'administration du Conseil canadien de la magistrature en conformité avec la *Loi sur les juges*.
- Sommes à verser conformément à la *Loi sur les juges* — Ce secteur de services s'occupe du paiement

des traitements, des indemnités et de la pension des juges et de leurs survivants en conformité avec la *Loi sur les juges*.

Service administratif des tribunaux judiciaires

Objectifs

Le public a accès, de façon efficace et équitable, au processus judiciaire de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et de la Cour canadienne de l'impôt en temps opportun, dans l'une ou l'autre des langues officielles et de façon conforme aux lois pertinentes.

Description des secteurs d'activité

Services administratifs des tribunaux judiciaires

Ce secteur d'activité fournit aux Canadiens les services nécessaires pour assurer la responsabilité à l'égard de l'utilisation des fonds publics dédiés à l'administration de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et de la Cour canadienne de l'impôt, tout en assurant que l'accès du public à ces tribunaux est conforme au résultat stratégique du Service administratif des tribunaux judiciaires et en garantissant le principe de l'indépendance judiciaire. Ces services peuvent être divisés en trois secteurs de services, soit les opérations de greffe, les services de gestion et le soutien judiciaire. Ces trois secteurs de services ont trois extrants, soit l'amélioration de l'accès aux tribunaux judiciaires, la promotion de l'indépendance judiciaire et l'amélioration de la prestation des services. Ces trois extrants permettront à leur tour au secteur d'activité des services administratifs des tribunaux judiciaires d'atteindre son résultat stratégique.

Commission du droit du Canada

Objectifs

L'objectif de la Commission est de donner des conseils de façon indépendante sur l'amélioration, la modernisation et la réforme du droit canadien, de ses institutions et de ses procédures pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins changeants des Canadiens et de la société canadienne.

Description des secteurs d'activité

Commission du droit du Canada

La Commission du droit du Canada réalise son mandat en favorisant des recherches pertinentes qui incitent directement les Canadiens à renouveler le droit. La Commission élabore et met en œuvre des programmes de recherche qui aideront à comprendre le rôle que le droit peut et doit jouer dans la société canadienne.

La Commission utilise diverses formules pour consulter les juristes et les Canadiens en général. En plus de publier et de distribuer des rapports, la Commission utilise d'autres médias et tribunes, notamment en diffusant les résultats de ses études par des moyens électroniques, en parrainant des congrès et des colloques, en organisant des conférences de presse et des assemblées publiques.

Les résultats des recherches et des consultations de la Commission sont résumés dans des documents publics qui font connaître ses conclusions et ses propositions. Occasionnellement, celles-ci peuvent prendre la forme de recommandations présentées au Parlement.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Programme du Commissariat à l'information du Canada

Objectifs

Persuader les institutions fédérales d'adopter des pratiques en matière d'information conformes à la *Loi sur l'accès à l'information*; porter les questions d'interprétation appropriées de la *Loi sur l'accès à l'information* devant la Cour fédérale; mener rapidement des enquêtes approfondies et équitables concernant les plaintes déposées par des particuliers contre le gouvernement; favoriser la transparence au sein de la fonction publique fédérale; s'assurer que le Parlement connaît les activités du Commissariat, la situation générale du droit d'accès et toute autre question traitée dans la Loi qui nécessite une réforme; s'assurer que des fonctions auxiliaires internes sont en place pour appuyer les décisions et la responsabilisation de la direction du programme sur l'accès à l'information.

Description des secteurs d'activité

Accès à l'information du gouvernement

Enquêter sur les plaintes, revoir les propositions visant à modifier la législation sur l'accès à l'information, répondre aux demandes écrites ou téléphoniques, examiner jusqu'à quel point la Loi n'est pas respectée, régler les plaintes ou porter les causes devant le tribunal lorsqu'elles ne sont pas réglées et finalement favoriser l'adoption de politiques propres à un gouvernement transparent dans l'ensemble du système fédéral.

Services généraux

Prestation de services de soutien administratifs tels que les finances, le personnel, la technologie de l'information et l'administration générale.

Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada

Objectifs

S'assurer que les droits des plaignants aux termes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* sont respectés et que la vie privée des particuliers, relativement aux renseignements personnels les concernant, et qui sont détenus par une institution fédérale, sont protégés; inciter les institutions gouvernementales à adopter davantage de pratiques équitables en matière d'information; promouvoir l'adoption de pratiques compatibles avec les principes exposés dans le code type de l'Association canadienne de normalisation en ce qui concerne la protection des renseignements personnels; s'assurer du respect des droits des personnes qui déposent une plainte auprès du Commissariat en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*; et s'assurer que des fonctions auxiliaires internes sont en place pour appuyer les décisions et la responsabilisation de la direction du Programme sur la protection de la vie privée.

Description des secteurs d'activité*Protection des renseignements personnels (secteur public fédéral)*

Enquêter sur les plaintes, examiner et vérifier les résultats obtenus par le Ministère quant à la protection de la vie privée, répondre aux demandes écrites ou téléphoniques, évaluer l'incidence sur la vie privée des nouvelles technologies qui sont mises en application par les organismes d'État ou celles dont on étudie l'utilisation possible, vérifier le respect de la législation, conseiller le Parlement, les

ministères et les organismes fédéraux et enquêter sur les questions qui auront une incidence sur la vie privée des Canadiens.

Protection des renseignements personnels (secteur privé)

Effectuer et promouvoir des recherches concernant les questions et les pratiques relatives à la protection des renseignements personnels; promouvoir de saines pratiques de gestion à cet égard; renseigner les clients sur leurs droits et leurs responsabilités en ce qui concerne la divulgation, la collecte et l'utilisation des renseignements obtenus; s'occuper des plaintes sur le traitement des renseignements personnels; chercher des solutions grâce à la négociation, à la médiation ou à la conciliation et, s'il y a lieu, recourir aux tribunaux; enquêter sur les pratiques d'un organisme en matière de traitement des renseignements personnels et compléter le travail des provinces qui s'efforcent de protéger les renseignements personnels divulgués dans les activités commerciales.

Services généraux

Prestation de services de soutien administratifs tels que les finances, le personnel, la technologie de l'information et l'administration générale.

Cour suprême du Canada**Objectifs**

Fournir une cour générale d'appel pour le Canada.

Description des secteurs d'activité*Bureau du registraire*

Le Bureau du registraire fournit une gamme de services à la Cour, y compris le traitement de tous les documents déposés par les plaideurs et la préparation des affaires

pour l'audition et le jugement; la publication et la diffusion des arrêts de la Cour; le maintien de la base d'information nécessaire à la Cour; la communication de renseignements sur la Cour ainsi que la tenue et la conservation des documents et archives de la Cour. Le Bureau administre également les paiements législatifs suivants : les traitements, les indemnités et les pensions des juges; les pensions aux conjoints et aux enfants des juges; et les montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| ... | 533 850 000 | ... | ... | 533 850 000 | 1 | | | | |
| ... | ... | 4 927 722 | ... | 4 927 722 | 1a | | | | |
| ... | ... | 7 596 745 | ... | 7 596 745 | 1b | | | | |
| ... | ... | ... | 9 034 969 | 9 034 969 | | | | | |
| ... | ... | ... | 2 548 000 | 2 548 000 | | | | | |
| ... | ... | ... | (985 498) | (985 498) | | | | | |
| ... | 533 850 000 | 12 524 467 | 10 597 471 | 556 971 938 | | 498 303 170 | 58 668 768 | ... | 510 623 362 |
| ... | 389 604 000 | ... | ... | 389 604 000 | 5 | | | | |
| ... | ... | 2 200 000 | ... | 2 200 000 | 5a | | | | |
| ... | ... | ... | (9 034 969) | (9 034 969) | | | | | |
| ... | ... | ... | (675 000) | (675 000) | | | | | |
| ... | 389 604 000 | 2 200 000 | (9 709 969) | 382 094 031 | | 376 501 718 | 5 592 313 | ... | 418 915 694 |
| ... | 69 970 | ... | (248) | 69 722 | (S) | 69 722 | ... | ... | 68 930 |
| ... | 81 264 000 | ... | (13 204 698) | 68 059 302 | (S) | 68 059 302 | ... | ... | 63 810 561 |
| 20 679 | ... | ... | 6 049 | 26 728 | (S) | 21 548 | ... | 5 180 | 1 401 |
| ... | ... | ... | ... | ... | | ... | ... | ... | 50 |
| 20 679 | 1 004 787 970 | 14 724 467 | (12 311 395) | 1 007 221 721 | | 942 955 460 | 64 261 081 | 5 180 | 993 419 998 |
| Commission canadienne des droits de la personne | | | | | | | | | |
| ... | 18 270 000 | ... | ... | 18 270 000 | 10 | | | | |
| ... | ... | 1 800 000 | ... | 1 800 000 | 10a | | | | |
| ... | ... | ... | 130 000 | 130 000 | | | | | |
| ... | 18 270 000 | 1 800 000 | 130 000 | 20 200 000 | | 18 525 034 | 1 674 966 | ... | 19 546 174 |
| ... | 2 453 000 | ... | (37 169) | 2 415 831 | (S) | 2 415 831 | ... | ... | 2 670 475 |
| 38 | ... | ... | 10 | 48 | (S) | ... | 38 | 10 | 8 279 |
| 38 | 20 723 000 | 1 800 000 | 92 841 | 22 615 879 | | 20 940 865 | 1 675 004 | 10 | 22 224 928 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Crédit | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------|---|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 3 895 000 | ... | ... | 3 895 000 | 15 | Tribunal canadien des droits de la personne | | | | |
| ... | ... | 802 915 | ... | 802 915 | 15a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 17 000 | 17 000 | | Dépenses du programme | | | | |
| ... | 3 895 000 | 802 915 | 17 000 | 4 714 915 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 383 000 | ... | (39 934) | 343 066 | (S) | Total—Crédit 15 | 3 852 630 | 862 285 | ... | 3 984 683 |
| ... | ... | ... | 50 | 50 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 343 066 | ... | ... | 328 725 |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 50 | ... | ... | 151 |
| ... | 4 278 000 | 802 915 | (22 884) | 5 058 031 | | Total du programme—Budgétaire | 4 195 746 | 862 285 | ... | 4 313 559 |
| ... | 7 970 000 | ... | ... | 7 970 000 | 20 | Commissaire à la magistrature fédérale | | | | |
| ... | ... | 667 013 | ... | 667 013 | 20a | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 50 000 | ... | 50 000 | 20b | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 25 000 | 25 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 7 970 000 | 717 013 | 25 000 | 8 712 013 | | Total—Crédit 20 | 8 245 889 | 466 124 | ... | 7 478 402 |
| ... | 1 575 000 | ... | ... | 1 575 000 | 25 | Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 27 250 | ... | 27 250 | 25a | Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 420 000 | ... | 420 000 | 25b | Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | 1 575 000 | 447 250 | ... | 2 022 250 | | Total—Crédit 25 | 1 619 484 | 402 766 | ... | 1 751 342 |
| ... | 327 076 000 | ... | 5 911 707 | 332 987 707 | (S) | Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat | | | | |
| ... | 936 000 | ... | (113 543) | 822 457 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | | | | |
| ... | 337 557 000 | 1 164 263 | 5 823 164 | 344 544 427 | | Total du programme—Budgétaire | 343 675 537 | 868 890 | ... | 331 094 451 |

| | | | | | | | | | |
|---------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|--|--|-------------------|----------------|-----------------------|
| | | | | | Service administratif des tribunaux judiciaires | | | | |
| ... | 47 662 000 | ... | ... | 47 662 000 | 30 | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | 2 225 999 | ... | 2 225 999 | 30a | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | ... | 400 000 | 400 000 | | Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | ... | ... | 211 000 | 211 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | 47 662 000 | 2 225 999 | 611 000 | 50 498 999 | | Total—Crédit 30 | 49 642 666 | 856 333 | ... 48 549 674 |
| ... | 6 641 000 | ... | (903 268) | 5 737 732 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 5 737 732 | ... | ... 5 679 129 |
| ... | ... | ... | 3 816 | 3 816 | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 3 816 | ... | ... 125 000 |
| 25 000 | ... | ... | 1 482 | 26 482 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 26 482 | ... | ... 60 513 |
| 25 000 | 54 303 000 | 2 225 999 | (286 970) | 56 267 029 | | Total du programme—Budgétaire | 55 410 696 | 856 333 | ... 54 414 316 |
| | | | | | Commission du droit du Canada | | | | |
| ... | 2 966 000 | ... | ... | 2 966 000 | 35 | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | 147 150 | ... | 147 150 | 35b | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | ... | 18 000 | 18 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | 2 966 000 | 147 150 | 18 000 | 3 131 150 | | Total—Crédit 35 | 3 035 761 | 95 389 | ... 3 408 644 |
| ... | 184 000 | ... | 8 161 | 192 161 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 192 161 | ... | ... 204 262 |
| ... | 3 150 000 | 147 150 | 26 161 | 3 323 311 | | Total du programme—Budgétaire | 3 227 922 | 95 389 | ... 3 612 906 |
| | | | | | Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | | | | |
| | | | | | Programme du Commissariat à l'information du Canada | | | | |
| ... | 4 443 000 | ... | ... | 4 443 000 | 40 | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | 410 575 | ... | 410 575 | 40b | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | ... | 207 041 | 207 041 | | Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | ... | ... | 37 000 | 37 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | 4 443 000 | 410 575 | 244 041 | 5 097 616 | | Total—Crédit 40 | 4 886 941 | 210 675 | ... 4 799 708 |
| ... | 726 000 | ... | (56 882) | 669 118 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 669 118 | ... | ... 660 973 |
| 6 800 | ... | ... | ... | 6 800 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 6 800 | ... 6 825 |
| 6 800 | 5 169 000 | 410 575 | 187 159 | 5 773 534 | | Total du programme—Budgétaire | 5 556 059 | 217 475 | ... 5 467 506 |
| | | | | | Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada | | | | |
| ... | 3 918 000 | ... | ... | 3 918 000 | 45 | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | 6 440 190 | ... | 6 440 190 | 45a | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | ... | 468 500 | 468 500 | | Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | ... | ... | 54 000 | 54 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | 3 918 000 | 6 440 190 | 522 500 | 10 880 690 | | Total—Crédit 45 | 10 512 462 | 368 228 | ... 9 854 473 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|--------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | (S) | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 781 000 | ... | 408 542 | 1 189 542 | | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 189 542 | ... | ... | 1 237 818 |
| ... | 4 699 000 | 6 440 190 | 931 042 | 12 070 232 | | Total du programme—Budgétaire | 11 702 004 | 368 228 | ... | 11 092 291 |
| 6 800 | 9 868 000 | 6 850 765 | 1 118 201 | 17 843 766 | | Total Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada—Budgétaire | 17 258 063 | 585 703 | ... | 16 559 797 |
| Cour suprême du Canada | | | | | | | | | | |
| ... | 20 137 000 | ... | ... | 20 137 000 | 50 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 927 950 | ... | 927 950 | 50a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 163 000 | 163 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 20 137 000 | 927 950 | 163 000 | 21 227 950 | | Total—Crédit 50 | 19 884 195 | 1 343 755 | ... | 21 321 065 |
| ... | 4 461 000 | ... | 238 600 | 4 699 600 | (S) | Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat | 4 699 600 | ... | ... | 4 243 421 |
| ... | 2 553 000 | ... | (454 621) | 2 098 379 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 098 379 | ... | ... | 1 934 050 |
| 22 545 | ... | ... | 240 | 22 785 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 22 152 | 393 | 240 | ... |
| 22 545 | 27 151 000 | 927 950 | (52 781) | 28 048 714 | | Total du programme—Budgétaire | 26 704 326 | 1 344 148 | 240 | 27 498 536 |
| 75 062 | 1 461 817 970 | 28 643 509 | (5 613 663) | 1 484 922 878 | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 414 368 615 | 70 548 833 | 5 430 | 1 453 138 491 |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Services gouvernementaux au client | 503 118 206 | 457 653 052 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 503 118 206 | 457 653 052 |
| Droit et orientation | 40 832 053 | 38 390 457 | ... | ... | 382 094 031 | 376 501 718 | ... | ... | ... | ... | 422 926 084 | 414 892 175 |
| Administration | 81 177 431 | 70 410 233 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 81 177 431 | 70 410 233 |
| Total du ministère—Budgétaire | 625 127 690 | 566 453 742 | ... | ... | 382 094 031 | 376 501 718 | ... | ... | ... | ... | 1 007 221 721 | 942 955 460 |
| Commission canadienne des droits de la personne— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 22 615 879 | 20 940 865 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 22 615 879 | 20 940 865 |
| Tribunal canadien des droits de la personne | | | | | | | | | | | | |
| Audiences publiques | 5 058 031 | 4 195 746 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 5 058 031 | 4 195 746 |
| Total du programme—Budgétaire | 5 058 031 | 4 195 746 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 5 058 031 | 4 195 746 |
| Commissaire à la magistrature fédérale | | | | | | | | | | | | |
| Magistrature fédérale | 344 819 427 | 343 894 665 | ... | ... | ... | ... | 275 000 | 219 128 | ... | ... | 344 544 427 | 343 675 537 |
| Revenus affectés aux dépenses | (275 000) | (219 128) | ... | ... | ... | ... | (275 000) | (219 128) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 344 544 427 | 343 675 537 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 344 544 427 | 343 675 537 |
| Service administratif des tribunaux judiciaires— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 56 267 029 | 55 410 696 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 56 267 029 | 55 410 696 |
| Commission du droit du Canada— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 3 323 311 | 3 227 922 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3 323 311 | 3 227 922 |
| Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | | | | | | | | | | | | |
| Programme du Commissariat à l'information du Canada | | | | | | | | | | | | |
| Accès à l'information du gouvernement | 4 340 885 | 4 123 410 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 4 340 885 | 4 123 410 |
| Services généraux | 1 432 649 | 1 432 649 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 432 649 | 1 432 649 |
| Total du programme—Budgétaire | 5 773 534 | 5 556 059 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 5 773 534 | 5 556 059 |

Programmes par secteur d'activité—Fin

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada | | | | | | | | | | | | |
| Protection des renseignements personnels (secteur public fédéral) | 4 020 000 | 3 745 058 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 4 020 000 | 3 745 058 |
| Protection des renseignements personnels (secteur privé) | 6 871 232 | 6 482 240 | ... | ... | 500 000 | 367 409 | ... | ... | ... | ... | 7 371 232 | 6 849 649 |
| Services généraux | 679 000 | 1 107 297 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 679 000 | 1 107 297 |
| Total du programme—Budgétaire | 11 570 232 | 11 334 595 | ... | ... | 500 000 | 367 409 | ... | ... | ... | ... | 12 070 232 | 11 702 004 |
| Total Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada—Budgétaire | 17 343 766 | 16 890 654 | ... | ... | 500 000 | 367 409 | ... | ... | ... | ... | 17 843 766 | 17 258 063 |
| Cour suprême du Canada | | | | | | | | | | | | |
| Bureau du registraire | 28 048 714 | 26 704 326 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 28 048 714 | 26 704 326 |
| Total du programme—Budgétaire | 28 048 714 | 26 704 326 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 28 048 714 | 26 704 326 |
| Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 102 328 847 | 1 037 499 488 | ... | ... | 382 594 031 | 376 869 127 | ... | ... | ... | ... | 1 484 922 878 | 1 414 368 615 |

Paievements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------------|----------------|---|--|-----|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Droit et orientation | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| ... | 18 170 | ... | ... | 18 170 | 18 170 | ... | ... | 18 170 | ... |
| ... | 1 140 | ... | ... | 1 140 | ... | 1 140 | ... | 1 140 | ... |
| ... | 12 274 | ... | ... | 12 274 | 12 274 | ... | ... | 12 274 | ... |
| ... | 7 220 | ... | ... | 7 220 | 7 220 | ... | ... | 5 495 | ... |
| ... | 8 620 | ... | ... | 8 620 | 8 620 | ... | ... | 6 620 | ... |
| ... | 26 600 | ... | ... | 26 600 | 26 600 | ... | ... | 26 600 | ... |
| ... | 268 345 | ... | ... | 268 345 | 268 345 | ... | ... | 268 345 | ... |
| ... | 38 600 | ... | ... | 38 600 | 38 600 | ... | ... | 38 600 | ... |
| ... | 100 000 | ... | ... | 100 000 | 100 000 | ... | ... | 100 000 | ... |
| ... | 510 631 | ... | (279 131) | 231 500 | 231 500 | ... | ... | 217 762 | ... |
| ... | 100 000 | ... | ... | 100 000 | 100 000 | ... | ... | ... | ... |
| ... | 50 000 | ... | ... | 50 000 | 10 000 | 40 000 | ... | ... | ... |
| ... | 2 210 900 | ... | (259 098) | 1 951 802 | 1 801 582 | 150 220 | ... | 2 626 752 | ... |
| ... | 500 000 | ... | (139 253) | 360 747 | 307 507 | 53 240 | ... | 134 716 | ... |
| ... | 200 000 | ... | (100 000) | 100 000 | 82 602 | 17 398 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 31 396 733 | ... |
| ... | 4 052 500 | ... | (777 482) | 3 275 018 | 3 013 020 | 261 998 | ... | 34 853 207 | ... |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Droit et orientation | | | | | | | | | |
| ... | 188 652 100 | ... | ... | 188 652 100 | 188 652 100 | ... | ... | 195 702 596 | ... |
| ... | 9 906 500 | ... | (7 800 000) | 2 106 500 | 1 944 150 | 162 350 | ... | 1 520 100 | ... |
| ... | 4 836 363 | ... | ... | 4 836 363 | 4 836 363 | ... | ... | 4 729 348 | ... |
| ... | 2 729 983 | ... | 67 342 | 2 797 325 | 2 778 728 | 18 597 | ... | 2 286 219 | ... |

Paiements de transfert—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 7 350 000 | ... | (136 616) | 7 213 384 | Contributions versées en vertu du Fonds de la stratégie sur la justice applicable aux Autochtones | 7 041 464 | 171 920 | ... | 6 873 209 |
| ... | 16 029 500 | ... | (254 532) | 15 774 968 | Contributions en vertu du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant | 15 774 968 | ... | ... | 15 140 001 |
| ... | 4 856 593 | ... | ... | 4 856 593 | Contributions aux Territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques) | 4 970 593 | (114 000) | ... | 4 742 593 |
| ... | 9 890 500 | ... | (2 240 902) | 7 649 598 | Contributions à l'appui du Fonds pour le renouvellement du système de justice pour les jeunes | 7 034 631 | 614 967 | ... | 9 392 121 |
| ... | 1 425 000 | ... | (124 695) | 1 300 305 | Contributions à l'appui de l'Initiative sur les victimes d'actes criminels | 1 295 814 | 4 491 | ... | 1 522 640 |
| ... | 3 223 901 | ... | (234 687) | 2 989 214 | Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles | 2 899 410 | 89 804 | ... | 1 717 253 |
| ... | 5 437 199 | ... | (2 330 754) | 3 106 445 | Contributions pour appuyer la mise en œuvre des obligations de la Loi sur les contraventions relatives aux langues officielles | 3 106 445 | ... | ... | 3 200 000 |
| ... | 124 827 507 | ... | ... | 124 827 507 | Contribution aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique | 124 713 507 | 114 000 | ... | 114 941 507 |
| ... | 950 000 | ... | 234 687 | 1 184 687 | Contributions à l'appui de projets pilotes d'aide juridique | 1 165 987 | 18 700 | ... | 1 199 948 |
| ... | 1 400 000 | ... | (675 461) | 724 539 | Contributions à l'appui de l'assignation d'avocats par la Cour fédérale | 724 538 | 1 | ... | 756 493 |
| ... | 250 000 | ... | ... | 250 000 | Contributions à l'appui de l'assignation d'avocats par la Cour fédérale—Situations d'aide juridique uniques | 250 000 | ... | ... | ... |
| ... | 2 500 000 | ... | (2 200 000) | 300 000 | Contributions à l'appui de l'aide juridique—Sécurité publique et lutte contre le terrorisme | 300 000 | ... | ... | ... |
| ... | 1 286 354 | ... | (250 000) | 1 036 354 | Programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie | ... | 1 036 354 | ... | ... |
| ... | ... | 2 200 000 | ... | 2 200 000 | Contributions aux provinces à l'appui des substituts du procureur général liés aux équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés financiers | ... | 2 200 000 | ... | ... |
| ... | ... | ... | 7 013 131 | 7 013 131 | Contribution à la Colombie-Britannique pour le procès lié à l'écrasement d'Air India | 6 000 000 | 1 013 131 | ... | 9 409 136 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 10 929 323 |
| ... | 385 551 500 | 2 200 000 | (8 932 487) | 378 819 013 | Total—Contributions | 373 488 698 | 5 330 315 | ... | 384 062 487 |
| ... | 389 604 000 | 2 200 000 | (9 709 969) | 382 094 031 | Total du ministère | 376 501 718 | 5 592 313 | ... | 418 915 694 |

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada

Contributions

Protection des renseignements personnels (secteur privé)

Contributions à l'appui d'activités de recherche et de promotion liées à la protection des renseignements personnels

| | | | | | | | | | |
|-----|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|--|--------------------|------------------|-----|--------------------|
| ... | ... | 500 000 | ... | 500 000 | | | | | |
| ... | ... | 500 000 | ... | 500 000 | Total du programme | 367 409 | 132 591 | ... | ... |
| ... | ... | 500 000 | ... | 500 000 | Total Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | 367 409 | 132 591 | ... | ... |
| ... | 389 604 000 | 2 700 000 | (9 709 969) | 382 594 031 | Total du portefeuille ministériel | 376 869 127 | 5 724 904 | ... | 418 915 694 |

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|--|--|--|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| Commissaire à la magistrature fédérale | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Magistrature fédérale | | | |
| Formation Judicom | 92 800 | 92 800 | 100 230 |
| Frais de service du Bureau du juge-arbitre | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| Entente administrative avec l'Agence canadienne de développement international | 132 200 | 76 328 | 84 047 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 275 000 | 219 128 | 234 277 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Autres ministères | 46 151 | 12 128 |
| Divers | 1 263 040 | 900 642 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 39 499 649 | 775 791 |
| | 40 808 840 | 1 688 561 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Services de nature réglementaire— | | |
| Enregistrement de divorces | 729 772 | 668 039 |
| Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales | 6 409 977 | 5 592 737 |
| | 7 139 749 | 6 260 776 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 6 049 | 20 679 |
| Revenus divers— | | |
| Amendes—Territoires du Nord-Ouest | 3 200 | 6 750 |
| Amendes et confiscations | 960 983 | 1 012 675 |
| Location de résidences et services publics | 344 800 | 335 117 |
| Société d'État facturé | 332 439 | 366 766 |
| Brevets et redevances | 50 689 | 67 499 |
| Services de nature non réglementaire | 145 533 417 | 131 580 439 |
| Divers | 634 554 | 153 045 |
| | 147 860 082 | 133 522 291 |
| Total du ministère | 195 814 720 | 141 492 307 |
| Commission canadienne des droits de la personne | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 3 338 | 21 115 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 29 387 | 12 089 |
| | 32 725 | 33 204 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 10 | 38 |
| Revenus divers | 130 | 480 |
| Total du programme | 32 865 | 33 722 |

Revenus—*Suite*

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|--|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Tribunal canadien des droits de la personne | | | | | |
| Autres revenus— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | ... | 1 719 | | | |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 3 700 | 4 977 | | | |
| | 3 700 | 6 696 | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 50 | 151 | | | |
| Revenus divers | 16 | 25 | | | |
| Total du programme | 3 766 | 6 872 | | | |
| Commissaire à la magistrature fédérale | | | | | |
| Autres revenus— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | | |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 7 788 | ... | | | |
| Ventes de biens et de services— | | | | | |
| Services de nature non réglementaire | 219 127 | 234 277 | | | |
| Revenus divers— | | | | | |
| Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction publique—Juges | 8 780 811 | 9 989 084 | | | |
| Total du programme | 9 007 726 | 10 223 361 | | | |
| Service administratif des tribunaux judiciaires | | | | | |
| Autres revenus— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 47 703 | 29 865 | | | |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | ... | 82 817 | | | |
| | 47 703 | 112 682 | | | |
| Ventes de biens et de services— | | | | | |
| Services de nature réglementaire— | | | | | |
| Droits de dépôt | 1 521 354 | 1 332 897 | | | |
| Dépenses de la Cour | 36 319 | 35 550 | | | |
| | 1 557 673 | 1 368 447 | | | |
| Ventes de biens et de produits d'information— | | | | | |
| Ventes de photocopies | 263 770 | 39 495 | | | |
| Autres frais et droits | 60 | 120 | | | |
| | 1 821 503 | 1 408 062 | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 1 482 | 68 895 | | | |
| | | | | | |
| | | | Revenus divers— | | |
| | | | Amendes de la Cour | 166 000 | 1 960 000 |
| | | | Divers | 3 321 672 | 2 401 212 |
| | | | | 3 487 672 | 4 361 212 |
| | | | Total du programme | 5 358 360 | 5 950 851 |
| | | | Commission du droit du Canada | | |
| | | | Autres revenus— | | |
| | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 597 | 17 636 |
| | | | Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 5 603 | 4 089 |
| | | | | 6 200 | 21 725 |
| | | | Revenus divers | 10 | ... |
| | | | Total du programme | 6 210 | 21 725 |
| | | | Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | | |
| | | | Programme du Commissariat à l'information du Canada | | |
| | | | Autres revenus— | | |
| | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 9 370 | 4 880 |
| | | | Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 2 000 | 3 600 |
| | | | | 11 370 | 8 480 |
| | | | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 13 625 |
| | | | Total du programme | 11 370 | 22 105 |
| | | | Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada | | |
| | | | Autres revenus— | | |
| | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | ... | 142 951 |
| | | | Total du programme | ... | 142 951 |
| | | | Total Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | 11 370 | 165 056 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|--------------------------|---|
| | \$ | \$ |
| Cour suprême du Canada | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 29 068 | 5 786 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 107 766 | 72 534 |
| | <hr/> | <hr/> |
| | 136 834 | 78 320 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Location et utilisation de biens publics | 1 009 | 1 299 |
| Ventes de biens et de produits d'information— | | |
| Vente de communiqués de la Cour suprême | 6 810 | 8 890 |
| Ventes de raisons d'arrêt | 11 095 | 19 422 |
| | 17 905 | 28 312 |
| Autres frais et droits— | | |
| Photocopies | 30 394 | 26 090 |
| Frais d'enregistrement | 58 933 | 57 993 |
| Divers | 22 402 | 20 014 |
| | 111 729 | 104 097 |
| | <hr/> | <hr/> |
| | 130 643 | 133 708 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 240 | 22 545 |
| Revenus divers— | | |
| Contributions des juges pour des rentes | 71 097 | 69 606 |
| Total du programme | <hr/> 338 814 | <hr/> 304 179 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 41 055 160 | 2 092 619 |
| Ventes de biens et de services | 9 311 022 | 8 036 823 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 7 831 | 125 933 |
| Revenus divers | 160 199 818 | 147 942 698 |
| Total du portefeuille ministériel | <hr/> 210 573 831 | <hr/> 158 198 073 ⁽¹⁾ |

(1) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

SECTION 22

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Parlement

Sénat

Chambre des communes

Bibliothèque du Parlement

Commissariat à l'éthique

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 22.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 22.5 |
| Programmes par secteur d'activité | 22.7 |
| Paievements de transfert | 22.8 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés ... | 22.9 |
| Revenus | 22.10 |

Sénat

Objectifs

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer son propre fonctionnement.

Le Sénat exerce quatre grandes fonctions : représenter les intérêts des régions, des provinces et des minorités; faire enquête sur des dossiers d'intérêt national; délibérer; légiférer.

Les sénateurs exercent ces fonctions soit individuellement par l'entremise de leurs bureaux, ou collectivement par l'intermédiaire des délibérations à la Chambre et aux comités du Sénat. L'administration du Sénat assure les services de soutien nécessaires aux sénateurs pour exécuter leurs fonctions parlementaires.

Description des secteurs d'activité

Sénateurs et bureaux des sénateurs

Prestation aux sénateurs des services prévus par la loi, comme l'autorisent la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*. Les dépenses de fonctionnement des bureaux des sénateurs sont payées conformément aux politiques et aux lignes directrices établies.

Les dépenses comprises dans ces deux catégories sont les suivantes : indemnités de session et de fonction des sénateurs, et cotisations aux régimes de retraite; allocations de retraite; frais de déplacement et de communication; dépenses de recherche et de bureau des sénateurs, y compris les dépenses de personnel et le coût du matériel et des services nécessaires au fonctionnement de leurs bureaux respectifs; fonds de recherche pour les caucus.

Fonctionnement de la Chambre

Prestation du soutien et des services nécessaires aux sénateurs pour leur travail à la Chambre du Sénat, c'est-à-dire délibérer et approuver des projets de loi, présen-

ter des pétitions, discuter des rapports des comités et participer à des cérémonies. Ces fonctions sont exercées conformément au Règlement du Sénat, à la procédure parlementaire, aux règles de préséance et aux décisions du Président.

Les dépenses liées à ce secteur d'activité sont les suivantes : rémunération additionnelle des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses de personnel et dépenses relatives au fonctionnement des bureaux des hauts fonctionnaires du Sénat; traitements et autres dépenses de fonctionnement relatives au greffier du Sénat, au sous-greffier, au légiste et au huissier du bâton noir; journaux, compte rendu des débats et publications dans les deux langues officielles; programme des pages du Sénat; échanges parlementaires.

Comités et associations

Soutien aux sénateurs qui font partie de comités permanents, de comités spéciaux et de comités mixtes. Les comités sont chargés d'étudier à fond les projets de loi et d'approuver des projets de loi modificatifs en se fondant sur les témoignages d'experts et sur les conseils juridiques d'experts en droit. Ils examinent des sujets d'intérêt public, font des recommandations et étudient les propositions de dépenses du gouvernement.

Les sénateurs participent aussi aux activités des associations parlementaires et des groupes d'amitié. Ils représentent le Canada dans des forums internationaux où l'on discute de dossiers importants pour la population canadienne.

Les dépenses liées à ce secteur d'activité sont les suivantes : comités et associations parlementaires; compte rendu des débats et service de publication; télédiffusion des délibérations des comités.

Soutien administratif

Soutien nécessaire à la prestation efficace, efficiente et économique des programmes décrits sous les trois autres rubriques de fonctions du Sénat. Fourniture des lo-

caux et de l'équipement, des outils, de l'information, du matériel et des services, et des conseils spécialisés sur tous les aspects des activités.

Les dépenses comprises dans ce secteur d'activité sont les suivantes : services financiers et gestion du matériel; ressources humaines; services de sécurité; services de communication et d'information; gestion de la technologie de l'information; aménagement et entretien des locaux; services de poste, de messagerie et d'imprimerie; réparations, métiers et transports.

Chambre des communes

Objectifs

L'administration de la Chambre des communes soutient les activités que les députés exercent individuellement et collectivement à titre de représentants de 301 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus.

Description des secteurs d'activité

Circonscription

Les ressources fournies servent à appuyer le rôle des députés à titre de représentants élus de 301 circonscriptions. À ce titre, les députés s'acquittent de leurs responsabilités de la même manière qu'ils le feraient pour l'exploitation de 301 petites entreprises. Ils reçoivent des services et du soutien conformément à la *Loi sur le Parlement du Canada*, aux règlements administratifs du Bureau de régie interne, au Règlement de la Chambre et aux décisions du Président. Les autres services qui soutiennent le travail des députés dans les circonscriptions sont également fournis conformément aux lignes directrices et aux normes établies par le Bureau.

Les coûts compris dans ce secteur d'activité sont les suivants : les traitements et allocations des députés, y compris les contributions aux régimes de pension des

députés; le budget des bureaux des députés, y compris la rémunération du personnel, les dépenses de bureau et les déplacements dans la circonscription; la communication avec les commettants, y compris les frais de déplacement et de communications; le matériel et les services fournis par la Chambre; les autres frais relatifs au personnel; et les coûts d'administratifs de l'institution attribuables au soutien de cette activité.

Chambre

Les ressources fournies servent à appuyer le rôle des députés à titre de législateurs à la Chambre. À la Chambre, les députés doivent se conformer au Règlement de la Chambre, à la procédure parlementaire, à la jurisprudence et aux décisions du Président. Dans l'exercice de ces fonctions, les députés ont besoin de toute une gamme de services, dont les suivants : journaux; programme de pages; comptes rendus (débat); services des publications (y compris le service de l'index); recherches en matière de procédure; services législatifs; télédiffusion parlementaire. Les coûts administratifs de l'institution à l'appui de cette activité sont aussi compris dans ce secteur d'activité.

Comité

Les ressources et le financement fournis servent à appuyer les activités exercées par les députés au sein des comités permanents et des comités spéciaux ou mixtes. Ce rôle est essentiel, car la Chambre des communes confie à ses comités l'étude approfondie de projets de loi ainsi que l'examen minutieux des programmes et politiques du gouvernement. Les députés font également partie d'associations parlementaires et de groupes d'amitié et se joignent à des délégations qui participent à des échanges parlementaires. Des conseils professionnels leurs sont proposés sur des questions de fond qui touchent le travail de ces associations et les échanges. Dans l'exercice de ces fonctions, les députés ont besoin de toute une gamme de services, dont les suivants : comités; affaires internationales et interparlementaires; comptes rendus (témoignages de comités);

services des publications (y compris le service de l'index); recherche en matière de procédure; et télédiffusion parlementaires. Les coûts administratifs de l'institution à l'appui de cette activité sont compris dans ce secteur d'activité.

Caucus

Les ressources fournies servent à appuyer les députés dans leurs rencontres avec divers groupes ainsi que dans leurs relations avec les membres de leur caucus. Ce domaine englobe le soutien offert aux bureaux de recherches des partis et aux agents supérieurs de la Chambre (président, vice-président, leaders à la Chambre, whips et leurs adjoints respectifs). Le statut de chaque député est conféré par la Constitution et la *Loi sur le Parlement du Canada*. Les règlements administratifs du Bureau de régie interne définissent avec plus de précision la latitude laissée aux députés dans divers domaines. Les dépenses liées à ce secteur d'activité sont les suivantes : la rémunération additionnelle des agents supérieurs de la Chambre; le budget des bureaux de recherches, des chefs de parti et des autres bureaux des agents supérieurs de la Chambre, y compris les frais de personnel et les frais de fonctionnement; les autres frais relatifs au personnel; et les coûts administratifs de l'institution pour l'appui de ce secteur d'activité.

Institution

Ce secteur d'activité comprend les ressources pour le personnel administratif de la Chambre des communes. Les employés de la Chambre sont chargés de fournir des services aux députés élus pour une législature et, de plus, sont en permanence au service de la Chambre en tant qu'institution. Le Programme d'orientation destiné aux nouveaux députés permet de faire connaître aux nouveaux venus les règlements administratifs du Bureau de régie interne, les politiques administratives ainsi que les règles de procédure et les précédents établis par les législatures antérieures et qui serviront d'appui aux législatures futures. Le personnel de la Chambre s'efforce de toujours bien représenter l'institution et de

soutenir le travail des députés dans leur rôle de représentants des 301 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus. Les fonds sont affectés à ce qui suit : politique et gestion (bureaux du greffier, du greffier adjoint, du sous-greffier et du sergent d'armes); services juridiques; services corporatifs, y compris finances et ressources humaines; services de l'information; service de la cité parlementaire y compris les services des immeubles, de logistique, des télécommunications et de sécurité; Tribune de la presse canadienne.

Bibliothèque du Parlement

Objectifs

Offrir au Parlement, en temps opportun, des services complets et fiables d'information, de documentation, de recherche et d'analyse, ainsi que des collections riches et pertinentes pour appuyer les fonctions de législation et de représentation, et fournir au public de l'information sur le Parlement du Canada.

Description des secteurs d'activité

Services aux parlementaires

En tant que clients principaux de la Bibliothèque, les parlementaires et les membres de leur personnel se voient offrir une vaste gamme de services et de produits pour leur travail individuel ou collectif en Chambre, en comité et dans les circonscriptions ou les régions. Les services de recherche et d'analyse sont offerts exclusivement aux parlementaires.

Services aux clients autorisés

Les autres clients autorisés se voient offrir des services d'information et de référence personnalisés et une aide de nature variée, conforme aux lignes directrices relatives au niveau de service. Comme elle le fait pour les parlementaires, la Bibliothèque doit continuellement

revoir les services et les produits offerts à ces clients afin de satisfaire à leurs besoins changeants.

Mettre des collections à la disposition du Parlement

La Bibliothèque veille à l'enrichissement et au maintien de ses collections grâce à une acquisition judicieuse et au catalogage attentif des livres et des documents, ainsi qu'à l'analyse des nouveaux médias. Par la préservation des collections historiques, la Bibliothèque fait en sorte que le patrimoine culturel et politique du Canada demeure accessible aux générations actuelles et futures.

Services au public

La Bibliothèque du Parlement fournit un large éventail de services et de programmes au public, dont des visites guidées, des programmes d'animation théâtrale, un centre téléphonique de renseignements, le Forum des enseignantes et des enseignants sur la démocratie parlementaire canadienne et une boutique de souvenirs.

Services liés à l'infrastructure

Une vaste gamme de services de soutien permet à la Bibliothèque de fonctionner efficacement et d'atteindre ses objectifs.

Commissariat à l'éthique

Objectifs

Les opérations du Commissariat à l'éthique se définissent sous trois activités : les communications, les opérations et le développement des politiques.

Les communications définissent l'orientation stratégique des rapports du Commissariat à l'éthique avec la Chambre des communes, les comités parlementaires, les députés et les titulaires de charge publique ainsi qu'avec les intervenants extérieurs.

Les opérations présentent trois volets : la vérification, la prestation d'avis et de conseils indépendants et les enquêtes. La vérification consiste en des opérations comme la déclaration confidentielle des intérêts privés, la prestation d'avis et de conseils, la déclaration au public de certains éléments d'actif et de passif, les activités, les cadeaux, les marques d'hospitalité et les avantages, l'établissement de fiducies sans droit de regard ou d'accords de gestion sans droit de regard et d'examen annuels. La prestation d'avis et de conseils indépendants intervient lorsqu'un député, un titulaire de charge publique ou le premier ministre présente une demande d'avis de conseils concernant l'application du Code régissant les conflits d'intérêts des députés ou les principes, les règles et les obligations éthiques imposés par le premier ministre aux titulaires de charge publique. Les enquêtes peuvent être menées pour les députés et pour les titulaires de charge publique tels que les ministres, les ministres d'État et les secrétaires parlementaires.

Le développement des politiques a pour objectif d'élaborer des politiques et des pratiques en vue d'offrir aux clients des avis et des conseils judicieux et uniformes concernant l'application du Code régissant la conduite des députés et du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique et ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| ... | 45 514 450 | ... | ... | 45 514 450 | 1 | | | | |
| ... | ... | 1 740 000 | ... | 1 740 000 | 1b | | | | |
| ... | 45 514 450 | 1 740 000 | ... | 47 254 450 | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| ... | 22 380 850 | ... | (1 084 398) | 21 296 452 | (S) | 44 029 672 | 3 224 778 | ... | 44 165 170 |
| ... | 5 657 200 | ... | 468 407 | 6 125 607 | (S) | 21 290 685 | 5 767 | ... | 22 910 911 |
| ... | ... | ... | ... | ... | | 5 331 265 | 794 342 | ... | 5 105 792 |
| ... | ... | ... | ... | ... | | ... | ... | ... | 8 710 |
| ... | 73 552 500 | 1 740 000 | (615 991) | 74 676 509 | | 70 651 622 | 4 024 887 | ... | 72 190 583 |
| | | | | | | | | | |
| ... | 212 498 020 | ... | ... | 212 498 020 | 5 | | | | |
| ... | ... | 15 844 507 | ... | 15 844 507 | 5a | | | | |
| ... | ... | 14 179 135 | ... | 14 179 135 | 5b | | | | |
| ... | 212 498 020 | 30 023 642 | ... | 242 521 662 | | | | | |
| ... | 102 377 823 | 6 692 637 | (850 795) | 108 219 665 | (S) | 228 795 838 | 13 725 824 | ... | 202 806 652 |
| ... | 31 687 001 | ... | (1 999 541) | 29 687 460 | (S) | 108 219 665 | ... | ... | 104 544 676 |
| ... | 346 562 844 | 36 716 279 | (2 850 336) | 380 428 787 | | 366 702 963 | 13 725 824 | ... | 333 133 492 |
| | | | | | | | | | |
| ... | 26 066 000 | ... | ... | 26 066 000 | 10 | | | | |
| ... | 4 372 000 | ... | (658 230) | 3 713 770 | (S) | 25 823 798 | 242 202 | ... | 24 687 793 |
| ... | 30 438 000 | ... | (658 230) | 29 779 770 | | 29 537 568 | 242 202 | ... | 28 162 316 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|--------------------------------------|-------------------|----------------------------|------------------------------|-----|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | \$ | | | | \$ | | | | |
| ... | ... | 3 718 700 | ... | 3 718 700 | 12a | Commissariat à l'éthique ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | 289 722 | 289 722 | (S) | Dépenses du programme | 3 585 453 | 133 247 | ... | ... |
| ... | ... | ... | 289 722 | 289 722 | | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 289 722 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 3 718 700 | 289 722 | 4 008 422 | | Total du programme—Budgétaire | 3 875 175 | 133 247 | ... | ... |
| ... | 450 553 344 | 42 174 979 | (3 834 835) | 488 893 488 | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 470 767 328 | 18 126 160 | ... | 433 486 391 |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Commissariat à l'éthique a été créé.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Sénat | | | | | | | | | | | | |
| Sénateurs et bureaux des sénateurs | 35 277 738 | 33 996 682 | ... | ... | 177 970 | 177 970 | ... | ... | ... | ... | 35 455 708 | 34 174 652 |
| Fonctionnement de la Chambre | 5 915 997 | 5 558 305 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 5 915 997 | 5 558 305 |
| Comités et associations | 8 138 578 | 7 329 883 | ... | ... | 364 183 | 364 183 | ... | ... | ... | ... | 8 502 761 | 7 694 066 |
| Soutien administratif | 24 802 043 | 23 224 599 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 24 802 043 | 23 224 599 |
| Total du programme—Budgétaire | 74 134 356 | 70 109 469 | ... | ... | 542 153 | 542 153 | ... | ... | ... | ... | 74 676 509 | 70 651 622 |
| Chambre des communes | | | | | | | | | | | | |
| Circonscription | 252 907 907 | 238 631 017 | ... | ... | ... | ... | 242 266 | 242 266 | ... | ... | 252 665 641 | 238 388 751 |
| Chambre | 20 556 734 | 19 187 734 | ... | ... | ... | ... | 34 620 | 34 620 | ... | ... | 20 522 114 | 19 153 114 |
| Comité | 19 520 077 | 18 823 691 | ... | ... | 1 602 146 | 1 602 146 | 78 296 | 78 296 | ... | ... | 21 043 927 | 20 347 541 |
| Caucus | 26 486 858 | 26 831 537 | ... | ... | ... | ... | 72 059 | 72 059 | ... | ... | 26 414 799 | 26 759 478 |
| Institution | 60 482 895 | 62 754 668 | ... | ... | ... | ... | 700 589 | 700 589 | ... | ... | 59 782 306 | 62 054 079 |
| Sous-total | 379 954 471 | 366 228 647 | ... | ... | 1 602 146 | 1 602 146 | 1 127 830 | 1 127 830 | ... | ... | 380 428 787 | 366 702 963 |
| Revenus affectés aux dépenses | (1 127 830) | (1 127 830) | ... | ... | ... | ... | (1 127 830) | (1 127 830) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 378 826 641 | 365 100 817 | ... | ... | 1 602 146 | 1 602 146 | ... | ... | ... | ... | 380 428 787 | 366 702 963 |
| Bibliothèque du Parlement | | | | | | | | | | | | |
| Services aux parlementaires | 14 918 000 | 14 938 004 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 14 918 000 | 14 938 004 |
| Services aux clients autorisés | 1 447 000 | 373 226 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 447 000 | 373 226 |
| Mettre des collections à la disposition du Parlement | 4 479 000 | 1 126 906 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 4 479 000 | 1 126 906 |
| Services au public | 2 992 000 | 3 651 595 | ... | ... | ... | ... | 1 000 000 | 782 319 | ... | ... | 1 992 000 | 2 869 276 |
| Services liés à l'infrastructure | 6 943 770 | 10 230 156 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 943 770 | 10 230 156 |
| Sous-total | 30 779 770 | 30 319 887 | ... | ... | ... | ... | 1 000 000 | 782 319 | ... | ... | 29 779 770 | 29 537 568 |
| Revenus affectés aux dépenses | (1 000 000) | (782 319) | ... | ... | ... | ... | (1 000 000) | (782 319) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 29 779 770 | 29 537 568 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 29 779 770 | 29 537 568 |
| Commissariat à l'éthique | | | | | | | | | | | | |
| Politiques | 476 000 | 242 906 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 476 000 | 242 906 |
| Communication | 524 300 | 119 270 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 524 300 | 119 270 |
| Opérations | 2 145 700 | 1 161 723 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 145 700 | 1 161 723 |
| Services ministériels | 862 422 | 2 351 276 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 862 422 | 2 351 276 |
| Total du programme—Budgétaire | 4 008 422 | 3 875 175 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 4 008 422 | 3 875 175 |
| Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 486 749 189 | 468 623 029 | ... | ... | 2 144 299 | 2 144 299 | ... | ... | ... | ... | 488 893 488 | 470 767 328 |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|---|---|-------|---|---|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Sénat | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| ... | 167 000 | ... | 10 970 | 177 970 | Sénateurs et bureaux des sénateurs | 177 970 | ... | ... | 172 970 |
| | | | | | (S) Pensions aux sénateurs à la retraite | | | | |
| | | | | | Contributions | | | | |
| ... | 289 600 | ... | 74 583 | 364 183 | Comités et associations | 364 183 | ... | ... | 645 515 |
| | | | | | Contributions aux associations parlementaires | | | | |
| ... | 456 600 | ... | 85 553 | 542 153 | Total du programme | 542 153 | ... | ... | 818 485 |
| | | | | | Chambre des communes | | | | |
| | | | | | Contributions | | | | |
| ... | 749 210 | ... | 852 936 | 1 602 146 | Comité | 1 602 146 | ... | ... | 1 132 610 |
| | | | | | Contributions aux associations parlementaires et de procédure | | | | |
| ... | 749 210 | ... | 852 936 | 1 602 146 | Total du programme | 1 602 146 | ... | ... | 1 132 610 |
| ... | 1 205 810 | ... | 938 489 | 2 144 299 | Total du portefeuille ministériel | 2 144 299 | ... | ... | 1 951 095 |

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent | | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ |
| Chambre des communes | | | | | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | | | | | |
| Circonscription | | | | Caucus | | | |
| Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires | 16 570 | 16 570 | 13 390 | Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires | 5 411 | 5 411 | 4 021 |
| Produits de la vente de biens | 32 946 | 32 946 | 2 747 | Produits de la vente de biens | 9 297 | 9 297 | 14 365 |
| Virements provenant du restaurant parlementaire | 182 561 | 182 561 | 215 751 | Virements provenant du restaurant parlementaire | 53 694 | 53 694 | 54 156 |
| Droits d'affiliation au Gymnasium | 4 234 | 4 234 | 2 905 | Droits d'affiliation au Gymnasium | 1 580 | 1 580 | 1 069 |
| Produits provenant de papier recyclé | 4 046 | 4 046 | 2 950 | Produits provenant de papier recyclé | 1 510 | 1 510 | 1 086 |
| Autres recouvrements | 1 909 | 1 909 | 488 | Autres recouvrements | 567 | 567 | 162 |
| | 242 266 | 242 266 | 238 231 | | 72 059 | 72 059 | 74 859 |
| Chambre | | | | Institution | | | |
| Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires | 7 776 | 7 776 | 6 471 | Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires | 24 887 | 24 887 | 19 505 |
| Produits de la vente de biens | 10 845 | 10 845 | 155 | Produits de la vente de biens | 39 340 | 39 340 | 27 193 |
| Virements provenant du restaurant parlementaire | 11 634 | 11 634 | 12 229 | Virements provenant du restaurant parlementaire | 621 063 | 621 063 | 561 650 |
| Droits d'affiliation au Gymnasium | 1 896 | 1 896 | 1 307 | Droits d'affiliation au Gymnasium | 6 668 | 6 668 | 4 547 |
| Produits provenant de papier recyclé | 1 812 | 1 812 | 1 327 | Produits provenant de papier recyclé | 6 371 | 6 371 | 4 618 |
| Autres recouvrements | 657 | 657 | 229 | Autres recouvrements | 2 260 | 2 260 | 736 |
| | 34 620 | 34 620 | 21 718 | | 700 589 | 700 589 | 618 249 |
| Comité | | | | Total du programme—Budgétaire | 1 127 830 | 1 127 830 | 1 012 915 |
| Droits d'affiliation à des associations parlementaires | 33 350 | 33 350 | 20 794 | Bibliothèque du Parlement | | | |
| Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires | 5 567 | 5 567 | 4 540 | Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Produits de la vente de biens | 8 038 | 8 038 | 378 | Services au public | 1 000 000 | 782 319 | 202 914 |
| Virements provenant du restaurant parlementaire | 25 952 | 25 952 | 29 698 | Total du programme—Budgétaire | 1 000 000 | 782 319 | 202 914 |
| Droits d'affiliation au Gymnasium | 1 422 | 1 422 | 972 | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 2 127 830 | 1 910 149 | 1 215 829 |
| Produits provenant de papier recyclé | 1 359 | 1 359 | 987 | | | | |
| Autres recouvrements | 2 608 | 2 608 | 2 489 | | | | |
| | 78 296 | 78 296 | 59 858 | | | | |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Sénat | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 25 701 | 7 848 |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 45 138 | 288 544 |
| | 70 839 | 296 392 |
| Revenus divers— | | |
| Cotisation des sénateurs au Trésor en vertu de l'article 25 de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i> | (35 359) | 37 335 |
| Total du programme | 35 480 | 333 727 |
| Chambre des communes | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 94 596 | 343 096 |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 216 968 | 327 288 |
| | 311 564 | 670 384 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Autres frais et droits— | | |
| Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau | 132 461 | 94 592 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 127 795 | 44 839 |
| Revenus divers | 894 903 | 873 484 |
| Total du programme | 1 466 723 | 1 683 299 |
| Bibliothèque du Parlement | | |
| Autres revenus— | | |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Ventes de biens et de produits d'information | 808 011 | 802 270 |
| Total du programme | 808 011 | 802 270 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 382 403 | 966 776 |
| Ventes de biens et de services | 940 472 | 896 862 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 127 795 | 44 839 |
| Revenus divers | 859 544 | 910 819 |
| Total du portefeuille ministériel | 2 310 214 | 2 819 296 |

SECTION 23

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Patrimoine canadien

Ministère

Conseil des Arts du Canada

Société Radio-Canada

Musée canadien des civilisations

Musée canadien de la nature

Conseil de la radiodiffusion et des
télécommunications canadiennes

Bibliothèque et Archives du Canada

Société du Centre national des Arts

Commission des champs de bataille nationaux

Commission de la capitale nationale

Office national du film

Musée des beaux-arts du Canada

Musée national des sciences et de la technologie

Commission de la fonction publique

Commission des relations de travail dans la fonction
publique

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Téléfilm Canada

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité. | 23.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel. | 23.9 |
| Programmes par secteur d'activité. | 23.16 |
| Paielements de transfert | 23.19 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés | 23.25 |
| Revenus | 23.26 |

Ministère**Objectifs**

Bâtir une société forte où les Canadiens et les Canadiennes expriment leurs valeurs, participent et sont fiers de leur patrimoine.

Description des secteurs d'activité*Développement culturel et patrimoine*

Développement culturel et patrimoine aide à créer un environnement où le patrimoine du Canada est préservé et rendu accessible, où l'expression artistique peut s'épanouir, où les marchés culturels peuvent se développer, assurant ainsi la disponibilité et l'accessibilité des arts, du patrimoine, et des produits et services de la radiodiffusion. Il y parvient grâce à une combinaison d'activités et de programmes variés, grâce aussi à des instruments et des institutions, notamment, des accords internationaux, des organismes culturels, des organismes de services spéciaux, des lois et des règlements.

Identité canadienne

Les Canadiens et les Canadiennes partagent une identité fondée sur des valeurs et des caractéristiques communes. Forts de la diversité de leurs langues, de leur patrimoine culturel, de leur origine ethnique et de leurs liens régionaux, ils ont une vision du Canada où chacun aide à bâtir une société fière et unie.

Identité canadienne favorise la connaissance et l'appréciation des institutions et des réalisations canadiennes, des symboles et des valeurs qu'ils représentent, de la dualité linguistique, du caractère multiculturel du Canada et de la contribution des Autochtones. Il favorise la participation des citoyens et le bénévolat, la justice sociale, la compréhension réciproque, les droits de la personne, l'apprentissage des deux langues officielles, l'excellence dans le sport et la reconnaissance des

athlètes et la commémoration d'événements nationaux comme moyens de participer à l'édification d'un Canada fier et fort de son patrimoine.

Gestion intégrée

La Gestion intégrée fournit des avis, des services et des produits stratégiques associés à la planification stratégique et à la coordination des politiques; à la gestion financière; à la gestion des ressources humaines; à la gestion de l'information; aux communications et aux affaires publiques; aux examens ministériels; au soutien administratif et au soutien de l'exécution régionale des programmes. En outre, elle fait la promotion des activités de Patrimoine canadien grâce à la coordination avec les organismes du portefeuille, à des échanges actifs avec les organismes centraux, d'autres ministères fédéraux, les provinces, les territoires et la communauté internationale. Elle coordonne aussi la participation du Canada aux expositions internationales.

Conseil des Arts du Canada**Objectifs**

Encourager et promouvoir l'étude et la production d'œuvres d'art et leur appréciation et coordonner les activités de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada aux programmes de l'UNESCO à l'étranger.

Société Radio-Canada**Objectif**

Exploiter un service national de radio et de télévision dont le contenu et le caractère sont principalement canadiens et l'offrir, dans les deux langues officielles, à tous les Canadiens.

Musée canadien des civilisations**Objectifs**

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des enseignements et de la compréhension qu'ils génèrent.

Musée canadien de la nature**Objectifs**

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes**Objectifs**

Assurer à l'ensemble de la population canadienne l'accessibilité à des services de communication intégrés, et à fortiori, aux avantages économiques, sociaux et culturels qui en découlent, par la réglementation équi-

librée, la surveillance et le dialogue avec le public, conformément à la *Loi sur la radiodiffusion*, la *Loi sur les télécommunications* et les lois connexes.

Description des secteurs d'activité

La réglementation des communications dans l'intérêt public

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) réglemente les entreprises de radiodiffusion, les fournisseurs de services et les entreprises de télécommunications et traite des questions assujetties à la *Loi sur la radiodiffusion*, à la *Loi sur les télécommunications* et à des lois connexes, dans les secteurs de communication de compétence fédérale.

Le CRTC, entre autres :

- élabore des stratégies pour assurer la présence de contenu canadien et l'accès à un large choix de services de communication analogiques et numériques;
- garantit que la population canadienne a accès à une gamme de services de communication de haute qualité, à des prix raisonnables;
- facilite la transition vers une concurrence juste et durable dans le secteur des communications;
- réglemente lorsque l'intérêt public n'est pas servi dans un contexte concurrentiel.

Pour ce faire, le CRTC :

- évalue, analyse et traite les demandes des entreprises de radiodiffusion, et des compagnies de télécommunications;
- favorise la participation de la population canadienne dans sa prise de décisions, par la conduite de processus publics;

- entend des plaintes des consommateurs et mène des enquêtes;
- a recours aux règlements des différends pour régler des questions mettant en cause une compagnie de communication et d'autres parties;
- surveille les systèmes canadiens de radiodiffusion et de télécommunications;
- assure la conformité avec les lois, les règlements et les conditions de licence;
- examine les transferts de propriété et de contrôle des entreprises;
- élabore des règlements, prend des décisions sur toute question ayant trait aux demandes d'entreprises et aux cadres réglementaires;
- identifie les questions importantes touchant la réglementation de la radiodiffusion et des télécommunications.

Bibliothèque et Archives du Canada

La *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, qui a reçu la Sanction royale le 22 avril 2004 et qui a été promulguée le 21 mai 2004, a eu pour effet de créer Bibliothèque et Archives du Canada, pour succéder à la Bibliothèque nationale du Canada et aux Archives nationales du Canada, et de désigner le bibliothécaire et archiviste du Canada comme Administrateur général de cette nouvelle institution.

De nombreux changements ont découlé de cette amalgamation incluant la décision de présenter, dès 2004-2005, l'information en fonction des résultats stratégiques de Bibliothèque et Archives du Canada définis dans l'architecture d'activités de programmes qui a été approuvée pour cette institution.

Le budget principal des dépenses de 2004-2005 pour les Archives nationales ainsi que celui de la Bibliothèque nationale pour la même période a été approuvé au courant du mois de janvier 2004. À cette date, Bibliothèque et Archives du Canada n'existait pas et donc la nouvelle architecture d'activités de programmes n'était pas encore définie.

Pour cette raison, il est impossible de présenter les objectifs et les descriptions par secteur d'activité dans les comptes publics 2004-2005 tels que présentés dans le budget principal des dépenses de 2004-2005 des Archives nationales et de la Bibliothèque nationale.

Vous trouverez donc, ci-dessous, chacun des résultats stratégiques de Bibliothèque et Archives du Canada ainsi qu'une description des activités de programmes s'y rattachant.

Résultat stratégique

Le patrimoine documentaire du Canada est protégé et organisé pour les générations actuelles et futures.

Description des activités de programme

Développement de la collection

Les collections à Bibliothèque et Archives du Canada (BAC) constituent un témoignage sans pareil de l'évolution et des réalisations de la société canadienne, ainsi que du riche capital intellectuel et de la créativité de ses habitants. La création d'une ressource documentaire nationale englobant tous les aspects de l'étude du Canada est un élément fondamental de la prestation de services et de programmes d'interprétation qui permettent aux Canadiens d'avoir une meilleure compréhension et connaissance communes du passé, du présent et de l'avenir de la nation. Les collections à Bibliothèque et Archives du Canada incluent tous les supports de l'édition au Canada et des documents d'archives revêtant une importance nationale.

Description de la collection

BAC assure que les collections qu'elle préserve sont décrites afin de permettre aux Canadiens de différentes origines et ayant différents besoins d'information de consulter, utiliser et comprendre le contenu des collections et le contexte dans lequel il a été créé. La description peut revêtir de nombreuses formes en vue d'appuyer un accès convivial et à différents niveaux aux collections. La description inclut les attributs et les éléments physiques des documents, une analyse du sujet, des classifications standards des publications individuelles ainsi qu'une description de haut niveau du contenu et de l'origine des fonds d'archives. Normalement, les descriptions doivent respecter des codes de pratique acceptés à l'échelle nationale et internationale comme les Règles de catalogue anglo-américaines (RCAA2) ou les Règles pour la description des documents d'archives (RDDA) et se conformer aux supports de communication interfonctionnels à l'échelle internationale tels que MARC21.

Soin de la collection

La protection du patrimoine documentaire du Canada pour les générations futures de Canadiens est essentielle pour le mandat de Bibliothèque et Archives du Canada. Le soin de la collection consiste à élaborer et à mettre en œuvre des politiques, des procédures et des activités afin de s'assurer que la collection est accessible maintenant et à l'avenir.

Résultat stratégique

Le patrimoine documentaire du Canada est connu, accessible et utilisé.

Description des activités du programme*Services*

Les services d'information, les services de consultation, la gestion des droits (incluant l'accès à l'informa-

tion et la protection des renseignements personnels, les dossiers du personnel et l'affranchissement des droits) et les services de prêts de BAC facilitent l'accès des Canadiens au patrimoine documentaire du Canada et son utilisation. Ces services sont utilisés par le grand public, aussi bien au Canada qu'à l'étranger, à des fins de recherche et d'éducation, par des employés gouvernementaux dans l'exercice de leurs fonctions et par d'autres bibliothèques et services d'archives pour améliorer les services qu'ils offrent à leurs clients. Ces services peuvent être obtenus par de multiples canaux, y compris en personne, par téléphone, par courrier, par courriel et par Internet, selon les préférences et les besoins des clients.

Programmes

BAC élabore et offre des programmes d'interprétation et des activités publiques au moyen de divers médias afin de faire connaître le patrimoine documentaire du Canada aux Canadiens. En faisant la promotion et en faisant connaître la signification et le contexte de la collection de BAC, l'institution permet d'améliorer la compréhension et la connaissance communes qu'ont les Canadiens du passé, du présent et de l'avenir de la nation. Grâce à ces programmes, les Canadiens et ceux et celles qui s'intéressent au Canada acquièrent de nouvelles connaissances, comprennent et connaissent le fait canadien tel qu'il est exprimé dans le riche patrimoine documentaire du Canada.

Musée du portrait du Canada

Le Musée du portrait du Canada fera connaître des personnalités canadiennes contemporaines et historiques de tous les secteurs de la société et sera un important site culturel pour le Canada et pour les touristes dans la région de la capitale nationale. Les fonctions du Musée du portrait du Canada incluent notamment les acquisitions et la recherche, les initiatives stratégiques et les expositions, la description et la conservation des collections, la programmation publique et les communications.

Résultat stratégique

L'information et le savoir sont efficacement gérés dans les institutions fédérales.

Description des activités de programme*Stratégies de gestion de l'information*

L'information et le savoir, lorsqu'ils sont gérés de manière efficace, permettent la mise en place d'un gouvernement axé sur les clients et la transformation de la prestation des services et réduisent les coûts et les risques pour le gouvernement fédéral. La gestion efficace de l'information et du savoir permet de s'assurer qu'une information utile et fiable est disponible, interfonctionnelle et réutilisable au besoin, que les politiques et les décisions sont bien informées et elle permet d'appuyer la transparence et la responsabilisation. BAC est l'un des trois principaux organismes du gouvernement fédéral responsables de la gestion de l'information et de la gestion du savoir (GI/GS) dans les institutions fédérales. Ses pouvoirs lui sont conférés par la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, la Politique de gestion de l'information gouvernementale, la Politique de communications du gouvernement du Canada et la Politique du gouvernement sur la sécurité. BAC veille à ce que ses programmes et pratiques de GI/GS s'alignent sur les lois et appuient les orientations, les priorités et les résultats stratégiques du gouvernement et des ministères.

Solutions en gestion de l'information

En vertu de la Politique de gestion de l'information gouvernementale, BAC est responsable de la mise au point de solutions opérationnelles comprenant des normes, des directives, des outils, des initiatives, des processus, des systèmes et de la formation pour aider les ministères et organismes du gouvernement fédéral à gérer leurs ressources d'information, tous supports confondus, durant toute la durée de leur cycle de vie et de fournir un soutien professionnel aux collectivités de GI au sein du gouvernement.

Services en gestion de l'information

BAC fournit des services de GI au gouvernement du Canada par l'intermédiaire de centres fédéraux de documents et du Conseil des bibliothèques du gouvernement fédéral.

Résultat Stratégique

Gestion corporative

Description des activités de programme

Gestion corporative

Cette activité de programme dispense des services corporatifs intégrés, souples et rentables à Bibliothèque et Archives du Canada. Elle applique des approches organisationnelles dans le contexte de la planification stratégique et assure une fonction d'élaboration des politiques, de la technologie de l'information et des communications stratégiques qui favorisent une culture de coopération, de communication et de collaboration pour renforcer le processus décisionnel ministériel et le respect de l'obligation de rendre compte au niveau de la direction dans le cadre de l'exécution du mandat de Ministère. Une bonne gestion ministérielle permet de faire en sorte que BAC assure une gestion horizontale et remplisse ses fonctions comme faisant partie d'un tout cohérent.

Société du Centre national des Arts

Objectifs

Promouvoir le développement des arts d'interprétation et assurer le fonctionnement ainsi que les services de soutien du Centre.

Commission des champs de bataille nationaux

Objectifs

Conservier et mettre en valeur les parcs historiques et urbains que constituent les champs de bataille nationaux de Québec et ses environs.

Description des secteurs d'activité

Conservation et mise en valeur

Les actions de la Commission sont regroupées en un seul secteur d'activité « Conservation et mise en valeur » qui se subdivise en trois secteurs de services :

- la conservation – regroupant les services suivants :
 - l'entretien qui voit à l'entretien du site, de son ameublement, de ses bâtiments et de ses infrastructures, à assurer un environnement sûr et stable, à atténuer l'usure et la détérioration et à retarder ou prévenir les dommages;
 - l'aménagement qui s'occupe des activités d'aménagement paysager, d'horticulture et d'arboriculture;
 - la surveillance et la sécurité qui voient au respect des règlements concernant la paix et le bon ordre ainsi que des règlements relatifs à la circulation et au stationnement, à la sécurité des usagers du site et à la surveillance des lieux et propriétés de la Commission;
- la mise en valeur – regroupant les services suivants :
 - l'accueil et l'information qui voient à l'accueil des visiteurs, des usagers du parc et des organismes tenant des activités sur le site et s'occupent de l'information au public et des réservations;
 - l'animation pédagogique qui s'occupe des activités d'animation à caractère éducatif pour la clientèle scolaire, des terrains de jeux et du grand public;

- la communication qui voit à la promotion des activités et des services et assure la visibilité de la Commission et du gouvernement canadien;
- L'administration – comprenant la direction et les services administratifs et financiers.

Commission de la capitale nationale

Objectifs

Promouvoir la fierté et l'unité canadiennes par l'entremise de la capitale nationale. Cet objectif est atteint en utilisant la capitale pour faire connaître le Canada aux Canadiens; en faisant de la capitale un lieu de rencontre unique au Canada; et en sauvegardant et préservant la capitale pour les générations à venir.

Office national du film

Objectifs

Produire des œuvres audiovisuelles qui reflètent les réalités et les perspectives canadiennes tout en innovant dans divers aspects de la cinématographie, et distribuer et rendre accessible ces œuvres audiovisuelles.

Description des secteurs d'activité

Opérations de l'Office national du film

L'Office national du film (ONF) est un organisme culturel qui relève du ministre du Patrimoine canadien et qui est géré par un conseil d'administration nommé par le gouverneur général en conseil et présidé par le commissaire à la cinématographie canadienne.

L'ONF est un organisme intégré de production et de distribution de films et autres produits multimédias : les films y sont développés, scénarisés, tournés, traités, publicisés, mis en marché, vendus et distribués. Son centre principal de production et de distribution est à

Montréal mais il possède aussi des bureaux à Halifax, Moncton, Toronto, Winnipeg, Edmonton et Vancouver. Il compte également des bureaux à Paris et New York pour la mise en marché internationale de ses productions. Pour rendre son programme d'activités, il compte sur son propre personnel, mais il a également recours à des pigistes et s'associe au besoin à des partenaires des secteurs public et privé de la production et de la distribution.

Bien qu'il soit autonome et que, par tradition, il œuvre à distance du gouvernement, cet organisme cinématographique public contribue à plusieurs égards aux objectifs de la politique culturelle canadienne en offrant des films socialement et culturellement pertinents, en fournissant du matériel audiovisuel canadien aux milieux éducatifs, en appuyant directement diverses initiatives du gouvernement canadien ici et sur la scène internationale, en conservant et en facilitant l'accès à un riche patrimoine audiovisuel canadien, en soutenant le cinéma de la relève, en favorisant le développement du cinéma régional et celui des groupes de la diversité, en établissant des alliances stratégiques avec les secteurs privé et public, en favorisant la promotion de la culture canadienne à l'étranger et en encourageant la recherche et l'expérimentation dans les technologies des communications.

Musée des beaux-arts du Canada

Objectifs

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens et Canadiennes à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

Musée national des sciences et de la technologie

Objectifs

Promouvoir la culture scientifique et technique des Canadiens par la conservation et la mise en valeur du patrimoine scientifique et technologique du Canada.

Commission de la fonction publique

Objectifs

Les objectifs stratégiques de la Commission de la fonction publique (CFP) visent, dans le cadre de son mandat législatif, à contribuer à assurer aux Canadiens :

- une fonction publique hautement compétente, non partisane, professionnelle dont les membres sont nommés au mérite;
- une fonction publique représentative;
- une fonction publique qui comprend et sait appliquer des valeurs démocratiques, éthiques et professionnelles;
- une fonction publique qui accroît ses compétences par le perfectionnement et l'apprentissage continu;
- la reconnaissance et le maintien d'une fonction publique non partisane en tant que pierre angulaire du système de gouvernance;
- une CFP qui, au nom de l'intérêt public, agit comme chef de file et gardien indépendant des principes d'une fonction publique professionnelle.

Description des secteurs d'activité

Renouvellement du personnel

Le secteur du Renouvellement du personnel comprend des activités qui appuient la dotation déléguée et non déléguée, c'est-à-dire l'élaboration de programmes,

l'administration de la délégation de la dotation, l'élaboration de tests et de normes de sélection, l'administration des priorités de dotation, le recrutement et l'avancement, et les initiatives en matière de diversité et d'équité en emploi. Il comprend aussi les programmes de renouvellement, d'échange et de perfectionnement du groupe des cadres de la direction.

Ce secteur est également responsable des initiatives d'équité en emploi et des programmes de perfectionnement pour le compte du Conseil du Trésor.

Apprentissage

Ce secteur regroupe deux gammes de service principales : la formation linguistique et le perfectionnement professionnel à l'intention du personnel non cadre.

Le secteur de la formation linguistique évalue le potentiel de réussite des employés admissibles à la formation linguistique. Il offre de la formation linguistique statutaire et facultative dans les deux langues officielles et l'orientation associée, de même que des services de formation linguistique. Il est responsable de la conception et de l'élaboration des cours de langue seconde et des outils qui permettent de satisfaire aux exigences linguistiques des postes des ministères, et de la prestation d'une vaste gamme de services consultatifs, d'information et de coordination dans le domaine de la formation linguistique.

La CFP propose une gamme variée de services et de produits d'apprentissage à différents groupes cibles, dont les analystes de politiques, les superviseurs, les spécialistes des ressources humaines, les responsables de la fonction de contrôleur, les analystes en communication et d'autres. L'accent est mis sur les messages généraux reliés à l'apprentissage (comme l'appareil gouvernemental, les valeurs et l'éthique) ainsi que sur les produits propres à l'apprentissage au sein du gouvernement, et non sur la formation propre au travail, dont la responsabilité revient aux ministères. La CFP offre des services de formation dans les deux langues officielles aux fonctionnaires fédéraux de tout le

Canada pour satisfaire aux politiques du Conseil du Trésor et aux besoins des ministères.

Au fur et à mesure de son remaniement, la CFP mettra d'avantage l'accent sur une utilisation stratégique des ressources pour se concentrer sur la conception et l'élaboration de nouveaux services et produits d'apprentissage qui reflètent l'orientation stratégique du Comité consultatif du Secrétariat du Conseil du Trésor (CCSCT).

Recours

Ce secteur entend les appels que les fonctionnaires interjettent au sujet d'allégations d'infractions à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* et à son Règlement, sur des questions telles que les nominations et l'avancement. Il doit également enquêter sur les plaintes concernant des irrégularités touchant le processus de renouvellement du personnel qui ne sont pas sujettes à un appel, enquêter sur des plaintes de harcèlement en milieu de travail, et parvenir à un règlement dans les cas où les plaintes sont fondées. Il fournit aussi de la formation, des conseils et de l'aide aux ministères, aux représentants des employés, à d'autres organismes et aux particuliers.

Politiques, recherche et relations externes

Ce secteur d'activité assure une capacité de mesurer, de faire rapport, de conseiller et d'élaborer des politiques dans les domaines relevant de la CFP.

Ce secteur d'activité appuie le repositionnement à moyen et à long termes de la CFP au moyen de recherches et d'analyses stratégiques, d'analyses de l'environnement et de liaisons avec les intervenants, principalement en ce qui concerne les questions liées au rôle de la CFP en tant que promotrice et gardienne d'une fonction publique professionnelle, non partisane et représentative, et des valeurs fondamentales de l'administration publique.

Ce secteur d'activité se charge en outre de renforcer et de coordonner le tronc commun des connaissances de la CFP. Il fournit des données stratégiques à la CFP et, en bout de ligne, au Parlement (au moyen du rapport annuel de la CFP), provenant de la surveillance, de l'évaluation et de l'examen des politiques et des programmes de la CFP, ainsi que de la surveillance de la santé de la fonction publique dans les domaines liés au mandat de la CFP.

Ce secteur d'activité s'acquitte des fonctions associées aux relations externes, comme le rapport au Parlement, au gouvernement et aux conseillers des organismes centraux sur les questions stratégiques intéressant la CFP, la liaison et l'échange d'information entre les paliers fédéraux, provinciaux et internationaux, dans des domaines liés au mandat et aux responsabilités déléguées de la CFP.

Services ministériels

Les Services ministériels regroupent les activités du Président et des commissaires, la planification des activités ministérielles, les politiques et systèmes de gestion, les finances, la gestion des ressources humaines, l'informatique, la vérification interne, ainsi que d'autres services administratifs et de soutien.

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Objectifs

Établissement d'une jurisprudence au moyen des décisions de la Commission et de la mise en œuvre d'une série de procédures intégrées qui permettent aux employeurs, aux agents négociateurs et aux fonctionnaires qu'ils représentent et à d'autres d'exercer leurs droits aux termes de la Loi.

Description des secteurs d'activité

Relations de travail dans la fonction publique

La Commission des relations de travail dans la fonction publique administre un régime dans le cadre duquel les droits et responsabilités des parties aux négociations collectives dans la fonction publique doivent s'exercer.

La Commission rend des décisions motivées en temps opportun et vient en aide aux parties, et contribue ainsi aux objectifs suivants :

- favoriser des relations de travail harmonieuses au sein du lieu de travail;
- réduire au minimum les possibilités de conflits de travail susceptibles de perturber la mise en œuvre des programmes gouvernementaux.

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Objectifs

Le mandat du Tribunal de la dotation de la fonction publique (TDFP) est, en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* révisée, d'instruire et de statuer sur les plaintes logées à l'encontre de nominations internes, sur les plaintes concernant les révocations de nominations internes faites par l'administrateur général ou la Commission de la fonction publique (CFP) à la suite d'une enquête ministérielle ou d'une enquête menée par la CFP à la demande d'un ministère ou d'un organisme, et sur les plaintes présentées par des employés qui ont été informés qu'ils seront mis en disponibilité. Le TDFP favorisera un règlement à l'amiable des différends en offrant des services de médiation.

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Objectifs

Favoriser l'égalité des femmes dans toutes les sphères d'activité de la vie canadienne.

Description des secteurs d'activité

Promotion de l'égalité entre les sexes

Promouvoir l'égalité entre les sexes et assurer la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays; promouvoir la condition féminine en collaboration avec les ministères et les organismes fédéraux, les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec les administrations municipales, les organisations non gouvernementales, l'industrie et les responsables de l'éducation et de la santé; fournir des subventions pour appuyer des initiatives des organisations de femmes et d'autres organisations bénévoles qui œuvrent pour l'égalité des femmes; fournir des renseignements et un appui technique au grand public, aux groupes clients et aux organisations pour accroître la sensibilisation à des questions liées à l'égalité des femmes, et faciliter des mesures collectives à l'échelle locale, régionale et nationale pour promouvoir l'égalité des femmes; financer la recherche autonome sur des politiques gouvernementales qui influent sur les femmes et leurs progrès vers l'égalité, et collaborer avec d'autres pays et des organisations multinationales pour promouvoir les politiques officielles sur l'égalité entre les sexes.

Téléfilm Canada

Objectifs

Favoriser et encourager le développement des industries du long métrage et de la télévision au Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------|---|-------------------------|---|--|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 233 221 000 | ... | ... | 233 221 000 | 1 | | | | | |
| ... | ... | 9 147 571 | ... | 9 147 571 | 1a | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 6 032 717 | ... | 6 032 717 | 1b | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 951 000 | 951 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | (292 000) | (292 000) | | Virement au : crédit 1 (Environnement) | | | | |
| ... | ... | ... | (1 014 000) | (1 014 000) | | crédit 1 (Développement des ressources humaines (Développement social)) | | | | |
| ... | ... | ... | (1 400 000) | (1 400 000) | | crédit 5 (Développement des ressources humaines (Développement social)) | | | | |
| ... | ... | ... | (562 200) | (562 200) | | crédit 45 (Environnement) | | | | |
| ... | 233 221 000 | 15 180 288 | (2 317 200) | 246 084 088 | | Total—Crédit 1 | 240 633 414 | 5 450 674 | ... | |
| ... | 866 013 000 | ... | ... | 866 013 000 | 5 | Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 93 381 746 | ... | 93 381 746 | 5a | Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 42 053 415 | ... | 42 053 415 | 5b | Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | ... | (3 068 942) | (3 068 942) | | Virement au crédit 45 (Environnement) | | | | |
| ... | 866 013 000 | 135 435 161 | (3 068 942) | 998 379 219 | | Total—Crédit 5 | 997 114 311 | 1 264 908 | ... | |
| ... | 1 030 000 | ... | 24 303 | 1 054 303 | (S) | Traitements des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les traitements</i>) | 1 054 303 | ... | ... | |
| ... | 637 000 | ... | 29 576 | 666 576 | (S) | Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> | 666 576 | ... | 654 862 | |
| ... | 182 000 | ... | (25 655) | 156 345 | (S) | Prestations de retraite supplémentaires—Anciens lieutenants-gouverneurs | 156 345 | ... | 133 527 | |
| ... | 69 970 | ... | (2 042) | 67 928 | (S) | Ministre du Patrimoine canadien—Traitement et allocation pour automobile | 67 928 | ... | 68 930 | |
| ... | 25 944 000 | ... | (1 842 537) | 24 101 463 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 24 101 463 | ... | 23 697 584 | |
| 6 671 | ... | ... | 20 029 | 26 700 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 18 073 | ... | 8 627 | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | 8 940 | |
| 6 671 | 1 127 096 970 | 150 615 449 | (7 182 468) | 1 270 536 622 | | Total budgétaire | 1 263 812 413 | 6 715 582 | 8 627 | |
| ... | 10 000 | ... | ... | 10 000 | L10 | Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> , article 35 (Brut) | ... | 10 000 | ... | |
| 6 671 | 1 127 096 970 | 150 615 449 | (7 182 468) | 1 270 536 622 | | Total du ministère— | 1 263 812 413 | 6 715 582 | 8 627 | |
| ... | 10 000 | ... | ... | 10 000 | | Budgétaire | ... | 10 000 | ... | |
| | | | | | | Non budgétaire | ... | ... | ... | |

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----|---|----------------------------------|-------------------------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | | |
| Conseil des Arts du Canada | | | | | | | | | | | |
| ... | 151 031 250 | ... | ... | 151 031 250 | 15 | Paiements au Conseil des Arts du Canada | | | | | |
| ... | ... | 3 353 540 | ... | 3 353 540 | 15b | Paiements au Conseil des Arts du Canada | | | | | |
| ... | ... | ... | 574 000 | 574 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 151 031 250 | 3 353 540 | 574 000 | 154 958 790 | | Total—Crédit 15 | 154 958 290 | 500 | ... | 153 420 000 | |
| ... | 151 031 250 | 3 353 540 | 574 000 | 154 958 790 | | Total du programme—Budgétaire | 154 958 290 | 500 | ... | 153 420 000 | |
| Société Radio-Canada | | | | | | | | | | | |
| ... | 927 442 000 | ... | ... | 927 442 000 | 20 | Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement | | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 20b | Virement de 1 112 000 \$ du crédit 30 (Patrimoine canadien) | | | | | |
| ... | ... | ... | 1 112 000 | 1 112 000 | | Virement du : crédit 30 | | | | | |
| ... | ... | ... | 36 217 000 | 36 217 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 927 442 000 | 1 | 37 329 000 | 964 771 001 | | Total—Crédit 20 | 936 771 000 | 28 000 001 | ... | 932 695 000 | |
| ... | 4 000 000 | ... | ... | 4 000 000 | 25 | Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement | 4 000 000 | ... | ... | 4 000 000 | |
| ... | 102 869 000 | ... | ... | 102 869 000 | 30 | Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital | | | | | |
| ... | ... | ... | (1 112 000) | (1 112 000) | | Virement au crédit 20 | | | | | |
| ... | 102 869 000 | ... | (1 112 000) | 101 757 000 | | Total—Crédit 30 | 95 757 000 | 6 000 000 | ... | 129 616 000 | |
| ... | 1 034 311 000 | 1 | 36 217 000 | 1 070 528 001 | | Total du programme—Budgétaire | 1 036 528 000 | 34 000 001 | ... | 1 066 311 000 | |
| Musée canadien des civilisations | | | | | | | | | | | |
| ... | 94 736 000 | ... | ... | 94 736 000 | 35 | Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital | | | | | |
| ... | ... | 1 598 750 | ... | 1 598 750 | 35a | Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital | | | | | |
| ... | ... | ... | 97 905 | 97 905 | | Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | ... | ... | 2 085 000 | 2 085 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 94 736 000 | 1 598 750 | 2 182 905 | 98 517 655 | | Total—Crédit 35 | 98 517 655 | ... | ... | 102 193 802 | |
| ... | 94 736 000 | 1 598 750 | 2 182 905 | 98 517 655 | | Total du programme—Budgétaire | 98 517 655 | ... | ... | 102 193 802 | |

| | | | | | | | | | | |
|-----|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|---|--|--------------------|------------------|---------------|--------------------|
| | | | | | Musée canadien de la nature | | | | | |
| ... | 61 122 000 | ... | ... | 61 122 000 | 40 | Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | ... | 589 000 | 589 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 61 122 000 | ... | 589 000 | 61 711 000 | | Total—Crédit 40 | 61 625 920 | 85 080 | ... | 42 875 228 |
| ... | 61 122 000 | ... | 589 000 | 61 711 000 | | Total du programme—Budgétaire | 61 625 920 | 85 080 | ... | 42 875 228 |
| | | | | | Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | | | | | |
| ... | 1 | ... | ... | 1 | 45 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 500 000 | ... | 500 000 | 45a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 688 751 | 688 751 | | Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | 155 000 | 155 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 1 | 500 000 | 843 751 | 1 343 752 | | Total—Crédit 45 | 1 304 241 | 39 511 | ... | 1 943 280 |
| ... | 6 120 000 | ... | (1 008 223) | 5 111 777 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 5 111 777 | ... | ... | 5 055 790 |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 1 192 351 |
| ... | 6 120 001 | 500 000 | (164 472) | 6 455 529 | | Total du programme—Budgétaire | 6 416 018 | 39 511 | ... | 8 191 421 |
| | | | | | Bibliothèques et Archives du Canada ⁽²⁾ | | | | | |
| ... | ... | 7 700 617 | ... | 7 700 617 | 46a | Dépenses du programme—Virement de 36 797 250 \$ du crédit 50 (Archives nationales du Canada) et de 26 454 000 \$ du crédit 90 (Bibliothèque nationale) | | | | |
| ... | ... | 9 640 000 | ... | 9 640 000 | 46b | Virement de 12 265 750 \$ du crédit 50 (Patrimoine canadien) et de 8 818 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) | | | | |
| ... | ... | ... | 49 063 000 | 49 063 000 | | Virement du : crédit 50 | | | | |
| ... | ... | ... | 35 272 000 | 35 272 000 | | crédit 90 | | | | |
| ... | ... | ... | 1 207 000 | 1 207 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | 17 340 617 | 85 542 000 | 102 882 617 | | Total—Crédit 46 | 101 555 102 | 1 327 515 | ... | 90 594 812 |
| ... | ... | ... | 11 575 339 | 11 575 339 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 11 575 339 | ... | ... | 11 505 532 |
| ... | ... | ... | 123 451 | 123 451 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 91 710 | ... | 31 741 | 218 146 |
| ... | ... | ... | (12 056) | (12 056) | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | (12 056) | ... | ... | ... |
| ... | ... | 17 340 617 | 97 228 734 | 114 569 351 | | Total du programme—Budgétaire | 113 210 095 | 1 327 515 | 31 741 | 102 318 490 |
| | | | | | Archives nationales du Canada ⁽²⁾ | | | | | |
| ... | 49 063 000 | ... | ... | 49 063 000 | 50 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | (49 063 000) | (49 063 000) | | Virement au crédit 46 | | | | |
| ... | 49 063 000 | ... | (49 063 000) | ... | | Total—Crédit 50 | ... | ... | ... | ... |
| ... | 6 831 000 | ... | (6 831 000) | ... | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | ... | ... | ... | ... |

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | | Utilisation des autorisations | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------------|--|--------------------|-------------------------------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | | | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | (S) | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| 24 997 | ... | ... | (24 997) | ... | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | ... | ... | ... | |
| 24 997 | 55 894 000 | ... | (55 918 997) | ... | | Total du programme—Budgétaire | ... | ... | ... | ... | |
| Société du Centre national des Arts | | | | | | | | | | | |
| ... | 31 497 000 | ... | ... | 31 497 000 | 55 | Paiements à la Société du Centre national des Arts | | | | | |
| ... | ... | 800 000 | ... | 800 000 | 55a | Paiements à la Société du Centre national des Arts | | | | | |
| ... | ... | 77 300 | ... | 77 300 | 55b | Paiements à la Société du Centre national des Arts | | | | | |
| ... | ... | ... | 1 086 000 | 1 086 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 31 497 000 | 877 300 | 1 086 000 | 33 460 300 | | Total—Crédit 55 | 33 460 300 | ... | ... | 31 032 000 | |
| ... | 31 497 000 | 877 300 | 1 086 000 | 33 460 300 | | Total du programme—Budgétaire | 33 460 300 | ... | ... | 31 032 000 | |
| Commission des champs de bataille nationaux | | | | | | | | | | | |
| ... | 6 864 000 | ... | ... | 6 864 000 | 60 | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | 106 248 | ... | 106 248 | 60a | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | ... | 63 987 | 63 987 | | Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 6 864 000 | 106 248 | 63 987 | 7 034 235 | | Total—Crédit 60 | 6 884 908 | 149 327 | ... | 7 079 752 | |
| ... | 1 400 000 | ... | 143 836 | 1 543 836 | (S) | Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 1 543 835 | 1 | ... | 1 418 199 | |
| ... | 423 000 | ... | 3 196 | 426 196 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 426 196 | ... | ... | 413 360 | |
| ... | 8 687 000 | 106 248 | 211 019 | 9 004 267 | | Total du programme—Budgétaire | 8 854 939 | 149 328 | ... | 8 911 311 | |
| Commission de la capitale nationale | | | | | | | | | | | |
| ... | 67 178 000 | ... | ... | 67 178 000 | 65 | Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement | | | | | |
| ... | ... | ... | 1 789 000 | 1 789 000 | | Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | ... | ... | 167 000 | 167 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 67 178 000 | ... | 1 956 000 | 69 134 000 | | Total—Crédit 65 | 68 404 000 | 730 000 | ... | 67 936 000 | |
| ... | 64 393 000 | ... | ... | 64 393 000 | 70 | Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital | 33 263 000 | 31 130 000 | ... | 46 440 885 | |
| ... | 131 571 000 | ... | 1 956 000 | 133 527 000 | | Total du programme—Budgétaire | 101 667 000 | 31 860 000 | ... | 114 376 885 | |

| | | | | | | | | | | |
|------------------|-------------------|------------------|---------------------|-------------------|---|---|-------------------|------------------|------------------|-------------------|
| | | | | | Office national du film | | | | | |
| ... | 63 672 000 | ... | ... | 63 672 000 | 75 | Fonds renouvelable de l'Office national du film— Déficit de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 2 889 031 | ... | 2 889 031 | 75a | Fonds renouvelable de l'Office national du film— Déficit de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 215 000 | ... | 215 000 | 75b | Fonds renouvelable de l'Office national du film— Déficit de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 90 000 | 90 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 63 672 000 | 3 104 031 | 90 000 | 66 866 031 | | Total—Crédit 75 | 64 909 675 | 1 956 356 | ... | 67 312 734 |
| 3 319 110 | 10 000 | ... | (10 000) | 3 319 110 | (S) | Fonds renouvelable de l'Office national du film Diminution de la valeur nette comptable des immobilisations | | | | |
| ... | ... | ... | 1 696 207 | 1 696 207 | | | | | | |
| 3 319 110 | 10 000 | ... | 1 686 207 | 5 015 317 | | Total | ... | ... | 5 015 317 | ... |
| 3 319 110 | 63 682 000 | 3 104 031 | 1 776 207 | 71 881 348 | | Total du programme—Budgétaire | 64 909 675 | 1 956 356 | 5 015 317 | 67 312 734 |
| | | | | | Musée des beaux-arts du Canada | | | | | |
| ... | 36 585 000 | ... | ... | 36 585 000 | 80 | Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | ... | 117 545 | 117 545 | | Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | 690 000 | 690 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 36 585 000 | ... | 807 545 | 37 392 545 | | Total—Crédit 80 | 37 392 545 | ... | ... | 36 982 050 |
| ... | 8 000 000 | ... | ... | 8 000 000 | 85 | Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la Collection | 8 000 000 | ... | ... | 8 000 000 |
| ... | 44 585 000 | ... | 807 545 | 45 392 545 | | Total du programme—Budgétaire | 45 392 545 | ... | ... | 44 982 050 |
| | | | | | Bibliothèque nationale⁽²⁾ | | | | | |
| ... | 35 272 000 | ... | ... | 35 272 000 | 90 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | (35 272 000) | (35 272 000) | | Virement au crédit 46 | | | | |
| ... | 35 272 000 | ... | (35 272 000) | ... | | Total—Crédit 90 | ... | ... | ... | ... |
| ... | 5 295 000 | ... | (5 295 000) | ... | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | ... | ... | ... | ... |
| 4 673 | ... | ... | (4 673) | ... | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | ... | ... | ... |
| 4 673 | 40 567 000 | ... | (40 571 673) | ... | | Total du programme—Budgétaire | ... | ... | ... | ... |
| | | | | | Musée national des sciences et de la technologie | | | | | |
| ... | 29 653 000 | ... | ... | 29 653 000 | 95 | Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonction- nement et des dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | 149 094 | ... | 149 094 | 95a | Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonction- nement et des dépenses en capital | | | | |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------|---|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 108 081 | 108 081 | | | | | |
| ... | ... | ... | 731 000 | 731 000 | | | | | |
| ... | 29 653 000 | 149 094 | 839 081 | 30 641 175 | | | | | |
| ... | 29 653 000 | 149 094 | 839 081 | 30 641 175 | | | | | |
| Total du programme—Budgétaire | | | | | | 30 641 175 | ... | ... | 36 279 599 |
| Commission de la fonction publique | | | | | | | | | |
| ... | 128 351 000 | ... | ... | 128 351 000 | 100 | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | 3 729 063 | ... | 3 729 063 | 100a | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | ... | 989 000 | 989 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | ... | ... | (29 597 200) | (29 597 200) | | Virement au : crédit 26 (Conseil du Trésor) | | | |
| ... | ... | ... | (19 497 300) | (19 497 300) | | crédit 32 (Conseil du Trésor) | | | |
| ... | 128 351 000 | 3 729 063 | (48 105 500) | 83 974 563 | | Total—Crédit 100 | 80 548 140 | 3 426 423 | ... |
| ... | 19 145 000 | ... | (7 826 378) | 11 318 622 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 11 318 622 | ... | ... |
| 9 725 021 | (87 000) | ... | (9 638 021) | ... | (S) | Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel ⁽³⁾ | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 459 | 459 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 459 | ... | ... |
| 9 725 021 | 147 409 000 | 3 729 063 | (65 569 440) | 95 293 644 | | Total du programme—Budgétaire | 91 867 221 | 3 426 423 | ... |
| Commission des relations de travail dans la fonction publique | | | | | | | | | |
| ... | 5 523 000 | ... | ... | 5 523 000 | 105 | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | 3 300 670 | ... | 3 300 670 | 105a | Dépenses du programme | | | |
| ... | ... | ... | 54 000 | 54 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | 5 523 000 | 3 300 670 | 54 000 | 8 877 670 | | Total—Crédit 105 | 8 114 368 | 763 302 | ... |
| ... | 832 000 | ... | 10 577 | 842 577 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 842 577 | ... | ... |
| 326 | ... | ... | 75 | 401 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 326 | 75 |
| 326 | 6 355 000 | 3 300 670 | 64 652 | 9 720 648 | | Total du programme—Budgétaire | 8 956 945 | 763 628 | 75 |
| Tribunal de la dotation de la fonction publique⁽⁴⁾ | | | | | | | | | |
| ... | ... | 693 930 | ... | 693 930 | 107a | Dépenses du programme | ... | 693 930 | ... |
| ... | ... | 693 930 | ... | 693 930 | | Total du programme—Budgétaire | ... | 693 930 | ... |

| | | | | | Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice | | | | | |
|-------------------|----------------------|--------------------|---------------------|----------------------|---|--|----------------------|-------------------|------------------|------------------------------------|
| ... | 11 623 000 | ... | ... | 11 623 000 | 110 | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 15 565 | ... | 15 565 | 110a | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 109 000 | 109 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | (109 999) | (109 999) | | Virement au crédit 115 | | | | |
| ... | 11 623 000 | 15 565 | (999) | 11 637 566 | | Total—Crédit 110 | 10 825 218 | 812 348 | ... | 11 409 048 |
| ... | 10 750 000 | ... | ... | 10 750 000 | 115 | Subventions | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 115b | Virement de 109 999 \$ du crédit 110 (Patrimoine canadien) | | | | |
| ... | ... | ... | 109 999 | 109 999 | | Virement du crédit 110 | | | | |
| ... | 10 750 000 | 1 | 109 999 | 10 860 000 | | Total—Crédit 115 | 10 840 000 | 20 000 | ... | 11 109 000 |
| ... | 1 480 000 | ... | (110 904) | 1 369 096 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 369 096 | ... | ... | 1 318 980 |
| ... | ... | ... | 63 | 63 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | ... | 63 | 369 |
| ... | 23 853 000 | 15 566 | (1 841) | 23 866 725 | | Total du programme—Budgétaire | 23 034 314 | 832 348 | 63 | 23 837 397 |
| | | | | | Téléfilm Canada | | | | | |
| ... | 129 674 000 | ... | ... | 129 674 000 | 120 | Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> | | | | |
| ... | ... | ... | 5 000 | 5 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 129 674 000 | ... | 5 000 | 129 679 000 | | Total—Crédit 120 | 128 279 000 | 1 400 000 | ... | 127 860 500 |
| ... | 129 674 000 | ... | 5 000 | 129 679 000 | | Total du programme—Budgétaire | 128 279 000 | 1 400 000 | ... | 127 860 500 |
| 13 080 798 | 3 187 844 221 | 185 384 259 | (25 871 748) | 3 360 437 530 | | Total du portefeuille ministériel— | | | | |
| ... | 10 000 | ... | ... | 10 000 | | Budgétaire | 3 272 131 505 | 83 250 202 | 5 055 823 | 3 197 778 666⁽⁵⁾ |
| | | | | | | Non budgétaire | ... | 10 000 | ... | ... |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

(2) Au cours de l'exercice, les Archives nationales du Canada et la Bibliothèque nationale ont été amalgamées pour former : Bibliothèque et Archives du Canada.

(3) En date du 1^{er} avril, 2004, le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel a reçu l'autorisation de discontinuer le Fonds.

(4) Au cours de l'exercice, Tribunal de la dotation de la fonction publique a été créé.

(5) Au cours de l'exercice, une partie de Communication Canada a été transférée de Travaux publics et Services gouvernementaux. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 991 697 \$.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|---|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Développement culturel et patrimoine— | | | | | | | | | | | | |
| Budgetaire | 73 623 521 | 72 710 693 | ... | ... | 367 774 080 | 367 378 888 | 5 205 000 | 4 247 224 | ... | ... | 436 192 601 | 435 842 357 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 10 000 | ... | 10 000 | ... |
| Identité canadienne | 68 736 695 | 67 998 538 | ... | ... | 629 459 470 | 628 599 755 | ... | 74 | ... | ... | 698 196 165 | 696 598 219 |
| Gestion intégrée | 134 179 266 | 129 413 248 | ... | ... | 1 968 590 | 1 958 589 | ... | ... | ... | ... | 136 147 856 | 131 371 837 |
| Sous-total— | | | | | | | | | | | | |
| Budgetaire | 276 539 482 | 270 122 479 | ... | ... | 999 202 140 | 997 937 232 | 5 205 000 | 4 247 298 | ... | ... | 1 270 536 622 | 1 263 812 413 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 10 000 | ... | 10 000 | ... |
| Revenus affectés aux dépenses | (5 205 000) | (4 247 298) | ... | ... | ... | ... | (5 205 000) | (4 247 298) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère— | | | | | | | | | | | | |
| Budgetaire | 271 334 482 | 265 875 181 | ... | ... | 999 202 140 | 997 937 232 | ... | ... | ... | ... | 1 270 536 622 | 1 263 812 413 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 10 000 | ... | 10 000 | ... |
| Conseil des Arts du Canada— | | | | | | | | | | | | |
| Budgetaire | 154 958 790 | 154 958 290 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 154 958 790 | 154 958 290 |
| Société Radio-Canada— | | | | | | | | | | | | |
| Budgetaire | 1 070 528 001 | 1 036 528 000 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 070 528 001 | 1 036 528 000 |
| Musée canadien des civilisations— | | | | | | | | | | | | |
| Budgetaire | 98 517 655 | 98 517 655 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 98 517 655 | 98 517 655 |
| Musée canadien de la nature— | | | | | | | | | | | | |
| Budgetaire | 61 711 000 | 61 625 920 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 61 711 000 | 61 625 920 |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | | | | | | | | | | | | |
| La réglementation des communications dans l'intérêt public | 44 087 529 | 44 048 018 | ... | ... | ... | ... | 37 632 000 | 37 632 000 | ... | ... | 6 455 529 | 6 416 018 |
| Revenus affectés aux dépenses | (37 632 000) | (37 632 000) | ... | ... | ... | ... | (37 632 000) | (37 632 000) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgetaire | 6 455 529 | 6 416 018 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 455 529 | 6 416 018 |

Bibliothèques et Archives du Canada ⁽¹⁾

| | | | | | | | | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|-----|-----|------------------|------------------|-----------|-----------|-----|-----|--------------------|--------------------|
| Le patrimoine documentaire est protégé et organisé | 42 691 344 | 42 177 012 | ... | ... | ... | ... | 306 329 | 220 951 | ... | ... | 42 385 015 | 41 956 061 |
| Le patrimoine documentaire est connu, accessible et utilisé | 20 718 546 | 20 346 330 | ... | ... | 1 322 492 | 1 322 492 | 87 671 | 67 161 | ... | ... | 21 953 367 | 21 601 661 |
| L'information et le savoir sont gérés dans les institutions fédérales | 7 315 316 | 7 393 465 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 7 315 316 | 7 393 465 |
| Gestion corporative | 41 314 653 | 40 657 908 | ... | ... | 1 776 000 | 1 776 000 | 175 000 | 175 000 | ... | ... | 42 915 653 | 42 258 908 |
| Sous-total | 112 039 859 | 110 574 715 | ... | ... | 3 098 492 | 3 098 492 | 569 000 | 463 112 | ... | ... | 114 569 351 | 113 210 095 |
| Revenus affectés aux dépenses | (569 000) | (463 112) | ... | ... | ... | ... | (569 000) | (463 112) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 111 470 859 | 110 111 603 | ... | ... | 3 098 492 | 3 098 492 | ... | ... | ... | ... | 114 569 351 | 113 210 095 |

**Société du Centre national des Arts—
Budgétaire**

| | | | | | | | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------------------|-------------------|
| | 33 460 300 | 33 460 300 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 33 460 300 | 33 460 300 |
|--|-------------------|-------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------------------|-------------------|

Commission des champs de bataille nationaux

| | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------|------------------|------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|------------------|------------------|
| Conservation et mise en valeur | 9 004 267 | 8 854 939 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 9 004 267 | 8 854 939 |
| Total du programme—Budgétaire | 9 004 267 | 8 854 939 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 9 004 267 | 8 854 939 |

**Commission de la capitale nationale—
Budgétaire**

| | | | | | | | | | | | | |
|--|--------------------|--------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--------------------|--------------------|
| | 133 527 000 | 101 667 000 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 133 527 000 | 101 667 000 |
|--|--------------------|--------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--------------------|--------------------|

Office national du film

| | | | | | | | | | | | | |
|---|-------------------|-------------------|-----|-----|----------------|----------------|-------------|-------------|-----|-----|-------------------|-------------------|
| Opérations de l'Office national du film | 80 531 348 | 73 064 002 | ... | ... | 250 000 | 295 023 | 8 900 000 | 8 449 350 | ... | ... | 71 881 348 | 64 909 675 |
| Revenus affectés aux dépenses | (8 900 000) | (8 449 350) | ... | ... | ... | ... | (8 900 000) | (8 449 350) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 71 631 348 | 64 614 652 | ... | ... | 250 000 | 295 023 | ... | ... | ... | ... | 71 881 348 | 64 909 675 |

**Musée des beaux-arts du Canada—
Budgétaire**

| | | | | | | | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------------------|-------------------|
| | 45 392 545 | 45 392 545 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 45 392 545 | 45 392 545 |
|--|-------------------|-------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------------------|-------------------|

**Musée national des sciences et de la technologie—
Budgétaire**

| | | | | | | | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------------------|-------------------|
| | 30 641 175 | 30 641 175 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 30 641 175 | 30 641 175 |
|--|-------------------|-------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------------------|-------------------|

Commission de la fonction publique

| | | | | | | | | | | | | |
|---|-------------------|-------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------------------|-------------------|
| Renouvellement du personnel | 51 236 637 | 44 911 146 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 51 236 637 | 44 911 146 |
| Recours | 6 926 643 | 5 913 218 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 926 643 | 5 913 218 |
| Politiques, recherche et relations externes | 15 382 075 | 16 574 552 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 15 382 075 | 16 574 552 |
| Services ministériels | 21 748 289 | 24 468 305 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 21 748 289 | 24 468 305 |
| Total du programme—Budgétaire | 95 293 644 | 91 867 221 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 95 293 644 | 91 867 221 |

Programmes par secteur d'activité—Fin

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|---|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Commission des relations de travail dans la fonction publique— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 9 720 648 | 8 956 945 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 9 720 648 | 8 956 945 |
| Tribunal de la dotation de la fonction publique—⁽²⁾ | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 693 930 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 693 930 | ... |
| Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice | | | | | | | | | | | | |
| Promotion de l'égalité entre les sexes | 13 006 725 | 12 194 314 | ... | ... | 10 860 000 | 10 840 000 | ... | ... | ... | ... | 23 866 725 | 23 034 314 |
| Total du programme—Budgétaire | 13 006 725 | 12 194 314 | ... | ... | 10 860 000 | 10 840 000 | ... | ... | ... | ... | 23 866 725 | 23 034 314 |
| Téléfilm Canada— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 129 679 000 | 128 279 000 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 129 679 000 | 128 279 000 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 2 347 026 898 | 2 259 960 758 | ... | ... | 1 013 410 632 | 1 012 170 747 | ... | ... | ... | ... | 3 360 437 530 | 3 272 131 505 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 10 000 | ... | 10 000 | ... |

(1) Au cours de l'exercice, les Archives nationales du Canada et la Bibliothèque nationale ont été amalgamées pour former : Bibliothèque et Archives du Canada.

(2) Au cours de l'exercice, Tribunal de la dotation de la fonction publique a été créé.

Paiements de transfert

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------------|--------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Développement culturel et patrimoine | | | | | | | | | |
| Subventions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales et à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien : | | | | | | | | | |
| ... | 1 163 680 | (338 000) | (648 349) | 177 331 | 177 331 | ... | ... | 672 837 | |
| Subventions à des établissements et à des administrations publiques sis au Canada conformément à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> | | | | | | | | | |
| ... | 9 400 000 | (40 000) | (5 715 875) | 3 644 125 | 3 644 125 | ... | ... | 4 393 413 | |
| Subventions aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, de projets spéciaux, de la formation, d'enregistrement, de l'achat de matériel et de la construction d'installations | | | | | | | | | |
| ... | 45 400 000 | 3 792 576 | ... | 49 192 576 | 49 192 576 | ... | ... | 47 500 000 | |
| ... | 4 026 436 | (90 000) | (2 891 436) | 1 045 000 | 1 045 000 | ... | ... | 2 615 000 | |
| Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux | | | | | | | | | |
| ... | 15 500 000 | (4 906 777) | (2 620 705) | 7 972 518 | 7 972 518 | ... | ... | 8 070 579 | |
| ... | 500 000 | (500 000) | ... | ... | ... | ... | ... | ... | |
| ... | ... | 1 200 000 | (315 585) | 884 415 | 884 415 | 16 051 | ... | ... | |
| ... | ... | 900 000 | 300 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | ... | ... | ... | |
| ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 15 000 000 | |
| Éléments non requis pour l'exercice en cours | | | | | | | | | |
| ... | 75 990 116 | 17 799 | (11 891 950) | 64 115 965 | 64 099 914 | 16 051 | ... | 78 251 829 | |
| Identité canadienne | | | | | | | | | |
| Subventions à des organismes, associations et institutions pour favoriser l'épanouissement et le développement à long terme des communautés minoritaires de langue officielle dans le cadre du programme Développement des communautés de langue officielle | | | | | | | | | |
| ... | 42 135 000 | (3 981 677) | (33 551 936) | 4 601 387 | 4 595 787 | 5 600 | ... | ... | |
| Subventions à des organismes, associations et institutions pour promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage des langues officielles dans la société canadienne dans le cadre du programme Mise en valeur des langues officielles | | | | | | | | | |
| ... | 5 599 842 | ... | (5 130 858) | 468 984 | 468 984 | ... | ... | ... | |
| Subventions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et les activités du <i>Canada en fête!</i> | | | | | | | | | |
| ... | 2 059 880 | 15 000 | (346 677) | 1 728 203 | 1 727 092 | 1 111 | ... | 2 568 509 | |
| Subventions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers pour promouvoir le multiculturalisme | | | | | | | | | |
| ... | 7 000 000 | ... | (5 954 867) | 1 045 133 | 1 026 751 | 18 382 | ... | 1 248 301 | |

Paiements de transfert—Suite

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|---------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$... | \$ 14 650 000 | \$ 5 200 000 | \$... | \$ 19 850 000 | Subventions au Programme d'aide aux athlètes | \$ 19 845 324 | \$ 4 676 | \$... | \$ 15 199 569 |
| | | | | | Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions : | | | | |
| | 77 590 | (46 500) | 46 500 | 77 590 | Terre-Neuve-et-Labrador | 77 590 | ... | ... | 45 600 |
| | 57 071 | (34 000) | 34 000 | 57 071 | Île-du-Prince-Édouard | 57 071 | ... | ... | 27 360 |
| | 64 199 | (38 500) | 38 500 | 64 199 | Nouvelle-Écosse | 64 198 | 1 | ... | 30 400 |
| | 62 947 | (37 500) | 37 500 | 62 947 | Nouveau-Brunswick | 62 000 | 947 | ... | 30 400 |
| | 147 372 | (88 000) | 88 000 | 147 372 | Québec | 147 372 | ... | ... | 45 600 |
| | 105 627 | (63 000) | 63 000 | 105 627 | Ontario | 105 627 | ... | ... | 45 600 |
| | 73 762 | (44 000) | 44 000 | 73 762 | Manitoba | 73 762 | ... | ... | 38 000 |
| | 73 758 | (44 000) | 44 000 | 73 758 | Saskatchewan | 73 758 | ... | ... | 38 000 |
| | 75 940 | (45 500) | 45 500 | 75 940 | Alberta | 75 940 | ... | ... | 38 000 |
| | 97 814 | (59 000) | 59 000 | 97 814 | Colombie-Britannique | 97 814 | ... | ... | 45 600 |
| | | | | | Subventions à des centres d'amitié autochtones, à des associations représentant expressément les centres d'amitié autochtones, à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communications autochtones | 150 899 | ... | ... | 203 633 |
| | 3 350 780 | (43 000) | (3 156 881) | 150 899 | Subventions à l'appui de projets Échange-Jeunesse innovateurs | 54 900 | ... | ... | 20 000 |
| | 100 000 | ... | (45 100) | 54 900 | (S) Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs | 666 576 | ... | ... | 654 862 |
| | 637 000 | ... | 29 576 | 666 576 | (S) Prestations de retraite supplémentaires—Anciens lieutenants-gouverneurs | 156 345 | ... | ... | 133 527 |
| | 182 000 | ... | (25 655) | 156 345 | Subvention au Conseil de l'unité canadienne à l'appui du projet Les Canadiens en Europe | 1 705 900 | ... | ... | ... |
| | ... | 1 714 303 | (8 403) | 1 705 900 | Subvention à la Société du legs des Jeux de 2010 | 55 000 000 | ... | ... | ... |
| | ... | 55 000 000 | ... | 55 000 000 | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 17 933 186 |
| | ... | ... | ... | ... | | | | | |
| | 76 550 582 | 57 404 626 | (47 690 801) | 86 264 407 | | 86 233 690 | 30 717 | ... | 38 346 147 |
| | 152 540 698 | 57 422 425 | (59 582 751) | 150 380 372 | Total—Subventions | 150 333 604 | 46 768 | ... | 116 597 976 |
| | | | | | Contributions | | | | |
| | | | | | Développement culturel et patrimoine | | | | |
| | | | | | Contributions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales de même qu'à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien : | | | | |
| | | | | | Contributions aux musées canadiens pour appuyer leurs activités destinées au public | 7 347 121 | 25 319 | ... | 6 884 153 |
| | 2 330 350 | ... | 5 042 090 | 7 372 440 | Contribution à l'Association des musées canadiens | 560 000 | ... | ... | 560 000 |
| | 314 250 | ... | 245 750 | 560 000 | Contribution en vertu des modalités de l'entente Canada-France dans le domaine des musées | ... | ... | ... | ... |
| | 200 000 | (198 609) | (1 391) | ... | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|-----|-------------|-------------|--------------|-------------|--|-------------|---------|-----|-------------|
| | | | | | Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et d'appuyer le développement culturel : | | | | |
| ... | 1 205 000 | ... | 295 000 | 1 500 000 | Contribution à la fiducie des Édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É) | 1 500 000 | ... | ... | 1 500 000 |
| | | | | | Contributions pour appuyer les organismes de publication, d'enregistrement sonore et de multimédia afin d'améliorer leur développement et leur distribution : | | | | |
| | | | | | Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition | 37 802 167 | 46 552 | ... | 35 305 853 |
| ... | 38 743 742 | (682 000) | (213 023) | 37 848 719 | Contributions à l'industrie canadienne de l'édition de magazines | 14 902 049 | 9 722 | ... | 15 310 019 |
| ... | 22 000 000 | (6 548 000) | (540 229) | 14 911 771 | Contributions au Fonds des nouveaux médias du Canada | 9 000 000 | ... | ... | 9 656 190 |
| ... | 8 150 000 | (1 500 000) | 2 350 000 | 9 000 000 | Contributions pour la création de fonds de réserve pour pertes sur prêts pour appuyer les industries culturelles | ... | ... | ... | ... |
| ... | 500 000 | (500 000) | ... | ... | Contributions à l'appui de la distribution de la radiodiffusion | 7 425 122 | ... | ... | 8 000 000 |
| ... | 6 500 000 | 775 980 | 149 142 | 7 425 122 | Contributions à l'appui de la politique cinématographique canadienne | 1 700 000 | ... | ... | 1 699 943 |
| ... | 1 700 000 | (600 000) | 600 000 | 1 700 000 | Contributions à l'appui du Programme national de formation dans le secteur du film et de la vidéo | 2 550 000 | ... | ... | 2 550 000 |
| ... | 2 550 000 | ... | ... | 2 550 000 | Contributions au Programme des arts, de la culture et de la diversité | 870 000 | ... | ... | 839 557 |
| ... | 390 000 | ... | 480 000 | 870 000 | Contributions au Programme national de formation dans le secteur des arts | 16 000 000 | ... | ... | 14 915 562 |
| ... | 16 292 750 | ... | (292 750) | 16 000 000 | Contributions pour le Programme de culture canadienne en direct | 5 041 825 | ... | ... | 5 924 681 |
| ... | 7 500 000 | (454 100) | (2 004 075) | 5 041 825 | Contributions à l'appui du Programme de recherche appliquée en nouveaux médias | 841 492 | ... | ... | 540 072 |
| ... | 1 000 000 | ... | (158 508) | 841 492 | Contributions pour les routes commerciales : Programme canadien des débouchés commerciaux | 2 076 477 | 23 523 | ... | 1 927 532 |
| ... | 2 000 000 | ... | 100 000 | 2 100 000 | Contributions pour le Programme présentation des arts Canada | 26 893 781 | 59 054 | ... | 21 026 857 |
| ... | 22 829 278 | (431 500) | 4 555 057 | 26 952 835 | Contributions à l'appui d'Espaces culturels Canada | 24 379 651 | 14 176 | ... | 17 809 958 |
| ... | 37 067 000 | (1 736 000) | (10 937 173) | 24 393 827 | Contributions aux organismes des arts et du patrimoine pour des projets de mise en valeur du potentiel | 7 354 114 | 75 911 | ... | 8 713 175 |
| ... | 6 500 814 | (390 000) | 1 319 211 | 7 430 025 | Contributions aux collectivités culturelles canadiennes | 2 490 742 | 1 | ... | 1 584 370 |
| ... | 2 000 000 | ... | 490 743 | 2 490 743 | Aide restreinte versée aux organismes voués aux arts menacés de disparaître | 250 000 | ... | ... | 500 000 |
| ... | 500 000 | ... | (250 000) | 250 000 | Contributions au Programme de nouvelles œuvres musicales | 11 754 084 | ... | ... | 10 446 974 |
| ... | 10 654 223 | ... | 1 099 861 | 11 754 084 | Contributions au Programme des entrepreneurs de la musique | 5 875 117 | 124 883 | ... | 9 560 000 |
| ... | 9 920 200 | (1 239 865) | (2 680 335) | 6 000 000 | Contributions au Programme d'aide aux créateurs | 906 561 | ... | ... | 906 561 |
| ... | 906 561 | ... | ... | 906 561 | Contributions au Programme d'aide aux associations sectorielles | 650 998 | ... | ... | 571 955 |
| ... | 558 148 | ... | 92 850 | 650 998 | Contributions au Programme de souvenirs de musique canadienne | 175 000 | ... | ... | 175 000 |
| ... | 186 455 | ... | (11 455) | 175 000 | Contributions au Programme d'initiatives collectives | 2 588 453 | ... | ... | 1 955 563 |
| ... | 1 830 563 | ... | 757 890 | 2 588 453 | Contributions au Fonds des partenariats | 6 898 747 | ... | ... | 6 167 182 |
| ... | 7 500 000 | (800 000) | 198 747 | 6 898 747 | Contributions au Fonds du droit d'auteur électronique | 224 415 | ... | ... | 1 658 812 |
| ... | 1 500 000 | ... | (1 275 585) | 224 415 | Contributions aux Fonds canadiens de télévision | 99 550 000 | ... | ... | 87 106 250 |
| ... | 62 219 000 | 37 331 000 | ... | 99 550 000 | Contributions pour l'Initiative des endroits historiques | 5 671 058 | ... | ... | 4 882 451 |
| ... | 8 740 000 | ... | (3 068 942) | 5 671 058 | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 2 198 699 |
| ... | ... | ... | ... | ... | | | | | |
| ... | 284 288 334 | 23 026 906 | (3 657 125) | 303 658 115 | | 303 278 974 | 379 141 | ... | 280 877 369 |
| | | | | | Identité canadienne | | | | |
| ... | 161 386 419 | 1 662 000 | 41 669 432 | 204 717 851 | Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle | 204 715 357 | 2 494 | ... | ... |
| ... | 84 927 287 | 160 000 | 5 395 916 | 90 483 203 | Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles | 90 483 203 | ... | ... | ... |

Paiements de transfert—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 13 451 500 | (1 827 500) | (2 424 351) | 9 199 649 | Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et les activités du <i>Canada en fête!</i> | 9 161 248 | 38 401 | ... | 10 352 795 |
| ... | ... | 4 300 000 | ... | 4 300 000 | Contributions à l'appui du programme information et recherche sur le Canada | 4 300 000 | ... | ... | 4 150 000 |
| ... | 6 069 864 | 845 905 | 4 452 145 | 11 367 914 | Contributions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers afin de promouvoir le multiculturalisme | 11 329 461 | 38 453 | ... | 9 960 654 |
| ... | 8 015 484 | (136 200) | 155 530 | 8 034 814 | Contributions à l'appui du programme des Partenariats communautaires | 8 034 814 | ... | ... | 7 729 040 |
| ... | 61 897 294 | (1 276 577) | 5 647 277 | 66 267 994 | Contributions à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communications autochtones, à des centres d'amitié autochtones et à des associations représentant expressément des centres d'amitié autochtones | 66 167 141 | 100 853 | ... | 63 334 790 |
| ... | 16 699 120 | 1 553 386 | 1 558 140 | 19 810 646 | Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada | 19 810 646 | ... | ... | 32 529 814 |
| ... | 19 776 000 | ... | ... | 19 776 000 | Contributions à l'appui du programme Katimavik | 19 776 000 | ... | ... | ... |
| ... | 39 615 000 | 43 160 000 | 1 129 995 | 83 904 995 | Contributions pour le programme de soutien au sport | 83 256 198 | 648 797 | ... | 56 683 288 |
| ... | 16 165 000 | 8 200 000 | 966 997 | 25 331 997 | Contributions pour le programme d'accueil des Jeux | 25 331 997 | ... | ... | 29 670 750 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 258 749 930 |
| ... | 428 002 968 | 56 641 014 | 58 551 081 | 543 195 063 | | 542 366 065 | 828 998 | ... | 473 161 061 |
| ... | 2 000 000 | (1 655 184) | 1 623 774 | 1 968 590 | Gestion intégrée | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | Contributions en vertu d'une autorisation spéciale | 1 958 589 | 10 001 | ... | ... |
| ... | 714 291 302 | 78 012 736 | 56 517 730 | 848 821 768 | Total—Contributions | 847 603 628 | 1 218 140 | ... | 754 038 430 |
| Sommaire du ministère par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | 360 278 450 | 23 044 705 | (15 549 075) | 367 774 080 | Développement culturel et patrimoine | 367 378 888 | 395 192 | ... | 359 129 198 |
| ... | 504 553 550 | 114 045 640 | 10 860 280 | 629 459 470 | Identité canadienne | 628 599 755 | 859 715 | ... | 511 507 208 |
| ... | 2 000 000 | (1 655 184) | 1 623 774 | 1 968 590 | Gestion intégrée | 1 958 589 | 10 001 | ... | ... |
| ... | 866 832 000 | 135 435 161 | (3 065 021) | 999 202 140 | Total du ministère | 997 937 232 | 1 264 908 | ... | 870 636 406 |
| Bibliothèques et Archives du Canada ⁽²⁾ | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Gestion corporative | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 600 000 | 600 000 | Conseil canadien des archives | 600 000 | ... | ... | 600 000 |
| ... | ... | ... | 25 000 | 25 000 | Système international de données sur les publications en série | 25 000 | ... | ... | 21 342 |

| | | | | | | | | | |
|--|------------------|------------------|--------------------|------------------|--|------------------|-----|-----|------------------|
| ... | ... | ... | 11 000 | 11 000 | Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques | 11 000 | ... | ... | 11 000 |
| ... | ... | ... | 636 000 | 636 000 | Total—Subventions | 636 000 | ... | ... | 632 342 |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Le patrimoine documentaire est connu, accessible et utilisé | | | | | | | | | |
| La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services | | | | | | | | | |
| ... | ... | 1 322 492 | ... | 1 322 492 | | 1 322 492 | ... | ... | 2 017 736 |
| Gestion corporative | | | | | | | | | |
| La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 640 000 | 640 000 | | 640 000 | ... | ... | ... |
| La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 500 000 | 500 000 | | 500 000 | ... | ... | 500 000 |
| ... | ... | ... | 1 140 000 | 1 140 000 | | 1 140 000 | ... | ... | 500 000 |
| ... | ... | 1 322 492 | 1 140 000 | 2 462 492 | Total—Contributions | 2 462 492 | ... | ... | 2 517 736 |
| Sommaire du programme par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | ... | 1 322 492 | ... | 1 322 492 | Le patrimoine documentaire est connu, accessible et utilisé | 1 322 492 | ... | ... | 2 017 736 |
| ... | ... | ... | 1 776 000 | 1 776 000 | Gestion corporative | 1 776 000 | ... | ... | 1 132 342 |
| ... | ... | 1 322 492 | 1 776 000 | 3 098 492 | Total du programme | 3 098 492 | ... | ... | 3 150 078 |
| Archives nationales du Canada ⁽²⁾ | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Services, sensibilisation et appui | | | | | | | | | |
| ... | 600 000 | ... | (600 000) | ... | Conseil canadien des archives | ... | ... | ... | ... |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Services, sensibilisation et appui | | | | | | | | | |
| La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services | | | | | | | | | |
| ... | 640 000 | ... | (640 000) | ... | | ... | ... | ... | ... |
| La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation | | | | | | | | | |
| ... | 500 000 | ... | (500 000) | ... | | ... | ... | ... | ... |
| ... | 1 140 000 | ... | (1 140 000) | ... | Total—Contributions | ... | ... | ... | ... |
| ... | 1 740 000 | ... | (1 740 000) | ... | Total du programme | ... | ... | ... | ... |

Paiements de transfert—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Office national du film | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| | | | | | Opérations de l'Office national du film | | | | |
| | | | | | Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration | | | | |
| ... | 10 000 | ... | ... | 10 000 | | 10 000 | ... | ... | 10 000 |
| | | | | | Contributions | | | | |
| | | | | | Opérations de l'Office national du film | | | | |
| | | | | | Pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne | | | | |
| ... | 240 000 | ... | ... | 240 000 | | 285 023 | (45 023) | ... | 287 507 |
| ... | 250 000 | ... | ... | 250 000 | Total du programme | 295 023 | (45 023) | ... | 297 507 |
| | | | | | Bibliothèque nationale⁽²⁾ | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| | | | | | Collections Canadiana et Services d'accès | | | | |
| | | | | | Système international de données sur les publications en série | ... | ... | ... | ... |
| ... | 25 000 | ... | (25 000) | ... | | | | | |
| | | | | | Administration de la Bibliothèque et des directions | | | | |
| | | | | | Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques | ... | ... | ... | ... |
| ... | 11 000 | ... | (11 000) | ... | | | | | |
| ... | 36 000 | ... | (36 000) | ... | Total du programme | ... | ... | ... | ... |
| | | | | | Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| | | | | | Promotion de l'égalité entre les sexes | | | | |
| | | | | | Programme de promotion de la femme—Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne | | | | |
| ... | 10 750 000 | 1 | 109 999 | 10 860 000 | | 10 840 000 | 20 000 | ... | 11 109 000 |
| ... | 10 750 000 | 1 | 109 999 | 10 860 000 | Total du programme | 10 840 000 | 20 000 | ... | 11 109 000 |
| ... | 879 608 000 | 136 757 654 | (2 955 022) | 1 013 410 632 | Total du portefeuille ministériel | 1 012 170 747 | 1 239 885 | ... | 885 192 991⁽¹⁾⁽³⁾ |

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

(2) Au cours de l'exercice, les Archives nationales du Canada et la Bibliothèque nationale ont été amalgamées pour former : Bibliothèque et Archives du Canada.

(3) Au cours de l'exercice, une partie de Communication Canada a été transférée de Travaux publics et Services gouvernementaux. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 991 697 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Développement culturel et patrimoine | 5 205 000 | 4 247 224 | 3 633 288 |
| Identité canadienne | ... | 74 | ... |
| Total du ministère—Budgétaire | 5 205 000 | 4 247 298 | 3 633 288 |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| La réglementation des communications dans l'intérêt public | 37 632 000 | 37 632 000 | 35 093 000 |
| Total du programme—Budgétaire | 37 632 000 | 37 632 000 | 35 093 000 |
| Bibliothèques et Archives du Canada ⁽¹⁾ | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Le patrimoine documentaire est protégé et organisé | 306 329 | 220 951 | ... |
| Le patrimoine documentaire est connu, accessible et utilisé | 87 671 | 67 161 | 323 023 |
| Gestion corporative | 175 000 | 175 000 | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 569 000 | 463 112 | 323 023 |
| Office national du film | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Opérations de l'Office national du film | | | |
| Production de films | 1 650 000 | 2 449 528 | 2 270 728 |
| Ventes de copies | 2 500 000 | 2 367 571 | 2 221 761 |
| Location, redevances et divers | 4 750 000 | 2 090 960 | 2 861 928 |
| Services de distribution | ... | 1 273 227 | 1 231 671 |
| Revenus reportés | ... | 207 064 | ... |
| Produits des ventes d'actifs | ... | 61 000 | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 8 900 000 | 8 449 350 | 8 586 088 |

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ |
| Commission de la fonction publique | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Apprentissage | | | |
| Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel ⁽²⁾ | ... | ... | 11 419 771 |
| Recouvrements et frais de services | ... | ... | 2 686 006 |
| Subventions | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | ... | ... | 14 105 777 |
| Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 52 306 000 | 50 791 760 | 61 741 176 |

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, les Archives nationales du Canada et la Bibliothèque nationale ont été amalgamées pour former : Bibliothèque et Archives du Canada.

⁽²⁾ En date du 1^{er} avril, 2004, le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel a reçu l'autorisation de discontinuer le Fonds.

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|--------------------|--------------------|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Ministère | | | Bibliothèques et Archives du Canada ⁽¹⁾ | | |
| Autres revenus— | | | Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 4 301 538 | 2 855 106 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 91 848 | 16 851 |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 3 984 720 | 5 611 578 | Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 152 080 | 233 545 |
| | 8 286 258 | 8 466 684 | | 243 928 | 250 396 |
| Ventes de biens et de services— | | | Ventes de biens et de services— | | |
| Location et utilisation de biens publics | 19 050 | 20 633 | Ventes de biens et de produits d'information | 362 750 | 371 157 |
| Services de nature non réglementaire | 3 705 604 | 3 011 453 | Autres frais et droits— | | |
| Ventes de biens et de produits d'information | 159 982 | 86 375 | Reçus des services de photoduplication | 29 750 | ... |
| Autres frais et droits | 326 563 | 485 395 | | 392 500 | 371 157 |
| | 4 211 199 | 3 603 856 | | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 20 029 | 20 359 | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 93 781 | 219 672 |
| Revenus divers— | | | Revenus divers | 24 397 | 60 915 |
| Produits des loteries fédérales/provinciales | 60 458 291 | 59 267 337 | Total du programme | 754 606 | 902 140 |
| Divers | 60 687 | 107 107 | | | |
| | 60 518 978 | 59 374 444 | Commission des champs de bataille nationaux | | |
| Total du ministère | 73 036 464 | 71 465 343 | Autres revenus— | | |
| | | | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | ... | 13 |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | | | Revenus divers— | | |
| Autres revenus— | | | Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 1 543 836 | 1 418 199 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | Total du programme | 1 543 836 | 1 418 212 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 28 668 | 26 421 | Office national du film | | |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | ... | 1 698 | Autres revenus— | | |
| | 28 668 | 28 119 | Ventes de biens et de services— | | |
| Ventes de biens et de services— | | | Droits et privilèges | 2 901 158 | 3 312 773 |
| Droits et privilèges | 106 967 943 | 101 952 239 | Ventes de biens et de produits d'information | 5 386 248 | 5 336 420 |
| Services de nature réglementaire— | | | Autres frais et droits | (111 762) | (63 105) |
| Frais de licences en radiodiffusion | 25 796 650 | 25 473 462 | | 8 175 644 | 8 586 088 |
| Frais de télécommunications | 22 650 397 | 22 834 100 | Total du programme | 8 175 644 | 8 586 088 |
| | 48 447 047 | 48 307 562 | | | |
| | 155 414 990 | 150 259 801 | Commission de la fonction publique | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 3 655 | Autres revenus— | | |
| Revenus divers | 213 394 | 56 797 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Total du programme | 155 657 052 | 150 348 372 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 59 294 | 77 794 |
| | | | Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 420 576 | 244 813 |
| | | | | 479 870 | 322 607 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|--------------------|----------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Services de nature non réglementaire | | |
| Revenus de formation et développement | 4 786 265 | 14 300 726 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 459 | 6 262 |
| Revenus divers | 43 115 | 309 698 |
| Total du programme | 5 309 709 | 14 939 293 |
| Commission des relations de travail dans la fonction publique | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de traitements | 14 481 | 1 839 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 75 | 326 |
| Revenus divers— | | |
| Accès à l'information | 15 | 20 |
| Total du programme | 14 571 | 2 185 |
| Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Dépenses de services | 5 693 | 10 351 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 63 | 194 |
| Total du programme | 5 756 | 10 545 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 9 058 898 | 9 080 009 |
| Ventes de biens et de services | 172 980 598 | 177 121 628 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 114 407 | 250 468 |
| Revenus divers | 62 343 735 | 61 220 073 |
| Total du portefeuille ministériel | 244 497 638 | 247 672 178⁽²⁾ |

(1) Au cours de l'exercice, les Archives nationales du Canada et la Bibliothèque nationale ont été amalgamées pour former : Bibliothèque et Archives du Canada.

(2) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 24

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Pêches et Océans

Ministère

**Office de commercialisation du poisson
d'eau douce**

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité. | 24.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel. | 24.4 |
| Programmes par secteur d'activité. | 24.6 |
| Paievements de transfert. | 24.7 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés. ... | 24.10 |
| Revenus. | 24.10 |

Ministère

Objectifs

L'objectif du Programme est de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui soutiennent les intérêts économiques, écologiques et scientifiques du Canada concernant les océans et les eaux intérieures; de voir à la conservation, au développement et à l'utilisation économique durable des ressources halieutiques du Canada dans les océans et les eaux intérieures, au profit de ceux qui vivent ou bénéficient de ces ressources; de fournir un service maritime sécuritaire, efficace et respectueux de l'environnement qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie mondiale; et de coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada qui touchent les océans.

Description des secteurs d'activité

Services à la navigation maritime

Les Services à la navigation maritime assurent la prestation, l'exploitation et l'entretien des aides à la navigation, l'aménagement et l'entretien des voies navigables, la protection du droit public à la navigation et la sauvegarde de l'environnement.

Services de communications et de trafic maritimes

Les Services de communications et de trafic maritimes assurent les communications et la coordination concernant les urgences et la sécurité, le filtrage des navires pour empêcher l'entrée de bâtiments non sécuritaires dans les eaux canadiennes, la réglementation du trafic maritime et la gestion d'un système intégré d'information maritime et de services de correspondance publique. En plus d'assurer la sécurité de la navigation maritime, les Services de communications et de trafic maritimes appuient les activités éco-

nomiques par une gestion optimale du trafic et de l'efficacité portuaire et par la facilitation de la liaison navire-terre au profit de l'industrie. Toutes ces fonctions sont régies par un cadre réglementaire qui est inspiré essentiellement de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et de la *Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer*.

Opérations de déglacement

Les Opérations de déglacement sont des services d'escorte de brise-glace, d'entretien des chenaux, de lutte contre les inondations, d'ouverture des ports, de conseils et d'information à l'intention du grand public et des navigateurs traversant ou contournant des eaux envahies par les glaces.

Sauvetage, sécurité et intervention environnementale

Le secteur d'activité, Sauvetage, sécurité et intervention environnementale, se compose des grands domaines de programme suivants : opérations de recherche et de sauvetage en mer; intervention environnementale et protection civile nationale ministérielle; promotion de la sécurité de la navigation auprès du public maritime par la prévention et la réglementation.

Sciences halieutiques et océaniques

Les écosystèmes marins sont surveillés et évalués au moyen de navires de recherche océanographique, de programmes de contrôle des pêches et de programmes en collaboration avec les pêcheurs. La mesure des paramètres océanographiques, tels que la température, la salinité, les niveaux d'eau et l'amplitude des vagues, se fait par divers intervenants tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Ministère. Les scientifiques travaillent en équipes interdisciplinaires de concert avec des pêcheurs et des chercheurs universitaires pour évaluer les populations de poissons dans un contexte écosystémique et environnemental plus vaste. Les

études climatiques sont surtout axées sur les effets des changements climatiques dans l'océan sur des espèces de poissons comme la morue et le saumon et sur le rôle des océans dans le système climatique planétaire.

La science aquacole vise à rendre viables les nouvelles espèces de poissons d'élevage au Canada et à améliorer l'efficacité de l'élevage des espèces existantes. Les maladies qui frappent les poissons et qui se répandent dans les populations sont combattues par des règlements sur la protection de la santé des poissons, obligeant les installations de production de poissons à obtenir un certificat pour importer des poissons au Canada ou les transporter d'une province à l'autre.

Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement

Le secteur d'activité est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques, de plans et de programmes ainsi que de l'administration des lois et règlements ayant trait à la protection et à la conservation des habitats aquatiques et de l'environnement. Cette activité englobe également l'étude et la surveillance des conditions chimiques et physiques qui ont un effet sur la qualité de l'environnement aquatique, de même que la collecte, l'analyse et l'interprétation des données à l'appui d'une exploitation économique durable des ressources aquatiques renouvelables du Canada et à l'appui de l'évaluation, de l'approbation et du contrôle des activités qui influent qualitativement et quantitativement sur l'habitat du poisson.

Hydrographie

Les relevés hydrographiques mesurent les paramètres qui sont nécessaires à la description de la nature exacte et de la configuration du fond marin et du lit des voies navigables intérieures, de leurs relations avec la masse continentale ainsi que des caractéristiques et de la dynamique de ces eaux. Les paramètres mesurés sont notamment la profondeur d'eau, le type de fond,

les courants près de la surface, les marées et les niveaux d'eau. Les données réunies servent à la production de cartes de navigation et d'autres publications telles que les *Annuaire des courants et marées*, les *Instructions nautiques*, les *Guides pour petits bateaux* et les *Bulletins sur les niveaux d'eau*. L'information hydrographique sert également à la détermination des limites des eaux nationales et des frontières maritimes.

Gestion des pêches

La Gestion des pêches est chargée des fonctions de gestion des ressources halieutiques dans toutes les provinces et dans les territoires du Canada, de même qu'à l'intérieur et à proximité des zones de pêche de 200 milles du Canada. Ces zones comprennent les réseaux fluviaux intérieurs et les lacs de toutes les provinces, sauf aux endroits où les pouvoirs en matière de gestion des pêches intérieures ont été délégués à la province ou au territoire. Il s'agit notamment de la gestion des parties canadiennes des cours d'eau transfrontaliers, de la gestion commune des pêches d'interception dans les eaux internationales et de la gestion des pêches autochtones, récréatives et commerciales dans les eaux côtières canadiennes. Il s'agit également de la négociation des ententes internationales pour promouvoir la conservation des ressources halieutiques du Canada, de concert avec d'autres ministères, ainsi que de la négociation et de l'administration des traités et accords internationaux touchant les relations bilatérales et multilatérales dans le domaine des pêches.

La réalisation des objectifs de la Gestion des pêches est appuyée par des programmes de réduction de la capacité tels que le Plan d'adaptation et de restructura-

tion des pêches canadiennes (PARPC), la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (SPFA) et le Programme d'adaptation et de redressement de la pêche de la morue du Nord (PARPMN). Ces programmes spéciaux répondent à des besoins particuliers et sont limités dans le temps.

Ports

L'exploitation et l'entretien d'un réseau national de ports de pêche et de plaisance supposent la construction et l'entretien de brise-lames et d'installations d'amarrage et de mise à l'eau, ainsi que le dragage, aux profondeurs requises, des chenaux et des bassins. Les activités additionnelles comprennent la fourniture et l'entretien d'aires et de matériel de service pour la manutention du poisson et des engins de pêche, de même que divers services à terre. La gestion du programme, y compris les services de génie et techniques, est assurée au niveau régional dans le cadre de politiques nationales, tandis que les services courants de gestion et d'administration, s'il y a lieu, sont locaux.

Gestion de la flotte

La Gestion de la flotte comprend l'acquisition, l'entretien et l'ordonnancement des flottes navales et aériennes du Ministère à l'appui des secteurs de programme suivants : les Services à la navigation maritime; les Services de communications et de trafic maritimes; les Opérations de déglacement; le secteur Sauvetage, sécurité et intervention environnementale; la Gestion des pêches; les Sciences halieutiques et océaniques; et l'Hydrographie. Les fonds nécessaires pour payer les équipages et l'administration des flottes sont fournis par ces secteurs de programme. La

Gestion de la flotte prend aussi en charge les besoins d'augmentation de capacité en concluant des ententes avec les autres ministères et le secteur privé pour qu'ils apportent un soutien maritime et aérien supplémentaire aux programmes.

Politiques et services internes

Les responsabilités des Politiques et services internes comprennent l'orientation administrative du Programme, les services de gestion intégrés et régionaux, la prestation des services administratifs, la coordination des politiques et des programmes ministériels, l'élaboration et la promulgation des règlements du Ministère qui sont appliqués à l'échelle nationale.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Objectifs

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 1 034 426 000 | ... | ... | 1 034 426 000 | Ministère | | | | |
| ... | ... | 47 704 656 | ... | 47 704 656 | 1 Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 1 | 1 | 1a Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 513 055 | 513 055 | 1b Virement de 513 055 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) | | | | |
| ... | ... | ... | 13 857 900 | 13 857 900 | Virement du : crédit 5 | | | | |
| ... | ... | ... | 15 980 000 | 15 980 000 | CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | (17 708 000) | (17 708 000) | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 1 034 426 000 | 47 704 657 | 12 642 955 | 1 094 773 612 | Virement au crédit 1 (Transports) | | | | |
| ... | 206 838 000 | ... | ... | 206 838 000 | Total—Crédit 1 | 1 078 380 229 | 16 393 383 | ... | 1 034 716 122 |
| ... | ... | 3 505 000 | ... | 3 505 000 | 5 Dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | ... | (513 055) | (513 055) | 5a Dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | ... | (2 375 000) | (2 375 000) | Virement au : crédit 1 | | | | |
| ... | 206 838 000 | 3 505 000 | (2 888 055) | 207 454 945 | crédit 5 (Transports) | | | | |
| ... | 107 477 000 | ... | ... | 107 477 000 | Total—Crédit 5 | 184 388 632 | 23 066 313 | ... | 195 809 189 |
| ... | ... | 33 041 466 | ... | 33 041 466 | 10 Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 10a Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | ... | (192 000) | (192 000) | 10b Subventions | | | | |
| ... | 107 477 000 | 33 041 467 | (192 000) | 140 326 467 | Virement au crédit 10 (Transports) | | | | |
| ... | 69 970 | ... | (7 343) | 62 627 | Total—Crédit 10 | 95 010 692 | 45 315 775 | ... | 79 680 597 |
| ... | 121 988 000 | ... | (8 277 973) | 113 710 027 | (S) Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile | 62 627 | ... | ... | 70 214 |
| 573 349 | ... | ... | 1 077 135 | 1 650 484 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 113 710 027 | ... | ... | 113 686 600 |
| ... | ... | ... | 54 375 | 54 375 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 968 055 | ... | 682 429 | 1 391 883 |
| ... | ... | ... | 2 387 | 2 387 | (S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 54 375 | ... | ... | 184 616 |
| ... | ... | ... | ... | ... | (S) Honoraires—Agence de recouvrement | 2 387 | ... | ... | ... |
| 573 349 | 1 470 798 970 | 84 251 124 | 2 411 481 | 1 558 034 924 | Total du ministère—Budgétaire | 1 472 577 024 | 84 775 471 | 682 429 | 1 425 539 221 |

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

L30b Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce*.

Le total de tous montants empruntés par l'Office en vertu de l'autorisation de l'article 16 est limité à 30 000 000 \$ (Net)

| | | | | | | | | | |
|-------------------|---------------|------------|-----------|-------------------|---|---------------|------------|-------------------|---------------|
| 30 000 000 | ... | ... | ... | 30 000 000 | | ... | ... | 30 000 000 | ... |
| 30 000 000 | ... | ... | ... | 30 000 000 | Total du programme—Non budgétaire | ... | ... | 30 000 000 | ... |
| | | | | | Total du portefeuille ministériel— | | | | |
| 573 349 | 1 470 798 970 | 84 251 124 | 2 411 481 | 1 558 034 924 | Budgétaire | 1 472 577 024 | 84 775 471 | 682 429 | 1 425 539 221 |
| 30 000 000 | ... | ... | ... | 30 000 000 | Non budgétaire | ... | ... | 30 000 000 | ... |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Services à la navigation maritime | 115 020 544 | 104 348 148 | 8 026 945 | 16 549 477 | 150 000 | 150 000 | 29 339 000 | 33 368 321 | ... | ... | 93 858 489 | 87 679 304 |
| Services de communications et de trafic maritimes | 66 072 494 | 71 266 177 | 28 033 000 | 26 687 646 | ... | ... | 119 000 | 87 187 | ... | ... | 93 986 494 | 97 866 636 |
| Opérations de déglacement | 59 433 492 | 53 170 107 | ... | ... | ... | ... | 13 824 000 | 4 783 064 | ... | ... | 45 609 492 | 48 387 043 |
| Sauvetage, sécurité et intervention environnementale | 107 295 684 | 100 669 681 | ... | ... | 4 901 000 | 4 898 656 | 186 000 | 309 565 | ... | ... | 112 010 684 | 105 258 772 |
| Sciences halieutiques et océaniques | 175 269 059 | 169 145 977 | 500 000 | 1 163 855 | 1 398 300 | 1 346 643 | ... | ... | ... | ... | 177 167 359 | 171 656 475 |
| Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement | 92 160 358 | 90 003 969 | ... | 669 452 | 1 077 016 | 956 936 | ... | ... | ... | ... | 93 237 374 | 91 630 357 |
| Hydrographie | 32 276 189 | 33 911 818 | 500 000 | 2 281 386 | 101 135 | 101 135 | ... | ... | ... | ... | 32 877 324 | 36 294 339 |
| Gestion des pêches | 217 077 766 | 211 894 081 | ... | 1 026 845 | 131 656 779 | 86 517 463 | ... | ... | ... | ... | 348 734 545 | 299 438 389 |
| Ports | 65 537 759 | 62 894 306 | 27 000 000 | 33 014 391 | 683 000 | 683 000 | ... | ... | ... | ... | 93 220 759 | 96 591 697 |
| Gestion de la flotte | 97 475 927 | 112 217 680 | 79 642 000 | 51 350 327 | 25 000 | 25 000 | ... | ... | ... | ... | 177 142 927 | 163 593 007 |
| Politiques et services internes | 229 802 240 | 224 024 071 | 63 753 000 | 51 645 253 | 334 237 | 331 859 | 3 700 000 | 1 820 178 | ... | ... | 290 189 477 | 274 181 005 |
| Sous-total | 1 257 421 512 | 1 233 546 015 | 207 454 945 | 184 388 632 | 140 326 467 | 95 010 692 | 47 168 000 | 40 368 315 | ... | ... | 1 558 034 924 | 1 472 577 024 |
| Revenus affectés aux dépenses | (47 168 000) | (40 368 315) | ... | ... | ... | ... | (47 168 000) | (40 368 315) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère—Budgétaire | 1 210 253 512 | 1 193 177 700 | 207 454 945 | 184 388 632 | 140 326 467 | 95 010 692 | ... | ... | ... | ... | 1 558 034 924 | 1 472 577 024 |
| Office de commercialisation du poisson d'eau douce— | | | | | | | | | | | | |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 30 000 000 | ... | 30 000 000 | ... |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 1 210 253 512 | 1 193 177 700 | 207 454 945 | 184 388 632 | 140 326 467 | 95 010 692 | ... | ... | ... | ... | 1 558 034 924 | 1 472 577 024 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 30 000 000 | ... | 30 000 000 | ... |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Sciences halieutiques et océaniques | | | | | | | | | |
| ... | 15 500 | 97 001 | 177 464 | 289 965 | Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | 289 965 | ... | ... | 215 500 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Hydrographie | | | | | | | | | |
| ... | 46 000 | 30 100 | 35 | 76 135 | Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | 76 135 | ... | ... | 74 533 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Gestion des pêches | | | | | | | | | |
| ... | ... | 25 000 | ... | 25 000 | Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | 25 000 | ... | ... | 5 000 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Ports | | | | | | | | | |
| ... | 500 000 | ... | (5 000) | 495 000 | Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux | 495 000 | ... | ... | 503 000 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Politiques et services internes | | | | | | | | | |
| ... | 152 500 | ... | (152 500) | ... | Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | ... | ... | ... | ... |
| ... | 714 000 | 152 101 | 19 999 | 886 100 | Total—Subventions | 886 100 | ... | ... | 798 033 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Services à la navigation maritime | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 75 000 | 75 000 | Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | 75 000 | ... | ... | 150 000 |
| ... | ... | ... | 75 000 | 75 000 | Contribution à l'Université maritime mondiale afin d'établir une chaire pour la protection de l'environnement maritime canadien | 75 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 150 000 | 150 000 | | 150 000 | ... | ... | 150 000 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Sauvetage, sécurité et intervention environnementale | | | | | | | | | |
| ... | 4 500 000 | ... | 401 000 | 4 901 000 | Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation | 4 898 656 | 2 344 | ... | 4 499 273 |

Paiements de transfert—Fin

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|---------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| ... | 192 000 | ... | (192 000) | ... | Contribution à la Société canadienne de la Croix-Rouge pour son Programme de sécurité nautique | ... | ... | ... | 192 000 |
| ... | 75 000 | ... | (75 000) | ... | Contribution à l'Université maritime mondiale afin d'établir une chaire pour la protection de l'environnement maritime canadien | ... | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 25 000 |
| ... | 4 767 000 | ... | 134 000 | 4 901 000 | | 4 898 656 | 2 344 | ... | 4 716 273 |
| Sciences halieutiques et océaniques | | | | | | | | | |
| ... | 6 000 | 2 205 250 | (1 858 965) | 352 285 | Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | 352 285 | ... | ... | 824 500 |
| ... | 875 500 | ... | (147 450) | 728 050 | Contributions à l'Initiative d'emploi pour les jeunes | 704 393 | 23 657 | ... | 888 222 |
| ... | ... | ... | 28 000 | 28 000 | Contribution en vertu du Programme de contribution à la recherche universitaire | ... | 28 000 | ... | ... |
| ... | 881 500 | 2 205 250 | (1 978 415) | 1 108 335 | | 1 056 678 | 51 657 | ... | 1 712 722 |
| Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 400 000 | 400 000 | Contributions en vertu du Programme de gestion autochtone de l'habitat dans les régions intérieures | 294 150 | 105 850 | ... | ... |
| ... | ... | ... | 77 050 | 77 050 | Contributions à l'Initiative d'emploi pour les jeunes | 77 050 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 599 966 | 599 966 | Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | 585 736 | 14 230 | ... | 494 883 |
| ... | ... | ... | 1 077 016 | 1 077 016 | | 956 936 | 120 080 | ... | 494 883 |
| Hydrographie | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 25 000 | 25 000 | Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | 25 000 | ... | ... | ... |
| Gestion des pêches | | | | | | | | | |
| ... | 962 000 | ... | ... | 962 000 | Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique | 474 651 | 487 349 | ... | 417 500 |
| ... | 2 265 000 | ... | (1 782 824) | 482 176 | Contributions aux pêcheurs de poisson de fond âgés qui satisfont aux modalités du Programme de retraite anticipée de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique | 482 176 | ... | ... | 1 183 840 |
| ... | 198 100 | ... | ... | 198 100 | Contribution au sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon, en vue de mettre en œuvre les responsabilités qui se rapportent aux règlements des revendications territoriales globales | 153 061 | 45 039 | ... | ... |

| | | | | | | | | | |
|-----|--------------------|-------------------|------------------|--------------------|---|-------------------|-------------------|-----|-------------------|
| | | | | | Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones | 35 854 867 | 1 161 501 | ... | 33 205 760 |
| ... | 32 588 400 | ... | 4 427 968 | 37 016 368 | | | | | |
| ... | 64 403 000 | 23 513 116 | 1 050 000 | 88 966 116 | Contributions en vertu du Programme d'accès aux pêches | 47 452 125 | 41 513 991 | ... | 35 603 984 |
| | | | | | Contributions en vertu de la convention définitive des Inuvialuits pour la protection de l'exploitation de la faune aux titres des propriétés sur les terres, de la gestion des ressources et du développement économique et social | 589 500 | ... | ... | 458 200 |
| ... | 468 500 | 121 000 | ... | 589 500 | | | | | |
| ... | ... | 6 000 000 | (3 261 093) | 2 738 907 | Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques | 1 382 471 | 1 356 436 | ... | ... |
| ... | ... | 975 000 | (400 000) | 575 000 | Contributions en vertu du Programme de gestion autochtone de l'habitat dans les régions intérieures | ... | 575 000 | ... | ... |
| ... | ... | ... | 103 612 | 103 612 | Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | 103 612 | ... | ... | 189 490 |
| ... | 100 885 000 | 30 609 116 | 137 663 | 131 631 779 | | 86 492 463 | 45 139 316 | ... | 71 058 774 |
| | | | | | Ports | | | | |
| ... | ... | ... | 188 000 | 188 000 | Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | 188 000 | ... | ... | 423 569 |
| | | | | | Gestion de la flotte | | | | |
| ... | ... | ... | 25 000 | 25 000 | Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | 25 000 | ... | ... | ... |
| | | | | | Politiques et services internes | | | | |
| ... | 229 500 | 75 000 | 29 737 | 334 237 | Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans | 331 859 | 2 378 | ... | 326 343 |
| ... | 106 763 000 | 32 889 366 | (211 999) | 139 440 367 | Total—Contributions | 94 124 592 | 45 315 775 | ... | 78 882 564 |
| | | | | | Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité | | | | |
| ... | ... | ... | 150 000 | 150 000 | Services à la navigation maritime | 150 000 | ... | ... | 150 000 |
| ... | 4 767 000 | ... | 134 000 | 4 901 000 | Sauvetage, sécurité et intervention environnementale | 4 898 656 | 2 344 | ... | 4 716 273 |
| ... | 897 000 | 2 302 251 | (1 800 951) | 1 398 300 | Sciences halieutiques et océaniques | 1 346 643 | 51 657 | ... | 1 928 222 |
| ... | ... | ... | 1 077 016 | 1 077 016 | Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement | 956 936 | 120 080 | ... | 494 883 |
| ... | 46 000 | 30 100 | 25 035 | 101 135 | Hydrographie | 101 135 | ... | ... | 74 533 |
| ... | 100 885 000 | 30 634 116 | 137 663 | 131 656 779 | Gestion des pêches | 86 517 463 | 45 139 316 | ... | 71 063 774 |
| ... | 500 000 | ... | 183 000 | 683 000 | Ports | 683 000 | ... | ... | 926 569 |
| ... | ... | ... | 25 000 | 25 000 | Gestion de la flotte | 25 000 | ... | ... | ... |
| ... | 382 000 | 75 000 | (122 763) | 334 237 | Politiques et services internes | 331 859 | 2 378 | ... | 326 343 |
| ... | 107 477 000 | 33 041 467 | (192 000) | 140 326 467 | Total du portefeuille ministériel | 95 010 692 | 45 315 775 | ... | 79 680 597 |

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|--|--|--|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Services à la navigation maritime | | | |
| Droits des services maritimes | 27 806 000 | 28 369 376 | 28 390 540 |
| Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge | 1 500 000 | 4 612 651 | 3 554 919 |
| Déductions des employés pour la location de logements | 9 000 | ... | ... |
| Activités des ateliers de Prescott | 24 000 | ... | 189 |
| Revenus provenant de locations et de concessions | ... | ... | 2 747 |
| Divers | ... | 386 294 | 239 459 |
| | 29 339 000 | 33 368 321 | 32 187 854 |
| Services de communications et de trafic maritimes | | | |
| Radiotéléphonie de la Garde côtière | 75 000 | 35 385 | 68 521 |
| Déductions des employés pour la location de logements | 44 000 | 27 192 | 102 702 |
| Revenus provenant de locations et de concessions | ... | 16 660 | 18 183 |
| Divers | ... | 7 950 | 21 120 |
| | 119 000 | 87 187 | 210 526 |
| Opérations de déglçage | | | |
| Droits des services maritimes | 13 824 000 | 4 783 064 | 4 493 823 |
| Sauvetage, sécurité et intervention environnementale | | | |
| Règlement sur les petits bâtiments pour les plaques de capacité et décalques de normes de construction | 186 000 | 13 373 | 212 120 |
| Divers | ... | 296 192 | 267 332 |
| | 186 000 | 309 565 | 479 452 |
| Politiques et services internes | | | |
| Collège de la Garde côtière canadienne | 3 700 000 | 1 820 178 | 3 593 579 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 47 168 000 | 40 368 315 | 40 965 234 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— | | |
| Prêts consentis aux pêcheurs d'aiglefin—Intérêt | 106 821 | 106 821 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 1 952 603 | 1 979 567 |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 1 447 654 | 1 192 574 |
| | 3 400 257 | 3 172 141 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Droits et privilèges— | | |
| Frais | 1 040 | 1 001 |
| Licences | 46 831 597 | 47 047 541 |
| Baux huîtres | 205 757 | 185 758 |
| Boette | ... | 13 654 |
| Enregistrements des vaisseaux et des pêcheurs | 526 850 | 1 019 258 |
| Ports pour petites embarcations— | | |
| Postes, amarrage et baux | 1 551 632 | 1 665 144 |
| Licences | 17 184 | 48 021 |
| Autres revenus d'amarrage | 5 709 | 5 074 |
| | 49 139 769 | 49 985 451 |
| Services de nature non réglementaire— | | |
| Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines | 359 609 | 314 922 |
| Divers | 1 074 571 | 753 363 |
| Revenus pouvant être dépensés— | | |
| Revenus tirés d'une activité de crédit net—Facture— | | |
| Collège de la Garde côtière canadienne | 2 614 720 | 2 968 712 |
| Logements pour les employés | 35 017 | 104 514 |
| Services de déglçage | 4 800 843 | 5 127 090 |
| Droits des services maritimes | 29 109 761 | 28 908 095 |
| Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge | 4 539 288 | 3 945 894 |
| Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines | 16 660 | 20 133 |
| Règlement sur les petits bâtiments | (1 175) | 219 735 |
| Télécommunications | 183 795 | 210 050 |
| Divers | 703 820 | 414 370 |
| | 43 436 909 | 42 986 878 |
| Ventes de biens et de produits d'information— | | |
| Produits des ventes de publications | 2 184 148 | 2 324 701 |
| Divers | 12 179 | 11 156 |
| | 2 196 327 | 2 335 857 |
| | 94 773 005 | 95 308 186 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 1 077 135 | 749 367 |
| Revenus divers— | | |
| Saisies et confiscations | 204 122 | 169 866 |
| Amendes | 1 326 919 | 1 563 885 |
| Divers | 3 881 370 | 607 515 |
| | 5 412 411 | 2 341 266 |
| Total du portefeuille ministériel | 104 769 629 | 101 677 781 |

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 25

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Ressources humaines et Développement des compétences

Ministère

**Conseil canadien des relations
industrielles**

**Société canadienne d'hypothèques et de
logement**

**Tribunal canadien des relations
professionnelles artistes-producteurs**

**Centre canadien d'hygiène et de sécurité
au travail**

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité..... | 25.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel..... | 25.4 |
| Programmes par secteur d'activité..... | 25.7 |
| Paiements de transfert..... | 25.9 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés ... | 25.13 |
| Revenus..... | 25.14 |

Ministère**Objectifs**

Le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences favorise l'équilibre du marché du travail et l'établissement de systèmes d'apprentissage continu.

Description des secteurs d'activité*Prestations d'assurance-emploi*

Les prestations d'assurance-emploi favorisent le bien-être individuel, la stabilité économique et la souplesse du marché du travail en offrant une aide financière temporaire aux chômeurs admissibles en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi* (LAE). Les prestations s'appliquent à des situations diverses afin de répondre aux besoins des travailleurs et du marché du travail.

Programmes d'emploi

Les Programmes d'emploi participent à la création d'une main-d'œuvre productive et adaptable—afin que tous les Canadiens puissent participer pleinement au marché du travail et y mettre leurs compétences en valeur pour trouver un emploi et le conserver—en offrant un éventail de programmes et de services. Ces derniers comprennent les prestations d'emploi et les mesures de soutien, la Stratégie emploi jeunesse, la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones et le Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones.

Compétences professionnelles

Les Compétences professionnelles soutiennent la collaboration avec ses partenaires (provinces et territoires, employeurs, syndicats, conseils sectoriels, travailleurs et établissements d'enseignement) afin de promouvoir l'apprentissage continu et le perfectionnement des compéten-

ces en milieu de travail. Ce secteur d'activité est également chargé de faciliter l'entrée au pays de travailleurs spécialisés et de travailleurs étrangers temporaires et de s'occuper de questions liées à l'intégration du marché du travail, notamment de la reconnaissance des diplômes acquis à l'étranger. Il s'occupe aussi d'élaborer et de diffuser des documents d'information sur le marché du travail visant à aider les Canadiens à prendre des décisions éclairées.

Apprentissage

Ce secteur d'activité appuie les investissements importants du gouvernement du Canada qui permettent aux Canadiens d'acquérir et de perfectionner leurs compétences tout au long de leur vie. Ces initiatives comprennent le Programme canadien de prêts aux étudiants, les Subventions canadiennes pour l'épargne-études, les initiatives liées à l'alphabétisation et à l'acquisition du savoir et le Bureau des technologies d'apprentissage.

Travail

Le Programme du travail fait la promotion d'un milieu de travail équitable, sûr, sain, stable, coopératif, productif et propice à l'établissement de bonnes relations de travail. Ce secteur d'activité gère tout ce qui touche le *Code canadien du Travail*, y compris en ce qui a trait aux relations industrielles et à la négociation collective, aux normes du travail ainsi qu'à la santé et à la sécurité en milieu de travail. Il concentre également ses efforts pour favoriser la conclusion d'ententes de coopération internationales dans le domaine du travail.

Sans-abri

L'Initiative nationale pour les sans-abri favorise le développement du capital social, de modèles de gestion coopérative et d'infrastructures sociales dans les collectivités afin de trouver des solutions aux problèmes de la pauvreté et des sans-abri.

Soutien aux politiques, aux programmes et à la prestation des services

Le réseau régional de points de service en personne fournit un service direct aux clients pour le compte des deux ministères, soit Ressources humaines et Développement des compétences ainsi que Développement des ressources humaines (Développement social). Il comprend aussi le soutien aux politiques et aux communications.

Conseil canadien des relations industrielles**Objectifs**

Contribuer au développement de relations industrielles efficaces et les promouvoir dans toute entreprise, toute affaire ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

Description des secteurs d'activité*Conseil canadien des relations industrielles*

Exercer des pouvoirs légaux au chapitre des droits de négociation et de leur structuration; faire des enquêtes et régler, par voie de médiation et d'arbitrage, les plaintes alléguant qu'il y a eu violation des dispositions du *Code canadien du travail*; interpréter les dispositions portant sur les changements technologiques qui influent sur les conditions de travail et la sécurité des employés et ordonner les mesures de redressement qui s'imposent; exercer le pouvoir de rendre des ordonnances de ne pas faire de grèves ou de lock-out illégaux; réviser, lorsqu'il en est saisi, les décisions qui portent sur la sécurité; régler les modalités d'une première convention collective; donner des conseils et faire des recommandations en ce qui concerne les pouvoirs légaux du Conseil; et se pourvoir des services administratifs nécessaires à ces activités.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Objectifs

Accroître les choix en matière d'habitation et rendre les logements plus abordables pour les Canadiens; améliorer les conditions de logement et de vie des Canadiens; favoriser la concurrence, la création d'emplois et la prospérité du secteur de l'habitation; et être un organisme progressiste et capable d'adaptation.

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Objectifs

Contribuer au mieux-être de la communauté culturelle canadienne en favorisant de bonnes relations professionnelles entre les artistes, comme entrepreneurs indépendants, et les producteurs relevant de la compétence fédérale.

Description des secteurs d'activité

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Mise en œuvre des dispositions de la *Loi sur le statut de l'artiste* afférentes aux relations professionnelles entre les entrepreneurs indépendants du milieu culturel et les producteurs relevant de la compétence fédérale. Ceci consiste notamment à définir les secteurs appropriés aux fins de la négociation d'accords-cadres dans le milieu culturel; accréditer les associations d'artistes pour représenter ces secteurs; enquêter et statuer sur les plaintes alléguant une violation des dispositions de la *Loi sur le statut de l'artiste*, et exercer des pouvoirs de redressement accessoires; aviser et faire des recommandations ayant trait à la compétence législative et aux pouvoirs du Tribunal; et dispenser les services administratifs nécessaires.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Objectifs

Fournir aux Canadiens des renseignements sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail. Cette information doit être complète, intelligible et fiable. L'information facilite les prises de décisions, favorise les changements sur les lieux de travail, sensibilise le public à la nécessité de jouir d'un environnement de travail sain et sécuritaire, et soutient l'éducation et la formation.

Description des secteurs d'activité

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST) est l'institut national du Canada chargé de promouvoir le droit fondamental des Canadiens à un milieu de travail salubre et sécuritaire. Le CCHST est indépendant des autres ministères fédéraux et provinciaux. Il maintient un conseil d'administration tripartite (travailleurs, employeurs, gouvernements) pour assurer la prestation aux Canadiens, dans leur lieu de travail, d'une information compréhensible et impartiale. La prestation de cette information est assurée d'une part au moyen d'une ligne téléphonique sans frais pour répondre aux demandes de renseignements, et d'autre part au moyen d'un service payant qui fait appel à la plus récente technologie électronique et sur papier. L'information est fournie par de nombreux organismes canadiens et mondiaux voués à l'hygiène et à la sécurité au travail, ce qui met à la disposition des Canadiens l'information la plus détaillée, la plus actuelle et la plus fiable qui soit. Cette information est diffusée partout au Canada et dans plus de 50 pays.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Crédit | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------|---|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 258 702 000 | ... | ... | 258 702 000 | 1 | Ministère | | | | |
| ... | ... | 22 930 675 | ... | 22 930 675 | 1a | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 961 000 | 961 000 | | Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | 258 702 000 | 22 930 675 | 961 000 | 282 593 675 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 258 702 000 | 22 930 675 | 961 000 | 282 593 675 | | Total—Crédit 1 | 251 315 000 | 31 278 675 | ... | |
| ... | 719 887 000 | ... | ... | 719 887 000 | 5 | Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 44 126 403 | ... | 44 126 403 | 5a | Virement de 35 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) | | | | |
| ... | ... | ... | 35 000 000 | 35 000 000 | | Virement du crédit 10 (Transports) | | | | |
| ... | 719 887 000 | 44 126 403 | 35 000 000 | 799 013 403 | | Total—Crédit 5 | 646 360 830 | 152 652 573 | ... | |
| ... | 69 970 | ... | (15 242) | 54 728 | (S) | Ministre des Ressources humaines et Développement des compétences—Traitement et allocation pour automobile | 54 728 | ... | ... | |
| ... | 69 970 | ... | (248) | 69 722 | (S) | Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile | 69 722 | ... | 68 930 | |
| ... | 250 100 000 | 12 500 000 | (799 920) | 261 800 080 | (S) | Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> | 261 800 080 | ... | 317 088 187 | |
| ... | 500 000 | (300 000) | 7 854 | 207 854 | (S) | Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> | 207 854 | ... | 193 862 | |
| ... | 18 900 000 | 2 100 000 | (45 107 626) | (24 107 626) | (S) | Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> | (24 107 626) | ... | (28 043 278) | |
| ... | 75 400 000 | 18 200 000 | (7 591 579) | 86 008 421 | (S) | Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> | 86 008 421 | ... | 105 181 054 | |
| ... | 79 800 000 | (5 100 000) | (10 253 482) | 64 446 518 | (S) | Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> | 64 446 518 | ... | 66 781 656 | |
| ... | 385 000 000 | 25 000 000 | 15 971 304 | 425 971 304 | (S) | Subventions aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions canadiennes pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère des ressources humaines</i> | 425 971 304 | ... | 394 061 283 | |
| ... | 35 000 | ... | (20 846) | 14 154 | (S) | Prestations de retraite supplémentaires—Pensions pour les agents des rentes sur l'État | 14 154 | ... | 17 082 | |

| | | | | | | | | | | |
|--|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|-----|---|----------------------|--------------------|---------------|----------------------|
| ... | 22 000 | ... | (21 181) | 819 | (S) | Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région | 819 | ... | ... | 49 612 |
| ... | 145 000 | ... | (29 703) | 115 297 | (S) | Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique | 115 297 | ... | ... | 189 354 |
| ... | 51 000 000 | ... | (5 861 721) | 45 138 279 | (S) | Paiements d'indemnités à des agents de l'État (<i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>) et à des marins marchands (<i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>) | 45 138 279 | ... | ... | 47 287 427 |
| ... | 12 500 000 | (12 500 000) | ... | ... | (S) | Paiements aux agences privées de recouvrement aux termes de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | ... | ... | ... | ... |
| ... | 141 291 000 | ... | (22 880 584) | 118 410 416 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 118 410 416 | ... | ... | 125 006 078 |
| ... | ... | ... | 50 044 | 50 044 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 18 404 | ... | 31 640 | ... |
| ... | ... | ... | 186 275 | 186 275 | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 186 275 | ... | ... | 1 275 |
| ... | ... | ... | ... | ... | (S) | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 57 664 |
| ... | 1 993 421 940 | 106 957 078 | (40 405 655) | 2 059 973 363 | | Total budgétaire | 1 876 010 475 | 183 931 248 | 31 640 | 2 070 055 268 |
| ... | 1 254 700 000 | (17 600 000) | (21 403 093) | 1 215 696 907 | (S) | (L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (Brut) | 1 215 696 907 | ... | ... | 1 374 086 001 |
| ... | 1 993 421 940 | 106 957 078 | (40 405 655) | 2 059 973 363 | | Total du ministère— | 1 876 010 475 | 183 931 248 | 31 640 | 2 070 055 268 |
| ... | 1 254 700 000 | (17 600 000) | (21 403 093) | 1 215 696 907 | | Budgétaire | 1 215 696 907 | ... | ... | 1 374 086 001 |
| | | | | | | Non budgétaire | | | | |
| Conseil canadien des relations industrielles | | | | | | | | | | |
| ... | 10 547 000 | ... | ... | 10 547 000 | 10 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 1 225 596 | ... | 1 225 596 | 10a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 68 000 | 68 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 10 547 000 | 1 225 596 | 68 000 | 11 840 596 | | Total—Crédit 10 | 11 098 931 | 741 665 | ... | 11 568 416 |
| ... | 1 673 000 | ... | (332 678) | 1 340 322 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 1 340 322 | ... | ... | 1 365 963 |
| ... | ... | ... | 371 | 371 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | ... | 371 | ... |
| ... | 12 220 000 | 1 225 596 | (264 307) | 13 181 289 | | Total du programme—Budgétaire | 12 439 253 | 741 665 | 371 | 12 934 379 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement⁽²⁾ | | | | | | | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 13b | Dépenses de fonctionnement—Virement de 2 222 209 000 \$ du crédit 25 (Environnement) | | | | |
| ... | ... | ... | 2 222 209 000 | 2 222 209 000 | | Virement du crédit 25 (Environnement) | | | | |
| ... | ... | 1 2 222 209 000 | 2 222 209 001 | 2 222 209 001 | | Total—Crédit 13b | 2 073 942 293 | 148 266 708 | ... | 2 091 820 816 |
| ... | ... | 1 2 222 209 000 | 2 222 209 001 | 2 222 209 001 | | Total budgétaire | 2 073 942 293 | 148 266 708 | ... | 2 091 820 816 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | (S) | (L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (Brut) | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | ... | ... | (190 200 000) | (190 200 000) | | | (190 181 234) | (18 766) | ... | (219 090 872) | |
| ... | ... | 1 222 209 000 | 2 222 209 000 | 2 222 209 001 | | Total du programme— | 2 073 942 293 | 148 266 708 | ... | 2 091 820 816 | |
| ... | ... | ... | (190 200 000) | (190 200 000) | | Budgétaire | (190 181 234) | (18 766) | ... | (219 090 872) | |
| | | | | | | Non budgétaire | | | | | |
| ... | 1 665 000 | ... | ... | 1 665 000 | 15 | Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs | | | | | |
| ... | ... | ... | 32 000 | 32 000 | | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | 1 665 000 | ... | 32 000 | 1 697 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 175 000 | ... | ... | 175 000 | (S) | Total—Crédit 15 | 1 255 259 | 441 741 | ... | 1 326 448 | |
| ... | 1 840 000 | ... | 32 000 | 1 872 000 | | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 175 000 | ... | ... | 141 380 | |
| | | | | | | Total du programme—Budgétaire | 1 430 259 | 441 741 | ... | 1 467 828 | |
| ... | 4 032 000 | ... | ... | 4 032 000 | 20 | Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | | | | | |
| ... | ... | 180 876 | ... | 180 876 | 20a | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | ... | 60 360 | 60 360 | | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | ... | 156 000 | 156 000 | | Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 4 032 000 | 180 876 | 216 360 | 4 429 236 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Total—Crédit 20 | 4 369 207 | 60 029 | ... | 4 018 412 | |
| ... | 4 032 000 | 180 876 | 216 360 | 4 429 236 | | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 25 | |
| | | | | | | Total du programme—Budgétaire | 4 369 207 | 60 029 | ... | 4 018 437 | |
| ... | 2 011 513 940 | 108 363 551 | 2 181 787 398 | 4 301 664 889 | | Total du portefeuille ministériel— | 3 968 191 487 | 333 441 391 | 32 011 | 4 180 296 728⁽²⁾⁽³⁾ | |
| ... | 1 254 700 000 | (17 600 000) | (211 603 093) | 1 025 496 907 | | Budgétaire | 1 025 515 673 | (18 766) | ... | 1 154 995 129⁽²⁾⁽³⁾ | |
| | | | | | | Non budgétaire | | | | | |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée d'Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 2 091 820 816 \$ (budgétaire) et de (219 090 872) \$ (non budgétaire)

⁽³⁾ Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 27 506 408 077 \$ (budgétaire), Développement des ressources humaines (Développement social), et 2 088 475 912 \$ (budgétaire) et 1 374 086 001 \$ (non budgétaire), Ressources humaines et Développement des compétences.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Prestations d'assurance-emploi | 557 391 160 | 554 201 479 | ... | ... | 115 297 | 115 297 | 486 094 000 | 484 093 000 | ... | ... | 71 412 457 | 70 223 776 |
| Programmes d'emploi | 272 152 469 | 267 275 469 | ... | ... | 2 564 902 000 | 2 488 262 154 | 138 883 408 | 138 475 000 | ... | ... | 2 698 171 061 | 2 617 062 623 |
| Compétences professionnelles | 57 242 969 | 57 027 969 | ... | ... | 79 653 360 | 59 786 865 | 49 897 000 | 49 689 000 | ... | ... | 86 999 329 | 67 125 834 |
| Apprentissage— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 102 493 729 | 94 862 729 | ... | ... | 809 638 495 | 797 928 137 | 14 417 000 | 13 972 000 | ... | ... | 897 715 224 | 878 818 866 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 215 696 907 | 1 215 696 907 | 1 215 696 907 | 1 215 696 907 |
| Travail | 181 015 305 | 180 090 305 | ... | ... | 4 506 065 | 2 673 607 | 74 797 814 | 74 797 814 | ... | ... | 110 723 556 | 107 966 098 |
| Sans-abri | 26 524 469 | 21 355 469 | ... | ... | 224 100 000 | 112 002 745 | ... | ... | ... | ... | 250 624 469 | 133 358 214 |
| Soutien aux politiques, aux programmes et à la prestation des services | 175 882 267 | 161 434 225 | ... | ... | 17 275 000 | 11 491 853 | 106 416 000 | 104 334 000 | ... | ... | 86 741 267 | 68 592 078 |
| Prestations d'emploi et mesures de soutien autorisées en vertu de la partie II de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> | ... | ... | ... | ... | (2 142 414 000) | (2 067 137 014) | ... | ... | ... | ... | (2 142 414 000) | (2 067 137 014) |
| Sous-total— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 1 372 702 368 | 1 336 247 645 | ... | ... | 1 557 776 217 | 1 405 123 644 | 870 505 222 | 865 360 814 | ... | ... | 2 059 973 363 | 1 876 010 475 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 215 696 907 | 1 215 696 907 | 1 215 696 907 | 1 215 696 907 |
| Revenus affectés aux dépenses | (870 505 222) | (865 360 814) | ... | ... | ... | ... | (870 505 222) | (865 360 814) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 502 197 146 | 470 886 831 | ... | ... | 1 557 776 217 | 1 405 123 644 | ... | ... | ... | ... | 2 059 973 363 | 1 876 010 475 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 215 696 907 | 1 215 696 907 | 1 215 696 907 | 1 215 696 907 |
| Conseil canadien des relations industrielles— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 13 181 289 | 12 439 253 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 13 181 289 | 12 439 253 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 2 222 209 001 | 2 073 942 293 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 222 209 001 | 2 073 942 293 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | (190 200 000) | (190 181 234) | (190 200 000) | (190 181 234) |
| Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 1 872 000 | 1 430 259 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 872 000 | 1 430 259 |

Programmes par secteur d'activité—Fin

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | | | | | | | | | | | | |
| Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | 8 729 236 | 8 150 562 | ... | ... | ... | ... | 4 300 000 | 3 781 355 | ... | ... | 4 429 236 | 4 369 207 |
| Revenus affectés aux dépenses | (4 300 000) | (3 781 355) | ... | ... | ... | ... | (4 300 000) | (3 781 355) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 4 429 236 | 4 369 207 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 4 429 236 | 4 369 207 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 2 743 888 672 | 2 563 067 843 | ... | ... | 1 557 776 217 | 1 405 123 644 | ... | ... | ... | ... | 4 301 664 889 | 3 968 191 487 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 025 496 907 | 1 025 515 673 | 1 025 496 907 | 1 025 515 673 |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|-----------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Prestations d'assurance-emploi | | | | | | | | | |
| ... | 145 000 | ... | (29 703) | 115 297 | (S) Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique | 115 297 | ... | ... | 189 354 |
| Programmes d'emploi | | | | | | | | | |
| ... | 1 000 000 | ... | ... | 1 000 000 | Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale | 90 850 | 909 150 | ... | 131 610 |
| ... | ... | ... | 300 000 | 300 000 | Subventions désignées à l'Organisation de coopération et de développement économiques | 191 124 | 108 876 | ... | 89 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 93 515 979 |
| ... | 1 000 000 | ... | 300 000 | 1 300 000 | | 281 974 | 1 018 026 | ... | 93 736 589 |
| Compétences professionnelles | | | | | | | | | |
| ... | 300 000 | ... | (300 000) | ... | Subventions désignées à l'Organisation de coopération et de développement économiques | ... | ... | ... | ... |
| Apprentissage | | | | | | | | | |
| ... | 28 400 000 | ... | (1 856 193) | 26 543 807 | Subventions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions d'enseignement postsecondaire ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabetisation | 26 425 021 | 118 786 | ... | 27 962 644 |
| ... | 385 000 000 | 25 000 000 | 15 971 304 | 425 971 304 | (S) Subventions aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions canadiennes pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i> | 425 971 304 | ... | ... | 394 061 283 |
| ... | 79 800 000 | (5 100 000) | (10 253 482) | 64 446 518 | (S) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes du règlement de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> | 64 446 518 | ... | ... | 66 781 656 |
| ... | 22 000 | ... | (21 181) | 819 | (S) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie, de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région | 819 | ... | ... | 49 612 |
| ... | 493 222 000 | 19 900 000 | 3 840 448 | 516 962 448 | | 516 843 662 | 118 786 | ... | 488 855 195 |

Paiements de transfert—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Travail | | | | |
| ... | 7 000 | ... | ... | 7 000 | Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies | 7 000 | ... | ... | 7 000 |
| ... | 19 000 | ... | ... | 19 000 | Prévention des incendies du Canada | 19 000 | ... | ... | 19 000 |
| ... | 15 000 | ... | ... | 15 000 | Appui aux activités qui contribuent aux objectifs du Programme de sécurité et de santé au travail | 15 000 | ... | ... | 15 000 |
| ... | 12 000 | ... | ... | 12 000 | Appui aux organismes responsables de l'élaboration des normes (S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands | 12 000 | ... | ... | 9 720 |
| ... | 5 000 | ... | (1 935) | 3 065 | Subventions à des institutions internationales du domaine du travail pour faire face aux répercussions de la mondialisation sur le travail | 3 065 | ... | ... | 4 065 |
| ... | ... | ... | 1 000 000 | 1 000 000 | Subventions à des organismes nationaux et internationaux pour de l'assistance technique et la coopération internationale dans le domaine du travail | 852 250 | 147 750 | ... | ... |
| ... | ... | ... | 900 000 | 900 000 | | 653 910 | 246 090 | ... | 75 000 |
| ... | 58 000 | ... | 1 898 065 | 1 956 065 | | 1 562 225 | 393 840 | ... | 129 785 |
| | | | | | Sans-abri | | | | |
| ... | 1 150 000 | ... | ... | 1 150 000 | Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri | 600 099 | 549 901 | ... | 175 418 |
| ... | 495 875 000 | 19 900 000 | 5 708 810 | 521 483 810 | Total—Subventions | 519 403 257 | 2 080 553 | ... | 583 086 341 |
| | | | | | Contributions | | | | |
| | | | | | Programmes d'emploi | | | | |
| ... | 498 579 000 | 27 500 000 | (26 235 000) | 499 844 000 | Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien | 470 194 272 | 29 649 728 | ... | 486 479 924 |
| ... | ... | 8 000 000 | (600 000) | 7 400 000 | Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle | 7 003 387 | 396 613 | ... | ... |
| ... | 498 579 000 | 35 500 000 | (26 835 000) | 507 244 000 | | 477 197 659 | 30 046 341 | ... | 486 479 924 |

| | | | | | | | | | |
|-----|-------------|------------|--------------|--------------|---|--------------|-----------|-----|--------------|
| | | | | | Compétences professionnelles | | | | |
| | | | | | Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien | 15 396 900 | 2 258 100 | ... | 13 999 614 |
| ... | 17 955 000 | ... | (300 000) | 17 655 000 | Contributions aux conseils sectoriels, conseils intersectoriels, consortiums nationaux, gouvernements provinciaux/territoriaux, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, établissements de santé publics, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps et associations ad hoc, afin de soutenir le développement et l'amélioration des processus et outils d'évaluation et de reconnaissance des titres de compétence étrangers | 1 400 904 | 4 091 456 | ... | ... |
| ... | ... | 7 727 000 | (2 234 640) | 5 492 360 | | | | | |
| ... | 17 955 000 | 7 727 000 | (2 534 640) | 23 147 360 | | 16 797 804 | 6 349 556 | ... | 13 999 614 |
| | | | | | Apprentissage | | | | |
| | | | | | Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien | 5 706 633 | 653 367 | ... | ... |
| ... | 500 000 | ... | 5 860 000 | 6 360 000 | (S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> | 206 117 162 | ... | ... | 266 308 177 |
| ... | 157 200 000 | 36 300 000 | 12 617 162 | 206 117 162 | (S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> | 207 854 | ... | ... | 193 862 |
| ... | 500 000 | (300 000) | 7 854 | 207 854 | (S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> | (24 107 626) | ... | ... | (28 043 278) |
| ... | 18 900 000 | 2 100 000 | (45 107 626) | (24 107 626) | (S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> | 86 008 421 | ... | ... | 105 181 054 |
| ... | 75 400 000 | 18 200 000 | (7 591 579) | 86 008 421 | Contributions aux secteurs bénévoles, à des organisations professionnelles, à des universités, à des établissements d'enseignement post-secondaires et aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation | 3 720 923 | 69 313 | ... | 1 924 809 |
| ... | ... | 899 403 | 2 890 833 | 3 790 236 | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 5 202 306 |
| ... | ... | ... | ... | ... | | | | | |
| ... | 252 500 000 | 57 199 403 | (31 323 356) | 278 376 047 | | 277 653 367 | 722 680 | ... | 350 766 930 |
| | | | | | Travail | | | | |
| ... | 1 600 000 | ... | ... | 1 600 000 | Programme de partenariat syndical-patronal | 701 005 | 898 995 | ... | 1 044 645 |
| ... | 2 200 000 | ... | (2 200 000) | ... | Commission du travail | ... | ... | ... | 788 040 |
| ... | ... | ... | 300 000 | 300 000 | Contributions à des entreprises et des organisations syndicales et sans but lucratif canadiennes pour favoriser le dialogue social et les activités de coopération au Canada liées aux initiatives internationales du Canada ayant trait au domaine du travail | ... | 300 000 | ... | ... |
| ... | 3 800 000 | ... | (1 900 000) | 1 900 000 | | 701 005 | 1 198 995 | ... | 1 832 685 |

Paiements de transfert—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|--------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Sans-abri | | | | |
| | | | | | Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri | | | | |
| ... | 167 950 000 | ... | 20 000 000 | 187 950 000 | | 95 813 736 | 92 136 264 | ... | 10 064 976 |
| ... | ... | ... | 35 000 000 | 35 000 000 | Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto | 15 588 910 | 19 411 090 | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 119 626 780 |
| ... | 167 950 000 | ... | 55 000 000 | 222 950 000 | | 111 402 646 | 111 547 354 | ... | 129 691 756 |
| | | | | | Soutien aux politiques, aux programmes et à la prestation de services | | | | |
| | | | | | Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien | | | | |
| ... | 200 000 | ... | 2 475 000 | 2 675 000 | | 1 967 906 | 707 094 | ... | 1 431 517 |
| ... | 940 984 000 | 100 426 403 | (5 117 996) | 1 036 292 407 | Total—Contributions | 885 720 387 | 150 572 020 | ... | 984 202 426 |
| | | | | | Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité | | | | |
| ... | 145 000 | ... | (29 703) | 115 297 | Prestations d'assurance-emploi | 115 297 | ... | ... | 189 354 |
| ... | 499 579 000 | 35 500 000 | (26 535 000) | 508 544 000 | Programmes d'emploi | 477 479 633 | 31 064 367 | ... | 580 216 513 |
| ... | 18 255 000 | 7 727 000 | (2 834 640) | 23 147 360 | Compétences professionnelles | 16 797 804 | 6 349 556 | ... | 13 999 614 |
| ... | 745 722 000 | 77 099 403 | (27 482 908) | 795 338 495 | Apprentissage | 794 497 029 | 841 466 | ... | 839 622 125 |
| ... | 3 858 000 | ... | (1 935) | 3 856 065 | Travail | 2 263 230 | 1 592 835 | ... | 1 962 470 |
| ... | 169 100 000 | ... | 55 000 000 | 224 100 000 | Sans-abri | 112 002 745 | 112 097 255 | ... | 129 867 174 |
| ... | 200 000 | ... | 2 475 000 | 2 675 000 | Soutien aux politiques, aux programmes et à la prestation de services | 1 967 906 | 707 094 | ... | 1 431 517 |
| ... | 1 436 859 000 | 120 326 403 | 590 814 | 1 557 776 217 | Total du portefeuille ministériel | 1 405 123 644 | 152 652 573 | ... | 1 567 288 767⁽¹⁾ |

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 27 144 398 216 \$, Développement des ressources humaines (Développement social), et 1 567 288 767 \$, Ressources humaines et Développement des compétences.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent | | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | | Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Prestations d'assurance-emploi | | | | DisqueCCINFO | 4 300 000 | 3 781 355 | 3 787 392 |
| Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi | 486 094 000 | 484 093 000 | 452 875 000 | Total du programme—Budgétaire | 4 300 000 | 3 781 355 | 3 787 392 |
| Programmes d'emploi | | | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 874 805 222 | 869 142 169 | 877 519 554⁽¹⁾ |
| Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi | 138 883 408 | 138 475 000 | 120 899 000 | | | | |
| Compétences professionnelles | | | | | | | |
| Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi | 49 897 000 | 49 689 000 | 36 708 000 | | | | |
| Apprentissage | | | | | | | |
| Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi | 14 417 000 | 13 972 000 | 14 630 000 | | | | |
| Travail | | | | | | | |
| Sommes à recouvrer des organismes de l'État et des autres ministères pour le paiement des indemnités aux accidenté(e)s du travail | 74 797 814 | 74 797 814 | 73 670 303 | | | | |
| Soutien aux politiques, aux programmes et à la prestation des services | | | | | | | |
| Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi | 99 233 000 | 98 998 000 | 164 858 859 | | | | |
| Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada | 7 183 000 | 5 336 000 | 10 091 000 | | | | |
| | 106 416 000 | 104 334 000 | 174 949 859 | | | | |
| Total du ministère—Budgétaire | 870 505 222 | 865 360 814 | 873 732 162 | | | | |

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 804 777 000 \$, Développement des ressources humaines (Développement social), et 877 519 554 \$ Ressources humaines et Développement des compétences.

Revenus

| | Exercice en cours | | Exercice précédent | |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|----|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | |
| Autres revenus— | | | | |
| Revenus de placements— | | | | |
| Encaisse et débiteurs— | | | | |
| Intérêt des dépôts bancaires | 565 746 | 51 532 | | |
| Autres comptes— | | | | |
| Intérêt sur prêts fédéraux aux étudiants | 275 151 625 | 230 262 016 | | |
| | 275 717 371 | 230 313 548 | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 1 653 243 | 10 056 336 | | |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 7 533 162 | 4 899 005 | | |
| | 9 186 405 | 14 955 341 | | |
| Ventes de biens et de services— | | | | |
| Services de nature non réglementaire | 2 078 215 | 1 946 867 | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État— | | | | |
| Produits de la vente d'immobilisations | 50 044 | ... | | |
| Revenus divers— | | | | |
| Bâtiments appartenant à l'État | 78 910 | 95 981 | | |
| Recouvrement des coûts relativement aux avantages sociaux— | | | | |
| Assurance-emploi | 83 801 116 | 78 583 115 | | |
| Régime de pension du Canada | 1 465 700 | 1 057 268 | | |
| Autres services de nature non réglementaire | ... | 1 306 | | |
| Intérêts sur comptes débiteurs | 137 386 | 185 363 | | |
| Amendes en vertu de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> | 865 959 | 553 184 | | |
| Amendes et pénalités en vertu du <i>Code canadien du travail</i> (loi) | 201 500 | 40 000 | | |
| Amendes en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux étudiants</i> | ... | 100 | | |
| Revenus divers des retenues salariales— | | | | |
| Compte de rentes—Surplus actuariel | 261 044 | 2 531 818 | | |
| Frais légaux | 489 046 | 522 874 | | |
| Petits soldes des comptes créditeurs | 34 449 | ... | | |
| Divers | 14 913 | 1 246 | | |
| | 87 350 023 | 83 572 255 | | |
| Total du ministère | 374 382 058 | 330 788 011 | | |
| Conseil canadien des relations industrielles | | | | |
| Autres revenus— | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 2 285 | 4 323 | | |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 401 | (10 324) | | |
| | 2 686 | (6 001) | | |
| Ventes de biens et de services— | | | | |
| Ventes de biens et de produits d'information | 884 | 1 233 | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 371 | ... | | |
| Total du programme | 3 941 | (4 768) | | |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement ⁽¹⁾ | | | | |
| Autres revenus— | | | | |
| Revenus de placements— | | | | |
| Prêts, placements et avances— | | | | |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement—Intérêt | 463 995 742 | 481 586 111 | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 2 244 969 | ... | | |
| Revenus divers— | | | | |
| Bénéfices nets en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> | 15 230 373 | 24 772 000 | | |
| Autres recouvrements de tiers | 6 495 551 | 3 933 941 | | |
| Revenus reportés | 2 517 427 | 2 734 200 | | |
| | 24 243 351 | 31 440 141 | | |
| Total du programme | 490 484 062 | 513 026 252 | | |
| Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs | | | | |
| Autres revenus— | | | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 7 | ... | | |
| Total du programme | 7 | ... | | |
| Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | | | | |
| Autres revenus | | | | |
| Ventes de biens et de services— | | | | |
| Ventes de biens et de produits d'information | 3 762 613 | 3 857 919 | | |
| Autres frais et droits— | | | | |
| Revenus reportés | (12 753) | (22 082) | | |
| Total du programme | 3 749 860 | 3 835 837 | | |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|--------------------|--|
| | \$ | \$ |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements | 739 713 113 | 711 899 659 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 11 434 067 | 14 949 340 |
| Ventes de biens et de services | 5 828 959 | 5 783 937 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 50 415 | ... |
| Revenus divers | 111 593 374 | 115 012 396 |
| Total du portefeuille ministériel | 868 619 928 | 847 645 332⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾ |

(1) Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée d'Environnement. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 513 026 252 \$.

(2) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

(3) Au cours de l'exercice, Développement des ressources humaines a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Développement des ressources humaines (Développement social) et Ressources humaines et Développement des compétences. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés comme suit : 85 361 174 \$, Développement des ressources humaines (Développement social), et 334 619 080 \$, Ressources humaines et Développement des compétences.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 26

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Ressources naturelles

Ministère

Énergie atomique du Canada limitée

Commission canadienne de sûreté
nucléaire

Société de développement du Cap-Breton

Office national de l'énergie

Administration du pipe-line du Nord

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 26.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 26.6 |
| Programmes par secteur d'activité..... | 26.9 |
| Paiements de transfert | 26.11 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés ... | 26.17 |
| Revenus | 26.17 |

Ministère

Objectifs

Contribuer à l'essor économique du Canada en fournissant aux Canadiens et aux Canadiennes des connaissances scientifiques et économiques d'experts, et en favorisant le développement durable et l'exploitation rationnelle des ressources naturelles du Canada ainsi que la compétitivité des industries de l'énergie, des forêts, des minéraux, des métaux et de la géomatique.

Description des secteurs d'activité

Diffusion de l'information et établissement d'un consensus

Il importe d'investir dans le savoir et l'innovation des systèmes afin de créer des données intégrées et aisément accessibles. Ressources naturelles Canada (RNCan) le reconnaît et s'emploie à le faire en constituant et en tenant à jour l'infrastructure de connaissances (ResSources) et les bases de données, comme GéoConnexions, nécessaires pour apporter aux Canadiens et aux Canadiennes des données géographiques et scientifiques sur l'état de la masse continentale du Canada et des conseils économiques et environnementaux judicieux concernant des questions liées au développement et à l'utilisation durables des ressources naturelles canadiennes, à la santé et à la sécurité du public; en recueillant, partageant, diffusant et analysant des données et en préparant des rapports statistiques sur la productivité et la compétitivité de l'industrie canadienne des ressources naturelles. L'information est utilisée pour établir des prévisions et faire rapport sur l'évolution de la demande du marché.

La conservation des avantages tirés des ressources et la création de nouvelles possibilités dans le cadre de l'économie fondée sur le savoir passent par la stimulation d'une coopération et d'un consensus nationaux et internationaux plus efficaces en matière de mise en valeur durable des ressources. À cette fin, le Ministère co-gère le processus fédéral d'élaboration d'une stratégie

nationale de mise en œuvre de mesures d'atténuation des impacts environnementaux de l'exploitation des ressources et d'adaptation au changement climatique. RNCan met en œuvre des plans d'action, applique des moyens et procède à des essais à l'appui de pratiques de gestion des ressources forestières nouvelles et novatrices. Dans le cadre d'ententes bilatérales et multilatérales, le Ministère s'emploie à inculquer la mise en valeur et l'utilisation responsables des minéraux et des métaux et déploie des activités de recherche et développement pour stimuler l'essor de l'industrie canadienne de la géomatique. Le Ministère offre des conseils et des services coordonnés de logistique pour appuyer ses programmes de recherche scientifique et transfère ses technologies issues de la science-technologie (S-T) et ses pratiques et techniques de gestion durables des ressources aux intervenants et aux utilisateurs.

RNCan fournit aux Canadiens l'information la plus pertinente possible en matière de fiscalité et de réglementation pour leur permettre de prendre des décisions éclairées. À cette fin, le Ministère définit des stratégies, des politiques, des règlements et des mécanismes d'action volontaire nationaux et internationaux à l'appui de la mise en valeur durable des ressources.

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada relève également de ce secteur d'activité. Ce Fonds a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994*. Le Fonds permet à Géomatique Canada de transférer les coûts des biens et services des contribuables en général aux utilisateurs particuliers qui en bénéficient directement. Ce mécanisme de production de revenus donne à Géomatique Canada la possibilité de recouvrer intégralement les coûts de ses clients canadiens et la latitude d'exiger les prix du marché de ses clients internationaux. Il donne l'occasion de fournir un volume croissant de produits et de services répondant aux besoins des clients canadiens tout en appuyant l'industrie canadienne de la géomatique au moyen des connaissances et de l'expertise nécessaires pour soutenir la concurrence sur les marchés internationaux.

Avantages économiques et sociaux

À l'heure de la mondialisation du marché, sciences et technologie de pointe, conseils d'expert stratégiques et innovation sont indispensables pour permettre au Canada de conserver et d'étendre sa part du marché. À cette fin, le Ministère repère les débouchés commerciaux pour vendre nos produits, connaissances, technologies et services axés sur les ressources. Il collabore avec les intervenants pour établir une conjoncture commerciale qui favorise la compétitivité du secteur des ressources naturelles (p. ex. l'administration du régime fiscal du secteur canadien des mines). Le Ministère organise des ateliers pour intéresser les investisseurs à la mise en valeur des ressources canadiennes et il se penche sur les préoccupations environnementales et commerciales d'envergure internationale qui concernent le secteur des ressources naturelles. RNCan collabore également avec les gouvernements et l'industrie pour mieux comprendre la géologie du pays et stimuler l'exploration.

RNCan exerce son influence à l'échelle internationale pour faciliter l'exportation des produits et services canadiens tirés des ressources et pour favoriser le transfert des technologies et le partage des connaissances à l'appui de la mise en valeur et de l'utilisation durables des ressources naturelles. En collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Affaires étrangères), il entretient de saines relations avec ses homologues d'autres pays tout en recherchant les possibilités de mise en valeur qui s'offrent à l'étranger. Le Ministère facilite l'accès du secteur privé aux marchés internationaux des produits, des pratiques de gestion et des services liés aux ressources naturelles. Il appuie l'industrie canadienne de la géomatique et des sciences de la Terre dans sa participation à des projets internationaux d'importance majeure, dans l'élaboration des normes, l'échange d'information, la recherche et développement, la formation et l'échange de personnel et dans l'application des politiques et programmes gouvernementaux. Le Ministère contribue aussi à faire en sorte que le Canada demeure compétitif et qu'il s'acquitte de ses obliga-

tions commerciales. Entre autres, il agit de manière à favoriser l'harmonisation des normes et des codes internationaux, participe à des forums multilatéraux, dispense des conseils pour faciliter les négociations concernant les cadres des relations commerciales ainsi que le règlement des questions qui se posent à l'étranger en matière de commerce et de politique. Parallèlement, et dans le cadre de relations bilatérales, le Ministère est en mesure de mener un échange d'information qui favorise l'harmonisation des réglementations et des politiques et de fournir des idées et des points de vue sur la mise en œuvre des mesures actuelles et envisagées en matière d'efficacité énergétique et de gestion des forêts.

En collaboration avec Affaires indiennes et du Nord canadien, RNCan assure la gestion de programmes qui visent à procurer de l'emploi aux Autochtones dans l'industrie des ressources naturelles. Le Ministère finance des activités autochtones viables et renforce la capacité de gestion de ces collectivités. De plus, il soutient des initiatives et des règlements qui ont pour but de procurer de l'emploi, de favoriser la diversification économique et la prise de décisions éclairées en matière de mise en valeur durable des terres et des ressources dans les collectivités rurales, autochtones et nordiques.

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada relève également de ce secteur d'activité.

Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux

RNCan exerce un rôle de premier plan pour ce qui est de définir les moyens que le Canada doit opposer au changement climatique et qui s'inscrivent dans la stratégie que le Canada doit mettre en œuvre pour atténuer les répercussions sur l'environnement de l'exploitation des ressources, s'adapter au changement climatique et modifier en conséquence son économie de l'énergie. En collaboration avec ses partenaires, le Ministère : i) définit une Stratégie nationale de lutte contre le changement climatique, ii) définit et fait progresser les intérêts

canadiens à remplir les engagements de Kyoto et iii) participe au déploiement du volet canadien du programme international de lutte contre le changement climatique.

Le Ministère gère le Programme de recherche et d'exploitation énergétiques, développe et promouvoit l'utilisation des technologies novatrices et prometteuses d'exploitation durable des ressources ainsi que des sources d'énergie de remplacement, et élabore et met en œuvre des programmes et des technologies qui favorisent un meilleur rendement énergétique dans les immeubles, l'industrie et les maisons. En partenariat avec ses clients et les intervenants, le Ministère effectue également des recherches en foresterie et le transfert de technologies et de techniques qui contribuent à préserver la santé et la durabilité des forêts, prévoit et gère l'incidence de l'interaction de l'activité humaine et de la nature avec les écosystèmes forestiers, et mène des recherches sur la production sylvicole pour assurer la pérennité des essences d'arbres à croissance difficile et menacée. RNCan met aussi au point et transfère des technologies susceptibles de déboucher sur des processus industriels plus efficaces, sur la production de nouveaux produits à base de minéraux et de métaux qui sont plus performants et favorise la productivité des activités d'extraction et de traitement du minerai. Le Ministère effectue des recherches dans le but d'atténuer les répercussions des effluents et du drainage acide qui résultent des opérations d'extraction et de traitement, fournit un soutien technique à l'exploitation des mines canadiennes en matière de contrôle des toits de mines, d'évaluation des environnements souterrains, de ventilation et de réduction des coups de toit et apporte des améliorations aux procédés de transformation.

En collaboration avec ses partenaires, le Ministère met au point et en œuvre des politiques et pratiques destinées à contrer les risques associés à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources naturelles. Il recommande des stratégies de gestion à long terme des déchets radioactifs et du combustible nucléaire épuisé. RNCan

met également au point des technologies pour accroître la fiabilité structurale de l'infrastructure des gazoducs canadiens.

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada relève également de ce secteur d'activité.

Sûreté et sécurité des Canadiens

RNCan joue un rôle de premier plan dans la prestation d'information et d'expertise aux Canadiens en ce qui a trait aux risques naturels. Les experts scientifiques de RNCan fournissent les conseils et les recommandations en matière de recherches permettant de minimiser les risques associés aux risques naturels comme les séismes. De plus, le Ministère fournit des cartes topographiques et des images transmises par satellite afin de répondre aux urgences causées par ces risques et de fournir de l'information sur les types de sol, les régions à risque et les processus d'érosion qui permettent de comprendre la cause des désastres.

Le Ministère fournit un système fiable de levés, des cartes topographiques, des cartes et des publications aéronautiques, des données de télédétection et de l'information géoréférencée couvrant tout le territoire canadien, afin d'appuyer la souveraineté nationale, la défense, la protection de l'environnement, le développement socio-économique et la conduite des affaires du Canada. De concert avec ses homologues, RNCan entretient également la frontière qui sépare le Canada des États-Unis et y effectue des travaux de levé et d'inspection.

RNCan constitue la principale source d'expertise du gouvernement en matière de réglementation et de technologie des explosifs. Le Ministère produit des technologies et mène des inspections relativement à la fabrication, à l'utilisation, à l'entreposage et au transport des explosifs et des pièces pyrotechniques. De concert avec Justice Canada, RNCan œuvre à rendre l'industrie des explosifs plus sécuritaire en reformulant la réglementation des explosifs dans une langue plus simple et en apportant son concours à la formulation d'ententes internationales à ce sujet.

RNCan définit le cadre stratégique des mesures canadiennes de sûreté et de sécurité qui s'appliquent aux activités du secteur de l'énergie et plus particulièrement au transport de l'énergie, à la mise en valeur des ressources extracôtières et de l'industrie canadienne de l'uranium et de l'énergie nucléaire. Il formule des recommandations au Ministre sur les questions qui intéressent l'Office national de l'énergie, Énergie atomique du Canada limitée, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et les Offices des hydrocarbures extracôtières de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse. RNCan promulgue des règlements en matière de santé et de sécurité pour assurer l'intégrité des dispositifs de survie et d'évacuation pour l'exploration et la mise en valeur du pétrole et du gaz des régions pionnières.

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada relève également de ce secteur d'activité.

Saine gestion ministérielle

Ce domaine d'activité concerne le fonctionnement interne du Ministère. Il crée une orientation stratégique permettant d'aligner les objectifs ministériels sur les priorités du Ministre et du gouvernement, de fixer des objectifs et de surveiller les résultats, ainsi que de gérer efficacement les ressources attribuées, par les moyens suivants : planification stratégique ministérielle, coordination de la politique à l'échelle du Ministère et gestion au cas par cas; liaison avec le Cabinet et le Parlement; direction et services dans les domaines des finances, de l'administration, des biens immobiliers, des ressources humaines, de la gestion de l'information et de la technologie de l'information; stratégie de communication, conseils et services; administration de la politique environnementale et des activités d'évaluation; appui au conseiller scientifique en chef; vérifications internes et évaluations des programmes.

Énergie atomique du Canada limitée

Objectifs

Promouvoir l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Objectifs

Limiter, à un niveau raisonnable et d'une façon conforme aux obligations internationales du Canada, les risques que comportent, pour la sécurité nationale, la santé et la sécurité des personnes ainsi que pour l'environnement, le développement, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire ainsi que la production, la possession et l'utilisation des substances nucléaires, de l'équipement et de l'information réglementés.

Appliquer les mesures que le Canada s'est engagé à prendre en matière de contrôle international du développement, de la production et de l'utilisation de l'énergie nucléaire, ce qui englobe la non-prolifération des armements nucléaires et des explosifs nucléaires et le soutien aux efforts internationaux pour élaborer, maintenir et renforcer le régime de non-prolifération nucléaire et le système de garanties.

Description des secteurs d'activité

Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) réglemente le développement, la production, la possession et l'utilisation de l'énergie nucléaire, de même que des substances, de l'équipement et de l'in-

formation nucléaires réglementés au moyen d'un régime complet de permis. Ce régime est conçu pour réduire la probabilité que les travailleurs du nucléaire, le public et l'environnement soient exposés à des niveaux inacceptables de rayonnement et aux substances radioactives ou dangereuses associées à la technologie nucléaire. La CCSN réglemente des activités et installations nucléaires tels que les accélérateurs, les réacteurs nucléaires non producteurs de puissance, les installations de combustible nucléaire, les établissements de recherche et d'essais nucléaires, les emballages pour le transport des substances nucléaires, les irradiateurs de type piscine, les réacteurs nucléaires, les radioisotopes, les installations de production de radioisotopes, les installations d'extraction minière et de traitement de l'uranium et les installations de gestion des déchets nucléaires.

Non-prolifération et garanties

La CCSN réglemente la non-prolifération et les garanties par la mise en œuvre des accords de garanties conclus entre le Canada et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et l'application des dispositions des accords de coopération du Canada concernant la non-prolifération nucléaire et la maintenance à la fois d'un système complet pour comptabiliser et vérifier les matières et les activités nucléaires et d'un régime de permis d'exportation et d'importation. En plus, la CCSN participe aux initiatives multilatérales de non-prolifération nucléaire, de garanties et de sécurité pour renforcer le régime international de non-prolifération et procure des conseils aux hauts fonctionnaires sur l'élaboration et l'application de la politique canadienne de non-prolifération nucléaire et du système de garanties de l'AIEA, ainsi que sur les dossiers internationaux touchant la sécurité des matières et des installations nucléaires.

Société de développement du Cap-Breton

Objectifs

Assurer la gestion et le financement de la fermeture des opérations minières ainsi que des programmes de réduction des effectifs qui s'y rapportent.

Office national de l'énergie

Objectifs

Réglementer, dans l'intérêt public, les aspects des industries du pétrole, du gaz et de l'électricité concernant :

- la construction et l'exploitation de pipe-lines;
- la construction et l'exploitation des lignes internationales de transport d'électricité et des lignes interprovinciales désignées;
- le transport, les droits et les tarifs des compagnies pelinières;
- les exportations de pétrole, de gaz et d'électricité, ainsi que les importations de gaz et de pétrole;
- les activités pétrolières et gazières sur les terres pionnières qui ne sont pas assujetties à un accord fédéral-provincial.

Offrir des conseils au ministre de Ressources naturelles Canada concernant la mise en valeur et l'utilisation des ressources énergétiques.

Description des secteurs d'activité

Conseil et réglementation en matière d'énergie

Les compagnies réglementées par l'Office accroissent la richesse des Canadiens grâce au transport du pétrole, du gaz naturel et des liquides du gaz naturel, ainsi qu'à l'ex-

portation d'hydrocarbures et d'électricité. En sa qualité d'organisme de réglementation, l'Office a pour rôle d'aider à créer un cadre qui favorise ces activités économiques, dans la mesure où elles sont conformes à l'intérêt public.

Administration du pipe-line du Nord

Objectifs

Faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz au mieux des intérêts du Canada, tel que décrit dans la *Loi sur le pipe-line du Nord*.

Description du secteur d'activité

Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel

Donner effet à l'Accord entre le Canada et les États-Unis en date du 20 septembre 1977; faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line, en tenant compte des intérêts locaux, régionaux et nationaux, y compris ceux des peuples autochtones, et satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral à l'égard du pipe-line; faciliter les consultations avec les gouvernements des provinces et des territoires et assurer avec eux une meilleure coordination des activités; maximiser les avantages sociaux et économiques tout en minimisant toutes les répercussions fâcheuses sur le milieu social et sur l'environnement; promouvoir les intérêts économiques et énergétiques nationaux et assurer la plus grande participation possible des Canadiens à tous les aspects de la planification du pipe-line, de sa construction et des fournitures nécessaires tout en veillant à ce que la fourniture des biens et services se fasse sur une base généralement concurrentielle.

| | | | | | | | | | | |
|--|----------------------|--------------------|--------------------|----------------------|------|---|----------------------|--------------------|-------------------|----------------------|
| ... | ... | ... | 100 000 000 | 100 000 000 | (S) | Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable | 100 000 000 | ... | ... | 125 000 000 |
| 117 571 | ... | ... | 275 826 | 393 397 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 197 687 | ... | 195 710 | 204 599 |
| ... | ... | ... | 8 521 | 8 521 | (S) | Honoraires—Agence de recouvrement | 8 521 | ... | ... | 12 280 |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 87 578 |
| 12 101 078 | 1 092 924 970 | 263 208 293 | 124 429 897 | 1 492 664 238 | | Total du ministère—Budgétaire | 1 312 885 182 | 167 791 905 | 11 987 151 | 1 215 770 386 |
| Énergie atomique du Canada limitée | | | | | | | | | | |
| ... | 127 838 000 | ... | ... | 127 838 000 | 15 | Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | 35 000 000 | ... | 35 000 000 | 15a | Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | ... | 11 000 | 11 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 127 838 000 | 35 000 000 | 11 000 | 162 849 000 | | Total—Crédit 15 | 162 838 000 | 11 000 | ... | 178 772 000 |
| ... | 127 838 000 | 35 000 000 | 11 000 | 162 849 000 | | Total du programme—Budgétaire | 162 838 000 | 11 000 | ... | 178 772 000 |
| Commission canadienne de sûreté nucléaire | | | | | | | | | | |
| ... | 57 414 000 | ... | ... | 57 414 000 | 20 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 9 229 200 | ... | 9 229 200 | 20a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 359 000 | ... | 359 000 | 20b | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 1 015 000 | 1 015 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 57 414 000 | 9 588 200 | 1 015 000 | 68 017 200 | | Total—Crédit 20 | 65 591 540 | 2 425 660 | ... | 60 571 796 |
| ... | 7 961 000 | ... | (373 188) | 7 587 812 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 7 587 812 | ... | ... | 6 999 325 |
| 4 | ... | ... | 3 759 | 3 763 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 1 034 | ... | 2 729 | 9 981 |
| 4 | 65 375 000 | 9 588 200 | 645 571 | 75 608 775 | | Total du programme—Budgétaire | 73 180 386 | 2 425 660 | 2 729 | 67 581 102 |
| Société de développement du Cap-Breton | | | | | | | | | | |
| ... | 60 205 000 | ... | ... | 60 205 000 | 25 | Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | ... | 6 000 | 6 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 60 205 000 | ... | 6 000 | 60 211 000 | | Total—Crédit 25 | 60 200 000 | 11 000 | ... | 62 800 000 |
| ... | 60 205 000 | ... | 6 000 | 60 211 000 | | Total budgétaire | 60 200 000 | 11 000 | ... | 62 800 000 |
| 50 000 000 | ... | ... | ... | 50 000 000 | L40a | Avances à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société de développement du Cap-Breton</i> , paragraphe 19(3). Limite 50 000 000 \$ (Net) | ... | ... | 50 000 000 | ... |
| ... | 60 205 000 | ... | 6 000 | 60 211 000 | | Total du programme— | 60 200 000 | 11 000 | ... | 62 800 000 |
| 50 000 000 | ... | ... | ... | 50 000 000 | | Budgétaire | ... | ... | 50 000 000 | ... |
| | | | | | | Non budgétaire | | | | |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Crédit | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| | | | | | | Office national de l'énergie | | | | |
| ... | 30 528 000 | ... | ... | 30 528 000 | 30 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 3 272 550 | ... | 3 272 550 | 30a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 940 000 | 940 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 30 528 000 | 3 272 550 | 940 000 | 34 740 550 | | Total—Crédit 30 | 33 831 340 | 909 210 | ... | 31 189 463 |
| ... | 5 007 000 | ... | (762 197) | 4 244 803 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 4 244 803 | ... | ... | 4 000 085 |
| 6 758 | ... | ... | 370 | 7 128 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 7 128 | ... | ... | ... |
| 6 758 | 35 535 000 | 3 272 550 | 178 173 | 38 992 481 | | Total du programme—Budgétaire | 38 083 271 | 909 210 | ... | 35 189 548 |
| | | | | | | Administration du pipe-line du Nord | | | | |
| ... | 1 252 000 | ... | ... | 1 252 000 | 35 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 62 600 | ... | 62 600 | 35a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 2 000 | 2 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 1 252 000 | 62 600 | 2 000 | 1 316 600 | | Total—Crédit 35 | 462 217 | 854 383 | ... | 188 454 |
| ... | 111 000 | ... | (77 078) | 33 922 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 33 922 | ... | ... | 15 237 |
| ... | 1 363 000 | 62 600 | (75 078) | 1 350 522 | | Total du programme—Budgétaire | 496 139 | 854 383 | ... | 203 691 |
| 12 107 840 | 1 383 240 970 | 311 131 643 | 125 195 563 | 1 831 676 016 | | Total du portefeuille ministériel— | | | | |
| 50 000 000 | ... | ... | ... | 50 000 000 | | Budgétaire | 1 647 682 978 | 172 003 158 | 11 989 880 | 1 560 316 727 |
| | | | | | | Non budgétaire | ... | ... | 50 000 000 | ... |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Diffusion de l'information et éta- blissement d'un consensus | 205 021 206 | 188 599 217 | 3 397 000 | 2 347 432 | 17 462 356 | 16 337 538 | 17 417 463 | 17 417 463 | ... | ... | 208 463 099 | 189 866 724 |
| Avantages économiques et sociaux | 150 385 181 | 140 224 396 | 2 956 000 | 2 399 560 | 457 664 269 | 423 379 492 | 10 543 704 | 10 543 704 | ... | ... | 600 461 746 | 555 459 744 |
| Protection de l'environnement et atténu- ation des impacts environnementaux | 263 903 591 | 221 237 325 | 4 869 000 | 2 812 267 | 305 201 234 | 240 700 703 | 3 946 137 | 3 946 137 | ... | ... | 570 027 688 | 460 804 158 |
| Sûreté et sécurité des Canadiens | 37 666 835 | 32 388 155 | 853 000 | 492 147 | 3 352 878 | 3 352 548 | 4 357 551 | 4 357 551 | ... | ... | 37 515 162 | 31 875 299 |
| Saine gestion ministérielle | 74 765 515 | 73 739 987 | 626 278 | 351 533 | 808 013 | 791 000 | 3 263 | 3 263 | ... | ... | 76 196 543 | 74 879 257 |
| Sous-total | 731 742 328 | 656 189 080 | 12 701 278 | 8 402 939 | 784 488 750 | 684 561 281 | 36 268 118 | 36 268 118 | ... | ... | 1 492 664 238 | 1 312 885 182 |
| Revenus affectés aux dépenses | (36 268 118) | (36 268 118) | ... | ... | ... | ... | (36 268 118) | (36 268 118) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère—Budgétaire | 695 474 210 | 619 920 962 | 12 701 278 | 8 402 939 | 784 488 750 | 684 561 281 | ... | ... | ... | ... | 1 492 664 238 | 1 312 885 182 |
| Énergie atomique du Canada limitée— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 162 849 000 | 162 838 000 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 162 849 000 | 162 838 000 |
| Commission canadienne de sûreté nucléaire | | | | | | | | | | | | |
| Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale | 68 564 667 | 66 551 321 | ... | ... | 234 957 | 226 957 | ... | ... | ... | ... | 68 799 624 | 66 778 278 |
| Non-prolifération et garanties | 6 402 108 | 6 402 108 | ... | ... | 407 043 | ... | ... | ... | ... | ... | 6 809 151 | 6 402 108 |
| Total du programme—Budgétaire | 74 966 775 | 72 953 429 | ... | ... | 642 000 | 226 957 | ... | ... | ... | ... | 75 608 775 | 73 180 386 |
| Société de développement du Cap-Breton— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 60 211 000 | 60 200 000 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 60 211 000 | 60 200 000 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 50 000 000 | ... | 50 000 000 | ... |
| Office national de l'énergie | | | | | | | | | | | | |
| Conseil et réglementation en matière d'énergie | 38 992 481 | 38 083 271 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 38 992 481 | 38 083 271 |
| Total du programme—Budgétaire | 38 992 481 | 38 083 271 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 38 992 481 | 38 083 271 |

Programmes par secteur d'activité—Fin

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Administration du pipe-line du Nord | | | | | | | | | | | | |
| Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel | 1 350 522 | 496 139 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 350 522 | 496 139 |
| Total du programme—Budgétaire | 1 350 522 | 496 139 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 350 522 | 496 139 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 1 033 843 988 | 954 491 801 | 12 701 278 | 8 402 939 | 785 130 750 | 684 788 238 | ... | ... | ... | ... | 1 831 676 016 | 1 647 682 978 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 50 000 000 | ... | 50 000 000 | ... |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------------|-----------|---|--|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Diffusion de l'information et établissement d'un consensus | | | | | | | | | |
| ... | 160 000 | ... | 89 971 | 249 971 | 229 500 | 20 471 | ... | 168 230 | |
| ... | ... | 700 000 | (203 229) | 496 771 | 464 600 | 32 171 | ... | ... | |
| ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 923 987 | |
| ... | 160 000 | 700 000 | (113 258) | 746 742 | 694 100 | 52 642 | ... | 1 092 217 | |
| ----- | | | | | | | | | |
| Avantages économiques et sociaux | | | | | | | | | |
| ... | 338 000 | ... | (333 000) | 5 000 | 5 000 | ... | ... | 11 750 | |
| ... | ... | ... | 20 000 | 20 000 | 12 500 | 7 500 | ... | ... | |
| ... | 338 000 | ... | (313 000) | 25 000 | 17 500 | 7 500 | ... | 11 750 | |
| ----- | | | | | | | | | |
| Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux | | | | | | | | | |
| ... | 33 000 | ... | 40 500 | 73 500 | 68 437 | 5 063 | ... | 38 713 | |
| ... | 20 000 | ... | (20 000) | ... | ... | ... | ... | ... | |
| ... | 17 950 000 | ... | (2 573 721) | 15 376 279 | 10 864 279 | 4 512 000 | ... | 1 213 887 | |
| ... | ... | ... | 100 000 000 | 100 000 000 | 100 000 000 | ... | ... | 125 000 000 | |
| ... | 18 003 000 | ... | 97 446 779 | 115 449 779 | 110 932 716 | 4 517 063 | ... | 126 252 600 | |
| ----- | | | | | | | | | |

Paiements de transfert—Suite

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Sûreté et sécurité des Canadiens | | | | |
| ... | 29 000 | ... | (29 000) | ... | Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère | ... | ... | ... | 1 380 |
| | | | | | Saine gestion ministérielle | | | | |
| ... | 90 000 | ... | (87 500) | 2 500 | Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère | 2 500 | ... | ... | 15 000 |
| ... | 18 620 000 | 700 000 | 96 904 021 | 116 224 021 | Total—Subventions | 111 646 816 | 4 577 205 | ... | 127 372 947 |
| | | | | | Contributions | | | | |
| | | | | | Diffusion de l'information et établissement d'un consensus | | | | |
| ... | 245 000 | (433 000) | 2 328 000 | 2 140 000 | Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère | 2 134 339 | 5 661 | ... | 1 940 371 |
| ... | 550 000 | ... | (550 000) | ... | Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement | ... | ... | ... | 62 060 |
| ... | 1 200 000 | ... | 1 633 000 | 2 833 000 | Programme du Fonds de mise en œuvre de GéoConnexions | 2 830 932 | 2 068 | ... | 2 593 263 |
| ... | 250 000 | ... | (240 000) | 10 000 | Programme de sondage des fonds marins | 10 000 | ... | ... | 450 000 |
| ... | 2 352 000 | ... | (2 352 000) | ... | Contribution à l'appui des mesures visant à atténuer l'incidence de l'infestation de dendroctone du pin ponderosa (DPP) | ... | ... | ... | ... |
| ... | 7 500 000 | ... | (3 421 650) | 4 078 350 | Programme des forêts modèles | 4 068 592 | 9 758 | ... | 4 099 588 |
| ... | 3 998 000 | ... | 426 264 | 4 424 264 | Contributions à l'appui de Forêt 2020/Verdir le Canada | 4 417 064 | 7 200 | ... | 734 434 |
| ... | ... | ... | 725 000 | 725 000 | Fonds d'action sur le changement climatique | 704 040 | 20 960 | ... | 2 025 264 |
| ... | ... | ... | 420 000 | 420 000 | Contribution à l'appui du Plan d'action 2000 sur le changement climatique | 380 371 | 39 629 | ... | 374 934 |
| ... | ... | ... | 365 000 | 365 000 | Centre forestier de Saskatchewan | 365 000 | ... | ... | 464 035 |
| ... | ... | ... | 575 000 | 575 000 | Contribution au Programme forestier des Premières nations | 573 100 | 1 900 | ... | 124 400 |
| ... | ... | ... | 65 000 | 65 000 | Contributions à l'appui de l'Initiative de technologie et d'innovation | 65 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 1 080 000 | ... | 1 080 000 | Contributions à l'appui des obligations internationales relatives à l'établissement des rapports sur le secteur forestier | 95 000 | 985 000 | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 1 512 447 |
| ... | 16 095 000 | 647 000 | (26 386) | 16 715 614 | | 15 643 438 | 1 072 176 | ... | 14 380 796 |
| | | | | | Avantages économiques et sociaux | | | | |
| ... | 583 000 | ... | 616 000 | 1 199 000 | Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère | 1 094 108 | 104 892 | ... | 718 770 |
| ... | 105 000 | ... | (105 000) | ... | Programme de sondage des fonds marins | ... | ... | ... | ... |

| | | | | | | | | | |
|---|-------------|-------------|--------------|-------------|---|-------------|------------|-----------|-------------|
| ... | 28 090 000 | ... | (3 000 000) | 25 090 000 | Assistance pour les intérêts d'Hibernia | 12 285 | 25 077 715 | ... | 2 878 097 |
| ... | 3 053 000 | ... | 200 | 3 053 200 | Contribution à Forintek Canada Corporation | 3 053 200 | ... | ... | 3 062 200 |
| ... | 3 875 000 | ... | (956 975) | 2 918 025 | Contribution au programme forestier des Premières nations | 2 910 414 | 7 611 | ... | 596 177 |
| ... | 1 350 000 | ... | (1 350 000) | ... | Initiative Canada-Chine concernant les produits du bois | ... | ... | ... | ... |
| ... | 900 000 | ... | 4 650 | 904 650 | Contribution à la Fondation nationale communautaire de l'arbre | 904 650 | ... | ... | 900 000 |
| ... | 3 530 000 | ... | (3 530 000) | ... | Contribution à l'appui des mesures visant à atténuer l'incidence de l'infestation de dendroctone du pin ponderosa (DPP) | ... | ... | ... | ... |
| ... | 20 050 000 | ... | 2 188 000 | 22 238 000 | Aide au secteur canadien du bois d'œuvre | 18 955 738 | 3 282 262 | ... | 22 305 101 |
| ... | 1 000 000 | ... | ... | 1 000 000 | Contributions à l'appui de Centre de recherches sur la technologie pétrolière | 1 000 000 | ... | ... | 1 000 000 |
| 3 134 598 | 1 635 000 | ... | (1 635 000) | 3 134 598 | (S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse | 699 379 | ... | 2 435 219 | ... |
| 2 227 685 | 1 426 000 | ... | (1 426 000) | 2 227 685 | (S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve | 1 022 608 | ... | 1 205 077 | 797 610 |
| ... | 30 000 000 | ... | 50 377 897 | 80 377 897 | (S) Paiements au compte des revenus extracôtiers de la Nouvelle-Écosse | 80 377 897 | ... | ... | 45 274 504 |
| ... | 116 360 000 | ... | 58 653 592 | 175 013 592 | (S) Paiements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers | 175 013 592 | ... | ... | 124 241 671 |
| ... | ... | ... | 1 889 400 | 1 889 400 | Institut canadien de recherches en génie forestier | 1 889 000 | 400 | ... | 1 805 000 |
| ... | ... | 221 600 000 | (92 257 900) | 129 342 100 | (S) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve | 129 342 100 | ... | ... | 205 183 000 |
| ... | ... | ... | 475 000 | 475 000 | Programme du Fonds de mise en œuvre de GéoConnections | 472 800 | 2 200 | ... | 1 689 826 |
| ... | ... | ... | 702 000 | 702 000 | Programme des forêts modèles | 702 000 | ... | ... | 620 000 |
| ... | ... | ... | 5 669 818 | 5 669 818 | Dendroctone du pin des montagnes | 3 528 407 | 2 141 411 | ... | 1 452 181 |
| ... | ... | ... | 124 304 | 124 304 | Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière | 124 304 | ... | ... | 137 220 |
| ... | ... | ... | 16 500 | 16 500 | Contribution à l'Agence internationale de l'énergie | 16 010 | 490 | ... | ... |
| ... | ... | ... | 550 000 | 550 000 | Contribution à l'appui du Plan d'action 2000 sur le changement climatique | 530 000 | 20 000 | ... | 100 699 |
| ... | ... | ... | 221 000 | 221 000 | Forêt 2020/Verdir le Canada | 221 000 | ... | ... | 87 350 |
| ... | ... | ... | 1 130 000 | 1 130 000 | Contribution à l'appui des consultations autochtones | 1 130 000 | ... | ... | 378 979 |
| ... | ... | ... | 352 500 | 352 500 | Contributions à l'appui de l'Initiative de technologie et d'innovation | 352 500 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 10 000 | ... | 10 000 | Contributions à l'appui des obligations internationales relatives à l'établissement des rapports sur le secteur forestier | 10 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 2 472 948 |
| 5 362 283 | 211 957 000 | 221 610 000 | 18 709 986 | 457 639 269 | | 423 361 992 | 30 636 981 | 3 640 296 | 415 701 333 |
| Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux | | | | | | | | | |
| ... | 679 000 | ... | (296 186) | 382 814 | Contribution à l'Agence internationale de l'énergie | 380 391 | 2 423 | ... | 399 239 |
| ... | 110 000 | ... | (110 000) | ... | Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière | ... | ... | ... | ... |
| ... | 1 282 000 | ... | (454 256) | 827 744 | Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère | 821 362 | 6 382 | ... | 633 948 |
| ... | 66 631 000 | ... | (25 049 777) | 41 581 223 | Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement | 41 581 223 | ... | ... | 7 525 589 |
| ... | 56 600 000 | ... | 4 559 695 | 61 159 695 | Contributions à l'appui du Programme d'expansion de l'éthanol | 31 159 694 | 30 000 001 | ... | ... |
| ... | 3 616 000 | ... | (1 583 706) | 2 032 294 | Contributions à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie | 2 032 293 | 1 | ... | 1 388 683 |

Paiements de transfert—Suite

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| ... | 11 952 000 | ... | 3 208 127 | 15 160 127 | Contributions à l'appui de l'Initiative de technologie et d'innovation | 2 804 147 | 12 355 980 | ... | ... |
| ... | 47 000 | ... | (47 000) | ... | Programme de sondage des fonds marins | ... | ... | ... | ... |
| ... | 1 000 000 | ... | ... | 1 000 000 | Contributions à l'appui du changement climatique : L'enveloppe des nouvelles possibilités | ... | 1 000 000 | ... | ... |
| ... | 11 112 000 | ... | (2 397 164) | 8 714 836 | Fonds d'action sur le changement climatique | 8 552 238 | 162 598 | ... | 9 663 047 |
| ... | 1 675 000 | ... | (1 675 000) | ... | Institut canadien de recherches en génie forestier | ... | ... | ... | ... |
| ... | 1 814 000 | ... | (1 814 000) | ... | Contribution à la Saskatchewan Power/Maritime Electric Company | ... | ... | ... | 1 391 275 |
| ... | 1 130 000 | ... | (1 130 000) | ... | Contributions pour permettre la tenue de consultation auprès des Autochtones à propos de la gestion à long terme des déchets de combustible nucléaire au Canada | ... | ... | ... | ... |
| ... | 400 000 | ... | ... | 400 000 | Contribution à la ville de Calgary à l'appui de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables | 386 250 | 13 750 | ... | 177 488 |
| ... | 8 455 000 | ... | (7 520 561) | 934 439 | Contributions à l'appui des distributeurs d'électricité dans le but de promouvoir la vente d'électricité de nouvelles sources d'énergie renouvelables | 86 610 | 847 829 | ... | 45 000 |
| ... | 7 500 000 | ... | ... | 7 500 000 | Contributions à l'appui des projets de captage et de stockage du dioxyde de carbone | 7 500 000 | ... | ... | ... |
| ... | 6 525 000 | ... | (6 525 000) | ... | Contributions à l'appui des organismes associés aux recherches sur l'impact et l'adaptation ayant trait au changement climatique | ... | ... | ... | ... |
| ... | 747 000 | ... | (747 000) | ... | Plan d'action 2000 sur le changement climatique—Mesure de boisement | ... | ... | ... | ... |
| ... | 10 488 000 | ... | (1 127 210) | 9 360 790 | Encouragement à la production d'énergie éolienne | 5 463 066 | 3 897 724 | ... | 2 914 997 |
| ... | ... | ... | 1 814 382 | 1 814 382 | Contribution à l'appui du Plan d'action 2000 sur le changement climatique—SaskPower | 1 814 382 | ... | ... | 410 000 |
| ... | ... | ... | 36 942 111 | 36 942 111 | Contribution à l'appui du Plan d'action 2000 sur le changement climatique | 25 245 575 | 11 696 536 | ... | 21 209 927 |
| ... | ... | ... | 1 941 000 | 1 941 000 | Programme des forêts modèles | 1 940 756 | 244 | ... | 2 087 700 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 16 246 236 |
| ... | 191 763 000 | ... | (2 011 545) | 189 751 455 | | 129 767 987 | 59 983 468 | ... | 64 093 129 |
| Sûreté et sécurité des Canadiens | | | | | | | | | |
| ... | 43 000 | ... | 49 000 | 92 000 | Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère | 91 670 | 330 | ... | 158 768 |
| ... | 112 000 | ... | (112 000) | ... | Contribution au Centre interservices des feux de forêt du Canada | ... | ... | ... | 118 202 |
| ... | 48 000 | ... | (48 000) | ... | Programme de sondage des fonds marins | ... | ... | ... | ... |
| ... | 3 600 000 | ... | (1 335 167) | 2 264 833 | (S) Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers | 2 264 833 | ... | ... | 1 996 908 |
| ... | 2 500 000 | ... | (1 503 955) | 996 045 | (S) Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers | 996 045 | ... | ... | 1 624 421 |
| ... | 6 303 000 | ... | (2 950 122) | 3 352 878 | | 3 352 548 | 330 | ... | 3 898 299 |

| | | | | | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---|--------------------|-------------------|------------------|--------------------|
| ... | 558 000 | ... | 27 513 | 585 513 | Saine gestion ministérielle | | | | |
| | | | | | Stratégie emploi jeunesse | 568 500 | 17 013 | ... | 557 750 |
| | | | | | Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère | 220 000 | ... | ... | 151 000 |
| ... | 558 000 | ... | 247 513 | 805 513 | | 788 500 | 17 013 | ... | 708 750 |
| 5 362 283 | 426 676 000 | 222 257 000 | 13 969 446 | 668 264 729 | Total—Contributions | 572 914 465 | 91 709 968 | 3 640 296 | 498 782 307 |
| Sommaire du ministère par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | 16 255 000 | 1 347 000 | (139 644) | 17 462 356 | Diffusion de l'information et établissement d'un consensus | 16 337 538 | 1 124 818 | ... | 15 473 013 |
| 5 362 283 | 212 295 000 | 221 610 000 | 18 396 986 | 457 664 269 | Avantages économiques et sociaux | 423 379 492 | 30 644 481 | 3 640 296 | 415 713 083 |
| | | | | | Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux | 240 700 703 | 64 500 531 | ... | 190 345 729 |
| ... | 209 766 000 | ... | 95 435 234 | 305 201 234 | Sûreté et sécurité des Canadiens | 3 352 548 | 330 | ... | 3 899 679 |
| ... | 6 332 000 | ... | (2 979 122) | 3 352 878 | Saine gestion ministérielle | 791 000 | 17 013 | ... | 723 750 |
| ... | 648 000 | ... | 160 013 | 808 013 | | | | | |
| 5 362 283 | 445 296 000 | 222 957 000 | 110 873 467 | 784 488 750 | Total du ministère | 684 561 281 | 96 287 173 | 3 640 296 | 626 155 254 |
| Commission canadienne de sûreté nucléaire | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| | | | | | Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale | | | | |
| ... | 20 000 | ... | ... | 20 000 | Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaire | 12 000 | 8 000 | ... | 11 000 |
| Contributions | | | | | | | | | |
| | | | | | Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale | | | | |
| | | | | | Contributions à l'appui d'organismes sans but lucratif, les établissements d'enseignement, les agences gouvernementales nationales et internationales, les provinces, les territoires, ainsi que les municipalités et les gouvernements régionaux dont les activités contribuent à l'atteinte des objectifs du Programme de contribution par catégories | ... | ... | ... | 35 000 |
| ... | 22 000 | ... | (22 000) | ... | Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le projet international d'échange sur les défaillances de causes communes (IEDCC) | 17 929 | ... | ... | 19 316 |
| ... | ... | ... | 17 929 | 17 929 | Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le projet d'échange de données sur les défaillances de canalisation (OPDE) | 9 417 | ... | ... | 13 300 |
| ... | ... | ... | 9 417 | 9 417 | Contribution à l'Université de l'Illinois, à Urbana-Champaign, à l'appui du Système d'information sur l'exposition professionnelle (ISOE) | 18 750 | ... | ... | 30 000 |
| ... | ... | ... | 18 750 | 18 750 | Contribution à l'Université McMaster pour le projet Réseau d'excellence universitaire en génie nucléaire (UNENE) | 30 000 | ... | ... | 30 000 |
| ... | ... | ... | 30 000 | 30 000 | Contribution au CSA pour le Programme de normes nucléaires | 80 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 80 000 | 80 000 | Contribution au Swedish Nuclear Power Institute pour Decovalex III | 50 861 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 50 861 | 50 861 | Contribution à la Municipalité de Durham pour mettre à jour le rapport sur la radiation et la santé | 8 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 8 000 | 8 000 | | | | | |
| ... | 22 000 | ... | 192 957 | 214 957 | | 214 957 | ... | ... | 127 616 |

Paiements de transfert—Fin

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|-------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 600 000 | ... | (192 957) | 407 043 | Non-prolifération et garanties Contributions pour le Programme d'aide en main-d'œuvre à titre gracieux et pour obtenir les biens et services nécessaires à l'exécution du Programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique | ... | 407 043 | ... | 309 600 |
| ... | 622 000 | ... | ... | 622 000 | Total—Contributions | 214 957 | 407 043 | ... | 437 216 |
| Sommaire du programme par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | 42 000 | ... | 192 957 | 234 957 | Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale | 226 957 | 8 000 | ... | 138 616 |
| ... | 600 000 | ... | (192 957) | 407 043 | Non-prolifération et garanties | ... | 407 043 | ... | 309 600 |
| ... | 642 000 | ... | ... | 642 000 | Total du programme | 226 957 | 415 043 | ... | 448 216 |
| 5 362 283 | 445 938 000 | 222 957 000 | 110 873 467 | 785 130 750 | Total du portefeuille ministériel | 684 788 238 | 96 702 216 | 3 640 296 | 626 603 470 |

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Diffusion de l'information et établissement d'un consensus | | | |
| Ventes de biens et de services | 17 417 463 | 16 878 171 | 18 409 971 |
| Autres revenus | ... | 539 292 | 857 774 |
| | 17 417 463 | 17 417 463 | 19 267 745 |
| Avantages économiques et sociaux | | | |
| Ventes de biens et de services | 10 543 704 | 10 179 591 | 9 044 073 |
| Autres revenus | ... | 364 113 | 678 743 |
| | 10 543 704 | 10 543 704 | 9 722 816 |
| Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux | | | |
| Ventes de biens et de services | 3 946 137 | 3 478 207 | 3 439 957 |
| Autres revenus | ... | 467 930 | 509 552 |
| | 3 946 137 | 3 946 137 | 3 949 509 |
| Sûreté et sécurité des Canadiens | | | |
| Ventes de biens et de services | 4 357 551 | 4 162 931 | 4 178 907 |
| Autres revenus | ... | 194 620 | 269 572 |
| | 4 357 551 | 4 357 551 | 4 448 479 |
| Saine gestion ministérielle | | | |
| Ventes de biens et de services | 3 263 | ... | ... |
| Autres revenus | ... | 3 263 | ... |
| | 3 263 | 3 263 | ... |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 36 268 118 | 36 268 118 | 37 388 549 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— | | |
| Comptes consolidés— | | |
| Énergie atomique du Canada limitée—Intérêt | 84 595 | 153 403 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses—Achat de biens et de services | 1 819 391 | 747 210 |
| Recouvrements de dépenses—Achat en capital | 94 384 | 1 015 |
| Recouvrements de paiements de transfert—Subventions et assistance en capital | 1 366 130 | 784 612 |
| Recouvrements d'autres paiements de transfert | 662 351 | 609 919 |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent— | | |
| Redressements se rapportant aux biens et services | 3 559 388 | 2 054 037 |
| | 7 501 644 | 4 196 793 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Droits et privilèges— | | |
| Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur | 120 797 654 | 72 597 709 |
| Licences et permis | 2 288 381 | 2 506 182 |
| | 123 086 035 | 75 103 891 |
| Location et utilisation de biens publics | 750 207 | 568 372 |
| Services de nature réglementaire | 924 749 | 982 679 |
| Services de nature non réglementaire | 23 987 244 | 21 359 215 |
| Ventes de biens et de produits d'information— | | |
| Graphiques, cartes et plans | 9 628 810 | 8 352 054 |
| Autres frais et droits | 88 809 868 | 55 310 755 |
| | 247 186 913 | 161 676 966 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 275 826 | 209 731 |
| Revenus divers— | | |
| Intérêt sur arriérés de débiteurs | 1 620 | 7 915 |
| Total du ministère | 255 050 598 | 166 244 808 |
| Commission canadienne de sûreté nucléaire | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 24 013 | 9 654 |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 42 043 | 119 194 |
| | 66 056 | 128 848 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Services de nature réglementaire— | | |
| Recouvrement de frais | 47 284 860 | 42 132 986 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 3 759 | 2 019 |
| Revenus divers— | | |
| Revenus provenant d'amendes | 3 000 | ... |
| Revenus reportés des services de nature réglementaire | ... | 6 445 602 |
| Accès à l'information | 1 090 | 1 424 |
| Divers | 2 294 | 13 928 |
| | 6 384 | 6 460 954 |
| Total du programme | 47 361 059 | 48 724 807 |
| Office national de l'énergie | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 17 530 | 16 034 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 3 271 | 263 945 |
| | 20 801 | 279 979 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Droits et privilèges | 875 | 800 |
| Services de nature réglementaire | 42 757 383 | 39 551 358 |
| Autres frais et droits | 13 379 | 507 |
| | 42 771 637 | 39 552 665 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 370 | 6 758 |
| Total du programme | 42 792 808 | 39 839 402 |
| Administration du pipe-line du Nord | | |
| Autres revenus— | | |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Droits et privilèges | 30 400 | ... |
| Services de nature réglementaire | 324 108 | 653 781 |
| Autres frais et droits | 5 | ... |
| Total du programme | 354 513 | 653 781 |

Sommaire du portefeuille ministériel

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements | 84 595 | 153 403 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 7 588 501 | 4 605 620 |
| Ventes de biens et de services | 337 597 923 | 244 016 398 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 279 955 | 218 508 |
| Revenus divers | 8 004 | 6 468 869 |
| Total du portefeuille ministériel | 345 558 978 | 255 462 798 |

SECTION 27

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Santé

Ministère

**Instituts de recherche en santé du
Canada**

**Conseil de contrôle des renseignements
relatifs aux matières dangereuses**

**Conseil d'examen du prix des
médicaments brevetés**

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 27.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 27.5 |
| Programmes par secteur d'activité | 27.7 |
| Paievements de transfert | 27.8 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés . . . | 27.13 |
| Revenus | 27.13 |

Ministère

Objectifs

Le Ministère a pour mission d'aider les Canadiens et les Canadiennes à maintenir et à améliorer leur état de santé.

Description des secteurs d'activité

Politique en matière de soins de santé

Ce secteur d'activité alimente l'élaboration des politiques, l'analyse et les communications relatives au leadership dans tous les domaines du système de santé du Canada; il met nettement l'accent sur le fait d'assurer la viabilité et l'accessibilité de l'assurance-maladie et sur les efforts déployés en collaboration avec les provinces, les territoires et d'autres parties prenantes, pour renforcer, moderniser et soutenir le système de santé canadien.

Promotion et protection de la santé

Ce secteur d'activité voit à la mise au point d'une approche globale cohérente, stable et horizontale à l'égard de ses activités de gestion des risques et des avantages pour la santé des Canadiens et des Canadiennes. Il obtient les résultats recherchés par l'élaboration de politiques et de programmes qui favorisent la prévention des affections, des maladies et des blessures et la promotion de la santé. Ce secteur d'activité appuie des mesures pour promouvoir la santé en traitant les déterminants qui se trouvent à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du secteur de la santé durant tout le cycle de la vie humaine. La réalisation de l'approche de la santé de la population, et ses activités de prévention et de promotion, attestent de l'importance de la santé pendant tout le cycle de la vie humaine, lequel se déroule dans un cadre de travail fondé sur les trois stades de la vie, à savoir l'enfance et la jeunesse, le début de la vie adulte et la force de l'âge, puis le troisième âge, sans oublier la

reconnaissance particulière de l'investissement fait dans la tendre enfance comme moyen de jouir d'une meilleure santé sa vie durant.

Ce secteur d'activité fait aussi la promotion d'environnements de travail et de loisirs sains et sécuritaires en favorisant l'anticipation, la prévention et la responsabilisation à l'égard des risques pour la santé posés par des aliments, l'eau, les dangers relatifs au travail et à l'environnement, les maladies, les produits chimiques et de consommation, l'alcool et les substances réglementées, le tabac, les produits de la lutte antiparasitaire et les désastres en temps de paix. On veille à ce que les médicaments, les instruments médicaux et d'autres produits thérapeutiques accessibles aux Canadiens et aux Canadiennes soient sécuritaires, efficaces et de grande qualité.

Santé des Premières nations et des Inuits

Ce secteur d'activité exécute son mandat :

- par l'exécution de programmes communautaires de promotion de la santé et de prévention, au sein de la réserve même et des collectivités inuites;
- par la prestation de services de santé non assurés aux populations des Premières nations et inuites, quel que soit leur lieu de résidence au Canada;
- par des soins de première ligne et des services d'urgence dispensés au sein des réserves dans les régions éloignées et isolées où il n'existe pas de services provinciaux.

Santé Canada appuie également la transition vers le contrôle et la gestion de ces services de santé en fonction de rapports renouvelés avec les Premières nations et les Inuits et d'un rôle fédéral repensé. Santé Canada participe à l'élaboration de politiques gouvernementales en matière autochtone.

Gestion de l'information et du savoir

La responsabilité de ce secteur d'activité est d'améliorer la base des faits (à la fois l'information et l'analyse) aux fins de la prise de décisions et de la responsabilisation à l'égard du public, d'actualiser le cadre de travail et les politiques stratégiques à long terme qui servent à établir, à orienter et à réorienter la participation du gouvernement fédéral à l'égard de la politique en matière de recherche en santé, de favoriser l'utilisation créatrice des technologies actuelles de l'information et des communications (notamment l'autoroute de l'information) dans le secteur de la santé, et, en collaboration avec les provinces et les territoires, le secteur privé et les partenaires internationaux, d'offrir conseils, expertise et aide face à la gestion de l'information et des technologies de l'information, à la planification et aux activités.

Gestion et administration ministérielles

La responsabilité de ce secteur d'activité est d'assurer les services administratifs au Ministère.

Instituts de recherche en santé du Canada

Objectifs

Exceller, selon les normes internationales reconnues de l'excellence scientifique, dans la création de nouvelles connaissances, et leur application en vue d'améliorer la santé de la population canadienne, d'offrir de meilleurs produits et services de santé et de renforcer le système de santé au Canada.

Description des secteurs d'activité

Création et application de nouveaux savoirs pour améliorer la santé

Créer de nouveaux savoirs et d'en assurer l'application pour améliorer la santé des Canadiens, offrir de meil-

leurs services et produits de santé, et renforcer le système de santé. Les Instituts de recherche en santé du Canada établiront des instituts et des mécanismes de financement ou d'autres structures afin de créer et de renforcer une capacité nationale étendue et souple de recherche, et de rendre possibles des initiatives de recherche stratégiques pour donner suite aux priorités canadiennes. Les instituts seront constitués de telle manière à maximiser la participation des chercheurs, des utilisateurs, des professionnels de la santé, des stratégies du gouvernement, du secteur privé et d'autres partenaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies et de politiques de recherche en santé et à la transformation des résultats de la recherche en bienfaits pour la santé des Canadiens et l'économie du pays.

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Objectifs

Permettre aux fournisseurs ou aux employeurs de matières industrielles dangereuses de protéger les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) relatifs à leurs produits et, en même temps, assurer aux travailleurs l'accès à des renseignements exacts relativement aux incidences de ces produits sur la santé et la sécurité.

Description des secteurs d'activité

Conformité des fiches signalétiques

En assurant la conformité des fiches signalétiques et des étiquettes aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), ce secteur d'activité contribue à renseigner les travailleurs sur les dangers que peut entraîner pour la santé et la sécurité l'exposition aux substances chi-

miques entrant dans la composition de produits qui font l'objet d'une demande de dérogation. Cela inclut l'évaluation des données scientifiques relatives à chaque ingrédient entrant dans la fabrication du produit, de même que les avis sur les dangers des produits pour la santé et la sécurité selon les critères de la *Loi sur les produits dangereux*, le *Code canadien du travail* et les lois provinciales et territoriales en matière de santé et de sécurité au travail. En cas de non-conformité, une ordonnance officielle est émise afin de corriger la fiche signalétique et de la rendre conforme aux exigences réglementaires.

Cette activité continuera de contribuer directement à réduire les maladies et les blessures relatives aux lieux de travail, ce qui, en retour, aidera à soulager les tensions économiques attribuables aux demandes d'indemnisation et aux coûts des services de santé.

Services à la clientèle

Les responsabilités dans ce secteur incluent l'enregistrement officiel des demandes d'exemption, l'émission de numéros d'enregistrement, la protection des RCC et l'émission d'une décision sur la validité de la demande conformément aux prescriptions de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*. En outre, les Services à la clientèle fournissent des avis et des renseignements aux demandeurs d'exemption et assurent le suivi en matière de satisfaction de la clientèle.

Règlement des différends

Ce secteur d'activité comprend la constitution de commissions tripartites indépendantes pour entendre les appels ou régler les différends des demandeurs d'exemption ou des parties concernées, afin de régler la question ou les différends aussi rapidement et efficacement que possible.

Un appel peut avoir trait à la conformité d'une fiche signalétique, au rejet d'une demande ou à une demande de divulgation, à titre confidentiel, de renseignements commerciaux à une partie concernée pour des motifs de santé et de sécurité au travail.

Des options rentables et justes de règlement de différends, telles que la médiation ou la discussion dirigée, seront offertes à toutes les parties concernées.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Objectifs

Protéger les intérêts des consommateurs et contribuer aux soins de santé de la population canadienne en s'assurant que les prix fixés par les fabricants des médicaments brevetés ne sont pas excessifs.

Description des secteurs d'activité

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) reçoit de l'information sur les prix fixés au Canada par les fabricants des médicaments brevetés, analyse ces données et, s'il y a lieu, prend des mesures en vue d'obtenir une réduction des prix qui, de l'avis du Conseil, sont excessifs. Les réductions de prix sont obtenues par :

- des mesures prises volontairement par les brevetés;
- au moyen d'engagements de conformité volontaire (ECV) entraînant la réduction des prix et le remboursement des revenus excessifs; ou
- par des ordonnances correctives rendues à la suite d'une audience publique au cours de laquelle les prix ont été jugés excessifs.

Le CEPMB applique, dans la mesure du possible, le principe de la conformité volontaire parce qu'il est plus efficace, fait gagner du temps et coûte moins cher pour toutes les parties. Il est plus facile pour les titulaires de brevet de se conformer volontairement aux exigences grâce aux lignes directrices publiées pour aider les compagnies à fixer des prix qui ne sont pas excessifs.

En vertu de la *Loi sur les brevets*, le Conseil est tenu d'examiner le prix des médicaments dans d'autres pays, le prix d'autres médicaments dans une même classe thérapeutique, les changements de l'indice des prix à la consommation (IPC) ainsi que d'autres facteurs pour déterminer si le prix d'un médicament est excessif. La Loi autorise le ministre de la Santé, en consultation avec les ministres de la Santé provinciaux et d'autres ministres, à prendre des dispositions, par règlement, concernant d'autres facteurs dont le Conseil devra tenir compte pour déterminer si un prix est excessif; ces modifications autorisent de plus le Ministre à attribuer d'autres fonctions et d'autres pouvoirs au CEPMB. De plus, le ministre de la Santé peut charger le Conseil de mener des enquêtes sur certaines questions.

Le CEPMB adresse également un rapport au Parlement sur les tendances des prix et sur les dépenses de recherche-développement faites par l'ensemble de l'industrie des produits pharmaceutiques brevetés et par chacun des titulaires de brevet au Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|---|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 1 702 403 130 | ... | ... | 1 702 403 130 | Ministère | | | | |
| ... | ... | 141 424 024 | ... | 141 424 024 | 1 Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 4 361 994 | ... | 4 361 994 | 1a Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 16 180 000 | 16 180 000 | 1b Dépenses de fonctionnement | | | | |
| | | | | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 1 702 403 130 | 145 786 018 | 16 180 000 | 1 864 369 148 | Total—Crédit 1 | 1 787 700 049 | 76 669 099 | ... | 1 664 583 678 |
| ... | 1 343 777 900 | ... | ... | 1 343 777 900 | 5 Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 28 328 962 | ... | 28 328 962 | 5a Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 33 674 316 | ... | 33 674 316 | 5b Subventions et contributions | | | | |
| ... | 1 343 777 900 | 62 003 278 | ... | 1 405 781 178 | Total—Crédit 5 | 1 397 475 110 | 8 306 068 | ... | 1 622 859 455 |
| ... | 69 970 | ... | (248) | 69 722 | (S) Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile | 69 722 | ... | ... | 68 930 |
| ... | 120 049 000 | ... | (2 127 052) | 117 921 948 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 117 921 948 | ... | ... | 110 867 734 |
| ... | ... | ... | (79 027) | (79 027) | (S) Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé | (79 027) | ... | ... | (133 894) |
| ... | ... | ... | 100 000 000 | 100 000 000 | (S) Inforoute Santé du Canada Inc. | 100 000 000 | ... | ... | 600 000 000 |
| 151 000 | ... | ... | 221 335 | 372 335 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 176 251 | 45 084 | 151 000 | 162 408 |
| ... | ... | ... | 51 396 | 51 396 | (S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 51 396 | ... | ... | 235 399 |
| ... | ... | ... | 17 623 | 17 623 | (S) Honoraires—Agence de recouvrement | 17 623 | ... | ... | 59 119 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 95 000 000 |
| 151 000 | 3 166 300 000 | 207 789 296 | 114 264 027 | 3 488 504 323 | Total du ministère—Budgétaire | 3 403 333 072 | 85 020 251 | 151 000 | 4 093 702 829 |
| Instituts de recherche en santé du Canada | | | | | | | | | |
| ... | 36 162 000 | ... | ... | 36 162 000 | 10 Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 5 588 072 | ... | 5 588 072 | 10a Virement de 294 999 \$ du crédit 15 (Santé) | | | | |
| ... | ... | ... | 294 999 | 294 999 | Virement du : crédit 15 | | | | |
| ... | ... | ... | 125 000 | 125 000 | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | (140 499) | (140 499) | Virement au crédit 15 | | | | |
| ... | 36 162 000 | 5 588 072 | 279 500 | 42 029 572 | Total—Crédit 10 | 39 428 703 | 2 600 869 | ... | 36 228 142 |
| ... | 711 274 000 | ... | ... | 711 274 000 | 15 Subventions | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 15a Subventions | | | | |
| ... | ... | 913 790 | ... | 913 790 | 15b Virement de 140 999 \$ du crédit 10 (Santé) | | | | |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----|---|----------------------------------|-------------------------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | \$ |
| ... | ... | ... | 140 499 | 140 499 | | | | | | | |
| ... | ... | ... | (294 999) | (294 999) | | | | | | | |
| ... | 711 274 000 | 913 791 | (154 500) | 712 033 291 | | | | | | | |
| ... | 4 166 000 | ... | (311 815) | 3 854 185 | (S) | Virement du crédit 10 | | | | | |
| 155 | ... | ... | ... | 155 | (S) | Virement au crédit 10 | | | | | |
| 155 | 751 602 000 | 6 501 863 | (186 815) | 757 917 203 | | Total—Crédit 15 | 704 689 370 | 7 343 921 | ... | 646 850 893 | |
| ... | 3 065 000 | ... | ... | 3 065 000 | 20 | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 3 854 185 | ... | ... | 3 138 234 | |
| ... | ... | 234 028 | ... | 234 028 | 20a | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 155 | ... | ... | |
| ... | ... | ... | 50 000 | 50 000 | | | ... | 155 | ... | ... | |
| ... | 3 065 000 | 234 028 | 50 000 | 3 349 028 | | Total du programme—Budgétaire | 747 972 258 | 9 944 945 | ... | 686 217 269 | |
| ... | 517 000 | ... | (97 844) | 419 156 | | | | | | | |
| ... | 3 582 000 | 234 028 | (47 844) | 3 768 184 | | | | | | | |
| ... | 4 636 000 | ... | ... | 4 636 000 | | Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses | | | | | |
| ... | ... | 50 000 | ... | 50 000 | 20 | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | ... | 50 000 | 50 000 | 20a | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | ... | 55 000 | 55 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 4 636 000 | 50 000 | 55 000 | 4 741 000 | | Total—Crédit 20 | 3 101 219 | 247 809 | ... | 3 336 912 | |
| ... | 665 000 | ... | (116 145) | 548 855 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 419 156 | ... | ... | 398 187 | |
| ... | ... | ... | 1 287 | 1 287 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 1 287 | ... | ... | ... | |
| ... | 5 301 000 | 50 000 | (59 858) | 5 291 142 | | Total du programme—Budgétaire | 4 997 954 | 293 188 | ... | 4 290 265 | |
| 151 155 | 3 926 785 000 | 214 575 187 | 113 969 510 | 4 255 480 852 | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 4 159 823 659 | 95 506 193 | 151 000 | 4 787 945 462 | |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|---|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Politique en matière de soins de santé | 85 835 477 | 82 861 960 | ... | ... | 277 484 533 | 273 540 368 | ... | ... | ... | ... | 363 320 010 | 356 402 328 |
| Promotion et protection de la santé | 722 969 110 | 682 227 026 | 563 032 | 563 032 | 366 362 277 | 364 710 223 | 61 407 000 | 51 291 366 | ... | ... | 1 028 487 419 | 996 208 915 |
| Santé des Premières nations et des Inuits | 932 435 810 | 908 877 058 | 345 462 | 345 462 | 781 704 018 | 779 366 420 | 5 450 000 | 3 996 498 | ... | ... | 1 709 035 290 | 1 684 592 442 |
| Gestion de l'information et du savoir | 81 038 787 | 80 745 746 | ... | ... | 27 815 399 | 27 485 811 | ... | ... | ... | ... | 108 854 186 | 108 231 557 |
| Gestion et administration ministérielles | 224 140 287 | 203 111 308 | 3 013 207 | 3 013 207 | 52 335 924 | 52 293 261 | 682 000 | 519 946 | ... | ... | 278 807 418 | 257 897 830 |
| Sous-total | 2 046 419 471 | 1 957 823 098 | 3 921 701 | 3 921 701 | 1 505 702 151 | 1 497 396 083 | 67 539 000 | 55 807 810 | ... | ... | 3 488 504 323 | 3 403 333 072 |
| Revenus affectés aux dépenses | (67 539 000) | (55 807 810) | ... | ... | ... | ... | (67 539 000) | (55 807 810) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère—Budgétaire | 1 978 880 471 | 1 902 015 288 | 3 921 701 | 3 921 701 | 1 505 702 151 | 1 497 396 083 | ... | ... | ... | ... | 3 488 504 323 | 3 403 333 072 |
| Instituts de recherche en santé du Canada | | | | | | | | | | | | |
| Création et application de nouveaux savoirs pour améliorer la santé | 45 883 912 | 43 282 888 | ... | ... | 712 033 291 | 704 689 370 | ... | ... | ... | ... | 757 917 203 | 747 972 258 |
| Total du programme—Budgétaire | 45 883 912 | 43 282 888 | ... | ... | 712 033 291 | 704 689 370 | ... | ... | ... | ... | 757 917 203 | 747 972 258 |
| Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses | | | | | | | | | | | | |
| Conformité des fiches signalétiques | 2 672 993 | 2 539 592 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 672 993 | 2 539 592 |
| Services à la clientèle | 707 778 | 758 318 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 707 778 | 758 318 |
| Règlement des différends | 387 413 | 222 465 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 387 413 | 222 465 |
| Total du programme—Budgétaire | 3 768 184 | 3 520 375 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3 768 184 | 3 520 375 |
| Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 5 291 142 | 4 997 954 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 5 291 142 | 4 997 954 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 2 033 823 709 | 1 953 816 505 | 3 921 701 | 3 921 701 | 2 217 735 442 | 2 202 085 453 | ... | ... | ... | ... | 4 255 480 852 | 4 159 823 659 |

Paiements de transfert

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|--|---|---------|---|---|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Ministère | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| | | | | | Politique en matière de soins de santé | | | | |
| | | | | | Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé | 1 609 857 | 143 | ... | 1 208 625 |
| ... | 1 360 000 | 250 000 | ... | 1 610 000 | Subvention pour le Supplément de santé du Yukon à l'Accord de 2003 des premiers ministres | 6 666 666 | ... | ... | 6 666 666 |
| ... | 5 556 000 | 1 111 000 | (334) | 6 666 666 | Subvention pour le Supplément de santé des Territoires du Nord-Ouest à l'Accord de 2003 des premiers ministres | 6 666 666 | ... | ... | 6 666 666 |
| ... | 5 556 000 | 1 111 000 | (334) | 6 666 666 | Subvention pour le Supplément de santé du Nunavut à l'Accord de 2003 des premiers ministres | 6 666 666 | 2 | ... | 6 666 666 |
| ... | 5 555 000 | 1 111 000 | 668 | 6 666 668 | Programme de subventions en partenariat avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé | 16 360 829 | 64 033 | ... | 8 478 967 |
| ... | 15 000 000 | 1 424 862 | ... | 16 424 862 | Subvention à l'Institut canadien sur la sécurité des patients | 8 000 000 | ... | ... | 2 200 000 |
| ... | 8 000 000 | ... | ... | 8 000 000 | Subvention au Conseil de la santé du Canada | 4 724 038 | ... | ... | ... |
| ... | ... | 4 724 038 | ... | 4 724 038 | | | | | |
| ... | 41 027 000 | 9 731 900 | ... | 50 758 900 | | 50 694 722 | 64 178 | ... | 31 887 590 |
| | | | | | Promotion et protection de la santé | | | | |
| ... | 100 000 | ... | ... | 100 000 | Organisation mondiale de la santé | 100 000 | ... | ... | 105 000 |
| ... | 5 000 | ... | ... | 5 000 | Commission internationale de protection contre les radiations | 5 000 | ... | ... | ... |
| ... | 5 000 000 | ... | ... | 5 000 000 | Subvention à la Société canadienne du sang : recherche et développement sur la sûreté du sang et l'efficacité de l'approvisionnement en sang | 5 000 000 | ... | ... | 5 000 000 |
| ... | 21 532 000 | 1 800 000 | (16 036 232) | 7 295 768 | Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche | 6 899 079 | 396 689 | ... | 5 998 382 |
| ... | 3 000 000 | ... | ... | 3 000 000 | Subvention à l'Institut national du cancer du Canada pour l'Initiative canadienne pour la recherche sur le cancer du sein | 3 000 000 | ... | ... | 3 000 000 |
| ... | 8 010 000 | ... | (7 706 000) | 304 000 | Subventions pour la Stratégie canadienne sur le VIH/Sida | 297 628 | 6 372 | ... | 295 046 |
| ... | 500 000 | ... | ... | 500 000 | Subvention à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé | 500 000 | ... | ... | 500 000 |
| ... | 400 000 | ... | ... | 400 000 | Subvention de recherche sur les produits de santé naturels | 273 250 | 126 750 | ... | 400 000 |
| ... | 2 000 000 | (100 000) | (1 043 227) | 856 773 | Subventions au Programme de recherche sur l'usage de la marijuana à des fins médicales | 856 598 | 175 | ... | 486 457 |

| | | | | | | | | | |
|-----|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|---|--------------------|----------------|-----|----------------------|
| | | | | | (S) Subvention au profit de Inforoute Santé du Canada inc. dans le but d'accélérer le développement des télédossiers de santé et l'élaboration de normes communes de télématique dans l'ensemble du Canada, ainsi que de perfectionner les applications de télésanté | 100 000 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 100 000 000 | 100 000 000 | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 333 000 000 |
| ... | 40 547 000 | 1 700 000 | 75 214 541 | 117 461 541 | | 116 931 555 | 529 986 | ... | 348 784 885 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Gestion de l'information et du savoir Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 670 000 000 |
| ... | 1 000 000 | (302 000) | (457 000) | 241 000 | Gestion et administration ministérielles Programme de bourses postdoctorales de Santé Canada | 234 454 | 6 546 | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 25 000 000 |
| ... | 1 000 000 | (302 000) | (457 000) | 241 000 | | 234 454 | 6 546 | ... | 25 000 000 |
| ... | 82 574 000 | 11 129 900 | 74 757 541 | 168 461 441 | Total—Subventions | 167 860 731 | 600 710 | ... | 1 075 672 475 |
| | | | | | Contributions | | | | |
| ... | 2 850 000 | (20 000) | ... | 2 830 000 | Politique en matière de soins de santé Programme de contributions pour la santé des femmes | 2 667 463 | 162 537 | ... | 2 732 543 |
| ... | 244 700 000 | (18 452 722) | (14 172 899) | 212 074 379 | Contributions pour le Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires | 210 819 580 | 1 254 799 | ... | 209 133 662 |
| ... | 5 450 000 | 7 389 308 | (939 027) | 11 900 281 | Programme de contributions dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé | 9 437 630 | 2 462 651 | ... | 4 334 480 |
| ... | ... | ... | (79 027) | (79 027) | (S) Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé | (79 027) | ... | ... | (133 894) |
| ... | 253 000 000 | (11 083 414) | (15 190 953) | 226 725 633 | | 222 845 646 | 3 879 987 | ... | 216 066 791 |
| | | | | | Promotion et protection de la santé | | | | |
| ... | 93 000 | ... | 201 000 | 294 000 | Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets témoins en hygiène publique | 294 000 | ... | ... | 650 200 |
| ... | 1 902 000 | ... | (125 000) | 1 777 000 | Contributions à la Société canadienne du sang ou à d'autres organismes de transfusion ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables | 1 731 100 | 45 900 | ... | 1 767 000 |
| ... | 7 961 000 | 6 202 576 | 13 618 684 | 27 782 260 | Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche | 27 109 657 | 672 603 | ... | 53 661 906 |
| ... | 14 000 000 | ... | 166 515 | 14 166 515 | Paiements aux provinces, aux territoires et aux organisations nationales à but non lucratif pour le soutien du développe- ment des programmes de réadaptation innovateurs en ma- tière d'alcoolisme et de toxicomanie | 14 166 515 | ... | ... | 17 166 193 |
| ... | 82 088 000 | ... | 2 304 746 | 84 392 746 | Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention pré- coce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada | 84 295 086 | 97 660 | ... | 79 838 121 |
| ... | 10 829 000 | 655 000 | 8 140 479 | 19 624 479 | Contribution pour la Stratégie canadienne sur le VIH/Sida | 19 509 530 | 114 949 | ... | 17 067 961 |

Paiements de transfert—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-----------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| ... | 29 134 000 | ... | (430 577) | 28 703 423 | Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles | 28 636 061 | 67 362 | ... | 27 979 689 |
| ... | 22 220 000 | (600 000) | (5 186 758) | 16 433 242 | Contributions à l'appui de la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme | 16 433 242 | ... | ... | 15 563 228 |
| ... | 2 150 000 | (2 150 000) | ... | ... | Contribution destinée à renforcer le système de don et de transplantation de tissus et d'organes au Canada | ... | ... | ... | ... |
| ... | 400 000 | ... | ... | 400 000 | Contribution à la recherche sur les produits de santé naturels | 399 929 | 71 | ... | ... |
| ... | 2 400 000 | ... | 131 113 | 2 531 113 | Contributions à l'appui du Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies | 2 407 590 | 123 523 | ... | ... |
| ... | 3 500 000 | (2 200 000) | 1 395 958 | 2 695 958 | Fonds des initiatives communautaires de la stratégie antidrogue | 2 695 958 | ... | ... | ... |
| ... | 176 677 000 | 1 907 576 | 20 216 160 | 198 800 736 | | 197 678 668 | 1 122 068 | ... | 213 694 298 |
| Santé des Premières nations et des Inuits | | | | | | | | | |
| ... | 317 272 000 | 3 043 750 | 1 551 499 | 321 867 249 | Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux collectivités indiennes et inuites | 320 706 399 | 1 160 850 | ... | 301 542 245 |
| ... | 203 884 500 | 100 000 | 1 255 019 | 205 239 519 | Paiement à des bandes indiennes, à des associations ou aux groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé | 205 239 519 | ... | ... | 192 827 269 |
| ... | 12 000 000 | ... | (3 850 833) | 8 149 167 | Contributions pour le soutien des projets pilotes en vue d'évaluer les options pour le transfert du Programme des services de santé non assurés aux Premières nations et aux Inuits | 8 149 167 | ... | ... | 10 636 695 |
| ... | 105 754 000 | 9 505 466 | 14 689 107 | 129 948 573 | Contributions à des bandes indiennes, à des associations ou à des groupes indiens et inuits ou aux administrations locales et territoriales pour la prestation de services de santé non assurés | 129 948 573 | ... | ... | 128 268 210 |
| ... | 5 050 000 | ... | (4 759 400) | 290 600 | Paiements versés à l'Institut sur la santé autochtone/Centre pour l'avancement de la santé des peuples autochtones | 195 600 | 95 000 | ... | 5 000 000 |
| ... | 31 967 000 | 10 000 000 | (12 944 027) | 29 022 973 | Contributions pour des projets de promotion et de prévention liés à la santé des Premières nations et des Inuits et pour des projets de développement favorisant la prise en charge des services de santé par les Premières nations et les Inuits | 29 022 973 | ... | ... | 18 762 875 |
| ... | 2 992 000 | ... | (80 824) | 2 911 176 | Contributions à des universités, à des collèges et à d'autres organismes afin d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuits à des programmes d'études débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé | 2 911 176 | ... | ... | 2 636 394 |
| ... | 583 000 | ... | (61) | 582 939 | Contributions au gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador pour le coût de la prestation des soins de santé aux collectivités indiennes et inuites | 582 939 | ... | ... | 703 962 |
| ... | 979 000 | ... | 4 653 370 | 5 632 370 | Contributions à des associations ou à des groupes indiens et inuits pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuits | 5 441 304 | 191 066 | ... | 5 198 967 |

| | | | | | | | | | |
|--|----------------------|-------------------|-------------------|----------------------|--|----------------------|------------------|-----|----------------------|
| ... | 6 413 000 | ... | (5 104 380) | 1 308 620 | Contributions au nom des Indiens et des Inuits, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de soins de santé et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins de santé et de matériel connexe | 1 279 401 | 29 219 | ... | 3 204 155 |
| ... | 32 766 000 | ... | 4 964 232 | 37 730 232 | Contribution pour le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les réserves | 37 555 749 | 174 483 | ... | 33 129 407 |
| ... | 18 509 800 | ... | (18 509 800) | ... | Contributions pour dépenses en capital au titre des établissements de santé non administrés par le ministère pour les besoins des Premières nations et des Inuits | ... | ... | ... | ... |
| ... | 1 500 000 | ... | 120 600 | 1 620 600 | Programme de contribution pour le soutien en santé mentale offert aux anciens résidents des pensionnats indiens | 933 620 | 686 980 | ... | 263 205 |
| ... | ... | 37 400 000 | ... | 37 400 000 | Contribution à la province de l'Ontario pour la construction du Centre de santé Meno-Ya-Win | 37 400 000 | ... | ... | ... |
| ... | 739 670 300 | 60 049 216 | (18 015 498) | 781 704 018 | | 779 366 420 | 2 337 598 | ... | 702 173 384 |
| Gestion de l'information et du savoir | | | | | | | | | |
| ... | 2 230 000 | ... | ... | 2 230 000 | Contribution à l'Institut canadien d'information en matière de santé | 2 230 000 | ... | ... | 2 230 000 |
| ... | 2 000 000 | ... | (2 000 000) | ... | Programme d'acquisition et d'échange de connaissances | ... | ... | ... | 134 483 |
| ... | 4 250 000 | ... | (1 221 000) | 3 029 000 | Programme de recherche sur les politiques en matière de santé | 2 944 885 | 84 115 | ... | 2 091 323 |
| ... | 523 000 | ... | ... | 523 000 | Contributions pour des projets de promotion et de prévention liés à la santé des Premières nations et des Inuits et pour des projets de développement favorisant la prise en charge des services de santé par les Premières nations et les Inuits | 477 715 | 45 285 | ... | 359 996 |
| ... | 13 000 000 | ... | 1 800 000 | 14 800 000 | Programme de contribution pour améliorer l'accès aux services de santé offerts aux communautés de langue officielle en situation minoritaire | 14 800 000 | ... | ... | 8 037 221 |
| ... | ... | ... | 7 233 399 | 7 233 399 | Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires | 7 033 211 | 200 188 | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 7 579 419 |
| ... | 22 003 000 | ... | 5 812 399 | 27 815 399 | | 27 485 811 | 329 588 | ... | 20 432 442 |
| Gestion et administration ministérielles | | | | | | | | | |
| ... | 2 790 600 | ... | 1 495 570 | 4 286 170 | Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux collectivités indiennes et inuites | 4 279 476 | 6 694 | ... | 3 994 537 |
| ... | 16 963 000 | ... | 30 810 754 | 47 773 754 | Contributions au nom des Indiens et des Inuits, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de soins de santé et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins de santé et de matériel connexe | 47 744 331 | 29 423 | ... | 41 591 634 |
| ... | ... | ... | 35 000 | 35 000 | Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets témoins en hygiène publique | 35 000 | ... | ... | 150 000 |
| ... | 19 753 600 | ... | 32 341 324 | 52 094 924 | | 52 058 807 | 36 117 | ... | 45 736 171 |
| ... | 1 211 103 900 | 50 873 378 | 25 163 432 | 1 287 140 710 | Total—Contributions | 1 279 435 352 | 7 705 358 | ... | 1 198 103 086 |

Paiements de transfert—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|--|---|-------------------|---|---|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Autres paiements de transfert | | | | |
| | | | | | Promotion et protection de la santé | | | | |
| | | | | | Paiements aux provinces et aux territoires afin d'améliorer l'accès aux services de santé et aux traitements pour les personnes qui ont contracté l'hépatite C par transfusion sanguine | | | | |
| ... | 50 100 000 | ... | ... | 50 100 000 | | 50 100 000 | ... | ... | 43 950 000 |
| | | | | | Sommaire du ministère par secteur d'activité | | | | |
| ... | 294 027 000 | (1 351 514) | (15 190 953) | 277 484 533 | Politique en matière de soins de santé | 273 540 368 | 3 944 165 | ... | 247 954 381 |
| ... | 267 324 000 | 3 607 576 | 95 430 701 | 366 362 277 | Promotion et protection de la santé | 364 710 223 | 1 652 054 | ... | 606 429 183 |
| ... | 739 670 300 | 60 049 216 | (18 015 498) | 781 704 018 | Santé des Premières nations et des Inuits | 779 366 420 | 2 337 598 | ... | 702 173 384 |
| ... | 22 003 000 | ... | 5 812 399 | 27 815 399 | Gestion de l'information et du savoir | 27 485 811 | 329 588 | ... | 690 432 442 |
| ... | 20 753 600 | (302 000) | 31 884 324 | 52 335 924 | Gestion et administration ministérielles | 52 293 261 | 42 663 | ... | 70 736 171 |
| ... | 1 343 777 900 | 62 003 278 | 99 920 973 | 1 505 702 151 | Total du ministère | 1 497 396 083 | 8 306 068 | ... | 2 317 725 561 |
| | | | | | Instituts de recherche en santé du Canada | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| | | | | | Création et application de nouveaux savoirs pour améliorer la santé | | | | |
| ... | 692 894 000 | 913 791 | (154 500) | 693 653 291 | Subventions pour les projets de recherche et le soutien au personnel | 686 590 838 | 7 062 453 | ... | 631 380 393 |
| ... | 5 380 000 | ... | ... | 5 380 000 | Bourses d'études supérieures du Canada | 5 098 532 | 281 468 | ... | 1 892 500 |
| ... | 13 000 000 | ... | ... | 13 000 000 | Subventions aux instituts | 13 000 000 | ... | ... | 13 578 000 |
| ... | 711 274 000 | 913 791 | (154 500) | 712 033 291 | Total du programme | 704 689 370 | 7 343 921 | ... | 646 850 893 |
| ... | 2 055 051 900 | 62 917 069 | 99 766 473 | 2 217 735 442 | Total du portefeuille ministériel | 2 202 085 453 | 15 649 989 | ... | 2 964 576 454 |

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|---|---|---|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Promotion et protection de la santé | 61 407 000 | 51 291 366 | 49 466 048 |
| Santé des Premières nations et des Inuits | 5 450 000 | 3 996 498 | 3 506 789 |
| Gestion et administration ministérielles | 682 000 | 519 946 | 517 476 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 67 539 000 | 55 807 810 | 53 490 313 |

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements des achats de biens et de services | 11 577 653 | 5 102 373 |
| Recouvrements des dépenses en capital | 13 623 | 5 211 |
| Recouvrements des paiements de transfert | 7 810 729 | 12 741 625 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 26 162 506 | 30 325 629 |
| | 45 564 511 | 48 174 838 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Droits et privilèges— | | |
| Règlement sur le prix à payer pour vendre des drogues | 3 922 043 | 3 770 157 |
| Revenus provenant de la vente de drogue | 4 345 793 | 6 287 752 |
| Matériel médical | 6 500 901 | 5 740 365 |
| Réglementation de la lutte antiparasitaire—Entretien | 4 124 229 | 4 437 146 |
| Redevances | 42 500 | 29 803 |
| Divers | 2 890 517 | 2 540 111 |
| | <i>21 825 983</i> | <i>22 805 334</i> |
| Location et utilisation de biens publics | 484 855 | 449 510 |
| Services de nature réglementaire— | | |
| Revenus provenant de la vente de drogue | 15 767 992 | 16 431 182 |
| Réglementation de la lutte antiparasitaire | 2 021 472 | 3 746 249 |
| Divers | 1 372 078 | 1 182 969 |
| | <i>19 161 542</i> | <i>21 360 400</i> |
| Services de nature non réglementaire— | | |
| Services d'hospitalisation | 2 768 021 | 3 336 772 |
| Autres services de santé | 1 662 743 | 2 210 321 |
| Service de dosimétrie | 4 015 996 | 2 498 683 |
| Programme d'aide aux employés | 4 741 694 | 4 663 408 |
| Revenus d'inspection | 217 743 | 243 929 |
| Revenus provenant de la vente de drogue | 1 287 780 | 955 516 |
| Divers | 2 143 912 | 994 715 |
| | <i>16 837 889</i> | <i>14 903 344</i> |
| Ventes de biens et de produits d'information | 190 280 | 40 835 |
| Autres frais et droits— | | |
| Revenus provenant d'amendes | 2 570 002 | 3 054 489 |
| Revenus des biens saisis | .. | 118 |
| Intérêts sur débiteurs en souffrance | 246 067 | 333 798 |
| Autres frais et droits | 449 976 | 254 965 |
| Divers | 3 778 837 | 2 672 025 |
| | <i>7 044 882</i> | <i>6 315 395</i> |
| | 65 545 431 | 65 874 818 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 221 335 | 219 399 |
| Revenus divers | 60 362 | 50 000 |
| Total du ministère | 111 391 639 | 114 319 055 |
| Instituts de recherche en santé du Canada | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de bourses d'exercices antérieurs | 3 376 755 | 2 797 365 |
| Recouvrements de services à des tiers d'exercices antérieurs | 69 320 | 17 269 |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 496 205 | 224 257 |
| | 3 942 280 | 3 038 891 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 155 |
| Revenus divers | 10 871 | 1 741 |
| Total du programme | 3 953 151 | 3 040 787 |
| Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 23 965 | ... |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 151 364 | ... |
| | 175 329 | ... |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Autres frais et droits | 408 120 | 481 375 |
| Total du programme | 583 449 | 481 375 |
| Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 1 660 | ... |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 7 115 | 11 065 |
| | 8 775 | 11 065 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Autres frais et droits | 3 026 082 | 7 834 771 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 1 287 | ... |
| Total du programme | 3 036 144 | 7 845 836 |

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|--------------------|----------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 49 690 895 | 51 224 794 |
| Ventes de biens et de services | 68 979 633 | 74 190 964 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 222 622 | 219 554 |
| Revenus divers | 71 233 | 51 741 |
| Total du portefeuille ministériel | 118 964 383 | 125 687 053⁽¹⁾ |

(1) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

SECTION 28

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)

Ministère

Agence des services frontaliers du Canada

Centre canadien des armes à feu

**Service canadien du renseignement de
sécurité**

Service correctionnel

**Commission nationale des libérations
conditionnelles**

**Bureau du Canada sur le règlement des
questions des pensionnats autochtones**

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Gendarmerie royale du Canada

**Comité externe d'examen de la
Gendarmerie royale du Canada**

**Commission des plaintes du public contre
la Gendarmerie royale du Canada**

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 28.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 28.7 |
| Programmes par secteur d'activité | 28.12 |
| Paiements de transfert | 28.15 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés | 28.20 |
| Revenus | 28.20 |

Ministère**Objectifs**

Assurer la direction de la politique d'ensemble pour les programmes du portefeuille et exercer des fonctions d'examen ayant rapport aux organismes du portefeuille.

Description des secteurs d'activité

Conseils au Solliciteur général dans ses fonctions d'orientation des organismes, de gestion du portefeuille et de leadership national au niveau des politiques

Le Ministère élabore, fournit et coordonne des avis opportuns, adaptés à la situation, complets et détaillés sur les politiques afin d'aider le Ministre à assumer ses fonctions :

- a) d'orienter les organismes du portefeuille et d'en répondre devant le Parlement,
- b) d'accroître la cohérence des politiques et leur coordination au sein du portefeuille, et
- c) d'exercer un leadership national dans les domaines de la police et de l'application de la loi, de la sécurité nationale, des services correctionnels et de la mise en liberté sous condition.

Programme de services de police des Premières nations

La mise en œuvre de la Politique sur la police des Premières nations offre des moyens pratiques pour améliorer l'administration de la justice dans les Premières nations grâce à la création et au maintien de services de police professionnels, efficaces et adaptés aux besoins particuliers des collectivités des Premières nations et des Inuits.

La Direction générale de la police des Autochtones est chargée de mettre en œuvre, de maintenir et d'étendre le Programme de services de police des Premières nations, dans le cadre de la Politique sur la police des Premières nations.

Bureau de l'inspecteur général, SCRS

Le Bureau de l'inspecteur général du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) existe en vertu de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*. L'inspecteur général a droit d'accès aux renseignements du SCRS et joue le rôle de vérificateur interne des activités de cet organisme pour le Solliciteur général. Le Bureau de l'inspecteur général vérifie régulièrement si le Service respecte ses politiques opérationnelles. Il vérifie également si les activités du SCRS sont conformes aux lois, aux pouvoirs, aux contrôles et aux normes qui régissent de telles activités. Il présente à le Ministre, sur ces sujets, des rapports classifiés dans lesquels sont incorporés les conseils de l'inspecteur général ainsi qu'un certificat exigé par la Loi. Le Ministre et le Comité de surveillance des activités du renseignement de sécurité (CSARS) peuvent ordonner la tenue d'un examen spécial, ou l'inspecteur général peut entreprendre un tel examen de sa propre initiative.

Services exécutifs et services ministériels

Ce secteur d'activité comprend la Division des services exécutifs, le Groupe des communications, la Direction générale des services ministériels et la Division des services juridiques.

Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile

Le Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile (BPIEPC) a été créé en février 2001. Il assure un leadership national dans la définition et la mise en œuvre d'une approche globale de la protection des infrastructures essentielles du Canada et c'est le principal organisme de l'État chargé d'assurer la protection civile nationale face à toutes les situations d'urgence possibles. Sa mission consiste à améliorer la sécurité du milieu physique et de l'environnement cybernétique des citoyens canadiens. Sa vi-

sion est de faire du Canada un pays plus sûr et plus sécuritaire.

Centre national de prévention du crime

La Stratégie nationale pour la prévention du crime (SNPC) est mise en œuvre par le Centre national de prévention du crime du ministère Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile). La SNPC valorise la prévention du crime par le développement social, approche qui consiste à s'intéresser aux conditions sociales, économiques et culturelles pouvant contribuer à faire d'une personne un contrevenant ou une victime. Les efforts sont centrés sur certains groupes considérés comme particulièrement vulnérables : les enfants et les adolescents, les femmes, les Autochtones, les groupes ethnoculturels, les personnes âgées, les handicapées, les gais et lesbiennes, les sans-abri et les minorités linguistiques parlant une langue officielle. La Stratégie vise aussi à développer les connaissances en matière de prévention du crime et à promouvoir les pratiques optimales en informant le public des avantages d'une approche sociale. Les partenariats avec divers intervenants gouvernementaux (fédéraux, provinciaux et territoriaux) et non gouvernementaux sont indispensables à la réussite de cette Stratégie.

Agence des services frontaliers du Canada**Objectifs**

Assurer les services frontaliers et appliquer les dispositions législatives régissant le commerce international et les voyages.

Description des secteurs d'activité*Services frontaliers*

Facilite la circulation des marchandises et des voyageurs tout en protégeant la société et les entreprises canadiennes au moyen du contrôle de l'immigration et

d'examen visant à trouver des marchandises de contrebande et d'autres examens qui sont fonction de l'évaluation des risques et du ciblage; vérifications de l'observation sur place et autres examens une fois que les marchandises sont entrées dans le pays, y compris des vérifications de l'origine des exportateurs; éducation du client, extension des services et services promotionnels, y compris l'élaboration et la mise en œuvre de normes de service; protège les industries canadiennes contre des pratiques commerciales déloyales et des dommages causés par le dumping ou subvention de marchandises importées au Canada; administre et influence l'élaboration des lois canadiennes qui régissent le commerce international et les voyages; administre les ententes en matière de commerce international et contribue à leur élaboration; partage les meilleures pratiques et harmonise les processus avec les administrations douanières des autres pays. Enquête, et au besoin, fait la poursuite lorsqu'on soupçonne un cas d'inobservation frauduleuse. Offre aux clients un examen équitable et impartial de leur désaccord avec les décisions de l'Agence touchant les douanes et des questions d'administration des politiques commerciales.

Centre canadien des armes à feu

Objectifs

Prendre des mesures rigoureuses en vue de contribuer à réduire le nombre de tragédies, de blessures ou de décès accidentels causés par balle ainsi que le nombre de crimes violents perpétrés avec une arme à feu en renforçant le contrôle des armes à feu.

Description des secteurs d'activité

Administration du Programme canadien de contrôle des armes à feu

Gérer le Programme canadien de contrôle des armes à feu au moyen d'initiatives stratégiques, telles que la délivrance des permis et l'enregistrement des armes à feu,

l'éducation et la sensibilisation du public ainsi que la gestion du programme de façon à réduire le nombre de tragédies, de blessures ou de décès accidentels causés par balle ainsi que le nombre de crimes violents perpétrés avec une arme à feu.

Service canadien du renseignement de sécurité

Objectifs

Fournir au gouvernement du Canada des renseignements pour la sécurité.

Description des secteurs d'activité

Service canadien du renseignement de sécurité

Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces, et fournit des évaluations de la sécurité.

Service correctionnel

Objectifs

Contribuer, en tant que composante du système de justice pénale et dans le respect de la règle de droit, à la protection de la société en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois, tout en exerçant sur eux un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humain.

Description des secteurs d'activité

Prise en charge

Prestation de services liés aux besoins des délinquants, notamment des services de santé physique et mentale,

des services alimentaires et vestimentaires ainsi que d'autres services aux délinquants incarcérés.

Garde

Prestation de services relatifs à la surveillance, au contrôle et à l'administration de la peine des délinquants. Construction et entretien des installations servant à loger les délinquants.

Réinsertion sociale

Prestation de services et mise en œuvre de programmes à l'intérieur et à l'extérieur des établissements pour favoriser la réinsertion sociale des délinquants, notamment la gestion des cas, les services des psychologues et des aumôniers, les services résidentiels, la formation générale et professionnelle, les emplois et le perfectionnement professionnel, l'acquisition des compétences psychosociales, les traitements contre la toxicomanie, les programmes de perfectionnement personnel et les autres programmes destinés à répondre aux besoins culturels, sociaux, spirituels et personnels des délinquants.

Gestion générale

Prestation de services de gestion générale pour faire en sorte que les ressources allouées soient utilisées de manière efficace, ainsi que pour appuyer la prise de décision et améliorer la responsabilité de gestion et le contrôle opérationnel.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Objectifs

L'objectif premier de la Commission nationale des libérations conditionnelles est de contribuer à la protection de la société à long terme. En s'acquittant de son mandat, la Commission : continuera de rendre des décisions des plus judicieuses, toujours déterminées en

priorité par le souci de protéger la société; tiendra compte des besoins des délinquants, des victimes et de leurs familles; renforcera ses liens avec ses partenaires; reconnaîtra la capacité des délinquants de s'amender; réglera les cas touchant la mise en liberté de la manière la moins restrictive qui soit sans pour autant compromettre la sécurité du public; agira de manière professionnelle, transparente et responsable, notamment sur le plan financier. La direction et le personnel de la Commission favoriseront un climat de confiance, de respect et de transparence, de même que la communication des renseignements.

Description des secteurs d'activité

Mise en liberté sous condition

Les responsabilités de la Commission en matière de mise en liberté sous condition consistent à examiner les cas de délinquants, à rendre des décisions judiciaires relativement à leur mise en liberté sous condition et à fournir le soutien nécessaire à la prise de ces décisions. La Commission doit également donner une formation approfondie axée sur l'évaluation des risques afin d'aider les membres de la Commission dans le processus de prise de décisions; élaborer et interpréter la politique sur la mise en liberté sous condition; coordonner l'exécution du programme en son sein et de concert avec le Service correctionnel du Canada et d'autres partenaires importants; communiquer des renseignements aux victimes et à d'autres intéressés dans la collectivité, fournir de l'information au public au sujet de la mise en liberté sous condition, et, enfin effectuer des évaluations et mesurer le rendement.

Clémence et réhabilitation

Les responsabilités de la Commission dans le domaine de la clémence et de la réhabilitation consistent à examiner les demandes et à rendre des décisions relatives à la réhabilitation ou à délivrer des réhabilitations ainsi qu'à formuler des recommandations concernant l'exercice de la prérogative royale de clémence. Elle

doit aussi fournir l'information et le soutien nécessaires à la prise de décisions, donner la formation qui aidera les commissaires à faire preuve de professionnalisme dans les prises de décisions, élaborer et interpréter la politique en matière de réhabilitation et de clémence. Il incombe à la Commission, enfin, de coordonner l'exécution du programme en son sein et avec la GRC et d'autres partenaires clés, et de fournir de l'information au public au sujet de la réhabilitation et de la clémence.

Gestion générale

Les responsabilités de la Commission sur le plan de la gestion générale consistent à assurer un soutien aux principaux secteurs d'activité de la Commission (mise en liberté sous condition, clémence et réhabilitation), notamment par l'élaboration d'un cadre de planification et de responsabilisation; un vaste éventail de services ministériels dans les domaines des finances, des ressources humaines, de l'administration, de la sécurité et de la technologie de l'information.

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Objectifs

Gestion de l'inventaire des réclamations de la Résolution des questions des pensionnats indiens.

Description des secteurs d'activité

Bureau de la Résolution des questions des pensionnats indiens Canada

Le ministère est responsable et tenu de rendre compte de la gestion de tous les aspects de l'héritage de l'ancien réseau des pensionnats indiens. Ceci inclut :

- s'occuper de tous les litiges liés aux réclamations des pensionnats indiens;

- négocier avec les organisations religieuses qui ont partagé la responsabilité de la gestion des écoles;
- administrer le Cadre national de règlement pour les règlements à l'amiable;
- maintenir des relations de travail de collaboration avec les organisations autochtones et leurs communautés;
- fournir les services ministériels complets pour soutenir ces initiatives.

Pour remplir son mandat, le Bureau gèrera l'inventaire des réclamations de la Résolution des questions des pensionnats indiens en :

- centralisant et concentrant les efforts fédéraux pour régler les réclamations associées au fonctionnement de l'ancien réseau des pensionnats indiens aussi rapidement que possible;
- coordonnant les négociations entre le gouvernement du Canada et les principales organisations religieuses concernant leurs responsabilités partagées à l'égard de ces réclamations;
- travaillant en collaboration avec les survivants des pensionnats indiens pour élaborer une stratégie de guérison visant à aider les personnes et les communautés à composer avec l'héritage du passé.

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Objectifs

Agir en tant qu'ombudsman au nom des contrevenants en examinant à fond et de façon objective un large éventail d'activités administratives et en présentant ses conclusions et ses recommandations à un grand nombre de décideurs, y compris le Parlement.

Description des secteurs d'activité

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel a seulement un secteur d'activité qui, comme détaillé à l'article 167 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, est chargé d'enquêter sur les problèmes des délinquants liés aux décisions, recommandations ou omissions ou les deux qui proviennent du Commissaire du Service correctionnel du Canada ou d'une personne sous son autorité ou exerçant des fonctions en son nom qui affectent les délinquants individuellement ou en groupe.

Gendarmerie royale du Canada

Objectifs

Appliquer la loi, prévenir le crime, maintenir la paix, l'ordre et la sécurité. La Gendarmerie du Canada (GRC) a pour objectif premier d'assurer la sécurité des foyers et des collectivités partout au Canada, et pour objectifs secondaires, de susciter un sentiment de sécurité, de répondre aux besoins des victimes de crimes, de favoriser activement la prévention du crime et de trouver des solutions de rechange au système de justice pénale traditionnel.

Description des secteurs d'activité

Services de police fédérale

L'objectif des Services de police fédérale est d'assurer la sécurité des foyers et des collectivités en fournissant au gouvernement fédéral, à ses ministères et organismes, ainsi qu'à tous les citoyens canadiens des services de maintien de l'ordre, d'application de la loi, d'enquête et de prévention. Ils assurent la protection des citoyens, de l'environnement, du commerce, des revenus du gouvernement ainsi que la sécurité nationale.

Services de police contractuelle

L'objectif des Services de police contractuelle est d'assurer la sécurité des foyers et des collectivités en offrant des services de police à diverses collectivités dans huit provinces (exception faite du Québec et de l'Ontario) et dans trois territoires, par le truchement d'ententes de partage des coûts entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux, et les administrations municipales et autochtones.

Services nationaux de police

Les Services nationaux de police visent à assurer la sécurité des foyers et des collectivités en fournissant aux Canadiens et aux Canadiennes des outils d'enquête et des renseignements en matière d'application de la loi. Ces services sont utilisés par les policiers, les ministères fédéraux et les organismes d'application des lois et règlements au Canada, ainsi que par certaines organisations policières étrangères, dont l'Interpol. Ces services sont également utilisés par les secteurs d'activités de police fédérale et de police contractuelle de la GRC et, dans une moindre mesure, par le secteur d'activité des Services de maintien de la paix.

Les services techniques spécialisés de la GRC fournis à la communauté policière comprennent les laboratoires judiciaires (analyse de l'ADN), l'identité (empreintes digitales), les données policières informatisées (casiers judiciaires, communications), le renseignement (crime organisé) et les services de formation supérieure offerts aux policiers canadiens et étrangers et à certains organismes ministériels d'application de la loi.

Services de maintien de la paix

Les Services de maintien de la paix ont pour objectif de gérer la participation efficace et opportune de la police civile canadienne aux activités internationales de maintien de la paix. La prestation de ces services respecte les conditions de la politique étrangère du Canada et le

principe du recouvrement intégral des coûts avec d'autres organismes gouvernementaux comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Affaires étrangères) (MAECI).

Services de police de protection

Les Services de police de protection visent à assurer la protection des dignitaires canadiens et étrangers ainsi que leurs résidences officielles, de même que la protection des personnes jouissant d'une protection internationale, en offrant un service opportun par des membres possédant toute la compétence et la formation nécessaires et en s'appuyant sur une technologie de pointe.

Structure organisationnelle

La Structure organisationnelle a pour objectif d'appuyer la gestion interne de l'organisation.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Objectifs

À titre d'organisme indépendant, examiner les appels portant sur des mesures disciplinaires graves ou sur des décisions de renvoi ou de rétrogradation, ainsi que certains types de griefs présentés par la Gendarmerie royale du Canada.

Description des secteurs d'activité

Examen des cas

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, qui soumet un rapport annuel au Parlement, est un tiers chargé d'examiner de façon indépendante et impartiale les cas de relations de travail que lui soumet la GRC. Le Comité peut tenir des audiences, assigner

des témoins, faire prêter serment, et recevoir et accepter des preuves ou autres informations s'il le juge bon. Les conclusions et les recommandations du président ou du Comité sont envoyées aux parties intéressées et au Commissaire de la GRC.

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Objectifs

Permettre au public de déposer des plaintes au sujet de la conduite de membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et de faire réviser la façon dont la GRC règle ces plaintes par un organisme indépendant et impartial.

Description des secteurs d'activité

Recevoir et réviser les plaintes du public

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme gouvernemental impartial et indépendant. Elle reçoit les plaintes du public et les envoie à la GRC pour enquête. Elle peut également réviser le règlement de la plainte fait par la GRC si le plaignant n'est pas satisfait. En outre, la Commission peut mener des enquêtes, convoquer des audiences publiques, assigner des témoins, faire prêter serment à des témoins, accepter les éléments de preuve qu'elle juge pertinents et formuler des conclusions et des recommandations à l'intention du commissaire de la GRC et du Solliciteur général du Canada. Le président de la Commission peut déposer des plaintes. Également, il doit soumettre un rapport annuel au Solliciteur général dans lequel il résume les activités de la Commission au cours de l'exercice et formule ses recommandations pour dépôt aux deux chambres du Parlement.

Sommaire du portefeuille ministériel

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-------------------------------|--|-------------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Crédit | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| ... | 100 944 400 | ... | ... | 100 944 400 | | | | | |
| ... | ... | 375 067 | ... | 375 067 | | | | | |
| ... | ... | 5 333 747 | ... | 5 333 747 | | | | | |
| ... | ... | ... | 33 300 000 | 33 300 000 | | | | | |
| ... | ... | ... | 985 498 | 985 498 | | | | | |
| ... | ... | ... | 294 000 | 294 000 | | | | | |
| ... | 100 944 400 | 5 708 814 | 34 579 498 | 141 232 712 | | | | | |
| ... | 301 792 600 | ... | ... | 301 792 600 | | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | | | | | |
| ... | ... | ... | 675 000 | 675 000 | | | | | |
| ... | ... | ... | (33 300 000) | (33 300 000) | | | | | |
| ... | 301 792 600 | 1 | (32 625 000) | 269 167 601 | | | | | |
| ... | 69 970 | ... | 918 | 70 888 | | | | | |
| ... | 11 209 000 | ... | 941 628 | 12 150 628 | | | | | |
| ... | 414 015 970 | 5 708 815 | 2 897 044 | 422 621 829 | | | | | |
| Ministère | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | 1 | Dépenses de fonctionnement | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | 1a | Virement de 26 900 000 \$ du crédit 5 (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)) et de 985 498 \$ du crédit 1 (Justice) | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | 1b | Virement de 6 400 000 \$ du crédit 5 (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)) | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Virement du : crédit 5 | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | crédit 1 (Justice) | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Total—Crédit 1 | 132 093 434 | 9 139 278 | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | 5 | Subventions et contributions | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | 5a | Virement de 675 000 \$ du crédit 5 (Justice) | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Virement du crédit 5 (Justice) | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Virement au crédit 1 | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Total—Crédit 5 | 220 990 769 | 48 176 832 | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | (S) | Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile | 70 888 | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 12 150 628 | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Total du ministère—Budgétaire | 365 305 719 | 57 316 110 | ... |
| Agence des services frontaliers du Canada ⁽²⁾ | | | | | | | | | |
| ... | 546 584 000 | ... | ... | 546 584 000 | 10 | Dépenses de fonctionnement | | | |
| ... | ... | 21 132 739 | ... | 21 132 739 | 10a | Virement de 239 050 000 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) | | | |
| ... | ... | 6 905 789 | ... | 6 905 789 | 10b | Virement de 8 948 000 \$ du crédit 15 (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)), de 148 937 600 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 8 713 000 du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) | | | |
| ... | ... | ... | 8 948 000 | 8 948 000 | | Virement du : crédit 15 | | | |
| ... | ... | ... | 239 050 000 | 239 050 000 | | crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) | | | |
| ... | ... | ... | 148 937 600 | 148 937 600 | | crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) | | | |
| ... | ... | ... | 8 713 000 | 8 713 000 | | crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) | | | |
| ... | ... | ... | 1 096 000 | 1 096 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | |
| ... | 546 584 000 | 28 038 528 | 406 744 600 | 981 367 128 | | Total—Crédit 10 | 916 555 372 | 64 811 756 | ... |

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------------|---|----------------------|-------------------------------|---|--|----|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | | | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | | \$ |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 23 349 000 | ... | ... | 23 349 000 | 15 | Dépenses en capital | | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 15a | Virement de 11 930 985 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) | | | | | |
| ... | ... | ... | 11 930 985 | 11 930 985 | | Virement du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) | | | | | |
| ... | ... | ... | (8 948 000) | (8 948 000) | | Virement au crédit 10 | | | | | |
| ... | 23 349 000 | 1 | 2 982 985 | 26 331 986 | | Total—Crédit 15 | 25 716 001 | 615 985 | ... | ... | |
| ... | 96 813 000 | ... | 21 873 572 | 118 686 572 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 118 686 572 | ... | ... | ... | |
| ... | ... | ... | 167 360 | 167 360 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 124 625 | ... | 42 735 | ... | |
| ... | ... | ... | 304 | 304 | (S) | Montants adjugés par une cour | 304 | ... | ... | ... | |
| ... | ... | ... | 7 000 | 7 000 | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 7 000 | ... | ... | ... | |
| ... | 666 746 000 | 28 038 529 | 431 775 821 | 1 126 560 350 | | Total du programme—Budgétaire | 1 061 089 874 | 65 427 741 | 42 735 | ... | |
| ... | 82 080 000 | ... | ... | 82 080 000 | | Centre canadien des armes à feu | | | | | |
| ... | ... | ... | 52 000 | 52 000 | 20 | Dépenses de fonctionnement | | | | | |
| ... | 82 080 000 | ... | 52 000 | 82 132 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | 14 500 000 | ... | ... | 14 500 000 | | Total—Crédit 20 | 77 284 897 | 4 847 103 | ... | 82 873 908 | |
| ... | 3 688 000 | ... | (817 204) | 2 870 796 | 25 | Contributions | 12 562 127 | 1 937 873 | ... | 15 691 600 | |
| ... | ... | ... | 90 882 | 90 882 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 2 870 796 | ... | ... | 2 908 851 | |
| ... | ... | ... | 644 | 644 | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 90 882 | ... | ... | 107 728 | |
| ... | ... | ... | ... | ... | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | ... | 644 | ... | |
| ... | 100 268 000 | ... | (673 678) | 99 594 322 | | Total du programme—Budgétaire | 92 808 702 | 6 784 976 | 644 | 101 582 087 | |
| ... | 269 911 000 | ... | ... | 269 911 000 | | Service canadien du renseignement de sécurité | | | | | |
| ... | ... | 11 517 676 | ... | 11 517 676 | 30 | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | 901 999 | ... | 901 999 | 30a | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | ... | ... | 6 724 000 | 6 724 000 | 30b | Dépenses du programme | | | | | |
| ... | 269 911 000 | 12 419 675 | 6 724 000 | 289 054 675 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Total—Crédit 30 | 277 870 883 | 11 183 792 | ... | 267 435 454 | |

| | | | | | | | | | |
|---|----------------------|-------------------|-------------------|----------------------|--|----------------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| 2 611 | ... | ... | 724 035 | 726 646 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 726 227 | ... | 419 | 709 303 |
| 2 611 | 269 911 000 | 12 419 675 | 7 448 035 | 289 781 321 | Total du programme—Budgétaire | 278 597 110 | 11 183 792 | 419 | 268 144 757 |
| Service correctionnel | | | | | | | | | |
| ... | 1 261 053 742 | ... | ... | 1 261 053 742 | 35 Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 42 595 641 | ... | 42 595 641 | 35a Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 35b Virement de 5 946 459 \$ du crédit 40 (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)) | | | | |
| ... | ... | ... | 5 946 459 | 5 946 459 | Virement du : crédit 40 | | | | |
| ... | ... | ... | 28 122 000 | 28 122 000 | CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | 3 258 000 | 3 258 000 | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 1 261 053 742 | 42 595 642 | 37 326 459 | 1 340 975 843 | Total—Crédit 35 | 1 326 278 353 | 14 697 490 | ... | 1 264 648 814 |
| ... | 136 712 000 | ... | ... | 136 712 000 | 40 Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | ... | (5 946 459) | (5 946 459) | Virement au crédit 35 | | | | |
| ... | 136 712 000 | ... | (5 946 459) | 130 765 541 | Total—Crédit 40 | 105 587 174 | 25 178 367 | ... | 110 071 122 |
| ... | 201 000 | ... | (201 000) | ... | (S) Pensions et autres avantages sociaux des employés | ... | ... | ... | ... |
| ... | 173 221 159 | ... | (19 310 516) | 153 910 643 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 153 910 643 | ... | ... | 146 729 428 |
| 9 903 970 | 83 600 | ... | (83 600) | 9 903 970 | (S) Fonds renouvelable CORCAN | (4 052 043) | ... | 13 956 013 | 3 826 617 |
| 229 663 | ... | ... | 672 800 | 902 463 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 599 429 | 7 834 | 295 200 | 801 637 |
| ... | ... | ... | 238 667 | 238 667 | (S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 238 667 | ... | ... | 25 088 |
| 10 133 633 | 1 571 271 501 | 42 595 642 | 12 696 351 | 1 636 697 127 | Total budgétaire | 1 582 562 223 | 39 883 691 | 14 251 213 | 1 526 102 706 |
| 42 606 | ... | ... | ... | 42 606 | L14b Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> . Limite 50 000 \$ (Net) | (442) | ... | 43 048 | (558) |
| 10 133 633 | 1 571 271 501 | 42 595 642 | 12 696 351 | 1 636 697 127 | Total du programme— | 1 582 562 223 | 39 883 691 | 14 251 213 | 1 526 102 706 |
| 42 606 | ... | ... | ... | 42 606 | Budgétaire | (442) | ... | 43 048 | (558) |
| | | | | | Non budgétaire | | | | |
| Commission nationale des libérations conditionnelles | | | | | | | | | |
| ... | 29 076 000 | ... | ... | 29 076 000 | 45 Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 6 347 890 | ... | 6 347 890 | 45a Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 1 279 000 | ... | 1 279 000 | 45b Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 171 000 | 171 000 | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 29 076 000 | 7 626 890 | 171 000 | 36 873 890 | Total—Crédit 45 | 36 644 811 | 229 079 | ... | 31 380 998 |
| ... | 4 772 000 | ... | (290 263) | 4 481 737 | (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 4 481 737 | ... | ... | 4 262 945 |
| ... | ... | ... | 3 573 | 3 573 | (S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 3 573 | ... | ... | 6 150 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | Crédit | | Utilisation des autorisations | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------|---|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | (S) | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 5 697 | ... | ... | 32 033 | 37 730 | | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 32 063 | ... | 5 667 | 19 199 |
| 5 697 | 33 848 000 | 7 626 890 | (83 657) | 41 396 930 | | Total du programme—Budgétaire | 41 162 184 | 229 079 | 5 667 | 35 669 292 |
| Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones⁽³⁾ | | | | | | | | | | |
| ... | ... | 1 | ... | 1 | 53b | Dépenses du programme et contributions—Virement de 93 575 000 \$ du crédit 40 (Conseil privé) | | | | |
| ... | ... | ... | 93 575 000 | 93 575 000 | | Virement du : crédit 40 (Conseil privé) | | | | |
| ... | ... | ... | 115 000 | 115 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | 1 | 93 690 000 | 93 690 001 | | Total—Crédit 53b | 61 283 142 | 32 406 859 | ... | 73 550 006 |
| ... | ... | ... | 5 296 816 | 5 296 816 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 5 296 816 | ... | ... | 3 604 816 |
| ... | ... | ... | 45 841 | 45 841 | (S) | Montants adjugés par une cour | 45 841 | ... | ... | 200 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | | Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 11 306 |
| ... | ... | 1 | 99 032 657 | 99 032 658 | | Total du programme—Budgétaire | 66 625 799 | 32 406 859 | ... | 77 366 128 |
| Bureau de l'enquêteur correctionnel | | | | | | | | | | |
| ... | 2 558 000 | ... | ... | 2 558 000 | 50 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 128 150 | ... | 128 150 | 50a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 11 000 | 11 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 2 558 000 | 128 150 | 11 000 | 2 697 150 | | Total—Crédit 50 | 2 450 435 | 246 715 | ... | 2 431 262 |
| ... | 388 000 | ... | 32 594 | 420 594 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 420 594 | ... | ... | 359 000 |
| ... | 2 946 000 | 128 150 | 43 594 | 3 117 744 | | Total du programme—Budgétaire | 2 871 029 | 246 715 | ... | 2 790 262 |
| Gendarmerie royale du Canada | | | | | | | | | | |
| ... | 1 231 710 000 | ... | ... | 1 231 710 000 | 55 | Application de la loi—Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 101 382 592 | ... | 101 382 592 | 55a | Application de la loi—Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | 25 719 120 | ... | 25 719 120 | 55a | Application de la loi—Dépenses de fonctionnement | | | | |
| ... | ... | ... | 12 000 000 | 12 000 000 | | Virement du : CT, crédit 5 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | ... | ... | 6 712 000 | 6 712 000 | | CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 1 231 710 000 | 127 101 712 | 18 712 000 | 1 377 523 712 | | Total—Crédit 55 | 1 371 850 740 | 5 672 972 | ... | 1 311 490 599 |
| ... | 196 334 000 | ... | ... | 196 334 000 | 60 | Application de la loi—Dépenses en capital | | | | |
| ... | ... | 13 750 450 | ... | 13 750 450 | 60a | Application de la loi—Dépenses en capital | | | | |

| | | | | | | | | | | |
|---|----------------------|--------------------|---------------------|----------------------|-----|--|----------------------|--------------------|-------------------|------------------------------------|
| ... | ... | 371 060 | ... | 371 060 | 60b | Application de la loi—Dépenses en capital | | | | |
| ... | 196 334 000 | 14 121 510 | ... | 210 455 510 | | Total—Crédit 60 | 204 930 267 | 5 525 243 | ... | 206 892 135 |
| ... | 37 424 880 | ... | ... | 37 424 880 | 65 | Application de la loi—Subventions et contributions | | | | |
| ... | ... | 3 779 000 | ... | 3 779 000 | 65b | Application de la loi—Subventions et contributions | | | | |
| ... | 37 424 880 | 3 779 000 | ... | 41 203 880 | | Total—Crédit 65 | 40 935 187 | 268 693 | ... | 33 710 930 |
| ... | 306 374 047 | ... | (41 972 445) | 264 401 602 | (S) | Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada | 264 401 602 | ... | ... | 258 939 685 |
| ... | 46 256 915 | ... | 3 220 958 | 49 477 873 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 49 477 873 | ... | ... | 44 912 780 |
| ... | 23 000 000 | ... | 620 217 | 23 620 217 | (S) | Pensions en vertu de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> | 23 620 217 | ... | ... | 32 108 076 |
| 1 647 399 | ... | ... | 6 061 601 | 7 709 000 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 5 062 676 | ... | 2 646 324 | 6 299 203 |
| ... | ... | ... | 16 424 | 16 424 | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 16 424 | ... | ... | ... |
| 1 647 399 | 1 841 099 842 | 145 002 222 | (13 341 245) | 1 974 408 218 | | Total du programme—Budgétaire | 1 960 294 986 | 11 466 908 | 2 646 324 | 1 894 353 408 |
| Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada | | | | | | | | | | |
| ... | 769 000 | ... | ... | 769 000 | 70 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 38 350 | ... | 38 350 | 70a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 8 000 | 8 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 769 000 | 38 350 | 8 000 | 815 350 | | Total—Crédit 70 | 748 496 | 66 854 | ... | 679 756 |
| ... | 115 000 | ... | 9 661 | 124 661 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 124 661 | ... | ... | 94 000 |
| ... | 884 000 | 38 350 | 17 661 | 940 011 | | Total du programme—Budgétaire | 873 157 | 66 854 | ... | 773 756 |
| Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada | | | | | | | | | | |
| ... | 4 177 000 | ... | ... | 4 177 000 | 75 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 208 050 | ... | 208 050 | 75a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 292 304 | ... | 292 304 | 75b | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 17 000 | 17 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 4 177 000 | 500 354 | 17 000 | 4 694 354 | | Total—Crédit 75 | 4 261 694 | 432 660 | ... | 4 387 093 |
| ... | 558 000 | ... | 46 876 | 604 876 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 604 876 | ... | ... | 516 000 |
| ... | 4 735 000 | 500 354 | 63 876 | 5 299 230 | | Total du programme—Budgétaire | 4 866 570 | 432 660 | ... | 4 903 093 |
| 11 789 340 | 4 905 725 313 | 242 058 628 | 539 876 459 | 5 699 449 740 | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 5 457 057 353 | 225 445 385 | 16 947 002 | 4 030 122 501⁽³⁾ |
| 42 606 | ... | ... | ... | 42 606 | | Non budgétaire | (442) | ... | 43 048 | (558) |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, Agence des services frontaliers du Canada a été créée et transférée d'Agence des douanes et du revenu du Canada.

⁽³⁾ Au cours de l'exercice, Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré du Conseil Privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 77 366 128 \$.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Conseils au Solliciteur général dans ses fonctions d'orientation des organismes, de gestion du portefeuille et de leadership national au niveau des politiques | 25 417 745 | 20 950 896 | ... | ... | 4 875 985 | 4 595 444 | ... | ... | ... | ... | 30 293 730 | 25 546 340 |
| Programme de services de police des Premières nations | 30 055 724 | 29 765 893 | ... | ... | 62 958 016 | 62 883 093 | ... | ... | ... | ... | 93 013 740 | 92 648 986 |
| Bureau de l'inspecteur général, SCRS | 944 151 | 953 757 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 944 151 | 953 757 |
| Services exécutifs et services ministériels | 58 569 924 | 54 044 553 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 58 569 924 | 54 044 553 |
| Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile | 26 333 199 | 26 827 544 | ... | ... | 154 006 000 | 108 335 935 | ... | ... | ... | ... | 180 339 199 | 135 163 479 |
| Centre national de prévention du crime | 12 133 485 | 11 772 307 | ... | ... | 47 327 600 | 45 176 297 | ... | ... | ... | ... | 59 461 085 | 56 948 604 |
| Total du ministère—Budgétaire | 153 454 228 | 144 314 950 | ... | ... | 269 167 601 | 220 990 769 | ... | ... | ... | ... | 422 621 829 | 365 305 719 |
| Agence des services frontaliers du Canada | | | | | | | | | | | | |
| Services frontaliers | 1 115 367 114 | 1 050 838 245 | 26 331 986 | 25 716 001 | ... | ... | 15 138 750 | 15 464 372 | ... | ... | 1 126 560 350 | 1 061 089 874 |
| Revenus affectés aux dépenses | (15 138 750) | (15 464 372) | ... | ... | ... | ... | (15 138 750) | (15 464 372) | ... | ... | ... | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 1 100 228 364 | 1 035 373 873 | 26 331 986 | 25 716 001 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 126 560 350 | 1 061 089 874 |
| Centre canadien des armes à feu | | | | | | | | | | | | |
| Administration du Programme canadien de contrôle des armes à feu | 85 094 322 | 80 246 575 | ... | ... | 14 500 000 | 12 562 127 | ... | ... | ... | ... | 99 594 322 | 92 808 702 |
| Total du programme—Budgétaire | 85 094 322 | 80 246 575 | ... | ... | 14 500 000 | 12 562 127 | ... | ... | ... | ... | 99 594 322 | 92 808 702 |
| Service canadien du renseignement de sécurité— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 289 781 321 | 278 597 110 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 289 781 321 | 278 597 110 |
| Service correctionnel | | | | | | | | | | | | |
| Prise en charge | 222 466 970 | 210 757 344 | 1 200 000 | 934 315 | 122 000 | 118 264 | ... | ... | ... | ... | 223 788 970 | 211 809 923 |
| Garde | 572 941 613 | 583 000 903 | 119 317 960 | 88 761 379 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 692 259 573 | 671 762 282 |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------|--------|-------|----------------------|----------------------|
| Réinsertion sociale— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 578 535 791 | 570 922 088 | 10 247 581 | 15 456 256 | 2 648 627 | 2 635 569 | 76 538 000 | 77 650 689 | ... | ... | 514 893 999 | 511 363 224 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 42 606 | (442) | 42 606 | (442) |
| Gestion générale | 205 372 825 | 186 877 746 | ... | 435 224 | 381 760 | 313 824 | ... | ... | ... | ... | 205 754 585 | 187 626 794 |
| <hr/> | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 1 579 317 199 | 1 551 558 081 | 130 765 541 | 105 587 174 | 3 152 387 | 3 067 657 | 76 538 000 | 77 650 689 | ... | ... | 1 636 697 127 | 1 582 562 223 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 42 606 | (442) | 42 606 | (442) |
| Revenus affectés aux dépenses | (76 538 000) | (77 650 689) | ... | ... | ... | ... | (76 538 000) | (77 650 689) | ... | ... | ... | ... |
| <hr/> | | | | | | | | | | | | |
| Total du programme— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 1 502 779 199 | 1 473 907 392 | 130 765 541 | 105 587 174 | 3 152 387 | 3 067 657 | ... | ... | ... | ... | 1 636 697 127 | 1 582 562 223 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 42 606 | (442) | 42 606 | (442) |
| <hr/> | | | | | | | | | | | | |
| Commission nationale des libérations conditionnelles | | | | | | | | | | | | |
| Mise en liberté sous condition | 30 332 059 | 31 517 241 | ... | ... | 35 000 | ... | ... | ... | ... | ... | 30 367 059 | 31 517 241 |
| Clémence et réhabilitation | 4 607 832 | 4 356 212 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 4 607 832 | 4 356 212 |
| Gestion générale | 6 422 039 | 5 288 731 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 6 422 039 | 5 288 731 |
| <hr/> | | | | | | | | | | | | |
| Total du programme—Budgétaire | 41 361 930 | 41 162 184 | ... | ... | 35 000 | ... | ... | ... | ... | ... | 41 396 930 | 41 162 184 |
| <hr/> | | | | | | | | | | | | |
| Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 96 032 658 | 62 207 608 | ... | ... | 3 000 000 | 4 418 191 | ... | ... | ... | ... | 99 032 658 | 66 625 799 |
| <hr/> | | | | | | | | | | | | |
| Bureau de l'enquêteur correctionnel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 3 117 744 | 2 871 029 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3 117 744 | 2 871 029 |
| <hr/> | | | | | | | | | | | | |
| Gendarmerie royale du Canada | | | | | | | | | | | | |
| Services de police fédérale | 602 956 150 | 576 804 066 | 25 979 500 | 31 808 022 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 628 935 650 | 608 612 088 |
| Services de police contractuelle | 1 536 720 105 | 1 533 929 450 | 71 946 000 | 83 615 926 | ... | ... | 1 060 208 436 | 1 044 082 231 | ... | ... | 548 457 669 | 573 463 145 |
| Services nationaux de police | 318 617 765 | 341 612 398 | 88 979 500 | 68 824 118 | 362 486 | 319 365 | 8 822 155 | 8 822 155 | ... | ... | 399 137 596 | 401 933 726 |
| Services de maintien de la paix | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Services de police de protection | 128 554 719 | 101 388 275 | 4 554 000 | 4 250 321 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 133 108 719 | 105 638 596 |
| Structure organisationnelle | 215 392 204 | 224 061 253 | 18 996 510 | 16 431 880 | 64 461 611 | 64 236 039 | 34 081 741 | 34 081 741 | ... | ... | 264 768 584 | 270 647 431 |
| <hr/> | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total | 2 802 240 943 | 2 777 795 442 | 210 455 510 | 204 930 267 | 64 824 097 | 64 555 404 | 1 103 112 332 | 1 086 986 127 | ... | ... | 1 974 408 218 | 1 960 294 986 |
| Revenus affectés aux dépenses | (1 103 112 332) | (1 086 986 127) | ... | ... | ... | ... | (1 103 112 332) | (1 086 986 127) | ... | ... | ... | ... |
| <hr/> | | | | | | | | | | | | |
| Total du programme—Budgétaire | 1 699 128 611 | 1 690 809 315 | 210 455 510 | 204 930 267 | 64 824 097 | 64 555 404 | ... | ... | ... | ... | 1 974 408 218 | 1 960 294 986 |
| <hr/> | | | | | | | | | | | | |
| Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada | | | | | | | | | | | | |
| Examen des cas | 940 011 | 873 157 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 940 011 | 873 157 |
| <hr/> | | | | | | | | | | | | |
| Total du programme—Budgétaire | 940 011 | 873 157 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 940 011 | 873 157 |

Programmes par secteur d'activité—Fin

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada | | | | | | | | | | | | |
| Recevoir et réviser les plaintes du public | 5 299 230 | 4 866 570 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 5 299 230 | 4 866 570 |
| Total du programme—Budgétaire | 5 299 230 | 4 866 570 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 5 299 230 | 4 866 570 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 4 977 217 618 | 4 815 229 763 | 367 553 037 | 336 233 442 | 354 679 085 | 305 594 148 | ... | ... | ... | ... | 5 699 449 740 | 5 457 057 353 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 42 606 | (442) | 42 606 | (442) |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------------|------------------|---|--|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent | |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| ... | 509 795 | ... | ... | 509 795 | 509 795 | ... | ... | 509 795 | |
| ... | 451 807 | ... | ... | 451 807 | 451 807 | ... | ... | 451 807 | |
| ... | 834 542 | ... | ... | 834 542 | 834 542 | ... | ... | 834 542 | |
| ... | 1 796 144 | ... | ... | 1 796 144 | 1 796 144 | ... | ... | 1 796 144 | |
| Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile | | | | | | | | | |
| ... | 500 000 | ... | ... | 500 000 | 500 000 | ... | ... | ... | |
| ... | 54 000 | ... | ... | 54 000 | 54 000 | ... | ... | ... | |
| ... | 554 000 | ... | ... | 554 000 | 554 000 | ... | ... | ... | |
| Centre national de prévention du crime | | | | | | | | | |
| ... | 46 168 100 | ... | (9 018 738) | 37 149 362 | 35 344 076 | 1 805 286 | ... | ... | |
| ... | 48 518 244 | ... | (9 018 738) | 39 499 506 | 37 694 220 | 1 805 286 | ... | 1 796 144 | |
| Total—Subventions | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| ... | 1 901 856 | 1 | 1 177 984 | 3 079 841 | 2 799 300 | 280 541 | ... | 1 342 004 | |
| Programme de services de police des Premières nations | | | | | | | | | |
| ... | 87 388 000 | ... | (24 429 984) | 62 958 016 | 62 883 093 | 74 923 | ... | 53 895 645 | |

Paiements de transfert—*Suite*

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|--|---|-------------------|---|---|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | 8 452 000 | ... | (8 452 000) | ... | Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile | ... | ... | ... | ... |
| ... | 145 000 000 | ... | 8 452 000 | 153 452 000 | Contributions versées aux provinces et aux municipalités en exécution de la <i>Loi sur la protection civile</i> | 107 781 935 | 45 670 065 | ... | ... |
| ... | 153 452 000 | ... | ... | 153 452 000 | Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles | 107 781 935 | 45 670 065 | ... | ... |
| ... | 10 532 500 | ... | (354 262) | 10 178 238 | Centre national de prévention du crime | 9 832 221 | 346 017 | ... | ... |
| ... | 253 274 356 | 1 | (23 606 262) | 229 668 095 | Total—Contributions | 183 296 549 | 46 371 546 | ... | 55 237 649 |
| Sommaire du ministère par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | 3 698 000 | 1 | 1 177 984 | 4 875 985 | Conseils au Solliciteur général dans ses fonctions d'orientation des organismes, de gestion du portefeuille et de leadership national au niveau des politiques | 4 595 444 | 280 541 | ... | 3 138 148 |
| ... | 87 388 000 | ... | (24 429 984) | 62 958 016 | Programme de services de police des Premières nations | 62 883 093 | 74 923 | ... | 53 895 645 |
| ... | 154 006 000 | ... | ... | 154 006 000 | Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile | 108 335 935 | 45 670 065 | ... | ... |
| ... | 56 700 600 | ... | (9 373 000) | 47 327 600 | Centre national de prévention du crime | 45 176 297 | 2 151 303 | ... | ... |
| ... | 301 792 600 | 1 | (32 625 000) | 269 167 601 | Total du ministère | 220 990 769 | 48 176 832 | ... | 57 033 793 |
| Centre canadien des armes à feu | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| ... | 14 500 000 | ... | ... | 14 500 000 | Administration du Programme canadien de contrôle des armes à feu | 12 562 127 | 1 937 873 | ... | 15 691 600 |
| ... | 14 500 000 | ... | ... | 14 500 000 | Total du programme | 12 562 127 | 1 937 873 | ... | 15 691 600 |
| Service correctionnel | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| ... | 122 000 | ... | ... | 122 000 | Prise en charge | 118 264 | 3 736 | ... | 118 803 |
| ... | 60 000 | ... | (60 000) | ... | Subvention au département de psychologie de l'Université de la Saskatchewan pour une chaire de psychologie judiciaire | ... | ... | ... | ... |
| ... | 182 000 | ... | (60 000) | 122 000 | Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan pour l'obtention d'une place en psychiatrie | 118 264 | 3 736 | ... | 118 803 |

| | | | | | | | | | |
|---|------------------|-----|------------------|------------------|---|------------------|---------------|-----|------------------|
| ... | 200 000 | ... | (200 000) | ... | Réinsertion sociale Subvention aux collectivités autochtones pour des services et des programmes correctionnels pour Autochtones | ... | ... | ... | ... |
| ... | 100 000 | ... | ... | 100 000 | Gestion générale Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents | 48 933 | 51 067 | ... | 124 629 |
| ... | 201 000 | ... | (201 000) | ... | (S) Pensions et autres avantages sociaux des employés | ... | ... | ... | ... |
| ... | 301 000 | ... | (201 000) | 100 000 | | 48 933 | 51 067 | ... | 124 629 |
| ... | 683 000 | ... | (461 000) | 222 000 | Total—Subventions | 167 197 | 54 803 | ... | 243 432 |
| Contributions | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | ... | ... | Prise en charge Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 1 009 178 |
| Réinsertion sociale | | | | | | | | | |
| ... | 716 000 | ... | 219 445 | 935 445 | Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires | 933 439 | 2 006 | ... | 196 542 |
| ... | 1 135 000 | ... | 378 182 | 1 513 182 | Paiements aux collectivités autochtones pour l'exécution de programmes et la prestation de services correctionnels | 1 502 130 | 11 052 | ... | 601 387 |
| ... | ... | ... | 200 000 | 200 000 | Paiements aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations | 200 000 | ... | ... | 392 129 |
| ... | 1 851 000 | ... | 797 627 | 2 648 627 | | 2 635 569 | 13 058 | ... | 1 190 058 |
| Gestion générale | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 281 760 | 281 760 | Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires | 264 891 | 16 869 | ... | 465 121 |
| ... | 1 851 000 | ... | 1 079 387 | 2 930 387 | Total—Contributions | 2 900 460 | 29 927 | ... | 2 664 357 |
| Sommaire du programme par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | 182 000 | ... | (60 000) | 122 000 | Prise en charge | 118 264 | 3 736 | ... | 1 127 981 |
| ... | 2 051 000 | ... | 597 627 | 2 648 627 | Réinsertion sociale | 2 635 569 | 13 058 | ... | 1 190 058 |
| ... | 301 000 | ... | 80 760 | 381 760 | Gestion générale | 313 824 | 67 936 | ... | 589 750 |
| ... | 2 534 000 | ... | 618 387 | 3 152 387 | Total du programme | 3 067 657 | 84 730 | ... | 2 907 789 |
| Commission nationale des libérations conditionnelles | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Mise en liberté sous condition | | | | | | | | | |
| ... | 35 000 | ... | ... | 35 000 | Paiements à des organismes sans but lucratif, à des groupes communautaires ou à des organismes privés qui appuient la mission et les priorités stratégiques de la Commission nationale des libérations conditionnelles | ... | 35 000 | ... | ... |
| ... | 35 000 | ... | ... | 35 000 | Total du programme | ... | 35 000 | ... | ... |

Paiements de transfert—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | |
|---|--|---|----------------------------------|------------------------------------|--|---|--------------------|---|---|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | | | | Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽¹⁾ | | | | |
| | | | | | Contributions | | | | |
| ... | ... | ... | 3 000 000 | 3 000 000 | Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques | 4 418 191 | (1 418 191) | ... | 4 613 781 |
| ... | ... | ... | 3 000 000 | 3 000 000 | Total du programme | 4 418 191 | (1 418 191) | ... | 4 613 781 |
| | | | | | Gendarmerie royale du Canada | | | | |
| | | | | | Subventions | | | | |
| | | | | | Structure organisationnelle | | | | |
| ... | 35 400 000 | 3 779 000 | ... | 39 179 000 | Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions | 39 086 915 | 92 085 | ... | 31 817 374 |
| ... | 1 535 000 | ... | ... | 1 535 000 | Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gen- darmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions | 1 436 401 | 98 599 | ... | 1 491 197 |
| ... | 100 000 | ... | ... | 100 000 | Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions | 65 112 | 34 888 | ... | 62 025 |
| ... | 1 900 | ... | ... | 1 900 | Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada | 1 900 | ... | ... | 1 900 |
| ... | 1 900 | ... | ... | 1 900 | Association internationale des chefs de police | 1 900 | ... | ... | 1 740 |
| ... | 23 000 000 | ... | 620 217 | 23 620 217 | (S) Pensions en vertu de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> | 23 620 217 | ... | ... | 22 627 646 |
| ... | 60 038 800 | 3 779 000 | 620 217 | 64 438 017 | Total—Subventions | 64 212 445 | 225 572 | ... | 56 001 882 |
| | | | | | Contributions | | | | |
| | | | | | Services nationaux de police | | | | |
| ... | 386 080 | ... | (23 594) | 362 486 | Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours au Collège canadien de police | 319 365 | 43 121 | ... | 336 694 |
| ... | ... | ... | 23 594 | 23 594 | Structure organisationnelle | 23 594 | ... | ... | ... |
| ... | 386 080 | ... | ... | 386 080 | Total—Contributions | 342 959 | 43 121 | ... | 336 694 |

| Sommaire du programme par secteur d'activité | | | | | | | | | |
|---|--------------------|------------------|---------------------|--------------------|--|--------------------|-------------------|-----|----------------------------------|
| ... | 386 080 | ... | (23 594) | 362 486 | Services nationaux de police | 319 365 | 43 121 | ... | 336 694 |
| ... | 60 038 800 | 3 779 000 | 643 811 | 64 461 611 | Structure organisationnelle | 64 236 039 | 225 572 | ... | 56 001 882 |
| ... | 60 424 880 | 3 779 000 | 620 217 | 64 824 097 | Total du programme | 64 555 404 | 268 693 | ... | 56 338 576 |
| ... | 379 286 480 | 3 779 001 | (28 386 396) | 354 679 085 | Total du portefeuille ministériel | 305 594 148 | 49 084 937 | ... | 136 585 539⁽¹⁾ |

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré du Conseil Privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 4 613 781 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|--|--|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| Agence des services frontaliers du Canada ⁽¹⁾ | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Services frontaliers | 15 138 750 | 15 464 372 | ... |
| Total du programme—Budgétaire | 15 138 750 | 15 464 372 | ... |
| Service correctionnel | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Réinsertion sociale CORCAN | 76 538 000 | 77 650 689 | 76 991 104 |
| Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées) | | | |
| Compte des prêts aux libérés conditionnels | ... | 6 731 | 6 309 |
| Total du programme— Budgétaire | 76 538 000 | 77 650 689 | 76 991 104 |
| Non budgétaire | ... | 6 731 | 6 309 |
| Gendarmerie royale du Canada | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Services de police contractuelle | 1 060 208 436 | 1 044 082 231 | 986 865 105 |
| Services nationaux de police | 8 822 155 | 8 822 155 | 9 705 748 |
| Structure organisationnelle | 34 081 741 | 34 081 741 | 31 532 999 |
| Total du programme—Budgétaire | 1 103 112 332 | 1 086 986 127 | 1 028 103 852 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 1 194 789 082 | 1 180 101 188 | 1 105 094 956 |
| Non budgétaire | ... | 6 731 | 6 309 |

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Agence des services frontaliers du Canada a été créée et transférée d'Agence des douanes et du revenu du Canada.

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|-----------------------|-----------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 159 726 | 105 802 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 6 094 375 | 7 061 197 |
| | 6 254 101 | 7 166 999 |
| Revenus divers | 9 956 | 31 380 |
| Total du ministère | 6 264 057 | 7 198 379 |
| Agence des services frontaliers du Canada ⁽¹⁾ | | |
| Revenus fiscaux— | | |
| Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH) | 21 909 245 022 | 19 552 903 881 |
| Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale | 34 987 945 | ... |
| | 21 874 257 077 | 19 552 903 881 |
| Taxe d'accise—Carburant moteur—Essence | 46 142 832 | 44 880 562 |
| Droits de douane à l'importation | 3 091 208 505 | 2 887 025 223 |
| Droits d'accise— | | |
| Spiritueux parvenus à maturité | 63 443 | 3 410 |
| Spiritueux non parvenus à maturité | ... | 885 |
| Bière | 2 158 | 2 062 |
| Cigarettes | 32 972 670 | 83 558 204 |
| Cigares | 24 638 647 | 21 775 510 |
| Tabac manufacturé | 7 950 713 | 15 112 657 |
| Tabac naturel canadien en feuilles | 254 | 214 |
| | 65 627 885 | 120 452 942 |
| Autres taxes et droits d'accise— | | |
| Taxes à la fabrication— | | |
| Cigarettes | ... | 369 927 |
| Cigares | ... | 82 753 |
| Tabac | ... | 31 617 |
| Bijoux | 47 790 825 | 47 521 352 |
| Automobiles | 168 441 | 66 243 |
| Climatiseurs pour automobiles | 16 463 410 | 15 937 998 |
| Vins | 2 495 373 | 27 039 397 |
| Cotisation d'assurance-emploi | 9 | ... |
| Divers | (18 947 046) | (2 461 842) |
| | 47 971 012 | 88 587 445 |
| Total des revenus fiscaux | 25 125 207 311 | 22 693 850 053 |

Revenus—*Suite*

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-----------------------|-----------------------|--|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Autres revenus— | | | Ventes de biens et de services— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | Services de nature réglementaire | 11 238 268 | 16 360 023 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 529 573 | ... | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 644 | ... |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 931 086 | ... | Revenus divers | 2 080 | 2 515 |
| | 1 460 659 | ... | Total du programme | 11 293 685 | 16 416 968 |
| Ventes de biens et de services— | | | Service canadien du renseignement de sécurité | | |
| Droits et privilèges | 1 927 717 | ... | Autres revenus— | | |
| Location et utilisation de biens publics | 5 297 | ... | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Services de nature réglementaire | 5 378 024 | ... | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 342 856 | 110 958 |
| Services de nature non réglementaire | 11 572 921 | ... | Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 598 046 | 426 811 |
| Ventes de biens et de produits d'information | 30 242 | ... | | 940 902 | 537 769 |
| Autres frais et droits | 140 214 | ... | Ventes de biens et de services— | | |
| | 19 054 415 | ... | Location et utilisation de biens publics | 64 350 | 64 350 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 167 360 | ... | Services de nature réglementaire | 1 241 640 | 2 419 360 |
| Revenus divers— | | | Autres frais et droits | 435 692 | 491 698 |
| Intérêts et pénalités | 208 892 | 27 897 084 | | 1 741 682 | 2 975 408 |
| Intérêts sur autres revenus— | | | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 724 035 | 711 319 |
| Intérêts sur remboursements | 81 938 | 1 005 388 | Revenus divers | 49 277 | 32 470 |
| Divers— | | | Total du programme | 3 455 896 | 4 256 966 |
| Amendes imposées pas le tribunal | 1 485 690 | 635 427 | Service correctionnel | | |
| Saisies | 9 999 440 | 9 192 346 | Autres revenus— | | |
| Gains provenant de la réévaluation des devises | 356 975 | ... | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Divers | 50 590 912 | ... | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 841 615 | 1 052 617 |
| | 62 433 017 | 9 827 773 | Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 2 282 137 | 1 578 450 |
| | 62 723 847 | 38 730 245 | | 3 123 752 | 2 631 067 |
| Total des autres revenus | 83 406 281 | 38 730 245 | Ventes de biens et de services— | | |
| Total du programme | 25 208 613 592 | 22 732 580 298 | Location et utilisation de biens publics— | | |
| Centre canadien des armes à feu | | | Locations | 60 389 | 58 919 |
| Autres revenus— | | | Chambre et pension—Détenus | 561 988 | 552 377 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | 622 377 | 611 296 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 15 342 | 54 430 | Services de nature non réglementaire— | | |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 37 351 | ... | Vente de repas | 41 514 | 29 544 |
| | 52 693 | 54 430 | Services psychiatriques—Contrat | 990 178 | 1 216 736 |
| | | | Entretien des détenus—Contrat (accords fédéraux-provinciaux) | 2 081 382 | 1 111 208 |

Revenus—Suite

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Service de blanchisserie | 720 | 1 030 | Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones ⁽²⁾ | | |
| Frais d'accès à l'information | 3 268 | 2 358 | | | |
| Vente CORCAN— | | | Autres revenus— | | |
| Frais de formation | 18 225 347 | 18 287 782 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| | 21 342 409 | 20 648 658 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 248 556 | 703 851 |
| Ventes de biens et de produits d'information— | | | Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 250 801 | 268 807 |
| Vente de produits manufacturés | 7 359 772 | 9 072 167 | | 499 357 | 972 658 |
| Vente CORCAN— | | | Revenus divers | 1 000 206 | 298 |
| Vente de produits manufacturés | 53 484 883 | 47 939 267 | Total du programme | 1 499 563 | 972 956 |
| | 60 844 655 | 57 011 434 | | | |
| Autres frais et droits | 5 844 324 | 6 062 509 | Gendarmerie royale du Canada | | |
| | 88 653 765 | 84 333 897 | Autres revenus— | | |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 672 800 | 736 100 | Revenus de placements— | | |
| Revenus divers— | | | Autres comptes— | | |
| Amendes et confiscations | 130 801 | 160 821 | Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger— | | |
| Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale | 1 282 | 2 159 | Intérêt | 13 396 | 10 148 |
| Commandes téléphoniques | 165 157 | 135 535 | Virement des bénéficiaires | ... | 13 999 |
| Réclamations de l'État | 30 315 | 175 936 | | 13 396 | 24 147 |
| Divers | 230 587 | 192 841 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| | 558 142 | 667 292 | Remboursement des dépenses de fonctionnement de biens ou services | 2 974 509 | 4 292 325 |
| Total du programme | 93 008 459 | 88 368 356 | Récupération des pertes monétaires de l'exercice précédent | 17 637 | 1 693 |
| | | | Remboursement pour réparation à des véhicules automobiles | 396 504 | 306 123 |
| Commission nationale des libérations conditionnelles | | | Divers | 144 764 | 119 428 |
| Autres revenus— | | | Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 349 967 | 666 988 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | | | 3 883 381 | 5 386 557 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 19 584 | 592 | Ventes de biens et de services— | | |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 12 038 | 25 308 | Services de nature réglementaire— | | |
| | 31 622 | 25 900 | Accès à l'information | 3 756 | 3 978 |
| Ventes de biens et de services— | | | Services de nature non réglementaire— | | |
| Services de nature non réglementaire | 538 662 | 727 640 | Services de police aux gouvernements locaux | 22 617 550 | (1 600 797) |
| Ventes de biens et de produits d'information | 271 | 356 | Services de police aux gouvernements provinciaux et territoriaux | 807 265 231 | 621 919 462 |
| | 538 933 | 727 996 | Recouvrements des coûts autres que ceux des biens immobiliers des sociétés d'État | 314 369 908 | 385 847 486 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 32 033 | 9 456 | Autres frais | 2 206 195 | 29 630 177 |
| Revenus divers | ... | 918 | Autres revenus provenant de droits et redevances | 562 917 | 708 580 |
| Total du programme | 602 588 | 764 270 | Frais de licence | 2 576 | 2 016 |
| | | | Stationnement payé | 63 045 | 59 630 |
| | | | Location de bâtiments résidentiels | 6 301 336 | 6 174 928 |
| | | | Location de bâtiments non résidentiels | 15 195 | 11 919 |
| | | | Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres | 280 262 | 306 531 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|--|-----------------------|---|
| | \$ | \$ |
| Ventes de produits d'information | 62 577 | 63 631 |
| Ventes d'autres biens | 2 625 185 | 3 507 373 |
| Divers | 9 442 603 | 5 462 374 |
| | <i>1 165 814 580</i> | <i>1 052 093 310</i> |
| Autres frais et droits— | | |
| Services de police aux gouvernements provinciaux et territoriaux | 72 | ... |
| Revenus reportés | 1 616 172 | 4 398 716 |
| Divers | (891 761) | 6 797 654 |
| | <i>724 483</i> | <i>11 196 370</i> |
| | 1 166 542 819 | 1 063 293 658 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 6 061 601 | 5 197 145 |
| Total du programme | 1 176 501 197 | 1 073 901 507 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Revenus fiscaux | 25 125 207 311 | 22 693 850 053 |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements | 13 396 | 24 147 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 16 246 467 | 16 775 380 |
| Ventes de biens et de services | 1 287 769 882 | 1 167 690 982 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 7 658 473 | 6 654 020 |
| Revenus divers | 64 343 508 | 39 465 118 |
| Total des autres revenus | 1 376 031 726 | 1 230 609 647 |
| Total du portefeuille ministériel | 26 501 239 037 | 23 924 459 700 ⁽¹⁾⁽²⁾ |

(1) Au cours de l'exercice, Agence des services frontaliers du Canada a été créée et transférée d'Agence des douanes et du revenu du Canada. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 22 732 580 298 \$.

(2) Au cours de l'exercice, Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transféré du Conseil Privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 972 956 \$.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 29

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2004-2005

Transports

Ministère

Office des transports du Canada

**Tribunal d'appel des transports du
Canada**

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité. | 29.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel. | 29.4 |
| Programmes par secteur d'activité | 29.7 |
| Paievements de transfert | 29.8 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés . . . | 29.12 |
| Revenus | 29.12 |

Ministère**Objectifs**

Établir des normes rigoureuses pour assurer un réseau de transport sécuritaire et sûr.

Contribuer à la croissance économique et au développement social du Canada.

Protéger l'environnement physique.

Description des secteurs d'activité*Politiques*

Le secteur d'activité, Politiques, englobe l'élaboration de politiques de transport et de changements législatifs qui contribuent à l'efficacité et à l'efficience du réseau de transport du Canada. Il comprend aussi la surveillance et l'analyse de ce réseau de transport, la préparation de rapports annuels (*Loi sur les transports au Canada*), les études économiques, et l'évaluation des programmes. Le financement et l'analyse liés aux sociétés d'État sont également fournis.

Programmes et cessions

Le secteur d'activité, Programmes et cessions, est chargé de négocier la cession des havres, des ports et des aéroports à des intérêts locaux; d'exploiter les aéroports, les havres et les ports jusqu'à leur cession; d'exploiter les aéroports, les havres et ports éloignés appartenant au gouvernement fédéral; d'administrer les programmes de subvention pour les aéroports, les ports, les routes et les ponts; de remplir des fonctions de propriétaire et de surveillance pour le Ministère, y compris pour les havres, les ports et les aéroports et les sites du système

de navigation aérienne; d'administrer un programme de gérance de l'environnement visant les avoirs du fédéral liés au transport.

Sécurité et sûreté

Le secteur d'activité, Sécurité et sûreté, élabore des lois, des normes et des règlements nationaux et met en œuvre des programmes de surveillance, de mise à l'essai, d'inspection, d'éducation, de recherche et développement et de subventions afin de promouvoir la sécurité et la sûreté dans les modes de transport aérien, maritime, ferroviaire et routier et fournit des services d'aéronefs au gouvernement et à d'autres organismes de transport.

Administration du ministère

Le secteur d'activité, Administration du ministère, fournit au Ministère des services financiers, administratifs, informatiques, de ressources humaines, de communications internes et externes, juridiques et exécutifs.

Office des transports du Canada**Objectifs**

Contribuer à la mise en place d'un réseau de transport national à la fois efficient et accessible, qui répond aux besoins des expéditeurs, des transporteurs, des voyageurs et des autres utilisateurs.

Description des secteurs d'activité*Office des transports du Canada*

Le programme de l'Office des transports du Canada a pour but de traiter les questions assujetties à la *Loi sur les transports au Canada* et à des lois connexes, dans les secteurs ferroviaires, aériens et maritimes de compétence fédérale. L'Office examine des demandes, entend des plaintes et mène des enquêtes. Il applique diverses dispositions sur l'accès concurrentiel et le règlement des différends pour régler des questions mettant en cause une compagnie de chemin de fer et d'autres parties (expéditeurs, municipalités, entreprises de services publics, propriétaires fonciers, autres transporteurs ferroviaires). L'Office établit annuellement les montants respectifs de revenu admissible maximal du Canadien national (CN) et du Canadien pacifique (CP) pour le transport du grain de l'Ouest et détermine s'ils ont ou non dépassé ce plafond. Aux termes de la Loi, il procède également à l'établissement des coûts. L'Office défend les intérêts des consommateurs et des transporteurs en s'assurant que les transporteurs aériens exploitant des services à destination, en provenance et à l'intérieur du Canada remplissent certaines exigences minimales sur le plan économique. Pour ce faire, il administre un système de délivrance de licences de transport aérien, des ententes internationales et des tarifs internationaux. Les intérêts des consommateurs sont aussi protégés par l'entremise d'un programme de traitement des plaintes relatives au transport aérien et d'un programme de délivrance de certificats d'aptitude pour les compagnies de chemin de fer. Enfin, l'Office a pour tâche de supprimer des services et installations de transport de compétence fédérale tout obstacle abusif qui nuit à la circulation des personnes handicapées.

Tribunal d'appel des transports du Canada

Objectifs

Pourvoir le milieu de l'aviation d'un processus indépendant permettant la révision des décisions relatives à l'application des règlements ou de la délivrance des permis prises par le ministre des Transports.

Description des secteurs d'activité

Révisions et appels

Assure le fonctionnement d'un Tribunal de l'aviation civile indépendant chargé de répondre aux demandes provenant du milieu de l'aviation concernant la révision des décisions relatives à l'application des règlements ou à la délivrance des permis prises par le ministre des Transports aux termes de la *Loi sur l'aéronautique*; et tenir des audiences pour les appels. À la suite d'une audience, le Tribunal peut, selon le cas, confirmer la décision du Ministre, y substituer sa propre décision, ou encore renvoyer l'affaire au Ministre pour réexamen.

| | | | | | | | | | | |
|--|----------------------|-------------------|---------------------|----------------------|-----|---|----------------------|--------------------|------------------|------------------------------------|
| ... | 191 301 000 | ... | ... | 191 301 000 | 25 | Paiements à VIA Rail Canada Inc. | 191 301 000 | ... | ... | 264 200 700 |
| ... | 466 499 000 | ... | ... | 466 499 000 | 30 | Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien | | | | |
| ... | ... | 37 176 000 | ... | 37 176 000 | 30a | Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien | | | | |
| ... | 466 499 000 | 37 176 000 | ... | 503 675 000 | | Total—Crédit 30 | 501 171 000 | 2 504 000 | ... | 351 414 854 |
| ... | 69 970 | ... | (248) | 69 722 | (S) | Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile | 69 722 | ... | ... | 68 930 |
| ... | 3 300 000 | ... | (281 663) | 3 018 337 | (S) | Versement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont | 3 018 337 | ... | ... | 3 244 389 |
| ... | 67 372 000 | ... | (6 146 517) | 61 225 483 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 61 225 483 | ... | ... | 59 491 895 |
| ... | 1 900 000 | 18 500 000 | (1 600 790) | 18 799 210 | (S) | Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> | 18 799 210 | ... | ... | 982 820 |
| ... | 51 800 000 | ... | (20 818) | 51 779 182 | (S) | Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> | 51 779 182 | ... | ... | 51 147 330 |
| 2 076 447 | ... | ... | 1 170 362 | 3 246 809 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | ... | 2 076 447 | 1 170 362 | 2 735 000 |
| ... | ... | ... | 18 895 | 18 895 | (S) | Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 18 895 | ... | ... | 396 646 |
| 2 076 447 | 1 647 212 970 | 99 024 393 | (18 645 779) | 1 729 668 031 | | Total du ministère—Budgétaire | 1 608 192 226 | 120 305 443 | 1 170 362 | 1 441 348 773⁽²⁾ |
| Office des transports du Canada | | | | | | | | | | |
| ... | 21 215 000 | ... | ... | 21 215 000 | 35 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 3 336 600 | ... | 3 336 600 | 35a | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 230 000 | 230 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 21 215 000 | 3 336 600 | 230 000 | 24 781 600 | | Total—Crédit 35 | 23 742 536 | 1 039 064 | ... | 23 956 678 |
| ... | 3 496 000 | ... | (65 611) | 3 430 389 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 3 430 389 | ... | ... | 3 409 912 |
| ... | ... | ... | 2 736 | 2 736 | (S) | Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 2 736 | ... | ... | ... |
| ... | 24 711 000 | 3 336 600 | 167 125 | 28 214 725 | | Total du programme—Budgétaire | 27 175 661 | 1 039 064 | ... | 27 366 590 |
| Tribunal d'appel des transports du Canada | | | | | | | | | | |
| ... | 1 173 000 | ... | ... | 1 173 000 | 40 | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | 58 100 | ... | 58 100 | 40b | Dépenses du programme | | | | |
| ... | ... | ... | 5 000 | 5 000 | | Virement du CT, crédit 15 ⁽¹⁾ | | | | |
| ... | 1 173 000 | 58 100 | 5 000 | 1 236 100 | | Total—Crédit 40 | 1 162 725 | 73 375 | ... | 1 262 917 |

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

| Disponibles des exercices antérieurs | Provenance des autorisations | | | | | Crédit | Utilisation des autorisations | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----|--|----------------------------------|-------------------------|---|--|
| | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | | Employées au cours de l'exercice | Annulées ou (dépassées) | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| ... | 140 000 | ... | (31 485) | 108 515 | (S) | Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 108 515 | ... | ... | 99 243 |
| ... | 1 313 000 | 58 100 | (26 485) | 1 344 615 | | Total du programme—Budgétaire | 1 271 240 | 73 375 | ... | 1 362 160 |
| 2 076 447 | 1 673 236 970 | 102 419 093 | (18 505 139) | 1 759 227 371 | | Total du portefeuille ministériel—Budgétaire | 1 636 639 127 | 121 417 882 | 1 170 362 | 1 470 077 523⁽²⁾ |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, Queens Quay West Land Corporation et Société du Vieux-Port de Montréal Inc, ont été transférées au Bureau de l'infrastructure du Canada. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 4 000 000 \$ et de 18 400 000 \$, respectivement.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Politiques | 327 610 915 | 326 284 318 | 1 614 000 | 2 308 284 | 102 912 451 | 85 914 754 | 1 904 000 | 4 297 330 | ... | ... | 430 233 366 | 410 210 026 |
| Programmes et cessions | 173 035 568 | 130 713 342 | 34 998 000 | 26 320 541 | 370 577 368 | 314 013 374 | 306 789 000 | 265 891 538 | ... | ... | 271 821 936 | 205 155 719 |
| Sécurité et sûreté | 895 645 846 | 884 499 422 | 22 134 001 | 20 037 989 | 20 715 701 | 20 397 010 | 45 698 000 | 52 083 646 | ... | ... | 892 797 548 | 872 850 775 |
| Administration du ministère | 126 420 181 | 111 033 488 | 9 452 000 | 10 265 692 | ... | ... | 1 057 000 | 1 323 474 | ... | ... | 134 815 181 | 119 975 706 |
| Sous-total | 1 522 712 510 | 1 452 530 570 | 68 198 001 | 58 932 506 | 494 205 520 | 420 325 138 | 355 448 000 | 323 595 988 | ... | ... | 1 729 668 031 | 1 608 192 226 |
| Revenus affectés aux dépenses | (355 448 000) | (323 595 988) | ... | ... | ... | ... | (355 448 000) | (323 595 988) | ... | ... | ... | ... |
| Total du ministère—Budgétaire | 1 167 264 510 | 1 128 934 582 | 68 198 001 | 58 932 506 | 494 205 520 | 420 325 138 | ... | ... | ... | ... | 1 729 668 031 | 1 608 192 226 |
| Office des transports du Canada— Budgétaire | 28 214 725 | 27 175 661 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 28 214 725 | 27 175 661 |
| Tribunal d'appel des transports du Canada | | | | | | | | | | | | |
| Révisions et appels | 1 344 615 | 1 271 240 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 344 615 | 1 271 240 |
| Total du programme—Budgétaire | 1 344 615 | 1 271 240 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 344 615 | 1 271 240 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 1 196 823 850 | 1 157 381 483 | 68 198 001 | 58 932 506 | 494 205 520 | 420 325 138 | ... | ... | ... | ... | 1 759 227 371 | 1 636 639 127 |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|----------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Politiques | | | | | | | | | |
| | | | | | Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs | | | | |
| ... | 24 514 251 | ... | ... | 24 514 251 | | 24 343 159 | 171 092 | ... | 23 975 262 |
| ----- | | | | | | | | | |
| | | | | | Sécurité et sûreté | | | | |
| | 250 000 | ... | (145 000) | 105 000 | Subvention pour la fermeture de passages à niveau | 100 000 | 5 000 | ... | 60 000 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 1 042 000 |
| ... | 250 000 | ... | (145 000) | 105 000 | | 100 000 | 5 000 | ... | 1 102 000 |
| ... | 24 764 251 | ... | (145 000) | 24 619 251 | Total—Subventions | 24 443 159 | 176 092 | ... | 25 077 262 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Politiques | | | | | | | | | |
| | | | | | Contributions liées aux services ferroviaires voyageurs autres que ceux de VIA : | | | | |
| ... | 625 000 | ... | ... | 625 000 | Commission de transport Ontario Northland | 625 000 | ... | ... | 2 500 000 |
| ... | ... | ... | 15 175 000 | 15 175 000 | Programme de contributions pour les besoins de fonctionnement, en capital et en fond de démarrage pour les services régionaux et éloignés de transport ferroviaire voyageurs | 15 138 002 | 36 998 | ... | ... |
| ... | ... | ... | 525 000 | 525 000 | Algoma Central Railway Inc. | 525 000 | ... | ... | 2 100 000 |
| ... | ... | ... | 1 600 000 | 1 600 000 | Chemin de fer Québec North Shore & Labrador | 1 600 000 | ... | ... | 2 333 333 |
| ... | 8 036 000 | ... | 1 254 000 | 9 290 000 | Contributions à la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs | 9 244 359 | 45 641 | ... | 8 036 000 |
| ... | 16 967 200 | ... | (4 588 000) | 12 379 200 | Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien | 12 309 376 | 69 824 | ... | 12 912 901 |
| ... | 987 000 | ... | ... | 987 000 | Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada | 839 007 | 147 993 | ... | 891 172 |
| ... | 188 000 | ... | ... | 188 000 | Association du transport du Canada | 142 485 | 45 515 | ... | 113 398 |
| ... | 600 000 | ... | ... | 600 000 | Contribution aux Chemins de fer nationaux du Canada pour le Programme de remise en état du pont de Québec | 600 000 | ... | ... | 600 000 |
| ... | 115 700 000 | ... | (115 700 000) | ... | Projet de revitalisation du secteur riverain de Toronto | ... | ... | ... | ... |
| ... | 9 500 000 | ... | ... | 9 500 000 | Programme stratégique d'infrastructure routière : | | | | |
| ... | 9 000 000 | ... | ... | 9 000 000 | Points de passage frontaliers—Planification et intégration | 290 622 | 9 209 378 | ... | 959 100 |
| ... | 9 795 000 | ... | (700 000) | 9 095 000 | Systèmes de transport intelligents | 1 779 161 | 7 220 839 | ... | 1 092 032 |
| ... | ... | ... | 150 000 | 150 000 | Contribution à l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto pour la liaison aéro-ferroviaire | 9 051 646 | 43 354 | ... | 6 862 675 |
| ... | ... | ... | 9 222 000 | 9 222 000 | Contributions pour le développement d'habiletés de transport | 150 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Paiement à Ridley Terminals Incorporated—Fonctionnement | 9 214 937 | 7 063 | ... | ... |

| | | | | | | | | | |
|---|-------------|-----|--------------|-------------|--|-------------|------------|-----|-------------|
| ... | ... | ... | 12 000 | 12 000 | Contributions au groupe de recherche sur les transports du Canada | 12 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 50 000 | 50 000 | Contribution à l'université de Colombie-Britannique pour rechercher les coûts sociaux et environnementaux de transport | 50 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 70 799 975 |
| ... | 171 398 200 | ... | (93 000 000) | 78 398 200 | | 61 571 595 | 16 826 605 | ... | 109 200 586 |
| Programmes et cessions | | | | | | | | | |
| Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres aéroports : | | | | | | | | | |
| ... | 1 813 900 | ... | 1 200 000 | 3 013 900 | Programme initial | 2 379 100 | 634 800 | ... | 2 877 138 |
| ... | 42 582 100 | ... | (18 148 000) | 24 434 100 | Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires | 24 386 091 | 48 009 | ... | 32 209 545 |
| ... | 1 000 000 | ... | ... | 1 000 000 | Terre-Neuve-et-Labrador—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour, Cartwright, Makkovik, Mary's Harbour, Nain, Rigolet, Port Hope Simpson, Postville, Hopedale et Williams Harbour) | 889 426 | 110 574 | ... | 932 603 |
| ... | 2 586 057 | ... | (1 000 000) | 1 586 057 | Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : | 1 546 403 | 39 654 | ... | 37 889 380 |
| ... | 2 632 000 | ... | 3 859 000 | 6 491 000 | Nouveau-Brunswick Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais | 6 490 210 | 790 | ... | 5 129 146 |
| ... | 3 300 000 | ... | (281 663) | 3 018 337 | (S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont | 3 018 337 | ... | ... | 3 244 389 |
| ... | 51 800 000 | ... | (20 818) | 51 779 182 | (S) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland | 51 779 182 | ... | ... | 51 147 330 |
| ... | 230 000 | ... | 4 000 | 234 000 | Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour services de maintien de l'ordre à l'égard du pont de la Confédération | 234 000 | ... | ... | 230 000 |
| ... | 1 927 427 | ... | ... | 1 927 427 | Contribution à l'administration aéroportuaire régionale de Thompson au titre des coûts de remise en état de la piste—05/23 de l'aéroport de Thompson | 67 336 | 1 860 091 | ... | 68 544 |
| ... | ... | ... | 1 746 000 | 1 746 000 | Contributions des aéroports transférés non RNA—Paiements forfaitaires | 1 745 002 | 998 | ... | ... |
| ... | 42 500 000 | ... | 1 651 000 | 44 151 000 | Fonds de cession des ports | 17 839 772 | 26 311 228 | ... | 1 696 793 |
| ... | 190 699 085 | ... | ... | 190 699 085 | Programme stratégique d'infrastructure routière : | 182 728 141 | 7 970 944 | ... | 57 011 440 |
| ... | 14 649 000 | ... | ... | 14 649 000 | Composante routière | 14 406 640 | 242 360 | ... | 7 547 502 |
| ... | 19 565 000 | ... | (1 200 000) | 18 365 000 | Plan d'action 2000 sur le changement climatique : | 3 320 030 | 15 044 970 | ... | 384 981 |
| ... | 2 939 280 | ... | 10 000 | 2 949 280 | Programme de démonstration en transport urbain | 890 956 | 2 058 324 | ... | 220 782 |
| ... | 3 600 000 | ... | (854 000) | 2 746 000 | Initiatives liées au transport des marchandises | 525 923 | 2 220 077 | ... | ... |
| ... | 500 000 | ... | 159 000 | 659 000 | Changement climatique : train de mesures pour la réduction des émissions—Initiatives liées au transport non routier des marchandises | 658 251 | 749 | ... | 489 880 |
| ... | ... | ... | 444 000 | 444 000 | Sur la route du transport durable | 443 700 | 300 | ... | 156 280 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Contribution à la Ville de Rimouski pour des projets d'infrastructures à l'aéroport de Rimouski | ... | ... | ... | ... |

Paiements de transfert—Fin

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|-------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| ... | ... | ... | 685 000 | 685 000 | Contribution à la Comox Valley Airport Commission pour la construction d'infrastructures de remplacement côté piste | 664 874 | 20 126 | ... | 1 235 163 |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 9 633 181 |
| ... | 382 323 849 | ... | (11 746 481) | 370 577 368 | | 314 013 374 | 56 563 994 | ... | 212 104 077 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Sécurité et sûreté | | | | | | | | | |
| ... | 7 245 000 | ... | 95 000 | 7 340 000 | Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées en vertu de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i> | 7 340 000 | ... | ... | 7 440 000 |
| ... | 200 000 | ... | 50 000 | 250 000 | Contributions à l'Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du Programme Opération Gareautrain | 250 000 | ... | ... | 200 000 |
| ... | 384 700 | ... | (200 000) | 184 700 | Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes | ... | 184 700 | ... | ... |
| ... | ... | 1 | 192 000 | 192 001 | Contribution à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour son Programme de sécurité | 192 000 | 1 | ... | ... |
| Code canadien de sécurité : | | | | | | | | | |
| ... | ... | ... | 177 000 | 177 000 | Terre-Neuve-et-Labrador | 176 790 | 210 | ... | 241 147 |
| ... | ... | ... | 148 100 | 148 100 | Île-du-Prince-Édouard | 148 050 | 50 | ... | 201 947 |
| ... | ... | ... | 303 300 | 303 300 | Nouvelle-Écosse | 303 240 | 60 | ... | 413 627 |
| ... | ... | ... | 217 100 | 217 100 | Nouveau-Brunswick | 217 020 | 80 | ... | 296 027 |
| ... | ... | ... | 723 000 | 723 000 | Québec | 722 820 | 180 | ... | 985 947 |
| ... | ... | ... | 1 090 700 | 1 090 700 | Ontario | 1 090 670 | 30 | ... | 1 487 707 |
| ... | ... | ... | 268 900 | 268 900 | Manitoba | 268 750 | 150 | ... | 366 587 |
| ... | ... | ... | 283 200 | 283 200 | Saskatchewan | 283 120 | 80 | ... | 386 187 |
| ... | ... | ... | 498 700 | 498 700 | Alberta | 498 660 | 40 | ... | 680 187 |
| ... | ... | ... | 378 000 | 378 000 | Colombie-Britannique | 377 960 | 40 | ... | 515 547 |
| ... | ... | ... | 128 000 | 128 000 | Yukon | 127 930 | 70 | ... | 174 507 |
| ... | ... | ... | 128 000 | 128 000 | Territoires du Nord-Ouest | ... | 128 000 | ... | 174 507 |
| ... | ... | ... | 50 000 | 50 000 | Nunavut | 50 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | 8 250 000 | 8 250 000 | Programme de contributions pour la sûreté maritime | 8 250 000 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | Éléments non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 3 555 694 |
| ... | 7 829 700 | 1 | 12 781 000 | 20 610 701 | | 20 297 010 | 313 691 | ... | 17 119 618 |
| ... | 561 551 749 | 1 | (91 965 481) | 469 586 269 | Total—Contributions | 395 881 979 | 73 704 290 | ... | 338 424 281 |

| Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité | | | | | | | | | |
|--|--------------------|----------|---------------------|--------------------|--|--------------------|-------------------|-----|--------------------|
| ... | 195 912 451 | ... | (93 000 000) | 102 912 451 | Politiques | 85 914 754 | 16 997 697 | ... | 133 175 848 |
| ... | 382 323 849 | ... | (11 746 481) | 370 577 368 | Programmes et cessions | 314 013 374 | 56 563 994 | ... | 212 104 077 |
| ... | 8 079 700 | 1 | 12 636 000 | 20 715 701 | Sécurité et sûreté | 20 397 010 | 318 691 | ... | 18 221 618 |
| ... | 586 316 000 | 1 | (92 110 481) | 494 205 520 | Total du portefeuille ministériel | 420 325 138 | 73 880 382 | ... | 363 501 543 |

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|--|--|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Politiques | | | |
| Prévisions des services de l'air | 160 000 | 252 768 | 225 022 |
| Activités de recherche et développement | 1 744 000 | 3 566 302 | 3 486 456 |
| Divers | ... | 478 260 | 539 355 |
| | 1 904 000 | 4 297 330 | 4 250 833 |
| Programmes et cessions | | | |
| Ports | 8 687 000 | 12 882 259 | 12 165 841 |
| Opérations aéroportuaires | 13 250 000 | 10 991 081 | 11 699 506 |
| Aéroports—Location et frais reliés aux biens meubles | 284 736 000 | 241 861 680 | 214 441 045 |
| Divers | 116 000 | 156 518 | 178 183 |
| | 306 789 000 | 265 891 538 | 238 484 575 |
| Sécurité et sûreté | | | |
| Recouvrement et inspections en aviation | 9 762 000 | 9 202 075 | 9 901 701 |
| Formation en aviation | 809 000 | 170 592 | 385 472 |
| Services d'aéronefs | 26 700 000 | 31 167 028 | 29 826 426 |
| Recouvrement et inspections maritimes | 7 434 000 | 8 307 285 | 9 388 575 |
| Programme du registraire des véhicules importés | 475 000 | 2 335 347 | 1 526 149 |
| Inspection des voies ferrées de courtes lignes | 63 000 | 138 825 | 207 538 |
| Activités de recherche et développement | 140 000 | 448 045 | 383 797 |
| Divers | 315 000 | 314 449 | 481 339 |
| | 45 698 000 | 52 083 646 | 52 100 997 |
| Administration du ministère | | | |
| Location et concessions | 932 000 | 929 233 | 930 301 |
| Divers | 125 000 | 394 241 | 183 386 |
| | 1 057 000 | 1 323 474 | 1 113 687 |
| Total du portefeuille ministériel— Budgétaire | 355 448 000 | 323 595 988 | 295 950 092⁽¹⁾ |

(1) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements— ⁽¹⁾ | | |
| Prêts, placements et avances— | | |
| Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent | ... | 58 157 |
| Ponts Jacques-Cartier et Champlain | 205 292 | ... |
| Administration portuaire de Saint John | 264 195 | 236 421 |
| Administration portuaire de Prince Rupert | 99 670 | 83 252 |
| Administration portuaire de St. John's | 83 053 | 87 106 |
| Administration portuaire de Halifax | 1 040 961 | 976 547 |
| Administration portuaire de Trois-Rivières | 107 246 | 103 976 |
| Administration portuaire de Vancouver | 3 980 907 | 4 020 788 |
| Administration portuaire de Port Alberni | 61 229 | 56 710 |
| Administration portuaire de Toronto | 200 483 | 175 565 |
| Administration portuaire de Sept-Îles | 166 233 | 170 028 |
| Administration portuaire de Québec | 422 299 | 355 697 |
| Administration portuaire de Montréal | 3 513 610 | 3 354 354 |
| Administration portuaire de Thunder Bay | 71 672 | 26 985 |
| Administration portuaire de Windsor | 26 158 | 27 171 |
| Administration portuaire de Hamilton | 439 866 | 366 281 |
| Administration portuaire de Nanaimo | 130 956 | 102 999 |
| Administration portuaire de North Fraser | 53 121 | 54 916 |
| Administration portuaire de Fraser River | 429 869 | 353 189 |
| Administration portuaire de Belledune | 125 843 | 124 502 |
| Administration portuaire de Saguenay | 49 257 | 39 317 |
| | 11 471 920 | 10 773 961 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 738 818 | 853 086 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—Ponts Jacques-Cartier et Champlain | ... | 1 145 632 |
| Programme stratégique d'infrastructure routière—Portes frontalières Québec | 507 149 | ... |
| Fonds de cession des ports—Coal Harbour | 446 774 | ... |
| Entente Canada NB pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers du Nouveau Brunswick | 144 145 | ... |
| Programme stratégique d'infrastructure routière— Province du Nouveau Brunswick | 13 623 | ... |
| Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 4 862 270 | 1 728 870 |
| | 6 712 779 | 3 727 588 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Droits et privilèges— | | |
| Permis de transport d'explosif | 8 081 047 | 5 220 381 |
| Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent | 534 611 | (294 854) |
| | 8 615 658 | 4 925 527 |

Revenus—*Suite*

| | Exercice en cours | Exercice précédent | | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|-------------------|--------------------|--|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
| Location et utilisation de biens publics— | | | Revenus pour les règlements des dommages aux wagons- | | |
| Location à bail de wagons-trémies—CN | 7 892 171 | 8 548 515 | trémies du CP | 27 710 | 278 330 |
| Location à bail de wagons-trémies—CP | 8 418 719 | 8 145 533 | Revenus pour les frais de surestaries reliés aux wagons- | | |
| Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau | 1 199 166 | 857 188 | trémies du CN | 435 904 | 595 260 |
| Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 8 523 905 | 8 892 447 | Revenus de redevances | 51 763 | 150 134 |
| Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau | 279 368 615 | 242 072 455 | | (255 359) | 191 154 |
| | 305 402 576 | 268 516 138 | | 386 354 695 | 343 327 590 |
| Services de nature réglementaire— | | | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 1 170 362 | 2 759 521 |
| Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères | 17 134 962 | 16 503 896 | Revenus divers— | | |
| Services de nature non réglementaire— | | | Amendes | 1 329 335 | 973 513 |
| Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères | 20 061 681 | 18 226 503 | CTMA Traversier Ltée | ... | 39 |
| Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 177 793 | 228 889 | Vieux-Port de Montréal | ... | 2 404 426 |
| Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau | 34 583 631 | 34 094 845 | Produits de cession des ventes de biens immobiliers | 1 242 899 | 548 175 |
| | 54 823 105 | 52 550 237 | Mérite de cour | 65 000 | ... |
| Ventes de biens et de produits d'information— | | | Divers | 392 700 | 273 139 |
| Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères | 144 304 | 139 012 | | 3 029 934 | 4 199 292 |
| Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 489 449 | 501 626 | Total du ministère | 408 739 690 | 364 787 952 |
| | 633 753 | 640 638 | Office des transports du Canada | | |
| Autres frais et droits— | | | Autres revenus— | | |
| Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | (1 370 518) | (1 942 018) | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau | (12 042) | 12 013 | Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 5 230 | 10 547 |
| Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CN | 611 824 | 1 097 435 | Redressements des crédateurs de l'exercice précédent | 22 953 | 49 532 |
| | | | | 28 183 | 60 079 |
| | | | Ventes de biens et de services— | | |
| | | | Droits et privilèges | 42 | 27 |
| | | | Ventes de biens et de produits d'information— | | |
| | | | Produits des ventes des ordres et décisions | 944 | 2 203 |
| | | | Autres frais et droits— | | |
| | | | Frais pour services rendus à des compagnies | 449 | 10 658 |
| | | | | 1 435 | 12 888 |
| | | | Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 2 736 | ... |
| | | | Revenus divers | 50 768 | 13 459 |
| | | | Total du programme | 83 122 | 86 426 |

Revenus—Fin

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|--------------------|-------------------------------------|
| | \$ | \$ |
| Tribunal d'appel des transports du Canada | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 40 145 | ... |
| Total du programme | 40 145 | ... |
| Sommaire du portefeuille ministériel | | |
| Autres revenus— | | |
| Revenus de placements | 11 471 920 | 10 773 961 |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 6 781 107 | 3 787 667 |
| Ventes de biens et de services | 386 356 130 | 343 340 478 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 1 173 098 | 2 759 521 |
| Revenus divers | 3 080 702 | 4 212 751 |
| Total du portefeuille ministériel | 408 862 957 | 364 874 378⁽²⁾⁽³⁾ |

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

(3) Au cours de l'exercice, Société immobilière du Canada limitée a été transférée au Bureau de l'infrastructure du Canada, Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 4 999 990 \$.

SECTION 30

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2004-2005

Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère

SOMMAIRE

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité | 30.2 |
| Sommaire du portefeuille ministériel | 30.4 |
| Programmes par secteur d'activité. | 30.6 |
| Paievements de transfert | 30.7 |
| Détail des montants disponibles pour être dépensés | 30.8 |
| Revenus | 30.8 |

Ministère**Objectifs**

Le Programme des services gouvernementaux (PSG) fournit une vaste gamme de services pour aider les ministères et organismes clients à atteindre leurs objectifs. Le PSG offre la meilleure valeur pour le gouvernement dans le contexte des politiques gouvernementales en accordant toute l'importance voulue aux principes de circonspection, de probité et de transparence.

Description des secteurs d'activité*Services immobiliers*

- Fournir des environnements de travail productifs pour quelque 189 000 employés fédéraux dans une centaine de ministères et d'organismes et gérer un parc immobilier de 6,6 millions de mètres carrés de superficie.
- Exercer un leadership dans l'immobilier et assurer la régie comme gardien des immeubles à bureaux et installations à vocation commune du gouvernement fédéral, de même que de différents ouvrages publics de génie (par exemple des ponts et des barrages), notamment des trésors nationaux comme la Cité parlementaire et d'autres à caractère patrimonial partout au Canada.
- Fournir des conseils stratégiques et spécialisés, des services professionnels et techniques (notamment l'architecture et le génie, l'immobilier et la gestion des biens et installations) aux autres ministères et organismes. La fonction des services comprend aussi l'administration, pour le gouvernement fédéral, des paiements en remplacement des impôts et du Fonds renouvelable pour l'aliénation des biens immobiliers, qui permet d'aliéner les biens immobiliers excédentaires par rapport aux besoins du gouvernement.

Service des approvisionnements

- Acquérir des biens et des services au nom du gouvernement fédéral.
- Gérer le processus d'approvisionnement en aidant les clients dans la définition des besoins, dans les appels d'offres et l'évaluation des propositions, ainsi que dans la négociation et l'administration des contrats.
- Gérer tous les aspects des grands projets (plus de 100 millions de dollars) se rapportant aux achats.
- Fournir des services spécialisés aux ministères clients, par exemple : les services d'inspection maritime et les services techniques connexes, les services de sécurité industrielle et d'enquêtes de sécurité sur le personnel, la gestion des biens saisis, la gestion des voyages, les normes adoptées par consensus et les services d'évaluation de la conformité.
- Assurer des services d'aliénation pour les ministères clients.

Receveur général

- Gérer les opérations du Trésor fédéral et appuyer la prestation de fonds aux Canadiens et Canadiennes, notamment en émettant les paiements du receveur général pour les principaux programmes du gouvernement.
- Administrer l'encaissement, le transfert, la détention, le débours, la concordance et la surveillance des fonds publics.
- Mettre à jour les Comptes du Canada, établir des rapports à ce sujet et produire les états financiers.

Rémunération de la fonction publique

- Administrer les processus de la paye, des pensions et de l'assurance-maladie et l'assurance-invalidité pour les employés fédéraux et les pensionnés.
- Fournir des services de gestion des pensions au ministère de la Défense nationale et aux participants au régime de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Services communs de télécommunications et d'informatique

- Fournir des services de gestion de l'information et de technologie de l'information (GI-TI), sur demande, à tous les ministères et organismes fédéraux.
- Jouer le rôle d'un principal mandataire dans la fourniture des systèmes de GI-TI et de télécommunications du gouvernement du Canada, conformément au modèle d'infrastructure électronique commun établi en partenariat avec les autres ministères.
- Exercer un leadership en appuyant les initiatives pangouvernementales pour résoudre les problèmes essentiels de GI-TI, par exemple l'élaboration d'une infrastructure stratégique commune et le renouvellement des collectivités.
- Offrir les types suivants de services au nom du gouvernement, aux ministères et aux organismes :
 - services consultatifs stratégiques;
 - services de gestion de l'infrastructure commune;
 - services de télécommunications;
 - services opérationnels d'informatique et de réseau;
 - services de gestion et de développement des applications;
 - services de formation et d'enseignement professionnels.

Conseils et Vérification Canada

- Fournir, à titre optionnel et moyennant des honoraires de services, des services d'expertise-conseil et de vérification aux ministères et aux organismes du gouvernement fédéral partout au Canada et, sur demande, aux administrations étrangères et aux organismes internationaux.
- Aider les clients à mieux servir le grand public, en améliorant la gestion, l'exploitation et l'administration du secteur public tout en respectant les priorités et les besoins du gouvernement.
- Mettre l'accent sur l'excellence dans le service à la clientèle, en partageant les compétences du secteur public et en s'occupant des secteurs particulièrement pertinents pour le gouvernement fédéral.
- Adapter les services pour répondre aux besoins des gestionnaires de la fonction publique et pour respecter les priorités du gouvernement.
- Offrir des services en partenariat avec le secteur privé grâce à la sous-traitance.

Bureau de la traduction

- Fournir des services et des produits de traduction, d'interprétation et de terminologie au Parlement du Canada, à la magistrature et aux ministères et organismes fédéraux dans les deux langues officielles et dans d'autres langues au besoin.
- Sur demande, fournir ces services aux autres gouvernements au Canada et aux organismes internationaux.
- Normaliser la terminologie du gouvernement fédéral.

- Équilibrer les dépenses opérationnelles avec le revenu global résultant du recouvrement des fonds auprès des clients et des crédits.

Services d'information du gouvernement

Gestion de la plate-forme de communication du gouvernement du Canada, en donnant accès à l'information sur les programmes et les services gouvernementaux grâce à différentes voies de communication (la ligne téléphonique sans frais 1 800 O-Canada, le site Web Canada.gc.ca et la Gazette du Canada), en faisant la promotion des programmes et des services gouvernementaux (dans le cadre du marketing et de la publicité des Services gouvernementaux et du Programme des expositions) et en coordonnant les activités de communication du gouvernement du Canada (dans les secteurs de la publicité, de la recherche sur l'opinion publique et du droit d'auteur de l'État).

Soutien opérationnel

- Apporter un soutien aux cabinets du ministre et de la sous-ministre.
- Fournir des services de GI-TI aux secteurs d'activité de TPSGC et des services de sécurité des technologies de l'information pour les secteurs, les opérations et la plate-forme électronique du Ministère, en plus des services communs de GI-TI.
- Fournir des services ministériels à l'échelle nationale dans le domaine des finances, des communications, de la vérification et de l'examen, du bureau de l'élaboration de l'éthique, des ressources humaines, de la gestion du matériel, de la sécurité, du règlement des réclamations contractuelles, de la politique et de la planification ministérielles, de la gestion des portefeuilles, de leur fonction de secrétariat ministériel et des services juridiques.

| | | | | | | | | | |
|--------------------|----------------------|--------------------|-------------------|----------------------|--|----------------------|--------------------|--------------------|--|
| 150 000 000 | ... | ... | ... | 150 000 000 | (S) Fonds renouvelable des Services immobiliers | ... | ... | 150 000 000 | ... |
| 41 844 271 | ... | 5 704 220 | (5 704 220) | 41 844 271 | (S) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique | (3 889 084) | ... | 45 733 355 | (5 106 708) |
| 100 000 000 | ... | ... | ... | 100 000 000 | (S) Fonds renouvelable de la production de défense | ... | ... | 100 000 000 | ... |
| ... | ... | ... | 778 125 | 778 125 | (S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs | 778 125 | ... | ... | 2 650 620 |
| 209 378 | ... | ... | 205 836 | 415 214 | (S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 198 398 | 10 980 | 205 836 | 116 318 |
| ... | ... | ... | 21 308 | 21 308 | (S) Honoraires—Agence de recouvrement | 21 308 | ... | ... | 7 948 |
| ... | ... | ... | 453 101 807 | 453 101 807 | (S) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versées aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices | 453 101 807 | ... | ... | 434 968 564 |
| ... | ... | ... | (452 291 878) | (452 291 878) | (S) Recouvrements des ministères responsables | (452 291 878) | ... | ... | (435 890 355) |
| ... | ... | ... | 571 | 571 | (S) Pertes d'opérations de change | 571 | ... | ... | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | (S) Crédits non requis pour l'exercice en cours | ... | ... | ... | 38 822 |
| 388 560 514 | 2 410 951 972 | 224 330 012 | 47 939 586 | 3 071 782 084 | Total budgétaire | 2 396 067 946 | 266 763 607 | 408 950 531 | 2 439 298 215 |
| 1 751 090 | ... | ... | ... | 1 751 090 | L15b Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 22 000 000 \$ (Net) | (318 758) | ... | 2 069 848 | (286 333) |
| 53 990 713 | ... | ... | ... | 53 990 713 | (S) (L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net) | 1 195 595 | ... | 52 795 118 | (11 623 605) |
| 55 741 803 | ... | ... | ... | 55 741 803 | Total non budgétaire | 876 837 | ... | 54 864 966 | (11 909 938) |
| 388 560 514 | 2 410 951 972 | 224 330 012 | 47 939 586 | 3 071 782 084 | Total du portefeuille ministériel— | 2 396 067 946 | 266 763 607 | 408 950 531 | 2 439 298 215 ⁽³⁾⁽⁴⁾ |
| 55 741 803 | ... | ... | ... | 55 741 803 | Budgétaire | 876 837 | ... | 54 864 966 | (11 909 938) |
| | | | | | Non budgétaire | | | | |

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements de la rémunération.

(2) Le 19 janvier 1995, la décision du Conseil du Trésor a été rendue, étant entendu que l'excédent de 5 000 000 \$ accumulé à la fin de l'exercice sera versé au Trésor.

(3) Au cours de l'exercice, Communication Canada a été amalgamé au ministère et une partie a été transférée à Patrimoine canadien et au Conseil privé. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 991 697 \$ et 12 983 347 \$, respectivement.

(4) Au cours de l'exercice, Gouvernement en direct et Bureau de la modernisation des services de voyage du gouvernement ont été transférés du Conseil du Trésor. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 13 310 876 \$ et 3 602 195 \$, respectivement.

Programmes par secteur d'activité

| | Fonctionnement | | Capital | | Paiements de transfert | | Revenus affectés aux dépenses | | Non budgétaire | | Total | |
|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|--|---|
| | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice | Total des autorisations disponibles pour emploi | Autorisations employées au cours de l'exercice |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | | | | |
| Services immobiliers | 2 996 100 144 | 2 593 835 159 | 335 995 947 | 291 959 182 | 1 400 931 | 1 400 929 | 1 308 690 169 | 1 252 242 187 | ... | ... | 2 024 806 853 | 1 634 953 083 |
| Service des approvisionnements | 349 137 994 | 279 756 384 | ... | ... | ... | ... | 155 039 289 | 127 260 231 | ... | ... | 194 098 705 | 152 496 153 |
| Receveur général | 127 335 793 | 127 628 532 | ... | ... | ... | ... | 16 310 348 | 16 310 348 | ... | ... | 111 025 445 | 111 318 184 |
| Rémunération de la fonction publique | 76 754 938 | 76 529 409 | ... | ... | ... | ... | 47 723 894 | 47 723 894 | ... | ... | 29 031 044 | 28 805 515 |
| Services communs de télécommunica- tions et d'informatique | 392 149 370 | 338 401 652 | ... | ... | ... | ... | 201 580 601 | 200 311 432 | ... | ... | 190 568 769 | 138 090 220 |
| Conseils et Vérification Canada | 125 751 202 | 121 187 241 | ... | ... | ... | ... | 99 979 000 | 124 612 434 | ... | ... | 25 772 202 | (3 425 193) |
| Bureau de la traduction | 309 939 245 | 244 164 715 | ... | ... | ... | ... | 227 998 000 | 199 790 095 | ... | ... | 81 941 245 | 44 374 620 |
| Services d'information du gouvernement | 69 047 579 | 58 346 748 | ... | ... | 2 121 697 | ... | 9 315 776 | 9 315 776 | ... | ... | 61 853 500 | 49 030 972 |
| Soutien opérationnel | 433 585 447 | 421 325 518 | ... | ... | ... | ... | 180 901 126 | 180 901 126 | ... | ... | 252 684 321 | 240 424 392 |
| Fonds renouvelable de la production de défense | 100 000 000 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 100 000 000 | ... |
| Étendre la portée du crédit L29g de Finances | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 1 751 090 | (318 758) | 1 751 090 | (318 758) |
| Administration des biens saisis | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 53 990 713 | 1 195 595 | 53 990 713 | 1 195 595 |
| Sous-total— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 4 979 801 712 | 4 261 175 358 | 335 995 947 | 291 959 182 | 3 522 628 | 1 400 929 | 2 247 538 203 | 2 158 467 523 | ... | ... | 3 071 782 084 | 2 396 067 946 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 55 741 803 | 876 837 | 55 741 803 | 876 837 |
| Revenus affectés aux dépenses | (2 247 538 203) | (2 158 467 523) | ... | ... | ... | ... | (2 247 538 203) | (2 158 467 523) | ... | ... | ... | ... |
| Total du portefeuille ministériel— | | | | | | | | | | | | |
| Budgétaire | 2 732 263 509 | 2 102 707 835 | 335 995 947 | 291 959 182 | 3 522 628 | 1 400 929 | ... | ... | ... | ... | 3 071 782 084 | 2 396 067 946 |
| Non budgétaire | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 55 741 803 | 876 837 | 55 741 803 | 876 837 |

Paiements de transfert

| Provenance des autorisations | | | | | Utilisation des autorisations | | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--|----------------------------------|------------------|---|--|
| Disponibles des exercices antérieurs | Indiquées dans | | Redressements et virements | Total disponible pour emploi | | Employées au cours de l'exercice | Écart | Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs | Employées au cours de l'exercice précédent |
| | Budget principal des dépenses | Budgets supplémentaires des dépenses | | | | | | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | | | | | | | |
| Subventions | | | | | | | | | |
| Services immobiliers | | | | | | | | | |
| ... | 79 002 | ... | ... | 79 002 | Subvention non financière à la Société Royale du Canada | 79 002 | ... | ... | 79 002 |
| ... | 436 274 099 | ... | 16 827 708 | 453 101 807 | (S) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versées aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices | 453 101 807 | ... | ... | 434 968 564 |
| ... | (436 274 099) | ... | (16 017 779) | (452 291 878) | (S) Recouvrement auprès des ministères ayant la garde des biens immobiliers | (452 291 878) | ... | ... | (435 890 355) |
| ... | 79 002 | ... | 809 929 | 888 931 | | 888 931 | ... | ... | (842 789) |
| ----- | | | | | | | | | |
| Services d'information du gouvernement | | | | | | | | | |
| ... | ... | 1 000 000 | (328 303) | 671 697 | Subventions à l'appui des activités et de projets visant une meilleure compréhension et valorisation de l'identité canadienne et une prise de conscience sociale | ... | 671 697 | ... | 302 700 |
| ... | 79 002 | 1 000 000 | 481 626 | 1 560 628 | Total—Subventions | 888 931 | 671 697 | ... | (540 089) |
| ----- | | | | | | | | | |
| Contributions | | | | | | | | | |
| Services immobiliers | | | | | | | | | |
| ... | 12 000 | ... | ... | 12 000 | Association canadienne de normalisation | 11 998 | 2 | ... | 12 000 |
| ... | 5 670 000 | ... | (5 170 000) | 500 000 | Contributions à Argentia Management Authority | 500 000 | ... | ... | 272 493 |
| ... | 5 682 000 | ... | (5 170 000) | 512 000 | | 511 998 | 2 | ... | 284 493 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Services d'information du gouvernement | | | | | | | | | |
| ... | ... | 1 450 000 | ... | 1 450 000 | Contributions à l'appui des activités et de projets visant une meilleure compréhension et valorisation de l'identité canadienne et une prise de conscience sociale | ... | 1 450 000 | ... | 13 475 263 |
| ... | 5 682 000 | 1 450 000 | (5 170 000) | 1 962 000 | Total—Contributions | 511 998 | 1 450 002 | ... | 13 759 756 |
| ----- | | | | | | | | | |
| Sommaire du portefeuille ministériel par secteur d'activité | | | | | | | | | |
| ... | 5 761 002 | ... | (4 360 071) | 1 400 931 | Services immobiliers | 1 400 929 | 2 | ... | (558 296) |
| ... | ... | 2 450 000 | (328 303) | 2 121 697 | Services d'information du gouvernement | ... | 2 121 697 | ... | 13 777 963 |
| ... | 5 761 002 | 2 450 000 | (4 688 374) | 3 522 628 | Total du portefeuille ministériel | 1 400 929 | 2 121 699 | ... | 13 219 667⁽¹⁾⁽²⁾ |

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Communication Canada a été amalgamé au ministère et une partie a été transférée à Patrimoine canadien. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 991 697 \$.

⁽²⁾ Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

| | Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice courant | Autorisations employées dans l'exercice précédent |
|---|--|--|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| Ministère | | | |
| Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés) | | | |
| Services immobiliers | 1 308 690 169 | 1 252 242 187 | 1 251 120 991 |
| Service des approvisionnements | 155 039 289 | 127 260 231 | 131 475 909 |
| Receveur général | 16 310 348 | 16 310 348 | 22 055 907 |
| Rémunération de la fonction publique | 47 723 894 | 47 723 894 | 42 768 383 |
| Services communs de télécommunications et d'informatique | 201 580 601 | 200 311 432 | 176 240 285 |
| Conseils et Vérification Canada | 99 979 000 | 124 612 434 | 129 242 760 |
| Bureau de la traduction | 227 998 000 | 199 790 095 | 198 459 463 |
| Services d'information du gouvernement | 9 315 776 | 9 315 776 | 12 117 866 |
| Soutien opérationnel | 180 901 126 | 180 901 126 | 146 183 803 |
| Total budgétaire | 2 247 538 203 | 2 158 467 523 | 2 109 665 367 |
| Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées) | | | |
| Recouvrement—Caisse d'avance fixe | 1 751 090 | ... | 286 333 |
| Recouvrement—Biens saisis | ... | 31 270 317 | 46 431 533 |
| Total non budgétaire | 1 751 090 | 31 270 317 | 46 717 866 |
| Total du portefeuille ministériel— | | | |
| Budgétaire | 2 247 538 203 | 2 158 467 523 | 2 109 665 367 ⁽¹⁾ |
| Non budgétaire | 1 751 090 | 31 270 317 | 46 717 866 |

(1) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

Revenus

| | Exercice en cours | Exercice précédent |
|---|----------------------|--|
| | \$ | \$ |
| Ministère | | |
| Autres revenus— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs— | | |
| Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs | 11 474 081 | 6 100 825 |
| Redressements des créiteurs de l'exercice précédent | 6 594 703 | 7 036 499 |
| | 18 068 784 | 13 137 324 |
| Ventes de biens et de services— | | |
| Location et utilisation de biens publics | 399 442 999 | 354 266 110 |
| Services de nature réglementaire— | | |
| Bénéfices de bassins de radoub | 101 622 063 | 3 887 990 |
| Divers | 3 753 640 | 168 700 597 |
| | 105 375 703 | 172 588 587 |
| Services de nature non réglementaire— | | |
| Location, licences et permis | 1 645 077 479 | 1 485 485 291 |
| Ventes de biens et de produits d'information— | | |
| Ventes de biens et de produits d'information | 9 040 651 | 25 631 563 |
| Publications | 4 042 114 | 10 088 802 |
| Articles promotionnels | ... | 1 756 424 |
| | 13 082 765 | 37 476 789 |
| Autres frais et droits | 10 618 288 | 490 032 |
| | 2 173 597 234 | 2 050 306 809 |
| Produits de la vente de biens excédentaires de l'État | 205 836 | 209 378 |
| Revenus divers— | | |
| Dons à l'État | 123 575 | 72 962 |
| Gain sur change de monnaie étrangère | 41 073 | 427 045 |
| Immeuble saisie | 16 470 228 | 17 496 327 |
| Divers | 42 483 267 | 29 718 083 |
| | 59 118 143 | 47 714 417 |
| Total du portefeuille ministériel | 2 250 989 997 | 2 111 367 928 ⁽¹⁾⁽²⁾ |

(1) Modifie l'énoncé des comptes publics de l'exercice précédent.

(2) Au cours de l'exercice, Gouvernement en direct et Bureau de la modernisation des services de voyage du gouvernement ont été transférés du Conseil du Trésor. Donc, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 7 568 \$.

SECTION 31

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2004-2005

Index

A

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, *voir volume III, section 6*

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, *voir volume III, section 5*

ACTIFS NON FINANCIERS, *voir volume I, section 10*

Administration du pipe-line du Nord, 26

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES), 2

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL), 3

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, 4

Agence canadienne d'évaluation environnementale, 17

Agence canadienne d'inspection des aliments, 8

Agence canadienne de développement international, 2

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC, 5

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada, 12

Agence de la consommation en matière financière du Canada, 18

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE, 6

AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA, 7

Agence des services frontaliers du Canada, 28

Agence Parcs Canada, 17

Agence spatiale canadienne, 20

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE, 8

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS, *voir volume I, section 1*

ANCIENS COMBATTANTS, 9

Anciens combattants, Programme des, 9

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, 1.50

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, 1.75

A—Fin

Autorisations disponibles des exercices antérieurs, 1.88

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, 1.96

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, 1.98

AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, *voir volume III, section 12*

AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, *voir volume III, section 11*

B

Bibliothèque du Parlement, 22

Bibliothèque et Archives du Canada, 23

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, 13

Bureau de l'enquêteur correctionnel, 28

BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA, 10

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones, 28

Bureau du surintendant des institutions financières, 18

C

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, 25

Centre canadien des armes à feu, 28

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, 18

Centre de recherches pour le développement international, 2

Chambre des communes, 22

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION, 11

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, 13

Comité des griefs des Forces canadiennes, 14

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, 28

Commissaire à la magistrature fédérale, 21

Commissaire aux langues officielles, 13

C—Suite

Commissariat à l'éthique, 22

Commissariat à l'information du Canada, Programme du, 21

Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, Programme du, 21

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada, 21

Commission canadienne de sûreté nucléaire, 26

Commission canadienne des affaires polaires, 4

Commission canadienne des droits de la personne, 21

Commission canadienne des grains, 8

Commission canadienne du lait, 8

Commission canadienne du tourisme, 20

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire, 14

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 11

Commission de la capitale nationale, 23

Commission de la fonction publique, 23

Commission des champs de bataille nationaux, 23

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, 28

Commission des relations de travail dans la fonction publique, 23

Commission du droit d'auteur, 20

Commission du droit du Canada, 21

Commission mixte internationale, 2

Commission nationale des libérations conditionnelles, 28

COMPTES CONSOLIDÉS, *voir volume I, section 4*

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, *voir volume I, section 8*

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, 23

Conseil canadien des normes, 20

Conseil canadien des relations industrielles, 25

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, 27

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, 27

C—Fin

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 23
Conseil de recherches en sciences humaines, 20
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 20
Conseil des Arts du Canada, 23
CONSEIL DU TRÉSOR, 12
Conseil national de recherches du Canada, 20
CONSEIL PRIVÉ, 13
Corporation commerciale canadienne, 3
Cour suprême du Canada, 21
CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER, *voir volume I, section 5*

D

DÉFENSE NATIONALE, 14
Dépenses ministérielles par article courant, 1.13
Dépenses ministérielles par catégorie, 1.4
Description des secteurs d'activité, Objectifs des programmes et—*Voir section ministérielle appropriée*
Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, 1.12
Détail des autres paiements de transfert, 1.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés—*Voir section ministérielle appropriée*
DETTE PORTANT INTÉRÊT, *voir volume I, section 6*
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL), 15
Directeur général des élections, 13
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, 16

E

École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion), 12
ENCAISSE ET DÉBITEURS, *voir volume I, section 7*

E—Fin

Énergie atomique du Canada limitée, 26
ENVIRONNEMENT, 17
État des revenus et charges, 1.3
ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS, *voir volume III, section 2*
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUELABLES, *voir volume III, section 1*
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET RAPPORT ET OBSERVATIONS DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE, *voir volume I, section 2*
Exportation et développement Canada, 3

F

Financement agricole Canada, 8
FINANCES, 18
FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, *voir volume III, section 8*

G

Gendarmerie royale du Canada, 28
GOUVERNEUR GÉNÉRAL, 19

I

INDUSTRIE, 20
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, *voir volume III, section 3*
Instituts de recherche en santé du Canada, 27

J

JUSTICE, 21

M

Monnaie royale canadienne, 7
Musée canadien de la nature, 23

M—Fin

Musée canadien des civilisations, 23
Musée des beaux-arts du Canada, 23
Musée national des sciences et de la technologie, 23

O

Objectifs des programmes et description des secteurs d'activité—*Voir section ministérielle appropriée*
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET PASSIF ÉVENTUEL, *voir volume I, section 11*
Office de commercialisation du poisson d'eau douce, 24
Office des transports du Canada, 29
Office national de l'énergie, 26
Office national du film, 23

P

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, *voir volume III, section 9*
Paiements de transfert—*Voir section ministérielle appropriée*
PAIEMENTS DE TRANSFERT, *voir volume III, section 7*
PARLEMENT, 22
PATRIMOINE CANADIEN, 23
PÊCHES ET OCÉANS, 24
Politiques économiques, sociales et financières, Programme des, 18
PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, *voir volume I, section 9*
PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, *voir volume III, section 10*
Programmes par secteur d'activité—*Voir section ministérielle appropriée*
Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, 1.34
Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, 1.41
Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), 1.44

R

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, 1.21
 Récapitulation des charges externes par catégorie, 1.10
 Récapitulation des revenus externes, 1.28
 Revenus—*Voir section ministérielle appropriée*
 Revenus ministériels, 1.22
 RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, 25
 RESSOURCES NATURELLES, 26
 REVENUS, CHARGES ET DÉFICIT ACCUMULÉ, *voir volume I, section 3*

S

SANTÉ, 27
 Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, 3
 Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 13
 Sénat, 22
 Service administratif des tribunaux judiciaires, 21
 Service canadien du renseignement de sécurité, 28
 Service correctionnel, 28
 Service de la dette publique, Programme du, 18

S —Fin

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, *voir volume III, section 4*
 Société canadienne d'hypothèques et de logement, 25
 Société canadienne des postes, 7
 Société d'assurance-dépôts du Canada, 18
 Société d'expansion du Cap-Breton, 6
 Société de développement du Cap-Breton, 26
 Société du Centre national des Arts, 23
 Société Radio-Canada, 23
 SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE), 28
 Sommaire du portefeuille ministériel (de la provenance et de l'utilisation des autorisations)—*Voir section ministérielle appropriée*
 Statistique Canada, 20

T

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 13
 TABLEAUX SOMMAIRES ET APPENDICES, 1
 Téléfilm Canada, 23
 Transferts aux provinces, Programme fédéral de, 18
 TRANSPORTS, 29

T —Fin

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX, 30
 Tribunal canadien des droits de la personne, 21
 Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs, 25
 Tribunal canadien du commerce extérieur, 18
 Tribunal d'appel des transports du Canada, 29
 Tribunal de la concurrence, 20
 Tribunal de la dotation de la fonction publique, 23
 Tribunal des anciens combattants (révision et appel), Programme du, 9

V

Ventes de biens et de services, 1.30
 Vérificateur général, 18